



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2017

CAUSERIE

En guise de 1er mai, la causerie du jour. Les infos en bref et le reste demain.

Je ne vous souhaite pas un bon défilé, et pour cause, tous les syndicats, chacun à leur manière appellent à voter Macron. Et après cela il y en a qui prétendent qu'il existerait des syndicats indépendants, certainement pas de l'Etat ou du régime qu'ils soutiennent tous. Ils vont aller voter avec Parisot, Gattaz, Drahi, Attali, Valls, Fillon, Sarkozy, Hollande...

- La CFDT, la CGT, la CFTC, la FSU et Solidaires exhortent leurs adhérents à «faire barrage» à l'extrême droite au second tour. liberation.fr 25.04

Compte tenu des informations que je possède, j'appelle à voter pour les candidats du mouvement de Mélenchon aux élections législatives, et tous les partis ouvriers, militants, travailleurs à s'y rallier ou à les soutenir tout en conservant leur liberté d'expression et d'action, leurs convictions.

Première partie.

Pourquoi la candidature unique Hamon-Mélenchon était impossible ou une vue de l'esprit que seuls des gens bornés ou aux intentions inavouables pouvaient imaginer.

Hamon a été propulsé candidat du PS par Hollande et sa clique pour faire barrage à Mélenchon, et tous ceux qui l'avaient compris au sein du PS ont voté Hamon à la primaire de la "gauche". Hamon a affirmé qu'il appellerait à voter Mélenchon s'il parvenait au second tour en espérant que Mélenchon n'y parvienne pas, ce qui se concrétisa très rapidement en appelant voter Macron le soir même des résultats du premier tour.

On nous dira que ce sont là des lieux communs ou que c'était parfaitement prévisible, certes, mais l'essentiel est ailleurs. Au cas où Mélenchon aurait été qualifié pour le second tour et que Hamon aurait appelé à voter pour lui, le vote en faveur de Mélenchon aurait perdu toute crédibilité ou aurait été dénaturé. Pire, le raliement de Hamon aurait été un puissant facteur de dislocation de son mouvement au lieu de constituer un facteur d'unité, les millions d'électeurs qui n'avaient pas voté pour Hamon n'ayant pas l'intention de mêler leurs voix à celles de Hamon, sinon ils auraient voté pour lui.

Pire encore, cela aurait très mal auguré la suite en plombant la campagne des législatives avec le boulet Hamon à la patte ou dans toutes les mémoires. Mélenchon et son mouvement seraient apparus comme de vulgaires manoeuvriers d'appareil prêts à

tout pour se faire élire et indigne de confiance, sa dynamique aurait été brisée nette.

Il n'y a que les adeptes de ces méthodes de boutiquiers, les combinards sans principe, pour imaginer qu'un tel compromis n'aurait eu aucune influence sur l'état d'esprit des électeurs qui justement n'en pouvaient plus de ces arrangements pourris destinés à les bernier à l'arrivée, car c'est bien de cela dont il serait agi.

Les électeurs de Mélenchon ont sanctionné au passage le PS. Ils ne voulaient voter pour aucun candidat du PS, qui plus est un ex-ministre de Hollande qui partageait sa politique et celle de Macron, et dans lequel ils n'avaient aucune raison d'avoir confiance. On peut comprendre que des militants qui ont manifesté une confiance aveugle dans des dirigeants qui les ont trompés pendant 40 ans, ne comprennent pas que les électeurs rompent avec cette pratique qui les a menés où nous en sommes, ou qui souhaitent que leur vote ne soit pas détourné, instrumentalisé, récupéré par le représentant d'un parti qui incarne la négation de leurs valeurs ou de leurs principes, de leurs intérêts ou aspirations.

Toute alliance ou tout accord avec le PS à quelque niveau que ce soit doit être banni, sous peine de perdre toute crédibilité et finalement de faire le jeu de la réaction puisque c'est le camp auquel il appartient.

On pourrait se dire à la lecture de l'extrait suivant de l'article 2017, le coup d'Etat, que Hamon ayant été manipulé par Hollande et Jouyet contre Mélenchon (et Fillon), le ramener dans le camp de Mélenchon aurait en quelque sorte pu faire capoter l'opération de Hollande, à première vue seulement, tout comme cela aurait pu servir de repoussoir à ceux qui se destinaient à voter Mélenchon, mais ne voulait pas entendre parler du candidat officiel du PS. On nous dira que la déclaration de Hamon aurait pu avoir le même effet avant le premier tour et faire perdre des voix à Mélenchon, sans doute, de manière limitée parce que Mélenchon face à Le Pen, on n'imaginait pas quelle autre alternative aurait pu avoir Hamon hormis le vote blanc, donc cela ne lui a rien coûté et n'a sans doute eu aucune influence auprès des électeurs potentiels de Mélenchon.

Pour imaginer l'attelage électoral Hamon-Mélenchon, il fallait ignorer ou feindre d'ignorer que la candidature de Hamon était un pur produit de Hollande, et non qu'il aurait incarné un quelconque courant de gauche qui aurait été séduit par son programme incompatible avec celui de Mélenchon qu'ils rejetaient. Le courant de gauche du PS est une légende inventée uniquement pour justifier le soutien que les trotskystes (POI-POID) devaient lui apporter pendant près de 70 ans et camoufler leur véritable nature contre-révolutionnaire ou opportuniste.

C'était aussi occulter que Cambadélis demeurait le secrétaire national du PS et qu'aucune décision de la sorte ne pourrait avoir lieu sans son accord et celui de Hollande ou de la direction du PS, qui évidemment se seraient opposés farouchement à une candidature commune Hamon-Mélenchon.

Ce n'est pas un hasard si ceux qui se livrent à cette interprétation frauduleuse refusent toujours de caractériser le PS de parti de droite et de rompre avec l'appareil de FO dont le secrétaire national (Mailly) est encarté au PS, c'est très significatif de ce que représente le trotskysme défiguré.

Ces gens-là n'ont vécu que de calculs minables, de vulgaires manoeuvres, de combines d'appareils pourries et de coups tordus, au point d'orienter leurs analyses et leur politique uniquement en fonction du PS ou de leurs rapports au PS.

Ils ont appelé à une candidature unique avant que les sondages placent Mélenchon nettement devant Hamon, et ils ont continué à tenir le même discours par la suite, comme si c'était à Mélenchon de se désister en faveur de Hamon, ce qui aurait entraîné la dislocation de son mouvement.

J'ai reçu un courriel d'un militant ou d'un sympathisant du POID qui confirmait que ces gens-là veulent toujours avoir raison, qu'ils ont toujours raison, alors que les faits démontrent exactement le contraire, comme quoi ce n'est pas d'hier qu'il y en a qui osent tout ! Ces gens-là ne doutent de rien, vous comprenez mieux pourquoi ils n'ont jamais construit le parti, ils n'en auraient jamais eu réellement l'intention qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement, c'est la déduction logique à laquelle je suis parvenu depuis déjà longtemps et qu'ils viennent de confirmer à leur manière.

Extrait de l'article : 217, le coup d'Etat.

- "Hollande et son ami (Jean Pierre Jouyet, le Secrétaire Général de l'Élysée - ndlr) sont parfaitement informés de l'état d'esprit de la majorité des militants socialistes, et du désamour profond qu'il règne à l'égard de la politique gouvernementale. Ils sont quasiment certains du résultat de la primaire et de l'éviction de Valls. Mais, dans le doute, ils vont miser sur Hamon. Pourquoi ? Encore une fois, l'élection de Valls serait contre productive. Hamon est celui qui cristallise l'aile gauche du PS et qui peut empêcher le « populisme » (cf. les objectifs de la NED) de gauche de progresser en le divisant. En langage clair : il s'agit de contenir Mélenchon dans son pré carré.

Comme prévu, c'est ce qui va se passer.

Hamon est élu candidat. Les soutiens de Valls rejoignent, officiellement ou pas, un à un, le camp Macron et Valls lui-même ne tardera pas. Le PS sera réduit à sa plus simple expression et ne servira, à l'avenir, qu'à entretenir la division parmi les tenants de la gauche de transformation sociale, laissant ainsi le champ libre aux centristes pour mener à bien leurs desseins.

Le scénario à gauche et au centre est donc réglé."

Entre nous, c'est ce qu'il a toujours été, un parasite au sein du mouvement ouvrier pour mieux le gangrener et finir par le pourrir littéralement de l'intérieur, alors qu'il aurait fallu commencer par le caractériser politiquement pour rompre avec lui et le chasser du mouvement ouvrier. Mais voilà, aucun de nos dirigeants n'en a eu la volonté ou le courage, tous sont corrompus.

Pire, ils veulent même le sauver contre lui-même, ils l'ont déclaré eux-mêmes, qui cela, mais les staliniens et les trotskystes parce que sans le PS ils n'existeraient plus, voyez où et à quoi ils en sont réduits, à supporter le même sort que le PS, à jouer un rôle insignifiant dans la lutte des classes, pas des places, là ils conservent encore une certaine capacité de nuisance qui leur sert à empêcher la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, sinon ils auraient déjà disparu. Cela pourrait leur arriver assez rapidement si la société et le paysage politique finissait par ressembler à celui des Etats-Unis, c'est en bonne voie avec l'élection annoncée de Macron, bien que, son mandat risque d'être fort mouvementé ou contrarié, car bien des militants refusent le diktat de leurs dirigeants et des millions de travailleurs ne sont pas prêts à accepter de nouveaux sacrifices.

L'espoir est mince, mais il existe, tout dépendra de la capacité du mouvement ouvrier à se recomposer sur de nouvelles bases, à condition de rompre avec toutes les analyses ou théories foireuses que nous ont servies nos dirigeants pendant 70 ans, la tâche est titanique et ce n'est pas gagné d'avance. Nous n'avons pas d'autre choix que de croire que c'est possible et tout faire pour y parvenir.

Il ne suffit pas de proclamer rupture avec les institutions de la Ve République, il faut commencer par rompre avec ses piliers, dont le PS et tous les appareils corrompus des syndicats qu'il faut caractériser clairement, sinon c'est se livrer à une escroquerie politique.

Les militants sont abreuvés de grands et beaux discours sur ce que ferait tel ou tel parti ou sur ce qu'il faudrait faire dans l'avenir, ils mettent en perspective un certain nombre d'objectifs politiques, mais cela demeure des paroles, cela ne leur coûte rien d'évoquer finalement un hypothétique futur, se focaliser sur ces discours est le meilleur moyen de se faire manipuler.

Je leur conseille au contraire de concentrer leur attention sur le présent ou d'observer attentivement comment ils se comportent envers les institutions, les différents partis, les appareils des syndicats, tous les acteurs politiques, et de s'en tenir à ces rapports car ils révèlent leurs véritables intentions. Ils pourront ainsi vérifier par eux-mêmes si leurs paroles ou théories sont bien en accord avec leurs actes, la manière dont ils les mettent en pratique, si c'est le cas, ils pourront leur accorder un minimum de confiance, dans le cas contraire ils devront en déduire qu'ils ont à faire à des escrocs qui les trompent délibérément.

Deuxième partie.

Extrait commenté de l'adresse du POID à tous les travailleurs - Dimanche 19 mars 2017

Puisque "*Hamon et Mélenchon proclament l'un et l'autre leur refus de l'héritage politique du gouvernement Hollande-Valls*", il faut les croire sur parole et surtout ne pas se poser trop de questions sur les conséquences politiques qui découlerait d'un rapprochement Hamon, notamment la réaction des électeurs potentiels de Mélenchon.

Et d'en conclure qu'"*unis sur cette base*" pourquoi ne présenteraient-ils pas "*une seule candidature*" que le POID appelle de ses vœux et soutiendrait. Un scénario qu'il inscrit dans une perspective prometteuse dont ses dirigeants ont le secret.

A ce stade de la campagne électorale le duel Macron-Le Pen est déjà une quasi-certitude, ce qui signifie que Hamon et Mélenchon seront éliminés et qu'ils devront annoncer publiquement la position qu'ils adopteront pour le seconde tour. Quant à savoir lequel des deux devrait être le candidat unique en cas de fusion de leurs candidatures, il n'y avait aucun doute que le PS refuserait à son candidat de s'effacer en faveur de Mélenchon ou de ne pas être présent au premier tour de la présidentielle. On peut le vérifier ici par exemple.

Jeudi (16 mars - ndlr), Arnaud Montebourg a demandé au député européen d'"*abandonner*" sa candidature (...) le camp Hamon n'imagine pas d'autre solution qu'un Mélenchon se rangeant derrière son champion, qui a gagné sa légitimité, lui, dans une primaire où quelque 2 millions de personnes se sont prononcées. "*Pas un électeur de Jean-Luc Mélenchon ne pense qu'il sera président de la République*", ajoute un proche de M. Hamon. (Source : AFP 17 mars 2017)

Vous aurez noté que ces déclarations dataient de la veille de l'appel du POID, donc il ne pouvait pas ignorer les intentions de l'appareil du PS.

Donc à les entendre au POID, dans l'hypothèse où Mélenchon aurait accepté de s'effacer au profit de Hamon, il aurait fallu voter

pour Hamon, le candidat officiel du PS, inimaginable même sous la torture, non merci se seraient exclamés la plupart des électeurs de Mélenchon, on a déjà donné ! Par la suite et le score final de Hamon le confirmera, seuls voteront Hamon les électeurs traditionnels du PS sans conscience politique et plutôt nantis, ou encore ceux qui n'avaient pas compris que c'était Macron le véritable candidat du PS et non Hamon.

Le POID sait également à quoi s'en tenir à propos de Macron. On pouvait lire dans le même document :

- *"La défense de la démocratie est contradictoire avec le soutien à Macron. La défense des droits des travailleurs et l'indépendance des organisations ouvrières sont contradictoires avec le soutien à Macron."*

Hamon sait aussi parfaitement à quoi s'en tenir sur Macron, ce qui ne l'empêchera pas dès le soir des résultats du premier tour de déclarer qu'il votera Macron et appellera à voter pour lui. Sans surprise pour personne, surtout pas pour le POID.

Mais nous, nous nous moquons de ce pense le POID, l'essentiel pour nous c'est ce que pense les travailleurs et particulièrement ceux qui auraient voté pour ce candidat unique Hamon-Mélenchon, et la réaction qu'il aurait eu en entendant Hamon se rallier à Macron en leurs noms, avec la complicité de Mélenchon car ce dernier n'aurait pas été sans savoir quelle aurait été l'attitude de Hamon en cas de duel Macron-Le Pen, ils en auraient déduit qu'une fois de plus ils avaient été dupés par des bonimenteurs, Hamon et Mélenchon, et le mouvement de Mélenchon serait parti à vau l'eau, une aubaine pour Macron en prévision des législatives intervenant dans la foulée.

On se demande alors comment le POID a pu imaginer un seul instant une candidature unique Hamon-Mélenchon, sachant très bien que Hamon n'avait rien à faire de la *"défense de la démocratie"* et de la *"défense des droits des travailleurs"* et qu'il le confirmerait en appelant à voter Macron. Le POID était prêt à voter pour un tel candidat. Cela signifie que le POID se fichait pas mal de soutenir un candidat qui serait animé de telles intentions et comptait en tirer profit par la suite s'il était élu, comme si soudainement il pourrait être animé d'autres intentions, là ce n'est plus du domaine de la spéculation mais de la prestidigitation, du charlatanisme. Chacun savait que Hamon ne reviendrait jamais sur la loi El Khomri ou les traités européens, qu'il était opposé à leur abrogation et que la mobilisation qui s'en suivrait pour l'exiger était du domaine de la fabulation.

Le PS a toujours été un fidèle serviteur du régime, et chaque fois qu'il est parvenu au pouvoir, soit il a réussi à empêcher que les masses se mobilisent, soit il s'est employé à casser leur mobilisation. Le PS est un des piliers du régime, un des principaux fossoyeurs du socialisme, il ne peut donc pas remplir une tâche inverse ou devenir un fossoyeur du régime et un partisan du socialisme.

Il sert de rempart au régime contre les masses, pour les contenir, détourner leur combat du régime, d'où sa stratégie qui consiste à alimenter le racisme et toutes les formes de discriminations pour les diviser à travers la politique qu'il applique, tout en prenant l'initiative de campagnes pour combattre ces préjugés qui finalement servent à faire monter l'extrême droite contre lequel ensuite il s'affiche comme un rempart, son attitude est uniquement dictée par la nécessité dans laquelle il se trouve de trouver les moyens pour pouvoir appliquer la politique qui correspond aux besoins des capitalistes.

Quelle tactique adoptée pour les législatives ?

Ces champions toutes catégories de l'unité à toutes les sauces ou sans principe que sont ces trotskystes du POID ont déjà prévu de présenter des candidats aux législatives de division, car ils viendront concurrencer ceux du mouvement de Mélenchon. Ne serait-il pas préférable qu'ils présentent des candidats communs ou que le POID soutiennent ceux de FI, plutôt que prendre le risque qu'ils ne puissent pas se présenter au second tour et pourquoi pas qu'ils l'emportent finalement.

J'ai lu que FI pourrait être présent au second tour dans plus de 237 circonscriptions sur 577. Dès lors tous les partis, POI, POID, NPA, LO, PRCF, ParDem, etc. ne devraient-ils pas présenter un candidat unique avec FI ? On nous dira peut-être, mais pourquoi pas l'inverse et présenter des candidats du POI, du POID, du NPA, etc., tout simplement parce qu'ils ne récolteraient qu'un nombre de voix misérables et seraient battus à tous les coups, or ce n'est pas le but de la manœuvre qui consiste à obtenir un maximum d'élus face à En Marche, LR et le PS pour mettre en difficulté Macron, paralyser le fonctionnement des institutions, alimenter la crise politique, obliger Macron à se démasquer et à afficher ses ambitions dictatoriales qui entraîneraient une radicalisation immédiate du mouvement ouvrier, de la classe et de pans entiers des classes moyennes.

Manoeuvres électorales

- Législatives: La France insoumise pose ses conditions pour des accords - AFP

Forte des presque 20% des voix et des sept millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, La France insoumise pose pour les législatives des conditions strictes à d'éventuelles alliances avec le PCF mais aussi avec EELV ou les socialistes.

"Mon rôle est de vous aider à rester groupés. D'être la force qui va appeler, qui va rassembler", a déclaré vendredi M. Mélenchon à ses militants, en annonçant qu'il prendrait la tête de la campagne législative pour son mouvement.

Selon un calcul effectué par l'AFP à partir des scores de la présidentielle, modérés par la participation aux législatives en 2012 (55%), les candidats de la France insoumise (LFI) arriveraient premiers, deuxièmes ou au-dessus des 12,5% d'inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour dans 237 circonscriptions sur 577.

Un potentiel électoral que LFI entend faire fructifier. "On ne va pas y aller dans un combat de résistance à Emmanuel Macron mais dans un esprit de conquête", promet le directeur de campagne de M. Mélenchon, Manuel Bompard, une des têtes pensantes de La France insoumise.

Le mouvement maintient les règles fixées avant la présidentielle dans une "charte": un candidat soutenu par La France insoumise s'engage dans un cadre national, avec une même charte graphique pour tout le monde dans le matériel de campagne, un "engagement moral" à une discipline de vote au sein du futur groupe parlementaire et un rattachement à l'association de financement de LFI.

"On peut dire à la fin de cette campagne que notre méthode était la bonne, la question de la charte est renforcée par le résultat des élections", estime M. Bompard, conscient d'un rapport de force en faveur de La France insoumise.

Avoir soutenu Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle est aussi considéré comme "la moindre des choses" pour tout prétendant à l'investiture. Une condition évidemment difficile à remplir pour tous ceux qui ont soutenu le candidat PS Benoît Hamon, y compris Europe Écologie-Les Verts.

Vendredi, le parti de David Cormand a formellement appelé la formation mélenchoniste à envisager des "candidatures communes". Pour que soient représentés à l'Assemblée nationale les "près de 26% des électeurs" qui ont voté pour "les forces qui se réclament de la gauche et de l'écologie", soit les électeurs de M. Mélenchon et ceux de M. Hamon.

Le camp de l'ex-candidat socialiste à la présidentielle souhaite aussi des candidatures communes, avec La France insoumise, le PCF et EELV, a également assuré à l'AFP, le député européen Guillaume Balas, proche de Benoît Hamon. "Si on parvient à faire des alliances, on peut avoir un nombre de députés importants. Si ce n'est pas le cas, tout le monde va se faire ratiboiser", a-t-il alerté.

Dans l'immédiat, La France insoumise manifeste peu d'enthousiasme à accueillir les uns ou les autres. "Vous partez du principe que les deux électorats s'additionnent", souffle un membre de l'équipe Mélenchon. "L'équipe de Benoît Hamon n'a pas les moyens de retirer des candidats socialistes ou d'empêcher qu'il y en ait contre des candidats France insoumise", avance une autre.

Les choses se présentent différemment pour le PCF ou Ensemble, qui ont soutenu la candidature présidentielle de M. Mélenchon mais ont jusqu'ici refusé de signer la charte.

Avec le parti communiste, l'atmosphère est particulièrement glaciale. Le ressentiment est encore grand aujourd'hui au sein de La France insoumise envers des communistes accusés d'être entrés tardivement dans la campagne présidentielle, et de manière "autonome", avec le même candidat mais ni le même programme ni les mêmes affiches.

Lors d'une rencontre des deux organisations vendredi après-midi, le PCF a proposé des retraits réciproques dans 30 circonscriptions au total, 15 réservées au PCF, 15 à La France insoumise. Selon le parti de Pierre Laurent, une nouvelle réunion mardi sera l'occasion d'examiner une telle option circonscription par circonscription. AFP 29.04

Si Mélenchon acceptait de passer un compromis avec les appareils du PS et de EELV, il trahirait ses électeurs et tous ceux qui soutiennent son mouvement qui éclaterait, hormis avec des membres du PS ou de EELV qui l'ont soutenu publiquement. Car s'il cédait, cela signifierait qu'il ferait élire des députés membres du PS ou de EELV qui par la suite soutiendraient Macron.

Si je n'ai pas appelé à voter Mélenchon au premier tour de la présidentielle, c'est parce que je savais d'avance que s'il était élu il ne pourrait pas gouverner car il n'aurait pas de majorité à l'Assemblée nationale, il aurait dû accepter une cohabitation et nommer Macron, Fillon ou Baroin Premier ministre. Cela aurait été ridicule et gaché une occasion de pouvoir aller beaucoup plus loin que ce qu'il avait envisagé lui-même. Il aurait pu prendre des mesures par décret ou ordonnance qui n'aurait jamais été appliquées faute de soutien suffisant à l'Assemblée nationale, et on ne le voyait pas appeler à la grève générale pour qu'elles soient appliquées. Il le confirma lors de l'émission "15 minutes pour convaincre", jeudi 20 avril sur France 2, où il avait déclaré "Je ne suis pas un homme de pagaille" et qu'il n'avait pas l'intention de "tout chambouler". (Franceinfo 20 avril 2017)

Nous ne sommes pas animés par des calculs bassement institutionnels ou législatifs ni des adeptes de la "révolution par les urnes" ou "citoyennes", nous savons que seul un soulèvement révolutionnaire des masses pourrait balayer, renverser ou mettre un terme au régime.

Nous ne sommes pas des sectaires ou des dogmatiques bornés ou fossilisés, nous concevons que le boycott est une arme ou tactique politique à laquelle on peut recourir, tout comme la possibilité de se servir des institutions en place contre le régime, tout est une question de contexte politique et de rapports entre les classes, comment les exploiter pour aller de l'avant, pour construire le parti en principe.

L'immense majorité des travailleurs aspirent au progrès social ou à vivre dans une société meilleure et plus juste, sans pour autant qu'ils soient parvenus à la conclusion qu'il fallait renverser le régime pour que la société adopte cette orientation, et garantir dans le présent comme dans le futur la préservation de leurs acquis sociaux et politiques. Nous en prenons acte, c'est la réalité et nous nous y tenons.

Nous avons observé que l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes correspondait davantage aux mesures qui figuraient dans le programme du mouvement initié par Mélenchon, plutôt que dans le programme de la révolution socialiste dans lequel figure également la plupart de ces mesures sociales ou politiques. Par conséquent, il ne serait pas logique et cohérent de ne pas soutenir le mouvement de Mélenchon lors des élections législatives, sachant qu'en cas de succès ce processus accélèrera ou amplifiera la crise des institutions et du régime, ce qui va donc dans le sens de l'objectif que nous poursuivons.

Pour ainsi dire, le mouvement de Mélenchon constitue la première étape d'un processus politique qui pourrait se radicaliser par la suite, et ouvrir la voie à une issue politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs à l'étape suivante s'il parvenait à se structurer à travers tout le pays, période favorable à la construction du parti, car très rapidement va se trouver poser la question des moyens à se donner pour répondre à la question du pouvoir après avoir pris conscience qu'elle ne pourrait pas être résolue dans le cadre de la Ve République ou que la "*révolution par les urnes*" avait ses limites ou était inopérante pour accomplir la tâche que la situation commandait, renverser le régime. Si les exigences que partagent les membres et les sympathisants du mouvement de Mélenchon devenaient majoritaires dans le pays et se traduisaient par un haut niveau d'organisation et une élévation du niveau de conscience politique des masses, alors la question de trouver le moyen de les imposer se trouverait posée, le refus de se soumettre plus longtemps à des institutions antidémocratiques pourrait s'emparer des masses qui pourraient avoir l'audace d'affronter directement le régime.

Reste à savoir quelle serait la réaction des dirigeants de ce mouvement en présence d'un tel développement que les uns auraient souhaité et qui effraierait les autres, dans quelle mesure ils pourraient le contrôler ou au contraire contribuer à l'amplifier.

C'est uniquement dans cette perspective révolutionnaire que j'appelle tous les militants et travailleurs à soutenir le mouvement de Mélenchon, que j'appelle tous les partis dits ouvriers à le soutenir également lors des législatives.

Sinon que faire ? Quelqu'un aurait-il une meilleure idée, une autre perspective à proposer ? Les opportunités permettant de rassembler les masses sur le terrain politique sont extrêmement rares. Nous en avons une qui se présente, ne la laissons pas passer sous aucun prétexte, chacun conservant sa liberté de parole et d'action ou ses propres idées ou convictions évidemment, on en aura plus que besoin par la suite.

Et si à un moment donné Mélenchon capitulait et que son mouvement se dissolvait, et bien on en prendrait acte et on passerait à autre chose, on pourrait se dire qu'on a loupé une bonne occasion d'avancer vers le socialisme.

Ce n'est pas parce que nous soutenons ce mouvement que nous serions responsable des décisions prises par ses dirigeants. Nous savons que nous ne partageons pas les mêmes interprétations ou analyses de la situation, et partant de là les mêmes conclusions ou objectifs politiques, nous n'avons donc pas à nous sentir coupables de leurs décisions ou de leurs discours, nous sommes uniquement comptables de la construction du parti sachant qu'il sera amené un rôle décisif au cours du processus révolutionnaire à venir, que ce soit à cette occasion ou plus tard.

N'écoutez pas les militants qui ressassent des lieux communs sur Mélenchon.

On sait qu'il est réformiste et non communiste, qu'il n'est pas révolutionnaire, qu'il a servi le PS pendant plus de 30 ans, qu'il a voté oui à Maastricht en 1992, qu'il a été ministre de Chirac et Jospin, qu'il est franc-maçon, etc. dites-vous bien que dans la période qui vient ou qui vient de s'ouvrir, celui qui possède la capacité de mobiliser les masses, de leur inspirer confiance, de leur donner confiance en elles-mêmes est plus précieux que tout autre argument aussi juste soit-il.

Après tout, Mélenchon ne partage pas notre programme qui demeure le seul valable pour passer au socialisme, devrions-nous le pilonner pour autant ? Certainement pas, car dans l'état actuel des choses, c'est lui et non nous qui est le mieux placé pour aider les travailleurs à faire le premier pas vers le socialisme, à rompre avec les institutions et le régime. Et si ce n'est pas un dirigeant qui se réclame du marxisme, du communisme ou du trotskyste, c'est tout simplement parce qu'il en existe aucun qui ait été capable de comprendre la psychologie des travailleurs, la manière dont ils interprètent leur condition, leur état d'esprit.

Mélenchon a du charisme, alors qu'aucun de nos dirigeants n'en a. Il possède l'art de l'éloquence, pendant que nos dirigeants en sont restés à énoncer des formules apprises par cœur qu'ils sont les seuls à comprendre. Mélenchon sait allier pédagogie

et démagogie, alors que les trotskystes sont de piètres pédagogues et des spéculateurs qui frisent la mégalomanie. Mélenchon recourt à un discours simple que tout le monde peut saisir, les trotskystes se ridiculisent en employant une terminologie absconse destinée uniquement à une élite, les militants aguerris. Mélenchon évoque la vie de tous les jours des travailleurs, quand les trotskystes éructent leur propagande. Mélenchon aborde les travailleurs sous des angles différents, les trotskystes ont démontré qu'ils en étaient totalement incapables.

Bref, vous aurez compris pourquoi il vaudrait mieux que Mélenchon soit à sa place et nos trotskystes à la leur, et pourquoi c'est Mélenchon qui à cette étape peut rassembler les masses et non les trotskystes, à qui il arrive toutefois d'avoir de bonnes idées ou qui pourront servir plus tard.

Quelques éléments sur la situation politique qui justifient ma tactique.

- Présidents de la cohabitation? Ce que pourront faire Macron et Le Pen s'il n'ont pas de majorité aux législatives - huffingtonpost.fr

Un président à peine élu privé de majorité dans la foulée: inédit sous la Ve République, ce blocage institutionnel n'a jamais été aussi crédible. Quel que soit le vainqueur du second tour de l'élection présidentielle, ni Emmanuel Macron ni Marine Le Pen n'ont l'assurance de disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale le 18 juin prochain, date du second round des législatives.

Pour conjurer le scénario d'une cohabitation imposée avant même qu'ils n'aient eu le temps d'appliquer leur programme, les deux finalistes de la course à l'Elysée misent sur "la cohérence des Français" et sur l'efficacité des institutions de la Ve République qui ont (presque) toujours offert une majorité cohérente au chef de l'Etat. Méthode Coué qui n'offre pourtant aucune garantie. "Rien dans la Constitution ne crée une automaticité entre le résultat de l'élection présidentielle et celui des législatives", rappelle le constitutionnaliste Pascal Jan.

Exception notable avec les législatives de 1988. A peine réélu à l'Elysée, François Mitterrand ne parvient pas à obtenir la majorité absolue. Des centristes (Michel Durafour et Jacques Pelletier) et des personnalités non-encartées entrent au gouvernement. Mais la fragilité de la majorité socialiste est telle que Michel Rocard va devoir pleinement user du fameux article 49-3 (il en détient le record) pour imposer son agenda législatif.

La comparaison s'arrête là: car au moins le PS dispose-t-il à l'époque d'une majorité relative qui empêche le RPR de Jacques Chirac de prétendre regagner Matignon. Qu'advient-il si Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ne disposent même pas du plus grand nombre de députés au Palais Bourbon? Les paris sont ouverts.

Le scénario d'une cohabitation pure Première hypothèse, un mouvement d'opposition hostile aux deux candidats, celui de Jean-Luc Mélenchon ou celui des Républicains, obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est le scénario d'une cohabitation pure telle que la France l'a connue en 1986, 1993 et 1997. Le chef de file du parti majoritaire, probablement Jean-Luc Mélenchon ou François Baroin, devient alors premier ministre.

Le président de la République peut alors être tenté de désigner un autre chef de gouvernement mais ce choix devra être validé par un vote de confiance de l'Assemblée. Autrement dit, impossible de court-circuiter les législatives au risque d'entraîner un blocage total du régime.

Une fois la cohabitation installée, la marge de manoeuvre politique d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen se réduit considérablement. Le "domaine réservé" du chef de l'Etat (chef des armées en vertu de l'article 15, négociation et ratification des traités à l'article 52) devient un domaine partagé avec le premier ministre, ce qui contraint les deux dirigeants de l'exécutif à s'entendre sur les noms des ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Tous deux représentent la France à l'étranger ce qui peut conduire à un affaiblissement de Paris sur la scène internationale. Sur le plan intérieur, la primauté bascule du côté de Matignon: ce sera donc le programme du premier ministre qui sera appliqué et non celui du président.

Face à l'Assemblée, le pouvoir du président se réduit à un rôle d'empêchement: il peut refuser de signer des ordonnances voulues par son premier ministre, mais ne peut le démissionner, à moins d'ordonner une dissolution. Le chef de l'Etat peut aussi saisir le Conseil constitutionnel de sa propre initiative.

Pour Marine Le Pen, impossible de recourir au référendum puisque l'article 11 prévoit que c'est le gouvernement qui en fait la proposition. Si le chef de l'Etat dispose d'au moins 185 députés, il peut toutefois tenter de lancer à travers eux un référendum d'initiative partagée. Une procédure en réalité inapplicable compte tenu des 4,5 millions de signatures de citoyens requises pour valider le référendum: "Réunir plus de 500.000 signatures dans une pétition est déjà extrêmement difficile. 4,5 millions, c'est quasiment impossible", prévient Pascal Jan.

S'agissant d'Emmanuel Macron, qui présente le profil atypique d'un potentiel président transpartisan, nul doute que l'ancien banquier tenterait de négocier des majorités de projet avec le groupe dominant à l'Assemblée nationale. Mais si son premier

ministre est majoritaire, rien ne peut le contraindre à jouer le jeu.

Le scénario d'une Assemblée nationale balkanisée

Une autre hypothèse, totalement inédite, n'est pas à exclure. Celui d'une Assemblée nationale totalement balkanisée en plusieurs groupes antagonistes. Au vu des projections du premier tour de la présidentielle (à relativiser en l'absence de dynamique issue du second tour et faute de connaître la participation aux législatives), le scénario est plausible: faute d'accord à gauche ou d'entente entre la droite et l'extrême droite, les triangulaires et quadrangulaires au second tour des législatives devraient être majoritaires, rendant hautement aléatoire l'issue du scrutin.

"C'est le scénario d'une majorité introuvable. Le président fera ce qu'il peut pour trouver des majorités d'idée. Ce qui l'empêchera d'appliquer toute l'étendue de son programme et affaiblira encore un peu plus la fonction présidentielle", pronostique Pascal Jan.

Dans ce cas de figure, impossible d'anticiper qui sera en mesure de gouverner, à moins que deux ou trois groupes a priori irréconciliables ne mettent de côté leurs divergences pour revendiquer Matignon. Côté exécutif, le président de la République pourrait être tenté de nommer un premier ministre de son bord politique, mais avec le risque permanent de le voir renversé par une motion de censure. Il pourrait aussi nommer un gouvernement d'union nationale en débauchant des personnalités d'horizons divers, mais toujours avec le risque d'une censure imminente (article 50 de la Constitution) à chaque projet de loi clivant politiquement. Impossible également de recourir au 49-3, au risque de se voir opposer une motion de censure.

Marine Le Pen, dont le programme nourrit le plus grand nombre de réserves au vu des appels à voter pour son adversaire, se retrouverait de fait dans une situation d'incapacité à gouverner. Emmanuel Macron, qui a théorisé le principe de "majorité d'idées" autour de réformes transpartisanes, pourrait être tenté de le mettre en pratique en négociant au cas par cas avec la gauche ou la droite.

Mais dans tous les cas, aucun des deux présidents ne serait en mesure d'appliquer le programme sur lequel il ou elle a été élu. Le scénario d'une dissolution à court terme, voire d'une démission, serait alors l'ultime recours. huffingtonpost.fr 29.04

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mai 2017

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Quelques réflexions politiques.

1- L'art de poser les mauvaises questions. Un exemple : pour ou contre la mondialisation.

Comment s'exprime-t-elle ? Globalisme ou mondialisme contre souverainisme auquel il faut associer nationalisme, social-patriotisme, chauvinisme qui font si bon ménage avec le corporatisme ou le pétinisme, crédo de l'extrême droite et du mouvement ouvrier pour refuser de s'attaquer non pas à la mondialisation mais à ceux qui détiennent le pouvoir économique et l'orientent dans une direction bien précise.

Nous ne sommes pas des ennemis de la mondialisation, nous sommes des ennemis de la manière dont elle se réalise au profit d'une infime minorité de privilégiés au détriment du reste de la population mondiale.

Que ce soit le capitalisme ou le socialisme qui réalise ou achève la mondialisation et le résultat et ses conséquences seront opposés, des guerres incessantes avec le capitalisme, la paix universelle avec le socialisme, la prise en compte des besoins de l'humanité dès lors que le pouvoir souverain est détenu par le peuple avec le socialisme, la confiscation du pouvoir politique au profit des besoins de moins de 1% de la population avec le capitalisme.

Un boutiquier vous vend sa marchandise uniquement pour réaliser un profit, vous, vous achetez des aliments pour vous nourrir, des vêtements pour vous couvrir, etc. Un capitaliste fabrique et commercialise un produit à seul fin de réaliser un bénéfice, peu importe que ceux qui le produisent vivent misérablement ou qu'il ne puissent pas l'acquérir, peu importe qu'il soit inutile, peu importe qu'il en existe d'autres du même genre sur le marché, bref peu importe pour lui dans quelle condition une marchandise sera produite et à quoi elle pourra bien servir ou quel usage il en sera fait, qui pourra l'acquérir ou qui s'en

servira, pendant combien de temps, seul compte pour lui le retour sur investissement et son profit.

On est donc en présence de deux logiques irrémédiablement inconciliables ou opposées, aussi bien dans leurs fondements que dans leurs finalités ou leurs résultats ou conséquences.

Serions-nous contre la production de ces marchandises en admettant qu'elles correspondent réellement à un besoin ? En aucun cas. Serions-nous contre la production et la libre circulation de ces marchandises au niveau planétaire ? En aucun cas.

En revanche nous sommes contre les conditions dans lesquelles elles sont produites, nous sommes contre l'exploitation qui en est faite et qu'elles ne soient pas accessibles à tous.

Voilà pourquoi nous ne sommes pas contre le développement des forces productives qui est à la base du régime capitalisme et nous ne sommes pas contre la mondialisation.

Nous sommes juste contre les conditions dans lesquels elles se développent et l'usage qui en est fait, de sorte qu'elles sont destinées à ne satisfaire que les besoins d'une infime minorité de la population qui peut jouir des plaisirs de l'existence, alors que le reste de l'humanité qui produit les richesses doit subir d'innombrables sacrifices et souffrances assortis de quelques moments de satisfactions superficiels juste pour avoir le droit de survivre ou supporter sa condition d'esclave.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, mais ils doivent défendre les droits qu'ils ont obtenus dans le cadre de l'Etat-nation, non pas en entonnant des chants patriotiques destinés à glorifier l'Etat des capitalistes, mais en luttant pour un Etat ouvrier ou une République sociale qui inscrirait leurs droits dans la Constitution.

Ils doivent inscrire leur combat contre toutes les institutions internationales financières ou politiques mises en place par les capitalistes qui veulent leur imposer les droits ou les besoins des capitalistes dans la perspective de cet Etat ouvrier ou de cette République sociale étendue à l'humanité toute entière, et non pas en leur opposant l'Etat-nation des capitalistes qui ne sert qu'à les asservir et à faciliter la mise en place d'un nouvel ordre mondial destiné à pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils doivent éviter de tomber dans le piège qui consiste à vouloir participer ou à s'adresser à ces institutions internationales financières ou politiques des capitalistes, qui ont été uniquement conçues pour que la conception de la mondialisation des capitalistes l'emporte sur celle des travailleurs ou le socialisme.

La subordination des partis politiques et des institutions nationales de chaque pays à ces institutions internationales financières ou politiques des capitalistes a eu pour conséquence la dilution du pouvoir politique, qui dès lors a échappé à leur contrôle au profit de l'oligarchie qui s'en est emparée et règne dorénavant en maître absolu sur la destinée de chaque peuple dépouillé de tout droit politique ou presque.

Mais ils ne sont pas parvenus à éliminer les partis politiques ni les institutions nationales de chaque pays, c'est la seule faille que comportait leur dispositif et qu'il faut exploiter pour renverser l'ordre établi. Pourquoi, parce qu'il est impossible de supprimer les classes sociales aux intérêts antagoniques, c'est le point faible de leur conception de la mondialisation, de leur système économique qui ne peut pas exister sans développer la lutte de classe des exploités et des opprimés sur laquelle repose le socialisme.

C'est ainsi que le capitalisme légitime le socialisme. Paradoxe parmi tant d'autres, qui fait que ceux qui l'ignorent ou s'en détournent en viennent à se poser des questions qui ne servent qu'à justifier la survie du capitalisme, au lieu de concevoir qu'il existe réellement une alternative au capitalisme, le socialisme ou on peut appeler cela autrement peu importe.

Un mot rajouté plus tard.

Ceux qui critiquent la version capitaliste de la mondialisation et ses institutions, et qui se plaignent d'être assimilés ou de subir le même traitement que les souverainistes de droite, voire d'extrême droite ou des nationalistes, n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes pour cultiver leurs ambiguïtés sur leurs réelles intentions ou leur refus de rompre avec le capitalisme.

2- La situation qui prévaut en France est semblable à bien des égards à celle qui prévaut aux Etats-Unis et dans les pays d'Amérique latine où le gouvernement allie capitalisme et progrès social pour les couches les plus défavorisées, Venezuela, Bolivie, Equateur et quelques pays que je n'ai pas en tête concernant la position dominante des médias qui sont détenus presque exclusivement par des oligarques.

Cela a pour conséquence de leur permettre de mener une guérilla permanente contre tous les opposants au régime en place ou contre les régimes en place lorsqu'ils ne sont pas inféodés à Washington jusqu'à entraîner leur chute.

3- Voter Macron est une injonction, un ordre agrémenté de menaces, d'insultes, de diffamations...

C'est la manifestation d'un excès de pouvoir...

C'est la manifestation d'un abus d'autorité...

C'est la manifestation d'un acte totalitaire...

Réflexion après avoir lu l'article 2017, le coup d'Etat

En remontant la piste Macron on aboutit à Rothschild, au sommet de l'oligarchie.

Macron fait président par les Rockefeller qui trône au groupe Bilderberg et à la Commission trilatérale, quand on apprend cela on sourit en pensant aux crétins qui ne voient dans les références au groupe Bilderberg et à la Commission trilatérale que des histoires de "complotistes", une fois de plus les faits leur donnent tort. Il y a des militants qui prennent un malin plaisir à se ridiculiser eux-mêmes, c'est comme cela.

Notre ennemi a concentré tant de pouvoir qu'il ne nous laisse pas le choix, il faut l'abattre. La stratégie que j'avais définie pour les Etats-Unis trouve ainsi sa pleine justification en France, ce qu'il faut mettre en avant ou en perspective, c'est la nécessité d'un changement de régime sans lequel jamais aucune autre politique ne verra le jour.

Désolé, c'est à prendre ou à laisser, car il n'existe aucune demi-mesure en la matière. Après la tête de Louis XVI, le tour est à celle de Macron.

Il n'a aucune expérience politique, tout ce qu'il tient vient de ses mentors, il va donc commettre erreur sur erreur, il va devenir leur cauchemar !

Soit le peuple se soumet, soit il se soulève.

4- On a trouvé sans mal un mot d'ordre à partir du 8 mai : A bas Macron, chassons-le du pouvoir ! A bas les institutions de la Ve République, Assemblée constituante souveraine !

Puisque Mélenchon et d'autres ont adopté l'Assemblée constituante souveraine et qu'ils ont contribué à la populariser, pourquoi pas, temporairement tout du moins. Il existe une grande différence entre avancer un mot d'ordre ou un objectif politique au cours d'une processus (dynamique ou en cours) ou lorsqu'il découle directement de l'évolution de la situation et plaquer un argument théorique coupé de la réalité, aussi juste soit-il, ce qui a le don de vous faire passer pour un vulgaire propagandiste, doctrinaire, qui veut imposer à tous prix son point de vue.

L'absence de représentant des exploités au second tour de la présidentielle témoigne de la confiscation du pouvoir politique par les représentants des exploités ou de l'oligarchie, ce qui permet d'avancer l'Assemblée constituante souveraine et de la légitimer du même coup. Chacun peut ainsi s'en saisir et expliquer autour de lui pourquoi et ainsi de suite.

Ensuite tout dépend par ce qu'on entend par Assemblée constituante souveraine, qui serait appelé à y participer. Si c'était tous les partis sans distinction, cela équivaldrait à l'Assemblée nationale actuelle ou à celle qu'on a connue sous la IVe République... qui a dû céder la place à la Ve. Il faudrait que ce soit une assemblée constituante "populaire, citoyenne, ouvrière", une "constituante du peuple" qui contrairement à celle que Maduro veut convoquer intègrerait les partis politiques, de sorte que les représentants officiels de la réaction en soient exclue, au Venezuela ils viennent de déclarer qu'ils y étaient farouchement opposés, normal puisqu'une telle assemblée constituante ressemblerait plutôt à un soviet qu'à un parlement bourgeois !

[Mélenchon pédagogue et démagogue en voici l'illustration.](#)

- Présidentielle : Emmanuel Macron répond à Jean-Luc Mélenchon et refuse de retirer sa réforme du droit du travail - Franceinfo

Ému par les cris de soutien de ses sympathisants en ce 1er mai, Jean-luc Mélenchon entend bien rester au cœur du débat, et il adresse "un conseil" à Emmanuel Macron : "Madame Le Pen essaye au moins de parler aux Insoumis. (...) Il pourrait faire un geste, il pourrait leur dire 'Je vous ai compris', comme il a l'habitude de le dire, 'je retire mon idée de réforme du Code du Travail', a-t-il lancé en direction du candidat victorieux du premier tour.

Réponse d'Emmanuel Macron cet après-midi : pas de concession. Le candidat refuse de retirer sa réforme du droit du travail. "Il faut être cohérent jusqu'au bout. S'il n'y a pas de cohérence, il y a des petits arrangements d'arrière-boutique, on bricole des bouts

de programme sur des coins de table, c'est ce qui a été ait depuis trente ans et qui a mené à l'échec de toutes les politiques publiques pour l'emploi qui ont été menées depuis trente ans. Ça n'est pas de ça dont nous voulons", explique Benjamin Griveaux, porte-parole d'Emmanuel Macron. Emmanuel Macron campe sur ses positions alors que le vote des 7 millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon est l'un des enjeux majeurs du second tour. Franceinfo 01.05

Quand "ni, ni" se renie déjà!

- "La partie n'est pas finie", prévient Jean-Luc Mélenchon - Reuters

Jean-Luc Mélenchon a mis en garde les électeurs de la France insoumise contre la "terrible erreur" que représenterait selon lui un vote en faveur du Front national et s'est déclaré prêt à devenir Premier ministre, estimant son mouvement capable de remporter les élections législatives en juin.

Invité dimanche soir du journal télévisé de TF1, le fondateur de la France insoumise a récusé toute ambiguïté dans sa position pour le second tour.

"Ma position, ce n'est pas 'ni, ni' (ni Marine Le Pen, ni Emmanuel Macron, NDLR). Je ne voterai pas Front national. Je combats le Front national et je le dis à tous ceux qui m'écoutent : ne faites pas la terrible erreur de voter Front national car vous pousseriez le pays à un embrasement général", a-t-il déclaré.

Mais selon lui "tout va se jouer aux législatives".

"A mon avis, la France va se débarrasser de Marine Le Pen à cette élection présidentielle, et nous, dans un mois, nous allons tous ensemble nous débarrasser de la politique de M. Macron", a-t-il déclaré.

"Je suis prêt à gouverner ce pays si nous conquérons la majorité", a-t-il dit en évoquant l'éventualité d'une candidature à Lille, Marseille ou Toulouse.

Mais la réflexion se poursuit pour savoir si "la bonne façon de mener la bataille c'est d'y aller soi-même ou d'être en retrait, comme un général sur sa colline", a expliqué Jean-Luc Mélenchon. Reuters 01.05

Fanfaronnade, en signifiant que sa position n'est pas 'ni, ni', il apporte son soutien à Macron, il capitule en rase campagne. C'est un scélérat, on le savait !

Pire, il serait prêt à devenir le Premier ministre de Macron après avoir formulé le vœux d'être celui de Hollande, torpillant tous les espoirs que les travailleurs qui ont voté pour sa candidature avaient placés en lui,

Question : il n'obtiendra pas la majorité absolue pour pouvoir gouverner, dès lors avec qui voudrait-il gouverner, avec les débris du PS et de EELV qui ont appelé à voter Macron, qui ont le même programme que Macron ?

On savait depuis très longtemps qu'il n'affronterait jamais le régime et qu'il capitulerait, mais on ignorait que cela interviendrait aussi rapidement, dommage. Cela ne change rien pour le moment à la position que nous avons adoptée, parce que l'immense majorité des travailleurs qui le soutiennent n'auront pas saisi la subtilité de son double jeu qui vient de s'exprimer ici. Notre tactique n'est pas liée à la personnalité et aux contradictions de Mélenchon, mais à l'attitude des travailleurs et à l'objectif que nous nous sommes fixés.

[Faites tomber les masques. Martinez en famille ou un agent du régime. Chassez-le de la CGT !](#)

- Martinez (CGT) "en profond désaccord" avec des sections syndicales appelant à battre "les deux candidats" AFP

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, s'est dit lundi "en profond désaccord" avec certaines sections de la CGT qui appellent à battre les deux candidats à la présidentielle.

Emmanuel Macron ou Marine le Pen, "ce n'est pas la même chose", a dit le leader syndical sur Europe 1.

"Le Front national, c'est un parti raciste, xénophobe, anti-femmes et anti-salariés parce que c'est un parti aussi libéral", a-t-il ajouté. (Comme le PCF et le PS il y a 70 ans, vous l'avez oublié ? - LVOG)

Alors que leurs centrales respectives ont appelé à "battre le FN", des organisations CGT, FSU et SUD appellent "à battre les deux candidats". Réunies au sein d'un collectif fraîchement créé ("Front social"), elles défilent place de la République à partir

de 14H30, aux côtés des centrales nationales CGT, FO, Solidaires et FSU, mais avec un slogan distinct: "Peste ou choléra, on n'en veut pas". Le syndicat Info'Com CGT vient de réaliser une affiche avec le même slogan.

"Je suis en profond désaccord" avec ce slogan, a réagi M. Martinez, qui a également dit sur LCI "condamner fermement" l'affiche d'Info'Com.

Il a rappelé que le mot d'ordre de la CGT était "pas une voix pour Marine Le Pen", mais refusé de dire pour qui il voterait le 7 mai. Pour lui, Marine Le Pen au second tour, "c'est une catastrophe".

Environ 70 organisations sont réunies au sein du Front social, dont de nombreux syndicats SUD et CGT d'entreprises ou structures locales (CGT Goodyear, CGT Info'Com, SUD PTT...), ainsi que des syndicats FSU, le NPA, des collectifs et associations comme le DAL (Droit au logement). AFP 01.05

Soutien inconditionnel à ce collectif "Front social".

Bonnet rouge et rouge bonnet : La réaction !

- Présidentielle. La CGT Bretagne appelle à voter Macron - letelegramme.fr

La CGT Bretagne a appelé à voter Emmanuel Macron au second tour sans toutefois nommer clairement le candidat d'En Marche!. Pour le syndicat, "ni l'abstention, ni le vote blanc ne constituent des moyens de battre efficacement le Front national".

"Le FN n'est pas un parti comme les autres, et dans le cas présent, en complémentarité avec les actions et initiatives engagées par la CGT pour combattre les idées d'extrême droite, le 7 mai est aussi un moyen de mobilisation et d'expression par les urnes. Le vote constitue un élément de la démocratie, de la citoyenneté. Les salariés doivent l'utiliser", ajoute la CGT Bretagne. (En Marche! non plus n'est pas un parti ou un mouvement comme les autres, il incarne l'extrême droite néolibérale qui a spolié les travailleurs américains de tout droit social et politique et fomentée toutes les guerres impérialiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle, tous les coups d'Etat en Amérique Latine, en Afrique et au Moyen-Orient. En étant aussi proches de Reagan, Bush, Clinton, Obama et Trump on se demande ce qui les distingue encore de la pire réaction. - LVOG)

"Mettre le FN au plus bas, c'est renforcer notre capacité d'intervention au lendemain du second tour des élections pour continuer à porter les exigences revendicatives en développant le rapport de force et le mouvement social. Jamais ce parti de la xénophobie n'a été aussi proche de prendre le pouvoir. Il faut mettre fin à la présence du FN à chaque élection", affirme le syndicat. (Ils tiennent à ce que Macron soit "au plus haut" le soir du 7 mai, alors que ses mentors et porte-parole ne cessent d'affirmer que ce serait le scénario idéal pour que Macron puisse faire référence à cette légitimité inespérée pour appliquer tranquillement son oeuvre de démolition antisociale. - LVOG)

"Le bulletin du candidat face au FN est le seul moyen qui permettra de continuer à la France de vivre dans une démocratie, pays des lumières et des droits de l'Homme, ce n'est en aucun cas un vote d'adhésion à un projet politique." letelegramme.fr 28.04

Quelle infâmie !: Il fallait oser le dire. Attention, ce ne sont pas des gens animés par une crasse ignorance ou qui n'auraient pas conscience de ce qu'ils font, ce sont des vendus, ils savent parfaitement ce qu'ils disent et font. A vomir.

[Faites tomber les masques. Emmanuel Hollande ou les miasmes de la médiocratie.](#)

- Hollande adoube Macron à Bruxelles pour faire barrage à Le Pen - AFP

- Tony Blair: «Macron serait une force de changement en Europe» - Liberation.fr

- "Votons Emmanuel Macron!", l'appel de Dany Boon pour le second tour de l'élection présidentielle 2017 " - Le Huffington Post

- Nicolas Hulot votera "sans hésitation" pour Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Le monde de la culture mobilisé contre le Front National - AFP

- Un millier d'avocats rejoignent un appel à voter Macron, pour défendre "l'État de droit" - AFP

- Insulté par Gilles Lellouche, Mathieu Kassovitz et Benjamin Biolay, Nicolas Dupont-Aignan porte plainte - francetvinfo.fr

Vendredi, Nicolas Dupont-Aignan a révélé, sur France 2, qu'il apportait son soutien à Marine Le Pen en vue du second tour et

qu'il allait s'engager dans sa campagne de l'entre-deux-tours. Une prise de position rapidement critiquée sur les réseaux sociaux, y compris dans le milieu culturel.

Sur Instagram, le chanteur Benjamin Biolay a publié une photo de l'élu avec la légende suivante : "A tes risques et périls petite teupu. Tu vas Le payer cher #toutsauflefrn"

Sur Twitter, l'acteur et réalisateur Mathieu Kassovitz a lui cité un message de Nicolas Dupont-Aignan, en l'assortissant de la mention suivante : "Espèce de trou du cul".

Quant au cinéaste Gilles Lellouche, il s'est fendu d'un tweet qualifiant le nouveau soutien de Marine Le Pen d'"espèce de grosse merde".

Dans la foulée, Mathieu Kassovitz a publié un nouveau message. Loin de présenter ses excuses, le réalisateur de La Haine en a rajouté une couche.

Je rajouterais : je t'encule Therese. Impatient de vous retrouver dans un tribunal pour parler de votre anus. francetvinfo.fr 29.04

- L'entourage de Dupont-Aignan dénonce les propos "abjects" de Guillon - AFP

Laurent Jacobelli, porte-parole de Nicolas Dupont-Aignan, a dénoncé lundi soir dans un communiqué les propos "profondément abjects" de l'humoriste Stéphane Guillon, qui a ironisé sur le décès de la mère du président de Debout la France. Stéphane Guillon : "il a perdu sa maman il y a deux jours donc j'ai respecté ce moment. Je me suis dit que ma mère aurait fait la même chose si je m'étais engagé aux côtés de Marine Le Pen et si j'avais déclaré être son Premier ministre, vouloir travailler avec elle: je pense que ma mère se serait aussi laissée mourir comme Mme Dupont-Aignan". AFP 01.05

En complément.

Macron : Quelle légitimité ? Aucune !

- Lyon: manifestation de soutien à Macron - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Lyon pour soutenir la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle. AFP 29.04

Russie. La NED/CIA à la manoeuvre.

- Manifestations en Russie pour demander le départ de Poutine - Reuters

Quelques centaines de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés dans le calme samedi à Moscou, face à une impressionnante présence policière, pour demander la démission du président Vladimir Poutine. Reuters 01.05

- Russie : 17 militants LGBT arrêtés à Saint-Petersbourg - Liberation.fr

-Répondant à l'appel de l'organisation de l'opposant à Poutine Mikhail Khodorkovski, les manifestants s'étaient allongés ce lundi sur l'artère principale de la ville avec drapeaux tchéchènes et LGBT et faux sang pour dénoncer la répression du président Ramzani Kadyrov. Liberation.fr 01.05

ONG persona non grata

- Défense : trois « ONG » anglo-saxonnes interdites en Russie - Réseau Voltaire - 29.04

Le procureur général de Russie a déclaré indésirables les trois « ONG humanitaires » créées par la famille de Mikhaïl Khodorkovski (photo) :

- Open Russia (Royaume-Uni) (administrateurs : Henry Kissinger et Lord Jacob Rothschild),
- Open Russia Civic Movement (Royaume-Uni),
- Institute of Modern Russia (États-Unis).

Elles s'ajoutent aux 7 autres « ONG » interdites au titre de la loi de juillet 2015 :

- National Endowment for Democracy (NED),
- OSI Assistance Foundation (George Soros),
- Open Society Foundation (George Soros),
- US-Russia Foundation for Economic Advancement and the Rule of Law (fondation d'Etat états-uno-russe),
- International Republican Institute (IRI/NED),
- Media Development Investment Fund (Otan),
- National Democratic Institute for International Affairs (NDI/NED).

En lien avec l'Otan, les associations de Mikhaïl Khodorkovski ont mené campagne depuis 3 ans pour populariser le thème des « fake news », de la manipulation des sites internet alternatifs occidentaux et de l'intervention des services secrets russes dans les élections aux États-Unis et en France. Elles conduisent également une campagne en Russie visant à discréditer à l'avance les prochaines élections [1].

Depuis la multiplication par la CIA des coups d'État masqués en « révolutions colorés », plusieurs États se sont dotés de lois leur permettant d'interdire les « ONG » (en réalité des organisations gouvernementales) utilisées par les services secrets anglo-saxons. Réseau Voltaire - 29.04

[1] « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016.

Si nous prenons un jour le pouvoir, nous ferions de même, y compris envers tous les médias détenus par des oligarques, qui seraient fermés, leur matériel confisqué et leurs propriétaires emprisonnés avant d'être jugés et sans doute exécutés, à moins qu'on les envoie gratter dans une mine ou une fonderie...

- La Place Rouge noire de monde pour le 1er mai - euronews.com

Des milliers de personnes se sont rassemblées autour du Kremlin, pour participer au traditionnel et très suivi défilé du 1er mai.

Les syndicalistes, les anciens combattants des organisations de jeunesse étaient invitées à participer à la célébration sous les murs du Kremlin. Près de 130 000 personnes ont participé à l'évènement à Moscou. Ces centaines de manifestations ont eu lieu dans tout le pays.

Depuis quelques années, "ces défilés connaissent un regain de popularité et représente aussi une occasion pour les nostalgiques de l'ex-Union Soviétique de sortir les drapeaux rouges, les vieux étendarts et portraits de Lénine, entre autres...

Mais depuis la Perestroïka, c'est aussi devenu la « fête du Printemps et du Travail » et le début des vacances de mai qui durent jusqu'aux célébrations de la victoire sur l'Allemagne nazie le 9 mai 1945... euronews.com 01.05

- Hongrie: des milliers de pro-européens défilent contre l'influence russe - AFP

Des milliers de Hongrois ont défilé lundi à Budapest en faveur de l'Union européenne et contre les politiques du Premier ministre Viktor Orban, qui selon les manifestants lie trop leur pays à la Russie. AFP 01.05

Parole d'internaute.

1- Le pouvoir matérialisé en un pseudo-front qui se voudrait républicain, une sorte de dictature à parti unique divisé en deux, et qui pratique l'alternance et la fausse opposition théâtrale

- Si j'ai bien compris les articles de M. Huyghe, le discours pro-Macron asséné par nos élites ne relève pas du mensonge, mais du baratin, comme aussi le discours pro-UE. Langue de coton, en effet, qui correspond à notre cauchemar aseptisé.

Le complotisme chic qui rend la "post-vérité" responsable de résultats électoraux qui déplaisent aux élites ? Une "version de classe de la causalité diabolique", les classes dirigeantes intimant à la plèbe "de regarder la télévision et de lire les journaux pour rester dans le cercle de la raison".

Quant à la "post-vérité" telle qu'elle est définie par le dictionnaire d'Oxford, "Circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'importance pour modeler l'opinion publique que l'appel aux émotions et aux opinions personnelles", les exemples abondent depuis 1989 :

- la "révolution roumaine" et le charnier de Timisoara
- les soldats de Saddam arrachant les bébés de leurs couveuses
- les Serbes commettant un génocide au Kosovo

- Kadhafi/Assad massacrant son peuple
- Poutine envahissant l'Ukraine tous les quatre matins

2- Le fait est que le faux, chez certaines personnes, sert avant tout à qualifier les informations qui pourraient remettre en cause leur statut. C'est ainsi que le vrai devient faux.

Et à l'inverse, les infos servant à conserver leur statut sont qualifiées de vraies, peu importe qu'elles le soient.

Donc déjà, sans internet, on nageait dans le faux. Si au départ le procédé utilisait le bouche à oreilles pour se répandre, l'invention de la TV a permis de l'étendre. C'est ainsi que la population s'est retrouvée enduite d'erreurs en une phrase : " Moi président, blablabla" (F.H) ; " Je suis de gauche" ; " je suis ni à droite, ni à gauche, mais pas au centre non plus" (E.Macron). Puis, internet est né. Ceux qui avaient le monopole du procédé l'ont alors perdu au profit de la majorité. Le trust du mensonge voit d'un mauvais œil la perte de son monopole. "Vite, une loi ! Dénigrons et criminalisons tout ça. Ainsi, nous redeviendrons les grands architectes des fausses infos". Trop tard ... Autant vider l'océan avec une cuillère. En passant de la TV à internet, la majorité possède les moyens de répandre de fausses infos, et elle peut mystifier et perturber ceux d'en haut.

3- "Plus Macron sera mal élu (seulement 18% au 1er tour -et 16% pour Le Pen- contre 22% pour Hollande en 2012), plus facilement on pourra s'en débarrasser".

L'espoir fait vivre.

Hollande a gouverné avec 4 % d'opinions favorables.

4- Les quadrangulaires risquent d'être majoritaires pour ces législatives 2017 et il n'est pas exclu qu'un certain nombre de pentagulaires aient également lieu (PS, LR, FN, FI et EM).

Comme EM va ratisser des élus au PS et chez LR pour ces législatives, les alliances des élections précédentes vont voler en éclat.

La règle pour qui veut garder son siège et ou conquérir celui qu'il convoite sera à coup sûr le chacun pour soi et dans ce contexte, comment des alliances seraient possibles ?

Nous allons nous retrouver dans une situation similaire aux pays nordiques avec une assemblée à 4 ou 5 partis ayant chacun de 15 à 25 % des sièges – donc x partis d'opposition – mais avec une différence de taille : avec au dessus un Président précédemment élu et censé gouverné avec une majorité claire.

5- Diana Johnstone: "Lorsque le Président Macron se hâtera de poursuivre le démantèlement de l'état social qu'il avait déjà entamé dans le gouvernement Hollande, je me demande avec quel enthousiasme les ouvriers qui avaient voté Marine Le Pen iront rejoindre les partis « de gauche » qui auront contribué à élire Macron en « barrant la route au fascisme ». Quelle sera la gratitude de la classe ouvrière pour cette héroïque protection ?"

6- Bon, ça va, quoi, les délires juridiques : un traité ne s'applique que tant qu'on le respecte. Aucun traité ne saurait s'appliquer contre la volonté populaire, qui passe loin devant tout autre considération dans notre constitution, aussi imparfaite soit elle, et dans le droit international. Point. Si un gouvernement décide de ne plus appliquer un traité avec l'aval d'un vote populaire, rien, absolument rien, ni dans les faits, ni dans le droit international, ne peut s'y opposer. Sauf si l'Allemagne envahit la France, c'est la seule possibilité.

7- Violation fondamentale du principe de séparation des pouvoirs – Dans un silence médiatique assourdissant, le décret signé par l'ancien Premier ministre Manuel Valls et Jean-Philippe Urvoas, le ministre de la Justice, le 5 décembre dernier – jour du départ de Manuel Valls de Matignon – met la Cour de Cassation sous l'autorité quasi directe du Gouvernement, à travers la nouvelle institution créée par ledit décret qui est l'Inspection générale de la justice, laquelle dépend directement du ministre de la Justice et donc du Premier ministre...

Sommes-nous encore en démocratie ?

http://www.liberation.fr/france/2016/12/07/la-cour-de-cassation-victime-d-une-atteinte-manifeste-au-principe-de-separation-des-pouvoirs_1533696et

<http://www.justice.gouv.fr/le-ministere-de-la-justice-10017/inspection-generale-de-la-justice-10027/>

8- Une loi qui prépare celle des pleins pouvoirs... si Macron ne parvient pas à gouverner, je veux dire si Macron ne parvient pas à imposer les GOPE, TSG et autres mesures de provincialisation de la France.

Car nous en sommes là.

La loi allemande des pleins pouvoirs de 1933, également connue sous le nom de loi d'habilitation ou sous sa dénomination officielle de Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich vom 24. März 1933 (loi du 24 mars 1933 de réparation de la détresse du peuple et de l'État), est une loi allemande qui donna à Adolf Hitler le droit de gouverner par décret, c'est-à-dire de promulguer des textes à portée législative sans approbation parlementaire.

Après la Reichstagsbrandverordnung (« décret sur l'incendie du Reichstag »), elle constitua la deuxième étape législative de la Gleichschaltung (« mise au pas »), qui déboucha sur l'instauration du système totalitaire nazi.

9- La souveraineté nationale appartient au peuple ... Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. La justice et la presse sont en principe des piliers de la démocratie. Ils devraient être les ultimes remparts contre les coups d'état et non pas les organisateurs.

"Présidentielle : à temps de parole égal, le second tour aurait pu opposer... Mélenchon à Macron" : Étienne Girard et Myriam El Barch, 30/04/2017, Marianne : <https://www.marianne.net/politique/presidentielle-temps-de-parole-egal-le-second-tour-aurait-pu-opposer-melenchon-macron>

"Si d'aventure aucune suite n'était donnée à cette information ça prouverait de façon incontestable la partialité des magistrats et confirmerait un "coup d'état institutionnel" : Serge GRASS, Dossier Macron (http://u3c.free.fr/actions/encours/macron/macron_sommaire.php), http://u3c.free.fr/actions/encours/macron/macron_sommaire.php

10- Je ne partage pas votre optimiste.

5 ans supplémentaires de sarkollandie vont nous anéantir.

La pègre oligarco-politico-financière est en train de gagner sur tous les tableaux. Après nous avoir dépouillés en 2008, elle continue de se goinfrer de la spéculation, des délocalisations et du malheur des peuples.

J'aime mon pays. Depuis 50 ans, je le vois disparaître dans le trou noir de l'Union Européenne et l'arnaque de la dette. Les déviances du FN ne sont pas pires à celles du PS, LR ou FdG : carriérisme, cupidité, corruption, racisme à l'envers, attrait du pouvoir. Je refuse ce fear project ! (...)

Macron, c'est 666 ! Ne comptez pas le maîtriser une fois dans la place. Lui et ses parrains nous rongeront jusqu'à l'os.

11- Si la démocratie est l'expression du peuple, il apparaît clairement que si cette expression est appelée "populisme", cela montre la volonté des dirigeants de passer par-dessus le peuple. C'est le totalitarisme qui prend le nom de front républicain. Le totalitarisme n'est pas du côté qu'on veut nous faire croire.

LVOG - Si vous pensez au FN vous vous trompez.

12- Espérer en un sursaut lors des législatives est malheureusement illusoire. FI et FN totaliseront une centaine de députés sur 577, si tout va bien. Aux élus EM se joindront, suivant les besoins, ceux du PS et la majorité de ceux des LR (d'où découle la nécessité de maintenir l'impression d'une pluralité de choix dans l'esprit des électeurs le plus longtemps possible, et la réaction de l'équipe Macron aux offres de service désordonnées des élus des deux partis anciens). Après une victoire de Macron, sa majorité est assurée. Elle lui votera le droit de légiférer par ordonnances et l'essentiel sera décidé durant l'été sans débat parlementaire.

LVOG - Pourquoi être si pessimiste, FI peut emporter une centaine de députés ou beaucoup plus si les abstentionnistes votent, ils le feront s'ils ont vraiment l'impression que cela peut réellement servir à quelque chose.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Des milliers de personnes manifestent à Madrid contre la corruption - AFP

Des milliers de personnes ont manifesté lundi à Madrid pour défendre les droits des travailleurs, et "contre la corruption", l'un des slogans des manifestations du 1er mai, a constaté une journaliste de l'AFP.

La marche dans le centre de la capitale intervient après un nouveau scandale touchant le Parti populaire au pouvoir, soupçonné de malversations autour de la gestion d'une entreprise publique régionale de gestion des eaux. AFP 01.05

Italie

- Tempête en Italie autour des ONG secourant les migrants en mer - AFP

Les navires privés de secours aux migrants complices des trafiquants ?

Mais ces derniers jours, le procureur Zuccaro a multiplié les déclarations fracassantes dans les médias, assurant avoir "des preuves" de contacts entre des passeurs et des ONG

Il a ainsi évoqué un enregistrement, non utilisable dans un éventuel procès en Italie, entre un passeur en Libye et un navire d'ONG.

Jeudi, le procureur a regretté de ne pas avoir les moyens d'enquêter sur ses hypothèses: certaines ONG sont "peut-être" financées par des trafiquants ou peuvent aussi viser à "déstabiliser l'économie italienne".

Le ministre de la Justice Andrea Orlando a alors demandé au procureur de s'exprimer avant tout "au travers de ses enquêtes", tandis le Conseil supérieur de la magistrature doit déterminer si M. Zuccaro est allé trop loin.

Le chef du gouvernement Paolo Gentiloni est alors intervenu depuis Bruxelles: "Si la magistrature a des informations utilisables et crédibles, le gouvernement ne va certainement pas s'y opposer. Ceci étant dit, pour nous l'activité des organisations de bénévolat est précieuse et bienvenue".

"Les ONG sont accusées d'un fait très grave (...) A ceux qui disent que ce n'est pas le moment de les attaquer, je réponds qu'ils font partie de cette bande d'hypocrites qui ont toujours fait semblant de ne pas voir le business de l'immigration", a renchéri Luigi Di Maio, l'un des responsables du Mouvement 5 étoiles (M5S, populiste).

"Le secours en mer est un impératif absolu", a répliqué samedi sur Twitter le Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Filippo Grandi, demandant que le débat se recentre sur "comment mettre fin aux guerres, réduire la pauvreté, offrir des voies organisées, combattre le trafic". AFP 29.04

On avait mis un article en ligne bien argumenté qui démontrait la collusion qui existait entre ces ONG et ces "passeurs"...

Venezuela

- Venezuela: Maduro veut une nouvelle Constitution, l'opposition non - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a convoqué lundi une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, une initiative aussitôt rejetée par l'opposition qui a appelé les citoyens à refuser de participer à ce processus.

M. Maduro a fait cette annonce devant une foule de ses partisans réunis dans le centre de Caracas à l'occasion de la Fête du travail du 1er mai.

Au même moment se déroulaient dans d'autres quartiers de nouvelles manifestations de l'opposition pour des élections anticipées, marquées par des affrontements entre des milliers de manifestants et les forces de sécurité.

M. Maduro a déclaré qu'il convoquait une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution pour remplacer celle de 1999. Il a précisé qu'il s'agirait d'une assemblée constituante "populaire, citoyenne, ouvrière", d'une "constituante du peuple" et non "des partis politiques".

M. Maduro a indiqué qu'une partie des 500 membres de cette assemblée seraient élus par divers secteurs de la société, et que par exemple les retraités, les minorités sexuelles ou les handicapés auraient leurs représentants.

Les autres membres de l'assemblée constituante "seront élus selon un système territorial avec un caractère municipal et local", a dit M. Maduro.

La nouvelle Constitution remplacerait celle de 1999, adoptée à l'initiative de Hugo Chavez, président de 1999 à son décès en 2013 et mentor de M. Maduro.

La Constitution de 1999 avait été rédigée par 131 constituants élus au suffrage direct, universel et secret, puis approuvée par référendum.

L'opposition vénézuélienne a immédiatement rejeté l'initiative de M. Maduro, estimant qu'il s'agissait d'une poursuite du "coup d'Etat" mené selon elle contre le Parlement qu'elle contrôle.

Elle a appelé à de nouveaux rassemblements pour mardi et mercredi.

Le président du Parlement, Julio Borges, a lui aussi appelé les Vénézuéliens à se révolter contre l'initiative de M. Maduro.

"C'est une escroquerie pour tromper le peuple avec un mécanisme qui n'est rien d'autre qu'une volonté d'aggraver le coup d'Etat et de chercher avec la Constitution à détruire la Constitution elle-même, la démocratie et le vote", a déclaré M. Borges au cours d'une conférence de presse.

"Nous appelons le peuple à se rebeller et à ne pas accepter ce coup d'Etat", a lancé le président du Parlement.

Pour l'analyste Eugenio Martinez, spécialiste des élections, "le chavisme convoque la seule élection qu'il pense être capable de gagner: l'élection d'une assemblée nationale constituante en manipulant les listes électorales et le système de vote".

Après son annonce, M. Maduro a réuni au palais présidentiel de Miraflores les principaux responsables politiques et militaires. Il a justifié son initiative en accusant ses opposants de refuser toute discussion. "L'opposition a bloqué le jeu", a-t-il affirmé.

Etats-Unis

- Etats-Unis: le Congrès dope l'armée - AFP

Les priorités de Donald Trump attendront. Le Congrès s'apprête à adopter un budget dopant la Défense, comme le réclamait le président américain, mais qui bloque d'autres priorités et interdit le financement, au moins jusqu'en octobre, du mur à la frontière mexicaine.

Majorité républicaine et opposition démocrate ont dévoilé lundi le fruit de plusieurs semaines de négociations, menées indépendamment de la Maison Blanche, afin de financer l'Etat fédéral jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2017, soit jusqu'au 30 septembre.

La Chambre des représentants puis le Sénat devraient adopter ce texte avant la fin de la semaine, permettant d'éviter une fermeture des administrations centrales, celles-ci n'étant financées que jusqu'à vendredi soir à minuit.

La proposition de loi, longue de 1.665 pages, détaille 1.163 milliards de dollars de dépenses pour l'année, soit un peu moins du tiers de tout le budget fédéral, les deux autres tiers (dépenses sociales, retraite...) étant en pilotage automatique, sans que le Congrès ait à approuver les dépenses.

Sur ces plus de mille milliards de dollars, la Défense en obtient 598.5, soit une augmentation de 25,7 milliards ou 4,5% par rapport à 2016.

Le budget de la Défense inclut de nouveaux avions, hélicoptères, drones et navires et une hausse de salaire de 2,1% pour les 1,3 million de soldats américains, ainsi que 150 millions de dollars en aide létale et non-létale à l'Ukraine.

"L'Amérique sera plus forte et plus en sécurité grâce à ce budget", a déclaré le président républicain de la Chambre, Paul Ryan. "Il correspond à l'engagement du président Trump à reconstruire notre armée pour le 21e siècle et à renforcer nos frontières pour protéger notre pays". AFP 01.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Grèce Un 1er Mai anti-austérité - Liberation.fr

Les défilés du 1er Mai ont été doublés d'une grève nationale de vingt-quatre heures en Grèce contre de nouvelles mesures de rigueur imposées en échange de la poursuite du versement de prêts internationaux. Avec la grève, qui coïncide certes avec une journée fériée dans le pays, la plupart des services publics étaient à l'arrêt, tout comme les bateaux et trains. Une grève générale est prévue le 17 mai. Liberation.fr 01.05

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mai 2017

CAUSERIE

Il y a les chiens, les rats, les veaux, les moutons, les ânes, les singes et... les chèvres !

Je n'aurais jamais imaginé que je finirais éleveur de chèvres ! Comme quoi la vie nous joue de drôle de tour !

Cette activité ne me plait pas, parce que je la trouve particulièrement cruelle. Parvenus à l'âge de 6 mois, c'est-à-dire quand leur croissance est terminée, on vend les mâles qui partent à l'abattoir, les pauvres bêtes n'auront vécu que 6 mois. Le plus atroce, c'est quand on les a élevés au biberon comme nos propres enfants, on s'y attache, c'est terrible ! Je m'en suis livré auprès de ma compagne, mais elle ne veut rien savoir. Bon, après tout c'est elle que cela regarde.

Je vais bien avoir ma petite retraite à partir de septembre prochain, mais lorsque je trépasserai ma compagne ne pourra pas bénéficier de ma retraite, aussi suis-je condamné à économiser jusqu'à la fin de mes jours pour qu'elle ne se retrouve pas dans le besoin plus tard.

Les chèvres permettent d'avoir un revenu d'appoint plus intéressant que la rémunération devenu misérable des comptes bancaires. Et puis, ma retraite sera versée en euros, il suffirait que l'écart du taux de change avec la roupie se resserre dans l'avenir pour que ma retraite ne suffise plus à notre survie. Comme quoi jusqu'au bout on n'est pas libre de notre destin dans ce vieux monde pourri, croire le contraire, c'est se leurrer soi-même.

J'aurais aussi pu devenir une saloperie de permanent bureaucrate dans un parti ou un syndicat corrompu, ce que je ne souhaite à personne.

Au fait, on ne pourra pas me taxer d'être un opportuniste inféodé aux institutions parce que j'appelle à voter pour le mouvement de Mélenchon aux législatives, car à 62 ans je n'ai jamais voté à des présidentielles ou à des législatives, sauf peut-être une fois, je ne me souviens plus très bien si c'était aux municipales ou aux législatives en 1976 ou 1977, alors sous l'influence de l'OCI j'avais voté PS contre J-P Fourcade (UDF), j'habitais dans une minuscule chambre de bonne que j'avais loué à Saint-Cloud (92).

En Inde aussi nous avons un gouvernement néolibéral.

Le gouvernement Modi a décidé de mettre un terme au "ration card" ou carnet de rationnement qui permettait aux Indiens de se procurer certaines denrées alimentaires et du kérosène à un prix inférieur au marché, ce qui profitait surtout aux plus de 300 millions de pauvres.

Il y a près d'un an ils ont voulu imposer le port du casque à tous les utilisateurs de deux-roues à moteur sans résultat. Là ils viennent de passer à la phase répressive en imposant de lourdes amendes à tout contrevenant.

En Inde, vous pouvez conduire sans permis, sans assurance, sans lumière, avec des pneus usés jusqu'à la corde, vous pouvez transporter 3, voire 4 personnes dont des enfants sur une moto ou un petit scooter, modifier la structure de votre véhicule, rouler en surcharge avec des pneus dégonflés et rechapés, particulièrement les bus et les poids lourds, transporter dix passagers dans une voiture de tourisme 5 places, rouler en sens inverse sur une 4 voies, y faire séjourner votre troupeau de chèvres ou de vaches, y compris la nuit, vous arrêter sur la bande d'arrêt d'urgence pour pique-niquer, voyager sur le toit d'un bus, ajouter des colis sur votre galerie sans limitation de hauteur, être bourré ou à moitié aveugle, etc.

Bref, vous avez tous les droits y compris les plus débiles qui soient, sauf de rouler sans casque ! Qui plus est il n'existe pas de Sécurité sociale en Inde, donc sauf à atterrir dans un hôpital publique qui tient lieu de mouiroir, vous irez dans une clinique privée en cas d'accident et vous casquerez, cela ne coûtera rien à l'Etat ou à la collectivité. Donc que portiez ou non un

casque n'engage personne d'autre que vous sur tous les plans, c'est vous qui prenez le risque de mourir, et bien non, même cette liberté on vous l'interdit ! On est bien aussi en dictature.

Quelques réflexions politiques.

1- Vous avez sans doute encore en mémoire le contenu du bandeau défilant qui figurait dans ce portail depuis pas mal de temps : "Le PS, un parti de droite, anti-ouvrier, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'impostures, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS ! Rupture avec les appareils corrompus des syndicats !.....".

C'était du lourd, difficile à admettre, à digérer, et pourtant cela correspondait à la réalité, rien de plus, sans exagération de ma part, c'était la réalité que tous les partis dits ouvriers se sont employés à camoufler au fil du temps ou avec laquelle ils ont tous fini par s'accommoder, il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la suite.

Au lieu de tenter de tirer profit de ce parti ou de ses contradictions pour aboutir à la situation actuelle, on aurait mieux fait de s'en tenir à son imposture pour qu'il disparaisse le plus tôt possible ou le marginaliser, réduire ou anéantir sa capacité de nuisance. J'ai du mal à comprendre qu'on laisse proliférer un virus en attendant qu'il disparaisse au lieu de le combattre à la racine pour l'extraire du mouvement ouvrier, pourquoi on laisse la gangrène s'étendre, car à ce jeu-là, le jour où effectivement il disparaîtra il se pourrait bien qu'elle ait gagné tous le corps et qu'il n'existe plus aucun organe sain en dehors de quelques cellules isolées.

De cette élection le PS sort brisé. Souvenez-vous que j'avais évoqué le PASOK en Grèce en évoquant le sort à venir du PS, sans savoir alors comment ni quand cela allait arriver, mais dans un délai relativement proche au regard de l'évolution de la situation politique et de la crise du capitalisme, sachant que notre ennemi mène une lutte de classe permanente qui ne connaît pas de répit, on n'allait plus attendre 107 ans (1905-2012).

Et comme je l'ai expliqué quelques semaines avant le 23 avril, avec Macron ils faisaient d'une pierre deux coups, casser le PS et imposer aux institutions des rapports calqués sur ceux qui existent aux Etats-Unis entre les partis et les classes, en fait ce processus est très loin d'être achevé et il pourrait très bien ne jamais l'être si les travailleurs les en empêchaient. Remettre en selle LR ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. Maintenir le PS à l'état végétatif ou de survie artificielle non plus. Quant au FN, ils sont intéressés, et bien ce n'est pas l'argent qui leur manque pour qu'il soit réduit au rebus. Et ce qu'on appelle par défaut la gauche radicale elle se sera disloquée toute seule, une partie se ralliera à En Marche, une autre à LR, la troisième deviendra passive, il ne restera plus qu'un quart ou moins encore pour continuer le combat politique. L'extrême gauche ravagée par ses compromissions et son dogmatisme aura fait naufrage et ne s'en remettra jamais, c'est en tout cas ce qui s'est passé aux Etats-Unis.

Nous n'en sommes même pas rendu à mi-chemin de ce processus, donc il y a encore lieu d'espérer que nous pourrions l'enrayer, on doit y mettre toutes nos forces, car il s'agit d'un mécanisme infernal destiné à nous broyer, on doit en avoir parfaitement conscience et agir à la hauteur de la menace qu'il constitue sur l'issue de la lutte de classes, qui si elle nous échappait serait catastrophique, sans vouloir noircir le tableau, il l'est déjà suffisamment comme cela.

Vouloir manoeuvrer quand en face de soi on a un ennemi possédant un tel pouvoir, c'est se fourvoyer assurément et en payer les conséquences un jour ou l'autre. On ne doit rien leur laisser passer. On connaît leur nature et leurs intentions, il faut donc s'en tenir là ou les combattre comme tels.

Bien que le PS ait été engagé dans deux guerres mondiales, toutes les guerres coloniales, bien qu'il ait délibérément instrumentalisé le racisme et l'antisémitisme pour favoriser le développement de l'extrême droite, bien qu'il ait participé à des gouvernements bourgeois du début à la fin du XXe siècle, ce qui ose se dénommer la gauche et l'extrême gauche ne l'a jamais caractérisé de parti bourgeois, capitaliste, de droite, c'est à croire qu'il aurait largué une bombe atomique sur n'importe quel pays que cela ne leur suffirait pas encore, chacun aura compris que parvenu à ce niveau-là, il ne s'agissait plus d'interprétation erronée mais bien sciemment de la volonté politique de soutenir un des piliers du régime.

Dès lors, il faut en tirer la conclusion que les dirigeants de cette pseudo-gauche et extrême gauche ne valaient guère mieux et qu'il y avait lieu de tirer définitivement un trait dessus et de les combattre de la même manière. Il faut bien comprendre que lorsque des gens en arrivent à justifier l'injustifiable à l'aide d'arguments fallacieux, en faisant preuve d'une mauvaise foi évidente, qui recourent à un déni grotesque permanent allant jusqu'à réécrire l'histoire au grès des événements, qui font preuve de malhonnêteté intellectuelle tout en se livrant à des procès d'intention ou pire encore, bref, il n'y a plus de discussion possible avec eux, sauf à se bercer d'illusions, perdre son temps et dépenser son énergie en pure perte.

On aura compris également pourquoi ils avaient toujours été incapables de développer une stratégie et une ligne politique indépendante ou conforme aux besoins fondamentaux et collectifs du prolétariat, tous les courants politiques corrompus du mouvement ouvrier seront conduits à intégrer les contradictions du capitalisme qui se traduisaient sur le plan politique et qui contribueront finalement à leur dislocation, en ayant lié leur destin à celui du PS et du PCF, ils subiront le même sort.

Il y a des gens ou des militants assez naïfs pour croire qu'on pourra toujours s'en sortir ou que se serait juste comme un mauvais passage dans la vie qui finirait par passer, ils se trompent lourdement, car lorsqu'on en est réduit à dépendre d'une décharge pour survivre, on ne croit plus aux miracles, tout espoir d'une vie meilleure est définitivement exclu jusqu'à la fin de vos jours, ils doivent bien se graver cela dans la tête une fois pour toute, ensuite peut-être pourront-ils réfléchir sereinement, c'est tout le mal qu'on leur souhaite.

2- C'est dommage de ne pas y avoir pensé.

Si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par boire, il fallait vous tourner de l'autre côté de l'Atlantique pour le savoir ; si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par manger, il fallait vous tourner dans la même direction ; si vous vouliez savoir ce que vous finiriez par fumer, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler l'architecture des grandes villes, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler les arts ou la culture, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler l'agriculture et l'élevage, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler votre mode de pensée et votre mode de vie, il fallait vous tourner vers les Etats-Unis ; et finalement si vous vouliez savoir à quoi finiraient par ressembler les institutions, vous n'aviez même plus besoin de vous poser la question pour connaître la réponse.

Born or made in USA : Malboro, Coca Cola, MacDo, Cadillac, jean, gratte-ciel, Apolo, Hollywood, Elvis, cocaïne, CIA, NSA, ONU, CNN, New York Times, Fed, FMI, Banque mondiale, féminisme, écologisme, LGTB, anticommunisme, Capone, KKK, Al-Qaïda, néolibéralisme, et bien sûr, guerre...

Quel modèle de société ! Jusqu'à la nausée.

- USA: l'addiction aux opiacés fait des ravages - AFP

Aux Etat-Unis, l'overdose est devenue la première cause de mort accidentelle dans le pays. Une "épidémie" née il y a une dizaine d'années de la commercialisation de médicaments opiacés...

- Etats-Unis : le gouvernement Trump ordonne un non-lieu dans l'enquête sur l'homicide d'un Noir par la police. - Franceinfo

- Aux Etats-Unis, une anti-IVG à la tête du Planning familial - Liberation.fr

En complément. Quand ses vassaux versent dans la xénophobie aggravée.

- Homosexuels en Tchétchénie: cinq ministres européens écrivent à Lavrov - AFP

Cinq chefs de la diplomatie de pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont écrit à leur homologue russe Sergueï Lavrov pour exprimer leur "profonde inquiétude" concernant le sort des homosexuels en Tchétchénie, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie mercredi. AFP 03.05

4- Comment fonctionnent les institutions en oligarchie aux Etats-Unis... et demain en France.

Washington (AFP) - Majorité républicaine et opposition démocrate ont dévoilé lundi le fruit de plusieurs semaines de négociations, menées indépendamment de la Maison Blanche, afin de financer l'Etat fédéral jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2017, soit jusqu'au 30 septembre. AFP 01.05

Ils ont porté un pantin à la Maison Blanche qui va appliquer la politique dictée par l'oligarchie aux partis républicain et démocrate qui l'ont adoptée en chœur.

Plus qu'un consensus, cette symbiose ne devant pas apparaître publiquement bien que ce soit un exercice de plus en plus périlleux, chacun des deux partis revendiquent ou rejettent certaines mesures conformément à leur étiquette, de manière à ce que le régime paraisse démocratique ou que cette politique exprime les besoins ou les sensibilités de chaque classe, alors qu'en réalité elle va profiter essentiellement à l'oligarchie.

5- Non-dit révélateur.

Dans sa page Facebook, le POID a rendu compte des manifestations du 1er mai, pas de celles organisées par 70 organisations (Front social) appelant à voter ni Macron ni Le Pen, non celles des appareils pourris des syndicats qui appellent à voter Macron, excepté FO qui a déjà passé la brosse à reluire à Whirlpool à Macron, un chantre de "la démocratie représentative" ou la répartition des rôles sous la Ve République est minutieusement respectée pour que les brebis soient bien gardées, le POID (et le POI) assurant le service d'ordre pour qu'aucune ne s'égaré.

On ne peut pas dire que l'impartialité soit leur point fort, c'est un euphémisme.

Duplicité renchérit sur fausseté : la duplicité est une fausseté odieuse, par laquelle un homme se met sciemment en opposition avec lui-même, avec ce qu'il a dit ou fait, avec ce qu'il fait ou éprouve. (Lafaye, Dict. des synonymes, Suppl., p. 148.) (Le Grand Robert de la langue française)

Il faut préciser que la duplicité pour être efficace doit forcément prendre les formes les plus fourbes ou sournoises.

Il est facile de sélectionner minutieusement les événements dont on rendra compte en prenant soin d'occulter ceux qui mettraient en cause des personnes ou des acteurs politiques qu'on entend ménager, sans que nos interlocuteurs ou lecteurs ne s'en aperçoivent et qu'on pourra ainsi manipuler à leur insu.

Pourquoi ne pas rendre compte de l'opposition qui existe dans tous les syndicats et qui s'organise dans l'unité si chère au POID (et au POI) contre l'appel des appareils corrompus à voter Macron ? Pour ne pas leur faire du tort, pour ne pas les contrarier parce que les dirigeants de ce parti a passé un pacte pourri avec les Mailly, Martinez et Cie. ? On aura compris que leur conception de l'indépendance des syndicats consistait en réalité à soutenir les appareils inféodés au régime contre les militants qui le combattent.

Et ceux qui appellent clairement à ne voter ni Macron ni Le Pen.

- J'ai pris connaissance que le PRCF appelait à ne voter ni pour Macron ni pour Le Pen, dont acte.

- Le Front syndical de classe également.

Au moins avec Macron les choses sont claires !

Publié le 2 mai 2017 par FSC

- ...voter pour lui c'est conforter sa légitimité au deuxième tour pour appliquer sa politique alors que déjà il se réclame d'un vote pourtant très minoritaire au premier tour pour légitimer son programme réactionnaire. (...)

Au final, au plus profond le refus d'utiliser le vote Macron comme bouclier anti-Le Pen, c'est la volonté de résistance au chantage d'avoir en permanence à choisir le moins-pire, de tirer les enseignements de décennies d'impuissance et surtout l'affirmation de la volonté d'indépendance du monde du travail par l'affirmation de ses propres aspirations dégagées de la tutelle des classes dominantes. frontsyndical-classe.org

Un rejet du Ni-Ni de P. Martinez sans mandat confédéral !

Publié le 30 avril 2017 par FSC

Le rejet du Ni-Ni constitue un appel déguisé au vote Macron qui n'est pas dans le mandat de la CGT.

La condamnation du Ni-Ni de P. Martinez exprime donc une opinion strictement personnelle en contradiction avec le mandat confédéral!

Surtout le ralliement déguisé à un vote Macron sous la pression de l'establishment médiatique ne correspond ni à l'intérêt des travailleurs ni au positionnement de nombreuses structures (UD, syndicats ...) de la CGT qui refusent le choix d'un Front républicain bidon qui cautionne de fait la politique réactionnaire de Macron en utilisant l'épouvantail F_haine. FSC 30.04

5- La duplicité qui prend la forme d'un double discours ou qui consiste à jouer un double jeu est sans doute la vertu la mieux répandue en politique.

Il est parfaitement clair que ce que certains ont appelé avec mépris les petits candidats n'étaient en réalité que des candidatures de division pour prendre des voix à certains candidats afin qu'ils ne figurent pas au second tour de la présidentielle.

Les candidatures de François Asselineau, Jacques Cheminade, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle étaient destinées à empêcher François Fillon de figurer au second tour, et celles de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, sans oublier celle de Benoît Hamon étaient destinées à empêcher Jean-Luc Mélenchon de rester en lice.

On observera non seulement qu'ils sont parvenus à leur fin, pire puisque les deux candidats demeurant au second tour sont

justement ceux qui avaient été désignés par l'oligarchie et ses porte-parole. Vous vous direz peut-être que c'est un peu fort que je leur reproche, parce qu'en porte aussi une part de responsabilité pour ne pas avoir appelé à voter Mélenchon, sachant que l'objectif de participer au second tour était atteignable puisqu'il ne lui a manqué que quelque 600.000 voix.

Attendez, là il y a confusion. Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Benoît Hamon ont décidé de participer à cette mascarade en sachant pertinemment qu'il ne pourrait rien en sortir de bon pour les travailleurs et en ayant parfaitement conscience qu'ils concourraient à l'élimination de Jean-Luc Mélenchon, finalement leurs candidatures ne servaient qu'à cautionner l'idée que la Ve République serait démocratique et à légitimer ainsi le futur président de la Ve République.

Contrairement à eux, dès le départ je me suis inscrit en opposition avec leur démarche, demeurant fidèle au constat ou à la conclusion que dans le cadre des institutions de la Ve République, jamais un président de la République, un gouvernement ou une majorité parlementaire ne pourrait appliquer une politique conforme aux intérêts des travailleurs, c'est le premier point.

Ensuite, dans l'hypothèse où Mélenchon aurait été élu président de la République, jamais il ne aurait pu disposer d'une majorité absolue au parlement, les législatives à venir vont le confirmer si nécessaire, donc il aurait dû nommer Macron Premier ministre et le laisser former son gouvernement, puis gouverner contre les intérêts des travailleurs. On ne pouvait évidemment pas cautionner un tel scénario, une telle cohabitation, c'est le second point.

Pour finir, à quoi cela aurait-il donc servi de faire élire Mélenchon, sinon uniquement colporter des illusions chez les travailleurs et les militants ? Il fallait se souvenir aussi que Mélenchon avait déjà participé à une cohabitation avec la réaction, quand il fut secrétaire d'Etat de Chirac dans le gouvernement Jospin, on peut donc imaginer qu'il s'en serait accommodé une fois de plus, tout comme sous Mitterrand entre 1986 et 1988 alors qu'il était au PS, c'est le troisième point.

En conclusion, ma décision de ne pas soutenir la candidature de Mélenchon était justifié aussi bien au regard des expériences du passé que de la situation qui prévaut au lendemain des législatives de juin prochain, sauf si exceptionnellement son mouvement obtenait la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui hier comme aujourd'hui relève de la pure spéculation, qui plus est les derniers développements laissent plutôt à penser que son mouvement pourrait même se disloquer ou se trouver considérablement affaibli avant cette échéance électorale, mais là encore personne ne peut dire ce qui va se passer pendant les deux mois à venir.

En revanche, si je n'ai pas appelé à voter Mélenchon pour les raisons qui viennent d'être évoquées, j'appelle à voter pour les candidats de son mouvement aux législatives parce que cela permettrait de déboucher sur une toute autre situation politique. J'ai déjà traité ce sujet dans une précédente causerie à laquelle je vous renvoie, cependant j'ajouterai un élément que je n'avais pas abordé et qui est de la première importance.

On a bien compris que ce qui se profilait derrière les primaires de la droite et de la pseudo-gauche, c'était une situation institutionnelle à l'américaine où il n'existe plus que deux partis en lice dès le premier tour de l'élection présidentielle, le parti républicain et le parti démocrate, LR et En Marche en France. Si le mouvement de Mélenchon parvenait à obtenir entre un tiers et la moitié des sièges à l'Assemblée nationale, cela signifierait que Macron devrait s'allier à LR ou éventuellement aux débris du PS pour obtenir une majorité absolue, ce scénario probable a déjà été évoqué par les dirigeants de ces partis qui y sont préparés.

Ce scénario leur serait imposé sans qu'ils puissent échapper à ses conséquences politiques qui se retourneraient contre eux et leur remodelage des institutions, car en soutenant la politique ultra réactionnaire de Macron ils en partageraient tous la responsabilité, ils perdraient tous leurs appuis dans la classe ouvrière et les classes moyennes, plus aucun de leurs partis ne ferait illusion auprès des travailleurs, ce serait l'ensemble du peuple travailleur qui les rejetterait et se dresserait contre eux mettant ainsi en péril les institutions et le régime.

Cette perspective politique est tout à fait plausible, sauf si Mélenchon et son mouvement s'écroulaient, dans ce cas-là les conséquences du scénario qui vient d'être évoqué seraient atténuées. Gageons que tous les partis dits ouvriers qui n'ont jamais réellement rompu avec le PS et/ou le PCF s'emploieront à faire obstacle à un développement révolutionnaire de la situation. Tout dépendra de la réaction des travailleurs et des militants, de quelle manière ils vont intervenir dans la lutte des classes.

[La France insoumise ou indécise ? Un tiers de trop !](#)

- Présidentielle : seuls un tiers des militants de la France insoumise se prononcent en faveur du vote Macron au second tour
- francetvinfo.fr

La France insoumise a dévoilé mardi 2 mai le résultat de la consultation de ses militants sur la conduite à tenir au second tour de l'élection présidentielle. Ce résultat "donne à voir à voir des avis partagés", souligne le mouvement : 34,83% des personnes interrogées ont choisi un vote en faveur d'Emmanuel Macron. Deux tiers des militants ont opté pour le vote blanc ou nul (36,12%) ou l'abstention (29,05%). Le mouvement annonce que 243 128 militants ont voté lors de cette consultation ouverte aux 430 000 personnes qui avaient soutenu Jean-Luc Mélenchon sur sa plateforme depuis le lancement de sa candidature.

Dans le détail, 87 818 "insoumis" optent pour un vote blanc ou nul, 84 682 pour un vote en faveur de Macron, et 70 628 pour l'abstention. francetvinfo.fr 02.05

[Les masques tombent. Le temps des collabos avec les ennemis du progrès social ou de la civilisation humaine.](#)

- L'Académie des sciences appelle à voter pour Emmanuel Macron - Sciences et Avenir
- Le journal La Croix appelle à voter Emmanuel Macron : "Il s'agit avant tout d'éviter l'élection de Marine Le Pen" - Franceinfo

Et le matraquage continue de plus bel...

- Aubry envoie un courrier aux Lillois pour les enjoindre à voter Macron - BFMTV
- Présidentielle : 170 médecins appellent à voter Macron - LeParisien.fr
- Pour les droits des femmes, donnons à Emmanuel Macron la plus large victoire! - Le Huffington Post

C'est un appel d'Hillary Clinton ?

- Duel Macron Le Pen: Tad Devine, le stratège de Bernie Sanders, appelle les Français à voter pour le candidat "En Marche!" - Le Huffington Post

Mediapart aussi, c'est là qu'on s'aperçoit qu'un tas de gens, médias, associations, etc. qu'on nous avait présentés comme indépendants, alternatifs ou progressistes étaient en vérité de vulgaires réactionnaires.

Croyez-vous que les gens qu'ils ont bernés vont leur tourner le dos demain ? Vous plaisantez, n'est-ce pas? Ils seront une minorité. Rappelez-vous une des pires faiblesses des hommes, c'est leur absence de rigueur et de cohérence, surtout en politique.

Mais pourquoi enfin, c'est incompréhensible. Pas tant que cela, qu'est-ce qui a changé dans leur mode de vie relativement confortable entre avant et après les élections ? Rien. Alors pourquoi voudriez-vous qu'ils changent quoi que ce soit à leur mode de pensée ou leur comportement, s'ils sont corrompus par le régime, qu'ils en aient ou non conscience ils le demeureront demain, voilà tout.

Mais alors que faudra-t-il pour qu'ils changent ? Beaucoup plus, que tout s'écroule autour d'eux et qu'ils se sentent menacés à leur tour ou que leur condition de vie soit gravement entamée. Il n'y a que cela de vrai qui compte pour eux puisqu'ils sont individualistes en premier lieu.

Et leur niveau de développement intellectuel ? Il passe après ou il ne leur sert à rien. Mettez-leur un pistolet sur la tempe, laissez-les le ventre vide, et là leur cerveau si mal conçu commencera à travailler seulement. Ils sont pitoyables par certains côtés, ils sont très vulnérables parce qu'ils se laissent facilement acheter, comme quoi vous n'avez pas à les envier, bien au contraire.

[Comment maintenant ils fabriquent une majorité parlementaire à Macroligarchie.](#)

- Macron aurait de 249 à 286 députés En Marche !, selon une enquête Opinionway-SLPV Analytics - Reuters

Le mouvement d'Emmanuel Macron, En Marche !, obtiendrait de 249 à 286 députés aux élections législatives de juin en France métropolitaine, selon une enquête Opinionway-SLPV Analytics pour les Echos publiée mercredi.

Selon cette étude portant sur 535 des 577 sièges de l'Assemblée nationale, le Front national, dont la candidate à l'élection présidentielle, Marine Le Pen, affrontera dimanche l'ex-ministre de l'Economie, n'aurait que 15 à 25 députés.

Le parti d'extrême droite ferait encore moins bien que le Parti socialiste, pourtant laminé, avec 28 à 43 sièges.

En revanche, le parti Les Républicains et ses alliés centristes de l'UDI sont crédités de 200 à 210 députés.

Quant au Front de gauche, qui réunit le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France insoumise arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle, et le Parti communiste, il n'obtiendrait que six à huit sièges.

"Cela montre qu'il n'est pas impossible qu'En Marche ! atteigne la majorité absolue dans l'hypothèse haute, avec les Français de l'étranger et l'Outre-mer", estime le directeur général adjoint Bruno Jeanbart.

"Dans l'hypothèse basse, EM serait le groupe principal, ce qui est suffisant pour essayer de constituer une majorité. La question c'est de savoir comment et avec qui", ajoute-t-il.

Emmanuel Macron, favori des sondages, a créé En Marche ! il y a à peine plus d'un an, le 6 avril, avec l'intention de casser le classique clivage droite-gauche et l'alternance entre les deux principaux partis de gouvernement qui se partagent le pouvoir depuis des décennies.

La majorité absolue à l'Assemblée est de 289 députés.

Cette enquête s'appuie sur des sondages d'intention de vote au premier tour des législatives par force politique, avec pour hypothèse que chaque grand courant représenté à la présidentielle présentera des candidats.

Est également prise en compte la structure de l'électorat à partir des résultats des élections de 2012, des régionales de 2015 et du premier tour de la présidentielle de 2017, avec un bonus aux sortants qui se représentent.

Cette étude confirme jusqu'à un certain point la recomposition du paysage politique français, au détriment essentiellement de la gauche socialiste et radicale.

Il y aurait ainsi au second tour 90 à 116 duels EM-FN, 180 duels EM-droite, 46 duels EM-gauche, 154 duels droite/FN, 32 triangulaires FN-droite-EM et six à 32 duels gauche-FN

Si cette étude dit vrai, le PS serait ainsi encore plus affaibli que lors des législatives de 1993, lors desquelles ils n'avaient obtenu que 57 sièges. Reuters 03.05

Commentaire d'internaute

1- Avec 1/4 des voix, on a la majorité, avec 1/5 ème rien. C'est la démocratie !

2- Un type de scrutin inique, 4 partis du même poids, autour de 20% et des résultats qui pourraient aller de 1 à 30 fois plus...

Ils ont raison ce sondage est grotesque. Mélenchon a déclaré que son mouvement pouvait se donner pour objectif d'obtenir la majorité absolue, il était sans doute un peu trop optimiste.

L'enjeu de la présidentielle et des législatives n'est pas le même, les participants ne sont pas confrontés aux mêmes conditions ou rapports, or il semblerait que ce sondage n'en tienne pas compte. Maintenant il est vrai aussi que le découpage électoral des circonscriptions favorisait jusque là les partis qui alternaient au pouvoir pour qu'ils disposent justement d'une majorité absolue ou s'en rapprochent le plus possible. Reste à savoir si ce facteur demeure encore valable, surtout après la débâcle du PS. Il se peut aussi que En Marche!, LR et le PS se coalisent contre FI. Est-ce que les électeurs seront dupes ?

[Point de vue.](#)

- La vision de Cake publié par Les-crises.fr 03.05

Après avoir voté Insoumis au premier tour, je m'apprête à ne pas suivre la tendance du front républicain au deuxième. Je me vois donc pris dans la tourmente de l'incompréhension, de la pression et de la culpabilisation, voire même de l'accusation. Je m'explique ici, pour ceux que ça intéresse et qui n'ont toujours pas compris le pourquoi du comment.

Cet article fait partir d'une longue série visant à discuter les opinions diverses en lien avec l'élection du 7 mai.

Elle ne reflète pas forcément l'opinion du site Les-crises – qui n'aura d'ailleurs aucune position officielle pour cette élection.

En 2002, j'ai écouté ce qu'on m'a dit et j'ai voté « utile ». Cela n'a pas suffi.

J'ai donc à nouveau écouté, et j'ai été voter Chirac au deuxième tour, sans état d'âme, fière de faire « Barrage au Front National ».

C'était il y a 15 ans.

On a fait barrage et quel est aujourd'hui le résultat de ce barrage ?

Le pays va-t-il mieux qu'il y a 15 ans ?

Y-a-t-il moins de chômeurs ?

La santé publique est-elle en meilleur état ?

L'éducation nationale ?

Et surtout, le vote FN a-t-il baissé... ?

En gros, j'ai fait barrage, mais pour quoi exactement... ?

Et ça fait 15 ans qu'à chaque élection, on me sort la même rengaine.

Front républicain...

Il faut faire BARRAGE.

Le « Peuple » a choisi ses représentants.

Ce ne sont pas les miens.

On commence déjà à m'expliquer qu'il faut voter Macron pour faire « barrage au Front National », pour éviter le bruit

des bottes dans la rue.

Soyons très clair : j'exècre le Front National et toutes ses idées nauséabondes, mais ne voir que cela serait faire abstraction de qui il y a en face.

Pendant des décennies, les financiers de tout ordre ont contrôlé les gouvernements en arrière-plan, derrière les rideaux, l'air de pas y toucher. Maintenant, ils se sont rendus compte qu'ils n'avaient pas besoin d'intermédiaires et ils y vont directement.

Emmanuel Macron est à mon sens la plus grande escroquerie Marketing politique de tous les temps.

Il y a encore 6 mois, vous posiez la question dans la rue sur « Qui est Emmanuel Macron », plus de la moitié des gens n'en aurait eu aucune idée. Comme quoi ça aide d'avoir des potes patrons de presse, de chaîne de télé ou de Radios.

A chaque fois que je l'écoute parler, je n'entends que du vide, du creux, des phrases toutes faites qui ne veulent rien dire, des lapalissades. Quant à son programme, il va là où même Sarkozy n'avait pas osé aller en termes de casse sociale.

Pour info, la Loi El Khomri ne s'appelle comme ça que pour éviter d'entacher le nom de Macron aux yeux du peuple.

Je passerai aussi sur tout ce qu'il a pu dire de méprisant à propos des travailleurs ou des chômeurs, à propos des petites gens qui ne sont que pour lui des manants, des cases Excel, des stagiaires ou des esclaves.

La plupart des guerres dans ce monde, des famines, des épidémies évitables, sont dues à l'appât du gain, au pouvoir, à l'envie d'avoir toujours plus, au profit à tout prix.

Pour moi Emmanuel Macron est aussi dangereux que Marine Le Pen.

Je vie en démocratie, je reconnais et j'accepte le choix du peuple.

Vous avez choisi vos « champions », très bien.

En 2002 comme en 2017, j'ai fait mon devoir citoyen. Il s'arrête là, je ne peux pas aller plus loin.

J'irai voter, comme à chaque élection depuis que je suis en âge de le faire, mais pour aucun de ces deux-là.

J'y réfléchis depuis dimanche, votre pression fait son travail sur moi et sur ma conscience mais plus j'y réfléchis et plus j'en suis sûre :

Ce n'est même pas que je ne veux pas voter Macron, mais je ne peux pas.

Maintenant, ne me montrez pas du doigt car je refuse de choisir entre la peste et le choléra.

Ne tentez pas de me culpabiliser en me parlant du bruit des bottes ou je vous parlerai du bruit des liasses de billets, des larmes silencieuses des petits vieux sans retraite, des cris des licenciés qui perdent leurs maisons, des murmures des ouvriers qu'on traite d'illettrés, du silence des morts dans la rue, des sanglots des malades qui n'ont pas les moyens d'être soignés correctement, des cris des enfants sous les bombes pour toujours plus de pétrole, ou encore du grincement fatigué des dents des "Sans-Dents" dont malheureusement je fais partie.

Fasciste ou Bankster ?

Ni l'un ni l'autre, bien au contraire...

J'assume mon choix.

Maintenant assumez le vôtre, c'est eux que vous avez voulu, c'est eux que vous avez, alors surtout, ne venez pas me faire chier et ne venez pas me mettre ce désastre sur le dos.

Merci.

- Il ne suffit pas de « faire barrage » au FN, il faut lutter contre l'origine du mal. Par Jacques-Marie Bourget, Gérard Mordillat, Bertrand Rothé et Kevin Victoire - Les-crisis.fr 03.05

En ces heures nous gens ordinaires mais réputés insoumis, récalcitrants, utopistes, sommes priés par une avalanche de « républicains » dont on ignorait jusque-là qu'ils l'étaient, de « faire barrage ». Lourde tâche, faut jouer le béton. Donc on nous commande de choisir entre « l'extrême droite et l'extrême finance ». Avouez que la supplique à considérer le vote Macron – donc Wall Street- comme un geste de « gauche » n'est pas une évidence pour qui n'est pas Alain Minc. Il faut réfléchir.

Regardons quelques tristes chiffres : le 23 avril 7,6 millions de citoyens français ont mis d'ans l'urne un bulletin brun. Un record. En 2002, au premier tour contre Chirac, il avait déjà récolté l'incroyable moisson de 4,8 millions de « patriotes ». Presque 3 millions d'électeurs en plus en quinze ans ! Si rien ne vient entraver la courbe infernale, Marine Le Pen le sait, elle sera forcément présidente. Plutôt que perdre du temps, et des amis, dans un pingpong joué sur une table tournante par des joueurs qui procrastinent, il serait plus utile de définir comment couper l'herbe qui pousse de plus en plus verte sous les pieds du Front National, pardon le mouvement « Bleu Marine ».

Dans notre malheur nous avons de la chance. Pendant que les politiciens au pouvoir depuis longtemps poussaient le char des dérèglementations et du libéralisme, nos universitaires et experts en sciences sociales ou économiques ont fait leur travail. Les causes du développement du vote FN sont là, contenues dans leurs rapports, leurs thèses et leurs livres.

Pour cette démonstration et pour éviter toutes polémiques, nous resterons dans le banal, l'ordinaire les sources ordinaires, nous allons citer essentiellement des travaux de prix Nobel, des rapports publiés dans Le Monde, des Echos et Libération. Ce qui ne signifie pas pour autant que tous ces supports n'impriment que des paroles d'Évangile. Nous allons aussi nous appuyer sur la dernière étude d'Emmaüs, glaçante..

Comme la grenouille s'élève au-dessus de son bocal, la cote du FN grimpe à l'échelle du chômage. Les cartes du vote FN et celle du non emploi de longue durée se superposent comme des calques. Produire un drame n'est pas difficile, la recette est imparable : délocalisation, désindustrialisation, chômage, pauvreté et donc montée du FN. La mécanique d'un loto perdant. La plupart des économistes en conviennent -et la profession ne compte pas que des salauds ou des crétins- tout commence avec la « mondialisation », autour de 1990. Aux Etats-Unis Paul Krugman (longtemps un des grands défenseurs de ce système de globalisation), rendu lucide à partir de 2007, évoque soudain « la face sombre de la mondialisation ». Quatre ans plus tard il souhaite que les Etats-Unis augmentent de 25 % les droits de douane sur les produits chinois. Idem pour Maurice Allais, un Nobel en

Economie de souche, aussi libéral que Jean Tirole (Nobel de Toulouse), mais bien plus pragmatique, écrit : "le chômage de masse des pays occidentaux est lié à la libéralisation incontrôlée des échanges". Plus proche de nous, Stéphane Beaud, Gérard Mauger et de jeunes chercheurs en sciences sociales montrent que depuis 2008 le phénomène décrit par leurs savants confrères s'est accéléré. Les petites industries pointues qui avaient pu résister jusque là, se sont effondrées. Le

phénomène de paupérisation s'étend aujourd'hui « bien au-delà des classes populaires, comme le montrent le déclin des classes moyennes et la fuite accélérée des jeunes expatriés 1 ». Et l'auteur de la postface, Florence Weber, de conclure : « la France est en manque d'une politique industrielle volontariste qui tienne compte des potentialités propres à sa culture « nationale » 2 ». Il faut donc s'attaquer à la cause du problème : la mondialisation. Or, pour en revenir à notre mouton, rien dans le programme d'Emmanuel Macron ne laisse prévoir d'inflexion dans ce domaine. Nous en restons aux temps de Clinton I, Schröder et Blair (avec un zeste de Maggie). Ni les réformes libérales que le candidat s'est engagé à intensifier, et encore moins les ordonnances prévues pour juillet prochain, ne vont dans le bon sens. Le lendemain de la petite victoire du 27, et du pot de la « Rotonde », la hausse de 10 % du cours des multinationales nous indique que la mondialisation a voté pour frère Emmanuel.

Pas besoin d'être un chômeur en fin de droit pour être pauvre. De plus en plus de ces malheureux, à sec le 10 du mois, travaillent, et ceux-là ajoutent le désespoir au désespoir. Dans son rapport « Le Combat continue » Emmaüs écrit : « un tiers de la société française lutte, au quotidien, contre le déclassement 3 ». Pour ceux qui préfèrent les mathématiques à la géographie deux chiffres devraient retenir l'attention. On constate qu'il y a un peu plus de citoyens pauvres que d'électeurs du FN. En effet, « Il y a, en France, près de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Un million de plus qu'il y a dix ans 4 ». Ce million de voix que le FN a gagné en cinq ans. Quand ces chômeurs ou « travailleurs pauvres » votent encore, c'est le plus souvent un bulletin du FN qu'ils introduisent dans l'urne. Pour être plus précis, « Les électeurs dont le foyer touche moins de 1 250 euros par mois sont 32% à être séduits par madame Le Pen 5 ». Emmanuel Macron ne parle pas de cette plaie purulente sur son beau système... Que peut-il dire sans mettre en cause la validité de son programme, celui des banques et du Cac 40 ? Sans jamais l'évoquer il n'est pas assez aveugle pour connaître qu'il devra, autrement qu'en lançant des lignes de bus qui ont échoué, lutter un peu -au moins avec des mots gadgets- contre la « précarité ». En attendant l'émeute, l'ex associé de Rothschild, pour sortir de la misère, nous propose l'ubérisation, la micro entreprise, le développement du travail indépendant. Un moyen de diviser un peu plus le monde du travail et de faire du travailleur un loup pour le travailleur. Si l'on revient à des choses sérieuses, aux travaux de nos efficaces et modestes savants qui étudient notre société qui va si mal, ce morcellement, cette mise en concurrence crée encore plus de misère. C'est démontré, avant de naître la politique Macron a échoué. Ainsi, selon Emmaüs, si les « indépendants » représentent 9 % de la population active française, ils représentent 24 % des travailleurs pauvres 6. La messe est dite. Parfois lui-même un peu étourdi par ses mots, oubliant sa ligne générale qui est d'airain, le candidat Macron convient de l'aléatoire de sa solution : « Ils travaillent 60 ou 70 heures pour toucher le smic. » Mais, pour vendre son projet malgré tout, malgré nous, il retourne la douleur en ajoutant : « Mais ils entrent dans la dignité, [...] ils mettent un costume, une cravate... Qu'est-ce qu'on leur a offert de mieux depuis 30 ans ? 7 ». Ah le costume ! Nous vivons l'élection du costume, de l'habillement.

Dans cette montée générale de la pauvreté, tragédie dans le drame, un phénomène devrait retenir toutes les attentions : son développement chez les jeunes. C'est une explication première du vote Marine Le Pen « en tête chez les 18-25 », avant que Mélenchon et ses Insoumis ne viennent leur secouer le cocotier bleu Marine. Toujours et encore, référons nous à ce rapport d'Emmaüs : « Celles et ceux qui poussent les portes de nos communautés, en quête d'espoir et de réconfort sont de plus en plus jeunes 9 ». Quelques pages plus loin on apprend que les moins de 18 ans vivant en dessous du seuil de pauvreté, est la population la plus importante chez les jeunes, et celle qui a le plus augmenté en dix ans... Le rapport de remarquer : « On a beaucoup parlé de la chance et de la malchance d'être né ici ou ailleurs. Mais il faut aussi parler de ceux qui ont eu la malchance d'être nés au mauvais moment : des enfants de la crise qui devront payer toute leur vie le fait d'avoir eu 20 ans en 2008 10 ». Et la réponse d'Emmanuel Macron ne se fait pas attendre. Peu téméraire, lui ne souhaite pas, créer un « Smic jeune », mais se verrait bien augmenter la durée du travail : « Quand on est jeune 35 heures ce n'est pas assez, On veut travailler plus... 11 ». Une solution dont Gattaz a rêvé sans oser la demander.

Autre variable, celle de « la montée des inégalités » 12. « L'aigreur » gagne cette fois la classe moyenne. La description du phénomène est beaucoup plus récente que celle des délocalisations. Avant le magistral travail de Thomas Piketty (Il appelle à voter Macron - LVOG), Paul Krugman dans « L'Amérique que nous voulons 13 » estimait déjà que la société de 2010 ressemblait énormément à celle des années 20, temps si favorable à la montée de l'extrême droite. Dans ce magnifique livre, il explique avec des tonnes de références que, depuis trente ans, le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail privilégie largement les actionnaires. Les exigences des fonds de pension, celle de leurs quinze pour cent de retour sur investissement, ont laminé les revenus du travail. Krugman analyse ensuite les évolutions de l'impôt, « Le taux le plus élevé d'imposition sur le revenu (qui de nos jours est de 35 % seulement) était monté jusqu'à 63 % sous le premier mandat Roosevelt et jusqu'à 79 % sous le second, au milieu des années 1950... pour atteindre 91 % 14 ». La conclusion est sans appel. Elle recoupe en grande partie celle de Thomas Piketty : « aujourd'hui, l'inégalité des revenus est aussi forte que dans les années 1920 », et il en appelle à un nouveau New Deal, une réforme fiscale qui devrait permettre de limiter sa progression. Quelle gueule aurait l'impôt sous Macron ? Le gouvernement de François Hollande avait aligné la fiscalité des revenus du capital sur celle du travail. Alors que son fils Emmanuel souhaite sortir le capital financier de l'ISF. Ne voyez pas là le moyen de protéger les plus riches ! Non, non, il le proclame l'objectif n'a d'autre but que de « favoriser l'investissement ». Là le banquier oublie qu'il y a déjà un excès d'épargne dans notre pays ; et que les catégories aisées paient, en valeur relative, bien moins d'impôts que les classes moyennes.

L'idéologie de cette évolution porte un nom, le néolibéralisme, et a pris corps dans une institution : l'UE.

Le néolibéralisme a des visages multiples, mais Pascal Lamy, l'ancien patron de l'OMC, le résume très bien. Le visage du libéralisme, c'est le sien : « Le principe de réalité c'est l'économie, le principe de plaisir, c'est la politique 15 ». Fermez le ban ? Non, notre homme sûr de sa puissance n'a peur de rien et en rajoute : « le capitalisme sous cette forme est douloureux parce qu'efficient, et efficient parce que douloureux 16 ». L'avenir sera donc celui de la pauvreté et d'une double violence, celle de

la misère et de l'injustice. Or dans l'entourage d'Emmanuel Macron certains rêvent que ce faux Lamy devienne son premier ministre. Purges et saignées prises pendant l'été pour « réformer » le code du travail ne seront que de premiers missiles de cette idéologie guerrière et antidémocratique.

Nous l'avons dit et ce n'est plus original, l'Europe est également une pourvoyeuse de vote FN. Invention américaine, portée par Jean

Monnet qui ne comptait que des amis à la CIA et à Washington, et par Robert Schuman (qui fut ministre de Pétain après lui avoir voté les pleins pouvoirs), cette Europe ne s'est jamais libérée de sa curatelle américaine. Les sceptiques pourront se convaincre en lisant « Aux origines du carcan européen » de l'historienne Annie Lacroix-Riz (Editions Delga). Inutile de rêver. La « belle idée » Europe n'existe qu'au moment de l'exécution de son hymne, « à la joie ». La ligne générale, historique et continue de Bruxelles est claire : « mondialisez-vous ». Déjà en 1957 Pierre Mendès France avait mis en garde les députés français, le traité de Rome allait, disait-il, entraîner une abdication de la démocratie : « Au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, financière, sociale ». Cet homme, qui représentait alors la conscience morale de la gauche, s'opposait à d'autres visionnaires beaucoup moins sociaux. Eux applaudissaient des deux mains à la création de la CEE. Jacques Rueff par exemple s'en réjouissait, il voyait là « l'aboutissement et le couronnement de l'effort de rénovation de la pensée libérale »¹⁷.

Aujourd'hui constatons qu'il n'y a pas de place pour une politique humaine et sociale qui serait compatible avec l'Europe, les plus modérés en conviennent. Ainsi Michel Rocard a déclaré à Bruxelles le 18 et 19 Novembre 2015 " L'Europe, c'est fini, on a raté le coche, c'est trop tard, " et de rajouter " l'Europe s'est dotée d'un système d'institutions paralytiques ". Quant à la possibilité d'infléchir les traités même Benoit Hamon, avec la candeur et la générosité qui ont construit son engagement, en convient : "Le passage d'une Europe allemande à une Europe française, personne n'y croit. Cette stratégie est vouée à l'échec"¹⁸. Emmanuel Macron sait tout cela, il est conscient et prépare déjà les paroles de sa capitulation devant Merkel et les fantômes de Washington : « d'abord je ne suis pas face à Berlin, je suis avec Berlin. Qu'on le veuille ou non. Parce que notre destin est là. Nous avons des différences. Nous aurons des désaccords. Mais je ne vais pas dire aujourd'hui aux Françaises et aux Français que je vais défendre leurs intérêts face à Berlin. Non. "¹⁹»

Puisque les pauvres sont nombreux, le mépris social est devenu une pratique ordinaire, celle que l'on voit dans les films de Ken Loach. Emmaüs mesure cela aussi : « les membres de ce tiers en lutte quotidienne s'épuisent de ne pas être entendus, d'être moqués, insultés, stigmatisés²⁰ ». Par petites pointes la plupart des médias, une grande partie des intellectuels et le monde politique ont abandonné le peuple, le monde ouvrier. Puis ils en sont venus progressivement à les mépriser, le fameux « esprit Canal » prémisses des « sans dents » avec ses Deschiens a fait son œuvre. A partir de là tout est permis. Il suffit d'ouvrir Le Monde pour s'en rendre compte. Voilà comment le journal analyse le second tour de la présidentielle... Résumons par l'image donnée par la feuille vespérale au lendemain du 23 avril. Que vivons nous ? « monde fermé contre la société ouverte²¹ » titrent les journalistes de Niel Bergé et Pigasse (soutiens de Macron). Société ouverte ? Ouverte comme une porte de chez Whirlpool ? La suite, celle du mépris, est connue... les salariées de Gad traitées « d'illettrées », les jeunes de banlieue associés à des dealers : « Allez à Stains [Seine-Saint-Denis] expliquer aux jeunes qui font chauffeur Uber qu'il vaut mieux ça qu'aller tenir les murs ou dealer²²».

Vous l'aurez compris il nous semble incohérent de faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron. Impossible de dire « oui » à ce qui fait fructifier le FN depuis 20 ans. Impossible de glisser dans l'urne le nom d'un candidat qui va le faire progresser plus encore et conduire la fille du parachutiste au pouvoir en 2022. Pour lutter contre le racisme (le mal) il faut lutter contre les causes : la pauvreté, le rejet, la stigmatisation. En utopistes lucides, et fatigués d'être bernés à force d'avoir été trop souvent « utiles » à l'instant de l'urne, notre objectif est de faire baisser le vote d'extrême droite, de le voir s'en retourner à ces temps où « Jean-Marie » s'affichait avec l'œil en bandeau sur de petites affiches que le monde ignorait.

Pour ceux qui se sentent plus à l'aise avec la philosophie qu'avec les sciences sociales, et qui nous proposent de voter Macron « avec des gants » ou encore « avec un tisonnier s'il le faut », voici une brève citation d'Hannah Arendt, les mots du courage et de la morale (pour employer un mot disparu), elle tombe à pic : « Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal²³ ».

Notes :

1 Stéphane Beaud et Gérard Mauger, Une génération sacrifiée ? Postface de Florence Weber, Editions rue d'Ulm, sciences sociales, 2017, p 184 2 Ibid p 202

2 Ibid p 202

3 Emmaüs. Le combat continue, les liens qui libèrent. Mars 2017 p 11 4 Ibid p 23 5

4 Ibid p 23

5 http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/04/24/presidentielle-diplome-revenus-profession-quel-est-le-profil-sociologique-des-electeurs_5116769_4854003.html#Mb01lp20ROTMVh6D.99

6 ibid p 35

7 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/30/quartiers-populaires-macron-chasseur-de-tetes_1559542

8 En savoir plus sur : <https://www.lesechos.fr/elections-presidentielle-2017/0212008030046-presidentielle-le-vote-du-premier-tour-passe-au-crible-2082024.php#z49jv30T1SZuGKcd.99>

9 Ibid p 39

10 Ibid p 36

11 <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle-2017/20161110.OBS1025/emmanuel-macron-quand-on-est-jeune-35-heures-ce-n-est-pas-long.html>

12 <https://www.franceculture.fr/politique/exode-urbain-et-inegalites-les-cartes-du-vote-fn>

13 Paul Krugman, L'Amérique que nous voulons. Ed. Flammarion, 2008, 337p

14 Paul Krugman, L'Amérique que nous voulons, Flammarion, 2008. P 63.

15 Citation du blog de Coralie Delaume, extrait d'Arte, Faut-il punir la GB ?

16 Libération 15 février 2017

17 Ces deux citations sont tirées de L'Europe sociale n'aura pas lieu, François Denord et Antoine Schwartz, Raison d'agir, 2009.

18 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/04/14/benoit-hamon-je-refuse-de-m-accrocher-au-monde-ancien-je-me-projette_1562956

19 Intervention d'Emmanuel Macron sur TF1 le 25 avril

20 Emmaüs. Le combat continue, les liens qui libèrent. Mars 2017 p 12

21 Le Monde, 26 avril 2017

22 http://www.liberation.fr/elections-presidentielle-legislatives-2017/2017/03/30/quartiers-populaires-macron-chasseur-de-tetes_1559542

23 Responsabilité et jugement, Arendt Hannah, éd. petite bibliothèque Payot, 2003, p. 79

[Parole à la peste qui a engendré le choléra. Attention, c'est à gerber !](#)

Cet article a été commenté par Olivier Berruyer (OB), propriétaire du blog Les-crises.fr

Voter Macron pour la République, sans illusions – Par “Une cinquantaine de personnalités” - Libération 02.05Plusieurs personnalités politiques, intellectuelles et associatives alertent avant ce second tour : partout des remparts qui protégeaient la démocratie et semblaient intangibles sont déjà tombés, par exemple en Hongrie, en Turquie, aux Etats-Unis...

Engagés, chacun à sa manière, dans des associations, l'enseignement, la recherche, la politique, le journalisme, la culture, les arts, nous ne pouvons pas rester silencieux quand le Front national accède à nouveau au second tour de l'élection présidentielle. (Grâce à vous ! - LVOG) Et ce avec un score et un nombre d'électeurs inédits. Voter Marine Le Pen, c'est encore et toujours voter pour son père, Jean-Marie Le Pen, et son idéologie directement issue du fascisme, du vichysme et de l'OAS, y compris dans leurs formes les plus brutales. (Voter Macron, c'est toujours voter pour Hollande le scélérat ! -LVOG) Le ripolinage de l'image de la première ne cache pas ce que ce mouvement représente depuis des décennies, ni son rôle néfaste dans les pires tourmentes qu'a connues la France. L'heure est grave. Le risque de basculement que d'aucuns considèrent comme une impossibilité – cela fut également le cas pour l'élection de Trump ou le Brexit – est réel. (Impossible en fait, pure mystification. - LVOG) Et la crainte d'un passage à un régime autoritaire, discriminatoire, xénophobe, raciste, sexiste, homophobe,

antidémocratique et de surcroît sans vrai programme économique ni solutions contre le chômage, n'a rien d'illusoire en cette période de montée des populismes en Europe. (Parce que le régime que nous promet Macron ne serait pas autoritaire, antidémocratique, prêt à poursuivre avec le même talent que Hollande l'instrumentalisation de la xénophobie, du racisme, du sexisme, de l'homophobie. - LVOG)

Nous comprenons les réticences à répondre aux injonctions à faire barrage au FN qui se répètent depuis des années. Notre démarche n'est ni moralisante ni culpabilisante. Nous souhaitons juste alerter sur une réalité simple.

Si le populisme «soft» de Macron est néolibéral et camoufle mal ses accointances avec de grands groupes financiers, celui de Marine Le Pen est autoritaire et fermé à l'Europe et au monde, prônant le rétrécissement de nos horizons et le rabougrissement de la France. (Le populisme «soft» de Obama s'est traduit par l'accroissement des inégalités, l'appauvrissement des classes moyennes, de nouvelles guerres, la dérégulation de la finance, la montée du racisme, etc. - LVOG) Oui, avec Marine Le Pen, l'Etat de droit, nos libertés, nos modes de vie, nos attentes sont gravement menacés. (Ils le furent par Hollande qui est le parrain de Macron. - LVOG) La vie de millions de nos concitoyens, de nos amis, de nos voisins risque de sombrer dans un labyrinthe de souffrances sans issue (Pas les vôtres, ouf, on s'en serait douté ! - LVOG) : les migrants, les minorités, plus largement celles et ceux que le FN a toujours considérés comme aux marges ou trop libres, trop déviants, trop différents, cosmopolites, universalistes. (Qui sont le produit de votre vassalité envers l'impérialisme américain. - LVOG) Oui, Marine Le Pen est l'ennemie de la République des femmes et des hommes libres et démocrates. (Tout comme Macron. - LVOG)

Pour mesurer ce que veut dire l'installation d'un régime «fort» et nationaliste, regardons déjà du côté de la Hongrie ou de la Turquie qui ont en quelques mois perdu tous les garde-fous qu'on croyait intangibles. (Pourquoi ne pas regarder du côté de l'Ukraine et de son gouvernement néonazi que vous avez légitimé ou encore celui d'Israël. - LVOG) La France n'est pas non plus l'Amérique de Trump, avec des contre-pouvoirs puissants qui freinent les ardeurs antidémocratiques de son président. (Lesquels, les médias et la magistrature aux ordres, vous qui rampez devant l'oligarchie et son rejeton ? - LVOG)

OB : Ah bon ?? Mais alors 1/ comment ça se fait ? 2/ pourquoi n'avez vous rien fait pour changer ça ? 3/ Pourquoi n'exigez vous pas de Macron qu'il change ça après son élection ? Êtes-vous à ce point irresponsables ?

Gardons enfin à l'esprit l'histoire, et le suivisme passé de nos institutions dans les moments sombres qu'a vécus notre pays. (Vous en êtes les fidèles héritiers. - LVOG)

OB : et surtout le suivisme des grands soumis, surtout dans le domaine politique

Le gouvernement de Hollande et de Valls a dirigé la France, sur certains sujets, les yeux rivés sur le FN comme sur une boussole : déchéance de nationalité, accueil indigne des réfugiés, renoncement au droit de vote des étrangers, etc. Il s'est largement trompé en regardant de ce côté, au lieu de regarder vers sa gauche. (Vous voulez dire vers l'OTAN, la Turquie ? - LVOG) Ne lui donnons pas raison en laissant la moindre chance d'arriver au pouvoir à Marine Le Pen. Et refusons l'impasse où il nous a conduits. (A les entendre ils n'auraient rien à se reprocher, imposteurs ! - LVOG)

OB : non, il n'a pas "regardé du mauvais côté", il a simplement exprimé ce qu'il était... Valls va faire un jour du social et de la fraternité, sérieusement ?

Note : cette tribune a été signée par des députés PS et des ministres d'Hollande- il faut le faire...

Nous avons voté le 23 avril pour des candidats divers. Mais toutes et tous, nous ne nous résoudrons pas à considérer qu'il n'y a pas de différences entre un Macron et une Le Pen. Le premier est certes un néolibéral dont le programme ne nous convient pas, mais il garantit l'Etat de droit, l'existence d'une opposition libre d'agir et de s'exprimer, la possibilité de s'organiser en mouvement social, les valeurs de base de la République. (On s'étrangle en lisant cela. Pour cette pourriture, avoir des droits mais ne pas pouvoir les exercer, avoir des droits qui ne seront jamais pris en compte ou respecter, avoir des droits qui ne déboucheront jamais sur des mesures pratiques, peu importe ils existent et c'est suffisant. La même chose vaut pour les valeurs de la République et tant pis si elles sont foulées aux pieds, de la même manière que vous avez le droit de vous exprimer et tant pis si vous êtes censuré, vous pouvez vous organiser librement, à condition de ne pas remettre en cause l'ordre établi. - LVOG)

OB : on pourrait avoir la liste svp, pour vérifier ? Merci d'avance

La seconde est la représentante assumée d'une tradition de national-populisme, excluante, jouant sur la peur, la haine et la stigmatisation de boucs émissaires, préparant la casse organisée de toute une série de droits fondamentaux et de libertés individuelles. Là, il n'y a plus à choisir, juste à éviter le pire.

OB : par chance, le gouvernement passé n'a cassé aucun droit ni aucune liberté...

Renvoyer dos à dos ces deux traditions politiques et ne plus tracer de frontière entre les vrais républicains

OB : ah oui, Valls, un vrai Républicain – tendance Adolphe Thiers quand même...

et l'extrême droite est non seulement une erreur historique, mais une faute politique qui pourrait être extrêmement lourde de conséquences le 7 mai au soir.

L'équation Macron égale Le Pen est une illusion grossière et dangereuse. (Effectivement, Macron à terme est plus dangereux. - LVOG)

OB : bien peu de gens disent ça...

Mettre en avant la banque Rothschild, ancien thème antisémite qui sévit depuis la fin du XIXe siècle, pour délégitimer Macron est une ficelle rétrograde et intolérable. (Amalgame ordurier. C'est son mentor ultra sioniste le banquier Attali qui avait déclaré que Jérusalem devrait être la capitale du nouvel ordre mondial, pas Le Pen ou je ne sais qui, en réalité le pire antisémite. - LVOG)

OB : PARDON ?

C'est bête, il aurait du aller "apprendre la banque" au Crédit coopératif – mais bon, ça gagnait un peu moins...

Quant à l'argument que voter Macron aujourd'hui serait préparer la victoire de Le Pen aux prochaines élections, il est tout simplement vide de sens : avoir le mal tout de suite pour l'éviter dans cinq ans est d'une logique étonnante...

Se battre dès aujourd'hui – et demain, y compris face à Macron – pour mieux entendre et écouter celles et ceux qui votent Le Pen, et pour jeter les bases d'une nouvelle gauche, énergique et porteuse d'espoir, vaudra toujours mieux que de subir cinq ans la politique libéricide, anti-européenne, pro-patronale et antirépublicaine du FN. Nous savons déjà de quoi ce dernier a été et est capable dans les villes qu'il a dirigées et qu'il dirige. (Pour avoir soutenu la candidature de Hollande ou avoir fait partie de son gouvernement, vous êtes bien placés pour en parler. - LVOG)

OB : cette gauche, vous allez la bâtir avant ou après avoir bâti "l'Europe sociale" – c'est juste pour savoir...

Pensons aussi aux années 30, au sectarisme du Parti communiste et du Parti social-démocrate qui ont contribué à faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. (Non ce sont les banquiers juifs qui l'ont financé, qui ont étranglé l'économie allemande, c'est l'alliance du capital avec le nazisme qui a porté Hitler au pouvoir et qui a été conçue en prévision de la Seconde Guerre mondiale en réponse à la crise du capitalisme... - LVOG)

OB : PARDON ?

Et ne perdons pas de vue ceci : si Marine Le Pen gagnait, ce serait la première fois depuis Vichy que l'extrême-droite accède au pouvoir. (Pour terminer la sale besogne entamée par Hollande et ses prédécesseurs. - LVOG)

Certes, Macron est un phénomène construit de toutes pièces, certes ses grandes orientations économiques et sociales n'entrent pas dans nos choix, certes face à l'extrême droite nous nous retrouvons, comme en 2002, acculés à un vote forcé. Cette situation ne peut pas indéfiniment se répéter. (On croirait qu'elle n'a pas été fabriqué de toutes pièces, ils nous prennent pour des abrutis ma foi ! Et puis personne n'est obligé de voter. - LVOG)

OB : on parie ?

Et c'est dès maintenant qu'il faut s'atteler à inventer les solutions qui nous permettront demain d'y échapper.

OB : c'est donc le moment d'exiger des gestes de Macron. Vous faites quoi ?

Mais voter blanc, s'abstenir ou voter Le Pen, c'est aussi compromettre lourdement l'avenir, le nôtre et celui des générations futures. (Avec Hollande c'est déjà fait, on vous remercie. - LVOG) Sans oublier que le FN à 25 %, 35 % ou 45 %, ça n'aura pas le même sens ni les mêmes conséquences en termes de renforcement de son influence, de sa parole et de potentiels passages à l'acte. (De même que 25 %, 35 % ou 45 % de votes blancs ou nuls et d'abstentionnistes. - LVOG)

Le 7 mai, nous voterons donc pour défendre la République et la démocratie en utilisant le bulletin Macron, ce qui ne revient pas à lui donner quitus. (Libre à cette vermine de partager la conception de la République et de la démocratie de Macron qui en est justement la négation. - LVOG) Dès le lendemain de ce vote, nous travaillerons sans relâche à la reconstruction du désir et de l'espoir de changement économique, écologique, social et sociétal (On n'en a rien à foutre de cote désir ou de votre espoir, seuls les actes comptent pour nous : renverser le régime en place et instaurer une République sociale - LVOG). En tâchant de

nous donner les moyens, collectivement, de le faire. (Jamais, sans vous et contre vous ! - LVOG)

Parmi les premiers signataires

Esther Benbassa, sénatrice EELV, universitaire, Pierre Serne, conseiller régional EELV d'Île-de-France, ancien responsable de la fédération des associations LGBT européenne – Pouria Amirshahi, député, Jean-Christophe Attias, universitaire, Bertrand Badie, universitaire, Étienne Balibar, universitaire, Jean-Pierre Baro, comédien et metteur en scène, Jean Baubérot, universitaire, Jérôme Beaugé, coordinateur politique Inter-LGBT, Simone Bitton, cinéaste, Daniel Borrillo, juriste, Khadidja Bourcart, Manifeste des libertés, Daniel Breuiller, vice-président de la métropole du Grand Paris, Aymeric Caron, journaliste et auteur, Antoine Comte, avocat, David Cormand, secrétaire national d'EELV, Denis Crouzet, professeur universitaire, Élisabeth Crouzet-Pavan, universitaire, Christine Delphy, directrice de recherche, Rokhaya Diallo, journaliste et auteure, Tara Dickman, consultante et formatrice, Cécile Duflot, ancienne ministre, députée EELV de Paris, Charles Fiterman, ancien ministre, Françoise Gil, sociologue, Liliana Hristache, présidente de l'association Rom Réussite, Eva Joly, députée européenne EELV, Farouk Mardam Bey, éditeur, Karim Miské, écrivain, Christian Métairie, maire d'Arcueil, Marie-Rose Moro, universitaire, Henri Raczymow, écrivain, Louis-Georges Tin, président du CRAN, Dominique Vidal, journaliste et historien.

Rothschild, Drahi, Niel, Pigasse, Bergé, Arnault, Pinaut, Dassault, Lagardère, Bouygues, Boloré, Hollande, Valls, Cazeneuve, Hamon, Cohn Bendit, Juppé, Fillon, Villepin, Madelin, Hue, Braouzec, Laurent, Le Drian, Bayrou, Gattaz, Parisot, Martinez, Berger, etc. auraient pu signer cet appel.

Tirez la chasse derrière, ça pue, merci !

Parole d'internaute

Tous ces commentaires témoignent du profond travail de réflexion ou de maturation politique qui est en train de se réaliser chez les travailleurs (souvent des couches supérieures). Ce n'est pas parce qu'ils sont approximatifs ou parce que leurs conclusions ne se traduisent pas sur le plan pratique qu'on devrait les négliger et encore moins les mépriser. Ils ne se soumettent pas volontiers à l'ordre établi et cherchent à comprendre ce qui se passe réellement pour résister...

1- Vous l'aurez compris il nous semble incohérent de faire barrage à Marine Le Pen en votant Emmanuel Macron. Impossible de dire « oui » à ce qui fait fructifier le FN depuis 20 ans.

2- Le néo-libéralisme n'est qu'une idéologie, voire une utopie dont s'est emparée une mafia qui l'a érigé en système global pour en faire un instrument de domination mondiale à finalité fasciste.

C'est lorsque le néo-libéralisme s'appuie sur un stade de développement mondial qu'il s'affirme comme irréversible et dévoile sa nature fasciste en interdisant toute voie alternative. Les TINA, "too big to fail" et autres décrets d'austérité générale sont des arguments parfaitement totalitaires.

3- La description de la situation colle bien avec la réalité : on a un fascisme financier qui dicte ses lois au politique, qui devient de plus en plus un fascisme politique (loi sécuritaire, diminution du social et de l'Etat, le tout au profit des intérêts privés).

...la "caste au dessus du lot" peut très bien être appelée oligarchie si on regarde la structure du pouvoir et même "oligarchie financière" puisqu'elle se base sur ce domaine en particulier.

4- Toute la France des vieux de la vieille est en marche derrière Macron. Après les ralliements de Collomb, Valls, Cohn Bendit, Juppé, Villepin, Madelin, Hue, Braouzec, Le Drian, Bayrou, voilà que cette cohorte s'enrichit de Borloo, et de de Tapie. C'est tout dire.

Macron un jeune premier propulsé au pouvoir par une campagne médiatique frénétique, et rejoint par tous les vieux routiers et roublards de la politique française.

Il va être élu, l'épouvantail FN est ressorti du placard à cette élection, comme aux précédentes. Et comme l'animal inquiète légitimement. Les maîtres du pognon, donc des médias forcent ainsi la main de milliers de gens qui la mort dans l'âme vont déposer un bulletin pour celui ou celle qui dès qu'il sera élu les maltraitera dans leur vie quotidienne, de par les conséquences des réformes économiques libérales qu'il mettra en oeuvre à coup de 49.3 et de coups de matraques de CRS.

Voilà où nous en sommes rendus, la démocratie est bien morte. Le capital, la finance exercent une dictature sans partage, grâce à l'appareil de propagande médiatique qu'ils possèdent, ils contrôlent suffisamment d'esprits pour forcer l'issue de chaque scrutin en leur faveur.

Notre régime aux mains d'une oligarchie du pognon, ne s'appelle pas démocratie, mais médiacratie. Le vote censitaire est rétabli

de fait, quoique de façon plus subtile qu'au 19ème siècle.

5- Marianne il y a vingt ans, c'était Jean-François Kahn et Philippe Cohen... Aujourd'hui, c'est Caroline Fourest et Renaud Dély.

La pente raide.

6- Wikipédia - "Renaud Dély a participé en 2008 à la réalisation d'un rapport de Terra Nova, laboratoire d'idées proche du Parti socialiste, [...]. Il soutient l'opinion que « la gauche parviendra mieux à retrouver une identité en assumant son ancrage dans une société libérale » ”

Bon ben voilà, c'est clair et net : Terra Nova est le think tank qui a décidé en 2011 que le PS ne devait plus se soucier des classes populaires "la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche."

C'est là <http://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012>

Alors zut avec votre morale ! Allez au diable, vous qui avez sciemment abandonné les plus pauvres au FN.

7- "Pensons aussi aux années 30, au sectarisme du Parti communiste et du Parti social-démocrate qui ont contribué à faciliter l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933"

Interprétation (révisionnisme ?) historique douteuse (honteux ?) Ca suffit.

- Fritz Thyssen, l'homme le plus riche d'Allemagne, au capital provenant de l'industrie sidérurgique, premier capitaliste finançant Hitler (cent milles marks or en 1923)

- Recul des Nazis dans les élections de novembre 1932 (près de 2 millions de voix) = 38 des grands capitalistes d'Allemagne écrivent une pétition au président Hindenburg pour exiger la nomination de Hitler comme chancelier national

<http://www.mariosousa.se/quiavaitpayeetarmehitler.html>

8- « Voter Macron n'est pas voter pour Macron » selon le directeur de Politis, Denis Sieffert. A bout d'argument le pauvre ne s'aperçoit pas que l'on peut tout aussi bien lui rétorquer que "voter Le Pen ce n'est pas voter pour Le Pen." Totale déshérence de la pensée politique.

9- Le syndrome de Stockholm désigne un trouble du comportement chez des otages qui finissent par prendre fait et cause pour leurs bourreaux. Porter au second tour de l'élection présidentielle un candidat qui a déjà eu l'occasion de nuire et n'a pas caché son intention de continuer à le faire me semble relever de la psychiatrie.

10- Comment se fait il que les estimations données à 20h, issues du dépouillement partiel (effectué dans l'urgence...) d'un panel de bureaux de vote des campagnes et villes moyennes, où ils ferment à 19h, aient pu donner un résultat si proche du vote final ?

Comment expliquer des erreurs si faibles pour des estimations effectuées dans ces conditions ? Alors que la FI a réalisé ses meilleurs scores dans les grandes villes où les bureaux ferment à 20h (en tête, et parfois très largement, à Marseille, Grenoble, Nîmes, Montpellier, Lille etc, et dans pas mal des grandes villes de l'agglomération parisienne) ?

En plus les électeurs qui ont appris arrivés au bureau de vote qu'ils étaient radiés (500 000)...

La bande à Hollande, c'était quand mêmes des maîtres du trucage de congrès du PS, c'est pas les scrupules qui les étouffent, et ils ont de l'expérience en la matière... Tout ça ressemble étrangement au primaire du PS pendant lesquels le score de TOUS les candidats n'a pas bougé d'un centième entre les estimations issues de dépouillements très partiels et le résultat définitif... Statistiquement tellement improbable que l'on est même plus dans le domaine du possible...

Vraiment, je n'ai aucune certitude, mais tout ça ne sent pas très bon... Des gens on des doutes et cherchent, j'espère qu'ils continueront à chercher s'il y a quelque chose à trouver.

11- Pour moi, le vote utile est le vote pour ses propres idées. Si celles-ci ne sont pas représentées je ne vois pas au nom de quoi on devrait choisir ?

[Leur vieux monde tangué](#)

- Scandale dans l'armée allemande: la ministre de la Défense annule une visite aux Etats-Unis - AFP

- UE/adhésion de la Turquie: Erdogan prêt à claquer la porte - AFP

- Démission surprise du Premier ministre tchèque, en conflit avec un ministre - AFP

- Mourir de soif en prison, le scandale qui agite les Etats-Unis - AFP

Pour être trop bruyant en détention, Terrill Thomas a eu l'eau coupée durant sept jours dans sa cellule d'une prison américaine: il en est mort et son cas fait des remous dans un pays à la politique carcérale très controversée.

"Ils l'ont jeté dans une cellule à l'isolement, sans matelas, ni couverture, ni oreiller. Ils lui simplement donné du Nutrilof, une nourriture à peine comestible", relate à l'AFP Erik Heipt, l'avocat représentant la famille de M. Thomas.

Mêlant des céréales à de la viande et à d'autres aliments broyés et cuits sous la forme d'un pain compacté, le Nutrilof est servi comme mesure disciplinaire dans les prisons américaines.

Les troubles bipolaires du prisonnier auraient dû plutôt lui valoir un traitement médicamenteux. En fait de quoi les gardiens, irrités qu'il ne conserve pas son calme, ont décidé de couper les conduites alimentant le lavabo et les W.C. de sa cellule minuscule.

"Terrill Thomas souffrait d'une crise de santé mentale. Au lieu de répondre à ses graves besoins médicaux, la prison du comté de Milwaukee County l'a puni", dénonce M. Heipt.

Le calvaire du détenu va durer sept jours, au cours desquels il perd 16 kilos. Il sombre dans une profonde faiblesse et expire finalement sur le sol bétonné de sa cellule. Son avocat n'hésite pas à employer le mot "torture".

"Terrill Thomas a enduré une mort atroce. Il a passé sept jours privé d'eau. Des témoins l'ont entendu implorer de l'eau vers la fin", poursuit Erik Heipt. AFP 03.05

Inutile de préciser qu'il était afro-américain ou Noir (38 ans)...

- Soudan du Sud : la guerre civile continue et vide le pays - Franceinfo

- Los Angeles : entre 5000 et 10 000 jeunes vivent dans la rue - Franceinfo

- Macédoine: la droite reprend ses manifestations à Skopje - AFP

- La ministre philippine de l'Environnement écartée du pouvoir - Reuters

Ils osent tout

- François Hollande: "Aujourd'hui, je suis à deux doigts d'être aimé!" - Le Huffington Post

Le petit monarque haï par son peuple doit prendre pour lui l'idolâtrie hystérique qui s'est emparée des râclures qui appellent à voter Macron...

- Ségolène Royal signe un arrêté pour améliorer le bien-être des dauphins en parcs aquatiques - Le Huffington Post

C'est le dauphin de Hollande qui va apprécier cette tendre sollicitude !

Grèce. Tsipras et Syriza étaient bien de droite.

- La Grèce s'accorde avec ses créanciers et va pouvoir parler dette- Reuters

En s'engageant à baisser les pensions de retraite et à réduire les exemptions fiscales, la Grèce a ouvert la voie au versement d'une nouvelle tranche d'aide et à l'ouverture de discussions sur une restructuration de sa dette.

Après des mois de négociations, Athènes et ses créanciers internationaux sont parvenus mardi matin à un accord sur les

réformes comprises dans le plan d'aide, a annoncé le ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos.

Le gouvernement grec doit encore légiférer sur ses nouvelles promesses de réformes -- qui prévoient aussi une libéralisation du marché de l'énergie -- avant que les ministres européens des Finances n'approuvent le versement d'une nouvelle tranche d'aide, probablement lors de la prochaine réunion de l'Eurogroupe, prévue le 22 mai. Reuters 03.05

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mai 2017

CAUSERIE

Montesquieu -" Lorsqu'on enlève l'honneur d'un peuple par la corruption, il n'en reste rien".

En oligarchie ou temps de la peste brune néolibérale

Les Animaux malades de la peste par Jean de La Fontaine (1621-1695)

Un mal qui répand la terreur,
Mal que le Ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes de la terre,
La Peste (puisqu'il faut l'appeler par son nom)
Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,
Faisait aux animaux la guerre.
Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés :
On n'en voyait point d'occupés
A chercher le soutien d'une mourante vie ;
Nul mets n'excitait leur envie ;
Ni Loups ni Renards n'épiaient
La douce et l'innocente proie.
Les Tourterelles se fuyaient :
Plus d'amour, partant plus de joie.
Le Lion tint conseil, et dit : Mes chers amis,
Je crois que le Ciel a permis
Pour nos péchés cette infortune ;
Que le plus coupable de nous
Se sacrifie aux traits du céleste courroux,
Peut-être il obtiendra la guérison commune.
L'histoire nous apprend qu'en de tels accidents
On fait de pareils dévouements :
Ne nous flattons donc point ; voyons sans indulgence
L'état de notre conscience.
Pour moi, satisfaisant mes appétits gloutons
J'ai dévoré force moutons.
Que m'avaient-ils fait ? Nulle offense :
Même il m'est arrivé quelquefois de manger
Le Berger.
Je me dévouerai donc, s'il le faut ; mais je pense
Qu'il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi :
Car on doit souhaiter selon toute justice
Que le plus coupable périsse.
- Sire, dit le Renard, vous êtes trop bon Roi ;
Vos scrupules font voir trop de délicatesse ;
Eh bien, manger moutons, canaille, sottise espèce,
Est-ce un péché ? Non, non. Vous leur fîtes Seigneur
En les croquant beaucoup d'honneur.
Et quant au Berger l'on peut dire
Qu'il était digne de tous maux,
Etant de ces gens-là qui sur les animaux
Se font un chimérique empire.
Ainsi dit le Renard, et flatteurs d'applaudir.
On n'osa trop approfondir

Du Tigre, ni de l'Ours, ni des autres puissances,
Les moins pardonnables offenses.
Tous les gens querelleurs, jusqu'aux simples mâtiens,
Au dire de chacun, étaient de petits saints.
L'Ane vint à son tour et dit : J'ai souvenance
Qu'en un pré de Moines passant,
La faim, l'occasion, l'herbe tendre, et je pense
Quelque diable aussi me poussant,
Je tondis de ce pré la largeur de ma langue.
Je n'en avais nul droit, puisqu'il faut parler net.
A ces mots on cria haro sur le baudet.
Un Loup quelque peu clerc prouva par sa harangue
Qu'il fallait dévouer ce maudit animal,
Ce pelé, ce galeux, d'où venait tout leur mal.
Sa peccadille fut jugée un cas pendable.
Manger l'herbe d'autrui ! quel crime abominable !
Rien que la mort n'était capable
D'expier son forfait : on le lui fit bien voir.
Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Fin.

Wikipédia - Cette fable illustre la maxime « La raison du plus fort est toujours la meilleure » (La Fontaine, Le loup et l'agneau). C'est toujours le plus faible que l'on punit quand on a la force de le faire, c'est la loi des vainqueurs. Pour donner raison au lion (symbole du roi, donc du plus fort), le renard dit que ce n'est point un péché de manger des moutons. Mais, lorsqu'un âne (honnête, mais sans doute naïf) dit qu'il a mangé de l'herbe d'un pré sans en avoir le droit, les animaux décident de le sacrifier. Ils ont ainsi (une fausse) bonne conscience en le mangeant. Les personnages sont ancrés dans la réalité du temps de La Fontaine, mais leurs attitudes restent universelles. Le dénouement est tragique, mais il permet d'insister sur l'hypocrisie et sur le scandale d'une justice contrôlée par les puissants.

Réflexions personnelles

1- Un problème entre nous, c'est que nous n'avons pas accès aux mêmes documents, par exemple je ne reçois et je ne peux lire aucun journal d'aucun parti, je me contente de ce que je trouve sur le Net. Si vous avez en possession une info qui contredit ce que j'ai écrit, communiquez-la moi que je puisse rectifier. Parfois on peut être amené à s'avancer en fonction de ce qu'on sait de chaque parti, mais on peut aussi se tromper.

On a dîné hier soir en écoutant Prince pour mettre un peu d'ambiance, Selvi ma compagne a succombé au personnage. Du coup cela m'a rappelé une info lue hier.

On a appris qu'aux Etats-Unis la première cause de mort accidentelle dans ce pays était due à un usage excessif de médicaments opiacés (USA: l'addiction aux opiacés fait des ravages - AFP 04.05). Et c'est bien ce qui a causé le décès brutal de l'artiste. Je l'ai vérifié sur le Net, et je suis tombé sur un article stupéfiant, sans jeu de mots.

Ces médicaments (analgésiques) ont causé la mort de centaines de milliers d'Américains et fait d'autres victimes à travers le monde. Ils ont pour effet de rendre les patients fortement dépendant à l'opium au point de se retrouver en manque exactement comme un héroïnoman conduit à prendre des doses de plus en plus fortes jusqu'à ce que survienne l'overdose fatale.

Quand on lit cet article on se dit que ce n'est pas possible tellement c'est monstrueux, et pourtant c'est la stricte réalité. Je le reproduis ci-dessous pour que les lecteurs prennent la mesure du degré de pourriture atteint par le régime américain, qui devrait servir de modèle à la terre entière, en France avec Macron.

- Etats-Unis: Le fléau des opiacés fait des ravages - lematin.ch

Un bébé sur six naît dépendant aux opiacés dans le comté de Cabell. Et dix ans après le début d'une épidémie qui a déjà tué des centaines de milliers de consommateurs dépendants, les Etats-Unis cherchent toujours la parade contre cette crise.

Dans cette juridiction de Virginie occidentale, ce sont ainsi 500 bébés qui ont dû être sevrés en 2016 dès leur venue au monde, sur 2900 naissances.

Dans l'Etat voisin de l'Ohio, les autorités sont obligées de louer des camions réfrigérants, normalement réservés au transport alimentaire, afin de stocker le nombre croissant de cadavres des victimes d'overdoses.

Les hôpitaux du New Hampshire ont tellement de patients dépendants aux opiacés qu'ils doivent les traiter dans les blocs opératoires et les salles normalement dédiées aux nouveaux-nés.

Et à Palm Beach, en Floride, où Donald Trump passe ses week-ends, dix personnes sont mortes d'overdoses pour la seule journée de vendredi, probablement après la consommation d'héroïne mélangée à du fentanyl, un opiacé de synthèse extrêmement puissant qui augmente sensiblement le risque de surdose. Le chanteur Prince avait d'ailleurs succombé en avril 2016 à une overdose de ce même fentanyl, réputé être 80 fois plus puissant que la morphine.

Depuis que l'administration Barack Obama a décidé en septembre 2016 de se lancer dans la lutte contre la trop grande consommation d'antidouleurs, en demandant une réduction de la distribution des opiacés sur ordonnance, les toxicomanes se tournent vers l'héroïne mexicaine.

Alors qu'il y a six ans, 80% des morts par overdose étaient dues à la prescription de médicaments opiacés, près de la moitié sont désormais dues à une prise d'héroïne et de fentanyl.

Plus de 33'000 personnes sont mortes aux Etats-Unis en 2015 à la suite d'overdoses d'opiacés, chiffre en hausse de 15,5% par rapport à 2014. Ce nombre record de 10 décès par overdose pour 100'000 habitants est 10 fois plus important que celui de 1971, lorsque Washington avait déclaré «la guerre aux drogues» après une épidémie d'overdoses.

«Les médecins doivent bercer ces bébés 24 heures sur 24 alors qu'ils hurlent leur dépendance», confie Paul Farrell, avocat dans le comté de Cabell en Virginie occidentale, l'Etat américain le plus touché par cette crise.

«Ici, on meurt chaque jour», poursuit M. Farrell, qui a intenté une action dans les comtés voisins de Cabell et de Kanawha contre plusieurs groupes pharmaceutiques, coupables selon lui de distribuer une quantité massive d'opiacés, alimentant la dépendance de leurs habitants.

Quelque 780 millions d'antidouleurs ont été vendus en Virginie occidentale entre 2007 et 2012, soit 421 pilules par tête. C'est ce qui ressort d'une enquête de la DEA, l'agence anti-drogue américaine, dévoilée par le journal Charleston Gazette-Mail.

Les producteurs et les distributeurs d'opiacés sont soupçonnés d'avoir alimenté la crise.

Le gouverneur de l'Etat du Maryland, Larry Hogan, a lui décrété «l'état d'urgence» le 1er mars devant cette crise sans précédent. Cette décision lui permet de débloquer des fonds spéciaux normalement réservés aux catastrophes naturelles.

Le maire de New York, Bill de Blasio, a lancé il y a deux semaines une nouvelle campagne visant à combattre la dépendance. Dans sa ville, 1075 personnes sont mortes par overdose en 2016.

Pour Paul Farrell, il va y avoir «une explosion encore jamais vue de l'abus d'héroïne dans les cinq prochaines années».

Pour recueillir des fonds, des villes et des comtés poursuivent en justice les fabricants, comme Purdue Pharma, qui produit l'OxyContin, l'antidouleur le plus vendu au monde. Mais également les grossistes et les exploitants de pharmacies, comme la chaîne de grande distribution Walmart.

«Nous avons eu 450 décès par overdose l'an dernier», a déclaré à l'AFP le procureur général adjoint du New Hampshire, James Boffetti, dénonçant «le marketing» de ces sociétés qui «a exacerbé ce problème de dépendance». Dans cet Etat d'1,3 million d'habitants, les décès par overdose sont trois fois plus nombreux que par arme à feu, selon un rapport du Violence Policy Center.

Ces comportements «rappellent ceux de malfaiteurs et font penser à du racket», déclare Paul Hanly, dont le cabinet d'avocats Simmons Hanly Conroy LLC poursuit 11 distributeurs et fabricants d'opiacés.

Mais les grandes sociétés pharmaceutiques font front commun et réfutent ces accusations. L'une d'elle, Cardinal Health, a déclaré à l'AFP que ces «procès ne font pas avancer le travail nécessaire pour résoudre la crise d'abus d'antidouleurs, une épidémie entraînée par la dépendance, la demande et le détournement de médicaments pour un usage interdit». lematin.ch 21.03.2017

2- J'ai envoyé un courriel à ma fille qui vit à la Réunion pour l'anniversaire de ma petite-fille. J'avais joint un article, 2017, le coup d'Etat. Elle m'a répondu qu'effectivement elle était mal informée et que le monde devait être pire que ce qu'elle imaginait. C'est tellement démoralisant que je n'ai pas osé la relancer. Je ne tiens pas à lui pourrir la vie inutilement.

Car en effet, c'est un cauchemar et c'est désolant. Il n'y a pas à tergiverser, il faut en finir avec le capitalisme le plus tôt possible.

Revenons aux principes fondamentaux.

Quand des ex-présidents du FMI, de l'OMC, des banquiers, des hommes d'affaires, des oligarques, etc, se disent de gauche, ont soutenu Hollande et maintenant soutienne Macron, on se dit qu'il y a forcément une raison à cela et qu'il serait plus que temps de mettre de l'ordre dans tout cela ou de cesser de mêler entre eux les torchons et les serviettes, les torchons pour eux évidemment.

La droite entend préserver le régime en place, la gauche le renverser.

La droite entend maintenir les rapports sociaux établis entre les classes au profit de la classe des exploités ou des capitalistes minoritaire dans la société, la gauche entend inverser ses rapports.

Les pro capitalistes ou la droite :

- La droite réactionnaire : LR, UDI, MoDem, PRG
- La droite contre-révolutionnaire : PCF, PS, MRC, EELV
- La droite humaniste : PG, PRCF, ParDem

Les anticapitalistes :

La gauche institutionnelle : NPA, LO, POI, POID.

Les socialistes :

L'extrême gauche : GMI, La voix de l'Opposition de gauche et d'autres voix éparpillées...

Les partis ou les différents acteurs politiques n'ont pas été caractérisés sur le plan politique en fonction de leur nature, de leurs réelles intentions ou objectifs, de la classe sociale qu'ils représentaient réellement, mais en fonction du masque qu'ils portaient, du rôle et de la place que les représentants du régime leur avaient assignés et que le peuple ignorant adoptera à son tour.

On leur a ainsi assigné à tort une double nature ou des contradictions qui ne correspondaient pas à leur véritable nature ou à leurs réelles intentions, mais provenaient du processus dialectique historique auquel ils participaient, qui parce qu'il se déroulait inconsciemment favorisera une telle confusion qui prendra la forme d'une imposture.

C'est ainsi par exemple que le capitalisme a pu jouer un rôle progressiste sans que cela n'ait jamais été son objectif, sinon son acharnement à détruire tous les acquis du développement de la civilisation humaine n'aurait aucun sens. On lui attribuera volontiers cette vertu qu'il n'a pas méritée ou qu'il a usurpée, parce que le progrès social s'est toujours réalisé malgré lui, soit qu'il y ait été contraint pour des raisons économiques, soit qu'il y ait été forcé par la lutte de classe des exploités et des opprimés, parce qu'on ignore quelles furent les forces qui furent à l'origine du développement de la civilisation humaine.

C'était donc le développement des forces productives et de la lutte des classes qui constituaient les réels facteurs à l'origine du progrès social de l'humanité et non les esclavistes, les féodaux ou les monarques, les bourgeois ou les capitalistes, en dernier lieu, c'était le processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside à la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de la société, du monde, de l'univers.

Les partis ou les différents acteurs politiques servent les intérêts ou les besoins, la destinée d'une classe sociale bien déterminée et ils ne peuvent pas servir ceux d'une autre classe. Mais comment déterminer avec certitude quelle classe sert un parti ou un acteur politique ?

Les traîtres, révisonnistes, renégats, opportunistes, charlatans, aventuriers et autres illusionnistes professionnels en tous genres vous répondront que cela dépend de sa composition, de son programme, de ses dirigeants, de son histoire, etc. d'un tas de facteurs selon ce qui les arrange, mais s'agissant d'un parti ouvrier ils oublieront le principal, l'essentiel, la nécessité historique d'en finir avec le capitalisme et ses institutions qui doit se traduire en pratique dans son combat politique quotidien au côté de la classe ouvrière, ses prises de position ou déclarations, les moyens qu'il mettra en oeuvre pour combattre la réaction sur tous les fronts, sans jamais rien lui concéder, avancer et réaliser cet objectif politique, élever le niveau de conscience des exploités, les organiser et construire le parti qui leur permettra de renverser l'ordre établi ou de s'emparer du pouvoir politique pour pouvoir abolir le capitalisme, bref, réaliser la dictature du prolétariat et en finir avec la dictature du capital.

Tout parti, tout dirigeant ou acteur politique qui refuse d'inscrire son combat politique dans cette perspective est dès lors pro capitaliste, il ne mérite pas de figurer parmi la gauche, il se place lui-même dans le camp de la droite et doit être caractérisé comme tel. Sinon plus rien ne veut rien dire, parce qu'on craint de trancher une question déterminante, on ne tient pas à

se mouiller, on fait partie des faibles, des indécis, des lâches, des gens qui discourent à longueur de temps pour ne rien dire finalement, on est alors en présence d'un amateur, un dilettante, un aventurier, un imposteur dont les convictions fluctuent en fonction de ses intérêts individuels, sans vraiment de principes, de scrupules, d'idéal, bref en qui il est recommandé de ne pas placer sa confiance.

Généralement ces gens-là tiennent un double discours, et là où on peut les confronter, c'est qu'ils ne peuvent pas l'assumer. Demandez donc à un dirigeant du Front de gauche ou à ce qu'il en reste s'ils combattent pour en finir avec le capitalisme, maintenant, pas à la saint-glinglin, vous connaissez tous la réponse, aucun ne pourra affirmer que c'est le cas, ainsi vous êtes fixé.

Quant à ce qu'on a nommé la gauche, pourquoi institutionnelle, tout simplement parce qu'elle n'a jamais rompu avec le PS et/ou le PCF, estimant qu'ils avaient encore un rôle à jouer au sein du mouvement ouvrier ou au côté de la classe ouvrière, y compris au sein des institutions. Ils ont tissé mille liens avec les appareils de ces partis de droite au travers différentes institutions, Libre pensée, franc-maçonnerie, divers comités, etc. sans parler des syndicats qui leur assurent le couvert ou les financent indirectement.

Et puis, elle n'a jamais boycotté une élection sous la Ve République, pendant des décennies elle a appelé à respecter "la discipline républicaine", c'est-à-dire à voter au second tour des élections pour le candidat du PS ou du PCF encore en lice, parfois dès le premier tour. Elle n'a cessé de ménager le PS et de colporter des illusions dans ce parti.

Si on caractérise de gauche ces formations politiques, c'est davantage parce que des militants parmi les plus avancés ou qui entendent demeurer fidèles au socialisme s'y organisent plutôt qu'autres choses. Ce qui caractérise ces partis, c'est leur sectarisme sur fond d'arrière-pensées inavouables qui les empêchent de se rassembler pour lutter ensemble. Ils sont plus prompts à s'entendre avec des dirigeants, des cadres, des élus, des militants du PS ou du PCF plutôt que s'entendre entre eux, comme si finalement leurs dirigeants ne partageaient pas vraiment grand chose si vous voyez ce que je veux dire, l'essentiel dont il a été question plus haut pour être plus précis, à moins qu'ils préservent les intérêts de leur petite boutique, les uns et les autres intervenant dans des secteurs différents ou défendant des causes spécifiques, de sorte qu'ils ne risquent pas de se marcher sur les pieds ou de se rencontrer, généralement ils s'ignorent affectant le plus profond mépris les uns envers les autres, vous avouerez que cela est plutôt étrange pour des gens prétendant partager le même idéal ou lutter pour la même cause.

La dislocation et le déclin de cette gauche étaient la suite logique de celles du PS et du PCF, le masque du trotskysme dévoyé est tombé avec. Le dernier méfait de LO et du NPA aura été de participer à la grotesque mascarade de l'élection présidentielle de 2017, et celui du POI et du POID d'avoir eu la perspicacité (sic!) d'appeler à une candidature unique Hamon-Mélenchon, sachant que Hamon ne se désisterait jamais pour Mélenchon, faute d'avoir eu les moyens de présenter des candidats.

Si on les nomme institutionnel, c'est aussi parce qu'ils partagent certaines positions avec des partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans, parfois parmi les plus réactionnaires qui soient, par exemple sur la Syrie concernant LO et le NPA.

Cette classification est sans doute imparfaite ou peu être améliorée, j'en ai bien conscience, disons qu'elle aide à y voir plus clair. Elle n'a pas pour fonction de distribuer les bons et les mauvais points.

Vous allez peut-être vous demander comment puis-je appeler à voter aux législatives pour les candidats du mouvement de Mélenchon que je classe à droite ? Je vous répondrai qu'il vaut mieux voter en sachant pour qui ou quoi on vote plutôt que l'ignorer et se faire berner ! Là en l'occurrence, il n'y aura pas lieu d'avoir la moindre illusion ni dans le contenu de ce vote ni dans les intentions de ceux pour qui on votera, comme je l'ai expliqué dans deux précédentes causeries, c'est juste une question tactique et rien d'autre. Vaut mieux voter pour le candidat de droite le plus progressiste, que voter pour un candidat de gauche qui est un épouvantable réactionnaire, non ? Je n'y peux rien et vous n'y pouvez rien si Mélenchon et son mouvement, ses candidats ne sont pas de gauche, c'est comme cela, il faut vous faire une raison.

A quoi cela servirait-il de voter pour les candidats du POI, POID, NPA ou LO qui feront un score minable ? A rien sauf peut-être à avoir le choix au second tour entre un candidat de EM et LR ou FN. Cela vous dit ? Moi, non. Et à quoi cela servirait-il sinon permettre à Macron de pouvoir gouverner tranquillement. C'est ce que vous souhaitez ? Pas moi. Vous voyez, j'assume, je vais au bout de ma logique, c'est parfaitement clair, aucune illusion, aucune confusion ou embrouille

Cette position peut encore évoluer, tout va dépendre de l'attitude de Mélenchon. S'il s'alliait au PS, ce qui semble improbable, on aviserait, non, on cesserait immédiatement de le soutenir, et s'il s'effaçait au profit d'un candidat du PS dans certaines circonscription, on lui retirerait notre soutien dans ces circonscriptions, car jamais nous n'appellerions à voter pour un candidat du PS.

Encore une question. Dans votre classement, vous faite figurer le PCF avec le PS, comment appeler à voter pour ses candidats... Uniquement sous l'étiquette FI, dans le cas contraire, pas une voix pour un candidat du PCF.

[Le PCF fidèle à lui-même.](#)

- La tension monte d'un cran entre France insoumise et PCF - Reuters

Les tensions déjà vives entre La France insoumise et le Parti communiste français (PCF) sont encore montées d'un cran jeudi avec la décision du mouvement de Jean-Luc Mélenchon d'engager des poursuites contre ses alliés communistes pour "usurpation" d'image en vue des élections législatives de juin.

"Le PCF cherche à semer la confusion chez les électeurs qui ont voté pour le candidat de la France Insoumise en faisant croire que les candidats du PCF aux législatives ont le soutien de Jean-Luc Mélenchon", écrit le mouvement dans un communiqué.

"Il n'en est rien. Les seuls candidats qui ont ce soutien sont ceux validés par la France Insoumise", ajoute-t-il. "En conséquence nous exigeons du Parti communiste l'arrêt immédiat de l'utilisation de la photo de Jean-Luc Mélenchon ainsi que de tous les éléments graphiques appartenant à la France Insoumise."

Face à ce qu'elle considère comme une "usurpation", La France insoumise (FI) annonce sa "décision d'engager des poursuites judiciaires" afin de "faire cesser cette situation puisque nos rappels à l'ordre répétés ne sont suivis d'aucun effet".

"Nous déplorons un procédé qui, au nom de 'l'identité communiste', refuse tout accord national mais s'approprie l'image de la France insoumise et de son candidat dans le but de gonfler artificiellement le score du PCF", peut-on lire dans le communiqué.

Le PCF n'a pas tardé à réagir en exprimant son incompréhension face à la charge lancée à son encontre.

"Nous ne comprenons pas l'agacement soudain exprimé" par la France insoumise, a dit Olivier Dartigolles, porte-parole du parti dans un communiqué. "L'heure est au rassemblement, pas à la polémique."

Dans les faits, le rassemblement en est encore au stade de la chimère malgré les mises en garde, place du Colonel Fabien, contre une concurrence qui pourrait s'avérer "mortelle".

Les discussions sur une entente entre les deux mouvements en vue des élections législatives des 11 et 18 juin sont au point mort. Deux réunions, organisées vendredi et mardi, se sont achevées sans avancées concrètes.

Les échanges achoppent toujours sur la question d'une charte que le mouvement de Jean-Luc Mélenchon souhaite faire signer à tous les candidats mais que refuse le PCF.

La France insoumise, forte du score de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle (19,6%), entend présenter des candidats dans l'ensemble des circonscriptions, y compris dans celles des communistes sortants.

Le mouvement de l'eurodéputé, qui est arrivé en tête dans 67 circonscriptions et dans quatre des dix plus grandes villes de France le 23 avril dernier, se montre pour l'heure réticent à "tout arrangement" avec d'autres forces politiques au nom de la "cohérence".

Mardi, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a regretté dans une tribune publiée sur Mediapart que "les premières propositions discutées vendredi (lors d'une réunion entre les deux mouvements-NDLR) envisagent un accord limité à un petit nombre de circonscriptions".

Les déclarations de candidatures pour les législatives doivent être déposées entre le lundi 15 et le vendredi 19 mai.

A l'heure actuelle, dix élus Front de Gauche siègent à l'Assemblée nationale au sein du groupe la Gauche démocrate et républicaine (GDR) et une vingtaine au Sénat au sein du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC). Reuters 04.05

Macron a fait savoir qu'il considérerait chaque voix portée sur son nom comme une adhésion à son programme. Laurent a appelé à voter Macron le 7 juin, cela signifie qu'il adhère au programme de Macron, dès lors on comprend pourquoi il ne peut pas adhérer à celui de FI.

Parole d'internaute.

1- "Sage remarque que " L'élection présidentielle est le triomphe de la dépossession".

En France avec la Vème République où le "président" est quasi un monarque.

Elire un monarque, c'est se considérer comme ses sujets et non comme un "peuple souverain".

Pourtant, l'élection présidentielle est celle qui mobilise le plus de Français. Ah ! Les contractions à la française !"

Où l'absence de maturité politique des masses laborieuses...

2- "Les lecteurs de Mediapart savent combien peu JLM et la FI y sont en odeur de sainteté. Plenel peut commencer à dire des gentilleses à Mélenchon, maintenant qu'il a été "dégagé" lui aussi et après s'être assuré qu'il le serait. Ce qui n'empêche pas un dernier coup pour la route, façon "il est aigri + position ambiguë + les extrêmes se rejoignent"."

3- "Petit rappel historique toujours utile :

À l'élection de 1925, Paul von Hindenburg avait été le candidat de la droite politique et avait été vigoureusement opposé à une grande partie de la gauche modérée et du centre.

Cependant, en mars 1932, les forces politiques de centre gauche ont décidé de s'unir avec la droite modérée de Hindenburg, afin de faire barrage à l'élection d'Hitler. Ce fut très utile, Hindenburg est élu.

Janvier 1933 : Alors que les nazis ont moins de députés qu'un an auparavant, Hindenburg appelle Hitler au pouvoir.

27 février 1933, incendie du Reichstag, il n'y aura plus de consultation démocratique jusqu'en 1945.

Le vote utile, a-t-il été utile ?"

LVOG - Ayez quand même à l'esprit que le régime qui prévalait avant que Hitler devienne chancelier du Reich n'était pas vraiment démocratique, ceci explique cela. Sinon vous ne comprendrez pas dans quel monde nous vivons en 2017. C'est hélas le cas de la plupart des gens ! Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne le savent toujours pas, pardi ! On les a abreuvés de la démocratie par ci, la démocratie par là, le retour à la démocratie... qui n'a jamais existé...

4- "L'abbé Sieyès, en 1789, avait déjà déjà dit qu'un système représentatif était préférable à un système démocratique. À part la Commune de Paris, la France a toujours vécu sous un régime représentatif.

Dire d'un système politique qu'il est démocratique ET représentatif est une contradiction ; dire une chose et son contraire."

Vive la Commune de Paris ! Moins ses faiblesses toutefois... La prochaine fois, on poursuivra les chiens de Versaillais jusque dans leur tanière et on les exterminera jusqu'au dernier.

[Macronligarchie \(dessus\).](#)

- Cazeneuve dénonce "l'outrance" de Le Pen, vante la "présidentialité de Macron" - AFP

- Macron déplore "les pudeurs de gazelle" de certains indécis - AFP

- Barack Obama apporte son soutien à Emmanuel Macron - Reuters

- Macron rend hommage à Jaurès dans le Tarn - Reuters

Il n'y a qu'à Marx et Engels qu'ils ne peuvent pas rendre hommage, vous aurez compris pourquoi et pourquoi nous ne rendrons jamais hommage à Jaurès.

- Pour son premier voyage à l'étranger, Trump choisit Israël et l'Arabie saoudite - AFP

[Déjà sous Vichy les Présidents d'Université !](#)

- Quand les Présidents d'Université appellent leurs étudiants à voter Macron ! - Les-crisis.fr 04.05

Quelques commentaires sélectionnés d'internautes.

1- Un copié collé des jeunesses hitlériennes remises au gout du jour ! Atterrant.

2- C'est absolument terrifiant !

Il n'y a rien d'autre à dire.

3- Les présidents d'université disent à leurs étudiants ce qu'ils doivent voter dimanche : voilà une magnifique démonstration de cléricisme au XXI^e siècle !

4- En réalité, on est face à ce qu'Emmanuel Todd appelle un flash totalitaire. Et comme pour Charlie, on ne s'en prend pas seulement au camp d'en face mais aussi au camp de ceux qui veulent rester en retrait et qui sont priés de choisir leur camp dans les plus brefs délais. Le parallèle entre Charlie et cet entre 2 tours est saisissant : même terrorisme intellectuel, même systèmes familiaux à l'oeuvre (la famille souche autoritaire-inegalitaire de l'Ouest qui manifeste le 11 janvier et qui vote Macron des le 1er tour).

5- On serait cynique on pourrait dire qu'ils anticipent la victoire de Macron qui va augmenter le principe de l'autonomie des universités ... ils se placent, se signalent.

Mais plus profondément c'est le symptôme d'une déliquescence du principe de neutralité du service public. On est à la limite de la faute professionnelle.

6- La limite est belle et bien franchie à mon avis.

7- A mon sens, ces exhortations à "faire le bon choix" (qui est assez vieux pour comprendre la référence ?) trahissent une appréhension grandissante face à des menaces convergentes à l'encontre du statut actuel.

1) Les étudiants ont été passablement agités dans le passé récent — et pas en faveur des présidents d'université. Ces appels et pétitions sont une façon de les cornaquer, alors que Mélenchon a rencontré un singulier succès auprès des jeunes.

2) Macron a très clairement annoncé qu'il amplifiera la réduction des dépenses publiques et les privatisations. Ces hauts fonctionnaires d'université font donc un peu de lèche pour se faire bien voir (et ainsi conserver le reliquat de budgets, ou se positionner pour les fusions d'établissements).

3) Il ne s'agit point ici du fameux 1% — plutôt du 10%, voire du 20%. Qu'ils soient PS, LR ou Bayrou, ils commencent à sentir que les craquements du système se font maintenant entendre plus proches. Avec Macron, ils espèrent repousser les échéances face à un FN plutôt moins bien disposé envers les professions intellectuelles.

4- voici le mail que j'ai reçu :

"Madame, monsieur,

Veillez trouver ci-dessous et en pièce jointe une déclaration de la Coordination des Universités de Recherche Intensive Françaises (CURIF) au sujet des élections présidentielles de 2017.

DECLARATION DE LA CURIF

La France est à un moment clé de son histoire où les valeurs universelles et humanistes de la République sont en question.

Les présidentes et présidents de la coordination des universités de recherche (CURIF) – comme la conférence des présidents d'université et les présidents d'organismes de recherche – appellent à aller voter au second tour des élections présidentielles contre Madame Le Pen, dont le programme menace les fondements même de notre société, des sciences et de l'université.

Cordialement,

Jean Chambaz"

Ils pourront bien entendu aller se faire voir.

7- Le lien suivant contient l'e-mail qui a été envoyé aux personnels des trois universités lilloises (mais pas aux étudiants a priori). <https://framadrive.org/s/IR3pX2SOZtKvGks>

8- Je confirme !

Étudiant aux Arts & Métiers (ENSAM), j'ai été absolument surpris de recevoir un mail de mon tout nouveau directeur d'école : M. Laurent Champaney.

Tout va bien!

“Chers étudiants, chers personnels,

Dimanche, notre pays est appelé à s'exprimer lors d'élections qui génèrent de grands débats compte-tenu des choix proposés aux citoyens. Je ne souhaite pas abuser de ma position ni de ma capacité à vous écrire tous pour orienter votre choix. Je souhaite juste vous rappeler ce que représente notre appartenance à l'institution « Arts et Métiers » et la conduite qu'elle nous impose.

[... Blabla sur les valeurs]

Ne pas nous exprimer n'est pas digne des valeurs que nous portons. S'abstenir ou voter blanc ne représente pas qui nous sommes ! Nous devons prendre parti, faire des choix et assumer ceux de la société afin de continuer notre action.

Je vous invite donc à vous exprimer clairement dimanche, pour porter les valeurs républicaines qui nous unissent aux seins des Arts et Métiers et qui permettront à notre établissement de continuer longtemps ses missions au service de la société.

Avec tout mon attachement à nos valeurs.

L. C”

9- Pour information, je suis également ancien élève des Arts et Métiers, autrement dit Gadz'arts ! Bravo à la direction de l'école pour cette chasse aux sorcières, plus moyen d'échapper à l'inquisition, bientôt des accompagnateurs dans les isoloirs comme dans la Turquie d'Erdogan, si tu votes mal, hop, au veld'hiv !

10- On a l'impression que les thuriféraires de l'oligarchie ne prennent même plus la peine de se faire discrets.

Un peu comme les Maurassiens en 1940 lorsque leur champion Pétain prit le pouvoir.

Et aujourd'hui, bienvenue au champion de l'oligarchie: CAC Macron !

11- La “notion d'égalité”? Elle est où cette notion? La France ne vit pas en république, mais dans un système féodal basé non sur la famille (quoique...), mais sur l'élection, et dans le cas présent sur l'élection d'une marionnette choisie par des oligarques qui ont réalisé un battage médiatique assez incroyable pour parvenir à leur fin. En tout cas un battage indigne d'une démocratie, ce que n'est pas la France. Dans une démocratie c'est le peuple qui tranche les questions de société, ce ne sont pas des professionnels de la politique qui peuvent faire ce qu'ils veulent une fois élus sans aucun contrôle que les manifestations de rue et la grève.

Un autre exemple d'égalité? Un quidam condamné à un mois de prison ferme pour le vol de 20 centimes. D'autres quidams volent des dizaines de milliers d'euro, des centaines de milliers ou des millions: ils ne vont jamais en prison et ils demeurent éligibles.

Relire “les animaux malades de la peste”. Rien n'a véritablement changé depuis Jean de la Fontaine.

12- Bon les amis je pense que tout cela commence sérieusement à ressembler à une dérive totalitaire. Face à ce constat, deux choix s'offrent à nous :

– Lutter pour la liberté d'expression sous toutes ses formes (comme le font les opposants à un régime dictatorial).

– S'expatrier.

13- De mon côté je suis tombé sur ceci :

<http://www.courrier-picard.fr/27959/article/2017-05-04/le-president-de-luniversite-appelle-faire-barrage-marine-le-pen>

14- Qu'est ce qui fait que MLP ne posait pas problème avant et devient une horreur au second, n'était il pas plus logique de mettre

la pression avant pour permettre à un "democrate" de postuler au poste de 1er poste de l'état ?

15- Donc contre le totalitarisme, usons de méthodes totalitaires...

16- La direction de l'INSA a envoyé le même type d'appel à tous ses étudiants et personnels aujourd'hui même.

Manuel Tunon de Lara, président de l'université de Bordeaux a envoyé le hier un mail à tous les étudiants et personnels de l'université (plusieurs dizaines de milliers de personnes) pour appeler à faire barrage au FN. Ses arguments sont puissants, jugez vous même:

"Moi-même issu de l'immigration à une période où l'Espagne franquiste et les pays d'Europe ont dramatiquement souffert du populisme nationaliste, des discriminations et de la mise à l'écart des « élites », je ne peux me résoudre aujourd'hui à rester silencieux devant le risque de voir l'Histoire se répéter."

Notez la totale contradiction dans ses deux dernières phrases:

"Je n'ai aucune leçon à donner à quiconque et chacun doit garder son libre arbitre, pouvoir exprimer ses convictions. Il est néanmoins de ma responsabilité d'appeler la communauté universitaire à aller voter dimanche prochain et à faire barrage par son vote à l'accession de Marine Le Pen à la Présidence de la République Française."

Je peux fournir le mail de Bordeaux et le pdf de l'INSA pour enrichir l'article si vous le souhaitez.

17- Je suis en prépa, mais je suis inscrit en cumulatif à l'université et j'ai reçu aussi une lettre de la CURIF (via UPMC).

A titre d'information la CURIF regroupe 13 universités française (<http://www.curif.org/fr/a-propos/membres/>) : Pierre-et-Marie-Curie (Paris 6), Paris-Sorbonne (Paris 4), Paris-Diderot (Paris 7), Paris-Nanterre (Paris 10), Strasbourg, Aix-Marseille, Paris-Sud (Paris 11), Montpellier, Rennes 1, Grenoble-Alpes, Toulouse 1, Paul-Sabatier (Toulouse 3), Lille 1, Bordeaux, Claude-Bernard (Lyon 1), Nice Sophia-Antipolis, Paris-Descartes (Paris 5), Lorraine (Nancy et Metz)

17- Je trouve fou qu'on ait le droit de faire de la propagande électorale à quelques jours du scrutin, cela devrait être interdit, d'autant que les universités sont un argument d'autorité pour les élèves. C'est une méthode dangereuse et douteuse; et je suis neutre dans cette affaire : j'ai voté pour un petit parti mais avec un projet sérieux (si vous voyez... :P)

18- Anciennement étudiant à la faculté de droit d'Angers, je confirme avoir reçu par mail un message similaire du doyen de l'université. Faute de place je ne peux coller sa déclaration dans ce commentaire, mais il semble que le droit de réserve ne veut plus rien dire pour ces gens là. Plusieurs étudiants, de l'université de Rennes, Nantes, de l'ESSEC et d'autres confirment également avoir reçu un long discours comme dans l'article ci-dessus .

19- "il semble que le droit de réserve ne veut plus rien dire pour ces gens là..."

Ca fait plusieurs fois que je lis dans les commentaires cette expression fautive : "droit de réserve", alors qu'il s'agit de l'OBLIGATION de réserve. Merci d'employer le mot qui convient, et qui permet d'estimer que ceux qui l'enfreignent commettent une faute lourde passible de sanctions appropriées.

<http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/23883-obligation-de-reserve-definition>

20- Il y a aussi Angers : http://www.angersmag.info/Elections-l-appel-au-vote-du-president-de-l-Universite-d-Angers_a13214.html 30000 personnes priées de fait de voter pour ... (devinez ; je me refuse à écrire ce nom, mon clavier m'en voudrait) pour contrer l'autre (ben tiens).

21- Je suis doctorant à l'Université de Montpellier (UM, gros pôle universitaire de Montpellier, médecine, droit, économie, sciences de la nature, mathématiques, informatique, ...) et le président de l'UM a transmis la pétition et l'appel à voter Macron de l'UM3 à l'ensemble du personnel administratif et scientifique de l'UM.

A titre personnel, je suis ébahi par tant d'audace. Plus ébahi encore que le jour où j'ai intégré mon labo et où j'ai compris qu'une partie de l'élite scientifique avait une opinion très arrêtée sur la politique de la France.

22- Ce n'est pas tout à fait du même ordre mais aujourd'hui j'ai également vu que plusieurs maires avaient appelé – par courrier – à voter Macron pour faire barrage au FN (avec l'argent du contribuable donc). Département de la Marne (51), mais aussi à Nancy (54) et Saint-Denis (93).

<http://www.20minutes.fr/strasbourg/2061235-20170503-marne-maire-envoie-lettre-administres-appeler-voter-emmanuel-macron>

23- Les présidents d'université utilisent les fichiers à des fins autres qu'administratives. C'est un délit.

24- Une preuve supplémentaire de cette "élite" qui se délite. Mais n'est ce pas aussi qu'ils ont le sentiment que quelque chose de précieux est en train de leur échapper : la manipulation des cerveaux de ce peuple qu'ils méprisent au plus haut point. Dans un tel contexte de déshérence il ne leur restera bientôt plus qu'une seule alternative dont ils ne se gêneront pas d'abuser : la violence physique. A ce titre Macron est bien un "Bourbon fin de règne".

25- Je sais le sujet sensible, mais qui n'a pas vécu certains réseaux (...) ne peut comprendre ce genre de mouvement pas du tout spontané.

Il est si nécessaire à certains de s'accaparer l'héritage d'une résistance qu'ils trahissent chaque jour, d'afficher des valeurs "humanistes" pour oublier leur collaboration à un monde de destruction ailleurs...

Et plus ils trahissent, détruisent, plus il faudra des écrans de fumée comme Obama pour faire croire à une Amérique protégeant les faibles ou Macron en bleu de travail pour faire oublier qu'il est la finance

Ils osent tout.

- Venezuela: le chef de l'opposition nie toute "violence" de son camp - AFP

- Manifestations au Venezuela: un leader étudiant tué - AFP

L'asile de fous de Hollande

- Dissident. L'artiste russe Piotr Pavlenski obtient l'asile en France - Liberation.fr

Il s'était cousu les lèvres, enroulé nu dans du fil barbelé, cloué la peau des testicules sur les pavés de la place Rouge. Et avait aussi mis le feu aux portes du siège du FSB (ex-KGB) à Moscou... Liberation.fr 04.05

Vous imaginez un militant mettre le feu aux portes du siège de la DGSI, manu militari il serait foutu en tôle, mieux ils l'abattraient sur place ! Mais là c'est en Russie que cela s'est passé... Propagande oblige !

- Côte-d'Ivoire 40 tonnes de faux médicaments saisis - Liberation.fr

Ils osent tout et plus encore.

- Al-Jazeera aurait réalisé un faux tournage d'une nouvelle «attaque chimique» en Syrie - sputniknews.com

Une fausse séquence montrant l'armée syrienne avoir recours aux armes chimiques contre des civils aurait été commandée par une personne se trouvant sur le territoire européen, a affirmé à Sputnik une source militaro-diplomatique.

Un groupe de stringers de la chaîne Al-Jazeera a récemment réalisé un tournage falsifié d'une nouvelle « attaque chimique » qui aurait été perpétrée par l'armée syrienne contre des civils, a affirmé à Sputnik une source militaro-diplomatique.

« Les résultats apportés par le spectacle télévisé présenté par les Casques blancs d'une attaque au sarin qui aurait été perpétrée par les autorités syriennes à Khan Cheikhoun ont inspiré les terroristes à poursuivre le tournage de la "série télévisée" », a indiqué l'interlocuteur de Sputnik, ajoutant que des informations concordantes concernant la provocation ont été obtenues depuis plusieurs sources.

Toujours selon la source, le tournage a eu lieu dans les localités de Saraqib, d'Erich et de Jisr al-Shugur (province d'Idlib) et a impliqué près d'une trentaine de voitures de pompier et d'ambulances ainsi que près de 70 habitants locaux avec des enfants provenant d'un camp de réfugiés.

« Afin de rendre la séquence plus réaliste, celle-ci a été filmée à l'aide de téléphones portables depuis plusieurs angles de vues ainsi qu'à l'aide d'un quadrirotor. À l'issue du "tournage" chaque participant, enfants compris, a reçu du groupe 1 000 livres syriennes et un lot alimentaire », a poursuivi la source.

« Plusieurs publications simultanées de fausses vidéos accompagnées de commentaires criards sur les réseaux sociaux devaient avoir lieu d'ici dimanche sur l'ordre du commanditaire et du sponsor du tournage dans un pays européen », a conclu l'interlocuteur. sputniknews.com 03.05

[Haut de page ↗](#)

Le 6 mai 2017

CAUSERIE

Finalement je n'ai pas ajouté de nouveaux articles, tous ceux que j'ai lu ces derniers jours ne nous apprenaient rien de bien intéressant.

Dimanche 7 mai 2017, 20h : Macron illégitime, dégage !

Quelques réflexions personnelles et politiques.

1- J'ai le privilège de pouvoir passer quasiment tout mon temps à penser à notre cause sans être perturbé par quoi ou qui que ce soit, j'ignore si le résultat est à la hauteur, mais je ne peux pas m'empêcher de me dire que je suis parvenu à comprendre beaucoup plus de choses que la plupart des gens qui y consacrent beaucoup moins de temps.

En même temps, comme je suis quelqu'un de très modeste, je ne peux pas l'admettre, j'en suis même gêné rien que d'y penser, c'est pour dire, peut-être parce que je sais que je n'ai pas les capacités d'un intellectuel, et pourtant dans bien des cas je parviens à une profondeur d'analyse supérieure à la leur, ce qui me perturbe parce que je ne comprends pas pourquoi ils n'y parviennent pas, je n'ai pas de réponse à cette question, je ne peux même pas invoquer les conditions du moment puisque je subis les mêmes. Les intellectuels ont la tête trop pleine et mal faite dit-on.

Quand je regarde des films qui comportent des énigmes, je constate que très souvent pour en venir à bout il faut se vider le cerveau, et surtout il ne faut pas se fier à ce qui semble logique et va nous induire en erreur, encore moins aux apparences. Autrement dit, il faut aborder chaque situation sans tenir compte de notre expérience ou de nos connaissances, il faut faire comme si elle était nouvelle et qu'on avait tout à découvrir à son sujet, ce qui implique de se remettre totalement en cause, de partir du constat qu'on ne sait rien.

Si j'apprécie particulièrement ce genre d'histoires, c'est parce que c'est un excellent exercice qui va nous servir quand on réfléchira à une question politique. Au lieu de s'en remettre à des formules apprises par coeur, une théorie ou je ne sais quoi, on remet les compteurs à zéro, on fait le vide dans sa tête et on essaie d'avancer le plus loin possible, et c'est ainsi qu'on découvre un tas de choses à côté desquelles on était passé tout en se croyant très intelligent, cela donne à réfléchir et nous incite à faire preuve de plus de modestie, ce n'est jamais inutile.

L'avantage de ce genre d'exercice, c'est qu'on est obligé de faire preuve d'une attention soutenue, d'une profonde concentration, on doit tout observer, tout prendre en compte, y compris les moindres détails, dont la plupart demeureront au second plan ou s'avèreront sans intérêt, alors que certains passeront par la suite au premier plan ou s'avèreront capitaux pour comprendre le rapport de cause à effet qui existait entre différents facteurs ou acteurs.

Chaque fois que je parviens à une conclusion, je me demande qu'est-ce que j'ai pu oublier et je me repasse tous les facteurs, j'essaie d'en oublier aucun, je ne néglige rien, c'est harassant mais indispensable, et quand ma conclusion va à l'encontre d'une idée admise, je vais y réfléchir des heures, des jours entiers, des semaines parfois jusqu'à épuisement complet des hypothèses ou des questions qui me seront venues à l'esprit, et si j'ai le moindre doute, je reprends tout à zéro encore une fois, dix fois s'il le faut jusqu'à temps que je parviens à des réponses satisfaisantes, cohérentes, et quand ce n'est pas le cas, je laisse tomber provisoirement et je me remets à l'ouvrage quelques heures plus tard ou le lendemain et ainsi de suite.

Je ne suis pas borné, mais l'inverse, obstiné, je pense que c'est la bonne méthode pour progresser. La plupart des gens se satisfont de peu, ils s'accommodent de la médiocrité, la leur pour commencer, moi je ne la supporte pas, chez moi en premier, chez les autres quand ils veulent nous l'imposer, ils n'ont pas d'idéal, moi j'en ai un et il me passionne par dessus tout, pourquoi, pardi parce qu'il est universel !

Vous m'excuserez cette digression très personnelle, car parfois c'est difficile de supporter ce que leur vieux monde débile nous impose, surtout quand on a une idée assez précise de ce qu'il pourrait être et qu'il ne sera pas avant longtemps comme nous sommes partis, hélas, surtout pour les générations à venir !

2- Au XIXe siècle, sur un peu moins d'un milliard d'habitants deux hommes seulement parvinrent à un niveau de conscience universelle, Marx et Engels. Au XXe siècle, sur un peu plus d'un milliard d'habitants, trois au milieu du XXe siècle, un homme seulement parvint à un niveau de conscience universelle, Lénine. Au XIXe siècle, sur 7,3 milliards d'habitants, aucun homme n'a atteint un niveau de conscience universelle. A ce rythme-là, c'est la civilisation humaine qui va disparaître, non ?

Nous sommes nombreux à posséder un bout ou un petit bout de cette conscience universelle. Et à quoi cela nous sert-il ? A rien ! On ne peut pas les additionner parce qu'on n'additionne pas des saucissons, des pommes et des allumettes. On ne peut pas non plus les coller bout à bout parce que leurs contours ne correspondent pas. Il faudrait les assembler à la manière d'un puzzle et chercher ensemble les pièces manquantes pour en venir à bout, sauf que personne ne veut mettre en commun les pièces qu'il possède au risque que le tableau demeure inachevé et la scène qu'il représentait s'estompe à jamais faute de l'avoir fixé à temps. La page blanche sur laquelle nous devons écrire l'histoire est devenue toute noire, et il n'y a plus rien à en tirer.

3- Plus personne n'ignore en France que Macron est l'héritier de Hollande et Valls.

Question : Les Français étaient entre 5 et 10% à être satisfaits de l'action du président de la République François Hollande avant qu'il annonce qu'il ne se représentait pas, vont-ils être 50, 60, 70% à voter pour son clone Macron qui présente le même programme ?

4- On était bien déjà sous une dictature, ils le disent eux-mêmes.

Le Point : "la logique même des élections républicaines, c'est-à-dire à l'obligation de faire un choix".

Voter, c'est légitimer la Constitution et les institutions de la Ve République dans le cadre desquelles s'inscrit l'élection présidentielle.

Refuser de voter ou boycotter l'élection présidentielle, c'est rejeter ce cadre, la Constitution et les institutions de la Ve République.

Question : Quels partis ouvriers ont-ils appelé au boycott de cette élection ? Aucun.

Autrefois on était gouverné par des monarques ou des empereurs auto-proclamés. De nos jours, nous les élisons. Hier ces autocrates étaient illégitimes, aujourd'hui ils le sont. Vous avez compris pourquoi, n'est-ce pas ? Dans ces conditions, peut-on affirmer que la démocratie aurait progressé, quand finalement les droits politiques concédés au peuple ne servent qu'à légitimer son propre asservissement au régime en place ?

5- De quoi était grosse la machination destinée à porter Macron à l'Élysée ? Qui est l'élite qui soutient Macron, de quoi est-elle capable pour l'imposer ? Parce que ce sont des fanatiques qui ne tolèrent pas qu'on puisse faire une interprétation de la situation différente de la leur ou qu'on puisse tout simplement avoir des idées ou des aspirations qui ne correspondent pas aux leurs, ils se font tyrans et n'hésitent pas à recourir aux moyens les plus détestables pour les imposer, à harceler, diffâmer, insulter, menacer, réprimer, détruire tous ceux qui leur résistent.

Un petit tour dans leur vieux monde sordide.

Quand le rabbin et l'extrême droite font bon ménage.

Le 2 mai, le rabbin Shmuley, qui se présente dans sa bio Twitter comme le «rabbin le plus connu d'Amérique» (il reprend une citation de médias) s'est rendu à la Maison-Blanche pour rencontrer Steve Bannon, l'énigmatique conseiller en chef du président Trump. Visiblement très content de leur échange, il publie une photo sur Twitter et écrit: «Steve est un ami génial et déterminé de l'Etat juif.» slate.fr 05.05

Une "tâche" !

Jean-Claude Juncker: arriver au sommet de l'Onu à Genève bourré, c'est fait! - sputniknews.com

<https://www.youtube.com/watch?v=1fASN9oYGdw>

On a tous eu dans la vie des moments embarrassants, où l'on sait qu'on a bu «un coup de trop». Mais lorsqu'il s'agit du président de la Commission européenne lors d'un sommet important, cela fait vraiment tâche. Qui plus est, M. Juncker semble être coutumier du fait...

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker est arrivé au sommet de Genève en état d'ivresse, relate le tabloïde britannique The Sun en se référant à des « sources diplomatiques ». Ainsi, d'après les informations, M. Juncker s'est cogné aux meubles et a percuté des personnes tout en se comportant de manière désinvolte avec les collègues plus jeunes.

« Son comportement était bizarre et un peu embarrassant pour tout le monde », relatent les sources, citées par le média britannique. Et de conclure :

« C'était clair, Juncker était bien bourré ».

Ce n'est pas la première fois que l'on soupçonne le chef de la Commission européenne d'abus d'alcool. Par exemple, lors du Sommet du Partenariat oriental à Riga en 2015, Jean-Claude Juncker, plutôt de très bonne humeur, comme on peut l'observer sur la vidéo publiée sur les réseaux sociaux, semble être très détendu lorsqu'il accueille tous les participants au sommet. Ainsi, chacun de ceux qui arrivaient, recevaient de la part du président de la Commission européenne des bisous sur la joue ou sur la nuque et même des gifles amicales. sputniknews.com 05.05

Dans quel camp sont-ils ? MSF tombe le masque.

L'Etat sioniste soigne les barbares d'Al-Qaïda (Al-Nosra - Daesh) qui affrontent l'armée syrienne sur le plateau du Golan et sa région, et MSF fait le même "bon boulot" après être entré illégalement en Syrie.

- MSF suspend ses activités dans un hôpital de la banlieue de la Ghouta - sputniknews.com

Suite à une incursion armée d'une trentaine de belligérants dans l'hôpital de Hazzeh, dans la banlieue de Damas en Syrie, le 29 et le 30 avril, où opère l'organisation, Médecins sans frontières (MSF) a suspendu ses activités. Joint par téléphone par Sputnik, la docteur Said Fliti, coordinateur de l'aide médicale en Syrie, revient sur l'événement.

Une trentaine de personnes masquées et armées se sont introduites dans l'hôpital de Hazzeh, dans la banlieue de Damas en Syrie, où travaillent les médecins de l'organisation MSF. Les agresseurs, appartenant aux forces d'opposition, semblaient être à la recherche de plusieurs choses et sont repartis avec une ambulance qui a été retrouvée endommagée quelque temps après.

Dans une interview accordée à Sputnik, la docteur Said Fliti, coordinateur de l'aide médicale en Syrie, explique que faute de preuves assez solides, ils ne sont pas encore en mesure de dire à quel groupe armé les assaillants appartenaient.

Pourtant, concernant l'origine de cette attaque, la docteur a confirmé qu'elle n'était pas liée à l'État syrien mais à des groupes rebelles qui n'ont rien à voir avec lui:

« Nous parlons de groupes armés, issus de l'opposition. C'est ce qui s'est passé à la Ghouta. »

Mme Fliti déclare ne pas avoir peur de représailles et explique qu'elle et ses collègues entendent protéger les patients, leur équipe et les infrastructures. Et de rajouter, que les Médecins sans Frontières travaillaient partout, « là où on a besoin de MSF », sans faire de distinction entre les régimes, par exemple à Hazzeh, dans la Ghouta orientale.

Cependant, Mme Fliti déclare qu'il est difficile pour eux de travailler avec le gouvernement syrien:

« Il nous faut un permis de travail. Mais vraiment, nous n'avons aucun problème, les mandats MSF nous permettent de travailler partout. »

Du côté syrien, Bachar Wammoy, un entrepreneur qui travaille actuellement dans tout le pays et fait parvenir de l'aide humanitaire, dans une interview à Sputnik revient sur les groupes combattants auxquels a pu être confrontée l'organisation Médecins sans frontières. Ainsi, depuis au moins cinq ans la zone est contrôlée par deux groupes terroristes, l'un est armé par la Turquie et l'autre par l'Arabie saoudite :

« Dans la Ghouta, l'armée syrienne n'est pas présente. Elle se trouve à l'extérieur de cette zone. Et Médecins sans frontières se trouve à l'intérieur, là où il y a les combats. Donc ce qui est arrivé à MSF est 100 % la responsabilité d'une des deux organisations ».

Et de conclure :

« Médecins sans frontières a peut-être le désir d'apporter une aide humanitaire, mais le jour où ils ont décidé de franchir les frontières syrienne illégalement, ils ont décidé d'aller dans les zones contrôlées par Al-Qaïda, l'État islamique et tous les autres, car ils sont tous pareils sous des noms différents, ils représentent le même mal. Ils ont tous la philosophie wahhabite ». sputniknews.com 05.05

[Election présidentielle ou ils osent tout.](#)

- Sans rire, le patron du blog Les-cris.es.fr, Olivier Berruyer, lance une pétition pour un "référendum d'initiative citoyenne".

Un internaute lui fait remarquer que cela aurait plus de poids si un ou des partis politiques avaient été à l'initiative de cette pétition ou la reprenaient à leur compte, et Berruyer de lui faire une réponse... à la Macron : non, "parce que c'est un sujet trop sérieux pour être confié aux politiques".

- Après le coup de "l'attentat terroriste" 3 jours avant le 1er tour de la présidentielle, ils nous font le coup 2 jours avant le second tour du piratage informatique visant Macron. Qui peut encore les croire ?

- France/présidentielle: un piratage massif touche la campagne Macron - AFP

A la veille du second tour dimanche entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, la présidentielle française a connu un énième rebondissement avec la fuite sur internet de milliers de documents de la campagne du candidat centriste, une "déstabilisation" aussitôt dénoncée par l'ancien ministre. AFP 05.05

Que craignent-ils ?

- Hollande souhaite le score "le plus élevé" pour Emmanuel Macron - AFP

La pire crevure à la rescousse

- "Front républicain" : un rassemblement contre Marine Le Pen initié par BHL - Franceinfo

Un rassemblement contre l'abstention mettant en avant le "front républicain" se tient ce vendredi 5 mai à la Maison de la Chimie, à Paris. " C'est l'image du jour, deux anciens Premiers ministres, de gauche, de droite, Manuel Valls, Jean-Pierre Raffarin, mais aussi de nombreuses personnalités politiques, des intellectuels, des écrivains, se rassemblent en ce moment même", décrit Dorothée Lachaud. Franceinfo05.05

Leur obsession : Le rejet !

- Libération : Conséquence du «ni-ni», la participation devrait toucher le fond lors du second tour, tandis que le vote blanc pourrait exploser. Libération 05.05

- LePoint.fr : Présidentielle : les votes blancs et nuls feront cette élection

Le Point se désole : "Un « séisme électoral » est largement redouté.

Arithmétiquement, le vote blanc équivaldra à une abstention. Autant de soutiens en moins pour Emmanuel Macron dans son duel contre Marine Le Pen. (...) en ce 7 mai, près des deux tiers des votants vont devoir se prononcer entre deux candidats à qui ils n'avaient pas accordé leur confiance 15 jours plus tôt. De mémoire d'observateur des élections, le fait est inédit. Comment les reports vont-ils se répartir ? Combien feront de leur non-choix un choix, soit en restant chez eux, soit en déposant un bulletin blanc ou nul dans l'urne ?

Sanctionner la valeur élective du vote blanc est une demande ancienne. Elle est apparue dès le milieu du XIXe siècle et s'est très vite heurtée à une fin de non-recevoir en France. Le décret de février 1852 a inscrit dans le marbre un tel rejet (...)

La raison principale du refus français est que cela contreviendrait à la logique même des élections républicaines, c'est-à-dire à l'obligation de faire un choix. Tous les ministères de l'Intérieur ont repris cet argument. On peut ne pas être satisfait de l'offre politique présentée. S'y soustraire, c'est, en revanche, s'abstenir. Un comportement longtemps tenu pour moralement répréhensible... à défaut d'être juridiquement sanctionné.

Si voter n'a jamais été obligatoire en France, choisir le fut toujours. Un impératif qui a permis, ce faisant, d'« encadrer » les suffrages au sein même du système partisan fondé sur le scrutin majoritaire à deux tours. La sacralisation de l'acte de vote a suffi à faire le reste, et déjà en fournissant une motivation, même aux plus perplexes. (...) en reconnaissant le vote blanc (une proposition défendue par plusieurs candidats du premier tour), les Français pourraient se réconcilier avec les élections et participer en plus grand nombre. Une telle réforme rendrait plus difficile l'obtention d'une majorité.

Pourtant, elle renforcerait la nécessité pour les professionnels de la politique d'offrir des programmes correspondant réellement aux attentes des Français. En franchissant un certain seuil, comme la moitié des suffrages exprimés, le chiffre des blancs et nuls obligerait à invalider puis à reporter une opération électorale. Une façon, finalement, de renforcer le vote d'adhésion en desserrant l'emprise de l'offre électorale. Bref, une solution pour faire du vote un choix véritable et non par défaut.

La consécration du bulletin blanc et nul ne sera pas pour ce 7 mai. La tentation de voter à côté des deux candidats finalistes est largement dénoncée comme une inconséquence civique. Les électeurs du second tour auront-ils donné corps – par leur participation et leur vote utile – à un sursaut républicain ? La « discipline républicaine » empêchera-t-elle l'arrivée au pouvoir de la candidate d'extrême droite ?

Deux cas de figure se présentent : soit ce comportement électoral a un effet direct sur l'accession à l'Élysée de Marine Le Pen, et il se verra imputer la responsabilité d'une crise politique sans précédent depuis la fin de la IV^e République mais aussi sur les équilibres européens ; soit la victoire d'Emmanuel Macron fait oublier l'instrumentalisation politique sans précédent dont ces votes ont fait l'objet, mais restera alors le souvenir de la menace qu'ils auront fait peser, avec l'obligation de mener une réforme d'envergure (représentation proportionnelle, recomposition du système de partis). Le débat sur ces « voix pas comme les autres » ne fait donc que s'ouvrir. Sur ce terrain aussi, celui des institutions de la démocratie électorale en France, le 7 mai sera une date à marquer d'une pierre blanche. LePoint.fr 05.05

Le Point ne serait en rien mêlé à cette "instrumentalisation politique", aucun média, ni les oligarques, ni Hollande n'en seraient à l'origine, ils nous prennent pour des abrutis ou on a rêver ! Ils osent tout, l'imposture décomplexée...

En famille. Petit arrangement et grande tension

- Législatives: Macron renonce à exiger de ses candidats qu'ils quittent leur parti - AFP

Les candidats investis sous l'étiquette "majorité présidentielle", si Emmanuel Macron accède à l'Élysée, n'auront pas forcément à quitter leur parti d'origine, a expliqué le candidat d'En Marche! vendredi, revenant sur ce qui était jusque-là une exigence, notamment pour les socialistes. AFP 05.05

- LR dénonce "l'irresponsabilité inquiétante" de Macron - AFP

Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, a dénoncé "l'irresponsabilité inquiétante" d'Emmanuel Macron, après que le candidat d'En Marche! à la présidentielle s'est dit vendredi dans Le Parisien "convaincu que Les Républicains se scinderont" après le 7 mai.

"Au dernier jour de (sa) campagne, M. Macron se montre d'une irresponsabilité inquiétante", affirme M. Accoyer dans un communiqué publié à deux jours du second tour de la présidentielle.

"Oubliant que le Bureau politique des Républicains, au nom d'une certaine idée de la France et de la République, a appelé à faire battre Marine Le Pen, M. Macron, ce (vendredi) matin dans le Parisien, souhaite la disparition du principal mouvement de la droite et du centre, premier parti de France. Ce sont des déclarations arrogantes, mensongères et irresponsables".

M. Macron "prend ses désirs pour des réalités (...) Notre famille politique a une histoire forte et un avenir certain. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, nous conduirons une campagne législative d'alternance, autour de François Baroin avec nos alliés de l'UDI. Une alternance dont notre pays a tant besoin après cinq ans de "Hollandisme", affirme également M. Accoyer.

Il "invite M. Macron à comprendre que son élection ne sera pas le résultat d'un débat de campagne présidentielle normal, dont les Français ont été privés, et à admettre que ce sera le vote des Français aux élections législatives qui décidera démocratiquement de la majorité et donc de la politique qu'ils auront choisie pour la France. Les tentatives de débauchage individuel ou les aventures individuelles au lendemain de son élection, ne sauraient remplacer la liberté de nos compatriotes à choisir leur avenir les 11 et 18 juin prochains" lors des législatives, assure-t-il. AFP 05.05

Tant mieux ! Pas d'accord entre FI et la vermine.

- Législatives: pas d'accord national trouvé entre La France insoumise et EELV - AFP

Aucun accord national ne sera passé entre La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et Europe Ecologie-Les Verts pour les élections législatives...

"Nous avons reçu une fin de non-recevoir de La France insoumise puisque son exigence, c'est la soumission", a déclaré à l'AFP David Cormand, secrétaire national d'EELV, parlant d'une décision "irresponsable".

De son côté, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, a rappelé que, "comme on le dit depuis le début, on est prêt à défendre le rassemblement mais sous un même programme, avec une identité visuelle commune sur tout le territoire".

"On ne va pas se diluer dans un système à géométrie variable à cinq semaines du premier tour des législatives", a-t-il ajouté.

Le responsable n'a cependant pas exclu des accords locaux avec les écologistes dans certaines circonscriptions.

M. Cormand a regretté que la division de la gauche d'opposition à Emmanuel Macron, si le candidat d'En Marche! l'emporte dimanche, lui fasse courir le risque de n'avoir qu'une vingtaine d'élus à l'Assemblée nationale. "Quand on regarde les résultats du premier tour de la présidentielle dans les circonscriptions, un rassemblement permettrait d'espérer, entre 220 et 230 députés", a-t-il estimé.

EELV a passé un accord national avec le Parti socialiste, portant sur une centaine de circonscriptions - 42 réservées à EELV, 53 où il ne présente pas de candidat - en échange duquel son candidat à la présidentielle Yannick Jadot s'est désisté au profit de Benoît Hamon. AFP 05.05

Ils osent tout

- Royaume-Uni : les absences scolaires à l'amende - Franceinfo

Au Royaume-Uni, un père de famille a été condamné pour avoir emmené ses filles en vacances, en dehors de la période des vacances scolaires. Franceinfo 05.05

Et si c'était son employeur qui lui avait imposé de les prendre à cette date ? On réprime quand même !

- La ministre allemande de la Défense s'excuse d'avoir critiqué l'armée - Reuters

- L'UE appelle à la libération d'un avocat chinois - AFP

Si c'est l'UE qui a lancé cet appel, cela nous laisse indifférent...

Les grandes oreilles sont partout.

- Vault 7: WikiLeaks ne lâche plus la CIA et publie de nouveaux documents compromettants - sputniknews.com

Après avoir publié fin avril des données concernant le projet de la CIA Scribble, Wikileaks met en ligne un nouveau lot de documents qui révèlent la technologie d'espionnage électronique Archimedes.

Le site lanceur d'alerte WikiLeaks a publié des documents qui décrivent la technologie Archimedes permettant à la CIA d'attaquer les ordinateurs à l'intérieur des réseaux locaux (LAN) généralement utilisés dans les bureaux.

La technologie rend notamment possible une redirection du trafic d'un ordinateur ciblé à l'intérieur d'un réseau local vers un serveur spécial de la CIA, en utilisant pour cela un autre ordinateur infecté par un logiciel malveillant et contrôlé par l'Agence. sputniknews.com 05.05

Ils ont développé un tas de technologies pour tout espionner, surveillé, contrôlé et ce sont les premiers à hurler aux espions ! Normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- GB: large victoire des conservateurs aux élections locales - AFP

Les conservateurs ont remporté vendredi une large victoire aux élections locales britanniques, de bon augure pour la Première ministre Theresa May en vue des législatives du 8 juin dont elle espère sortir renforcée pour négocier le Brexit.

Les Tories remportent 28 des 88 conseils qui étaient à renouveler à travers le pays, obtenant 1.900 sièges, soit un gain de 558 par rapport aux précédentes élections, selon des résultats publiés par l'agence PA en fin d'après-midi.

Le Labour, principal parti d'opposition, essuie en revanche un revers de taille, avec une perte de 320 sièges et seulement 9

conseils remportés, un score qui risque de mettre encore plus sous pression son leader Jeremy Corbyn déjà décrié.

Ce dernier a reconnu que son parti avait perdu "trop" de conseillers, et appelé ses troupes à la mobilisation alors que les sondages pour les législatives placent les travaillistes 20 points derrière les conservateurs.

Les Tories profitent aussi de l'effondrement du parti europhobe Ukip (-114 sièges), "victime de son propre succès", selon son leader Paul Nuttall.

Les résultats sont aussi difficiles pour les Libéraux-démocrates, qui cherchent à renaître politiquement et s'affirmer en alternative crédible au Labour en incarnant la résistance à un Brexit "dur". Mais la ligne tarde à convaincre: les "Lib-Dem" perdent 37 sièges.

Pour le Pr Eric Kaufmann, de l'Université de Londres, ces résultats suggèrent que les Tories constituent vraisemblablement aux yeux des Britanniques la meilleure solution à une de leurs principales préoccupations: le Brexit.

"Les conservateurs ont réussi à attirer ceux qui ont voté pour quitter (l'UE) tout en réussissant à retenir les partisans du maintien", a-t-il expliqué à l'AFP.

Organisé jeudi, ce scrutin local visait à renouveler près de 5.000 conseillers dans tout le pays, à l'exception notable de la capitale, et les maires de plusieurs métropoles.

En Écosse, le parti indépendantiste SNP de la Première ministre Nicola Sturgeon, qui veut faire progresser l'idée d'un nouveau référendum d'indépendance, arrive en tête en nombre de sièges, mais la forte progression des conservateurs sonne comme un avertissement avant le scrutin législatif.

Le Labour y a lui perdu le contrôle du conseil de Glasgow, son fief depuis plus de 40 ans. AFP 06.05

Algérie

Algérie: victoire sans surprise des partis au pouvoir aux législatives - AFP

Le parti au pouvoir en Algérie depuis l'indépendance et son principal allié ont remporté la majorité absolue aux élections législatives de jeudi, marquées par une forte abstention, mais la principale coalition islamiste a contesté ce résultat.

Sans surprise, dans un pays frappé par la chute des revenus du pétrole et une inertie politique durable, le Front de libération nationale (FLN) du président Abdelaziz Bouteflika a conservé la place centrale qu'il occupe depuis l'indépendance il y a 55 ans.

Il a obtenu 164 sièges sur les 462 de l'Assemblée nationale populaire, la chambre basse du Parlement, a annoncé le ministre de l'Intérieur Nourredine Bedoui en présentant les résultats préliminaires au cours d'une conférence de presse.

Le FLN perd cependant du terrain car il en avait obtenu 220 aux précédentes législatives de 2012.

Pour le politologue Rachid Grim, ce recul s'explique par "tous les scandales qui ont secoué ce parti", mais il souligne que "l'essentiel a été sauvegardé par le pouvoir".

Le FLN conserve la majorité absolue grâce à son allié du Rassemblement national démocratique (RND), en nette progression avec 97 sièges contre 70 il y a cinq ans. Ce parti, créé en 1997, est dirigé par le directeur de cabinet de la présidence Ahmed Ouyahia.

Si l'on y ajoute les sièges des petits partis proches du pouvoir, comme les islamistes du Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (TAJ, 19 élus) et le Mouvement populaire algérien (droite, 13 élus), le bloc majoritaire qui soutient le gouvernement est, à deux députés près, exactement de la même taille que lors du précédent mandat.(liberation.fr 05.05)

"Il n'y a pas de surprise. Les partis au pouvoir prennent les deux premières places et les islamistes montent sur la dernière marche du podium", a commenté le politologue Rachid Tlemçani.

L'ensemble des partis islamistes obtiennent 67 sièges contre 60 en 2012.

Mais ce rebond est plus faible que celui qu'ils espéraient car ils avaient réalisé il y a cinq ans leur plus mauvais score depuis le premier scrutin pluraliste en 1990.

Cette année, cette mouvance avait tenté de surmonter ses divisions en partant avec deux coalitions rassemblant plusieurs mouvements et partis.

Abderrazak Makri, premier responsable du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste) qui a présenté des listes communes avec le Front du changement (FC) s'est dit "déçu", affirmant à l'AFP que les élections "ont été truquées et falsifiées massivement à l'échelle locale".

Selon lui, "sans fraude", sa coalition islamiste aurait obtenu 120 sièges au lieu des 33 annoncés. Il a assuré que des recours seront introduits vendredi, tout en affirmant que son mouvement ferait "tout pour sauvegarder l'unité du pays".

Comme attendu, une majorité d'électeurs ont boudé les urnes, le taux de participation atteignant seulement 38,25% sans tenir compte du vote des nombreux Algériens vivant à l'étranger, selon le ministère. En 2012, ce taux s'était élevé à 42,90% au total.

Le gouvernement n'avait pourtant pas ménagé sa peine pour pousser les électeurs aux urnes, malgré la situation économique difficile. La baisse des revenus pétroliers a fait flamber le prix des denrées alimentaires.

Une série de scandales de corruption révélés par la presse dont les derniers concernent des candidats ayant payé pour figurer sur des listes électorales, a également alimenté la désillusion des Algériens.

"Les gens sont déçus par la précédente législature qui n'a rien accompli", estime M. Tlemçani. En particulier les jeunes, qui ne votent pas car "la coupure entre l'élite et la jeunesse s'est aggravée ces dernières années".

De leur côté, les partis de la mouvance démocratique ont obtenu moins de sièges que ce qu'ils espéraient.

C'est notamment le cas du plus vieux parti d'opposition, le Front des forces socialistes (FFS) (passé de 26 à 14 sièges), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) (9 sièges), qui avait boycotté les législatives de 2012, et du Parti des travailleurs (PT) (de 24 à 11 sièges) de la figure de proue de l'extrême gauche Louisa Hanoune.

Dans un communiqué le FFS estime que ces résultats "fragilisent encore plus le pays et consolident les responsables de la crise multidimensionnelle que nous vivons". Le parti s'interroge également sur l'absence de procès verbaux après le dépouillement dans plusieurs wilayas (préfectures).

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mai 2017

CAUSERIE

Actualisation sommaire du portail.

Sauf imprévu, observez ce qui s'est passé aux Etats-Unis, les travailleurs et le mouvement ouvrier ne s'en sont jamais remis et on est très mal barré pour qu'il en soit autrement en France et ailleurs, voyez en Grèce.

Réflexion personnelle

Parmi ma famille en France métropolitaine et mes ex-potes, vous savez ce que leurs gosses ont choisi comme profession ? L'armée, la police ou la banque ou encore devenir patron ! Vous comprenez pourquoi je ne me suis jamais entendu avec ma famille et pourquoi je n'ai plus de potes en France, je précise, issus de la classe ouvrière. A l'opposé, ma fille a décidé d'être institutrice, elle a sauvé l'honneur de la famille !

C'est dur à supporter d'être issu de ce milieu ouvrier pauvre et arriéré et d'en être sorti, pire, avoir eu le privilège inespéré de me développer intellectuellement et avoir atteint un certain niveau de conscience politique qui me vaut d'être un paria parmi les miens, ce qui est le comble. Et vous devinez facilement pourquoi, parce qu'ils ne tolèrent pas les gens qui sont différents d'eux ou qui ne reproduisent pas le même mode de vie ou de pensée qu'eux. Je n'y suis pour rien et je n'y peux rien.

A cela s'ajoute l'état d'esprit délétère qui règne dans le mouvement ouvrier, qui l'a conduit à l'état de putréfaction où il en est rendu de nos jours. Vous avouerez que dans des conditions aussi hostiles, il faut s'accrocher pour y croire encore ou supporter ces gens-là.

Lorsque j'ai décidé de changer de vie il y a près de 30 ans, il y a 29 ans exactement, j'avais le choix de rencontrer ma nouvelle compagne parmi les différentes classes de la société indienne, et entre les plus riches ou distinguées, développées ou instruites, et celle la plus pauvre et arriérée j'ai jeté mon dévolu sur cette dernière parce que je n'ai jamais supporté l'arrogance des autres que je trouvais puantes, la plus répugnante étant encore les classes moyennes pour être issues très souvent des couches inférieures qu'elles méprisent dorénavant, peut-être pour en avoir gardé un mauvais souvenir et par crainte d'y retomber un jour.

En réalité, je n'ai pas réellement eu le choix, car sinon j'aurais opté pour quelqu'un avec qui j'aurais pu partager beaucoup de choses, autant chercher une aiguille dans une meule de foin et rester seul le restant de mes jours. Quand on entend parler des gens de démocratie et de liberté, on se demande bien de quoi ils veulent parler, car en me référant à ma propre existence j'ai acquis la certitude qu'ils n'existaient pas et qu'ils restaient à conquérir, hormis pour les nantis, et encore, cette élection vient de le démontrer avec éclat si nécessaire.

Un avertissement aux lecteurs.

Méfiez-vous des interprétations que les uns et les autres vont faire des élections présidentielles. Elles sont une nouvelle défaite pour la classe ouvrière, elle était programmée, donc sans surprise, on ne pouvait pas y échapper quel que soit le scénario qui devait advenir.

Comme toujours, il y a des petits malins, les faussaires professionnels, qui vont additionner les absentionnistes et les votes blancs et nuls, plus les votes en faveur de Macron qui étaient juste destinés à "faire barrage" à Le Pen, les votes par défaut ou réputés sans conviction qui se sont portés sur le pantin de l'oligarchie, afin de minimiser l'ampleur de cette défaite de la classe ouvrière, mais surtout pour justifier leur ligne politique, parce que même lorsque les faits leur donnent tort, ils trouveront toujours le moyen de clamer qu'ils avaient eu raison.

Ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que quel que soit l'état de faiblesse du pouvoir en place, il pourra toujours appliquer sa politique si son ennemi demeure profondément divisé, éclaté, atomisé, donc s'il est inorganisé, car dans ce cas-là il ne pourra que lui offrir une faible résistance dont il lui suffira de ne pas tenir compte pour gouverner à sa guise, d'autant plus qu'il trouvera dans le mouvement ouvrier suffisamment de relais ou d'agents pour l'aider à réaliser sa sale besogne.

Ajoutons que contrairement au mouvement ouvrier qui n'est jamais parvenu à rompre avec la pourriture social-impérialiste (PS) et le stalinisme (PCF) qui le divisent, la droite aussi diverse soit-elle, est capable de s'unir pour affronter la classe ouvrière ou faire passer ses mesures les plus réactionnaires, lui infliger les pires défaites, c'est ce que viennent d'annoncer ses dirigeants qui sont prêts à soutenir Macron. L'unité du mouvement ouvrier ne pouvait pas se réaliser avec le PS et le PCF, elle devait se réaliser non seulement contre eux, mais sans eux, et si cela s'avérait impossible, et bien il fallait concevoir une autre tactique et avoir la patience de développer les instruments politiques pour y parvenir.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, imperturbablement, quoi qu'il puisse se passer, nos dirigeants continueront ainsi à tenir exactement le même discours qui produira les mêmes effets à la fin catastrophiques, sans qu'ils ne pensent un seul instant à se remettre en cause, pourquoi le devraient-ils, puisqu'il ne s'agit pas d'une défaite, sinon comment faire croire que l'espoir existe encore et qu'ils en sont les dignes représentants, c'est leur gagne-pain à ces braves dirigeants, il faut bien qu'ils justifient d'une manière ou d'une autre leur statut.

Nous nous retiendrons que plus de 20 millions ont voté Macron, plus de 10 millions ont voté Le Pen, que parmi les 16 millions d'abstentionnistes, votes blancs ou nuls au moins la moitié des électeurs auraient voté Fillon ou Hamon, donc à l'arrivée entre 35 et 38 millions d'électeur sur 47 auraient voté à droite, soit entre 74 et 80%.

On pourrait en déduire que c'est environ le pourcentage de la population qui parvient encore à s'en tirer, j'entend sur le plan matériel ou financier, ce qui constitue une base suffisamment large et solide pour assurer la stabilité du régime qui nous dit-on s'effondrerait (lire plus loin), charlatanerie ! Peut-être que vous faites une autre lecture de la situation, estimant que le nombre de personnes qui contestent l'orientation (néolibérale) de la société est beaucoup plus important. Certes, c'est possible, c'est même probable, mais cela ne sort pas de leur tête si vous voulez, elles n'ont même pas été foutues de l'exprimer par un bulletin de vote ou l'absence d'un bulletin de vote, ce qui vous donne une idée assez précise de la solidité ou de la fiabilité de leurs convictions, si vous comptez dessus ou si vous vous les comptez parmi les opposants au régime vous vous faites de graves illusions et vous ne tarderez pas à déchanter.

Quand nos dirigeants ne se comportent pas en prophètes, ils prétendent pouvoir faire des miracles, libre à vous d'y croire ou de les croire. Si vous croyez que c'est en trafiquant la réalité qu'on parviendra à quelque chose, libre à vous, mais ne venez pas vous plaindre ensuite ou dire que vous ne saviez pas à quoi vous en tenir, soyez honnêtes, s'il vous plaît.

Entre être confronté à des conditions d'existence matérielle insupportables au quotidien sans aucun espoir d'amélioration à l'horizon, et craindre que l'orientation de la situation finisse par porter atteinte à votre mode de vie relativement confortable, la marge est aussi vaste et profonde qu'un océan, j'ai connu les deux et je peux en parler. Dans le premier cas, c'est au ventre

des travailleurs que vous vous adressez, dans le second c'est à leur cerveau, et à ma connaissance ils ne fonctionnent pas du tout de la même manière et leur rôle est différent, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Les deux ont un estomac à remplir. Le premier peine à l'être et le second est repu. Ils n'auront donc pas vraiment la même idée sur la question ou ils n'aborderont pas la situation et leur condition de la même manière. Les deux ont un cerveau, pour le premier il a une fonction rudimentaire, principalement alimentaire, pour le second elle est accessoire, au point de lui donner la nausée à force de se gaver d'idées qui lui encomrent jusqu'à l'estomac. Pour le premier penser lui donne des cauchemars, pour le second cela lui procure du bien-être.

Bref, bien qu'ils aient les mêmes organes et les mêmes besoins, dans la réalité la situation se présente différemment. On dit qu'on est mieux disposé à penser le ventre plein plutôt que vide, sinon il risque de nous monter au cerveau. L'un comme l'autre ne sont pas très regardant sur ce qu'ils ingurgitent jusqu'à avoir des lourdeurs ou des aigreurs d'estomac, avoir la grosse tête ou choper une migraine. L'obésité touche davantage les pauvres que les riches empoisonnent, et les nantis s'empoisonnent l'esprit à vouloir être toujours plus riches quitte à ce que ce soit au détriment des pauvres.

Ne pourrait-on pas concevoir une alimentation saine qui s'adresserait aux deux et leur donnerait satisfaction en évitant tous ces désagrèments qui finissent par empester l'atmosphère ?

Tout semble être une question de méthode ou de pédagogie. Quand un pauvre est réduit à un tube digestif, c'est qu'il est miné par la faim, et quand c'est le cas d'un intellectuel, c'est qu'il est proche de la fin.

Réflexion politique

Au tout début des années 50, Alexandre Hébert suggéra à Pierre Lambert de construire un parti des travailleurs au lieu d'un parti trotskyste, il l'écouterait 35 ans plus tard, quand il sera alors déjà très tard ou peut-être trop tard pour adopter un type d'organisation qui tienne compte des profondes modifications intervenues dans les rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, sans pour autant faire l'économie de la construction d'un parti sur le modèle de celui de Lénine si on tenait compte du principal enseignement de la révolution russe de 1917.

Autrement dit l'un et l'autre s'étaient fourvoyés, l'un voulant construire un parti des travailleurs, l'autre un parti trotskyste, alors que la situation commandait de construire les deux à la fois, pour organiser les masses les plus avancées qui pouvaient participer à la lutte de classe, et organiser les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes qui pouvaient accéder au socialisme.

Pourquoi il était impossible et aberrant de vouloir construire un parti trotskyste, tient à plusieurs facteurs, dont deux me viennent à l'esprit spontanément, le fait que seule une infime minorité de travailleurs parviendrait à s'élever au niveau du socialisme, et ensuite, le fait qu'il serait impossible de maintenir en haleine pendant des décennies des militants dans l'attente de la révolution qui tarderait à venir, à moins qu'ils aient atteint un niveau de conscience pratiquement égal à celui des maîtres du marxisme, ce qui aurait été pour le moins utopique, pour ces raisons, un tel parti aurait fini par dégénérer et ses militants par le quitter ou en être exclus, par se disloquer, et c'est ce qui s'est effectivement produit.

Quant au parti des travailleurs, il aurait dû avoir pour fonction d'intervenir dans la lutte des classes de manière à permettre aux travailleurs qui s'y étaient engagés de ne pas se retrouver à nouveau atomisés une fois une bataille terminée, que ce soit au niveau de leur entreprise, au niveau local ou national, il aurait pu ainsi conserver un lien avec leur classe et la lutte de classes, ce qui leur aurait été utile pour comprendre la situation et ainsi élever leur niveau de conscience, tout en demeurant organisés dans une structure souple et de participer à des actions.

Les trotskystes qui auraient été à l'initiative d'un tel parti auraient dû permettre aux travailleurs qui le rejoignaient d'en assurer le fonctionnement et la construction ou le développement eux-mêmes sur la base de principes démocratiques, au lieu que ce soit des trotskystes qui en assurent la direction, la monopolisent, ce qui le vouerait à l'échec. Un tel parti aurait dû permettre aux travailleurs qui s'y organisaient d'exprimer leurs illusions ou de les laisser manifester leur ignorance du processus historique, au lieu de les refouler et finalement de les conserver, alors qu'en leur permettant de les manifester, il aurait été possible ensuite de leur en faire prendre conscience sur la base de cette expérience une fois qu'ils en auraient tiré des enseignements avec l'aide des trotskystes. Il fallait les laisser faire cette expérience au lieu de les en empêcher, toute erreur pouvant se rattraper, l'essentiel n'étant pas de ne jamais faire d'erreur, nous en faisons tous, mais de les corriger et d'en comprendre la nature, la signification politique pour ne plus les reproduire, ce qui implique qu'on ne les fait pas intentionnellement, mais par ignorance, ce qu'il faut admettre, donc l'essentiel c'est de ne jamais agir en étant animé d'intentions mauvaises ou inadmissibles, ensuite personne ne vous tiendra rigueur de commettre des erreurs, répétons-le encore une fois, nous en faisons tous et cela ne nous empêche pas pour autant de combattre honnêtement pour notre cause.

Les trotskystes auraient dû s'en tenir à un rôle de pédagogues ou de conseillers auprès de ces travailleurs en leur suggérant des analyses et des tâches ou des objectifs, plutôt qu'en décidant à leur place ou en leur imposant. La direction d'un tel parti aurait dû être collective et en aucun cas revenir à un quarteron de dirigeants trotskystes autoproclamés.

Un tel parti aurait été conçu afin que les travailleurs disposent d'un cadre dans lequel ils puissent s'exprimer librement tout en s'adressant à l'ensemble des travailleurs, de sorte que privés de la possibilité de pouvoir influencer sur le cours des choses ou de pouvoir changer la société dans l'immédiat, ils existaient cependant en tant que membre d'une classe et prenaient leur destin en mains et commençaient à donner corps à leur idéal d'émancipation ou de liberté, s'ils subissaient la pression ou l'influence de l'idéologie réactionnaire de la classe dominante, ils étaient dorénavant en mesure de l'identifier et de la combattre, d'en diminuer ou d'en contrer les conséquences, ce qui devait contribuer à renforcer leur indépendance de classe et les aider à prendre confiance en eux.

Un professeur face à ses élèves à deux façons de procéder, soit il leur fait un exposé et il leur indique ce qu'ils doivent retenir, soit il leur demande de lui soumettre ce qu'ils ont retenu, y compris en ajoutant des éléments non évoqués dans cet exposé ou des appréciations personnelles afin de mieux cerner leur personnalité. La première méthode est très dirigiste et doit être écartée, la seconde est plus féconde parce qu'elle fait appel à toutes les facultés de l'élève qui ne demandent qu'à se développer, c'est semble-t-il l'objet de l'école selon moi. Ne serait-ce pas cette méthode que l'on devrait employer avec les travailleurs et les militants pour qu'ils progressent par eux-mêmes au lieu de leur inculquer ce qu'ils doivent penser et qui ne sert strictement à rien?

Un véritable parti communiste devrait également disposer d'une direction collégiale, aucun dirigeant ou aucune clique de dirigeants ne devrait pouvoir s'accaparer le parti ou en disposer à sa guise, hormis les décisions qui relèveraient exclusivement de questions de sécurité des militants ou matérielles du parti, aucune ne devraient demeurer secrète.

J'ai milité dans un parti (l'OCI) en ignorant la liste et le nom des permanents de ce parti, qui ils étaient et que faisaient-ils dans le parti, qui les avait désignés, quelle était leur rémunération, qui en avait décidé ainsi, comme j'ignorerais jusqu'au bout qu'il y en avait qui avaient été infiltrés dans le PS et peut-être d'autres partis, comment certains avaient été propulsés permanents dans les syndicats, dont FO, etc. etc. J'ai découvert cela effaré des décennies plus tard. Les mêmes pratiques intolérables perdurent de nos jours, elles sont indignes d'un parti ouvrier.

[Au secours, le régime s'effondre !](#)

Editorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 3 mai 2017

Titre : Quand un régime s'effondre...

Cela doit être la millièème fois que son courant politique nous le sort depuis 1958, comme quoi... ils osent bien tout !

Comme dit Lordon à la suite de Spinoza : vaut mieux en rire qu'en pleurer.

- "*Mélenchon revendique de pouvoir devenir le Premier ministre... de Macron président*", ça c'est du lourd, du lourdingue, après qu'il ait été secrétaire d'Etat de Chirac, qu'il ait rêvé à voix haute de devenir celui de Hollande, qu'y avait-il à attendre de plus de Mélenchon, rien qui vaille. D'où mon appel au boycott de la présidentielle dès le premier tour.

Mais cette attaque contre Mélenchon n'était pas anodine, elle devait servir à justifier la ligne politique de Gluckstein, encore un peu de patience on y arrive.

- "*les responsables de cette situation sont ceux qui ont organisé la division*", entendez par là Hamon et Mélenchon. On a entendu Gluckstein appeler à une candidature d'unité Hamon-Mélenchon quand Hamon était encore devant Mélenchon, mais lorsque Mélenchon s'est retrouvé largement devant Hamon, l'avez-vous entendu appeler Hamon à se retirer au profit de Mélenchon, non, Gluckstein aurait volontiers voté pour un candidat investi par le PS, mais pas pour un candidat soutenu par des centaines de milliers de travailleurs sous l'étiquette FI. Il n'a jamais digéré la perspective de la disparition du PS (et du PCF) parce qu'il n'a jamais pu s'en passer, en l'incluant dans sa stratégie il a conduit son courant politique là où il en est, il disparaîtra avec lui.

En votant pour Mélenchon, plus de 7 millions de travailleurs ont voté contre Hamon et son programme qui a bien des égards était pire que celui de Mélenchon, ils ont désavoué au passage Gluckstein qui n'a pas refusé d'appeler à voter Mélenchon parce qu'il savait qu'il ne mettrait pas en oeuvre le 10e de son programme s'il était élu, mais parce que pour lui le seul candidat qui avait grâce à ses yeux était Hamon. Il a reproché à Mélenchon de vouloir devenir le Premier ministre de Macron, mais cela ne le dérangeait pas que Hamon ait été ministre de Hollande, autant dire qu'il voue un culte invouable au PS.

Ce qu'on s'aperçoit ici, c'est que la démarche et les préoccupations de Gluckstein sont purement bureaucratiques, d'appareil, alors que mon appel à soutenir le mouvement de Mélenchon lors des législatives s'appuie sur les centaines de milliers de travailleurs qui lui ont témoigné leur soutien et les quelque 7 millions qui ont voté pour lui au premier tour de la présidentielle, non pas pour que monsieur Mélenchon devienne Premier ministre, mais pour que Macron et les partis qui lui serviraient d'alliés pour gouverner ne disposent que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, une majorité la plus faible possible pour qu'il se retrouve en

difficulté pour gouverner, notamment. On comprend dès lors pourquoi ce n'est pas la préoccupation de Gluckstein, pourquoi il fustige le dissident du PS Mélenchon qui marche sur ses plates-bandes en rassemblant des centaines de milliers de travailleurs, ce que Gluckstein et son parti n'ont jamais été foutus de réaliser, et aussi pourquoi le POID va présenter des candidatures de division aux législatives, histoire d'affaiblir le mouvement de Mélenchon ou oter des voix précieuses à ses candidats sachant qu'ils auront tous les autres candidats contre eux, ceux de EM, LR et du PS et bien sûr du FN. Et à qui cela profitera, sinon à Macron.

Vous vous demandiez encore quelle était la nature de ce courant trotskyste, vous avez la réponse. Je rappelle que j'en ai fait partie autrefois quand j'étais jeune, naïf et ignorant, et que j'ai totalement rompu avec lui.

Désignation de l'homme de paille de l'oligarchie. D'un coup d'Etat à l'autre.

Emmanuel Macron accomplit un exploit retentissant: jamais élu auparavant, comme Charles de Gaulle; et plus jeune des 25 présidents de la République juste devant Louis Napoléon-Bonaparte (40 ans en 1848).

Au total, 47,6 millions de personnes étaient appelées ce dimanche aux urnes.

Le candidat d'En Marche ! a remporté 66,06% des suffrages exprimés, soit 20 703 694 de voix, selon un décompte fourni par le ministère de l'Intérieur sur la base de 99,99% des suffrages reçus.

Le second tour a été marqué par la plus forte abstention depuis 1969 (25,38%, soit 12 080 880).

Les blancs et nuls approchent les 9% des inscrits (plus de 4,2 millions), un record pour une présidentielle.

Au total, plus d'un Français sur trois a refusé de choisir dimanche entre les deux candidats.

Le candidat d'En Marche ! est arrivé en tête dans plus de 26 000 communes alors que la candidate du Front national est en tête dans seulement 9 000 localités, alors qu'elle avait emporté la mise dans environ 19 000 localités au premier tour.

Selon un sondage Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, 43% de ses électeurs disent avoir voté pour lui en premier lieu pour faire barrage à Marine Le Pen, 33% disent avoir voté pour lui pour le renouvellement qu'il représente, seulement 16% pour son programme et 8% pour sa personnalité. Plus inquiétant pour le nouveau président, 61% des sondés ne souhaitent pas lui donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Selon un sondage Kantar Sofres-OnePoint, En Marche! recueillerait entre 24% et 26% des intentions de vote aux législatives, devant Les Républicains (22%), le Front national (21-22%), la France insoumise (13%-15%) et le PS (8-9%). Le plus dur pour les cadres socialistes et LR aura été de contenir leurs divergences internes en vue des élections législatives, ces deux partis étant profondément divisés sur l'attitude à tenir vis à vis du nouveau chef de l'Etat. Faut-il s'opposer dans l'espoir d'imposer une cohabitation au nouveau président comme l'espèrent François Baroin et Benoît Hamon? Discuter au cas par cas après les législatives comme le prescrivent Bernard Cazeneuve et NKM? Ou forger d'emblée une majorité de rassemblement comme s'y préparent Manuel Valls et Bruno Le Maire? Les jeux sont ouverts.

Réaction des sponsors médias-oligarques de Macron

Le quotidien Le Monde voit plusieurs "raisons de relativiser ce succès" : "une grande partie des Français n'a pas voté "pour" un candidat mais "contre" l'extrême droite", ainsi que le niveau record d'abstentions et de vote blancs et nul. Emmanuel Macron sera "le président dont la légitimité sortie des urnes sera, probablement, la plus rapidement remise en cause".

Pour le quotidien de gauche Libération, il s'agit d'une "victoire sous pression", car "la forte abstention, malgré la menace FN, est déjà le signe d'une insatisfaction vis-à-vis du nouveau président".

Le quotidien de droite Le Figaro voit "une élection en demi teinte", avec la plus forte abstention depuis 1969 et une dispersion de l'électorat en quatre blocs. Le journal anticipe des législatives difficiles pour le nouveau président "d'ores-et-déjà privé d'un état de grâce".

(Source ; Franceinfo et AFP 08.05

Parole de prédateur ou colonisateur.

Le discours de Trump ? Non, de Macron :

- "Durant les cinq années qui s'ouvrent, ma responsabilité sera d'apaiser les peurs, de nous faire renouer avec l'optimisme, de retrouver l'esprit de conquête, qui dit, mieux que tout, le génie français. "

Un autre :

Obama : "they said this day would never come". (Ils disaient que ce jour ne viendrait jamais

Macron : "tout le monde nous disait que c'était impossible".

Union nationale prévisible avec Macron pour faire passer son programme scélérat.

Législatives 2017: face à Macron, le PS et Les Républicains écartelés entre trois stratégies concurrentes Se rallier, discuter ou s'opposer: à gauche comme à droite, les tensions ne font que commencer.

Le plus dur pour les cadres socialistes et LR aura été de contenir leurs divergences internes en vue des élections législatives, ces deux partis étant profondément divisés sur l'attitude à tenir vis à vis du nouveau chef de l'Etat. Faut-il s'opposer dans l'espoir d'imposer une cohabitation au nouveau président comme l'espère François Baroin et Benoît Hamon? Discuter au cas par cas après les législatives comme le prescrivent Bernard Cazeneuve et NKM? Ou forger d'emblée une majorité de rassemblement comme s'y préparent Manuel Valls et Bruno Le Maire? Les jeux sont ouverts.

A droite, premières tensions et premières menaces d'exclusion

Éliminée dès le premier tour après la campagne ratée de François Fillon, plombée par les affaires, la droite des Républicains s'est fixée comme priorité de remporter les élections législatives en vue d'imposer une cohabitation au jeune chef de l'Etat. Premier ministre potentiel et chef de file LR, François Baroin en a fait la promesse: "Je vais me battre aux côtés de nos candidats (...) pour une majorité absolue".

Convaincue que ses idées sont "majoritaires" dans le pays, l'ex-UMP, alliée aux centristes de l'UDI, veut croire que ses électeurs se vengeront de l'élimination de leur candidat au premier tour des législatives. "L'alternance est encore possible", a renchéri sur Twitter le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez, non sans mettre en garde ses propres amis contre les "compromissions".

Emmanuel Macron est un Président élu sans enthousiasme. Pour la droite l'heure n'est pas à la compromission.

Dans le viseur: l'ancien champion du renouveau Bruno Le Maire qui a d'emblée proposé ses services à Emmanuel Macron. "Je peux travailler dans une majorité de gouvernement", a-t-il assuré sur TF1 en estimant que ses valeurs n'étaient pas incompatibles avec le projet porté par le fondateur d'En Marche!.

"Si Bruno Le Maire, ou tout autre candidat, entre au gouvernement et s'il est candidat aux législatives, il aura (face à lui) un candidat LR ou UDI, lui et tous les autres", a riposté François Baroin sur France2 en agitant la menace d'une exclusion. Menace pas du tout du goût du président de la région Paca Christian Estrosi, lui-même bien disposé à l'égard du nouveau président qui a nettement devancé Marine Le Pen dans sa ville de Nice.

"Emmanuel Macron offre une voie de la réforme, nous ne devons pas laisser la gauche s'accaparer cette chance", a plaidé Christian Estrosi, très critique à l'égard de flirt d'une partie de sa famille politique vis à vis du FN.

"On ne peut pas être dehors quand il fait beau et dedans lorsqu'il pleut, on est d'un côté ou de l'autre, il faut assumer. Si on est Républicain, on n'est pas majorité présidentielle", a prévenu à son tour le patron des députés LR Christian Jacob.

Ni ralliée, ni dans l'opposition, Nathalie Kosciusko-Morizet a quant à elle défendu une troisième voie. Critiquant la position de Bruno Le Maire en se montrant "surprise" de voir "que certaines personnalités, sans qu'il y ait de changement de projet, rejoignent Emmanuel Macron", l'ancienne porte-parole de Nicolas Sarkozy ne ferme pas la porte à des accords au cas par cas avec le nouveau président sur certains projets.

Grand écart entre l'aile droite et l'aile gauche du PS

Du côté du Parti socialiste, les stratégies ne sont guère plus coordonnées. Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et le chef de file des législatives, le premier ministre Bernard Cazeneuve, ont adopté une ligne du "ni-ni" vis à vis d'Emmanuel Macron: à savoir, ni ralliement, ni opposition.

"La gauche de gouvernement [...] doit apporter sa contribution à la réussite du pays et du quinquennat qui commence", a

estimé l'actuel chef de gouvernement. "Personne ne peut souhaiter l'échec de ce quinquennat qui s'ouvre", a complété Jean-Christophe Cambadélis. Former "un groupe autonome, ni vraiment dans l'opposition, ni dans la majorité" et rester "un partenaire intelligent pour faire progresser des projets de loi", voilà la ligne officielle résumée par la porte-parole du PS Corinne Narassiguin.

Problème: ni l'aile droite, ni l'aile gauche du Parti socialiste ne l'entendent de cette oreille. Soutien dès le premier tour d'Emmanuel Macron, Manuel Valls a défendu le principe d'un "rassemblement des progressistes" au sein d'une "majorité présidentielle large et cohérente". Son bras droit, Jean-Marie Le Guen, a lui affirmé "s'inscrire complètement dans la majorité présidentielle".

Nous devons bâtir une majorité présidentielle large et cohérente à l'Assemblée. Le temps est au dépassement et à la clarté pour réussir.

A l'inverse, le candidat malheureux du PS Benoît Hamon s'est posé en défenseur d'une opposition frontale à Emmanuel Macron, jugeant qu'une union de la gauche serait majoritaire dans le pays. "Ce soir, nous avons trouvé une majorité seulement pour dire non à l'extrême droite. C'est à l'occasion des élections législatives des 11 et 18 juin prochains que vous allez choisir la politique que vous souhaitez", a lancé le député des Yvelines, avant d'appeler à un "maximum de candidatures d'union à gauche" avec les écologistes et les mélenchonistes.

Seul souci: Jean-Luc Mélenchon a d'ores et déjà fermé la porte à toute négociation, exigeant un ralliement de la gauche sous sa bannière comme tout préalable à une investiture.

Autant de divisions qui pourraient grandement arranger les affaires du nouveau président Macron, dont le jeune mouvement n'est pas assuré de disposer d'une majorité absolue en juin prochain. huffingtonpost.fr 08.05

C'est un euphémisme ! Mais qu'ils se rassurent, FI risque de n'obtenir que quelques dizaines d'élus, PCF, NPA, LO, POI, POID, PRCF, ParDem, etc. vont s'y employer, Macron obtiendra le soutien de LR et du PS pour faire passer ce qu'il veut comme une lettre à la poste... Sauf, si les militants ouvriers en décidaient autrement, mais est-ce encore possible ? A suivre.

Il était leur candidat

- Trump dit qu'il a hâte de travailler avec Macron - Reuters
- Juncker félicite Macron, partisan d'une "Europe forte et progressiste" - Reuters
- Tsipras: "la victoire de Macron, une inspiration pour l'Europe" - AFP

Parole d'internaute

- 1- "Je soutiens qu'un pays aussi riche et aussi conservateur que la France ne peut mener aucune révolution."
- 2 - "Si on peut admettre, bon gré mal gré, que le scrutin est valide, je ne crois pas qu'on ait déjà eu en France un président aussi peu légitime."
- 3- ""La manipulation délibérée et intentionnelle du comportement et des attitudes des masses est un élément essentiel de l'Entreprise Démocratie. Des organisations travaillant dans le secret, dirigent les processus sociaux.

Ce sont les gouvernement réels dans notre pays..”

C'est du fameux propagandiste Edward Bernays (le neveu de Freud)

Le processus électoral autour du Macron, inconnu et sans parti voici un an, en est une des meilleures illustrations semble t-il.

Quelle escroquerie !"

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

On ajoutera peut-être ce soir de nouveaux articles.

On reviendra demain ou les jours suivants sur la situation politique en France, quitte à se répéter, en présence de paradoxes, quand on les prend en compte nos positions peuvent prêter à confusion ou incompréhension, d'où la nécessité de se faire pédagogue plus que jamais.

Macron débute son mandat en ayant une popularité de 15% environ, ce qui correspond à celle de Hollande en fin de mandat. A combien sera-t-il dans quelques mois ? On n'ose pas dire dans 5 ans...

Le mot du jour.

Marche ou crève ou la marche vers l'abîme.

On est condamné à progresser ou à la barbarie !

Toute chose qui cesse de se développer, de progresser, qui stagne ou qui ne parvient pas à se dépasser va commencer par régresser, puis par entrer en putréfaction. Il en va ainsi des hommes, des peuples, des nations, des Etats, des sociétés, des systèmes économiques, des institutions, des partis politiques...

Chacun peut le vérifier par lui-même en observant l'évolution de son entourage, de quelle manière se comportent les gens en vieillissant, soit ils vont parvenir à un niveau de conscience toujours plus élevé, soit ils vont régresser infailliblement.

Le champ de nos expériences étant limité à notre petite vie routinière ou étriquée ne suffit pas pour développer un degré de conscience élevé, il faudra l'étendre à celui de notre entourage et à la société toute entière pour les enrichir et avoir ainsi l'occasion d'atteindre un niveau de conscience supérieur, l'idéal étant de se rapprocher le plus possible d'un état de conscience universel, une sorte de vision ou d'ouverture d'esprit à 360° qui couvre l'ensemble du champ des expériences humaines et de la nature.

Toute tentative pour justifier la survie du capitalisme ou perpétrer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme constitue un frein, un obstacle à la réalisation de cet idéal. Cela démontre à quel point la perception de la réalité des hommes est réduite ou se confond avec leur propre ignorance ou leur niveau de conscience misérable pour concourir ainsi à leur propre malheur. Leur vision du monde ne va pas plus loin que le bout de leur nez ou de leurs intérêts immédiats, à la manière d'un animal sauvage s'en remettant à son instinct ou à son atavisme et dont rien ne les distinguerait et se condamnant de la sorte à perpétrer le règne de la barbarie. Quel bien triste constat.

Question aux petits comptables.

Les travailleurs britanniques ont-ils vraiment souhaité la mise en oeuvre de la politique antisociale de Blair ? Les travailleurs allemands ont-ils réellement voulu l'application de la politique antisociale de Schröder ?

Dans les deux cas ils y étaient majoritairement opposés, et pourtant elle est passée et elle est toujours en place. Pourquoi, comment, des questions qu'il est préférable de ne pas se poser, on comprend, elles sont trop compromettantes.

Alors vous pouvez toujours additionner mécaniquement 25,38% d'abstentionnistes, plus 6,35% de votes nuls, plus 2,21% de votes blancs, plus 40 à 50% de votes Macron anti-FN, plus encore 8 à 10% de non-inscrits, cela ne donnera jamais une majorité prête à se mobiliser sur une ligne ou à une stratégie politique en rupture avec le régime.

Tout au plus cela donnera une indication à un moment donné sur l'état d'esprit de millions de travailleurs et jeunes sans pouvoir en conclure qu'ils partageraient les mêmes aspirations, tant leur niveau de conscience politique est faible ou mal assuré, sans direction ou pire encore.

Depuis des décennies et des décennies il y a des militants qui rament pour organiser les travailleurs ou faire en sorte que les plus déterminés se rassemblent, et ne voilà-t-il pas qu'un mouvement (FI) se dessine, que tous s'acharnent dessus pour le détruire. Que comptent-ils y gagner ? Ils seront satisfaits quand il se sera disloqué et que ces travailleurs seront à nouveau complètement démoralisés ou une nouvelle fois réduits à la passivité. Ils ne rejoindront pas leurs minuscules partis, dogmatiques, sectaires qui ont vécu aux crochets du PS ou du PCF et des appareils pourris des syndicats.

Laissons le mouvement de Mélenchon se développer et construisons à côté un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Mélenchon véhicule des illusions, en fait il se fait l'écho des illusions de ces travailleurs et jeunes. Laissons-les en faire l'expérience, c'est le meilleur moyen pour qu'ils abandonnent leurs illusions et se tournent ensuite vers le socialisme, ayons cette intelligence d'esprit de laisser ce processus dialectique s'accomplir puisque de toutes manières on doit en passer par là. Occupons-nous de nos affaires, combattons sur la base de nos idées, soumettons-leur sans essayer de leur imposer et un jour ou l'autre ils comprendront par eux-mêmes la nature de leurs illusions.

Peu importe les discours de Mélenchon, nous n'en attendons rien, seuls les faits doivent compter, quels rapports il entretient avec les autres partis, quelles décisions il prend, comment évolue son mouvement, comment il se dispose aux législatives. On sait que le personnage que je n'ai cessé de traiter d'illusionniste ou de charlatan pendant toutes ces années n'est pas digne de confiance, là n'est pas la question. Ce qui nous intéresse, c'est le comportement de ces millions de travailleurs et jeunes qui se sont reconnus dans son mouvement, ces centaines de milliers qui y ont activement participé au cours des derniers mois. Ne confondons pas les deux, ne commettons pas cette erreur. A suivre.

May et les conservateurs ont le vent en poupe en Grande-Bretagne, Merkel et la CDU également en Allemagne, Roy en Espagne tient le coup, Tsipras en Grèce également, aux Etats-Unis ils ont Trump, en Turquie Erdogan a renforcé son pouvoir, etc. et en France Macron est arrivé.

Réflexions de quelques internautes

1- Par bien des aspects, une très forte frange de l'élite française est devenue plus Néocon que les Néocons américains eux-mêmes. Et ce n'est pas peu dire. Or la distance qui sépare l'immense majorité des français de la compréhension de la philosophie et l'idéal Néoconservateur est très grande. Comment croyez-vous que le fameux "french bashing" soit devenu même à la mode en France? Comble du ridicule. Nos élites parmi les plus influentes sont venues au monde sur les fonds baptismaux des Néocons et tels les fameux "envahisseurs" de la série culte des années 70, sont désormais infiltrées partout là où les leviers d'influences sur nos pensées et modes de vie s'actionnent.

2- En France, nous ne le sentons que par épisodes, mais aux USA, cet anti-russisme est en effet permanent, martelé tous les jours à la télévision et dans les journaux. La présence des Russes en Syrie et le "blanchiment" via casques interposés des baroudeurs extrémistes takfiris, aura permis aux médias de glisser habilement d'une haine à l'autre, de celle du 'terroriste', mal en point depuis la mort de Ben Laden malgré quelques surgeons dans l'Europe lointaine, à celle qui avait déjà une histoire, une archéologie presque, la haine du Russe en général. Churchill les détestait. Pas de Gaulle qui savait que les 3/4 des forces allemandes avaient été abattues par les Russes/soviétiques. Néanmoins, l'ironie française, ce mépris bavard aurait dit Benjamin Constant, reprend le dessus, nourrie d'une belle ignorance bien crasse, comme celle du Marquis de Custine qui du haut de ses trois semaines à St-Petersbourg, a fait le malin et cru rivaliser avec Tocqueville (De la Démocratie en Amérique) avec son minable pamphlet.

Les Français, même s'ils ne sont pas (encore) matraqués seront très vite prêts à renfourcher les clichés américains rodés. Déjà qu'ils "posturent", la main sur le coeur lors de l'hymne national, comme si on était, non devant le Louvre, mais à la tribune (4ème rang) du Capitole!

3- Ceux qui s'appellent les Maitres du Monde, cela inclus les USA et de nombreux autres pays, font un constat objectif de la situation, ils savent que les carottes sont cuites

Les raisons sont multiples :

Surpopulation, épuisement des ressources naturelles, pollutions.

Sur chacun de ces points, ils savent que c'est la fin y compris pour eux, ce que bien évidemment ils ne peuvent pas admettre en ce qui les concerne.

Dans le film : The day the earth stood still, avec Keanu Reeves, pour survivre la Terre et le reste des espèces vivantes doivent se débarrasser de l'Humanité, thème repris dans le documentaire fiction La Terre sans l'homme.

Sauf que, ceux qui nous dirigent ont eux l'instinct de conservation individuel et pour qu'eux vivent, ils doivent changer les règles drastiquement.

Ils osent tout. La séquence des opportunistes.

Elections législatives. Mélenchon et FI sont la cible privilégiée d'En Marche! au POID en passant par le FN et le PS.

Les masses exploitées, la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes sont très hétérogènes, en présence de la crise du capitalisme qui les frappe durement et en l'absence des conditions permettant de déboucher sur une crise révolutionnaire, elles sont amenées à interpréter la situation chacune en fonction de leur condition spécifique sans véritable direction, elles ont seulement en commun de rejeter l'orientation et la décomposition de la société, la mise en coupe réglée de leurs acquis sociaux ou politiques qu'elles estiment plus menacées que jamais.

Partant de ce constat elles ne peuvent pas se rassembler ou réaliser l'unité sur des objectifs politiques qui remettraient brutalement en cause l'ordre établi, bien qu'il faudra en passer par là un jour ou l'autre sous peine de voir s'aggraver toujours plus leur condition.

C'est donc verser dans le gauchisme que d'exiger du mouvement dans lequel des millions de travailleurs et jeunesse reconnaissent qu'il adopte des positions qui soient en rupture avec le régime.

Quelles que soient les réelles intentions des dirigeants de ce mouvement que nous avons parfaitement cernées depuis longtemps, quelles que soient les limites de ce mouvement, leur reprocher revient à reprocher à ces travailleurs et jeunes de ne pas avoir encore adopté le socialisme ou de ne pas avoir encore atteint un niveau de conscience politique leur permettant d'y accéder ; bien que ce mouvement véhicule de graves illusions, il n'en constitue pas moins un véritable progrès en terme d'organisation et de représentation des travailleurs, un pôle de regroupement qui les aide à prendre confiance en eux-mêmes et à faire naître l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, confiance et espoir sans lesquels absolument rien n'est possible, c'est donc contre cet acquis très fragile que s'acharne le POID et absolument tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Ce mouvement que j'ai critiqué violemment injustement ces derniers mois, tout comme "Nuit debout", ce qui fut une erreur politique j'en conviens, s'est constitué contre le PS, Hollande et le gouvernement, contre leur politique ultra réactionnaire semblable à celle de leurs prédécesseurs au pouvoir, ne serait-ce pas cela qui lui serait reproché en dernière analyse, d'avoir contribué à lamener le PS ? On est en droit de le penser, lisez la suite qui est révélatrice à ce sujet.

Outre le communiqué du POID du 7 mai, j'ai consulté sa page Facebook où j'ai relevé les éléments suivants qui tendent à démontrer ce que je viens d'avancer, reliez tous ces éléments entre eux et vous parviendrez peut-être à la même conclusion que moi.

Le 5 mai. Ils ne précisent pas que Ruffin, l'un des organisateurs de "Nuit debout" et candidat FI a appelé à voter Macron dès le 28 avril.

4 mai 2017 – Ruffin, réalisateur du film «Merci patron», publie une «Lettre ouverte à un futur président déjà haï », s'adressant à Macron. On y lit : « Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Je vous le martèle parce que, avec votre cour, avec votre campagne, avec la bourgeoisie qui vous entoure, vous êtes frappé de surdité sociale. Vous n'entendez pas le grondement : votre heure, houleuse, sur le parking des Whirlpool, n'était qu'un avant-goût. C'est un fossé de classe qui, face à vous, se creuse. L'oligarchie vous appuie, parfait, les classes supérieures suivent. (...)Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Et c'est dans cette ambiance électrique que, sans concession, vous prétendez « simplifier le code du travail par ordonnances ». C'est dangereux. Comme si, le 7 mai, les électeurs vous donnaient mandat pour ça. »

Le 5 mai. Ils relaient les accusations du PCF et de EELV contre Mélenchon, alors qu'ils ont appelé à voter Macron.

4 mai 2017 – Alors que le PCF a soutenu la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle, un communiqué virulent du comité national de la France insoumise le met en garde contre l'utilisation de l'image de Mélenchon pour les élections législatives et décide d'engager des poursuites judiciaires. Laurent, secrétaire du PCF rappelle « Nous vous avons fait une proposition qui permettrait de rassembler nos forces dans le maximum de circonscriptions, sous la bannière commune la force du peuple à l'Assemblée nationale (...). Vous avez contesté puis refusé cette proposition ». De son côté, Cormand, responsable des verts (EELV), met la France insoumise en garde à ce que le « dédagisme » si cher à Mélenchon n'emporte pas toute la gauche en juin.

Le 5 mai. Ils omettent de préciser que Martinez a appelé à voter Macron.

5 mai 2017 – Le secrétaire général de la CGT, Martinez, a appelé Macron à faire preuve « d'un peu d'humilité ». Macron « a fait 24% des votants au premier tour. S'il est déjà dans l'idée que tous ceux qui vont voter pour lui adhèrent à son programme, c'est une grave erreur politique », a-t-il ajouté.

Parce que Martinez aurait l'intention de l'empêcher d'appliquer sa politique ?

Le 7 mai. Ils feignent d'ignorer que Mélenchon n'a pas appelé à voter Macron et qu'il n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Une photo de Mélenchon illustrée ainsi "Mélenchon à Matignon ?"

On a du mal à suivre les positions de Mélenchon...

Pourquoi dénigrer ainsi gratuitement Mélenchon, pour casser la dynamique qu'il a créée ? A qui cela profiterait-il ? Vous avez deviné, bravo !

Le 8 mai. Bien qu'ils proclament que Macron est ultra minoritaire et illégitime, cela ne les gêne pas le moins du monde que Mailly soit prêt à collaborer avec Macron.

8 mai 2017 – Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, inquiet de la volonté du nouveau président d'aller vite en juillet pour modifier le code du travail par ordonnances, demande à discuter. Il déclare dans une interview au Parisien : « Je ne veux pas d'ordonnance sur les questions sociales. Au-delà de la méthode, nous ne voulons pas d'une loi Travail XXL qui ferait sauter les derniers verrous pour donner par exemple aux entreprises la possibilité de moduler par accord le temps de travail jusqu'à 48 heures. Ou qui ouvrirait la possibilité de décentraliser la question des salaires. Nous ne voulons pas non plus du plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, ni du référendum entre les mains de l'employeur. »

Arrêtons-nous là quelques instants. Vous avez compris ou non pour qui le POID roulait ? Il ménage tous ceux qui ont appelé à voter Macron en les présentant sous un angle avantageux, et il tape sur celui qui a refusé d'appeler à voter pour lui. C'est clair, non ? Poursuivons.

Les faussaires du POID réécrivent l'histoire en direct sous nos yeux. La preuve.

Extrait du communiqué du POID du 7 mai.

Que disent-ils ?

- *"Comment en est-on arrivé là ?*

- *La division : même dans ces conditions difficiles, l'unité entre Hamon (désigné comme candidat par la primaire du PS parce qu'il remettait en cause, au moins partiellement, la politique de Hollande) et Mélenchon pour une candidature unique pour l'abrogation de la loi El Khomri – première mesure visant à inverser le cours des choses – aurait totalement modifié la situation. Mais ces deux candidats, refusant la voie de l'unité, aiguisant la division, ont choisi de faire élire Macron."*

Foutaises, Hamon n'a pas été "désigné comme candidat par la primaire du PS parce qu'il remettait en cause, au moins partiellement, la politique de Hollande", c'était une candidature qui avait été conçue dans un double objectif, faire barrage à Mélenchon et ensuite lamener le PS plus particulièrement ceux qui s'étaient opposés (mollement ou formellement) à la politique de sa direction, de Hollande et du gouvernement, signer son arrêt de mort.

Valls qui était le mieux placé pour incarner Hollande et sa politique qui inspireraient le rejet lors des primaires, personne ne l'ignorait, dès lors celui qui incarnait "les frondeurs", Hamon devait l'emporter. L'appareil du PS devait sacrifier Valls parce qu'il ne devait pas concurrencer Macron.

C'est ce scénario cousu de fils blancs que les dirigeants du POID s'emploient à nier pour une énième fois ménager le PS dont par ailleurs ils diront le plus grand mal, personne ne doit être dupe de leurs réelles intentions, ce qui explique pourquoi ils accusent Mélenchon d'être responsable de l'élection de Macron ou de l'impossibilité de présenter un candidat unique, alors qu'ils savaient pertinemment que quel qu'ait été le candidat du PS, les deux candidats n'auraient jamais pu s'entendre.

Comment en est-on arrivé là demandent-ils.

Parce que tous les courants se réclamant du trotskysme l'ont trahi ou n'ont pas été foutu de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire au cours des 70 années qui viennent de s'écouler, de construire une organisation ou un mouvement de masse au côté du parti, ils ont oublié cette explication.

- *"Ce président ultra-minoritaire n'a aucune légitimité."* Et après ? Vous non plus, pas davantage le POI, le NPA, LO, le PRCF, le ParDem aucun de ces partis insignifiants, décomposés, sectaires, dogmatiques, opportunistes ou gauchistes selon le contexte pour s'être tous encanaillés avec le PS et/ou le PCF pendant des lustres jusqu'à aujourd'hui.

- *"il (le POID - ndr) présente des candidats aux élections législatives pour aider à la réalisation de l'unité"*

En réalité ce sont des candidatures de division.

Dès lors logique le POID peut se présenter en champion de l'unité en orchestrant la division en présentant ses propres candidats qui n'ont absolument aucune chance d'être élus, par contre ils pourront ainsi empêcher le mouvement de Mélenchon (FI) de réunir suffisamment de suffrages pour figurer au second tour ou ses candidats d'être élus dès le premier tour, favorisant ainsi l'élection de députés d'EM, LR ou du PS.

En quelques mots.

Une journaliste : "Le Parti socialiste n'a plus d'espace entre la radicalité d'un Mélenchon et la tentation Macron"

Un universitaire : "Pour résumer, on pourrait dire que Macron est un Obama français ce dernier était aussi inconnu avant d'être élu et a été, de la même façon, soutenu par les médias."

Une intellectuelle : "... le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent.

Il peut y avoir des manifestations de rue dans les mois qui viennent, mais elles auront peu d'impact sur la promesse de Macron de démanteler le code du travail par décret et de laisser les travailleurs et les patrons régler les conflits entre eux, à un moment où le pouvoir de ces derniers est renforcé par les délocalisations et où le monde du travail est désorganisé et affaibli par les différents effets de la mondialisation."

Un journaliste : "L'Histoire se répète : en 1940, les Français soutinrent Philippe Pétain pour se préserver du nazisme, mais c'est Pétain qui installa le fascisme. En 2017, ils ont voté Macron pour se protéger du fascisme et c'est lui qui l'instaurera."

Parole d'internaute.

1- Endettement de la commune suite à des investissements coûteux car grosses subventions a priori mais non tenues.

Rencontre avec Emmanuel Macron et le directeur adjoint de son cabinet qui était Emmanuel Lacresse.

Je lui est parlé de l'endettement du village et il m'a dit « oui, c'est embêtant mais vous avez de forêts ? », je lui ai dit « Oui », il me dit « C'est bien. Vous avez un patrimoine locatif ? », je lui dit « Oui », réponse : « Eh bien, il faut le vendre ».

Alors je regrette que tous les maires qui ont patronnés Emmanuel Macron n'aient pas entendus ce qu'il m'a dit car non Monsieur Macron, la commune, la France ne sont pas à vendre.

2- Avec la baisse de la dotation de l'Etat (il reste par mois 200 euros de dotation globale de fonctionnement à la mairie de Monétier-Allémont) et bientôt l'exonération de la taxe d'habitation, les maires asphyxiés seront bientôt obligés de vendre leurs forêts communales. Après les aéroports, les entreprises, notre patrimoine national et les terres, que restera-t-il aux Français de cette France gâteau que les riches se partagent?

3- "C'est l'objectif de l'endettement : nourrir les rapaces avec la carcasse de ceux qui se sont si "mal débrouillés" qu'ils doivent tout vendre pour ne pas mettre en péril le profit des banques."

Il en est des communes comme des pays (grèce, Portugal)

Et les parias du mouvement ouvrier...

- Première manif anti-Macron du «Front social» à Paris - Liberation.fr

Plusieurs milliers de personnes (1 600 selon la police, de 7 000 à 10 000 selon les organisateurs) ont manifesté lundi après-midi à Paris, de République à Bastille à l'appel du collectif «Front social» en scandant «anticapitalistes» ou «Macron démission ! Un jour, ça suffit». Ils répondaient à l'appel de sections CGT, SUD ou Unef et d'associations qui n'ont jamais accepté la fin de la bataille contre la loi travail et avaient appelé entre les deux tours à «battre les deux candidats». «Ce n'est pas un président qui a été élu,

c'est un PDG», a dénoncé Mickaël Wamen, de la CGT Goodyear à Amiens. Liberation.fr 08.05

[En Marche vers l'abîme.](#)

Ils osent tout, on ne pensait pas mieux dire.

Sylvain Maillard, porte-parole d'Emmanuel Macron et membre du comité politique En Marche, réagit au résultat de l'élection présidentielle sur le plateau de Julien Benedetto, lundi 8 mai.

La victoire d'Emmanuel Macron est-elle la victoire de l'audace, de la France qui ose ? "C'est la France de l'espoir, c'est la France optimiste, la France qui se dit éternelle, conquérante, qui au-delà des problèmes, des blocages de notre monde et de notre pays se dit qu'on peut réussir, qu'on peut être les numéros 1 dans le monde au 21ème siècle". franceinfo Franceinfo9.05

Prédiction plutôt prématuré, mais qui sait...

- Comment Macron sera réélu en 2022 - Slate.fr

Et bien voilà chers lecteurs de Slate, c'est tout simple. Vous avez eu la primeur, il y a deux ans, quand personne n'y croyait, de lire qu'Emmanuel Macron pouvait battre tous ses adversaires et devenir président de la République. Impossible, impossible, disait le monde politico-médiatique. Si, si possible. Le génie de saisir la volonté de renouvellement des Français et beaucoup de chance. Une chance inouïe: tous ses adversaires ont été frappés par le sort et sont tombés. Le 7 mai: 66% des voix, plus que toutes les prévisions.

Chers lecteurs fidèles, voici un nouveau pronostic du même acabit: Emmanuel Macron va réussir. Mieux, il sera réélu en 2022 si les petits cochons ne le mangent pas. Pourquoi donc? Mais parce que c'est à nouveau très simple: Emmanuel Macron arrive pour installer des politiques... qui ont marché partout ailleurs mais qu'en France les anciens partis ont été incapables de mettre en œuvre.

Nicolas Sarkozy voulait les mêmes, déjà. Mais il y a eu, contre lui, la crise des subprimes et, en lui, son manque d'esprit de suite. François Hollande, après un an dans l'impasse fiscale, a fait demi-tour pour les appliquer. Mais il a manqué de détermination contre les «frondeurs», ces Attila qui auront non seulement saboté le quinquennat mais coulé le parti socialiste. Emmanuel Macron a, lui, l'esprit de suite et une détermination puissance mille. Il a la vision, il a l'habileté, il a la force et il a, on l'a dit, la chance. Déjà, la conjoncture mondiale en amélioration est bonne fille.

Des solutions qui marchent? Oui, la flexi-sécurité, oui la politique de l'offre, oui l'autonomie des universités, oui le soutien à l'innovation, oui la formation professionnelle, tout ça sont des politiques expérimentées, prouvées, elles marchent. Il suffit de les importer d'Europe du nord, d'outre-Rhin, puis de les remodeler un peu en fonction de notre système à nous. Cette partie du travail reste à faire et, certes, elle n'est pas si simple. Mais le résultat est connu d'avance: le chômage va baisser. Certains droits acquis seront (un peu) écornés, ceux liés à des statuts, mais d'autres naîtrons, ceux qui encouragent la mobilité, le changement, la multiplicité des carrières. C'est le deal: un moins ici, un plus là pour adapter l'Etat social aux nouveaux métiers.

En France, il n'est que temps. Il sera enfin mis fin aux scandales de la préférence pour le chômage et du monde du travail coupé entre les «in» vieux et les «out» jeunes et femmes. L'Etat social est sommé de travailler mieux? Bravo. Le mal français ne vient pas de ces réformes, il vient de ne les avoir pas faites. Comme les autres.

Mais encore faut-il qu'Emmanuel Macon puisse les faire voter, qu'il dégage une majorité puis que la rue ne se soulève pas pour les bloquer. C'est vrai. Mais cette élection va changer l'air du pays. L'air politique puis l'air social. Le président disposera de nombreux députés de son nouveau parti. Et il ne devrait pas trop avoir de mal à les compléter pour atteindre une majorité à l'Assemblée. Un Manuel Valls comme un Bruno Le Maire ont déjà dit qu'ils voulaient «travailler pour la France». C'en est fini de cette division droite gauche aussi infranchissable qu'un mur, avec une opposition systématique à tout ce que propose l'adversaire.

Et le climat social, la rue? Ce sera un peu plus compliqué parce que Jean-Luc Mélenchon veut y amener le combat. Il a cru être au second tour, raté. Et nouvelle défaite à venir, il n'obtiendra que peu de députés. Ses électeurs vont en conséquence se trouver privés de représentation législative. Une seule solution: la sédition! Slate.fr 09.05

Maladie infectieuse et contagieuse, pandémie mortelle

- Qu'est-ce que le macronisme ? - Franceinfo

Par exemple, Macron :

- « Il vaut mieux être payé à 3,5 euros de l'heure que d'être un dealer »
- « La vie d'un entrepreneur est bien plus dure que celle d'un salarié »
- « Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires »
- « Les employées de l'abattoir Gad sont pour beaucoup illettrées »

Bientôt nobélisé ou embaumé ?

- C'est quoi cette médaille à l'effigie d'Emmanuel Macron ? - Franceinfo

Ils les ont déjà élus.

- À la rencontre des futurs députés de "La République en marche" - Franceinfo

Qui seront les députés qui représenteront le parti "La République en marche" à l'Assemblée nationale ? Franceinfo 09.05

« le Roi est mort, vive le Roi ! »

- Hollande a voté dès le premier tour pour Macron - AFP

Bernard Poignant, ex-conseiller du président de la République sortant, a affirmé que François Hollande avait voté Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle, dans un documentaire qui sera diffusé mardi à 20h50 sur France 5. AFP 09.05

- Macron et son mouvement entament leur mue - Reuters

La présidence par intérim du mouvement a été confiée à Catherine Barbaroux, jusqu'ici déléguée nationale, a annoncé son secrétaire général, le député Richard Ferrand.

"Il a été décidé que le mouvement En Marche ! allait évoluer afin d'élargir son assise", a dit ce soutien de la première heure, lors d'une conférence de presse.

Il a précisé que le nouveau parti, "La République en marche", tiendrait son congrès fondateur avant le 15 juillet.

Il a ajouté que Catherine Barbaroux et lui-même ne garderaient leurs fonctions de présidente par intérim et de secrétaire général jusqu'à ce congrès uniquement.

En Marche !, dont l'avènement a contribué à dynamiser le paysage politique français en remettant en cause le classique clivage droite-gauche, doit désormais devenir "le parti du président", a déclaré à Reuters un proche d'Emmanuel Macron.

C'est sous cette étiquette que ses candidats, dont la liste sera présentée jeudi en fin de matinée, se présenteront aux élections législatives des 11 et 18 juin.

Emmanuel Macron et La République en marche refuseront tout accord d'appareil et tout mécanisme de double investiture, a-t-il précisé. Les candidats et futurs députés du MoDem de François Bayrou, allié du président élu, constitueront l'exception.

Selon une enquête Harris interactive-M6 publiée dimanche, l'alliance En Marche!-MoDem recueillerait 26% des intentions de vote, devant la coalition Républicains-UDI (22%), le Front national (22%) et la France insoumise (13%).

Pour accroître ses chances de rassembler le plus largement, Emmanuel Macron a semble-t-il quelque peu assoupli la règle qui imposait initialement à un candidat investi par En Marche ! de renoncer à son parti d'origine.

"Nous voulons une majorité composée de femmes et d'hommes qui viennent du PS, des Républicains, du centre mais aussi, et ce sera au moins la moitié de nos candidats, de la société civile", a rappelé Christophe Castaner sur BFM TV.

"Ils pourront garder leur attachement (à un parti politique) s'ils le souhaitent. Mais ils doivent s'engager à soutenir la majorité présidentielle sur le projet qui est devenu hier soir un contrat entre Emmanuel Macron et les Français", a-t-il dit.

S'ils sont élus, ils devront ainsi siéger dans le groupe parlementaire La République en marche à l'exception de tout autre. "Nos candidats seront administrativement rattachés à l'étiquette de La République en marche", a dit Richard Ferrand. "On ne va pas organiser l'état de fronde permanent".

"On a besoin de gens qui savent comment ça fonctionne, mais il n'est pas nécessaire d'avoir une grosse composante de cette origine, explique Renaud Dutreil, qui a créé le mouvement La droite avec Macron, à franceinfo. Reuters et Francetv info 08.05

- Qui est Catherine Barbaroux, la présidente par intérim d'En Marche! - huffingtonpost.fr

Elle fait partie du premier cercle du futur président de la République.

Catherine Barbaroux, jusque-là déléguée du mouvement En Marche!, en a été nommée ce lundi 8 mai présidente par intérim en remplacement d'Emmanuel Macron à l'issue d'un conseil d'administration, a annoncé le secrétaire général Richard Ferrand.

Catherine Barbaroux, âgée de 68 ans, a par le passé travaillé au cabinet du ministère de l'Environnement puis du ministère du Commerce entre 1981 et 1986, sans avoir de mandat électif. Elle a également été déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère du Travail de Martine Aubry, puis d'Elisabeth Guigou, de François Fillon et de Jean-Louis Borloo, entre 1997 et 2005.

Petite main dans la campagne de Mitterrand en 1974 Directrice des ressources humaines de Prisunic et du groupe Pinault-Printemps-Redoute entre les années 80 et 90, Catherine Barbaroux a également été présidente de l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), pionnière dans le microcrédit, entre 2011 et 2016.

Elle a rapidement intégré le premier cercle d'Emmanuel Macron, qu'elle a rencontré en 2015 en lui remettant un rapport sur la levée des freins à l'entrepreneuriat individuel lorsqu'il était ministre de l'Economie.

En 1974, Catherine Barbaroux avait par ailleurs participé à la campagne présidentielle de François Mitterrand. Elle était l'une des petites mains au QG du candidat socialiste, où elle répondait au courrier de syndicats et d'associations.

Désormais, Catherine Barbaroux présidera notamment à la transformation d'En Marche! qui doit "changer son assise" et sera donc rebaptisé, dicit Richard Ferrand, après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.

Ce dernier a démissionné lundi midi de la présidence de la formation qu'il a créée et qui revendique quelque 285.000 adhérents, sans obligation de cotisation. huffingtonpost.fr 08.05

Ah ben merde alors, elle est de gauche ! La réaction d'un militant sous influence, de qui, devinez ? De ceux qui ont martelé sans cesse que le PS était de gauche, pardi !

Les offres de service se bousculent.

- Que pensent les syndicats d'Emmanuel Macron ? - francetvinfo.fr

"Il y a beaucoup d'imprécisions dans les mesures annoncées", a jugé sur franceinfo le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, lundi. Le patron de FO a évidemment dans son viseur la réforme du Code du travail, promise par le président élu.

"S'il persiste dans l'idée de faire des ordonnances au mois de juillet, ça veut dire qu'il va balayer le dialogue social et la concertation : il y aura problème d'une manière ou d'une autre, donc on attend de voir", avertit Jean-Claude Mailly. Et de donner ce conseil au futur président : "S'il veut rassembler, il faut qu'il évite les clivages, il faut qu'il soit capable de modifier les choses, de réviser certaines annonces."

Jean-Claude Mailly aura l'occasion de le dire en face à Emmanuel Macron. Le responsable syndical a annoncé qu'il serait reçu la "semaine prochaine" à l'Élysée, après l'investiture du nouveau chef de l'Etat. "Si c'est pour nous recevoir et ne rien changer, ce n'est pas la peine : ça s'appelle de la communication", tranche-t-il.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a écrit une lettre ouverte à Emmanuel Macron, publiée mardi dans Le Monde. Il l'y met en garde contre la tentation de présider seul et de réformer sans concertation.

"Le mythe de l'homme providentiel, qui décide tout d'en haut, est un mythe dangereux pour notre démocratie."

Le leader de la CFDT rappelle à l'ancien ministre de l'Economie de François Hollande les "conditions particulières" de son élection : celles d'un vote utile pour faire barrage à Marine Le Pen. Ces conditions "vous obligent certes à tenir compte de ceux qui vous ont soutenu mais aussi de ceux qui ont voté pour vous, non par adhésion à votre programme, mais par rejet du Front national", écrit-il. "Dans les cinq ans à venir, vous serez à la tête d'un pays qui devra faire face à d'immenses défis. Et, vous le savez bien, vous ne pourrez pas les affronter seul", poursuit-il.

Laurent Berger lance cette injonction : "Partagez le pouvoir ! Donnez de l'air à notre société ! Laissez de l'espace aux organisations dont la mission est de faire entendre la voix de ceux qui n'en ont pas. Faites confiance aux organisations qui permettent aux individus de s'organiser ensemble pour peser sur leur avenir !"

Philippe Martinez (CGT)

Invité par un journaliste à choisir une mesure du programme d'Emmanuel Macron qui lui "plaît", le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a simplement mais clairement répondu : "Je sèche". Dès vendredi 5 mai, au dernier jour de la campagne, le chef de la CGT a appelé Emmanuel Macron à faire preuve "d'un peu d'humilité", en lui rappelant qu'il avait bénéficié d'un important "vote par défaut au premier tour", dans l'émission "Ecorama" du site Boursorama.

"Il faut savoir écouter la base, il ne faut pas gonfler les épaules en disant 'ça y est, vous avez voté pour moi, je ne m'occupe plus de vous'", a tancé le syndicaliste. Et de souligner qu'Emmanuel Macron "a fait 24% des votants au premier tour". "S'il est déjà dans l'idée que tous ceux qui vont voter pour lui adhèrent à son programme, c'est une grave erreur politique", a-t-il ajouté.

"Quand on n'écoute pas ceux qui sont en colère, ceux qui souffrent parce qu'ils ne gagnent pas assez, ceux qui subissent des lois comme la loi Travail, faut pas s'étonner qu'il y ait des gens déçus."

Et comme Jean-Claude Mailly, Philippe Martinez déclare, à propos de la décision d'Emmanuel Macron de rencontrer les syndicats une fois élu, qu'il ne faut pas que ce soit "un alibi pour dire : 'ça y est, je les ai vus, je me suis débarrassé des boulets, maintenant je fais ce que je veux.'" francetvinfo.fr 10.05

Pensez-vous, il va se gêner ! Et le pire c'est qu'ils le savent.

- A peine élu, Macron "déjà sous pression" pour la presse - AFP

Pas de répit pour le nouveau président. "A peine élu et déjà sous pression", Emmanuel Macron s'engage dans la bataille des législatives avec pour enjeu d'éviter une Assemblée ingouvernable, estime la presse mardi.

"Des législatives incertaines, dès le mois prochain, vont constituer un puissant aiguillon" pour le nouveau chef de l'Etat, à qui il reviendra "de proposer une ligne claire aux Français", commente François Ernenwein dans La Croix.

"Emmanuel Macron est bien placé pour savoir que lorsqu'un quinquennat commence mal, il s'achève médiocrement", avertit Paul-Henri du Limbert dans Le Figaro.

"Jamais sous la Ve République, les électeurs n'ont refusé d'accorder à un président fraîchement élu une majorité parlementaire. (...) Rien n'est moins sûr dans cette France chamboulée", écrit Frédéric Vézard dans Le Parisien pour qui gagner le scrutin des 11 et 18 juin apparaît comme "une nouvelle 'Mission impossible'".

D'autant que les partis traditionnels n'ont pas dit leur dernier mot. "Éliminés dès le premier tour de la présidentielle, PS et LR aimeraient se refaire aux législatives", souligne Libération qui s'interroge: "la dynamique Macron aura-t-elle définitivement raison des organisations politiques traditionnelles?"

Pour le directeur du Monde, Jérôme Fenoglio, "le nouveau président optimiste de ce pays en dépression devra très vite démontrer par des signes concrets qu'il a reçu les messages de cette campagne. En commençant, lors de la mise en place de ses équipes, par ne transiger avec aucune des exigences qui ont fait chuter certains de ses concurrents : la probité, la compétence, et l'attention portée à une crise sociale qui ne s'est en rien atténuée ce 7 mai".

Sur ses gardes, L'Humanité, sous la plume de Jean-Emmanuel Ducoin, se dresse contre la volonté du nouveau président de "mener une guerre éclair", notamment sur la réforme du droit du travail. "C'est la raison pour laquelle les législatives vont se transformer en mère de toutes les batailles politiques", insiste l'éditorialiste du journal communiste.

"Nombreux sont les électeurs qui ont voté contre Marine Le Pen ou ont choisi leur bulletin de vote par dépit, en l'absence de leur candidat préféré. Et nombreux sont les Français qui souhaitent que les prochaines élections législatives installent une cohabitation au sommet de l'Etat", constate Nicolas Beytout dans L'Opinion.

"Il appartiendra aux vingt millions d'électeurs d'Emmanuel Macron de dire s'ils préfèrent une cohabitation stérile à une cogestion fertile, une majorité cohérente à un Parlement ingouvernable", ajoute Michel Urvoy dans Ouest France. Ce que Philippe Palat résume d'une formule lapidaire: Emmanuel Macron, "à peine élu, et déjà sous pression, sera-t-il Président ou résident??" AFP 09.05

- Législatives : quatre scénarios après la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle - franceinfo

Les élections législatives des 11 et 18 juin donneront aux Français l'occasion de laisser les mains libres au nouveau président pour gouverner. Ou au contraire d'orienter sa politique vers la droite ou vers la gauche.

Hypothèse n° 1 : Emmanuel Macron remporte une majorité absolue à l'Assemblée nationale

C'est le scénario rêvé par Emmanuel Macron, celui aussi que ses soutiens présentent officiellement comme le plus probable. "Les Français ont choisi un nouveau président. Ils lui donneront une majorité nouvelle et forte", veut croire François Bayrou, en vertu de l'habitude prise par les électeurs à agir ainsi sous la Ve République.

Sûrs de leur capacité à remporter cette bataille, les macronistes se montrent fermes sur la stratégie à adopter dans cette campagne qui s'ouvre. "Nous aurons 577 candidats dans 577 circonscriptions sous une bannière unique qui s'appellera La République en marche", a indiqué lundi matin, sur France Inter, Benjamin Griveaux, porte-parole d'En marche !. Les socialistes ou les Républicains qui souhaiteraient faire partie de la majorité présidentielle sont donc priés de solliciter l'investiture d'En marche ! et de ne pas se présenter sous leur étiquette d'origine.

Si Emmanuel Macron réussit son pari en juin, il pourra mettre en œuvre son programme avec une grande liberté, soutenu par une Assemblée nationale à ses couleurs. PS et LR seraient alors clairement dans l'opposition et disposeraient chacun de cinq ans pour se reconstruire.

Mais cette hypothèse n'est pas forcément la plus plausible. A la différence de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron ne dispose pas d'un parti installé ni d'élus implantés dans les territoires. Elu par la grâce du vote utile au premier tour et du front anti-FN au second, il ne pourra pas non plus compter sur sa popularité pour soulever les foules. Selon un sondage Ipsos/Sopra Steria publié dimanche soir, le nouveau chef de l'Etat a du souci à se faire : 61% des Français indiquent en effet ne pas souhaiter qu'il obtienne une majorité au Parlement.

Hypothèse n° 2 : la droite remporte les législatives et impose une cohabitation

La droite et son nouveau commandant en chef, François Baroin, n'ont pas perdu l'espoir de remporter la mise lors des élections législatives. Une opposition qui devient majoritaire à l'Assemblée dans la foulée d'une élection présidentielle, ce serait du jamais-vu sous la Ve République. Certains élus LR estiment que la débâcle présidentielle est en grande partie due à l'affaire Fillon et "au débat d'idées confisqué", et imaginent la droite prendre une belle revanche en juin. Dans ce cas, il est probable que François Baroin soit nommé à Matignon. Emmanuel Macron, lui, devrait rester cantonné à son domaine réservé, la politique internationale.

Mais l'histoire semble trop belle pour Les Républicains. Selon un sondage Kantar Sofres réalisé juste avant la présidentielle, En marche ! recueillerait entre 24% et 26% des intentions de vote aux législatives, devant Les Républicains (22%), le Front national (21-22%), la France insoumise (13%-15%) et le PS (8-9%). Peu convaincus par la capacité de leur camp à gagner, certains élus LR évoquent déjà, comme Bruno Le Maire, la possibilité de "travailler dans une majorité de gouvernement" avec Emmanuel Macron.

Au sein des Républicains, traversés par de fortes dissensions, on sert les rangs comme on peut. Si jamais l'ancien ministre de l'Agriculture entrait au gouvernement, il aurait "un candidat LR face à lui", a averti François Baroin dimanche soir sur France 2. "Si Bruno Le Maire rejoint le gouvernement dans une dizaine de jours, de fait il quitte la famille, de fait il appartient à En marche !" a-t-il menacé. Ces menaces suffiront-elles à dissuader les éventuels transfuges ?

Hypothèse n° 3 : privé de majorité absolue, Emmanuel Macron doit composer avec une partie du PS et de LR

Au soir du 11 juin, il est possible qu'En marche ! ne parvienne pas à obtenir les 289 sièges nécessaires à l'obtention d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le seul sondage qui, à ce jour, propose une projection en sièges, réalisé par OpinionWay le 3 mai, estime entre 249 et 286 le nombre de sièges que pourrait gagner le parti d'Emmanuel Macron (200 à 210 pour LR et l'UDI, 28 à 43 pour le PS, 15 à 25 pour le FN et 6 à 8 pour le Front de gauche).

Dans ce cas, deux solutions s'offriront à Emmanuel Macron. La première : essayer de construire une majorité de coalition avec l'appoint de députés PS et LR qui s'affranchiraient de leurs camps respectifs. Dans ce cas, les groupes parlementaires socialiste et Les Républicains (aujourd'hui les plus importants dans l'Hémicycle) pourraient se scinder en deux avec, d'un côté, ceux qui soutiendraient la politique d'Emmanuel Macron, et de l'autre, ceux qui resteraient dans l'opposition. Un remaniement interviendrait alors pour que ces tendances soient représentées au gouvernement.

Deuxième solution, si la précédente échoue : s'en remettre à des majorités fluctuantes selon les textes soumis au Parlement. Sur tel projet de loi, des socialistes apportent leur soutien, sur tel autre, ce sont une partie des Républicains qui viennent au secours

du gouvernement. C'est la ligne que semble défendre, à droite, Jean-Pierre Raffarin, pour qui "il faudra aider la France à réussir" et qui évoque un "parlementarisme constructif". Une perspective qui promet de belles crises de nerfs dans les couloirs de l'Assemblée, et qui aurait l'inconvénient d'affaiblir considérablement la présidence Macron.

Hypothèse n° 4 : les législatives accouchent d'une France ingouvernable

Dernière hypothèse : les élections législatives débouchent sur une Assemblée nationale morcelée, à l'image du résultat du premier tour de la présidentielle. Pour schématiser : plusieurs forces politiques – En marche !, LR, l'UDI, le PS, le FN, la France insoumise et les communistes – se partagent le gâteau sans qu'aucun n'approche de la majorité absolue ou ne se détache nettement des autres.

Dans ce cas, la marge de manœuvre du futur gouvernement se trouverait extrêmement réduite, car il serait incapable de faire adopter ses textes. La France serait alors ingouvernable. L'article 49-3 de la Constitution, dont Michel Rocard avait fait usage à 24 reprises entre 1988 et 1991, ne peut plus être utilisé à une telle fréquence.

Depuis la révision constitutionnelle de 2008, il est limité aux budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, et à un texte supplémentaire par session parlementaire.

Il serait très difficile pour Emmanuel Macron de tenir cinq années dans ces conditions. Le chef de l'Etat disposerait toujours de la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale et de renvoyer les électeurs aux urnes. Sans aucune certitude sur le résultat. franceinfo 09.05

Parti Sans laissé d'adresse et déjà En Marche!

- "Impossible" pour Valls d'avoir sa carte au PS et l'investiture En Marche! assure Cambadélis AFP

Manuel Valls a annoncé lundi 9 mai qu'il sera "candidat de la majorité présidentielle" sous l'étiquette "La République en marche" pour les législatives de juin dans sa ville d'Evry, pour "faire réussir Emmanuel Macron".

"Comme j'invite d'ailleurs tous les députés sortants, les progressistes, ceux qui ont appelé à voter Emmanuel Macron avant le premier tour, ceux qui souhaitent sa victoire, moi je serai candidat de la majorité présidentielle, et souhaite m'inscrire dans ce mouvement qui est le sien, la République en marche", a-t-il déclaré sur RTL.

"Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser", a affirmé M. Valls, souhaitant que le parti soit "beaucoup plus clair" vis-à-vis du président élu Emmanuel Macron.

"C'est pas en quelques jours que le Parti socialiste va traiter son bilan, son histoire, et voir la forme qu'il va prendre demain", a-t-il poursuivi. "Aujourd'hui l'essentiel c'est de donner une majorité large et cohérente, sans futurs frondeurs, si vous voyez ce que je veux dire, à Emmanuel Macron pour qu'il puisse gouverner".

"Et en plus Emmanuel Macron porte quelque chose qui paraît essentiel, c'est la recomposition politique", a-t-il encore dit. "Il faut aller jusqu'au bout de cette recomposition, ceux qui restent au milieu du gué seront emportés".

"Le Parti socialiste, c'est une histoire pour moi. J'y suis attaché. Mais ce parti est mort, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser", a dit Manuel Valls. "La république, ça me va bien, la république, c'est notre bien le plus précieux", a-t-il continué.

"Parce que je suis républicain, parce que je suis un homme de gauche, parce que je suis socialiste, je ne suis pas en embuscade", s'est défendu le candidat dans la première circonscription de l'Essonne.

Au même moment sur Europe 1, le porte-parole d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, a indiqué que Manuel Valls n'avait pour l'heure "pas été investi par la Commission nationale d'investiture". "Il aurait dû déposer sa candidature comme chacun, puisque la règle est la même pour tous", a ajouté le proche du nouveau président.

"Il lui reste 24 heures", a conclu Benjamin Griveaux. Les candidats de "La République en marche", la nouvelle étiquette du parti d'Emmanuel Macron, doivent être investis pour les législatives avant jeudi midi dans chacune des 577 circonscriptions.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a souligné mardi qu'il était "impossible" à Manuel Valls d'avoir à la fois sa carte d'adhérent au PS et de briguer l'investiture En Marche! aux législatives comme l'ancien Premier ministre l'a annoncé dans la matinée.

"Ca c'est impossible", a répondu M. Cambadélis, interrogé à l'entrée du siège du PS à Paris, où se tient un Bureau national sous

haute tension dans la matinée.

"Il faut faire cela très gentiment et très calmement", a poursuivi le député de Paris.

Si ceux qui visent une double appartenance "veulent s'affirmer contre le gouvernement alors qu'il n'est pas encore constitué, qu'ils restent au Parti socialiste. S'ils veulent faire autre chose, qu'ils le disent, mais ça ne représente que 5% du Parti socialiste", a ajouté M. Cambadélis.

"Si certains veulent partir ou se singulariser qu'ils le fassent et nous laissent travailler", a-t-il insisté.

Mardi matin sur RTL, M. Valls a annoncé qu'il serait "candidat de la majorité présidentielle" aux élections législatives et qu'il souhaitait s'inscrire dans le mouvement de M. Macron, La République en marche. franceinfo et AFP 09.05

- Législatives : Manuel Valls est un homme "en fuite" qui inspire du "dégoût", lance un eurodéputé PS francetvinfo.fr

Premier lieutenant d'Hamon, l'eurodéputé Guillaume Balas demande à ce que «les choses» soient «clarifiées». Un temps annoncé à ce BN, Hamon n'est finalement pas venu. Ni Martine Aubry dont les proches se faufilent derrière Balas pour échapper aux caméras. «Benoît ne voulait pas se retrouver au milieu de ces chicayas. Ce n'est pas son sujet. Il prendra le temps d'une explication dans les 48 heures», promet l'un de ses proches, le conseiller régional d'Ile-de-France, Roberto Romero. Car au-delà du cas Valls, l'aile gauche du parti veut aussi empêcher le PS d'avoir, dans ces législatives, une ligne de «soutien» aux prochains gouvernements Macron.

Le député européen socialiste Guillaume Balas, a réagi, mardi 9 mai sur franceinfo, à l'annonce de Manuel Valls de sa volonté d'être candidat de la majorité présidentielle aux législatives. Ce proche de Benoît Hamon qualifié l'attitude de l'ex-Premier ministre de "fuite d'un homme", qui inspire du "dégoût". Le "Parti socialiste doit affirmer de manière claire son ancrage à gauche" et ne pas "devenir la cinquième roue du carrosse d'une majorité macroniste qui, en fait, n'aura pas besoin de lui", a estimé Guillaume Balas. Guillaume Balas : Plus rien ne m'étonne de Manuel Valls. Il inspire toujours plus de dégoût sur le fait de ne jamais respecter aucun cadre collectif. Il n'avait pas respecté celui de la primaire. Il ne respecte pas aujourd'hui celui des délibérations du Parti socialiste. C'est la fuite d'un homme.

Mais le flou vient de votre direction, la plateforme législative proposée par la direction du PS met l'accent sur les convergences avec Emmanuel Macron et laisse tomber le programme de Benoît Hamon.

La direction du PS, ce n'est pas le PS. Ce matin [mardi], nous allons beaucoup dire que ce texte ne convient pas car l'orientation politique qu'il y a derrière n'est pas celle qui constitue le Parti socialiste et son histoire. Il est impossible aujourd'hui d'y adhérer. J'espère que la direction entendra raison. C'est sa responsabilité. Autrement, elle prend le risque d'un parti désuni au moment des législatives. Ce n'est pas nous qui déstabilisons les électeurs de gauche. Ce qu'ils attendent, c'est un parti de gauche qui a des propositions de gauche. Responsable et réformiste, mais de gauche. Tout le monde dit que le Parti socialiste doit se dépasser, mais pour faire quoi ? Que la social-démocratie soit très malade, c'est certain. C'est pour cette raison que Benoît Hamon a proposé une voie qui est celle d'un dépassement du Parti socialiste français par la création d'un espace politique nouveau et qui associe notamment l'écologie et la démocratie. Cela veut dire qu'il y a un espace politique entre la radicalité de Jean-Luc Mélenchon et la trahison pour aller vers Emmanuel Macron, pour une gauche moderne, responsable, qui veut transformer tout en gouvernant. Cette gauche est à construire aujourd'hui. francetvinfo.fr 09.05

- Bachelay juge que Valls "s'en va pour des raisons de carrière et d'opportunisme" - AFP

Le député PS Alexis Bachelay a affirmé mardi que Manuel Valls, qui a annoncé son souhait de se présenter sous la bannière du mouvement d'Emmanuel Macron pour les législatives, s'en allait "pour des raisons de carrière et d'opportunisme".

"Manuel Valls s'en va pour des raisons de carrière et d'opportunisme", a affirmé M. Bachelay, soutien de Benoît Hamon, sur BFMTV, estimant que "tant que le PS était au sommet et lui a permis d'avoir des mandats et d'accéder à de hautes responsabilités", l'ancien Premier ministre gardait sa place au sein du parti.

"Maintenant que nous connaissons des difficultés (...), il quitte le navire, c'est triste et pathétique", a déploré le député des Hauts-de-Seine.

Des difficultés dont Manuel Valls est "responsable", selon M. Bachelay: "C'est lui qui a théorisé les gauches irréconciliables, c'est lui qui a recouru de façon abusive au 49.3 avec des mots durs, clivants". Mais "nous allons nous relever", affirme-t-il.

Alors que le Parti socialiste se réunit en Bureau national mardi, M. Bachelay a affirmé que M. Valls ne venait "plus depuis plusieurs mois et comme il a appelé à la mort du PS, je ne crois pas qu'il ait envie d'observer un cadavre".

"Je pense qu'il ne remettra plus les pieds à Solférino", a-t-il ajouté

Mais les charges viendront aussi d'ex-soutiens de Manuel Valls. Si Jean-Marie Le Guen, sans arrêter sa marche, lance un sonore «bien sûr qu'il est socialiste !», la secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées, Pascale Boistard, pourtant présente aux derniers déjeuners organisés par l'ancien Premier ministre, cartonne : «Ce n'est pas parce que les moments sont difficiles qu'on doit tourner le dos à sa famille politique [...] Je suis très déçue.» Le sénateur Luc Carvounas, vallsiste historique, prend clairement ses distances avec son mentor. Le maire de Dijon, François Rebsamen esquivé : «Le PS ne tourne pas autour des états d'âme de Manuel Valls. Je ne fais pas d'exclusion.» Autre membre du gouvernement, André Vallini (Relations avec le Parlement) se plante devant la nuée de micros : «C'est un peu précipité. Il faut garder son sang-froid», dit-il avant d'appeler «les socialistes [...] à contribuer à la réussite du quinquennat d'Emmanuel Macron».

Patron des socialistes à l'Assemblée, le député de Seine-et-Marne Olivier Faure est sur la même ligne de «réussite du quinquennat». Mais s'il commence par expliquer que l'annonce matinale de Valls est un «non-événement», il finit son propos avec virulence : «Les vrais amis, ce ne sont pas ceux qui, lorsqu'on est dans la tourmente, s'en vont ramper devant le nouveau pouvoir.» Très proche d'Hamon, le député de Paris Pascal Cherki, observe le ballet des caméras sur le trottoir. Il fait simplement référence à une phrase prononcée par Emmanuel Macron sur Manuel Valls dans un des documentaires sur sa campagne diffusé la veille à la télévision : «Il disait que c'était le "traître absolu"... C'est violent quand même...» Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, prend ensuite la marée médiatique. Profitant de la situation, sa collègue de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, longe les grilles de Solférino pour s'engouffrer dans la cour sans un mot. Aux abris. AFP 09.05

- Législatives: pas besoin d'une "plateforme" PS selon Didier Guillaume, proche de Valls AFP

Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat et proche de Manuel Valls, a estimé mardi qu'une "plateforme socialiste" n'était pas nécessaire pour les élections législatives de juin, au vu des divisions du parti et de son score à la présidentielle.

"Je ne pense pas qu'il faille une plateforme du Parti socialiste pour ces élections législatives, parce que le Parti socialiste est divisé, il y a des gens qui ne s'aiment pas à l'intérieur, qui ne pensent pas la même chose", a-t-il déclaré sur CNews.

"Le Parti socialiste est mort (...) quand on fait 5% ou 6% à l'élection présidentielle, le Parti socialiste, il y a eu un acte de décès", a-t-il continué, affirmant qu'il y avait aujourd'hui "trois lignes qui s'affrontent" au sein du PS, et dénonçant les menaces de "purgés" et les cyniques qui veulent "dégager Cambadélis".

"Des partis qui n'ont pas été au second tour de l'élection présidentielle voudraient exclure des anciens ministres, des anciens Premiers ministres? Ça n'a aucun sens", a-t-il affirmé, mentionnant également les menaces d'expulsion du côté du parti Les Républicains.

Il a estimé que l'ancien Premier ministre Manuel Valls avait "pris ses responsabilités" en déclarant mardi qu'il serait candidat de la majorité du président élu.

Il a lui aussi encouragé ceux qui ont soutenu Emmanuel Macron au sein du PS à "s'inscrire dans la majorité présidentielle, c'est absolument indispensable pour travailler pour le pays".

"Un nouveau monde politique est en train de s'écrire devant nous, et il faut en être soit des acteurs soit des spectateurs", a-t-il aussi dit.

Il a ajouté que le ralliement à la majorité présidentielle du mouvement La République en marche se ferait "sans condition".

"Il n'y a pas à négocier (...) il s'agit de savoir si oui ou non, (...) nous sommes favorables au programme présidentiel d'Emmanuel Macron", a-t-il dit. AFP 09.05

- Le PS présentera des candidats dans plus de 400 circonscriptions - Reuters

Le Parti socialiste présentera des candidats aux élections législatives dans plus de 400 circonscriptions, a annoncé son premier secrétaire mardi, au surlendemain de l'élection d'Emmanuel Macron qui bouleverse le paysage politique français.

Jean-Christophe Cambadélis a ajouté que le PS était prêt à discuter d'une candidature commune avec La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et la République en marche, le mouvement du président élu, dans les circonscriptions où le Front national a fait plus de 60% au second tour de l'élection présidentielle.

"C'est une belle journée pour les socialistes (...) nous avons réussi à trouver un chemin commun, même s'il y a toujours

des interrogations", a-t-il dit lors d'une conférence de presse après une réunion des candidats socialistes et l'adoption d'une plate-forme programmatique pour les scrutins des 11 et 18 juin.

Les circonscriptions dans lesquelles le PS ne présentera pas de candidat sont celles réservées à ses alliés, notamment le Parti radical de gauche et les écologistes, et celles où un accord est envisagé pour une candidature commune face au FN.

Interrogé sur le cas Manuel Valls, qui souhaite être candidat de la majorité présidentielle, Jean-Christophe Cambadélis a précisé que si l'ancien Premier ministre socialiste obtenait l'investiture du mouvement d'Emmanuel Macron, le PS présenterait un candidat face à lui.

Les investitures de la République en marche seront annoncées jeudi. "Nous verrons ce qui est proposé et nous en tirerons les conséquences", a dit Jean-Christophe Cambadélis.

Cette position est également valable pour la "poignée" de socialistes tentés de rejoindre La France insoumise, a-t-il détaillé. "Ça ne dépasse pas, dans les deux cas, 10 personnes."

Arrivé cinquième du premier tour de la présidentielle, avec 6,3%, Benoît Hamon n'a pas exclu de présenter ses propres propositions en parallèle à celles arrêtées mardi par le bureau national du PS, a fait savoir l'entourage de l'ancien candidat.

"Si c'était une volonté de différenciation dans la campagne des législatives, ça poserait un problème", a dit Jean-Christophe Cambadélis. "Nous nous sommes mis d'accord, il faut respecter cet accord."

"Benoît Hamon voulait être plus précis sur un certain nombre de choses, c'est évident. Il voulait que les marqueurs de sa campagne présidentielle soient très présents dans la plate-forme", a poursuivi le premier secrétaire.

Mais, a-t-il ajouté, "on ne pouvait pas remettre tous les marqueurs parce que sinon ça voulait dire : 'écoutez, vous avez tranché à la présidentielle, aux législatives c'est la même chose'. Non, il faut être plus large".

Estimant que "rien n'est fait", le patron du PS a refusé de répondre à ceux qui prédisent une lourde défaite en juin, réduisant les députés socialistes à quelques dizaines, contre 288 aujourd'hui.

Quant à la position générale des socialistes vis-à-vis du vainqueur de la présidentielle, "nous ne voulons pas l'échec d'Emmanuel Macron parce que nous ne voulons pas l'échec de la France", a dit Jean-Christophe Cambadélis. Reuters10.05

La stratégie inavouable et fatale partagée par tous ceux qui ont bouffé au râtelier du PS pendant plus d'un demi-siècle.

Partant du principe que Macron n'aura pas de majorité tout seul, ils rêvent d'un groupe PS charnière qui empêcherait le président élu d'avoir la main trop lourde sur les réformes libérales. «On est réalistes, le but est de sauver les meubles», souligne la porte-parole du parti, Corinne Narassiguin Francetv info 09.05

"Les socialistes sont écartelés entre trois lignes. Tout d'abord la ligne officielle du parti, Jean-Christophe Cambadélis qui doit mener la campagne des législatives prône le ni-ni, ni dans l'opposition ni dans la majorité. Ensuite, il y a la ligne Benoît Hamon. L'aile gauche du parti qui souhaite être une véritable force d'opposition. Enfin, il y a la liste des réformistes de Manuel Valls qui souhaite un rassemblement avec la majorité présidentielle", indique Béatrice Gelot. Francetv info 08.05

En complément

- Cazeneuve exhorte le PS à faire réussir Macron - Reuters

- Boutih (PS) a sollicité l'investiture En Marche!, Savary (PS) aimerait le faire - AFP

[LFI : Pas d'accord avec le PCF.](#)

- La France insoumise annonce qu'il n'y aura pas d'accord avec le PCF - AFP

La France insoumise a annoncé mardi qu'il n'y aurait pas d'accord pour les élections législatives de juin avec le PCF, lui en renvoyant la responsabilité de cet échec, dans un communiqué.

"Tous nos candidats porteront le programme "L'avenir en commun" en invitant les 7 millions d'électeurs qui l'ont soutenu à

l'élection présidentielle à reproduire leur vote pour une majorité nouvelle à l'Assemblée nationale", indique Manuel Bompard, directeur des campagnes du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, se disant "excédé par des combinaisons sans principe" proposées par les communistes.

Le numéro un du PCF "Pierre Laurent a décidé de rompre les discussions", aux yeux de M. Bompard, qui en "prend acte" et le "déploie".

Un peu plus tôt, alors qu'une entente paraissait déjà compromise, le secrétaire national du Parti communiste Pierre Laurent avait renouvelé avec "un peu de colère" son appel à un accord avec La France insoumise (LFI), prévenant qu'il ne restait que "quelques heures" pour une telle entente.

Parmi les raisons du blocage, ce sénateur de Paris avait évoqué des discussions "très étriquées", ne concernant que des "retraits réciproques de candidatures portant sur moins de 15 circonscriptions pour chaque formation sur les 577" existantes.

"Tour à tour, la direction du PCF a rejeté tout accord national, puis a demandé 50% des circonscriptions (ainsi que le renouvellement de ses députés sortants), puis un échange de 20 circonscriptions, puis de 13, puis a rompu. Dans le même temps, elle a conclu des accords départementaux avec le PS et EELV comme dans la Somme et le Jura", accuse Manuel Bompard, qui se dit "excédé par des combinaisons sans principe, illisibles pour nous qui voulons faire naître une nouvelle majorité".

Dès dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon avait lancé un appel aux électeurs de La France insoumise à se "fédérer" pour les législatives afin de s'opposer à Emmanuel Macron, "nouveau monarque présidentiel".

Son directeur des campagnes vante "la grande diversité" des candidats LFI déjà investis (17 issus du PCF, 6 d'EELV notamment), synonyme d'un "large rassemblement".

Il n'y a pas non plus eu d'accord avec Europe Ecologie-Les Verts malgré un appel au rassemblement des écologistes.

Les discussions entre les communistes et l'équipe Mélenchon sur un éventuel accord pour les législatives coïncident sur plusieurs points depuis leur reprise après le premier tour de la présidentielle, où le candidat LFI, soutenu par le PCF, est arrivé quatrième avec 19,58% des voix.

La question de l'utilisation de l'image de Jean-Luc Mélenchon par le PCF a aussi envenimé les relations, avec début mai des menaces de "poursuites judiciaires" émanant de la France insoumise. "Dans les circonscriptions où Jean-Luc Mélenchon ne souhaite pas l'utilisation de son image, nous respecterons ce droit", a assuré M. Laurent mardi.

Faute d'accord national, le numéro un du PCF a indiqué que les communistes mèneraient la campagne "avec la main tendue" et feraient des "offres" à leurs partenaires localement. Cette campagne des communistes sera lancée jeudi lors d'un meeting au gymnase Japy dans le XIe arrondissement de Paris. AFP 10.05

[Le capitalisme sans masque](#)

- Plus d'homicides au Mexique que dans des pays en guerre - Reuters

Le Mexique est des pays considérés en conflit le deuxième au monde en termes d'homicides et n'est devancé que par la Syrie, selon un rapport publié mardi. En 2016, près de 23.000 homicides ont été recensés au Mexique, contre 60.000 en Syrie, 17.000 en Irak et 16.000 en Afghanistan.

- Le gouverneur de Jakarta en prison pour «blasphème» - Liberation.fr

C'est un coup de poignard dans le rêve d'une Indonésie tolérante et multiconfessionnelle. Ahok, gouverneur de Jakarta, a été condamné mardi à deux ans de prison pour «blasphème contre l'islam» et emprisonné. Actualités

- Yémen: le choléra fait au moins 34 morts - AFP

Au moins 34 personnes sont mortes du choléra et 2.022 cas suspects ont été recensés en une période de seulement 11 jours au Yémen...

- Chips : la pénurie qui inquiète les Japonais - Franceinfo

Le Japon est en pénurie de chips. C'est une catastrophe dans le pays puisque les Japonais sont accros aux chips. Cette année, il

n'y a pas assez de pommes de terre. Les rares paquets se vendent aux enchères.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Trump limoge le patron du FBI, Washington sous le choc - AFP

Le président des Etats-Unis Donald Trump a limogé mardi le patron du FBI James Comey, provoquant une onde de choc à Washington où des élus ont évoqué le spectre du Watergate.

Dans un courrier à James Comey publié par l'exécutif, Donald Trump lui signifie qu'il met fin à ses fonctions "avec effet immédiat".

"Si j'ai apprécié que vous m'ayez informé, en trois occasions distinctes, du fait que je ne faisais pas l'objet d'une enquête, je suis cependant d'accord avec l'analyse du ministère de la Justice selon laquelle vous n'êtes pas capable de diriger de manière efficace le Bureau", ajoute-t-il. AFP 10.05

1.2- Trump révèle qui pourrait être derrière les fuites des données secrètes dans les médias - sputniknews.com

Le Président américain est d'avis que Sally Yates, ancienne procureure générale des États-Unis, pourrait être liée aux fuites des informations confidentielles dans les médias.

Évoquant les fuites des données dans l'espace médiatique, un cas fréquent ces derniers temps, le Président américain Donald Trump a mentionné la personnalité de l'ex-procureure générale des États-Unis Sally Yates, estimant qu'elle pourrait être impliquée dans les fuites des données confidentielles.

« Demandez à Sally Yates sous serment si elle sait comment les informations classifiées ont pénétré dans les journaux peu après qu'elle les ait présentées devant le conseil de la Maison-Blanche », a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Le dirigeant américain a démis Mme Yates, désignée par l'administration de Barack Obama, de ses fonctions de procureure générale après son refus d'exécuter le décret sur l'immigration. Cette dernière était à la tête du département de la Justice des États-Unis après l'investiture de Donald Trump et était entre autres chargée du travail des services de renseignement. sputniknews.com 09.05

Corée du Sud

- Corée du Sud: le favori Moon remporte largement la présidentielle - AFP

Moon Jae-In, ancien avocat spécialisé dans la défense des droits de l'Homme, a confortablement remporté mardi l'élection présidentielle en Corée du Sud, selon un sondage sortie des urnes.

M. Moon, grand favori des sondages et candidat du Parti démocratique de centre-gauche, a recueilli 41,4 % des voix, selon ce sondage réalisé par trois chaînes de télévision. Le conservateur Hong Joon-Pyo était loin derrière avec 23,3 % du vote, suivi du centriste Ahn Cheol-Soo avec 21,8%. AFP 09.05

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mai 2017

CAUSERIE

Le portail ne sera pas actualisé les jours prochains, en principe, j'ajouterai quelques articles quand j'aurai le temps. Etant donné

la tournure des événements je pense que ce portail n'a plus aucune utilité. Je vais peut-être me reposer enfin ou profiter de ma retraite, après il sera trop tard ! J'aurais encore voulu servir notre cause, mais comme tous les partis s'acharnent à faire en sorte qu'elle soit perdue d'avance, je m'interroge, se sacrifier ne servirait à rien...

[Quand la liberté de bombardier un pays pour imposer un changement de régime, inspire forcément le respect !](#)

- (l'ex-secrétaire d'État US) Mme Rice a appelé à ne « jamais se mêler aux voix condescendantes qui prétendent que certaines personnes en Afrique ou au Proche-Orient ne sont tout simplement pas intéressées par la liberté, qu'elles ne sont tout simplement pas prêtes pour la liberté ou qu'elles ne sont pas prêtes pour les responsabilités de la liberté ». sputniknews.com 12.05

Quand la liberté de bombardier un pays pour imposer un changement de régime, inspire forcément le respect ! En réalité, il ne suffit pas d'être intéressé par la liberté, et il est faux de prétendre que les peuples y soient spontanément préparés, pour pouvoir réellement en profiter. Je caricature parce que je n'ai pas le temps de me livrer à une longue démonstration.

Prenez un arborigène illettré qui n'est jamais sorti de sa forêt et donnez-lui un réfrigérateur. Sa durée de vie n'exèdera pas quelques semaines dans le meilleur des cas, parce qu'il en aura fait un usage disons hors normes ou n'aura pas respecté certaines précautions, par exemple, fermer la porte, s'il ne s'est pas électrocuté avant !

La liberté, cela ne se vend pas, ne s'achète pas, ne descend pas du ciel ou ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, cela se conquiert pas à pas... Seuls des inconscients ou des manipulateurs peuvent prétendre le contraire pour en faire un usage exclusif ou abusif au détriment des peuples, tout en affichant une bonne conscience comparable à celle de Mme Rice.

De nos jours il est de bon ton de donner la liberté à n'importe qui sans se soucier du cadre dans lequel elle va s'exercer ni des conséquences qui peuvent en découler. Un gosse exige sa liberté, lui refuser et on va vous traiter de parent tyrannique, par exemple, alors que vous souhaitiez uniquement le protéger contre l'usage dangereux ou les abus qu'il aurait pu en faire...

On ne va épiloguer sur cette question, il me vient un truc à l'esprit que m'avait raconté un médecin indien qui ne voulait plus soigner certaines personnes parmi les plus misérables. Parce qu'au lieu de s'en tenir à ses prescriptions, elles avalaient des tubes entiers de comprimés, et se retrouvant à l'article de la mort elles avaient porté plainte à la police pour tentative d'empoisonnement. Les policiers leur donnèrent raison et notre médecin fut obligé de leur verser une forte somme d'argent pour ne pas se retrouver en prison, alors qu'il avait soigné ces gens gratuitement par pitié pour leur misérable condition. Le brave homme avait cru bien faire, mal lui en avait pris et il jura qu'on ne l'y prendrait plus.

Vous l'avez cru Condoleezza Rice ?

Condoleezza Rice nomme le véritable but poursuivi par les USA lors de l'invasion de l'Irak - sputniknews.com

En 2003, après la chute du régime de Saddam Hussein, Condoleezza Rice, l'ex-secrétaire d'État US, parlait d'«un Irak démocratique» et de «l'autonomie gouvernementale irakienne». En 2017, ses propos sont différents: «Les USA ont envahi l'Irak pour renverser Saddam Hussein, pas pour apporter la démocratie». Mais quel était le vrai but des USA?

Condoleezza Rice, la conseillère à la sécurité nationale des États-Unis sous la présidence de George W. Bush, a déclaré jeudi dans une interview lors d'une réunion au sein de la Brookings Institutions que le but poursuivi par les États-Unis lors de l'invasion de l'Irak en 2003 était le renversement du président Saddam Hussein et non l'établissement de la démocratie dans ce pays du Proche-Orient.

« Nous ne sommes pas allés en Irak afin d'apporter la démocratie, nous sommes allés en Irak pour renverser Saddam Hussein... C'était un problème de sécurité », a déclaré Mme Rice, qui a également occupé le poste de secrétaire d'État américain de 2005 à 2009.

Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale sous la présidence du Président George W. Bush à l'époque, a nié que les États-Unis aient été déterminés à utiliser leur force militaire afin d'imposer la démocratie en Irak en 2003 ou en Afghanistan lorsqu'ils occupaient ce pays en 2001.

« Je n'aurais jamais dit au président Bush d'utiliser la force militaire pour apporter la démocratie en Irak et en Afghanistan », a-t-elle déclaré. sputniknews.com 12.05

[La vraie nature du blog Les-crisés.fr ou pour qui roule-t-il ?](#)

- Le capitalisme n'est pas réformable – Entretien avec Alain Accardo 13.05.2017

Tous les commentaires qui figuraient à la suite de cet entretien étaient favorables au capitalisme, ce qui n'a rien d'étonnant.

A la suite d'un autre article publié par ce blog, j'ai relevé le commentaire suivant révélateur :

"Après, on peut voir des complots partout évidemment mais OB s'acharne à démontrer que c'est faux.", OB, c'est Ollivier Berruyer le propriétaire et animateur de ce blog.

Car voyez-vous les représentants de l'oligarchie ne comploteraient pas, pas davantage les institutions qu'elle contrôle, des médias au Pentagone ou la CIA en passant par l'OTAN ou la Commission européenne, non, car ces gens ne sont pas animés d'intentions inavouables ou criminelles envers les peuples, alors pourquoi devraient-ils leur cacher quoi que ce soit, franchement c'est ridicule. Vraiment ?

Réponses de quelques internautes à monsieur Berruyer, porte-parole de ces graves gens qui détiennent le pouvoir.

1- "La presse n'est qu'un des pions contrôlée par l'oligarchie qui concourent à soutenir un parti. En parallèle cette tentative de créer un parti hégémonique rassemblant toutes les sensibilités destiné à terme à devenir un parti unique est le signe des régimes autoritaires. Les citoyens sentant consciemment ou inconsciemment le piège sauront-ils résister ?

L'application strictes des règles émanant du siège de Bruxelles doit se doter d'un outil politique adapté, réduire, museler le plus possible le débat interne à chaque pays et particulièrement en France poids lourd de l'Union.

La presse se doit d'être un allié. Dans les pays dits démocratiques on ne supprime pas les partis brutalement, on construit pierre par pierre un parti unique en pratiquant l'imposture qui consiste à faire croire que ceci relève de la volonté des citoyens."

2- Qu'il n'y ait aucun complot dans la presque unanimité médiatique me semble vrai. Mais si le consensus éditorial par osmose est un fait, le pilonnage journalistique en faveur d'un candidat reflète plus que l'entre soi du recrutement des commentateurs, une uniformisation non de la pensée, mais de ce qui est convenable de dire, parce que moderne, d'avenir, de porteur, de désirable. La marche inexorable de l'Histoire ainsi appréciée doit d'être illustrée, expliquée, servie et toute alternative ne peut-être que rétrograde, ringarde, dangereuse, en un mot populiste.

La maîtrise des clichés, des images, des associations pour enjoliver ou démolir a pu atteindre dans cette campagne électorale une perfection consommée.

Le danger vient d'une convergence entre le monde du divertissement de masse célébrant le sourire même dans l'échec, le jeunisme, la beauté au détriment de l'intelligence, bref le voyeurisme des jeux du cirque et la politique qui engage un avenir, détermine une orientation et applique une volonté. L'amalgame entre ces deux mondes entraîne une confusion uniformisant leur approche, confondant le ludique et la réalité.

Combien de femmes ou d'hommes politiques en couple avec des journalistes ? De politiques redevables aux grands patrons ? D'éditorialistes refusant de recevoir à leur micro tel ou tel au prétexte que leur égo souffrirait, dans le ridicule de leur insignifiance et leur inutilité, de ne pas avoir l'impression de choisir leur invité ?

Si la manipulation est involontaire et consensuelle elle n'en demeure pas moins une manipulation.

3- "L'affaire Fillon est sortie pendant la campagne présidentielle...

Hamon c'est trouvé désigné à l'insu de son plein gré...

La loi électorale sur les temps d'antenne des candidats a été baffouée...

Citez moi une seule personnalité, autre qu'Emmanuel Macron, qui ait fait l'objet d'une campagne médiatique massive pendant près de deux ans sans avoir jamais été élu et sans avoir fait la moindre campagne politique personnelle ?

Tout ceci relève donc du hasard et de l'action de journalistes qui, à l'insu de leur plein gré, ne sont ni des marionnettes, ni des ...

Faudrait quand même pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages." 4- "cet article tente-il de disculper les journalistes de leur immense responsabilité dans l'effondrement de la démocratie ?

Il suffit de relire la Charte des journalistes pour mesurer à quel point cette profession trahit, non seulement cette charte mais aussi et surtout l'opinion

A partir du moment où l'information sur les FAITS n'est pas garantie

A partir du moment où tous les journalistes disent la même chose

A partir du moment où les journalistes ne respectent aucun principe de neutralité

A partir du moment où les journalistes ne s'imposent pas le principe démocratique du pluralisme

Il n'y a plus de démocratie !

Les médias avec leurs journalistes sont en mission pour un projet qui n'a jamais été soumis à l'approbation du peuple

Médias et journalistes ne sont plus que des agents de propagande"

En complément quelques commentaires d'internautes sur des sujets divers.

1- La puissance du capitalisme est résumé par cette phrase de Slavoj Žižek : "Aujourd'hui il est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme"

Telle une religion, c'est devenu un dogme.

2- ...loin d'être là "à la bonne place au bon moment" par un heureux hasard, le candidat Macron a été construit de manière volontaire et réfléchi. Et par conséquent que la liquidation de Valls et Fillon n'a pas été non plus un heureux hasard pour ce dernier, mais une étape nécessaire dans la poursuite de son accès à la présidence.

3- Il y a même une presse qui affirme que le PS est de gauche et que la CFDT défend les gens qui travaillent. Quand un membre du PS est qualifié de gauche radical, ça laisse songeur...

4- Au risque de donner l'impression de vouloir faire dans la surenchère : le PS (ou ses ancêtres) était-il de gauche sous Guy Mollet ? avec A. Millerand ? à l'époque du Cartel des Gauches ? les socialistes étaient-ils où que ce soit pendant la Résistance ou en Mai 68 ? étaient-ils de gauche au moment de voter les crédits de guerre en 1914, c'est-à-dire d'abandonner conjointement la défense de la classe ouvrière, le pacifisme, la grève révolutionnaire, l'internationalisme, l'antimilitarisme, au profit de la défense de la bourgeoisie, du bellicisme, de la guerre impérialiste, du nationalisme et du militarisme ?

Il me paraît plus juste historiquement de dire que le PS/SFIO a été de gauche jusqu'en 1914 de façon à peu près constante, et qu'il ne l'a plus été qu'épisodiquement ensuite (le Front Populaire ; 1981-1982) – en tout cas à titre de collectif et sans juger des individus.

5- Comme tout salarié qui se respecte, un journaliste ne va surtout pas aller froisser son employeur en sortant un "article" (je ne dis pas enquête, c'est trop fatigant) qui déplairait au Monarque et qui de toutes façons serait censuré.

De plus, le recrutement, comme partout, permet de s'attacher des "collaborateurs" bien "compréhensifs de l'intérêt de l'entreprise" et ils ne vont surtout pas embaucher un "fouteur de merde" même s'il est génial.

Comme dans toutes les entreprises on ne recrute plus des employés pour leurs qualités professionnelles, leur créativité ou leur sens du "travail bien fait" mais pour leur faculté à courber l'échine devant leurs supérieurs et les approuver béatement.

Et la presse ne fait surtout pas exception.

6- Les faits reprochés à Fillon (sans doute véridiques sur le fond) sont restés "au chaud" pendant plusieurs années et sortis au moment opportun (après les primaires bien sûr et dans la dernière ligne droite). Qui peut croire au concours de circonstance en effet. On finit par se poser des questions. La dénonciation de la corruption par certains médias ne serait elle qu'un leurre, une fausse vertu pour organiser "des coups". Les tiroirs sont pleins d'enveloppes, il suffit d'en sortir quelques unes en temps utile.

7- J'ai, modestement, le fort sentiment que nous sommes arrivés à un moment où ce ne sont pas seulement les partis qui ont volé en éclats mais simplement notre liberté.

8- "N'importe quoi. Les médias ne sont pas un contre pouvoir, ils sont le pouvoir n°1. Ce sont eux qui fabriquent les esprits, qui modèlent la population. L'objectif est de faire accepter à la population tout ce qui permettra d'asseoir encore plus leur pouvoir. Adam Weishaupt dans Considérations sur le gouvernement mondiale secret et l'avenir (1791) l'explique très bien : pour prendre le contrôle d'un pays il faut prendre le contrôle de l'esprit des gens et donc en priorité infiltrer les organismes qui forment l'esprit

des gens. A l'époque il recommande d'infiltrer les universités.

Aujourd'hui on peut parler de toute l'éducation et des médias. Internet est en train d'être envahi. Vous verrez, à l'avenir, les sites des journaux qui n'acceptent aucun commentaire sans être enregistré seront magiquement plus ouverts... car protégés par des armées de trolls payés à faire le sale boulot. C'est déjà le cas mais ça se développe doucement."

9- Mais surtout, Macron a bénéficié de réseaux très puissants. D'abord la French American Foundation dont il fut un Young Leader en 2012, en même temps que le Premier ministre pressenti Édouard Philippe.

<https://frenchamerican.org/youngleadersclasses>

Quant à Édouard Philippe, voilà aussi un type qui sait travailler son entregent

<http://www.bilderbergmeetings.org/participants.html>

Comme l'écrivait Baltasar Gracian dans "l'Homme de Cour", ce chef-d'oeuvre, "Le plus court chemin pour devenir grand personnage est de savoir choisir son monde".

10- À New York, lors d'un banquet, le 25 septembre 1880, le célèbre journaliste John Swinton se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse :

« Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurons à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent.

Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »

(Citée dans : Labor's Untold Story, de Richard O. Boyer and Herbert M. Morais, NY, 1955/1979.)

[A propos du produit Macron](#)

Résumons très simplement quelle fut leur stratégie pour la présidentielle 2017.

- Mettre en avant Macron en le magnifiant
- Axer les coups contre Fillon pour qu'il ne figure pas au second tour
- Considérer comme acquis le ticket de Le Pen pour le second tour en l'épargnant jusqu'au second tour, planifier une attaque armée spectaculaire à quelques jours du 1er tour qui lui profitera
- Faire bénéficier Mélenchon d'une généreuse couverture médiatique pour le faire monter face au PS, puis le diaboliser la dernière semaine pour l'empêcher de figurer au second tour
- Marginaliser Hamon et affaiblir, casser le PS, faire en sorte qu'il ne s'en remette pas au profit de En Marche !
- Accorder une large tribune aux candidats marginaux, histoire de limiter le nombre de voix se portant sur Fillon ou Mélenchon
- Orchestrer le duel Macron contre Le Pen sachant que Le Pen n'a aucune chance de l'emporter, mais en entretenant le doute pour que Macron enregistre le score le plus élevé au second tour et puisse ainsi revendiquer une légitimité incontestable pour appliquer au pas de charge son programme de démolition.
- L'opération a marché comme sur des roulettes, les uns et les autres ont parfaitement joué le jeu, hormis le fait que Macron n'a aucune légitimité !

L'omerta. Question taboue.

Question taboue : un élève de 15 ans a des rapports sexuels avec sa prof de 35 ans, les parents de cet élève l'apprennent et font un scandale, quelle sera la réaction du proviseur du lycée ? J'aurais pu prendre pour exemple votre fils et votre voisine ou une de vos connaissances qui avait à peu près le même âge que vous, sa mère. Comment, veuillez répéter j'ai mal entendu, vous porteriez plainte pour détournement de mineur ou abus sexuel sur un mineur, vous exigeriez que cette enseignante soit mutée et sanctionnée, c'est bien cela n'est-ce pas ?

Qu'un garçon de 15 ans ait des relations sexuelles avec une femme de l'âge de sa mère pourrait s'apparenter à une relation incestueuse. Sans porter de jugement sur ce genre de relation, il est étonnant que personne ne l'ait relevé concernant Macron

Sur quoi ils ont-ils bâti le vote Macron ?

Le HuffPost - Heureusement pour lui peut-être, un vote peut aussi se jouer au dernier moment. Vote utile en fonction des sondages, par conviction en fonction d'une situation particulière au moment du scrutin. Mais aussi les émotions ressenties, l'image donnée par un candidat, une phrase forte, sont autant de facteurs pouvant entraîner une adhésion de dernière minute à un candidat plutôt qu'à un autre. Le HuffPost.

Que risque-t-il ?

- "Les puissances d'argent ont réussi, via une intense propagande médiatique, à imposer leur candidat favori à la présidence de la République française. En donnant l'impression du neuf à de très vieux intérêts – les leurs –, elles ont accompli l'exploit de permettre la continuation de l'oeuvre d'un président à l'impopularité record. Le marketing et la « com' » fonctionnent, c'est indéniable, du moins dans une certaine mesure. Chapeau, bien joué.

Mais les dominants auraient tort de fanfaronner. Cette martingale n'est pas inépuisable. Et le peuple, particulièrement celui des classes populaires, ne souhaitait pas avoir un président au service des possédants, de l'oligarchie transnationale. Alors comment réagira-t-il à une politique farouchement pro-UE, pro-OTAN, pro-américaine et pro-mondialisation néolibérale ? Personne n'en sait rien pour l'instant mais gageons que les années à venir ne seront pas de tout repos pour le pouvoir." ruptures-presse.fr 05.05

Qui a dit ?

« J'ai fait beaucoup de couvertures parce que je fais vendre ! Comme une lessive, rien de plus, rien de moins. (...) Ma grande chance c'est que les gens ne lisent que très peu les medias. Il regardent les titres et les couvertures, les photos. »

Réponse : Macron. (Source : Envoyé Spécial "En marche vers l'Élysée".)

Au passage, il s'est comparé à une lessive qui à au moins le mérite d'être utile comparativement à lui qui est uniquement nuisible. Il avoue aussi qu'ils s'est joués des ignares qui ne lisent pas mais se contentent des titres, des photos, des apparences en somme.

Voilà grâce à quoi ce parvenu est devenu président, autant dire que ce sale type doit finalement porter un jugement plutôt médiocre sur sa personne ou sait à quoi s'en tenir.

[Le Pen et Macron, les deux faces d'une même médaille -](#)

(Source : networkpointzero.wordpress.com)

Il est temps de mettre les pendules à l'heure et de rappeler, aux uns et autres, certaines vérités pour que cesse dans ce pays une imposture qui entache gravement le jeu démocratique.

Aussi est-il important de se remémorer la façon dont a été promu le Front National et comment il a été nourri par les prédécesseurs, puis par les laudateurs de Macron. Nous analyserons la façon dont le jeu démocratique est faussé dans le but exclusif de servir les dessins des puissants et des importants, ceux des libéraux qui nous gouvernent depuis plus de 30 ans.

Le Front National, la créature de Mitterrand.

Il y a certains événements que les responsables politiques n'aiment pas se remettre en mémoire et pour cause.

C'est François Mitterrand, alors président de la République socialiste, qui va ancrer le Front National dans le paysage politique français. C'est un fait historique. Pour quelle raison ? Par pure tactique politique et peut être aussi par porosité idéologique (mais ça c'est une autre histoire). Ainsi, dans le but exclusif d'installer définitivement cette organisation d'extrême droite dans le jeu politique afin de diviser la droite républicaine, Mitterrand va s'attacher à promouvoir le FN et en faire un outil qui

servira aux socialistes pour se maintenir au pouvoir ou, à défaut, de s'assurer une alternance pour les décennies à venir. Nous en avons la preuve aujourd'hui.

Les faits.

Fondé en 1972, le Front national est pendant plus de dix ans quasi groupusculaire. Jean-Marie Le Pen obtient 0,75 % des voix aux élections présidentielles de 1974. Il ne parvient pas à recueillir 500 signatures pour se présenter en 1981, il obtiendra 0,2 % des voix aux élections législatives de juin de la même année et il ne fera pas mieux aux cantonales de mars 1982. Il n'a alors ni élus locaux, ni tribunes pour s'exprimer, ni relais d'opinion.

1981, Mitterrand vient d'être élu à la présidence de la République. Premier président socialiste de la Vème République, tacticien hors pair, manipulateur froid, cet homme s'est entouré de conseillers choisis et calibrés. Deux d'entre eux vont s'attacher à mettre en contact Jean-Marie Le Pen et Mitterrand : François de Groussouvre et Guy Penne.

Par l'intermédiaire d'un ami commun, François de Groussouvre demande à rencontrer Jean-Marie Le Pen. Il accepte. Cette rencontre ne doit rien au hasard et elle a été probablement commanditée par Mitterrand. Sans doute que ce dernier voulait en savoir un peu plus sur le personnage et son état d'esprit à l'égard de la droite républicaine. Bingo. Celui-ci déclare que son pire ennemi est Giscard d'Estaing (sous-entendu la droite républicaine). Mitterrand va s'en servir.

Mais c'est Guy Penne qui va l'inviter à l'Élysée. Ces deux-là se tutoient. Ils se sont connus quand ils étaient étudiants. Une lettre va mettre définitivement en selle Le Pen.

En 1982, Mitterrand fait un discours à Orléans dans lequel il rappelle notamment son attachement « au pluralisme politique, vecteur de rassemblement du peuple français ».

Saisissant l'occasion, (ou a-t-il été conseillé par Groussouvre ?) Le Pen décide d'écrire à Mitterrand pour se plaindre de la place que lui font les médias.

« Monsieur le président, écrit-il, notre mouvement vient de tenir à Paris son VI^e congrès. Si vous ne disposiez, comme moyen d'information, que de la télévision d'État, vous n'en auriez rien su. En effet, cette situation faite aux formations politiques non représentées à l'Assemblée nationale, déjà très injuste avant vous, s'est encore aggravée » ...

Le Pen apporte la lettre à Guy Penne dans les bureaux même de l'Élysée. Mitterrand lui répond en Juin 1982 :

« Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par la Radio-Télévision. [...] Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe [...]. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores et déjà, je demande à Monsieur le Ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés Radio-Télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi » .

Tout cela ne va pas sans heurts. Mais, comme d'habitude, les journalistes obéissent. S'en suit une série d'apparitions et notamment une interview au journal de 20h. Très bon tribun, Le Pen fait le spectacle et donc de l'audience. Il ne quittera plus les plateaux de télévision et de radio.

Le Front National est propulsé.

C'est Pierre Bérégovoy, Premier Ministre de Mitterrand qui « lâchera le morceau ». Écoutez bien : « On a tout intérêt, dit-il, à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes »

La proportionnelle aux législatives de 1986..

Mais cela ne suffit pas. Mitterrand enfonce le clou. Le tournant libéral prit par le gouvernement socialiste deux ans après son accession au pouvoir (la trahison de l'électorat est une seconde nature dans ce milieu) va, petit à petit, grignoter son électorat.

En avril 1985, à la suite d'élections cantonales perdues, François Mitterrand instaure une proportionnelle « intégrale » en vue du scrutin législatif de 1986. Les responsables socialistes prédisent alors une défaite et la victoire de la droite. La proportionnelle, accompagnée d'une hausse du nombre de députés de 491 à 577, permet à la gauche d'espérer atténuer cette défaite annoncée, quitte à laisser entrer le Front national dans l'hémicycle. Plusieurs mois plus tard, Jean-Marie Le Pen et 34 députés d'extrême droite ont ainsi été élus.

Le Front National s'inscrit alors durablement dans le paysage politique français.

« Est-ce que le Front national est dangereux? Non. Il ne peut pas prétendre à autre chose qu'à un bavardage politique », explique le socialiste Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères de Mitterrand. C'est aussi l'avis de ce dernier quand il dit « C'est une force comme les autres. Il ne faut pas en avoir peur »

Bien entendu et logiquement, dès son arrivée à Matignon, après les législatives de 1986, Jacques Chirac (RPR) supprime la proportionnelle. Il s'enlève une épine du pied.

Écoutons ce que disait Bastien Leccia, ami intime de Mitterrand : « Sans Le Pen, les socialistes ne seraient pas restés au pouvoir pendant dix ans. Mitterrand est un fin tacticien, c'est un champion. C'est une règle, vous savez, diviser l'adversaire. Si vous êtes socialistes, vous ne pouvez qu'être d'accord »

Depuis, en analysant attentivement les résultats électoraux, il est incontestable, même si d'autres paramètres sont en jeu, que le Front national a progressé dans les élections lorsque les socialistes étaient au pouvoir et qu'il a plafonné et même régressé lorsque la droite républicaine était majoritaire.

On confisque la démocratie !

Comme le disait très justement Albin Wagener, maître de conférences en sciences du langage, doyen de la faculté des Humanités (UCO) d'Angers, contrairement à ce qui a été agité dans les médias, en écho au tonitruant traumatisme du 21 avril 2002, les scores du Front National ne sont pas inquiétants en eux-mêmes : finalement, la place de ce parti reste celle que l'on connaît, et sa vague tant espérée par ses dirigeants ne parvient qu'à se fracasser sur les rochers du front républicain. Non, le FN n'est pas la menace principale qui obscurcit l'horizon de notre pays, bien que les idées défendues par ce parti témoignent d'un amateurisme politique et économique désarmant, tout en étant doublées d'une profonde erreur d'analyse des rapports humains, basée sur la méfiance et la détestation.

« Cessons donc de ne voir que le FN, dit-il, là où des éléments bien plus alarmants n'auraient pas ainsi dû échapper au traitement politique et médiatique de l'actualité. Ce qui est ici bien plus inquiétant, c'est la façon dont nos deux principaux partis LR et PS, ceux-là même qui façonnent et dévorent le jeu politique depuis au moins les débuts de la cinquième République, ont réussi à confisquer l'essence même de la démocratie, au nez et à la barbe de ceux qui s'en réclament. Pendant que les démocrates les plus virulents étaient occupés à se liguier contre le FN, symbole le plus saillant des risques liés aux dérives démocratiques, la droite républicaine et le PS s'alliaient pour étouffer littéralement tous les autres partis sous le poids de la responsabilité de la montée du FN ».

En gros : pour empêcher le FN de gagner, il suffisait de voter LR ou PS, donnant ainsi le baiser de la mort à tous les autres partis qui représentent une alternative sérieuse à la politique que la France expérimente depuis trente ans au moins. Ce faisant, en prétendant partir en croisade pour la démocratie et en agitant le chiffon rouge des dérives du FN, /Hollande, Fillon et Macron/ ont agi en anti-démocrates, non pas en se liguant contre le FN en tant que tel, mais en interdisant aux autres partis démocratiques d'exister dans le paysage politique.

Le soutien médiatique et politique indécent de Macron, le matraquage, parfois odieux, contre Jean Luc Mélenchon ou François Fillon et la quasi impunité du FN entretenu par les media durant la campagne du premier tour des présidentielles confortent cette analyse. Il fallait tout faire pour que Macron se retrouve au second tour face à Marine Le Pen. Ils ont réussi. Plus de 40% des électeurs de Macron ont voté, non par adhésion, mais pour faire barrage au FN. La peur a été bien entretenue.

Et maintenant, on en appelle au sursaut républicain.

Bien évidemment le Front National se sera servi du second tour pour asseoir son audience et cette audience servira à Macron pour les futures échéances électorales. Il suffira, pour lui, d'agiter à nouveau l'épouvantail Marine Le Pen et ainsi de suite. La mécanique est bien rodée et la politique libérale, européiste et atlantiste bien enclavée dans la politique française.

Macron et Le Pen sont bien les deux faces d'une même médaille.

Pour conclure...

Albin Wagener le souligne. « Nous nous retrouvons, nous citoyens, pris au piège d'un jeu de dupes. Dès que le Front National monte, alors même que l'on nous intime de défendre la démocratie, c'est la démocratie même qui en pâtit. Que le FN fasse un score élevé constitue peut-être une menace, mais la menace réelle est la façon dont la droite républicaine et le PS écrasent tous les autres partis pour conserver sans vergogne l'alpha et l'oméga du jeu politique ».

La France fait ainsi penser à un malade qui souffrirait d'un cancer du poumon, et qui se plaindrait de sa maladie tout en continuant de consommer deux paquets de cigarettes par jour.

Il faudra bien un jour y mettre un terme. Maintenant ? networkpointzero.wordpress.com

Réf. « la main droite de Dieu » Enquête sur François Mitterrand et l'Extrême Droite de 'Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez.

[Quelques infos politiques](#)

Le Parti socialiste menacé d'éclatement - Franceinfo

Du Parti socialiste émergent de nouveaux mouvements. - Franceinfo

Les maires socialistes de Paris et de Lille, Anne Hidalgo et Martine Aubry, l'ex-garde des Sceaux Christiane Taubira, des intellectuels et artistes, ont aussi lancé "Dès demain", un "mouvement d'innovation", tandis que Benoît Hamon veut fonder un mouvement de gauche transpartisan, mais sans quitter le PS et après les législatives

Le parti socialiste fait le ménage dans son programme, alors que les idées phares de Benoît Hamon, candidat PS lors de la présidentielle, sont passées à la trappe. Franceinfo 11.05

Les législatives continuent de secouer l'échiquier politique - AFP

Jean-Luc Mélenchon qui rompt avec les communistes et va se présenter à Marseille, En Marche! qui fait lanterner Manuel Valls, Marion Maréchal-Le Pen qui se retire "temporairement"... tout l'échiquier politique continuait d'être secoué mercredi pour les législatives des 11 et 18 juin.

Manuel Valls/Emmanuel Macron : "Ils se détestent cordialement" - Franceinfo

La candidature de Manuel Valls pour La République En Marche aux législatives a été refusée par l'équipe d'Emmanuel Macron.

Comme l'explique Jean-Paul Delevoye, président de la commission nationale d'investiture de "La République En marche" : "Les règles s'appliquent à tous, y compris à Manuel Valls (...). Et nous voyons bien aujourd'hui qu'il n'est pas forcément opportun pour le mouvement En Marche! d'intégrer cette candidature, quel que soit le passé. Et en même temps, il faut analyser la parole d'un premier ministre", a-t-il déclaré. Menace d'exclusion du Parti socialiste

L'aventure avec En Marche! semble donc mal embarquée, et cette tentative de ralliement pourrait lui coûter cher. Manuel Valls est ce mercredi 10 mai au soir menacé d'exclusion par le Parti socialiste. "Il y a une procédure en cours, il est déféré devant la commission des conflits", a déclaré Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste sur Beur FM. L'ancien Premier ministre pourrait donc se retrouver sans parti. Franceinfo

Cazeneuve: impossible de partir aux législatives en se disant "dans l'opposition" - AFP

Le maire de Melun démissionne de LR pour briguer une investiture En Marche! - AFP

Et le matraquage continue.

Législatives : 428 candidats investis par La République en marche - Franceinfo

C'est un premier couac pour Emmanuel Macron dans la course aux législatives : cette liste de "marcheurs" ne plaît pas à François Bayrou qui s'en agace. Franceinfo

L'Instant politique - La liste des candidats de La République en Marche investis aux législatives dévoilée - Franceinfo

École : ce qu'Emmanuel Macron veut changer - Franceinfo

Emmanuel Macron : l'homme qui voulait changer la politique - Franceinfo

Emmanuel Macron : vers une présidence inspirée de celle de Barack Obama ? - Franceinfo

Macron sur plage : Tout est à vendre !

La Baule : Veolia privatise la plage et provoque la colère des habitants - Franceinfo

Législatives : la stratégie d'Emmanuel Macron pour attirer la droite - Franceinfo

Emmanuel Macron espère toujours des ralliements du côté des Républicains. Pour le moment, c'est le statu quo. Franceinfo

"En Marche !" : première journée de deux nouveaux candidats - Franceinfo

La République en marche : quelle stratégie avant la passation de pouvoir ? - Franceinfo

Macron explique aux enfants ce que signifie l'étoile sur le maillot de l'OM - Le Huffington Post

Quelques réflexions politiques

J'ai rédigé ces différents passages au cours des derniers jours, c'est décousu ou il y a des répétitions, je m'en excuse, je n'ai ni le temps ni le courage de mettre tout cela en ordre, je suis épuisé et il fait plus de 40°C. Si les lecteurs sont honnêtes, ils reconnaîtront volontiers que l'analyse que je leur ai fournie depuis des années sur les rapports entre les classes a été confirmée par l'évolution ou l'orientation de la situation politique.

Ils ont entendu comme moi, même mieux que moi puisque je n'ai pas mis les pieds en France depuis 15 ans (mai 2002), que cela allait péter, que la situation était insupportable, patati patata, et puis finalement elle n'a fait qu'empirer sans que rien ne se produise, pas d'explosion sociale, pas de soulèvement révolutionnaire, même pas un début de recomposition du mouvement ouvrier, absolument rien, le désert ou le néant politique dans notre camp. On est bien d'accord n'est-ce pas ?

Les uns et les autres ont passé leur temps à se justifier ou à nous expliquer qu'ils avaient toujours raison et ils n'en démordront pas quoi qu'il arrive, autant dire qu'hormis ralentir la marche inexorable à la barbarie à laquelle nous semblons condamnés, nos dirigeants sont des incapables ou des imposteurs.

Les masses ne sont pas prêtes à se soulever, elles sont sans direction, elles sont embourgeoisées ou corrompus et le mouvement ouvrier également. Nous avons cru qu'en s'adressant au meilleur de chacun on parviendrait peut-être à susciter une réaction des lecteurs ou militants, en vain, autant dire que pisser dans un violon aurait eu le même résultat, ce qui est révélateur à plus d'un titre de l'état d'esprit ambiant qui n'augure rien de bon pour la suite, c'est un euphémisme.

Et vous n'êtes pas au bout de vos peines. A la place de Macron je supprimerais le 13e mois et la 5e semaine de congés payés, le smic et les 35 heures ou ce qu'il en reste, j'accélérais la privatisation de la Sécu, c'est très facile à réaliser en transférant tout sur les mutuelles ou les assurances, je modifierais la Constitution de manière à éliminer tous les partis politiques hormis le sien et LR, cela aussi c'est très facile à réaliser, il suffit d'institutionnaliser les primaires et de décréter que seuls les candidats qui en seraient issus pourraient concourir à l'élection présidentielle, quant aux candidats des autres partis, ils devraient réunir autant de voix que celui des primaires ayant été retenu et qui aurait obtenu le moins de voix, soit aux alentours de 4 ou 5 millions pour écarter la plupart des candidats hormis peut-être le FN et celui du mouvement de Mélenchon s'il existait encore, en cas de besoin ils pourraient placer la barre encore plus haute pour qu'il ne reste plus que celui du FN il ne leur resterait plus qu'à régler le cas de l'Assemblée nationale, rien de plus facile en réhaussant le pourcentage requis pour figurer au second tour, entre 15 et 20% au lieu de 12% aujourd'hui, et le tour serait joué made in USA, vous seriez ainsi spoliés de tous vos droits politiques.

J'y ai pensé et vous savez qu'ils osent tout, alors croyez-vous qu'ils n'auraient pas déjà échaffaudé ce genre de scénario ? C'est donc maintenant qu'il faut essayer de les stopper net, après il sera trop tard. Sinon pourquoi auraient-ils porté Macron à la présidence ? Terrible perspective, n'est-ce pas ? Vous n'y croyez pas, tant pis. Vos dirigeants ne sont que des bavards et pire encore qui ont toujours un train de retard, ils ne risquent pas de vous tenir ce discours, continuez de les écouter, mais ne dites pas après qu'on ne vous avait pas prévenu.

Premier passage.

Comment peut-on soutenir les candidats du mouvement de Mélenchon aux législatives sans cautionner son programme réformiste qui n'est qu'un couteau sans lame puisqu'il ne se destine pas à s'attaquer aux fondements du capitalisme ou de neutraliser l'oligarchie qui détient le pouvoir ?

Poser ainsi la question ne peut aboutir une fois de plus qu'à une polémique sans fin qui ne peut être que nuisible à notre cause. Chacun sait que les participants à ce mouvement ne partagent pas les mêmes positions, pour prendre un exemple très simple que tout le monde connaît, l'UE.

Il y en a qui souhaitent demeurer dans l'UE quoiqu'il arrive, d'autres à condition de renégocier les traités, et enfin il y en a

qui n'envisagent que la rupture avec l'UE. Si je ne dis pas de bêtise, la position officielle de LFI correspond au maintien dans l'UE en renégociant les traités. Ceux qui ne partagent cette option savent très bien que c'est la ligne officielle de la direction de LFI et qu'elle est majoritaire, ils n'en font donc pas un préalable à leur appartenance ou à leur soutien à ce mouvement, sans doute parce qu'ils estiment que globalement son programme est orienté dans la bonne direction ou comporte suffisamment d'aspects positifs et qu'il pourra évoluer dans une direction conforme à leur position une fois confronté à la réalité, hypothèse peu probable pour ne pas dire invraisemblable puisque Mélenchon n'entend pas aller à l'affrontement avec le régime ou avec l'UE.

On n'est donc pas en présence d'un processus idéologique figé tel que se le représente les adhérents ou les partisans de LFI et non sa direction qui a une position arrêtée et quasi définitive, c'est ce que nous retiendrons tout en maintenant nos désaccords sur la question de l'UE de la même manière que peuvent les exprimer les membres de LFI, ce qui est valable pour un grand nombre de sujets.

Jusqu'à un certain point on peut qualifier de démocratique le fonctionnement de ce mouvement, pas au-delà, car on sait pertinemment qu'il serait remis en cause si la majorité venait à adopter des positions en contradiction avec celles de sa direction qui refuserait de s'y plier.

Depuis le début on explique que ce mouvement a un rôle limité à jouer et qu'il n'est destiné qu'à accomplir certaines tâches, aussi serions-nous mal venus soudainement de ne plus en tenir compte sous je ne sais quel prétexte qu'un esprit malintentionné n'aurait aucun mal à trouver tant nos désaccords avec Mélenchon sont profonds, irréconciliables, sinon nous n'avancerions pas la nécessité de construire le parti parallèlement, cela n'aurait aucun sens, aussi notre démarche est parfaitement cohérente et sérieuse, et on peut l'exposer aux militants et aux travailleurs sans passer pour des opportunistes ou des gens qui tiendraient un double langage, ce qui n'a jamais été notre cas.

Maintenant on ne pourra pas empêcher les critiques véneuses de ceux qui se prennent pour de grands révolutionnaires, et qui coupés des masses passent leur temps à refaire le monde dans leurs minuscules formations politiques, où ils ressassent entre eux des vérités qui jusque là n'ont jamais servi notre cause. Nous les partageons, mais ce qui nous distingue de ces gauchistes ou de ces socialistes fossilisés, c'est que nous essayons de saisir l'occasion qui se présente à nous pour rendre dans l'avenir ces vérités accessibles au plus grand nombre, sachant que cela ne peut pas se réaliser d'un coup ou du jour au lendemain et qu'il faut en passer par un lent et long processus de maturation politique dont le rythme ou les délais, les étapes, nous sont imposés, et qu'il faut faire avec et l'accompagner au lieu de lui tourner le dos avec l'arrogance habituel du militant détenant la vérité révélée que personne d'emblée n'est prêt à partager, donc qui sert strictement à rien, en tout cas ni à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, ni à favoriser leur organisation.

Si tous les travailleurs pourraient adhérer au programme de la révolution socialiste, force est de constater que seulement une infime minorité y est préparée ou serait en mesure de l'adopter... (Malheureusement j'ai perdu la suite que je n'avais pas sauvegardée et qui a été effacée lors d'une micro coupure ! Je crois que je l'ai traité dans un autre passage.)

Deuxième passage.

Ce que j'ai voulu dire dans mes deux précédentes causeries, c'est que quelques soient les calculs auxquels on se livre, ils sont parvenus à faire élire un parvenu sans expérience politique, jamais élu, sans parti, inconnu deux ans auparavant, qu'ils ont entièrement fabriqué pour la circonstance. Ils sont parvenus à leur fin. Est-ce que quelqu'un l'aurait déjà oublié ? Jamais !

Et alors ? Comment cela et alors, vous ne voyez pas que la situation est beaucoup plus préoccupante ou grave que l'élection de ce pantin, parce que les conditions qui ont permis son élection n'ont pas disparu le 7 mai, elles existent toujours et elles vont faire des ravages dans les années à venir s'il demeure au pouvoir.

Et alors ? Comment cela et alors, vous ne comprenez pas que s'ils sont parvenus à conditionner le peuple pour le faire élire, ils vont se servir des mêmes méthodes et instruments pour faire passer sa politique, et qu'il est donc impératif non seulement de combattre sa politique, mais aussi de s'attaquer aux moyens qu'ils emploient pour conditionner les masses.

De quelle faiblesse, de quelle inconscience a-t-il fallu faire preuve pour en arriver à se faire manipuler de cette manière là, la crainte de l'affrontement (de la violence) avec le régime, inconsciemment la plupart du temps, que l'on peut instrumentaliser facilement à l'aide de vieux fantasmes du passé ou enfouis dans le subconscient de la population de sorte qu'on peut l'orienter à sa guise dans une direction en vue d'aboutir à un effet ou un objectif à son insu, mieux, dont elle sera la principale victime.

Pourquoi s'emploient-ils à montrer sans cesse des scènes de violence à la population, pour la terroriser, lui inspirer la terreur, plus basiquement la peur, autour de laquelle viendra se greffer tout un comportement qui une fois banalisé servira à la justifier. On craint les Russes parce qu'on est parvenu à se convaincre qu'ils constituaient une menace pour la paix, la peur qu'ils vous inspirent a été mise en scène, théâtralisée, mise en image, décrite si bien qu'elle vous semble une réaction normale, alors qu'en réalité elle a été entièrement fabriquée, comme Macron et le duel avec Le Pen.

On dit que la haine serait mauvaise conseillère, tout dépend dans quelle direction on l'oriente. Et la peur peut vous sauver, comme

elle peut vous perdre. plus sûrement quand elle est le produit d'une machination. Cette machination comporte une faiblesse qu'il faut exploiter. C'est une construction, et comme toute construction elle peut être démontée pièce par pièce jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien ou plus deux pièces ne tiennent debout. C'est ce que certains ont commencé à faire et il faut continuer, car elle va continuer à produire ses effets nuisibles sur l'ensemble de la société.

Il faut donc sans cesse avoir à l'esprit de quoi Macron est le produit, pour que lorsqu'il avancera sa politique, immédiatement son origine saute aux yeux des gens, ainsi spontanément ensuite ses intentions invouables leur paraîtront plausibles, évidentes et leur inspireront un profond rejet, dégoût, de la haine, car là ils comprendront comment il les a bernés ou il a tenté de les bernier pour lui retirer toute confiance, tout soutien.

Si Macron a été désigné le candidat et le président des oligarques, des banquiers, des médias, des plus fortunés, des rentiers, des aristocrates, etc. c'est pour appliquer un programme conforme à leurs besoins et non à ceux du peuple travailleur que tous méprisent, haïssent, au point que Macron n'a pas pu se contenir et l'a manifesté à plusieurs reprises, car pour eux c'est naturel de traiter ainsi leur ennemi.

Aussi le peuple doit le savoir, se le graver profondément dans le cerveau, ne l'oublie jamais, sinon il est foutu. Ensuite, il doit appliquer la réciprocité, les haïr sans en rougir ; face à un char qui fonce sur vous pour vous réduire en chair à pâté, vous ne sortez pas votre stylo ou votre fusil, vous tirez un missile et vous le stopper net.

Entre vivre à genoux ou devenir un être servile, et vivre debout ou demeurer digne, il faut choisir.

Troisième passage.

Désormais chacun peut également comprendre pourquoi Hollande et le PS ont instrumentalisé tous les thèmes de société qui pouvaient diviser toutes les classes, donc tous les partis qui les représentaient ou étaient censés les représenter, et pourquoi nous avons refusé de marcher dans cette combine pourrie, qui finalement est parvenue à broyer tous les partis, même les plus petits, on pourrait dire les désintégrer puisqu'ils sont parvenus à atteindre tous les courants livrés à des tensions extrêmes, pas seulement entre eux, mais à l'intérieur de chaque courant, n'épargnant personne, allant même jusqu'à créer des conflits dans les familles ou les couples qui ont pu se déchirer à cette occasion. Il s'agissait donc bien d'une entreprise de destruction systématique, de démolition programmée et non pas pour oeuvrer à des buts progressistes ou humanistes comme ils se sont efforcés de le faire croire aux naïfs, qui justement n'avaient pas à l'esprit qui ils étaient vraiment et de quoi ils étaient capables pour parvenir à leurs fins. Sinon pourquoi aurions-nous insisté aussi lourdement sur la nature réactionnaire du PS ?

Si dans tout il faut peser le pour et le contre, surtout il ne faut pas oublier de penser dans quelle perspective, pour servir quelle cause, ce qui vaut aussi bien pour le futur que pour le passé, qui, si on l'ignore ou on décide de faire l'impasse dessus se traduira par bien des mésaventures ou des désillusions, qui pourront parfois avoir des conséquences d'une gravité exceptionnelle qui pourront affecter durablement notre mode de vie, donc cela vaut le coup d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une telle aventure quand on ne sait pas trop bien de quoi il retourne vraiment. Apprenons à faire preuve de davantage de discernement pour apprendre à nous orienter dans la direction conforme à nos besoins. C'est ni plus ni moins ce que font nos ennemis.

Les sophistes et les démagogues vous diront également qu'il y a du bon et du mauvais en toute chose, certes, admettons-le ici, maintenant tout dépend de ce qu'on appelle par bon ou mauvais et pour qui. Quand quelqu'un aborde n'importe quel sujet sous cet angle, il suffit de se poser ces questions pour comprendre les intentions de celui qui le traite ainsi, autrement dit où il veut en venir, et même si ce n'est pas dit explicitement, on sait qu'il y viendra tôt ou tard, on y est préparé, on sait qu'il veut nous entraîner dans une direction précie et on ne se laissera pas prendre au dépourvu, on ne se laissera pas impressionné ou manipulé, on saura quoi en penser, du coup l'opération foirera lamentablement. Soyons vigilant, ne nous laissons pas endormir ou enfumer par tous ces bimenteurs.

Macron est un homme lige soumis à ses suzerains de la finance, il ne détient absolument aucun pouvoir, c'est un parvenu sans principe et sans morale, hormis ceux que lui ont transmis ses maîtres ou qu'il partage avec eux pour tenir son rôle ou son rang. C'est un figurant formaté pour jouer un acte unique et voué à la déchetterie du régime, comme Sarkozy et Hollande. C'est un produit hautement toxique, alors gare à ceux qui seraient tentés de l'approcher.

Plus tôt nous nous en débarrasserons mieux cela vaudra, sans pour autant se focaliser sur ce personnage insignifiant car on s'y userait en pure perte. C'est plutôt à l'oligarchie, le sommet du capitalisme qu'il faut réserver nos coups, contre les institutions qu'il faut concentrer nos attaques, ne rien leur passer, n'admettre aucun compris d'aucune sorte, demeurer d'une intransigeance absolue à leur égard et s'en tenir à ce principe, notre indépendance de classe n'est pas négociable, aucun de nos droits ne doit être bradé sous peine d'y perdre notre âme pour parodier Marx.

Osera-t-on nous faire un procès en sorcellerie pour oser faire preuve d'une telle intolérance tout à fait a propos ou légitime selon nous ? Vous savez à l'avance quelle en serait la signification politique.

La force de notre ennemi, c'est qu'il ose tout, tandis que ses opposants tergiversent ou se perdent en conjectures inutiles et en polémiques à l'infini, ce qui est le signe de leur faiblesse. Alors relevons ce défi, soyons forts, faisons preuve d'audace, cessons d'avoir peur, dressons-nous, soulevons-nous et on ne donnera pas cher du régime.

Quatrième passage.

Mémoire sélective qui en arrange plus d'un et fait des ravages.

Selon Lénine et Trotsky, la SFIO (PS) et le PCF n'ont jamais été socialiste ou communiste. Tout le monde ou presque l'ignore ou l'a oublié, personne n'en a donc tenu compte, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs.

Mélenchon a dit avant-hier en parlant des dirigeants du PS que c'était "des gens qui nous ont trahi pendant cinq ans", en réalité si on s'en tenait strictement à sa véritable nature de parti bourgeois, capitaliste ou de droite, le PS est resté fidèle à lui-même depuis plus d'un siècle. Mélenchon également, ce qui ne devrait être une surprise pour personne, hormis les éternels manipulateurs qui se cachent derrière une étiquette trotskyste.

Mélenchon l'a confirmé à sa manière en affirmant qu'il pourrait envisager "une cohabitation" avec Macron qui comme chacun sait n'est que le clone ou l'héritier de Hollande, dirigeant du PS. Quoi de plus naturel en somme en famille ! Comme quoi il y a quelques jours j'ai eu raison de caractériser le parti de Mélenchon (Parti de gauche) de droite, humaniste ou progressiste avais-je précisé, un clin d'oeil à son programme de 2012 qu'il a repris en 2017 L'humain d'abord et aux quelques réformes sociales qu'il contenait.

Donc tout est dans l'ordre des choses.

Autrefois par commodité ou convention la SFIO et le PCF, par économie de langage pour ne pas sans cesse avoir besoin d'employer des périphrases ils ont été étiquetés à gauche. D'autres explications existent basées sur d'autres éléments sans que pour autant ou sur le fond leur nature n'en soit modifiée.

Or, et c'est là la gravissime erreur que nous avons commise, déjà emporté par le besoin d'obtenir des résultats immédiats ou privilégiant le mouvement spontané des masses, soumis à la pression du moment, nous l'avons tout simplement oublié, pour finalement considérer comme acquis qu'ils étaient de gauche, alors que rien de nouveau ne s'était produit et permettait de l'affirmer. Et c'est ainsi que cette vue de l'esprit vint se substituer à la réalité des rapports qui étaient établis entre ces partis et l'Etat, les institutions représentant la classe des capitalistes, le régime, rapports que l'on peut observer quotidiennement sous nos yeux.

Tous en eurent conscience, tous s'en accommodèrent, tous se turent, les uns parce qu'ils savaient qu'ils faisaient partie des piliers du régime, les autres parce qu'ils s'étaient gravement compromis avec eux et ne pouvaient pas l'assumer.

Voyez comment réagissent ces veuves effarouchées qui se disent choquées par le discours de Mélenchon ou le tournent en dérision, alors qu'ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir. C'est leur manière de faire durer l'imposture à laquelle ils ont participé, ils n'ont pas le choix, sauf à se démasquer eux-mêmes ou admettre s'être fourvoyés pendant plus d'un demi-siècle, impensable, ils ne s'en remettraient pas, peu importe parce qu'elle finira par les broyer de la même manière qu'elle a eu raison du PS et du PCF.

En tant que parti bourgeois, le PS fut amené logiquement à prendre de plus en plus en charge la crise du capitalisme et à en reporter exclusivement les conséquences sur les travailleurs qui ont fini par rompre avec ce parti, sans qu'aucun courant du mouvement ouvrier ne le caractérise de droite ou ne leur explique ce qui s'était réellement passé, parce qu'ils n'y tiennent pas, on ne sait jamais des fois qu'il pourrait renaître de ses cendres ou pourrait continuer de servir le régime sous un autre masque, ce qu'il s'apprête à faire d'ailleurs, de sorte que délibérément aussi ténue soit-elle l'illusion qu'il serait un parti de gauche doit être entretenue, confirmant la nature contre-révolutionnaire de ces courants du mouvement ouvrier.

En attendant, c'est Mélenchon qui assume l'intérim de la fonction que le PS ne peut plus remplir auprès des masses laborieuses pour le compte du régime, quand il déclare Hier à Marseille) "je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer", autant dire que son mouvement connaîtra le même sort, mais beaucoup plus rapidement, la désillusion de ceux qui y avaient cru sera beaucoup plus cruelle et violente. Et dans l'état actuel des choses, cela pourrait prendre la même tournure qu'aux Etats-Unis il y a déjà fort longtemps ou plus près de nous en Grèce, où la soit-disant trahison de Tsipras n'a pas débouché sur une recomposition du mouvement ouvrier, mais s'est plutôt soldée par une profonde démoralisation des travailleurs désormais livrés à eux-mêmes, donc impuissant à s'opposer aux mesures réactionnaires du gouvernement.

Le PS avait pour tâche de contenir la classe ouvrière, de la détourner du socialisme, Mélenchon s'apprête à le remplacer pour accomplir la même sale besogne, tout cela nous le savons.

Si Mélenchon était socialiste ou révolutionnaire, il tiendrait à peu près ce langage sur l'UE par exemple : Moi je suis favorable à

la rupture avec l'UE, mais je sais que la majorité y est opposée ou n'est pas prête à franchir ce pas, aussi je lui propose ceci, on élabore un certain nombre de propositions conformes aux besoins des travailleurs, ensuite on les soumet à la Commission européenne, et en fonction de sa réponse, soit elle est positive et nous restons dans l'UE, soit elle est négative et nous rompons immédiatement avec l'UE de manière à pouvoir mettre en applications les mesures sociales contenues dans ces propositions. Voilà ma démarche à laquelle je vous demande d'adhérer en toute connaissance de cause.

S'agissant de la rupture avec l'UE l'argumentaire est simple et à la portée de tous : Citez-nous une réforme sociale que l'UE aurait adoptée depuis le Traité de Rome ? Il y en a absolument aucune. L'UE a-t-elle défendu la Sécurité sociale ? Non, elle n'a cessé de s'y attaquer. L'UE a-t-elle défendu le droit à la retraite dès 55 ou 60 ans ? Non, elle n'a cessé de s'y opposer. L'UE a-t-elle privilégié la hausse des salaires ? Non, au contraire elle s'y est toujours opposée. L'UE a-t-elle protégé les services publics ? Non, au contraire elle s'est employée à les démenteler, à les privatiser. L'UE s'est-elle attaquée au pouvoir des banques et des multinationales ? Non, jamais, au contraire elle a contribué à renforcer leur pouvoir. L'UE a-t-elle favorisé une couche de travailleurs, certains corps de métier ? Non, au contraire, elle s'est attaquée aux agriculteurs, aux éleveurs, aux viticulteurs, aux pêcheurs, bref à toutes les professions, sauf une, l'armée. L'UE a-t-elle été un facteur de paix en Europe ou dans le monde ? Non, elle a soutenu toutes les guerres fomentées par l'impérialisme américain jusqu'au cœur de l'Europe. L'UE a-t-elle soutenu les gouvernements progressistes dans le monde ? Non, elle s'est alignée sur les Etats-Unis qui y ont fomenté des coups d'Etat pour les faire tomber. L'UE a-t-elle dénoncé le coup d'Etat néonazi qui a eu lieu en Ukraine ? Non, elle l'a soutenu, elle y a participé. Etc. Etc. Etc.

Ainsi, sur toutes les questions fondamentales qui concernent l'ensemble des travailleurs des différentes classes, l'UE a joué un rôle essentiellement destructeur, déstabilisateur, antisocial, réactionnaire. Voilà des faits et des arguments qui justifient amplement la nécessité de rompre avec cette institution supranationale

Mélenchon y est opposé et on n'en attendait pas davantage de sa part.

Mais alors, il y a une chose que nous ne comprenons pas, pour le soutenir ou lui réserver un autre traitement que pour le PS ou le PCF ?

Tout d'abord parce que La France insoumise est un mouvement et non un parti, c'est-à-dire qu'il peut être dissout du jour au lendemain, il peut durer des années ou être éphémère. Et qu'est-ce que cela change par rapport à un parti ? Pour répondre à cette question il faut revenir à la fondation des partis.

Les partis traditionnels du mouvement ouvrier furent le produit d'une âpre lutte de classes et leurs fondateurs ou leurs dirigeants étaient étrangers à la classe ouvrière. Ils virent le jour au bout d'un long processus ou suite à un événement marquant de la lutte des classes, une guerre par exemple. Y furent associés immédiatement des pans entiers de la classe ouvrière, d'où émergèrent des dirigeants qui revendiquèrent la direction de ces partis ou voulurent peser sur leur orientation. Très vite ils entrèrent en conflit avec leurs dirigeants fondateurs, les uns étant en contact quotidiennement avec les masses ouvrières, les autres demeurant confinés dans leurs bureaux ou arpentant les allées du pouvoir. Autrement dit, pour les uns la lutte de classe correspondait à un besoin vital, matériel et moral, pour les autres davantage à un concept.

Dès lors, dans la tête de ses dirigeants, le parti coïncidait avec la conception ou l'interprétation du monde à laquelle ils étaient parvenus, qui correspondait à un certain type de rapports entre les classes et qui par la suite ne connaîtrait aucune évolution, elle était comme gravée dans le marbre pour l'éternité ou jusqu'à la disparition de leur parti. Ce qui explique pourquoi les dirigeants de la SFIO ne sont jamais devenus socialistes, et pourquoi les dirigeants du PC ne sont jamais devenus communistes, ou alors il leur aurait fallu construire un autre parti ou qu'ils rejoignent un autre parti. Ceci explique aussi pourquoi le stalinisme n'est pas le produit du communisme, parce que le parti bolchevik ou communiste russe ne pouvait pas se transformer en parti stalinien, il fallait liquider physiquement ses dirigeants, le détruire de fond en comble de manière à construire un autre parti sur ses cendres.

Le mouvement politique de Mélenchon s'inscrit avant tout dans un cadre institutionnel et électoral sur la base d'un programme qui ne se destine pas à terme à modifier ou à inverser les rapports existant entre les classes, il est donc ni anticapitaliste, ni révolutionnaire et ni socialiste.

Il émerge dans une période où les masses rejettent le PS et ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, de sorte qu'elles se retrouvent sans direction pour mener leur combat politique ou tout simplement exprimer leur rejet de la politique du gouvernement.

Ce ne sont pas les couches les plus défavorisées qui participent à ce mouvement, mais les couches intermédiaires ou supérieures du prolétariat ainsi qu'une minorité des couches inférieures des classes moyennes, ce ne sont donc pas les couches qui n'ont plus rien à perdre, mais celles qui sont davantage subordonnées au régime, qui par conséquent n'ont nullement l'intention de rompre avec lui à ce stade, donc qui sont réfractaires à un discours radical prônant sa liquidation, c'est ainsi que le discours et le programme de Mélenchon et son mouvement LFI correspondent aux attentes de ces couches d'exploités.

LFI assume le rôle que le PS n'est plus en mesure de jouer en ayant uniquement l'avantage de la nouveauté par rapport au PS tout

en ayant revêti son masque d'autrefois. En quelque sorte à des périodes différentes les discours sont les mêmes, il n'y a que les dirigeants et les formations politiques qui ont changé, ce qui suffit néanmoins à ces couches pour se leurrer elles-mêmes, parce qu'elles ne sont pas prêtes pour devenir révolutionnaires pour avoir été corrompues par le régime et le demeurées, puisqu'elles en tirent encore certains avantages ou satisfactions de leurs statuts qui influencent leur interprétation de la situation politique et la manière dont elles comptent y intervenir, qui en gros ne dépasse pas le cadre électoral ou le fonctionnement des institutions.

Au lieu de les brocarder ou de les traiter de petits bourgeois, nous estimons qu'il est préférable qu'elles fassent cette expérience et que cette expérience aille à son terme, car elle va se traduire infailliblement par une violente désillusion et démoralisation chez tous ceux qui se seront investis dans ce mouvement ou auront placé leurs espoirs en lui.

L'avantage ou plutôt le vice de ce nouveau mouvement, c'est qu'il n'a jamais fait ses preuves, ses dirigeants peuvent donc tenir un discours en apparence radical, tandis que leurs véritables intentions ne seront pas mises à l'épreuve, ce qui autorise bien des illusions à leur sujet dont ils useront et abuseront à volonté, et c'est uniquement grâce à ce subterfuge, dont ils ne sont pas à l'origine mais qui fait leur affaire, que ce mouvement ou que ses dirigeants pourront continuer éventuellement d'exister, dans ces conditions sans notre soutien. Pourquoi ? Parce qu'ils en seront réduits à jouer le même rôle que le PS autrefois, ce mouvement aura épuisé sa raison d'être ou la limite de ce qu'on pouvait en tirer une fois la page électorale tournée aura été atteinte.

Le PS et le PCF avaient été portés au pouvoir en 1936, ils ont eu à cette occasion les moyens de démontrer de quoi ils étaient capables ou quelle était leur véritable nature pour les caractériser politiquement de manière définitive. Par la suite, fort de cette expérience, les enseignements politiques qu'il était possible d'en tirer auraient dû suffire pour justifier notre refus de soutenir ces partis liés au capitalisme ou ennemis du socialisme. On n'en fit rien, le justifiant en expliquant que des travailleurs demeureraient attachés à ces partis et qu'au cours de la lutte de classe les travailleurs se dirigeaient spontanément vers ses partis, il ne fallait pas se couper des masses, etc. ces partis développèrent rigoureusement la même politique puisqu'ils ne pouvaient pas en adopter une autre, de sorte que le résultat sera chaque fois strictement identique à celui qui avait conclu les expériences précédentes et ainsi de suite jusqu'à nos jours pratiquement, ce qui signifie que seuls ces partis tirèrent profit de cette argumentation, et qu'on n'a jamais rien appris des expériences passées et de nos propres erreurs qu'on n'a finalement jamais cessé de reproduire.

Et si cette argumentation a été plus ou moins abandonnée récemment à contrecœur, c'est uniquement parce qu'elle ne servait plus à rien une fois les masses s'étant totalement détournées de ces partis, elle était si décalée par rapport à l'état d'esprit des masses qui rejettent catégoriquement le PS qu'elle serait apparue comme un soutien flagrant ou un peu trop évident à ce parti, ce qui n'empêcha pas les plus farouches opportunistes de prendre partie pour une candidature Hamon soutenu par Mélenchon, autrement dit une ultime tentative de remettre en selle le PS par un moyen déguisé ou détourné, bref une nouvelle escroquerie politique, en vain, le sort du PS ayant été scellé par sa direction.

Cinquième passage.

Soutenir la candidature de Mitterrand en 1981 ou soutenir le mouvement de Mélenchon lors des législatives de 2017 serait-il la même chose ?

Jospin trotskiste : Lambert parle - lexpress.fr 04/10/2001

L'Express - Qu'en est-il de votre stratégie d'entrisme, c'est-à-dire le fait d'avoir envoyé des militants trotskistes au sein du Parti socialiste fondé à Epinay, à partir de 1971 (3)?

Lambert - Nous ne faisons pas de la politique politicienne. Quels que soient les «chefs» qui montent sur les épaules des travailleurs pour parler en leur nom, s'ils se disent «pour la rupture avec le capitalisme», c'est positif. Dès lors, je suis prêt à les appuyer, indépendamment des désaccords que j'ai par ailleurs avec eux. C'est ce qui a guidé notre attitude à l'égard du PS dans les années 70, jusqu'à l'appel à voter François Mitterrand dès le premier tour en 1981. Mais, en 1982, quand le PS fait le tournant de la rigueur, je le condamne. Dans les années 70, la démarche de Lionel Jospin s'inscrit dans ce que je viens de vous expliquer. lexpress.fr 04/10/2001

Il faut que les jeunes le sachent et que les plus vieux qui l'auraient oublié s'en souviennent, la candidature de Mitterrand en 1981 n'avait pas soulevé un enthousiasme et encore moins un engagement militant comme celui auquel nous avons assisté envers Mélenchon, elle avait suscité l'espoir sans plus, sans illusion. A l'époque, les dimanches matins lors des diffusions sur le marché de Clichy, je vendais littéralement du Mitterrand à des travailleurs plutôt désabusés ou perplexes qui m'écoutaient par politesse, en souriant, s'ils voteraient Mitterrand ce serait surtout par dépit et ils avaient raison.

Mélenchon ne s'est pas déclaré en faveur de la rupture avec le capitalisme, on ne l'appuie pas, on soutient la dynamique qui s'est développée à partir de son intervention politique, ce n'est pas du tout la même chose.

A aucun moment on ne laisse place à la moindre illusion sur ses véritables intentions, demain il pourrait se déclarer favorable à

la rupture avec le capitalisme qu'on ne changerait pas d'attitude à son égard, car on sait d'avance qu'il n'en ferait rien.

Notre démarche s'inscrit dans le cadre des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui ont participé au mouvement de Mélenchon et les 7 millions qui ont voté pour sa candidature au premier tour de la présidentielle, elle a donc pour origine les masses et leur mobilisation, elle n'a donc rien à voir avec une vulgaire manoeuvre d'appareil reposant sur une déclaration ou une intention manifestée par un de ses dirigeants.

On soutient le mouvement de Mélenchon lors des législatives de juin 2017, mais en aucun cas on ne soutient Mélenchon ou son programme. Si demain il changeait de discours ou de position, nous n'aurions pas besoin de le condamner ou de déclarer qu'il aurait trahi quoi que ce soit, puisque nous ne lui avons jamais accordé la moindre confiance, vous saisissez la nuance avec le soutien accordé à une candidature (Mitterrand) propulsée par l'appareil du PS.

Sixième passage que j'avais enregistré sur mon portable.

En admettant que Mélenchon pourrait être nommé Premier ministre de Macron, comment peut-on imaginer un instant Macron laissant son Premier ministre organiser des élections à une Assemblée constituante qui aurait pour tâche d'adopter une nouvelle Constitution et de liquider la Ve République ? C'est grotesque au possible, chacun en conviendra, qui peut croire un truc pareil, absolument personne en France ni même dans le monde ou alors il faut être complètement cinglé.

Vous imaginez le Premier ministre proposé à Macron l'abolition des lois Macron et El Khomri ? Je crois qu'on est tombé là sur la tête, quelle connerie !

C'est pourtant l'argument que le POID (notamment) a osé se servir contre Mélenchon ! Si le POID voulait se ridiculiser, il a gagné. C'est du dénigrement mais ce n'est pas gratuit. Question : Pourquoi tiennent-ils donc à descendre le mouvement de Mélenchon, à qui cela profiterait-il ? Réponse : Ils ne peuvent pas invoquer le combat contre des illusions puisqu'on vient de voir que cette hypothèse était complètement infondée, ridicule, alors qui hormis Macron et le PS, histoire de faire perdre des voix aux candidats de LFI au profit de ceux du PS, parce qu'ils estiment qu'il aurait encore un rôle à jouer au côté des travailleurs ou dans le mouvement ouvrier, parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer, toute leur stratégie reposant sur le PS et le PCF... depuis 70 ans. Je n'ai pas trouvé d'autres explications.

Soyons sérieux, il est plus qu'improbable que LFI puisse obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale parce que tous les partis vont se liguier contre eux, y compris le POI, le POID, le NPA, LO, le ParDem, le PRCF, cela dit, si cela se réalisait dès que le Premier ministre Mélenchon voudrait adopter une loi Macron s'y opposerait, le Conseil constitutionnel s'y opposerait, cela ouvrirait immédiatement une crise politique et institutionnelle, Macron devrait démettre son Premier ministre ou démissionner lui-même ou dissoudre l'Assemblée nationale, les travailleurs et le mouvement ouvrier pourrait se mobiliser, la crise politique pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, diable, tout mais pas cela s'écrient en chœur nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires de pacotille qui n'en seraient pas à l'origine, vaudrait mieux encore préserver le régime !

Dès lors qu'est-ce que cela nous coûte de nous engager dans cette voie-là, qu'y avons-nous à perdre même si on sait d'avance que ce scénario n'a pratiquement aucune chance de se réaliser, qu'avons-nous donc à proposer d'autres aux travailleurs, rien, absolument rien, hormis la révolution socialiste qu'ils rejettent ?

J'ai avancé cet argument uniquement pour montrer que même s'il existait une chance infime que ce scénario se réalise, les uns et les autres n'en voudraient pas.

[L'Allemagne. Le modèle de Macron.](#)

Rainer Piske, 54 ans dont 32 passés derrière le volant de son taxi, est adhérent. "Je gagne 1.135 euros par mois et ça ne suffit absolument pas pour vivre", constate-t-il.

Malgré ses 40 heures de travail hebdomadaires rémunérées en fonction du salaire minimum généralisé instauré dans le pays en 2015, soit 8,84 euros bruts de l'heure, ce père de famille doit recourir à l'aide sociale. "C'est injuste", estime-t-il.

Petra est employée par une société de services qui la paie 10,51 euros bruts de l'heure, "soit 1.115 euros par mois après impôts" pour 39 heures de labeur par semaine.

Une fois payés le loyer, l'assurance et le téléphone, il lui reste 350 euros par mois pour se nourrir, s'habiller, acheter ses médicaments -elle est diabétique- et s'offrir de temps à autre le luxe d'aller manger une glace.

"J'ai le sentiment de m'être fait avoir", lâche-t-elle en songeant à son quotidien difficile et à un avenir encore plus sombre. D'ici cinq ans, après 41 ans de travail, elle pourra prendre sa retraite. "Je préfère ne pas y penser (...) Je vais toucher 665 euros et tomber dans la catégorie des retraités pauvres", anguisse Petra. "J'espère seulement être encore en mesure, physiquement,

de pouvoir continuer à travailler après l'âge de la retraite, grâce à un job à 450 euros par mois".

Ces "mini-jobs", non soumis aux cotisations sociales mais appréciés par certains comme solution temporaire, sont l'une des mesures phares de l'Agenda 2010, du nom des réformes du marché du travail d'inspiration libérale conduites par l'ancien chancelier social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder entre 2003 et 2005.

Autre pilier de l'Agenda 2010, "l'introduction de Hartz IV (une maigre allocation vers laquelle bascule tout chômeur au-delà d'un an sans emploi, ndlr) a accru la peur du chômage dans la société allemande et beaucoup de gens ont été poussés vers des emplois précaires", analyse Eric Seils, chercheur de la fondation Hans-Böckler, interrogé par l'AFP.

Il y voit le "revers du miracle de l'emploi" dans la première économie européenne, où le taux de chômage -avec 5,8% de la population active en avril-, est au plus bas depuis la Réunification.

Ainsi, 9,7% de la population allemande dotée d'un emploi vivait en-dessous du seuil de pauvreté (environ 940 euros) en 2014 en Allemagne, contre 7,5% en 2006 et 9,5% dans l'ensemble de l'Union européenne, selon les derniers chiffres connus d'Eurostat.

Ces différentes réformes, défendues par les gouvernements de coalition de la chancelière conservatrice Angela Merkel, sont au coeur de la campagne pour les législatives.

Dans la Ruhr, la désespérance des travailleurs allemands pauvres AFP 11.05

Des déchets prématurés.

- Le chômage frappe des seniors de plus en plus jeunes - Franceinfo

"Le chômage des seniors a explosé. Les plus de 50 ans retrouvent difficilement un emploi, et ça commence dès 45 ans dans certains secteurs. Pôle Emploi organise des sessions pour que les nouveaux seniors ne décrochent pas. Depuis deux ans, Pascal Luquin passe ses journées chez lui. Au chômage, presque tout son temps est consacré à répondre aux petites annonces sur son ordinateur. Il envoie une dizaine de candidatures par jour.

À 46 ans, ce chômeur est déjà considéré comme un senior. "Une agence d'intérim m'a déjà fait comprendre que j'étais trop âgé, que 25-30 ans c'était l'idéal", confie cet ancien infographiste. Selon la définition de Pôle Emploi, un senior a plus de 50 ans. Mais désormais, cet âge n'est plus la référence." Franceinfo

Profiteurs, escrocs, malhonnêtes, vauriens, déchets, salopards !

- Allocataires privés de RSA : «Une fois de plus, on tape sur la misère» - Liberation.fr

Dans le Nord, 15 000 personnes auraient vu leur Revenu de solidarité active raboté car ils n'étaient pas inscrits à Pôle Emploi, tandis que l'Oise a sanctionné un bénéficiaire «alcoolisé».

Sale temps pour les bénéficiaires du RSA. 45 000 des 115 000 allocataires du revenu de solidarité active du département du Nord sont menacés de le voir raboté. Leur faute ? Avoir omis de s'inscrire à Pôle Emploi. Environ 15 000 d'entre eux auraient déjà été pénalisés. En février, Fabienne Vandewynckel, une mère de famille de Caudry, près de Cambrai, a vu fondre de 250 euros le pécule mensuel d'environ 530 euros qu'elle partage avec son mari. «L'équivalent de mon budget alimentaire, souffle-t-elle. Ça nous a fait très mal. Une fois payés le loyer et l'électricité, il ne nous restait rien.»

En 2016, le conseil départemental du Nord a décidé de mettre de l'ordre dans les fichiers des bénéficiaires du RSA, une prestation sociale dont il a la charge. Leur nombre a bondi de plus de 20 % depuis 2010 et avec eux, les dépenses du département. Au premier semestre, un pôle «droits et devoirs» a vu le jour.

Objectif : faire la chasse aux allocataires qui n'auraient pas entrepris de démarches pour retrouver le chemin de l'emploi. Les listes des bénéficiaires ont été croisées avec celles de Pôle Emploi. Le département a décidé d'engager une riposte graduée contre ceux qui n'y figuraient pas : 100 euros par mois en moins en guise d'avertissement, puis jusqu'à quatre mois de suspension, voire une radiation d'un an. Etre inscrit à Pôle Emploi n'est pas obligatoire pour toucher le RSA. Mais le département du Nord l'utilise comme une preuve que les allocataires cherchent bien un travail, ce qui, en revanche, est requis. Son initiative n'est donc «pas dans l'illégalité», assure-t-on à la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Fabienne Vandewynckel, elle, ne décolère pas. «Une fois de plus, on tape sur la misère», soupire-t-elle. Quand la première mise en garde est arrivée, elle traversait une dépression sévère. «A aucun moment le département n'a cherché à savoir ce que je vivais, assure-t-elle. Tout s'est fait par courrier.» Son mari est chauffeur à temps partiel. Il ne se savait pas obligé de pointer chez

Pôle Emploi. Fabienne Vandewynckel, elle, n'a jamais cru que l'opérateur public lui serait d'une grande aide. «Le département semble croire qu'inscrire les bénéficiaires du RSA à Pôle Emploi suffira à les remettre au travail, abonde Serge Havet, responsable pour le département du Nord de l'association AC ! Agir ensemble contre le chômage. Mais même les directeurs d'agence me disent qu'ils n'ont pas de solution pour eux.»

Les conseillers sont souvent démunis face à ces chômeurs qui, dans leur jargon, figurent parmi les plus «éloignés de l'emploi». «80 % des bénéficiaires du RSA n'ont pas de qualification et n'ont pas travaillé depuis trois ou quatre ans, poursuit Serge Havet. Qu'est-ce qu'on peut leur proposer comme poste ?» Pôle Emploi concentre ses efforts sur les chômeurs indemnisés ou ceux qui approchent de la fin de droits.

Hasard du calendrier, le département de l'Oise vient aussi de s'illustrer pour avoir sanctionné un bénéficiaire du RSA. Agacé de voir des sans-abri «s'alcooliser» dans sa ville, Arnaud Dumontier, maire LR de Pont-Sainte-Maxence, les a dénoncés au conseil départemental. «Toucher l'aide de l'Etat pour la picoler, c'est intolérable», a-t-il déclaré au Parisien. Ce type de mouchardage n'est pas rare, indique-t-on au département de l'Oise. Récemment, un homme lui a «signalé» un voisin qui aurait touché le RSA en résidant six mois par an à l'étranger...

A chaque fois, le conseil «recoupe les informations». Il peut ensuite infliger des sanctions décidées par une commission où siègent travailleurs sociaux, conseillers à l'emploi, allocataires du RSA, etc. L'un des sans-abri de Pont-Sainte-Maxence a vu son aide amputée de 80 %. Non pas - n'en déplaît à l'édile - pour son alcoolisme présumé, mais pour non-respect de ses obligations en matière d'insertion. «Chaque allocataire signe un contrat d'engagement réciproque, explique une conseillère technique en charge de l'action sociale. Plusieurs signaux dans son dossier montraient qu'il n'était pas dans une démarche de réinsertion. Il avait quitté sa cure de désintoxication au bout de vingt-quatre heures et ne s'était pas présenté à une convocation.»

De tels cas restent toutefois exceptionnels. En 2016, seules 1 000 sanctions ont été prononcées dans l'Oise pour 35 000 bénéficiaires, soit dans moins de 3 % des cas. La suspicion autour des bénéficiaires du RSA n'en reste pas moins une lubie récurrente des politiques. Le Haut-Rhin espérait conditionner l'aide à sept heures de bénévolat par semaine à partir de 2017. Mais l'initiative a été jugée illégale par un tribunal administratif. Le département a dû se contenter d'en faire une «incitation». liberation.fr 12.05

Ils osent tout.

- Emotion en Argentine après la réduction de peine d'un tortionnaire sous la dictature - Liberation.fr
- Le gouvernement australien a annoncé des tests de dépistage de l'usage de la drogue parmi les chômeurs pour les dissuader de dépenser leurs allocations en stupéfiants. - Liberation.fr
- Virage à gauche du Labour qui promet des renationalisations - Reuters

Moldavie. La prochaine cible de l'OTAN

- Entre la Russie et l'Otan, la Moldavie a fait son choix - sputniknews.com

L'ex-république soviétique de Moldavie favorise un partenariat stratégique avec Moscou et s'oppose catégoriquement à l'idée d'adhérer à l'Alliance atlantique.

La Moldavie compte garder son statut neutre et reste hostile à l'idée d'une adhésion à l'Otan, a déclaré le Président de l'ex-république soviétique Igor Dodon lors d'une réunion avec le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Viatcheslav Volodine, à Moscou.

Selon le dirigeant moldave, son pays s'oppose tant à une fusion avec n'importe quel autre État qu'à une adhésion à l'Alliance atlantique. « Nous sommes catégoriquement opposés à l'Otan », a souligné M. Dodon.

Il a également promis d'œuvrer pour construire des relations « étroites et mutuellement bénéfiques » entre Chisinau et Moscou, en dépit de la réticence de « certains hommes politiques moldaves ».

« Nous ne permettrons à personne de nuire à nos relations bilatérales, qui sont en train de passer à une nouvelle étape, en raison d'ambitions personnelles ou de parti politique », a indiqué le dirigeant moldave. sputniknews.com 11.05

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mai 2017

CAUSERIE

C'est dimanche, notre seul jour de repos en Inde, ce matin j'en ai profité pour faire un peu de ménage, les articles d'avril ont été archivés, la rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, et les causeries ont été formatées en pdf, 197 pages d'infos et d'analyses, qui dit mieux ?

J'ai récolté les infos d'hier. On verra cela demain.

Mélenchon a été égal à lui-même en revendiquant le bilan du gouvernement Jospin sous Chirac (auquel il avait participé en tant que secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) qui fut le champion des privatisations, il fallait oser le dire, bref, on n'en attendait pas davantage de lui. Deux semaines auparavant, il avait bien affirmé que les syndicats confédérés avaient adopté une position correcte avant le second tour, allant jusqu'à dégoter une de leurs déclarations qu'il avait soigneusement sélectionnée, alors qu'en réalité ils avaient déjà appelé à voter Macron, vous vous en souvenez, nous l'avions mentionné dans une causerie.

Ceux qui se disent les plus honnêtes ou qui prétendent diffuser la vérité, sont en réalité des faussaires ou des falsificateurs professionnels de l'histoire, rien de nouveau.

Nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon parce que c'est le seul à rassembler ou mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et jeunes contre Macron et sa politique, alors que tous les autres partis végètent chacun dans leur coin, dans leur bulle, en étant totalement coupés des masses et incapables de les organiser, rongés par un gauchisme légendaire ou un complexe de supériorité qui les a conduit à soutenir le PS pendant près de 70 ans et à vivre à ses crochets par le biais des appareils des syndicats, et à mépriser tout mouvement de masse qui aurait émergé notamment contre le PS.

Ils ne peuvent pas comprendre ce qui distingue un mouvement d'un parti, comme ils n'ont jamais compris que le parti ne pouvait rassembler que les travailleurs les plus conscients susceptibles d'accéder au socialisme, et que tous les autres disposant de niveaux de conscience intermédiaires devraient être organisés dans une structure différente, tant par sa nature, ses statuts, son rôle et ses objectifs politiques, éventuellement son programme qui forcément ne serait pas socialiste et comporterait bien des illusions que l'expérience pratique s'emploierait à briser.

Quels rapports avoir avec le mouvement de Mélenchon, La France insoumise ?

Tout d'abord il ne faut le ramener ou l'identifier à la personne de Mélenchon ou ses dirigeants, à leurs déclarations, c'est ce que font les faussaires qui le dénigrent ou le méprisent pour être plus précis. Nous avons caractérisé Mélenchon de charlatan une multitude de fois, et nous n'avons aucune raison de modifier cette appréciation, il vient d'ailleurs lui-même de confirmer qu'elle était amplement justifiée.

Ensuite, il faut se demander dans quelle situation politique intervient ce mouvement, après l'élection de Macron dont les intentions n'ont pas été révélées sur le plan politique, le processus entamé avec la liquidation du PS est loin d'être achevé, il a un rapport avec la refonte des rapports entre les classes qui à terme doivent tenir compte de la prise du pouvoir par l'oligarchie et se solder par la spoliation de tous les droits politiques des travailleurs, qui se retrouveraient dans une situation comparable à celle des travailleurs américains privés de tout droit politique depuis déjà des lustres sans que le mouvement ouvrier n'ait été en mesure de se refonder, l'oligarchie demeurant sans ennemi de taille à rivaliser son pouvoir absolu, nous avons évoqué brièvement cet aspect-là hier.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les élections présidentielles et législatives demeuraient le seul terrain où les travailleurs pouvaient encore exercer leur droit politique pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, tout du moins telle était l'illusion à laquelle ils étaient amenés à croire, l'objectif de Macron sera de la supprimer car elle est source d'instabilité, dorénavant vous ne devrez plus croire qu'il serait possible de changer la société par l'intermédiaire de vos représentants, vous devrez vous en remettre aux seuls partis habilités par le régime oligarchique, La République en marche ou Les Républicains. Vous aurez compris que c'est une chape de plomb qui va s'abattre sur vous, tous vos droits et le peu de liberté dont vous disposiez si Macron parvient à ses fins, l'oligarchie. Aux Etats-Unis le régime est totalitaire, et le problème c'est que les travailleurs et les militants l'ignorent encore ou ne comprennent pas ce que cela signifie pour le peuple américain.

Pour cette raison nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon, sans cautionner ses dirigeants ni leur programme. Non pas pour que FI obtienne la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ni que Mélenchon devienne Premier ministre de Macron puisque ces deux hypothèses sont farfelues, mais pour permettre, d'une part de mettre en difficulté Macron en l'obligeant à recourir à l'union nationale dès le premier jour de son quinquennat parce que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, d'autre part afin que les travailleurs soient représentés et conservent l'espoir que tout est encore possible,

de sorte qu'ils ne sombrent pas dans une profonde dépression qui les lamènerait, car c'est ce qui s'est produit aux Etats-Unis, pour qu'ils trouvent la force de se mobiliser en masse contre Macron et le régime le moment voulu, sans qu'on sache à l'avance sur quoi cette mobilisation pourrait déboucher si Macron perdait le contrôle de la situation, je sais que cette opportunité est mince, mais elle existe, et temps qu'elle existera nous devons soutenir tout mouvement qui s'inscrit dans cette perspective, inconsciemment cela va s'en dire, toute autre attitude serait suicidaire ou consisterait à dire que nous avons perdu d'avance la guerre de classe et qu'on doit abandonner la perspective du socialisme, nous ne pouvons, nous ne devons pas nous résoudre à cette défaite définitive.

Nous poursuivons le combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste tout en sachant que Mélenchon, son mouvement et son programme y sont opposés, et nous conservons notre entière liberté de parole et d'action, ainsi nous ne renions rien, nous ne bradons pas nos principes, nous restons fidèle à notre idéal.

FI porte des revendications sociales que nous partageons, nous sommes également pour la rupture avec l'OTAN, mesure hautement plus importante que la sortie de l'UE quand on sait que c'est l'économie d'armement qui sert de volet d'entraînement du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. Nous ne soutenons pas les illusions qu'il colporte par ailleurs, surtout dans l'UE qui est le volet économique de l'OTAN, nous combattons ces illusions en s'en tenant aux faits et non en recourant au mépris ou à l'invective comme le font les gauchistes du NPA, de LO, du POI et du POID dont la crise n'est pas étrangère à celle du PS et du PCF.

Nous ne tenons pas à faciliter l'élection des candidats du parti de Macron, de LR ou du PS contrairement aux gauchistes. Nous nous tenons au côté des travailleurs et des militants qui entendent infliger une première défaite politique à Macron lors des législatives. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mai 2017

CAUSERIE

Pondichéry 15 mai 2017, 15h05, 47°C à l'ombre, 36°C dans la pièce où je travaille, c'est dur !

J'ai ajouté 2 articles.

Le déchaînement hallucinant de superlatifs pour qualifier Macron doit vous donner la nausée, ici en Inde les leaders politiques sont déifiés !

L'israélien Gilad Atzmon : "*le politiquement correct est plus dangereux qu'une tyrannie car il n'autorise aucune opposition.*"

On se détend un peu pour commencer la semaine.

Macron l'arnaque dit aussi NTM (nique ta mère pour les savants) ou le Parcours d'un Psychopathe Précoce dénommé pour cela le fusible à 3P, prononcer 3 pets.

A part assouvir un fantasme sexuel, qu'est-ce que peut trouver une femme d'une quarantaine d'années mariée et mère de trois moutards à un gosse de 15 ans ? Apparemment leur différence d'âge serait encore plus important puisque Macron aurait 39 ans et sa nounou 64.

Tout le monde a compris que c'est un vulgaire homme de paille que manipulent les idéologues de l'oligarchie, et que sans sa nounou qui a orienté sa carrière de parvenu aventurier personne n'en aurait jamais entendu parler.

Le type semble pour le moins déséquilibré et avoir des réactions désordonnées sans pour autant être un abruti complet, pour n'avoir jamais dépassé le stade infantile de sa croissance si on en croit un de ses proches, M. Patriat, qui a affirmé qu'il ne pouvait pas se passer de sa nounou : "S'il ne la voit pas pendant une heure, il l'appelle" (AFP14 mai 2017), ce qu'a démontré également son omniprésence à ses côtés durant toute la campagne présidentielle.

Bref, après Moi 1er, on a un non-moi en guise de président, plus vulnérable, plus faible, plus influençable ou manoeuvrable encore puisqu'il est incapable de prendre la moindre décision sans l'accord d'Attali ou de sa nounou.

On est passé de l'imposture à la mystification suprême en guise de gouvernance.

Une vidéo.

Le capitalisme n'est pas réformable - Entretien avec Alain Accardo

<https://www.youtube.com/watch?v=e3Zsxp49lAs>

J'ignore qui est Alain Accardo.

En régime totalitaire.

- Dès le début existait une ambiguïté dans l'idéal démocratique, qui ressurgira pleinement deux siècles plus tard, et qui est embusquée dans un petit mot du titre de son manifeste : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Qu'y a-t-il donc de bien différent entre l'homme et le citoyen ? De nos jours, on dit droits de l'homme, on ne dit plus droits du citoyen. C'est que l'humaniste contemporain ne pense plus en termes de majorité opprimée, versus l'élite, majorité qui ferait valoir son « droit naturel » au pouvoir liée à l'égalité des individus. L'humaniste contemporain pense au contraire en termes de minorités à défendre, éventuellement contre une majorité oppressive, au nom des droits de l'homme, homme tout court, droits universels situés au-delà même de tout système politique, représentatif ou non. Et bien sûr au-delà de toute notion de « peuple ». C'est peut-être bien parce que ce peuple a tout simplement... disparu :

Quel peuple reste-t-il ? Quel peuple nous reste-t-il ? Il devrait surgir en chacun de nous une réponse évidente et immédiate à cette question. Pour ma part, je n'en ai aucune.

Conclusion

Je ne veux tirer de ce qui précède qu'une conclusion simple : s'il n'est plus ni pouvoir politique, ni peuple, nous devrions humblement cesser de prononcer le mot « démocratie ». (Ce que veut dire – et ne veut plus dire – « Démocratie », par Stéphane Gaufrès 11.05 - www.pauljorion.com)

Commentaires d'internautes sur le blog belge www.pauljorion.com

- « La démocratie est morte et enterrée depuis belle lurette » Je crois que la démocratie est une illusion, entretenue par ceux qui ont le vrai pouvoir. Ceux qui ont le pouvoir de création monétaire, les maîtres de la monnaie, autrement dit les banquiers. Les Lumières, la Révolution de 1789, ont accouché de libertés individuelles, mais pas de la Démocratie pour autant. 1789 accouche d'une république bourgeoise articulée autour de :

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

« La propriété c'est le vol » disait Proudhon, la propriété des moyens de production par la classe des possédants est par définition incompatible avec la démocratie.

Je fais ici la différence entre propriété d'usage (posséder son logement pour y habiter), et la propriété lucrative des capitalistes qui exploitent la force de travail des prolétaires pour en tirer du profit.

Alors effectivement, nous sommes régulièrement appelés à sauver une République bourgeoise articulée autour du pouvoir de l'argent, mais la Démocratie reste un horizon, très, très lointain.

On y revient...

- On a une sympathie, on a une sympathie pour... pour ce qu'était le socialisme au 19e siècle et au début du 20e, avant qu'il ne subisse une décadence, une dégradation dans beaucoup de pays. www.pauljorion.com

Toujours le même constat, et après ?

- La majorité des Français n'a pas voulu qu'il soit placé à la présidence de la République Française !

C'est une minorité de Français qui a imposé ce président à la majorité des citoyens de ce pays ! On retrouve encore logiquement

la perversion du système électoral de la 5ème République et l'injustice qu'elle fait régner dans cette parodie de « démocratie »... Une minorité, comme on le voit dans cette élection, peut, en réalité, s'imposer très facilement à une majorité : en résumé, 20 millions de voix l'emportent sur 27 millions de voix !

Tout s'est bien déroulé sans le moindre écart des prévisions et des diagnostics du monde médiatique, puisque tout était prévu d'avance, pensé d'avance, voulu d'avance, organisé d'avance, et imposé comme convenu sans le moindre doute sur l'issue finale. Des élections pipées, donne une fausse élection présidentielle.

L'équipe au pouvoir, largement désavouée par les Français, s'est donc arrangée astucieusement pour rester au pouvoir, malgré une impopularité record.

Un représentant « commercial » envoyé en mission par la Banque Rothschild dirige la France aujourd'hui. On ne peut pas rêver un scénario plus idéal pour exprimer la façon dont le Grand Capital Financier organise son pouvoir absolu sur le monde entier. Ce pouvoir exorbitant montre son visage rayonnant de plaisir : il a gagné, il est le Maître, c'est lui qui décide et qui met en place ses pions disciplinés pour une ère de profits démesurés assurés par des peuples enfin dressés et soumis au dictat de la Loi de l'argent... (Le résultat final des « fausses élections présidentielles françaises » - Jean-Yves Jézéquel 08.05)

Vous avez oublié un élément déterminant pour comprendre la situation ou les rapports entre les classes : Ils les a achetées avant.

Les peuples sont en mesure de se prononcer sur le capitalisme, ils savent ce qu'ils lui doivent, tout du moins c'est ainsi qu'ils pensent, alors qu'ils ne pensent rien ou rien de bon du socialisme, soit parce qu'ils n'en ont jamais fait l'expérience, ils en ignorent tout ou soit le peu qu'ils en savent est négatif, alors pourquoi le soutiendraient-ils ?

- ...le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent. (Emmanuel Macron élu président de la France. La fête des vainqueurs. - Diana Johnstone 07.05)

Un triomphe peut rapidement se transformer en cauchemar...

Mystification jusqu'à l'hystérie.

Ces médias qui ont déjà béatifié Emmanuel Macron par Jack Dion - marianne.net

Les médias qui avaient porté Emmanuel Macron au pinacle avant même qu'il ne fût élu avaient un grave problème à résoudre : comment encenser quelqu'un qu'ils avaient déjà béatifié ? Ils ont donc eu recours à la seule technique connue à ce jour, la surenchère permanente, au risque de franchir des bornes au-delà desquelles il n'y a plus de limite.

Pour L'Express, le nouvel élu est « Le Kid ». Logique, vu qu'il est le symbole de la politique telle qu'on la rêve sur la côte californienne. Pour Guillaume Dubois, directeur de l'hebdomadaire, Emmanuel Macron est celui « en qui plusieurs générations placent un bel espoir... la France est jeune, la France y croit, la France est de retour ». Avant, du temps de François Hollande, la France n'était pas la France, ce dont nul ne s'était encore aperçu.

"Un aimant qui attire la chance"

L'autre éditorialiste de L'Express, Christophe Barbier, qui avait fait la promotion de l'heureux élu, assure le service après-vente avec fougue et enthousiasme : « Quelque chose est né en ce début de mai, plus inédit et plus radical encore que le chambardement de 1981. Il ne faut pas regarder ce que cette révolution a détruit, ruines encore fumantes des partis traditionnels et des ambitions d'antan, mais ce dont elle pose les premières pierres : des fondations qui s'appellent espérance et, peut-être, un édifice qui se nomme nouvelle France ». C'est Stalingrad après la reconstruction.

Dans la foulée, au fil des pages, on évoque « un 'empereur' providentiel », un homme qui « reste fasciné par les gens de culture, pas par les politiques », un personnage dont « même les échecs deviennent romanesques », jusqu'à cette confiance de Jacques Attali, qui fut son cerveau droit : « Assez vite, je me suis dit qu'il serait un jour Président ». Il paraît même qu'il l'a pronostiqué dès sa naissance, grâce à un don de visionnaire hors norme.

Paris Match compare d'office Emmanuel Macron à John Kennedy. On retrouve l'inévitable Jacques Attali, qui explique: « Macron, un homme exceptionnel, un aimant qui attire la chance ». On apprend que le nouveau président a mené une campagne « à l'américaine », ce qui est la marque suprême de la modernité. On lit qu'il « fait de son âge et de sa décontraction une arme fatale », tel Alain Delon dans ses films de jeunesse.

"Un petit prince chez les jésuites"

On découvre qu'au lycée de la Providence, à Amiens, il fut « un petit prince chez les jésuites », et qu'il avait « un look de poète mais déjà le tempérament d'un chef ». On précise que sa vie « est un vrai roman de Stendhal ». On ajoute que du temps de l'ENA, il était « déjà la star ». On découvre que pendant son stage à la préfecture de l'Oise, les secrétaires étaient « sous le charme de ce bourreau de travail au sourire perpétuel ».

Au passage, Stéphane Bern, qui a bien étudié sa vie, son œuvre et son parcours, exulte : « Il a la vraie noblesse de cœur et d'intelligence qu'on ne rencontre que chez les 'royaux' ». Quant aux premiers membres du mouvement En Marche, ils sont formels : « Il a les lettres de Mitterrand et les chiffres de Rocard ». Et rien de Mendès-France, de Léon Blum ou de Jaurès? Comme c'est dommage.

Pour la filiation Mitterrand, soyons juste, on peut s'en référer à Frédéric Mitterrand, qui confie au Figaro : « La France va être amoureuse de Macron...Il va y avoir un sentiment très profond d'attachement, de séduction devant les utopies qu'il met en scène, mais aussi d'émotion devant sa fragilité ». On sent le scénario d'un futur documentaire enamouré pour une grande chaîne de télévision. On en pleurerait.

"Un collecteur de rayons de soleil et de séismes"

Et puis il y a Le Point, tout aussi enthousiaste. Dans son éditorial, Franz-Olivier Giesbert va droit au but en écrivant, le stylo entre les dents : « Emmanuel Macron est mort s'il laisse passer les cent premiers jours de son quinquennat sans réaliser, à la hache, l'essentiel de son programme, notamment la simplification et l'assouplissement du droit du travail ». A la hache, donc. Et pourquoi pas au char d'assaut ?

L'alter ego de FOG, Etienne Gernelle, fait d'Emmanuel Macron un « Machiavel » à la française. Nicolas Baverez le rêve en De Gaulle. Visionnaire, le philosophe allemand Peter Sloterdijk, qui voit chez Jean-Luc Mélenchon des « traits fascistes », écrit du nouveau président : « Il y a du médiumnique en lui...C'est une personnalité qui fonctionne comme un émetteur-récepteur : c'est un collecteur de rayons de soleil et de séismes encore peu perceptibles dans le pays ». Après Madame Soleil, Monsieur Macron.

Mais ce n'est pas fini. Pour Romano Prodi, ex-Président de la Commission de Bruxelles, « il peut être le leader d'une Europe forte ». Arielle Dombasle dit du nouvel élu et de son épouse : « J'aime que ce couple soit né dans les paroles de Marivaux, Musset et Diderot. Il y a entre eux une conversation inachevée ». Quant à l'ineffable Bernard Henry Lévy, il compare le successeur de François Hollande à Hoche, Saint-Just, Bonaparte, Benazir Bhutto, Kennedy, Jacques Decour et Théodore Roosevelt. Puis il conclut : « Il y a dans sa passion joyeuse, dans son optimisme juvénile et raisonné, fervent et didactique, quelque chose qui, d'ores et déjà, répond au malaise dans la civilisation française ». Fermez le ban.

Dans L'Alouette, pièce sur Jeanne d'Arc, Jean Anouilh faisait dire à l'un de ses personnages : « La propagande est une chose sommaire. L'essentiel est de dire quelque chose de très gros et de le répéter souvent, c'est comme cela qu'on fait une vérité ». Certains ont compris la leçon. marianne.net10.05

L'intronisation d'Emmanuel Macron tourne à l'extase chez les commentateurs télé par Xavier Frison - marianne.net

À l'occasion de la passation de pouvoir entre François Hollande et Emmanuel Macron, certains journalistes ont viré "gagas". Exemple avec France 2 et BFMTV.

Une partie de la presse avait déjà tressé des lauriers en or massif à Emmanuel Macron, au soir de sa victoire du 7 mai. Pour son investiture au cours de la passation de pouvoir avec François Hollande ce 14 mai, certaines chaînes de télévision n'ont pas moins versé dans la flagornerie.

En ce dimanche matin, le service public était particulièrement en forme, à l'heure de semer sur le parcours du nouveau président mille qualificatifs plus élogieux les uns que les autres. Compilés par certains twittos, dont le journaliste Samuel Gontier, les saillies des commentateurs de France 2 ne laissent guère planer de doutes sur la cote d'amour d'Emmanuel Macron auprès de ces derniers. Florilège.

Laurent Delahousse orchestre "ces instants républicains", avec une myriade d'envoyés spéciaux dans les rues de Paris. La seule remontée des marches en courant du nouveau président suscite l'admiration : "Il a monté les marches quatre à quatre, à

une vitesse incroyable. Ça rappelle Jacques Chaban-Delmas", apprécie le journaliste Franck Ferrand.

Tandis que les figures obligées de la passation de pouvoir se déroulent sans surprise particulière, le plateau de France 2 est en ébullition : "C'est l'investiture la plus romanesque de la Ve République", "On est véritablement dans le roman, et même, osons le mot, dans l'épopée". Rien que ça. Et quand Laurent Delahousse y va de sa description du nouveau président, voilà le résultat : "Ce visage, ce masque d'Emmanuel Macron, cette gravité qui arrive".

Le journaliste vedette de France 2 peut bien feindre de demander si "les Français avaient besoin d'être réassurés sur la présidentialisation d'Emmanuel Macron ?", pour lui, il n'y a aucun doute. D'ailleurs, quand Emmanuel Macron prend une femme en larmes dans ses bras, "c'est le protecteur de la Nation" qui se présente à nous. "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça", lâche un intervenant, dans une comparaison tout en simplicité.

Invité sur le plateau, l'ancien patron du Monde Eric Fottorino voit lui en Emmanuel Macron "un alliage". Et pas de la camelote, s'il vous plaît : "Les aciéries font des métaux spéciaux. Il est d'un autre métal." Plus fort, plus rare, plus indestructible, cela va de soi.

Serge Moati, lui, est marqué au fer par Gérard Collomb, incapable de retenir ses larmes au moment de serrer la main de celui en qui il a cru avant bien d'autres : "L'image de Gérard Collomb bouleversé, ça me fait penser à Mitterrand embrassant Mendès-France", estime le journaliste.

Et puis, le type a "de la gueule", selon un autre intervenant sur le plateau de France 2 ce dimanche matin. D'ailleurs, Nathalie Saint-Cricq ne se sent "pas autorisée en tant que femme à dire qu'il a le physique de l'emploi", renvoyant cette responsabilité incongrue à ses collègues masculins, mais il se passe clairement quelque chose dans le cœur de la patronne du service politique de la chaîne.

"Il y a cinq ans, on parlait de la pluie, là on parle d'Emmanuel Macron. Quelque chose a changé", entend-on encore sur le plateau.

Au moment où Emmanuel Macron revient de son petit tour de voiture à l'Élysée, costume détrempé, en refusant le parapluie tendu par un membre du personnel, c'est l'éclat de rire charmé sur le plateau de France 2. Même rigolade quelques secondes plus tard, quand on entend Emmanuel Macron dire sur le perron "Je vais me changer, je pense". Les commentateurs s'extasient devant tant d'autodérision.

Sur BFMTV, on avait choisi un consultant bien particulier en la personne de Mounir Mahjoubi, candidat La République en marche pour les législatives et proche d'Emmanuel Macron. Une façon d'éviter les remarques de pisse-froid en ce jour de gloire pour le nouvel arrivant à l'Élysée. En complément, un curieux dispositif permettait d'entendre Ruth Elkrief au téléphone, dans une liaison qui donnait l'impression que l'éditorialiste de BFMTV avait été envoyée à Bagdad. Elle s'exprimait en fait de la salle de presse de l'Élysée, mezza voce pour ne pas déranger les confrères. Ce qui ne l'a pas empêché d'en faire des tonnes : "C'est la marque d'Emmanuel Macron, s'extasie Ruth Elkrief après le premier discours du nouveau président. Tout en rendant hommage à tous les présidents qui l'ont précédé (...) lui, il veut trancher. C'est le personnage Macron qui parle, sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes".

Ludovic Vigogne, journaliste à l'Opinion, estime pour sa part que Macron a la baraka : "On voit que l'alignement des planètes continue pour Emmanuel Macron : aujourd'hui il fait beau, et en plus la passation d'Emmanuel Macron tombe un dimanche. C'est génial, ça permet une audience maximale, tous les Français peuvent être devant leur télé et assister aux premiers pas d'Emmanuel Macron. Et puis ça va permettre peut-être à plus de badauds d'être sur les Champs-Élysées".

Le fait de ne pas encore connaître le nom de celui qui sera le Premier ministre d'Emmanuel Macron, annoncé le lendemain ? Sur le plateau de BFMTV, on s'enflamme : "On est vraiment dans l'invention d'une politique, la redéfinition d'une fonction en direct, c'est très inédit."

Vers 14h, le journaliste en plateau sur BFMTV pouvait lâcher, en guise de résumé, à l'évocation d'Emmanuel Macron remontant les Champs Élysées sur un véhicule de l'armée : "On retiendra quand même cette image spectaculaire d'Emmanuel Macron sur cet engin militaire". On retiendra aussi sans doutes ces envolées des commentateurs, tout aussi spectaculaires. marianne.net 14.05

Commentaires d'internautes

1- "Sur Europe 1 il était question d'un "sacre". Ces journalistes ont perdu tout sens commun. Pour avoir d'honnêtes informations nous devons désormais nous brancher sur l'étranger. Pitoyable."

2- "La presse qui depuis pas mal de temps n'est souvent plus qu'un organe de propagande gouvernemental et en particulier a poussé de manière honteuse au résultat de l'élection actuelle semble encore une fois franchir un seuil dans le léchage de bottes, ce coup-ci en sombrant dans le plus grand ridicule.

Entendre des choses comme "ces yeux-là vous rendent président" ou "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça." dans la bouche de journalistes est quand même hautement inquiétant et devrait normalement conduire toute personne dotée d'un cerveau à se rendre compte de l'état de décrépitude des médias.

La conclusion logique de ce billet en tout cas me semble qu'il va devenir complètement impossible de trouver la moindre information dans les journaux ou à la TV sur le gouvernement pour la période de 5 ans qui débute et qu'on ne sera abreuvés que de louanges plus ou moins déguisées.

Donc encore plus qu'avant, il semble qu'il va falloir éviter à tout prix de lire ou d'écouter ces torchons, il faut se renseigner ailleurs, c'est une question de salubrité mentale."

3- "On peut qualifier ce cinéma de pornographique, non?"

Quel bonheur d'y échapper!

J'attends la suite avec une très grande impatience. Plus dure sera la chute."

4- "C'est l'extase totale chez pratiquement tous les journalistes et économistes qui sévissent dans nos médias, mais est-ce vraiment étonnant quand on sait que Macron veut appliquer une politique économique qui servira les intérêts des employeurs de ces mêmes journalistes !

Et certains osent appeler encore la France une démocratie !"

5- "Ces propos sont délirants et franchement comiques.

D'autant plus comiques qu'on devait en lire de semblables dans la Pravda aux pires moments du stalinisme le plus implacable.

Mais il faut bien voir que tous ces concours de niaiserie grégaire viennent de la bande des 9.

Ces milliardaires, stars du Cac 40, qui possèdent tous les médias, et qui doivent fort bien rémunérer tous ces serviteurs de luxe du système.

Mais une chose sera fort cruelle : toutes ces déclarations indignes et hautement stupides vont ressortir lorsque la politique de Macron aura plongé le pays dans un marasme plus grand encore qu'au temps d'Hollande (ce qui relève de l'exploit).

Et là ça va faire mal, très mal ..."

[La "lessive" Macron qui lave plus blanc que blanc.](#)

Dans Envoyé Spécial, Macron se compare à une "lessive"... comme l'avaient fait plusieurs de ses détracteurs - huffingtonpost.fr

Dans Envoyé spécial sur France 2, diffusé jeudi 11 mai, on peut entendre cette phrase du président élu : "Je fais vendre, comme une lessive". Il s'exprimait au sujet de l'engouement médiatique autour de lui pendant la campagne présidentielle.

Avant lui, nombreux sont ses détracteurs à avoir utilisé la même image. Michel Onfray avait ainsi ironisé : "tout est fait pour que le jour où vous ayez besoin d'une lessive, vous achetiez la lessive Macron".

La journaliste Charline Vanhoenacker s'était également amusée lors d'une chronique dans "L'émission politique" : "Vous me faites penser à ce baril de lessive nouvelle formule... Quand on l'ouvre, y'a Jacques Attali qui en sort".

Avant d'apporter son soutien au candidat d'En Marche!, François Bayrou avait lui aussi utilisé cette formule, pour fustiger l'engouement autour d'Emmanuel Macron. huffingtonpost.fr 12.05

En complément

- Renseignement Changement en série dans les services - Liberation.fr

DGSE, DGSJ, «cellule anti-EI»... Les nouveaux venus seront vraisemblablement issus du cercle de Macron ou de celui de Le Drian.

- Administration Les hauts fonctionnaires priés d'être loyaux - Liberation.fr

Le nouveau chef de l'Etat prévoit de remanier la haute administration, via des contrats d'objectifs et une ouverture à des figures du privé.

Dans quel pays est-ce possible ?

Il rêvait de s'appeler Hitler, c'est désormais chose faite.

Un Nazi autoproclamé a officiellement été «rebaptisé» Isidore Heath Hitler lundi dernier. Voici le rêve de toute une vie qui s'est enfin réalisé... Il a pu changer son nom de famille en Hitler lundi dernier, 8 mai, jour de la capitulation définitive de l'Allemagne nazie en 1945 et marquant la fin de la Seconde guerre mondiale

« C'est génial. Mon permis de conduire est modifié, mon assurance, mon enregistrement, tout ce dont j'avais besoin est modifié... Je suis le nouvel Hitler! », raconte le jeune homme, visiblement enthousiasmé.

Au cours d'une audience du tribunal des affaires familiales convoqué pour examiner le cas de son plus jeune fils, M. Hitler serait entré dans le Palais de Justice habillé en uniforme nazi.

D'après l'enregistrement de l'audience, le tribunal lui a conseillé de se faire aider. Cependant, le « nouvel Hitler » a refusé net sous prétexte que son psychiatre était d'origine juive.

Réponse : Aux Etats-Unis, bien sûr! (Source : Sputnik France 14 Mai 2017)

Quelle attitude adoptée face aux membres ou aux sympathisants de FI ?

Prenons comme exemple l'UE. Eux ils sont majoritairement pour demeurer dans l'UE, nous nous sommes pour la rupture avec l'UE. Nous ne sommes manifestement pas sur la même longueur d'onde, donc nous n'allons pas essayer de les convaincre de quoi que ce soit, et cela vaut pour n'importe quelle question sur laquelle nous sommes en désaccord avec eux. Puisqu'ils ne sont pas convaincus de la nécessité de rompre avec l'UE, toute tentative de les convaincre du contraire reviendrait à vouloir leur imposer une position qui ne correspond pas à la conclusion de leur réflexion, donc qui ne serait pas le produit de leur propre expérience.

Nous savons qu'ils ne sont pas en mesure de justifier sérieusement ou de manière cohérente leur position, donc nous n'allons pas aller sur leur terrain. Nous allons nous borner à leur exposer la nôtre qui repose uniquement sur des faits qui se sont déroulés depuis le traité de Rome. Des faits qui se sont traduits par des effets ou des conséquences qui eux aussi sont des faits. Et l'enchaînement de ces fait témoignent de l'orientation de l'UE depuis 1950 jusqu'à nos jours sans qu'on ait besoin de les interpréter ou de les caractériser. C'est de la logique pure, matérialiste, dialectique, de sorte qu'elle est incontestable. Le seul moyen de la contester consisterait à s'écarter de la réalité ou verser dans le déni, ce qui ne mène à rien sinon à recourir à un moment ou un autre à des moyens malhonnêtes pour le justifier, ce qui est détestable.

Nos interlocuteurs peuvent y recourir malgré eux, inconsciemment ou en étant de bonne foi, parce qu'ils croient ce qu'on leur a raconté sans se douter que cela ne correspond pas à la réalité. 99,99% d'entre eux ignorent d'où vient vraiment l'UE, qui, quoi, comment, quand, ils n'en savent rien précisément. Ils le sauraient que cela ne leur servirait à rien, au départ ou pour le moment, donc il serait inutile d'attaquer par là, nous garderons cela pour la fin en leur montrant que tout se tient, et que les réponses à ces questions confirment notre conclusion.

Nous allons tout simplement nous installer sur notre terrain de classe et ne plus en bouger, de sorte que les différents acteurs qui ont contribué à façonner l'UE apparaissent sur leur propre terrain de classe qui n'est évidemment pas le nôtre, sans même avoir à les citer, du coup sans même avoir à l'évoquer on saisira leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables, les faits vont parler d'eux-mêmes sans avoir à y ajouter quoi que ce soit, on les laissera parler à notre place, ils se suffiront à eux-mêmes tout au long de notre argumentation, de manière à ce qu'à aucun moment on donne l'impression d'interpréter les faits à l'aide d'une théorie ou d'une doctrine ou de recourir à des formules ou des principes ou je ne sais quel subterfuge subjectif pour les influencer, on fera donc en sorte que ce reproche ne leur vienne pas à l'esprit pour se concentrer uniquement sur les faits et s'y tenir.

Demandez-leur s'ils peuvent citer une seule réforme sociale collective que l'UE aurait adoptée depuis le traité de Rome. Il n'en existe pas et nous le savons. L'UE n'a fait que contribuer à une formidable régression sociale dans tous les domaines, j'entends sur les questions essentielles : Conditions de travail, temps de travail, durée du travail, Code du travail, contrat de travail, retraites, Sécurité sociale, santé, éducation, services publics, liberté individuelle, paix, etc. il suffit de ramener les faits à une simple question : En quoi l'UE a-t-elle eu une action bénéfique pour les travailleurs dans tous ces domaines ? En rien, nulle part.

En fait, ce sont nos interlocuteurs qui doivent être amenés à se la poser si nous nous en sommes tenus à cette conduite. Pas besoin d'énumérer des faits précis, tout le monde est censé faire le même constat, tout le monde sait que la situation s'est dégradée ou aggravée dans tous les domaines pour en avoir fait l'expérience directement ou indirectement par le biais des membres de notre famille, nos relations, nos collègues de travail, etc. Nous nous en tiendrons à l'essentiel.

De toutes manières, en dehors des aristocrates et de l'élite qui les sert, toutes les catégories, couches ou communautés de la population ont subi les effets négatifs de la politique de l'UE et des gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 30 ans dans tous les domaines cités plus haut, donc faire prévaloir qu'une d'entre elles auraient bénéficié d'un traitement de faveur, ce ne serait qu'à la marge ou dérisoire à côté de la dégradation de leur condition, à notre connaissance ce traitement de faveur ne s'applique pas à leur condition de travail, leur temps de travail, leur durée du travail, leur retraite, etc. personne n'a été épargnée par la politique antisociale de l'UE.

Comme quoi s'est confortable de s'en tenir à notre terrain de classe, je vous le conseille, avec un peu d'entraînement cela devient spontané, sans à produire d'effort on vient facilement à bout de ce genre d'argument qui ne sert qu'à faire diversion ou à nous détourner de l'essentiel, si vos interlocuteurs ne sont pas des imbéciles ou des gens de mauvaise foi ils en conviendront eux-mêmes, parce que c'est évident.

Les faits sont accablants pour l'UE, au-delà pour le capitalisme. Du coup on n'a même plus besoin de justifier notre conclusion, elle s'impose d'elle-même.

Si nos interlocuteurs la rejettent, c'est parce qu'ils ont décidé de se détourner des faits, peut-être parce qu'ils s'accrochent de leurs conséquences ou ils bénéficient d'un statut privilégié qui les aide à les supporter, auquel cas ils ne se sentent pas concernés par tous ceux qui les subissent ou ne les supportent pas, dans ce cas-là leur engagement politique n'est destiné qu'à servir leurs intérêts individuels et il n'a rien à voir avec une quelconque cause collective et ne présente aucun intérêt.

Il est donc indispensable de s'entendre dès le départ avec nos interlocuteurs sur le sens de notre engagement politique, quelle cause il doit servir, individuelle ou collective, étendue aux besoins ou aspirations de l'ensemble des exploités et des opprimés.

En ouvrant à l'écran des articles de presse, j'ai observé qu'ils étaient accompagnés de brèves vidéos. En général je ne les regarde pas car je n'en ai pas le temps et cela me semble inutile, cependant par curiosité j'ai visionné celles qui donnaient la parole à des militants de FI pour écouter un peu leurs discours. Et là j'ai découvert que des travailleurs de 25 à 45 ans environ expliquaient que c'était la première fois de leur vie qu'ils s'étaient engagés en politique, qu'ils participaient à une expérience politique dans une structure, parce qu'ils avaient senti que le moment était venu de le faire et qu'ils ne pouvaient pas s'en tenir à des idées ou à un rôle de spectateurs parce que la situation était trop grave, ils avaient décidé de franchir le pas en ayant bien conscience qu'ils avaient tout à découvrir en manifestant un enthousiasme sincère...

Le courriel fielleux reçu d'un militant ou sympathisant du POID : "*Terminer au cul de Mélenchon, candidat au poste de premier ministre de Macron.....encore bravo !*" C'est tout ce qu'il a trouvé comme argument en réponse à ma longue démonstration des derniers jours destinée à justifier mon soutien aux candidats de FI lors des législatives.

J'aurais pu lui répondre que ce courant politique avait produit les Jospin, Cambadélis et bien d'autres pourritures, et que ses dirigeants avaient passé leur temps à lécher le cul de Bergeron, Blondel et Mailly qui tous avaient leur carte du PS, à quoi bon remuer la merde, sinon prendre le risque d'être incommodé par ces miasmes... Bref, chacun aura apprécié l'élégance du procédé. Dégueulasse, tirez la chasse !

Revenons à ces travailleurs qui de leur propre initiative ont décidé de rejoindre FI.

J'ai trouvé cela très bien, et je me suis dit qu'il valait mieux les encourager à persévérer, plutôt que les traiter avec mépris ou condescendance ou pire les prendre pour des cons comme le font les donneurs de leçons ou les gauchistes dont le bilan calamiteux parle de lui-même. C'est de là que m'est venue l'idée de réfléchir à la meilleure méthode pour m'adresser à eux

Si je militais dans un parti, je serais heureux de constater que des centaines de milliers de travailleurs se mobilisent ou s'organisent, même si ce n'était pas dans mon parti, pour résister à la politique du gouvernement, je me dirais qu'en tissant des liens avec eux je pourrais peut-être en recruter certains une fois l'heure sonnée de la désillusion qui ne tarderait pas à venir. Ils sont honnêtes et sincères, alors pourquoi adopter un ton belliqueux à leur égard, parce qu'ils sont bourrés d'illusions, notre propre expérience de militant devrait au contraire nous inciter à faire preuve de modestie pour avoir colporté des théories foireuses auprès des travailleurs ou avoir accordé notre confiance à des dirigeants qui n'étaient finalement que des imposteurs ou qui nous ont trahis.

J'ai décrit plus haut quel était mon état d'esprit à l'égard des militants et des sympathisants de FI et la méthode pour s'adresser à eux, qui à mon avis devrait les destabiliser ou ne devrait pas les laisser indifférents, les faire réfléchir.

C'est uniquement nos propres expériences qui nous conduisent à adopter telle ou telle idée ou comportement, orientation, et personne ne peut se substituer à nous ou nous convaincre de quoi que ce soit si nous n'y sommes pas préparé ou si les conditions ne sont pas réunies.

Quand on a compris cela, on ne cherche plus à imposer nos idées, on se borne juste à les soumettre aux autres travailleurs en se disant qu'un jour ou l'autre ils les partageront si elles étaient correctes, parce qu'elles correspondaient aux tâches ou aux objectifs politiques qu'ils devaient réaliser pour avancer vers leur émancipation du capital.

Néostalinisme. Qu'on se le dise, il y en a qui ne doutent décidément de rien.

ParDem - L'enjeu principal des élections législatives des 11 et 18 juin sera le score obtenu par les candidats du Parti de la démondialisation.

Quant à la France Insoumise, elle reprend le modèle désastreux du Premier ministre grec de Syriza, Monsieur Tsipras. Sa soumission au système est totale après avoir fait croire l'inverse. C'est la seule roue de secours du système européen en France si le consensus sur le statu quo reposant sur des candidats classiquement néolibéraux ne fonctionne plus. Ce n'est certes pas du tout le premier choix de l'oligarchie, mais cela constitue bel et bien le dernier, si tout le reste échoue. ParDem

L'art du lieu commun pour justifier la division qui profitera à Macron et ses alliés.

Et tout cela pour quoi, devinez, redorer le blason des institutions de la Ve République :

ParDem - Les vrais enjeux politiques sont de récupérer des institutions démocratiques. ParDem

[Le matraquage continue plus que jamais](#)

Et dire que pas un seul parti ouvrier n'a appelé au boycott avant le premier tour...

- Macron, une ascension météorique portée par une bonne étoile - AFP

Une bonne dose d'intuition, une part de risque et un joli concours de circonstances ont conduit Emmanuel Macron à l'Élysée en empruntant la voie express, quelques mois après avoir lancé son parti et chamboulé le paysage politique, à 39 ans seulement.

- 6 caractéristiques qui font d'Emmanuel Macron un leader - Le Huffington Post

- Ce que Jean-Michel Macron, le père d'Emmanuel Macron, a apporté à la science - Le Huffington Post

- Le selfie de Macron vaut le détour(nement) - Le Huffington Post

[Le plus dur reste à faire et c'est cela qui les rend fou !](#)

Législatives 2017: PS, Modem, LR, société civile... Les comptes d'apothicaire de Macron - huffingtonpost.fr

Pour tenir sa double promesse de recomposer et renouveler la scène politique, le mouvement du président est contraint de marcher sur un fil.

En Marche, combien de divisions? Pour tenir sa double promesse de recomposer la scène politique française tout en renouvelant ses acteurs, Emmanuel Macron se retrouve contraint de jouer les juges-arbitres et ses amis les experts-comptables d'un délicat équilibre politique. La brève polémique provoquée par la colère de François Bayrou sur le nombre d'investis Modem aux élections législatives, précédée par les couacs des premières investitures concédées, ont démontré à ceux qui en doutaient à quel point il est difficile de faire table rase du passé tout en cherchant à constituer une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après 24 heures de négociations, la fièvre est retombée côté Modem. Et les candidats de La République En Marche (LREM), réunis en séminaire ce samedi 13 mai, ont pu saluer le retour au calme. "Nos deux piliers n'ont pas changé depuis le lancement d'En marche!: le renouvellement et le rassemblement", a répété son secrétaire général Richard Ferrand, en préconisant de "faire l'Histoire sans petites histoires!". Manière de tourner la page des ratés de ces derniers jours.

"Le renouvellement que vous représentez devant moi n'a jamais été réalisé avant sous la Ve République", a plaidé Emmanuel Macron selon des personnalités présentes, demandant à ses candidats de ne "jamais (être) des assis, des installés, des habitués".

Mais l'apaisement avec l'allié François Bayrou a un prix: selon les informations du Monde, le président du Modem aurait obtenu près d'une centaine de circonscriptions pour les siens contre 38 lors de la présentation initiale des 428 premières investitures. Un "accord politique" qui doit encore être confirmé et qui ne va pas faciliter la tâche des cadres d'En Marche!, soucieux de préserver les équilibres entre les ralliés socialistes, écologistes, centristes, Les Républicains et les candidatures issues de la société civile, mises en avant comme le gage du renouveau que veut incarner le jeune président de la République.

La gauche très ou trop bien servie?

Parmi les critiques exprimées à voix haute par François Bayrou, celle d'un trop grand nombre d'élus sortants et/ou d'anciens membres du PS. De fait, En Marche! admet que 153 investitures ont été attribuées soit à des socialistes ou ex-socialistes, à quelques écologistes pro-gouvernement ou encore à des radicaux de gauche.

Sur les 23 parlementaires ou suppléants sortants investis, tous appartenaient à la majorité sortante, dont une très nette part (16) de socialistes. Dans le lot, une ministre écologiste de François Hollande, Barbara Pompili, investie dans sa circonscription de la Somme.

A cela, il faut ajouter le choix d'En Marche! de ne pas investir de candidat contre des membres ou d'anciens membres du gouvernement, dont le très emblématique Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen, Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri ou Ségolène Neuville.

Pour se défendre de "recycler" les sortants du PS, le parti présidentiel met en avant le fait que 70 à 100 députés PS sortants avaient à l'origine sollicité leur investiture, dont de nombreux proches de Manuel Valls. En vain.

Une minorité LR / UDI peut-être appelée à grossir

Face à la déferlante de la majorité sortante, la droite et le centre-droit peuvent s'estimer lésés. Parmi les 428 premières investitures, on ne compterait qu'une quarantaine d'apparentés LR/UDI et aucun parlementaire sortant. De quoi nourrir l'impression que LREM ne marche que sur une seule jambe, la gauche.

Pour donner le change, d'anciens collaborateurs de droite ont été investis, dont deux collaboratrices de l'ancienne équipe Juppé, Aurore Bergé et Marie Guévenoux ainsi qu'un ancien collaborateur de Jean-Pierre Raffarin, Blaise Mistler. Autre appel du pied qui n'a échappé à personne: pour l'heure, En Marche! n'a investi personne face aux députés sortants LR Bruno Le Maire, Thierry Solère ou Franck Riester. Le juppéiste Gilles Boyer, dont c'est la première candidature, et les anciens suppléants de Christian Estrosi et de Edouard Philippe sont également épargnés.

La stratégie de conserver une marge de 150 circonscriptions gelées jusqu'à mercredi est assumée: permettre des ralliements de dernière minute du côté des Républicains et du centre. Le choix d'un premier ministre issu de ces rangs pourrait accélérer le mouvement.

Avantage à la société civile... sur le papier

Si la recomposition macroniste s'apparente bien à un grand jeu de vases communicants, il ne faut pas nier le réel effort de renouvellement des candidatures choisies. Sur le papier, les candidats néophytes et/ou sans appartenance partisane font une entrée remarquable dans l'aventure En Marche!. Comme l'a détaillé avec grand soin la direction du parti présidentiel, 197 candidats retenus n'avaient jusqu'ici aucun passé politique notable.

Ce choix non plus ne s'est pas fait sans difficulté, entre des candidats qui n'avaient pas demandé à l'être et ceux qui ont dû céder la place à des ténors ou à des personnalités médiatiques, comme le champion des maths Cédric Villani ou le juge Eric Halphen.

Mais pour mesurer l'ampleur véritable du renouvellement annoncé, il faudra attendre le 18 juin, date du second tour des législatives. Histoire de vérifier que les circonscriptions les plus favorables n'ont pas été réservées aux seuls sortants. huffingtonpost. fr 13.05

En Marche!: une partie du PS "recyclée"... mais de nombreux recalés - AFP

En Marche, usine à "recycler" du PS comme l'en accusent ses adversaires? Le parti d'Emmanuel Macron a certes investi plus d'une vingtaine de députés sortants de gauche, mais il fait valoir que beaucoup de postulants socialistes ont été recalés.

Dans la première vague de 428 candidats annoncée jeudi, 22 députés sortants de gauche (seize PS, une ex-PS, deux radicaux de gauche et trois écologistes), et une sénatrice MoDem, Leila Aichi.

Le secrétaire général d'En Marche!, Richard Ferrand, qui espère convaincre des élus de droite de rejoindre le parti d'Emmanuel Macron, a promis de faire connaître d'ici mercredi le nom des derniers impétrants. Les dosages peuvent donc encore changer avant la clôture des candidatures, vendredi.

D'autant que François Bayrou, qui s'estimait lésé par de premiers arbitrages accordant un nombre selon lui insuffisant d'investitures au MoDem dans des circonscriptions gagnables, a annoncé dans la nuit la conclusion d'un accord "équilibré" avec la République en Marche!

"In fine, il devrait y avoir maximum 10% de députés sortants investis, souligne un député proche de M. Macron. Jamais un grand parti n'a fait cela! (...) Et quand la droite explique que ça penche du côté du PS... ça n'est pas l'avis des députés PS qui frappent à la porte!"

Christophe Borgel, en charge des élections au PS, souligne pour sa part qu'"il y a beaucoup moins de députés (sortants) investis que ce que certains annonçaient".

Pour le député de Haute-Garonne, il ne devrait pas y avoir plus de "7 ou 8" députés issus du PS parmi les dernières investitures du parti présidentiel attendues la semaine prochaine.

Selon des sources à En Marche! et au PS, entre 70 et 100 députés PS sortants ont sollicité l'étiquette du parti de M. Macron.

Parmi ceux finalement choisis, de nombreux fidèles de la première heure du président élu : Richard Ferrand, Christophe Castaner, Jean-Jacques Bridey, Stéphane Travert...

Les députés Réformateurs (l'aile droite du PS) sont aussi bien représentés, dans le sillage du sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb, qui a été l'un des premiers soutiens de M. Macron.

Mais parler de "recyclage du PS, c'est absolument faux", souligne une source proche des Réformateurs, qui déplore notamment qu'une députée de cette tendance, Bernadette Laclais, se soit vu refuser l'investiture au profit du MoDem Patrick Mignola en Savoie.

Un autre député, proche de Manuel Valls, déplore même "une volonté d'éradication de tout un tas de gens!" "On n'est pas vraiment dans la bienveillance", souligne-t-il. Le député Malek Boutih n'a ainsi pas obtenu l'investiture En Marche! Pas davantage qu'un autre proche de M. Valls, Hugues Fourage.

L'ex-Premier ministre lui-même a bénéficié d'un compromis: il ne pourra pas se revendiquer d'En Marche!, mais il évite un adversaire macroniste. D'autres de ses proches, comme Gilles Savary, Philippe Doucet ou Olivier Dussopt n'auront pas cette chance.

"Je ne comprends pas les règles intransigeantes d'En Marche! Macron veut faire table rase du passé mais au détriment de sa future majorité", s'énervait mardi auprès de l'AFP M. Savary.

Pour l'un de ces députés, les vallsistes ont été plutôt moins bien traités que les "Hollandais" dans les arbitrages d'En Marche! - en tout cas pour l'instant. Parmi les ministres n'ayant pas d'adversaire désigné: Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri, Ségolène Neuville... mais pas Juliette Méadel.

Pour "limités" qu'ils soient, ces transferts du PS à En Marche! contribuent en tout cas à "clarifier" la situation au PS, déchiré depuis le début du quinquennat entre son aile droite et son aile gauche.

"Avec le départ d'une partie des Réformateurs, et celui de Manuel Valls, oui il y a une clarification", souligne un proche de l'ex Premier ministre.

Dans un message posté jeudi soir, M. Valls a annoncé agir désormais en "homme libre", laissant entendre qu'il se passerait de l'étiquette PS pour briguer un nouveau mandat dans la première circonscription de l'Essonne.

"L'objet de Manuel Valls n'est plus la recomposition du PS, elle est malheureusement impossible", avait affirmé mardi à l'AFP Malek Boutih. AFP 13.05

[Que la bête meurt !](#)

- "Mort" du PS : Manuel Valls persiste et signe - lepoint.fr

L'incendie de la maison socialiste continue. Et les déclarations de Manuel Valls de cette semaine ajoutent de l'huile sur le feu. Mardi 9 mai, il franchissait le Rubicon pour certains de ses proches au parti en annonçant vouloir se présenter sous l'étiquette La République en marche pour les législatives de juin. Sur RTL, il doublait même cette annonce d'un constat : « Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser », avait affirmé Manuel Valls. La porte restait ouverte pour une refondation. Elle semble désormais close.

Samedi, l'ancien Premier ministre en a rajouté une couche, selon Le Monde. Dans son édition du 13 mai, le quotidien rapporte cette phrase lancée en privé par Manuel Valls : « L'histoire est finie pour le PS. Tout le monde le sait, mais on va quand même aux législatives en faisant semblant d'être toujours ensemble, c'est pathétique. » lepoint.fr 13.05

En famille. Le dernier numéro d'un "marchand d'illusions".

Si vous ne l'aviez pas encore compris, vous comprendrez ici pourquoi je n'ai pas appelé à voter Mélenchon.

- Mélenchon fixe l'objectif de La France insoumise, "gouverner le pays" - AFP

Ridiculisant des "marchands d'illusions, des faussaires, des gens qui viennent avec une pancarte et se préparent à faire le contraire", "une troupe qui bêle en cadence", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé sa volonté d'incarner le seul vote d'opposition de gauche pour ces élections législatives. "Nous avons un drapeau clair, net, sans tache, honnête, loyal, fier, il s'appelle la France Insoumise et ya basta!", a-t-il crié sous les applaudissements. (Quand vous aurez lu la suite, vous aurez envie de lui répondre que les taches figuraient dans les non-dits ou que c'était lui la tache, le faussaire ! - LVOG)

Jean-Luc Mélenchon a fixé samedi pour objectif à son mouvement, La France insoumise, d'obtenir une majorité au terme des législatives de juin pour se mettre en position de "gouverner le pays". (Et en plus il est mégalomane ! - LVOG)

"La France insoumise sera sans doute le mouvement qui rassemblera le plus de députés", a lancé M. Mélenchon lors de la convention nationale des candidats de son mouvement à Villejuif (Val-de-Marne).

"Nous sommes candidats partout, avec comme objectif gouverner le pays et constituer une nouvelle majorité", a-t-il ajouté, espérant que les 7 millions de voix (19,6% des suffrages) qu'il a obtenues au premier tour de la présidentielle donneront à son mouvement l'élan nécessaire pour remporter le scrutin des 11 et 18 juin.

"La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation, de mettre en échec la politique macroniste", a-t-il dit. "Nous le pouvons, c'est à portée de main, que viennent les jours heureux!" (La cohabitation à laquelle il a participé avec Chirac avait été le prélude aux "jours heureux"... des actionnaires du CAC40 ! - LVOG)

Le chef de La France insoumise a loué les vertus de la cohabitation: quand Lionel Jospin a été le Premier ministre de Jacques Chirac, cela "a été le moment le plus positif pour la France avec la mise en place des 35 heures: nous avons alors créé plus d'emplois qu'à aucun moment en France". (Et le record en matière de privatisations, "les jours heureux", quoi ! Rien que ce passage montre qui est vraiment Mélenchon pour ceux qui ne le savaient pas encore. Et qu'il se fout éperdument de notre sort. - LVOG)

En revanche, "le président Macron a prévu de faire passer par ordonnances, cet été, une série de mesures d'une extrême gravité", a-t-il mis en garde.

Le premier vote qu'Emmanuel Macron mettra à l'ordre du jour du Parlement "sera un vote de renoncement demandé à une Assemblée soumise, et nous, nous sommes pour la composition d'une Assemblée insoumise", a lancé le candidat arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle.

Selon lui, "la négociation entreprise par entreprise sur des questions comme les horaires de travail ou les salaires, c'est jeter tout le pays dans une compétition entre les travailleurs et les entreprises, surtout dans les plus petites". "C'est un projet de contre-révolution et de violence sociale terrible qui frappe un siècle et demi d'avancées sociales", a-t-il affirmé, qualifiant de "crevards" les députés socialistes tentés de rejoindre le mouvement d'Emmanuel Macron.

Evoquant la jeunesse du nouveau président (39 ans) et son expérience à lui (il a 65 ans), M. Mélenchon a encore estimé qu'il faut que ce jeune homme soit tempéré de sa folie par un homme âgé qui s'occupera du peuple". AFP et huffingtonpost.fr 13.05

Parce que la France de la finance de Macron serait compatible avec celle du peuple de Mélenchon ? Un aveu.

Pas de candidat France insoumise face à des communistes ayant parrainé Mélenchon - AFP

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ne présentera pas de candidats aux législatives face à des députés communistes sortants ayant parrainé la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé samedi son directeur de campagne, Manuel Bompard.

"Le comité électoral a décidé que nous ne présenterions pas de candidats là où des communistes sortants ont adressé leur parrainage à Jean-Luc Mélenchon", a déclaré M. Bompard lors d'une convention nationale des candidats de La France insoumise à Villejuif (Val-de-Marne).

Cette déclaration intervient alors que, après des mois d'une entente fragile, le Parti communiste et La France insoumise ont renoncé il y a quatre jours à trouver un accord pour les législatives, un échec dont les états-majors se rejettent la responsabilité.

"Certains dirigeants s'en prennent à nous, nous ne voulons pas entrer dans ces polémiques", a seulement dit M. Bompard samedi.

Cette convention nationale de La France insoumise doit permettre aux candidats venus de toute la France de lancer véritablement la campagne pour les législatives des 11 et 18 juin, dont l'objectif est de faire du mouvement la première force d'opposition à gauche, pour "refuser de donner les pleins pouvoirs au gouvernement Macron".

"C'est une grande fierté que de voir revenir dans le combat civique des gens dégoûtés de la politique", a déclaré M. Bompard, assurant que "tout cela ne s'arrêtera pas aux législatives".

"Le rassemblement", a-t-il poursuivi, "ne peut se faire au détriment d'une cohérence politique", ajoutant: "Nous avons proposé un cadre cohérent et homogène, La France insoumise, et un programme."

"A tous ceux qui regardent vers nous, nous leur disons "ne regardez pas l'ancien monde, venez avec nous construire le monde nouveau", a lancé M. Bompard. "Nous ne demandons à personne de déchirer sa carte de parti."

"Pour être efficaces, nous devons être cohérents dans la lignée de la présidentielle et c'est à cette condition que nous pourrions obtenir la majorité", a-t-il aussi souligné. AFP 13.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

En Allemagne, le parti conservateur d'Angela Merkel a remporté dimanche un scrutin régional clé en Rhénanie du Nord-Westphalie.

La CDU de la chancelière devance avec 34,5 % le SPD de Martin Schulz qui, avec 30,5 %, enregistre son pire score historique dans le Land le plus peuplé d'Allemagne, qu'il dirigeait jusqu'à présent, selon des sondages de sortie des bureaux de vote dimanche soir. Ce scrutin régional avait valeur de test à quatre mois des législatives. Pour les sociaux-démocrates, c'est une défaite retentissante, au moment où le parti traverse une période difficile. AFP 14.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Emploi : la terrible prédiction de la Banque mondiale - Les Echos

"L'automatisation pourrait faire disparaître près de 70 % des emplois dans les pays en voie de développement, selon le directeur de l'institution." Source : Les Echos

Une "banquise" de bouteilles en plastique recouvre le fleuve Congo à Kinshasa - France 24

" Depuis plusieurs mois, la principale artère fluviale de Kinshasa est recouverte d'une épaisse couche de déchets, constituée pour l'essentiel de bouteilles en plastique. Selon notre Observatrice, ces débris, dispersés partout dans la capitale de la RD Congo faute de politique de gestion des déchets efficace, arrivent là à cause des fortes pluies." Source : France 24

ECONOMIE

BCE

- Cinq pays détiennent 90% des liquidités injectées par la BCE - Reuters 02.05

Environ 90% de l'excédent de liquidités injecté par la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir l'activité économique dans la zone euro ont profité à cinq des plus riches pays de la région, montre mardi une étude de la banque centrale.

Elle cite "l'aversion au risque" parmi les raisons expliquant le fait que ces liquidités se concentrent en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Finlande alors que dans d'autres pays, des banques dépendent encore de la BCE pour se fournir en liquidités.

En clair, les banques des pays les plus riches restent réticentes à prêter des liquidités à l'étranger près de dix ans après l'éclatement de la crise financière et en dépit des efforts entreprises par la BCE pour assurer la cohésion de la zone et favoriser le crédit.

"Il semble qu'après la crise financière, une augmentation généralisée de l'aversion au risque et des limites plus prudentes en matière de risque interne au sein des banques continuent de limiter les flux de liquidités transfrontaliers et la redistribution interbancaire des liquidités au sein de la zone euro", résumant les 14 auteurs de l'étude.

La BCE a distribué environ 1.500 milliards d'euros d'excédent de liquidités (le solde entre les liquidités déposées par les établissements bancaires auprès des banques centrales et les réserves obligatoires) depuis 2015 par le biais d'achats de titres sur les marchés et d'opérations de refinancement à long terme à des taux extrêmement faibles.

Mais le fait que ces liquidités restent concentrées dans les pays les plus riches de la zone euro au lieu d'irriguer ceux qui semblent en avoir le plus besoin risque de nuire à l'efficacité de cette politique et montre que l'objectif de l'Union européenne de créer une véritable union bancaire est très loin d'être atteint.

L'étude publiée mardi montre que 60% des montants consacrés par la BCE et les banques centrales nationales à des achats d'obligations finissent en Allemagne, entre autres sur des comptes détenus en territoire allemand par des banques britanniques. La France en a quant à elle reçu 20%.

Les auteurs de l'étude expliquent aussi la concentration des liquidités dans les cinq pays cités par des facteurs extérieurs comme le fait que les banques les plus saines attirent davantage de déposants ou les nouvelles dispositions réglementaires qui freinent les prêts interbancaires. "Les retours des banques et une analyse approfondie suggèrent que les obligations réglementaires et les modèles économiques des banques ont une forte influence sur le niveau de liquidités excédentaires détenues au niveau de chaque banque", dit l'étude.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mai 2017

CAUSERIE

Face à la menace brandie et répétée par Macron d'amplifier la loi El Khomri, un seul mot d'ordre : Grève générale illimitée jusqu'à l'engagement écrit de ne pas modifier le code du travail en faveur des capitalistes, abrogation de la loi El Khomri!

A bas les journées d'action, à bas la collaboration de classes, à bas le dialogue sociale, aucune relation avec Macron, combat classe contre classe jusqu'à la chute du régime !

Au fait, comment doit-on caractériser un régime qui entend court-circuiter le Parlement dès le lendemain des élections législatives ? Un régime totalitaire.

Avis à ceux qui envisagent de le ménager, qui envisageraient de négocier quoi que ce soit avec Macron, de lui envoyer

des délégations de travailleurs pour connaître ses réelles intentions, ils se placeraient eux-mêmes du côté des ennemis de la classe ouvrière. Et ne vous fiez surtout pas à ceux qui affirment qu'il ne faut rien lâcher...

Petites histoires indiennes pour se détendre un peu.

Même température qu'hier, 47°C à l'ombre. J'ai enlevé les carters de l'ordinateur et j'ai placé le ventilateur sur le côté pour le refroidir, du coup c'est moi qui cuis ! Le courant est mauvais, entre 190 et 200 volts, je dois attendre qu'il atteigne au minimum 200 volts pour remplir le réservoir d'eau et ne pas griller le moteur ! Bon, cela m'a obligé à me lever et à faire l'aller retour jusqu'à l'interrupteur à l'extérieur de la maison une dizaine de fois dans la matinée, je n'ai pas grogné parce que c'était bon pour mes jambes ! Il faut penser à tout, c'est fortement recommandé ici.

Je vais avoir un autre voisin. Un jeune couple avec des enfants, un peu moins pauvre que celui situé en face de chez moi, quoique, il possède un petit camion mais cela doit faire vivre au moins une dizaine de personnes, donc ils sont aussi pauvres ou presque. Ils n'ont ni l'électricité ni l'eau sur leur terrain, ils m'ont demandé si je pouvais leur fournir de l'eau le temps de la construction de leur petite maison (donc pendant plusieurs mois) et je n'ai pas pu leur refuser évidemment. Ils ont installé 5 barils en plastique pouvant contenir 150 litres d'eau à 5 mètres de la grille d'entrée et je les remplis à l'aide de mon tuyau d'arrosage. Ils m'ont proposé de me verser quelque chose pour les frais d'électricité, on verra cela plus tard leur ai-je dit. Le frère de ma compagne (Selvi) m'a dit que j'aurais dû refuser, et je sais que mon voisin n'aurait pas osé demander un tel service à un Indien, entre eux ils ont des rapports vraiment pourris ou très durs, c'est souvent une source d'emmerdements il faut dire. Moi je suis toujours prêt à rendre service, c'est ma vocation, mais si on abuse de ma gentillesse, je romps les relations sur le champ et généralement je préviens les gens à l'avance.

Dans la vie quotidienne, je me comporte comme en politique, je ne sais pas ce que c'est que de jouer un double rôle ou de tenir un double langage, je tiens à avoir une rectitude morale sans faille, par principe, c'est ce qui détermine ma personnalité, comme quoi sur le plan psychologique je suis plutôt équilibré, n'est-ce pas ?

J'ai prêté mille roupies au jeune couple d'en face de chez moi parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour faire face aux aléas de l'existence, il me les rendra à la fin du mois au moment de la paie. La femme vient régulièrement se fournir en eau chez moi, là aussi je ne peux pas lui refuser, le point d'eau est à plus de 50 mètres de chez eux, à 80 mètres de mon nouveau voisin. La plupart des Indiens ont des conditions de vie très difficiles ou épouvantables, en France on ne les supporterait pas. C'est aussi pour cela que la violence est omniprésente en Inde, ils peuvent s'emporter au quart de tour, ils le savent et le craignent, donc généralement ils sont calmes, mais ce n'est qu'une apparence.

Depuis déjà une dizaine de jours, une partie du village où habite le frère et la soeur de Selvi est privée d'eau, du coup ils nous donnent tout leur linge à laver. C'est moi qui fais les machines à laver et étend le linge, et c'est Selvi qui le plie. On leur rapporte deux jours plus tard, ils habitent à 2,5 kilomètres de chez nous, sur le chemin du boulot à Selvi. C'est moi qui paie la lessive, mais bon, ils sont plus pauvres que moi !

Donc voilà, pendant que j'écris ou formate ces causeries, je dois m'occuper d'un tas de choses en même temps, sans oublier les chèvres !

Passons à notre affaire.

Une pure coïncidence, qui oserait en douter ?

Les banquiers du groupe Bilderberg s'installent au pouvoir en France, après Macron, le Premier ministre qu'il vient de nommer, Édouard Philippe, a participé à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg en 2016, à Dresde en Allemagne.

Vous avez le droit de vous inquiéter au plus haut niveau.

Au passage, je tiens à préciser que mon soutien à FI jusqu'aux législatives est conditionné à l'état d'esprit des travailleurs qui ont rejoint ce mouvement. Si je m'apercevais que la majorité d'entre eux percevaient les déclarations de Mélenchon comme une trahison de leur engagement fortement teinté d'illusions et qu'ils décidaient de le désertier, je les suivrais ou je retirerais mon soutien à FI qui n'aurait plus aucune raison d'être. Ce n'est pas une question de principe, mais de cohérence politique, vous comprenez.

Ensuite, à quoi servirait-il de leur conseiller de s'orienter vers tel ou tel parti puisqu'ils sont malheureusement tous décomposés et corrompus. On pourrait se dire que ce serait mieux que rien ou cesser de militer, sauf que ce serait oublier un peu vite ou ignorer que les dizaines de milliers de travailleurs qui se sont un jour engagés dans un de ces partis ont effectivement cessé de militer par la suite, tout du moins sur le plan politique ou dans un parti, j'en veux pour preuve leur effectif respectif familial et les nombreux témoignages que m'ont adressés d'ex-militants ces dernières années.

Les militants, cadres et pourquoi pas les dirigeants qui partagent l'essentiel de mon analyse devraient se rassembler pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, mais apparemment cela semble impossible, ne les intéresse pas, ils ne le souhaitent pas, ils sont heureux comme ils sont ou ils se satisfont de la situation, tant pis, ils se condamnent eux-mêmes (et nous avec, l'humanité entière) à subir ce qui les attend sans que l'ombre d'une issue politique ne pointe à l'horizon, jamais, autant qu'ils en prennent conscience dès maintenant, ce suicide politique marquera la fin de tout espoir de voir un jour le socialisme se réaliser, condamnant la civilisation humaine à vivre désormais et indéfiniment jusqu'à son extinction dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Si pour avoir raison à tout prix ou ne pas avoir à se déjuger c'était leur choix, on ne disposerait plus d'aucun argument pour les amener à faire preuve de davantage de discernement ou de rigueur intellectuelle et morale, toute discussion entre nous deviendrait inutile. Pour en manquer singulièrement, ceux qui se sont embarqués dans l'aventure avec Mélenchon ne vont pas tarder à en faire les frais et le prix à payer sera très cher, car la plupart d'entre eux ne s'en remettent jamais, comme tous ceux qui sont passés par les différents courants trotskystes notamment, ils sortiront brisés de cette expérience, là aussi je possède pas mal de lettres qui en témoignent et c'est bien triste.

Habituellement ou par nature nous sommes optimiste, mais s'il arrive un moment où une sombre et dramatique perspective se dresse inexorablement devant nous, nous sommes bien obligé d'en prendre acte.

Vous allez peut-être penser que cela doit être difficile de vivre en étant parvenu à cette conclusion, en effet, mais personnellement je demeure disponible pour participer à toute nouvelle expérience qui verra le jour, sérieuse évidemment, comme quoi l'espoir aussi ténu soit-il ne disparaîtra jamais, parce que l'idéal que nous portons repose sur des bases objectives et historiques, sinon il n'aurait jamais pu germer dans la tête des hommes et s'y ancrer profondément.

Le monde est fou quelque part, et cette folie s'est emparée de nous. Et le problème, c'est que nous refusons obstinément d'en convenir, nous sommes pris dans cette spirale infernale et nous ne parvenons pas à prendre nos distances avec, notre manque de volonté et de modestie nous perdra.

Quand notre engagement politique se caractérise par un manque de cohérence et de multiples contradictions, il est condamné ou ne servira à rien. C'est un peu ce qui arrive à Maduro au Venezuela qui n'ont pas voulu aller au bout de la logique qui imposait de rompre avec le capitalisme et de s'attaquer au pouvoir de l'oligarchie qui finira par avoir sa peau, il ne le peut pas davantage que Chavez de par la nature de son régime qui ne tient que grâce au soutien de l'armée qui en dernier lieu est la garante des institutions et du capitalisme, il en est prisonnier et en périra comme bien d'autres avant lui pour ne pas avoir adopté résolument le socialisme.

Il en va ainsi des militants qui veulent ménager leurs idées acquises, leurs dirigeants, leur parti, ils ne tiennent pas à les remettre en cause, ils s'y accrochent désespérément, alors qu'elles sont désuètes ou qu'ils ne le méritent pas, ils connaîtront le même sort, c'est une certitude.

[A cause de la survie du capitalisme ils auront le droit à la peste et au choléra.](#)

- Le choléra a fait au moins 115 morts à Sanaa au Yémen - Reuters

L'état d'urgence a été décrété à Sanaa, la capitale du Yémen contrôlée par les milices chiites houthies, en raison d'une épidémie de choléra qui y a fait au moins 115 morts, selon un bilan fourni communiqué lundi par l'agence de presse yéménite Saba. Reuters 15.05

[Le même modèle totalitaire privant les peuples de tout droit politique doit s'imposer partout où les conditions sont réunies.](#)

Primaire socialiste en Espagne: Sanchez promet un virage à gauche - AFP

[Parole d'internaute.](#)

- *"Nous sommes prisonniers du " toujours plus". Toujours plus de pouvoirs, plus de puissance, celui de l'argent. La volonté de puissance est une des grandes faiblesses humaines, elle ne connaît pas de limite. Tous ceux qui résistent sont discrédités, méprisés, traités de populistes ou de fascistes.*

La grande crainte des puissances de l'argent c'est la prise de conscience des résistants de tout bord qui sont majoritaires. Mais par leurs divisions idéologiques, leurs accusations mutuelles, les peurs réciproques, ils sont incapables de faire barrage à la montée grandissante et dramatique des puissances de l'argent qui ont perdu toute considération humaine du monde et capables de le détruire.

Le dieu argent, les adorateurs du veau d'or, nous imposent des "sauveurs", des narcissiques dépourvus d'empathie, très doués, mais idiots utiles, pour nous tromper et nous imposer leur dieu comme seule référence."

Excès de pouvoir et manque de discernement vont de pair généralement.

Les "puissances de l'argent" n'ont pas "perdu toute considération humaine du monde", elles n'en ont jamais eu, ce n'est pas du tout pareil. Vous leur accordez une vertu qu'elle n'ont jamais eu, votre interprétation de l'histoire est défectueuse ou romanesque, c'est la preuve que quelque part vous cultivez encore des illusions dans ceux qui détiennent le pouvoir, cela vous perdra si vous ne parvenez pas à vous en séparer.

Et oui, dans la vie, beaucoup plus souvent qu'on ne le pense on doit rompre avec certaines croyances qui sont infondées ou ne correspondent pas à la réalité. On en est bourré, y compris les militants et surtout les intellectuels.

C'est une obsession.

Hier soir j'ai profité que ma compagne Selvi n'était pas là et que la sono du temple hurlait m'empêchant d'écouter de la musique en sirotant mon cocktail du soir, pour réfléchir posément à notre affaire.

Si Macron désignait un Premier ministre issu de LR, ce serait pour affaiblir LR après avoir cassé le PS, parce que dans l'état actuel des choses il est convaincu que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui viendrait ternir ou contrarier sa victoire. Ce serait donc un moyen pour espérer diviser LR et passer devant, car qui plus est, Macron n'est pas du tout certain que les élus du PS feraient le compte pour obtenir une majorité absolue. Or une cohabitation avec LR rappellerait trop le fonctionnement de la Ve République avec lequel il veut tourner la page pour instaurer un régime totalitaire à l'américaine.

Cette majorité absolue est le point faible et une obsession pour Macron et ses parrains, il faut dès lors axer notre combat politique contre Macron et son parti pour les briser, les faire tomber. En même temps recourir à un Premier ministre issu de LR ne manquera pas de témoigner de son ancrage à droite ainsi que le PS, c'est une faille dans leur dispositif qui témoigne de leur faiblesse parce qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays, qu'il faut exploiter à fond, dès lors tous ceux qui le soutiendront seront catalogués à droite, ce qui signifiera que les partis qui se partagent le pouvoir sont tous de droite et que ceux qui seraient à gauche n'y figurent pas, ce qui permettrait aux travailleurs de se reconnaître uniquement dans le ou les partis qui ne figurent pas au gouvernement ou qui ne le soutiennent pas, ce qui pourrait favoriser leur radicalisation et leur mobilisation contre le gouvernement qui se retrouverait totalement isolé.

Suite ce matin après avoir "appris" que Macron avait nommé Premier ministre Édouard Philippe issu de LR.

Ce pourrait être un Premier ministre éphémère ou par intérim jusqu'aux législatives seulement, la suite le dira.

Le PS s'apprête à se poser en recours contre le gouvernement de "droite" de Macron, ils osent tout après avoir soutenu Macron ! Personne n'est dupe. Vous avez le droit de tirer sur l'ambulance pour l'achever.

A force d'en appeler à une "cohabitation nécessaire" avec Macron, Mélenchon est en train de briser l'espoir inconscient qu'il avait fait naître dans la tête de millions de travailleurs. Ce carriériste est d'un cynisme sans borne. Il est prêt à se fondre dans les institutions de la Ve République, ce qu'il n'a cessé de faire depuis près de 40 ans.

Qui peut imaginer un instant un Premier ministre proposer à Macron l'abolition de la loi Macron ? Poser la question à ceux qui soutiennent Mélenchon devrait les destabiliser et leur montrer à quel point si leur démarche est sincère et honnête, ce n'est pas le cas de celle de ce charlatan.

En oligarchie macrocéphale

(macrocéphale : qui a une grosse tête)

Aduler par les élites

- Emmanuel Macron : les bons points du Cercle des économistes - lepoint.fr

Des économistes du cercle de réflexion ont vanté les mérites du projet du nouveau président, lundi, lors d'une conférence de presse.

« La réponse de Macron au problème central macroéconomique de la France est cohérente. » Voilà ce que pense le directeur de la recherche économique de Natixis, Patrick Artus (chroniqueur du Point.fr) du programme du nouveau président. Il n'a pas été le seul à lui distribuer des bons points, lundi 15 mai, lors de la conférence de presse intitulée « Un nouveau président, et après ?

» organisée par Le Cercle des économistes, le think tank qui supervise, chaque année, les rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Malgré leurs sensibilités différentes et quelques critiques, Philippe Aghion (professeur au Collège de France), Agnès Benassy-Quéré (Conseil d'analyse économique), Claire Waysand (Inspection générale des finances), Christian Saint-Étienne (Conservatoire national des arts et métiers) et Jean-Hervé Lorenzi (président du Cercle des économistes) ont tous dressé un tableau plutôt flatteur de la politique économique proposée par le nouveau chef de l'État, au point de prêter le flanc à l'accusation de pensée unique. « Le programme de Macron a été fait par plein d'économistes dans tous les sens, et ça se voit car il y a un certain consensus dans la science économique », explique l'un d'eux pour justifier un tel unanimité. lepoint.fr 15.05

Le monarque et sa cour.

- Equipe élyséenne : les premiers nommés - liberation.fr

C'est à lui qu'Emmanuel Macron confie les clés de l'Élysée, comme secrétaire général. Ce rôle de premier plan dans le dispositif présidentiel est à l'aune de la confiance que le chef de l'État place dans ce haut fonctionnaire, comme lui surdiplômé (Sciences-Po, Essec, ENA). Depuis trois ans, les deux hommes travaillent en liaison étroite, souvent jusque tard dans la nuit. A Bercy d'abord, où le ministre de l'Économie l'avait choisi comme directeur de cabinet. Durant les centaines d'heures de préparation de la loi Macron, la bonne entente entre les deux hommes se mue en amitié. Le ministre se repose bientôt totalement sur ce bras droit, aussi discret qu'efficace. A l'automne 2015, Kohler est de toutes les réunions préparatoires au lancement du mouvement En marche sur lequel Macron veut appuyer sa conquête du pouvoir. Privé de job après la démission du ministre, le haut fonctionnaire se recase à la compagnie de fret maritime MSC, dont il devient le directeur financier. Fin 2016, son nouvel employeur réclame sa présence physique à Genève. C'est essentiellement à distance qu'il suit l'évolution de l'aventure macronienne. Néanmoins, par mails et échanges WhatsApp, le conseiller spécial était resté en contact permanent avec le candidat et ses anciens équipiers de Bercy.

Pour diriger son cabinet, Macron a choisi de faire confiance à Patrice Strzoda. C'est à ce haut fonctionnaire de 64 ans qu'il va revenir de gérer le Palais et d'assurer le suivi des questions régaliennes. Une mission sur mesure pour l'ancien directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur et à Matignon. Préfet de Bretagne au moment des manifestations violentes contre la loi travail, Strzoda venait d'être nommé préfet de la région Ile-de-France.

C'est à Philippe Etienne qu'échoit le poste stratégique de conseiller diplomatique du chef de l'État. Cet ambassadeur de 61 ans, membre de la fameuse promotion Voltaire - celle de François Hollande, Ségolène Royal et Jean-Pierre Jouyet entre autres - est pour l'heure en poste à Berlin. Une expérience qui a sans doute pesé lourd dans le choix de Macron d'en faire son sherpa. Pour concrétiser son ambition répétée dimanche de «refonder et relancer» l'Europe, le Président aura le plus grand besoin de ses talents de diplomate expérimenté. Lundi, pour le premier déplacement présidentiel à Berlin, Philippe Etienne sera au côté de Macron.

Attention délicate du chef de l'État, le nom d'Ismaël Emelien figure dans cette première salve de nominations. Ce fidèle d'entre les fidèles hérite du titre de «conseiller spécial», rôle un temps joué par Aquilino Morelle pour François Hollande ou Henri Guaino pour Nicolas Sarkozy. Inspirateur et maître d'œuvre de la partie d'échecs que Macron a engagée en lançant son mouvement, ce trentenaire a travaillé sans relâche pour la victoire. Sa connaissance des mouvements de l'opinion et son sens tactique en font un collaborateur précieux pour le Président. Lequel ne doute d'ailleurs pas du total dévouement de l'ex-petite main de la campagne de DSK et son ancien conseiller à Bercy. liberation.fr 14.05

Qui a dit ?

- "J'ai toujours pensé qu'il y avait deux Macron"

"Le Macron du discours, avec lequel, je suis très souvent d'accord – pas sur tout, mais très souvent d'accord – et que j'aime bien, par ailleurs, parce que c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent."

"Il y a le Macron des actes", qui n'est "pas le Macron des discours",

"Le Macron des actes, c'est l'homme qui murmure à l'oreille du président les mesures de la première partie du quinquennat, c'est l'homme qui organise la politique économique de la France entre 2012 et 2015 et c'est le ministre dont objectivement on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses absolument considérables."

"Le Macron des actes, c'est un homme politique nommé par la grâce d'un président qu'il va finir par trahir. J'aime bien le Macron des discours, moins le Macron des actes." (1)

- "Qui est Macron ? Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel

de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme ; le second plus de principes"

"Macron, qui n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier (si j'ose dire, s'agissant du promoteur des autocars). De quoi restera-t-il le nom ? D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? Personne ne peut le dire aujourd'hui." (2)

- "Il marche sur l'eau en ce moment. Il guérit les aveugles, il multiplie les pains, il répand la bonne parole. A la France paralysée, il ordonne 'Lève-toi et en marche !' ; aux électeurs déboussolés, il dit 'celui qui vient à moi n'aura jamais faim et celui qui croit en moi n'aura jamais soif'. Et tout ça, tout seul, sans réel programme, ni réelle équipe. Il suffit de croire en lui. D'avoir la foi." (3)

- «Emmanuel Macron est un homme de gauche» (4)

Réponse : Le Premier ministre, Édouard Philippe.

(1) A l'Opinion en septembre 2016

(2) Dans une chronique pour Libération le 18 janvier 2017

(3) Dans "Libération" le 15 février 2017

(4) Édouard Philippe, pendant la campagne présidentielle - L'Opinion 15.05

Attendez, quand on a lu cela, on comprend tout de suite que ce sera ni le Président de la République, ni le Premier ministre qui vont gouverner.

De plus, Hollande a déjà fait le ménage dans les ministères. Ils n'auront même pas besoin de remplacer les technocrates qui étaient en place. L'oligarchie leur transmettra les consignes à suivre ainsi que les mesures ou lois, ordonnances ou décrets à imposer, et ils n'auront plus qu'à s'exécuter.

Décidément, encore une coïncidence, s'exclameront les naïfs ou les ignares.

- Macron devrait nommer un Premier ministre sélectionné par l'Otan - voltairenet.org

Le nouveau président français devrait nommer lundi 15 mai un Premier ministre sur une liste pré-sélectionnée par l'Otan :

- Sylvie Goulard (députée européenne, conseillère du New Pact for Europe) ;

- Christine Lagarde (ancienne assistante parlementaire au Congrès des États-Unis, directrice du FMI) ;

- Édouard Philippe (maire du Havre).

Tous trois ont été invités par Henry Kissinger (et formellement par le président Henri de La Croix cinquième duc de Castries) à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg (9 au 12 juin 2016, Dresde, Allemagne) où ils ont été appréciés.

Il semble peu probable que Madame Lagarde soit immédiatement nommée. Les sponsors de Monsieur Macron préférant qu'elle ne le soit qu'en 2019 de sorte qu'elle puisse d'abord terminer son second mandat à la tête du FMI. voltairenet.org 14.05

Union nationale déguisée. Grandes manoeuvres ou numéro de prestigitation grotesque... mais non sans risques.

- France: Emmanuel Macron face au défi de la recomposition - AFP

Tenu par ses promesses de renouvellement et de recomposition politique, Emmanuel Macron dévoile mardi le premier gouvernement de son quinquennat après avoir, fait inédit sous la Ve République pour un président issu de la gauche, nommé un Premier ministre de droite, le juppéiste Edouard Philippe (LR).

De retour de son premier voyage à l'étranger depuis son investiture, à Berlin lundi auprès de la chancelière Merkel, le chef de l'Etat reçoit dans la matinée à l'Élysée son chef de gouvernement.

Objectif: peaufiner la composition et l'annonce, prévue "en fin de journée", d'une équipe gouvernementale devant incarner le "renouvellement politique" cher à M. Macron mais avec aussi des personnalités expérimentées, pour former un "alliage", paritaire hommes-femmes, dans la perspective de la bataille des législatives de juin.

Depuis sa nomination, le président trentenaire a certes fait la part belle aux moins de 50 ans: un Premier ministre de 46 ans, plus jeune locataire de Matignon depuis 30 ans, jamais ministre; un numéro 2 de l'Élysée de 44 ans; et un conseiller spécial de 30 ans.

Mais les cinq nominations officielles concernent pour l'heure exclusivement des hommes, dont quatre énarques, comme M. Macron.

Pour incarner la société civile, le chef de l'Etat veut convaincre l'écologiste Nicolas Hulot d'accepter un "ministère de la transition écologique". Habitué à refuser ministères et candidatures diverses, l'ex-présentateur de TF1 a décidé "cette fois-ci de franchir le pas", sous certaines conditions, selon un proche.

Dans le sillon ouvert par Edouard Philippe, d'autres prises devraient suivre chez LR, tel l'ancien ministre et candidat à la primaire de la droite Bruno Le Maire, qui se verrait bien au Quai d'Orsay ou à la Défense.

"Il a demandé un poste régalien", selon une source. Autres noms cités à droite: le juppéiste Benoist Apparu ou le lemairiste Franck Riester.

Une trentaine d'élus LR et UDI ont jugé lundi que leurs familles politiques devaient "répondre à la main tendue" par le nouveau président. Nathalie Kosciusko-Morizet, qui lorgne aussi sur la Défense, a rejoint les signataires, comme Jean-Louis Borloo.

A gauche, Jean-Yves Le Drian est donné comme seul survivant du gouvernement Cazeneuve, à la Défense comme actuellement ou ailleurs. Piliers de la campagne venus du PS, Richard Ferrand et Christophe Castaner et Gérard Collomb, donné favori pour l'Intérieur, semblent incontournables.

Après la passe d'armes autour des investitures d'En Marche et du MoDem, François Bayrou entrera bien au gouvernement, selon l'entourage du chef de l'Etat, peut-être à la Chancellerie.

Et les femmes? Emmanuel Macron, dont le premier cercle durant la campagne était très masculin, a promis la parité. Les noms de Marielle de Sarnez, bras droit de Bayrou, de l'ex-ministre chiraquienne Anne-Marie Idrac ou encore de la députée européenne MoDem Sylvie Goulard circulent aussi.

Emmanuel Macron pourrait également choisir de propulser de jeunes espoirs féminins du privé, comme Astrid Panosyan, passée par la direction d'Unibail-Rodamco, la spécialiste de la communication Axelle Tessandier, la productrice de cinéma Frédérique Dumas ou Amélie Castéra-Oudéa, cadre sup d'Axa, intéressée par les Sports.

Dans cet "alliage", il doit montrer une cohérence dépassant les débauchages individuels.

Les mots, lundi, du Premier ministre sortant Bernard Cazeneuve à Edouard Philippe sonnent d'ailleurs comme une mise en garde au credo "et de gauche et de droite" macronien.

"On ne vient pas de nulle part. Et si l'on veut fermement montrer la direction, il faut savoir quels sont ses héritages dont on est comptable", a lancé, sur le départ, M. Cazeneuve, plus éphémère Premier ministre de la Ve.

Edouard Philippe va tâcher d'éviter de battre ce record, alors que son parti LR rêve de priver La République En Marche ! (REM) de la majorité lors des législatives des 11 et 18 juin et d'installer son chef de campagne, François Baroin, à Matignon.

Mercredi, la REM publiera le nom de ses derniers candidats, avec plusieurs sortants LR, espère-t-on à En Marche!.

Jean-Luc Mélenchon, dénonçant l'"attelage hasardeux" entre Macron-Philippe, a renouvelé son appel à une "cohabitation nécessaire" avec une majorité de gauche emmenée par La France insoumise. AFP 16.05

Une révélation : Ils étaient tous de droite!

- Edouard Philippe entre à Matignon en "homme de droite" - Reuters

Edouard Philippe s'est présenté lundi en "homme de droite" dans sa première déclaration après sa nomination... Reuters 15.05

L'ENA, Rocard, Juppé, Drahi et Le Parrain.

Neuf choses que vous ignorez (peut-être) sur Edouard Philippe, le nouveau Premier ministre - francetvinfo.fr

Depuis plusieurs jours, son nom revenait en boucle parmi les favoris pour Matignon. Lundi 15 mai, le député-maire Les Républicains du Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe, a été nommé Premier ministre par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron.

Enarque de 46 ans, ce proche d'Alain Juppé a longtemps milité au PS avant de rejoindre l'UMP puis Les Républicains. Voici sept choses que vous ignorez (peut-être) sur le nouveau chef du gouvernement. Il a fait Sciences Po et l'ENA

Né à Rouen (Seine-Maritime) en 1970, Edouard Philippe est le fils de deux professeurs de français. "Nous [lui et sa sœur] avons reçu une éducation très libre", dit-il dans Le Point en 2010. Après avoir passé son bac à Bonn (Allemagne), où son père avait été muté comme directeur du lycée français de la ville, il fait une année d'hypokhâgne avant d'entrer à Sciences Po pour "trois années de rêve", décrit-il au Point. "Faire l'ENA a été moins amusant."

Diplômé de la section "service public" de Sciences Po, il intègre l'ENA en 1995 et sort parmi les quinze premiers du classement final. "C'était un vrai centriste, drôle et sympathique, ami aussi bien avec des gens de gauche que de droite", se souvient un de ses anciens camarades de promo à l'ENA, Julien Carmona, à Challenges. Avant même le début de la formation, Edouard Philippe se rapproche ainsi de Jérôme Guedj, alors assistant parlementaire d'un certain Jean-Luc Mélenchon. "Tu as déjà été admissible, ton profil m'intéresse. On va bosser ensemble", lance le premier au second, selon Le Monde. "Les deux jeunes étudiants topent et se retrouvent à bûcher tout l'été... dans le bureau du Sénat de Jean-Luc Mélenchon", raconte le quotidien.

A sa sortie de l'ENA, en 1997, Edouard Philippe choisit de rejoindre le Conseil d'Etat avant de se lancer en politique, pour participer à "l'histoire en train de se faire", dit-il à l'hebdomadaire.

Il a milité au PS pour Michel Rocard

Pendant sa scolarité à Sciences Po, le jeune Normand milite pendant deux ans pour le PS et pour Michel Rocard, alors Premier ministre de François Mitterrand. "J'avais grandi dans un milieu plutôt à gauche où l'on votait socialiste, et il y avait chez lui un côté social-démocrate assumé qui m'allait bien, confie-t-il au Point, j'aimais ses discours sur l'exigence de réforme."

Mais après l'éviction de Michel Rocard de la tête du PS, il rend sa carte du parti et se rapproche de la droite. "Je n'ai pas été emballé par ce que j'y ai vu [au PS], notamment quand François Mitterrand a décidé d'avoir la peau de son ancien chef de gouvernement."

Il est très proche d'Alain Juppé

Progressivement, Edouard Philippe se rapproche du maire du Havre Antoine Rufenacht (1995-2010), ancien collaborateur de Raymond Barre puis directeur de campagne de Jacques Chirac en 2002. Cette même année, il participe à la création de l'UMP au côté d'Alain Juppé. "Les deux hommes ne se quitteront plus", note Challenges.

Lors d'un entretien de "huit minutes et demie", Alain Juppé explique alors au jeune Edouard Philippe "comment il voulait que ça se passe, comment on allait organiser le parti, quel était le plan, et comment il travaillait avec ses collaborateurs", raconte-t-il au JDD.

En 2004, lorsque Alain Juppé est condamné à 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, Edouard Philippe rejoint le secteur privé. Trois ans plus tard, il intègre le cabinet d'Alain Juppé lorsque ce dernier est nommé ministre de l'Ecologie de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Lorsqu'Alain Juppé quitte son portefeuille en 2008, Edouard Philippe rejoint de nouveau le privé et devient directeur des affaires publiques d'Areva.

Ils ont une très grande confiance réciproque et se ressemblent sur de nombreux points : leur intelligence, leur culture, leur vision de la société. Aurore Bergé, ancienne membre de l'équipe de campagne d'Alain Juppé à Challenges

En 2016, il devient l'un des porte-parole d'Alain Juppé à la primaire de la droite. Après la défaite de ce dernier, il soutient François Fillon, avant de se mettre en retrait de la campagne après les révélations sur l'affaire Penelope Fillon.

Il a failli en venir aux mains avec Nicolas Sarkozy en 2002

Le 13 décembre 2014, Edouard Philippe est invité par Laurent Ruquier sur le plateau d'"On n'est pas couché" sur France 2. Après une demi-heure d'interview, Léa Salamé lui pose une question "cash" : "Edouard Philippe, est-ce que c'est vrai que vous en êtes venu aux mains avec Nicolas Sarkozy ?"

D'abord évasif, l'intéressé répond : "Oui, il y a eu des explications franches... Mais c'était il y a très longtemps."

Avant de développer : "Ça s'est passé en 2002. J'avais dû faire quelque chose qui ne plaisait pas complètement à Nicolas Sarkozy, et on s'en est expliqué. Et il est euh... [mimant un geste avec les deux poings] virulent, vif... Et euh, en fait... moi aussi !" Interrompu par Laurent Ruquier, Edouard Philippe ne donnera pas plus de détails sur les raisons de l'altercation.

On en apprend finalement davantage dans Le Monde, lundi 15 mai. La scène s'est en fait déroulée le 17 novembre 2002, lors

du congrès fondateur de l'UMP. "Alors ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait tenté de voler la vedette à Alain Juppé, en arrivant – par surprise – à l'heure du déjeuner. Edouard Philippe l'empêche de faire une entrée triomphale", raconte Le Monde.

"Après les premières prises de parole, on me fait dire que le ministre de l'Intérieur veut me voir. Dans la loge, il s'avance vers moi. Il me tape contre le poitrail avec le poing, et lâche : 'Toi, tu ne me refais jamais ça !' Il continue, je repousse son bras, nous sommes tous les deux déséquilibrés. Cela aurait pu déraiper... Finalement, il s'est calmé d'un coup et moi, j'étais flageolant", se souvient Edouard Philippe. Qui conclut : "Il est sanguin et moi, je n'aime pas qu'on m'engueule."

Il a chroniqué la campagne présidentielle pour "Libération"

A la suite de son retrait de la campagne, le maire du Havre débute des chroniques hebdomadaires pour le quotidien Libération, où il décrit la campagne présidentielle vue de l'intérieur. "Je l'ai regardé dans mon bureau, au Havre. Lundi matin. Tout seul. A 10h25, j'ai allumé la télévision", écrit-il à propos du discours d'Alain Juppé le 6 mars. Ce jour-là, l'ancien Premier ministre confirme qu'il ne sera pas candidat à la présidence de la République après l'annonce de la mise en examen de François Fillon. "Je savais ce qu'il allait dire. Il ne me l'avait pas dit, parce qu'il prévient rarement. J'ai l'habitude."

Le député Les Républicains a aussi publié un premier roman en 2007, L'Heure de vérité (Flammarion), co-écrit avec son ami Gilles Boyer, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux. Au printemps 2011, ils publient ensemble Dans l'ombre (JC Lattès), un roman de politique-fiction dans lequel "les politiques et les apparatchiks vivent ensemble. Ni les uns, ni les autres ne peuvent survivre seuls", note le site de l'éditeur.

Il n'a pas fourni une déclaration de patrimoine complète

Selon Mediapart (édition abonnés), Edouard Philippe aurait écopé d'un blâme de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Sur la valeur de ses biens immobiliers, le député du Havre a systématiquement écrit "aucune idée", décrit le site d'investigation. La valeur de son appartement à Paris ? "Aucune idée." Ses parts dans une résidence de Seine-Maritime ? "Aucune idée." Malgré la relance de la HATVP, Edouard Philippe aurait refusé d'estimer la valeur de ses propriétés.

Sa "mauvaise humeur" face à la transparence rattrape Edouard Philippe cité comme 1er ministrable. Info de @mediapart <https://t.co/T1w8kTiwKS> — Edwy Plenel (@edwyplenel) 12 mai 2017

Il ne s'agit cependant pas d'une infraction. Interrogé par Mediapart, le maire du Havre concède : "Comme beaucoup de parlementaires sans doute, j'ai essayé de concilier le respect de la loi et une forme de mauvaise humeur", précisant qu'il n'a omis aucun bien et qu'il a bien indiqué le prix de ses achats. "Je n'avais pas accès aux bases de données qui permettent une évaluation."

Il n'a pas toujours cru au candidat d'En marche !

Le député-maire du Havre n'a pas toujours cru en l'ancien ministre de l'Economie. "Pour gagner la présidentielle, il faut avoir fait le tour de France, jugeait-il en 2016 auprès du JDD. Il y a de la place pour les jeunes, mais l'enracinement, le lien charnel avec le pays, c'est important." En septembre 2016, interrogé par L'Opinion, il lâche : "Il y a deux Macron. Celui des discours – avec lequel je suis souvent d'accord –, et il y a le Macron des actes (...) dont on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses considérables." Il faut dire qu'à cette époque, Edouard Philippe est convaincu qu'Alain Juppé peut remporter la primaire de la droite.

Pas plus tard qu'en janvier 2017, dans une chronique publiée dans Libération, Edouard Philippe écrit à propos d'Emmanuel Macron : "Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme, le second plus de principes." On a connu plus flatteur.

Selon plusieurs proches du nouveau président de la République, Emmanuel Macron et Edouard Philippe s'apprécient toutefois beaucoup. "Je l'aime bien, car c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent", confiait le juppéiste en septembre 2016 à L'Opinion. "Je l'aime beaucoup à titre personnel. J'ai de l'estime pour son intelligence", disait-il déjà en février 2015 à propos du ministre de l'Economie, note le JDD. "Macron pense à 90% la même chose que moi."

Il est fan du film "Le Parrain", a une peur bleue du dentiste, et aurait aimé être chef d'orchestre

Ces trois détails "intimes" ont un seul point commun : c'est Edouard Philippe lui-même qui les a livrés dans un portrait chinois publié en 2010 dans Le Point. "J'ai des peurs absurdes. Je suis effrayé à l'idée d'aller chez le dentiste. J'ai peur des requins. Du coup, je ne suis pas à l'aise quand je nage dans la mer", confesse-t-il par exemple.

S'il était un personnage de roman, Edouard Philippe pense à "Cyrano de Bergerac, parce qu'il est le plus français des héros. Il a la manière, le courage, un amour du fond et de la forme." Toujours sur le plan culturel, le maire du Havre évoque sa passion musicale pour Bruce Springsteen, et filmique pour Sean Connery – "un Ecossais formidablement classe. Il est beau jeune, vieux et dans tous ses films" – et pour Le Parrain de Francis Ford Coppola – "Je l'ai vu au moins cinquante fois. C'est juste une tragédie parfaite en trois actes, merveilleusement interprétée et d'une beauté visuelle à couper le souffle."

Une autre réponse prend un sens singulier au regard du destin que l'on prête désormais à Edouard Philippe. Lorsque Le Point l'interroge sur le métier qu'il aurait rêvé de faire, l'élu normand répond : "Chef d'orchestre". "Malheureusement, je n'avais pas le talent pour cela", ajoute-t-il. A voir lorsqu'il s'agira de mener des ministres à la baguette plutôt que des musiciens. francetvinfo. fr 16.05

Dit aussi le "boulet", la magouille ou le corrompu.

- Edouard Philippe à Matignon: les boulets du nouveau Premier ministre - leexpress.fr

Petits soucis de transparence

Il y a tout d'abord un problème lié à la transparence, pourtant tant défendue par Emmanuel Macron durant sa campagne. Comme l'a révélé Mediapart vendredi, le maire du Havre a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Du lobbying pour Areva

Notamment en tant que directeur des affaires publiques -de lobbyiste, en somme- d'Areva jusqu'en 2010.

L'Observatoire du nucléaire, association militante qui dénonce les activités de communication de l'industrie nucléaire, reproche notamment à Edouard Philippe d'avoir oeuvré en coulisse pour permettre à Areva d'exploiter des mines d'uranium au Niger à bas prix.

Dans une interview accordée au Talk du Figaro, Edouard Philippe a eu l'occasion de donner son avis sur la forme d'opposition que devait prendre son parti, Les Républicains, face à Emmanuel Macron. Reconnaisant qu'il était d'un "élémentaire bon sens" de s'accorder avec la majorité sur certains textes, le député juppéiste n'en a pas moins critiqué la notion de "débauchage individuel", par le pouvoir en place, chez ses opposants.

Et le maire du Havre de prendre un exemple précis, celui de Nicolas Sarkozy en 2007 qui, au lendemain de son élection, a tenté de contrecarrer la gauche en y piochant des personnalités comme Bernard Kouchner, Fadela Amara, Jean-Pierre Jouyet ou Eric Besson pour son gouvernement. "Je ne crois pas au système d'ouverture. J'ai vu Nicolas Sarkozy pratiquer l'ouverture en 2007. (...) Je ne vois pas quel est l'impact politique de cette ouverture", a-t-il répété le 3 mai, quelques jours avant la victoire d'Emmanuel Macron. Reste à savoir s'il verra autre chose que de "l'ouverture" dans sa nomination à Matignon.

Ecole buissonnière au Palais-Bourbon

Comme le rapporte le site de l'hebdomadaire Capital, le nouveau Premier ministre ne laissera visiblement pas un souvenir impérissable au Palais-Bourbon. Il a été l'un des députés les moins actifs de la législature finissante, se plaçant à la 478e place (sur 504) du classement établi par Capital, grâce à des données amassées par le collectif Regards Citoyens. Sur cinq ans, Edouard Philippe ne s'est présenté que 124 fois en commission (en sachant qu'au total, plus de 400 réunions ont lieu en une année). Côté production législative, l'élu s'est contenté de déposer 6 amendements et n'a rédigé aucun rapport ni proposition de loi. Il était plus productif en 2011, année où il publiait un roman, Dans l'ombre (JCLattès). Une fiction "erotico-machiste" qui ne devrait pas plaire à toutes ses futures collaboratrices. leexpress.fr 15.05

Puisqu'on vous le dit. Du jamais vu !

- Législatives : La République en marche publie une nouvelle liste avec plus de candidats issus du MoDem - Franceinfo

Au total, environ 80 candidats sont issus de la formation de François Bayrou. Numéro deux du parti centriste, la députée européenne Marielle de Sarnez se voit ainsi investie à Paris, tout comme Marc Fesneau, secrétaire général du parti, dans le Loir-et-Cher.

Après la publication de cette nouvelle liste, les cas de 66 circonscriptions restent à trancher. Parmi elles, une trentaine sont gelées pour des candidats ou des personnalités de droite et de gauche "qui ont manifesté leur soutien au projet du président de

la République", a précisé Jean-Paul Delevoye à Reuters.

La majeure partie de la trentaine de circonscriptions restantes concernent les départements d'Outre-mer. La commission se réunit une nouvelle fois mardi, trois jours avant la date limite des dépôts de candidatures, le 19 mai. Franceinfo 16.05

Quand le CRIF sélectionne les candidats du parti de Macron en fonction de leur soumission au sionisme.

A l'heure où les Palestiniens célèbrent le 69e anniversaire de la Nakba, je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire cet article

- En Marche rejette un de ses candidats aux élections parlementaires suite aux pressions du lobby pro-israélien - Arrêt sur Info 15.05

Le lobby israélien en France semble avoir un droit de veto sur qui peut se présenter ou non comme candidat aux élections parlementaires pour le compte du parti du nouveau président Emmanuel Macron. Les médias français ont rapporté vendredi que l'organisation « En Marche! » de Macron avait retiré un de ses candidats aux élections de l'Assemblée nationale en juin. Ceci s'est produit après que les groupes de pression de la LICRA et du CRIF aient exigé que le candidat Christian Gerin – un producteur de télévision – soit retiré de la liste des candidats pour avoir envoyé ce qu'ils ont prétendu être des tweets antisémites et pour avoir exprimé son soutien au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (<https://bdsmovement.net/>) (BDS).

L'un des tweets de Gerin faisait savoir son soutien à la campagne BDS. Un autre à la fin du mois de février appelait à la « séparation du CRIF et de l'État ». Le CRIF est une organisation communautaire juive ainsi qu'un lobby pro-israélien. Le tweet de Gerin faisait référence au gala annuel de CRIF.

«C'est antisémite car derrière le terme « Crif », c'est « juifs » qui est sous-entendu», a déclaré le président du CRIF, Francis Kalifat, au journal Le Parisien.

Mais on ne peut nier que le CRIF fonctionne en France comme l'AIPAC (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article15647>) aux États-Unis – comme étant le principal lobby français de soutien à Israël et à ses objectifs. Comme l'a souligné le journal Le Figaro en février, le dîner annuel du CRIF a pris une importance croissante (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article12906>) dans la politique française au cours des dernières années; et cette année, s'y sont retrouvés plusieurs candidats à l'élection présidentielle, y compris celui qui a emporté le gros lot. La critique du rôle extraordinaire que le dîner du CRIF a pris dans la politique française a été exprimée par des figures connues.

« Le CRIF ne représente plus personne et ne fonctionne pas de manière démocratique », a déclaré à Figaro Phillippe Karsenty, adjoint au maire de Neuilly-sur-Seine et une personnalité bien connue dans la communauté juive.

« Le CRIF a cessé d'être le représentant des juifs face aux politiques et est devenu le représentant des politiques face aux Juifs » (Karsenty est célèbre pour avoir inventé que la télévision française avait fabriqué les images du meurtre du petit garçon palestinien Muhammad al-Durra (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article13740>) en 2000 dans Gaza).

L'écrivain Alain Finkielkraut a comparé le CRIF à un tribunal où « des membres du gouvernement français comparaissent devant un procureur communautaire ».

En 2012, François Bayrou, un ancien candidat à la présidence qui, cette année, a soutenu Macron, a refusé une invitation à se rendre au dîner CRIF. « J'ai réfléchi beaucoup pendant de nombreuses années et je suis arrivé à la conclusion que je ne devrais plus participer à ces rassemblements communautaires », a expliqué M. Bayrou. « Je pense que la France est une, que ses citoyens sont avant tout des citoyens avant qu'ils ne soient juifs, catholiques, musulmans, bouddhistes, agnostiques ou athées ». Bayrou exprimait une position classique de la laïcité républicaine.

Le plus important, c'est que l'un des premiers rôles du CRIF est de s'attaquer au mouvement pour les droits des Palestiniens. Le président (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14214>) sortant François Hollande (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14773>) et son ancien premier ministre, Manuel Valls, ont utilisé leurs apparitions au CRIF pour exprimer leur ferme soutien à Israël et attaquer la campagne BDS. A la tribune du CRIF l'année dernière, Valls avait promis de nouvelles mesures de répression contre les militants pro-Palestine (<http://chroniquepalestine.com/france-face-aux-menaces-de-valls-personnalites-appellent-boycott-produits-israeliens/>). (Dans un tweet (<https://twitter.com/gerin17juin/status/384445750262136832>) de 2013 dénoncé par la LICRA, Gerin a qualifié Valls de « viscéralement sioniste, raciste et islamophobe ».)

En 2015, Hollande (<http://info-palestine.eu/spip.php?article12144>) a profité de son discours au CRIF pour qualifier d'antisémites les critiques d'Israël et de son idéologie d'État, le sionisme. Dans son dernier discours au CRIF en tant que président en février, Hollande (<http://www.infopalestine.eu/spip.php?article15711>) se vantait que « la France a combattu le mouvement BDS sans faiblesse ». Il a également prétendu – sur la base de son interprétation d'une décision du tribunal qui est en d'appel devant la Cour européenne des droits de l'homme – que la France est le seul pays à avoir interdit les appels à boycotter des biens israéliens.

Bien que Marine Le Pen n'ait jamais été invitée à un dîner du CRIF, le président du CRIF, Roger Cukierman, en a surpris plus d'un en 2015 lorsqu'il a déclaré que le leader du Front national était « personnellement au-delà des critiques ». Le Pen lui a renvoyé le compliment avec des louanges pour Israël et des attaques contre le mouvement BDS.

Compte tenu du rôle très controversé que le CRIF joue dans la politique française, il devrait être possible de critiquer son rôle politique sans être accusé d'antisémitisme. Et il est également facile de comprendre pourquoi le CRIF veut que ses critiques soient traitées d'antisémites quand il a un intérêt manifeste à protéger son influence politique croissante.

Dans un autre tweet mis en (<http://www.licra.org/communique-antisemitisme-la-licra-demande-a-emmanuel-macron-de-retirer-linvestitureen-marche-a-m-christian-gerin/>) avant par la LICRA, Gerin avait partagé une déclaration (<http://www.france-palestine.org/Apres-la-tueriede-Nice-il-faut-s-opposer-a-la-recuperation-indecence-par>) de l'Association France Palestine Solidarité. La déclaration avertissait que l'attaque par camion de juillet 2016 qui a tué des dizaines de personnes à Nice ne devrait pas être exploitée politiquement par Israël et ses partisans. La déclaration est venue en réponse à des appels de certains politiciens qui comparaient les Palestiniens à l'État islamique et exhortaient la France à emboîter le pas à Israël comme modèle de lutte contre le terrorisme. Les dirigeants israéliens ont toujours cherché d'exploiter ce type de violence pour exhorter les juifs français à quitter la France. Des dirigeants français avaient dénoncé ces appels (http://www.huffingtonpost.co.uk/2015/01/12/frances-jews-should-not-b_n_6456086.html). Même le chef de la LICRA a demandé au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'arrêter de demander aux Juifs de quitter l'Europe après ces attaques.

Mais la LICRA a néanmoins exigé que Macron retire la candidature de Gerin et a déclaré qu'elle pourrait envoyer ses tweets aux procureurs. La LICRA n'a pas relevé que Gerin a également exprimé des félicitations envers Israël. En 2013, il a écrit que le documentaire *The Gatekeepers* (<http://www.imdb.com/title/tt2309788/>), dans lequel les anciens chefs de renseignement israéliens critiquent la politique de leur pays, « est une leçon de démocratie qui est à mettre au crédit d'Israël ».

Selon *Le Parisien*, le CRIF et la LICRA devraient maintenant s'en prendre à un autre candidat parlementaire de Macron, qu'ils accusent d'appuyer la campagne BDS. Dans un tweet maintenant supprimé, William Tchamaha (<http://www.leparisien.fr/elections/legislatives/legislatives-la-republique-en-marche-retire-un-candidat-pour-ses-positions-anti-israel-12-05-2017-6943281.php>) a inclus un lien vers une information traitant de la critique par l'ONU d'une nouvelle loi israélienne visant à faciliter le vol de terres palestiniennes. Tchamaha, un conseiller pédagogique de lycée, aurait également qualifié Israël d'« État hors-la-loi qui violait le droit international » et exhortait le boycott des produits israéliens.

Le CRIF qui a promis d'être « vigilant » devrait enquêter sur les opinions d'autres candidats au sein du parti de Macron. Le message clair que le lobby israélien de France envoie à tous les novices en politique qui soutiennent le nouveau président est que toute critique d'Israël leur coûtera cher.

Quant à Macron, il a déjà condamné avec force la campagne BDS et a promis de poursuivre la politique de répression de Hollande contre le militantisme pro-palestinien. Le nouveau président a peut-être promis aux électeurs français une rupture avec l'ancienne façon de faire de la politique, mais quand il s'agit des exigences d'Israël et de son lobby, rien ne change.

Ali Abunimah | 12 mai 2017 – The Electronic Intifada

(<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/frances-macron-dumps-parliamentarycandidate-after-israel-lobby-pressure>)

Ali Abunimah est un journaliste palestinien-américain, auteur de *The Battle for Justice in Palestine* (<http://www.haymarketbooks.org/pb/The-Battle-for-Justice-in-Palestine>).

[La traduction laisse à désirer.]

Source : *Chronique de Palestine* (<http://www.chroniquepalestine.com/france-macron-doigt-oeil-lobby-pro-israelien>)

La "zizanie" ou tous les coups pourris sont permis, ça promet !

- Les Républicains : doutes sur les législatives après la nomination d'un Premier ministre de droite - Franceinfo

Jean-Louis Borloo a signé l'appel à saisir la main tendue d'Emmanuel Macron au centre et à droite après la nomination d'Edouard Philippe comme Premier ministre ce lundi 15 mai. Mais que pensent Les Républicains de tout cela ? "Ici, chez Les Républicains, on attend avec impatience demain et l'autre onde de choc. C'est l'annonce du gouvernement qui pourrait voir la jeune garde du parti rejoindre Édouard Philippe et prendre des postes ministériels. C'est ça qu'ici, chez Les Républicains, on craint le plus", observe Patricia Issa-de Grandi au siège des Républicains.

Dans moins d'un mois, la bataille des législatives s'annonce plus incertaine pour la droite. "Une bataille qui va être difficile à mener s'il y a peu de combattants, en tout cas s'il manque des ténors. Bernard Accoyer se refuse à parler d'exclusion. Emmanuel Macron

a réussi à semer la zizanie chez Les Républicains comme il a pu le faire au Parti socialiste", explique la journaliste. Franceinfo 16.05

Hémorragie contrôlée, sortez les serpilières. Ils nous auront tout fait !

- L'hémorragie des élus LR vers le camp Macron s'amplifie - AFP

Ce positionnement pourrait préfigurer l'entrée au gouvernement, mardi, de plusieurs élus LR, notamment Bruno Le Maire, ex-ministre sous Sarkozy et candidat dans l'Eure, une circonscription où La République en marche (REM), le parti du chef de l'Etat ne présente d'ailleurs aucun candidat.

Ce germaniste pourrait obtenir le portefeuille des Affaires étrangères... ou de la Défense. Lundi, il s'est empressé de tweeter ses "félicitations" à M. Philippe, affirmant qu'il fallait "dépasser les vieux clivages pour servir la France et les Français".

L'accession de M. Philippe à Matignon constitue un sérieux revers pour la droite, déjà éprouvée par sa cinglante défaite au premier tour de la présidentielle. La direction des Républicains a immédiatement fait savoir à M. Philippe qu'il s'était placé "de lui-même en dehors de (sa) famille politique".

Pour limiter les dégâts, LR table sur les législatives de juin. "L'équation politique de ce gouvernement sera fixée par les députés", a tweeté Jean-Pierre Raffain, ajoutant "je vote LR en juin".

"La campagne législative doit être la campagne de la clarté. Notre projet est clair, sur la diminution des impôts, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur la restauration de l'autorité de l'Etat et sur la protection des Français. C'est le projet que porteront les candidats des Républicains et de l'UDI dans chacune des circonscriptions", assurait lundi dans un communiqué le comité de campagne de LR.

Le comité, en prenant "acte" de la nomination de M. Philippe, regrettait la décision de ce dernier de "défendre à présent le projet du candidat En Marche! qu'il a combattu".

En tant que nouveau chef de la majorité, "vous aurez à faire battre les 577 candidats" LR et UDI aux législatives, "dont, parmi eux, nombre de collègues avec lesquels vous avez siégé pendant cinq ans", lui écrit également Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie.

Alain Juppé a qualifié Edouard Philippe d'"homme de grand talent", qui a "toutes les qualités" pour être Premier ministre, tout en réaffirmant qu'il soutiendrait les candidats de droite aux législatives.

Mais "si la droite et le centre ne sont pas majoritaires" en juin, "le pays ne comprendrait pas que nous nous engagions dans une opposition systématique. Il faudra alors trouver les voies et les moyens d'un travail constructif dans l'intérêt de la France", a insisté le maire de Bordeaux.

"Ceux qui veulent faire croire qu'ils pourront demain imposer une cohabitation à Macron bernent un peu nos compatriotes" car la droite est déjà "fracturée, entre ses électeurs qui aspirent à une alternance et ses dirigeants qui pour un certain nombre d'entre eux soutiennent Macron", affirme Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN.

Mais "je ne crois pas à cette aventure", lançait il y a peu devant la presse un responsable LR, proche de Sarkozy. "Je la trouve trop menaçante. Il y aura un accident de parcours", croit savoir le même. AFP 16.05

Vraie fausse rumeur.

- Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur (ex-LR) de l'Yonne : "Les Républicains est un parti en voie de disparition" - Franceinfo

Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur de l'Yonne, répond aux questions de Djamel Mazi, lundi 15 mai, sur Franceinfo.

Emmanuel Macron a nommé Edouard Philippe à Matignon. Le nouveau premier ministre est Républicain. Le président "met en oeuvre la recomposition politique sur laquelle il a fait campagne et sur laquelle les Français lui ont donné un mandat. C'est une belle espérance pour la France, l'espérance d'en finir enfin avec des clivages idéologiques un petit peu désuets et surtout l'envie d'aller au résultat, à l'efficacité, bref d'en finir avec la tragédie du chômage de masse, d'une dette abyssale", explique-t-il.

De nombreux Républicains rejoignent Emmanuel Macron. La droite a-t-elle été annexée par le nouveau président? "Non il n'y a pas d'annexion, ce sont des démarches volontaires. On ne m'a pas mis un pistolet sur la tempe pour rejoindre Emmanuel Macron".

La République en Marche pourrait-elle avoir amorcé la fin des Républicains? "A moyen terme, Les Républicains est un parti en voie de disparition. On voit qu'il y a là des gens qui n'ont plus grand chose en commun. Entre un Laurent Wauquiez et un Alain Juppé, il y a un gouffre qui se creuse chaque jour. Il y a un énorme rétrécissement de la droite et du centre", estime Jean-Baptiste Lemoyne. Franceinfo 16.05

Comme c'est dit en termes élégants.

- Nomination d'Edouard Philippe : "La politique réformatrice qui va être mise en place doit être accompagnée" selon un élu LR
- Franceinfo

Près d'une trentaine d'élus Les Républicains et UDI ont appelé, lundi 15 mai, à "répondre à la main tendue" par Emmanuel Macron, qui vient de nommer Premier ministre Edouard Philippe, jusqu'ici député-maire LR du Havre. Parmi eux, Pierre-Yves Bournazel, conseiller régional LR en Île-de-France et candidat aux législatives à Paris. "On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord, ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque", a déclaré l'élu Les Républicains, lundi soir sur franceinfo.

franceinfo : Êtes-vous prêt à travailler avec le gouvernement d'Edouard Philippe ?

Pierre-Yves Bournazel : Je connais Edouard Philippe depuis un certain temps. Nous avons travaillé ensemble dans la campagne des primaires d'Alain Juppé. Je dois dire que je suis heureux de cette nomination, parce qu'il est un homme d'État. Il a le sens de l'intérêt général. Aujourd'hui, la situation en politique est très claire. Il y a une recomposition autour des réformes nécessaires, vitales au pays. (...) Donc je soutiens Edouard Philippe comme Premier ministre et comme chef de la majorité.

franceinfo : Est-ce vraiment une recomposition ? N'est-ce pas une volonté tactique d'Emmanuel Macron d'attirer un Premier ministre de droite pour affaiblir Les Républicains à quelques semaines des législatives ?

Non, je crois que c'est un geste fort que de dire : "Nous sommes d'accord sur des réformes vitales pour le pays et nous allons travailler ensemble pour faire gagner la France". C'est un discours qui plaît, car on revient à l'intérêt général. On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord. Ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque.

franceinfo : Cette position n'est pas largement partagée à droite : le secrétaire général du parti Les Républicains, Bernard Accoyer, a qualifié la démarche d'Edouard Philippe de "décision individuelle"...

Vous savez, il y a beaucoup d'élus LR et UDI, d'hommes et de femmes de droite modérée et du centre, qui gardent leurs convictions. Pourtant, ils veulent d'abord être au service de la France. Ils pensent donc que le choix de ce Premier ministre et la politique réformatrice qui va être mis en place doivent être accompagnés. Il ne faut pas rester à côté du chemin. L'opposition frontale, contre ses propres idées d'ailleurs, c'est cela la vieille politique. Franceinfo 16.05

Ils osent tout.

- Trump accusé d'avoir révélé aux Russes des informations classifiées AFP

Le président américain Donald Trump était de nouveau dans la tourmente lundi soir, accusé d'avoir divulgué des informations classifiées au chef de la diplomatie russe et la Maison Blanche tentait d'éteindre l'incendie tout en restant évasive sur le fond. AFP

- Washington accuse la Syrie d'avoir brûlé ses prisonniers dans un "crématorium" Le Huffington Post

Les Etats-Unis ont accusé lundi la Syrie d'avoir brûlé dans un "crématorium" une partie des milliers de prisonniers assassinés ces dernières années et ont exhorté la Russie à faire pression sur son allié pour qu'il mette fin à ces "meurtres de masse".

Ces allégations relaient un rapport, photos satellites à l'appui, qu'avait publié en février Amnesty International. Le Huffington Post

Amnesty International incarne la pourriture des faucons néoconservateurs.

C'est peut-être cela qu'ils ne digèrent pas.

- Le régime syrien en passe de contrôler totalement Damas - AFP

La perte de trois importants quartiers de la capitale syrienne est la dernière d'une série de défaites cuisantes pour la rébellion qui cherche à renverser le président Bachar al-Assad depuis 2011.

Lundi, l'armée syrienne a annoncé la fin de l'évacuation d'insurgés et de civils de Qaboun, ex-quartier rebelle dans le nord-est de Damas. "Nos forces armées rétablissent la sécurité à Qaboun", a annoncé une source militaire syrienne, tandis que le gouverneur de Damas a indiqué que le quartier a été "vidé des terroristes", terme utilisé par le régime pour désigner rebelles et jihadistes.

"Alep (deuxième ville du pays) reprise et Damas en passe de l'être totalement, cela signifie que la rébellion n'est plus une alternative politique ou militaire. Le régime n'est donc aucunement menacé et n'a pas besoin de faire de concessions" lors de négociations politiques, estime le géographe français Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie.

Depuis six ans, la capitale, avec ses 1,6 million d'habitants, a été cependant bien moins ravagée que les deux métropoles d'Homs et Alep.

"Le régime s'est retrouvé consolidé grâce aux forces étrangères russes et iraniennes au détriment d'un peuple sans défense", déclare à l'AFP Mohammad Allouche, dirigeant de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le groupe rebelle le plus puissant autour de Damas. AFP 15.05

- La santé infantile peut pâtir des plans d'ajustement du FMI selon une étude - AFP

Les programmes d'austérité du FMI dans les pays pauvres peuvent affaiblir la capacité de certains parents à assurer la bonne santé de leurs enfants, conclut une étude scientifique publiée lundi. AFP 15.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine

- Les Palestiniens commémorent le 69e anniversaire de la Nakba: plusieurs blessés - AFP

Les Palestiniens commémorent chaque année la "Nakba" (la "catastrophe" en arabe), synonyme d'exode pour des centaines de milliers de personnes ayant été expulsées ou ayant pris la fuite en 1948.

Plus de 12 millions de Palestiniens vivent à travers le monde, dont la moitié dans les Territoires occupés et en Israël, selon des chiffres officiels palestiniens. Plus de 5,5 millions sont enregistrés comme réfugiés auprès de l'ONU.

Avant les heurts au checkpoint, plusieurs milliers de personnes ont marché sous les drapeaux palestiniens dans Ramallah. Ils portaient une clé surdimensionnée, symbole traditionnel des maisons perdues à l'époque et dans lesquelles les Palestiniens espéraient revenir après le conflit israélo-arabe.

"Je viens tous les ans commémorer cet anniversaire, cette catastrophe", disait Salha Orabi, 62 ans, descendante de réfugiés et résidente du camp de Jalazoun, près de Ramallah.

"La Nakba, pour nous, signifie la destruction. Nous sommes bien placés pour savoir ce que cela signifie, nous avons dû fuir, c'est nous qui avons quitté nos maisons et nos terres".

Le droit au retour reste une revendication primordiale des Palestiniens et l'une des questions les plus épineuses pour faire la paix avec Israël après presque 70 ans de conflit. AFP 15.05

ECONOMIE

Chine

Routes de la soie: Xi se pose en rempart contre le protectionnisme - AFP

Le président chinois, Xi Jinping, s'est posé lundi en rempart contre le protectionnisme devant un parterre de chefs d'Etat venus célébrer à Pékin son projet de "Nouvelles routes de la soie".

"La mondialisation fait face à des vents contraires", a résumé l'homme fort du régime communiste, au deuxième jour d'un sommet qui rassemble autour de lui une trentaine de responsables mondiaux, dont les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, mais peu de grands dirigeants occidentaux.

Le communiqué final publié lundi soir affirme que les pays signataires "rejettent toutes les formes de protectionnisme".

Xi Jinping a lancé en 2013 l'initiative des Nouvelles routes de la soie, un ensemble de projets d'infrastructures, afin d'arrimer l'Asie à l'Europe et à l'Afrique à l'instar des caravanes qui traversaient l'Asie centrale dans l'Antiquité.

Dans un discours très remarqué, M. Xi avait déjà défendu le libre-échange et la mondialisation en début d'année au Forum économique de Davos (Suisse), au moment où l'arrivée au pouvoir de Donald Trump faisait craindre une dérive protectionniste aux Etats-Unis.

Si le milliardaire américain a fait de la Chine une de ses cibles favorites pendant sa campagne électorale, accusant Pékin de "voler" des millions d'emplois aux Etats-Unis, il s'est montré beaucoup moins agressif depuis son arrivée à la Maison Blanche. Pékin et Washington ont même annoncé la semaine dernière un accord commercial portant sur la viande, le gaz naturel et certains services financiers.

Donald Trump n'a pas fait le déplacement de Pékin. A l'exception de l'Italien Paolo Gentiloni, aucun dirigeant du G7 n'a participé au sommet, donnant l'impression que les Occidentaux craignent que la Chine ne cherche avant tout à tirer à elle la couverture du commerce international.

Plusieurs pays européens ont refusé de s'associer à un communiqué sur le commerce préparé par la Chine, a par ailleurs indiqué à l'AFP une source diplomatique.

Ces pays - parmi lesquels l'Allemagne, l'Estonie et la Hongrie - ont jugé que ce texte ne faisait pas suffisamment mention des préoccupations des Européens en matière de transparence des marchés publics ou de normes sociales et environnementales.

Pékin, qui s'efforce de consolider ses relations commerciales avec le reste du monde, est prêt en tout cas à investir largement dans les projets des Nouvelles routes de la soie.

Xi Jinping a annoncé dimanche à l'ouverture du sommet une nouvelle enveloppe de 113 milliards d'euros pour ces différents projets réunissant une soixantaine de pays: voies ferrées, ports, parcs industriels...

La Banque de développement de Chine a déjà prévu, à elle seule, de débloquer plus de 800 milliards d'euros d'investissements sur 900 projets.

Pékin assure que son initiative est ouverte à tous et a invité au sommet des représentants des Amériques, comme les présidents du Chili et de l'Argentine. Une vision saluée par les participants.

"En ces temps où la tentation est grande de répondre à la crise de la mondialisation par l'isolement et par les murs, cette initiative offre une vision de connectivité, de coopération et de dialogue", s'est félicité le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras.

Dans le cadre des privatisations imposées par ses créanciers, Athènes a dû céder à des capitaux chinois le contrôle du port du Pirée, un projet initialement combattu par M. Tsipras, qui a fini par s'y rallier. Ces investisseurs chinois aspirent à faire du Pirée "un pont entre l'Asie et l'Europe".

Evoquant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la nécessité pour Londres de trouver de nouveaux partenaires commerciaux, le ministre britannique des Finances, Philip Hammond, a assuré que son pays était prêt à "travailler à la réussite de cette initiative avec tous les partenaires des Nouvelles routes de la soie". AFP 15.05

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mai 2017

CAUSERIE

Pondichéry, 21h07.

Je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de formater la causerie du jour au format pdf.

- La causerie du 17 mai 2017 au format pdf.

La suite de la causerie de ce matin plus loin :

[Cliquez ici](#)

Du 1 au 15 mai, dans plus de 65 pays on s'est connecté à notre portail. Je ne suis pas en mesure d'interpréter les statistiques fournies par le logiciel de la société qui héberge le portail.

- La synthèse géographique du 1er au 15 mai 2017.

J'ai corrigé les fautes d'orthographe et de frappe, j'écris n'importe comment parfois, c'est l'horreur ! Je fatigue. Il faut dire que pour sortir 40 pages en 3 jours, je n'ai pas le temps de regarder attentivement ce qui figure à l'écran. Pour remédier à cet inconvénient (j'avais tapé "cette" et j'ai corrigé !) je vous propose un nouveau service, la causerie du jour en pdf, corrigée évidemment, puisque je vais passer par word et son correcteur.

Les erreurs que j'ai trouvées rien que dans la causerie d'hier :

- sociale pour social (faute d'inattention)
- dôté pour coté (faute de frappe)
- cuit pour cuis (faute d'inattention, après "moi", 1er personne du singulier)
- dixaine pour dizaine (faute de frappe)
- fait pour fais (faute d'inattention, après "moi", 1er personne du singulier)
- rappellerait pour rappellerait (j'ai plaqué la terminaison à la suite du verbe à l'infinitif sans tenir compte de la prononciation)
- signfiera pour signifiera (faute de frappe)
- sinisme pour cynisme (un oublie ou une ancienne erreur !)
- destabiliser pour déstabiliser (un oublie ou une ancienne erreur !)
- prestigiditation pour prestidigitation (inversion de deux syllabes)

Je rappelle que je frappe directement au clavier ce qui me vient à l'esprit et qui sera conservé par la suite, pas de brouillon ou de plan, une relecture rapide pour ne pas dire distraite avec des yeux bien fatigués. Autre chose, toutes les lettres qui figuraient sur les touches du clavier sont effacées. Je peux taper sans regarder le clavier, mais je ne m'y fie pas, j'ai tellement peur de faire des erreurs que j'en fais encore plus, normal !

Et puis, je n'utilise le français qu'avec l'ordinateur, le reste du temps je n'emploie que le tamoul et l'anglais. Pour conserver l'usage de la langue parlée, j'en suis venu à parler tout seul en français ! C'est grave docteur? Je ne le pense pas, sinon je serais devenu dingue depuis longtemps !

- La causerie du 14 au 16 mai 2017 au format pdf.

La suite plus tard dans la journée... en principe. La suite de la causerie.

[Les pendules sonnent rarement à la même heure.](#)

On pouvait lire en guise de conclusion de l'article mis en ligne dans cette page 2017, *le coup d'Etat* :

- "Or l'oligarchie actuelle cherche avant tout à maintenir sa position privilégiée. A cette fin, elle maintient obstinément le système de valeurs organisé autour de la croissance matérielle et de la surconsommation – un système qui accélère notre entrée dans la crise écologique. » L'heure du choix de société a sonné..."

Or l'oligarchie incarne non seulement le capitalisme financier, mais le capitalisme dans son ensemble et son devenir au stade suprême de l'impérialisme pourrissant, et partant du constat que ce système économique était voué à la faillite ou à s'effondrer,

au-delà c'est le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'elle tend à perpétrer par n'importe quel moyen, mafieux, totalitaire ou la guerre toujours et encore contre tous les peuples, toutes les classes, y compris celle des capitalistes quand leur existence s'avère inutile ou nuisible à sa stratégie.

L'oligarchie incarne le sommet du capitalisme mondial, le niveau de développement du capitalisme le plus élevé, la fusion de l'industrie et de la finance à laquelle l'industrie doit se soumettre impérativement. Elle incarne la concentration du capital ou des richesses produites dans des proportions inégalées dans le passé, et son pendant négatif, les inégalités sociales qui ne cessent de croître.

La stratégie adoptée par l'oligarchie correspond aux besoins du capitalisme parvenu au dernier stade de sa crise, plus précisément, ce sont les rapports sociaux qui en sont à l'origine et qui alimentent la lutte des classes qui en sont la cause, fondés sur les inégalités entre les classes qui traduisent des conditions et des besoins inconciliables entre les classes, qui à leur tour vont se traduire par un ensemble de contradictions qui vont caractériser les lois de fonctionnement du système économique capitaliste et qui vont s'appliquer à tous les secteurs économiques, de sorte que le développement du capitalisme débouchera sur toujours plus d'inégalités sociales entre les classes ou la suppression de ces classes si le prolétariat parvenait à s'emparer du pouvoir politique et à inverser ces rapports sociaux en sa faveur dans un premier temps, les abolir par la suite.

C'est uniquement dans ce sens que "l'heure du choix de société a sonné", le concevoir autrement nous condamnerait à demeurer sous le joug du capitalisme et du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, là il n'existe pas de demi-mesure ou de troisième voie.

Mystification et figuration

Un scoop.

En Marche ! n'est pas un parti... mais le devient.

Macron est un figurant, tous les membres de son gouvernement seront des figurants, tous les députés de REM seront des figurants... Comment cela ? Pourquoi, vous n'avez pas encore compris que la politique qu'ils vont appliquer leur sera transmise par les idéologues au service de l'oligarchie qui l'auront rédigée sous ses ordres. Sinon quel sens aurait la désignation de Macron ? Il a dit qu'il exigeait des hauts fonctionnaires loyaux, aux ordres quoi, c'est clair, non ? Pas de "frondeurs", pas de contestataires, pas de questions, pas de discussions ouvertes...

C'est un régime vertical, totalitaire, comme peut l'être le fascisme qui est en train de s'installer durablement si on n'en prend pas la mesure.

La logique qui tue.

En Marche ! n'est ni de droite ni de gauche, non, il est de droite et de gauche affirment-ils, et comme la droite ne pouvait pas être de gauche, c'était bien la gauche qui était de droite. C'est dommage que les militants n'y pensent pas ou n'en tirent aucune conclusion.

Eh oui ! on n'a jamais vu un capitaliste confondre ses intérêts avec ceux d'un ouvrier. Par contre un ouvrier confondra volontiers ses intérêts avec ceux de son patron, normal, c'est lui qui rédige sa feuille de paie et non l'inverse. Mais cela ne vient pas spontanément à l'esprit de l'ouvrier. Eh oui, messieurs les gauchistes, il n'est pas né marxiste !

Mon père ouvrier en bâtiment (menuisier) a voué toute sa vie un culte à ses patrons et aux puissants, j'en ai tiré des leçons en me jurant de ne jamais y ressembler ! Et c'est ce qui a pourri nos relations jusqu'à sa mort, il y a de cela 15 ans déjà. Raison de plus pour haïr le capitalisme.

Parole d'internaute.

- *"Ce qui me consterne le plus ce n'est pas de voir à quel point la presse nous prend pour des demeurés, c'est de voir que globalement ça marche !"*

Vous avez le jeu de mot facile !

J'ignore si les cons osent tout, en tout cas, ceux qui prennent les gens pour des cons osent tout assurément, non sans un certain succès il faut bien l'admettre.

Il paraîtrait que le ministère de l'Intérieur aurait publié une statistique selon laquelle seulement 4,98 % des électeurs inscrits auraient voté « pour soutenir le programme de Macron », c'est-à-dire moins de patrons en tous genres et de CSP+ ainsi que

les membres de leurs familles, plus un nombre indéterminé d'écervelés que compte le pays, on a envie de dire : qui dit mieux ou plutôt moins, grotesque !

Mais pourquoi se servir de cette statistique qui ne rime à rien, vous demanderez-vous peut-être ? Juste pour vous faire croire que tout est possible, maintenir mobiliser des militants en recourant à n'importe quel subterfuge, quitte à triturer la réalité, c'est une méthode de conditionnement comme une autre, malhonnête, dont les auteurs paieront le prix le moment voulu. Sur le Net j'ai recherché cette statistique, en vain.

Il y en a qui affirment encore que les syndicats seraient indépendants, alors qu'ils ont appelé à voter Macron, hormis Mailly (FO) qui a trouvé des vertus démocratiques à Macron. Et bien il y en a qui les croient. Et puis, s'ils ont organisé 13 ou 14 journées d'action pour faire passer la loi El Khomri, cela prouve bien qu'ils sont indépendants, non ? De quoi ? Chut ! Quand tu es con, tu ne poses pas ce genre de questions. Ils appellent cela aussi la démocratie.

C'est désespérant, n'est-ce pas ?

En lisant un tas d'articles, je me suis aperçu que quelques auteurs - on les compte sur les doigts d'une main, en arrivaient à affirmer que le PS était de droite depuis plus d'un siècle. Un jour ou l'autre tous le déclareront en chœur, quand cela ne présentera plus aucun intérêt, ensuite ils pourront toujours se prévaloir auprès de leurs lecteurs ou des militants de toujours leur avoir dit la vérité, et cela marchera parce qu'ils sont amnésiques de manière générale.

La vertu de vous raconter n'importe quoi réside dans le fait que vous finissez par ne plus rien croire du tout, même la vérité vous semble suspecte, vous n'êtes plus en mesure de la discerner du mensonge ou de la fabulation, c'était leur objectif pour que vous vous en détourniez.

Aux Etats-Unis, ils ont fini par dégoûter et détourner les Américains de la politique, afin qu'ils les laissent gouverner tranquillement. C'était le pire qui pouvait leur arriver. Je me suis battu pour qu'on n'en arrive pas là en France, mais hélas on y est !

Il y a deux fossoyeurs en chef en France, Macron et Mélenchon. Macron (et Valls) nous a rendu service à sa façon en liquidant le PS, comme nous sommes ingrats, nous avons appelé au boycott au second tour de la présidentielle. Quant à Mélenchon j'ai refusé d'appeler à voter pour sa candidature, par contre j'appelle à soutenir son mouvement lors des législatives, on pourrait ajouter contre lui après qu'il est décidé de le torpiller.

En l'espace de quelques jours il a montré de quoi il était capable en terme de reniement ou de trahison diront certains, appelant de ses vœux une VIe République et la convocation d'une Assemblée constituante, pour finalement annoncer qu'il se fondrait bien dans la Ve République en tant que Premier ministre compatible avec Macron, tout le personnage est résumé ici, au-delà il n'y a rien, que du baratin, du vide. Je crois qu'on peut déjà annoncer que son mouvement ne survivra pas à cette épreuve. Je me demande même si pour avoir annoncé la couleuvre brutalement, cela vaut encore le coup de soutenir son mouvement. On ne tient pas spécialement à l'enterrer prématurément, mais on doit tenir compte des faits et de leur portée au cours de l'évolution de la situation politique. Maintenant il est vrai que les travailleurs et les membres de ce mouvement n'interpréteront pas forcément ses dernières déclarations de la même manière qu'on vient de le faire.

A ce propos, il m'est revenu à l'esprit quelque chose en rapport avec le sujet précédent, il y a tout lieu de penser que 30, 40% ou plus sont prêts à donner sa chance à Macron, j'en suis absolument convaincu, je sais comment réagissent les gens de mon milieu, le milieu ouvrier, je pense à ma mère, à ma soeur et je suis certain qu'elles pensent de la sorte. Alors pourquoi n'en irait-il pas de même des membres de FI vis-à-vis de Mélenchon malgré ses déclarations qui ne laissent aucun doute sur ses réelles intentions ? Il est peut-être prématuré pour adopter un autre rapport avec son mouvement, de toute manière cela ne changerait rien à l'attitude à avoir envers eux que j'ai décrit dans une précédente causerie.

Quand on pose les bonnes questions à un travailleur ou à un militant, il va forcément se trouver acculer et obliger de reconnaître que vos arguments sont justes, tout du moins dans son fort intérieur, qu'il l'admette ouvertement est une autre affaire, tout dépend des rapports que vous avez établis avec lui, il faut que les conclusions auxquelles il est amené à venir semblent provenir de lui, il ne faut donc pas être dans un rapport de dominant à dominé tel que nous y incite les rapports sociaux existant, il faut se conduire en socialiste, j'allais dire avant l'heure, comme si ces rapports avaient déjà été abolis, tout du moins en faire abstraction ou s'en libérer le temps d'une discussion loyale et fraternelle, je pense que c'est ainsi que l'on doit concevoir nos rapports si on veut parvenir à partager nos idées avec le plus de travailleurs ou de militants possible.

Ce n'est pas facile de se comporter d'égal à égal avec quelqu'un, parce qu'on craint qu'à un moment donné l'autre prenne le dessus sur nous ou que nous ne contrôlions plus la situation, se sentir dominé est désagréable, et bien si on en a conscience, on peut se dire que c'est la même chose pour la personne qui est en face de nous, donc épargnons-lui ce désagrément, soyons simple, modeste, et tout se passera bien. C'est à cela que devrait servir aussi la formation des militants, enseigner ce genre de rapports, non ?

[Vive le roi !](#)

Réflexion d'un touriste qui tentait de suivre l'actualité politique française en écoutant les commentateurs de la radio : Je ne savais pas que c'était aujourd'hui le sacrement du nouveau roi de France...

Pourquoi tant d'éloges ou de superlatifs à propos de Macron ? Pour camoufler qu'il est vide, creux, que c'est juste un figurant dans une mauvaise pièce de théâtre que sa nounou sert à meubler. Si vous n'en êtes pas tout à fait convaincu, lisez l'article d'Atlantico consacré à la conférence de presse qu'il a donnée à Berlin avec Merkel. (Le titre de l'article que vous pouvez trouver sur le Net : Emmanuel Macron en appelle à une "refondation historique de l'Europe" - Atlantico.fr 15.05)

Le seul talent de Macron doit résider dans sa faculté à retenir des textes ou des paroles à la manière d'un acteur de théâtre et à les rendre en entrant dans le personnage qu'il incarne. Attali, sa nounou et tous ceux qui l'ont approché devraient le confirmer.

[Etat policier et militarisation de la société et des esprits.](#)

Macron s'en va-t-en-guerre

Macron remonte l'avenue des Champs-Élysées à bord d'un véhicule militaire

Il réserve sa première visite officielle à un établissement militaire (un hôpital) à Clamart.

Il annonce une visite à l'armée française d'occupation au Mali la semaine suivante.

Pour ne pas être en reste, à peine nommé le Premier ministre se rend à la préfecture de police de Paris.

[En famille, il ne lui manquait plus que l'eucharistie! A quand la béatification !](#)

- Le pape adresse à Emmanuel Macron ses "voeux très cordiaux" - L'Express.fr

Emulation réciproque

- Hillary Clinton « En Marche ! » - voltairenet.org

Hillary Clinton a annoncé la création d'Onward Together, une association visant à renverser le président Trump et à le remplacer par l'ancienne secrétaire d'État.

La dénomination d'Onward Together (En avant ensemble) est la reprise littérale de Kadima ! du général Ariel Sharon et d'En Marche ! du président Emmanuel Macron. voltairenet.org 16.5

[Marche, marche, marche, marche... ou crève !](#)

- Quelque 550 candidats de Macron investis, Le Maire, Riester ou Le Foll protégés - AFP

Quelque 550 candidats de La République en marche! pour les législatives étaient investis mardi soir et plusieurs ténors de la droite, comme Bruno Le Maire, et de la gauche, comme Stéphane Le Foll, seront protégés, a-t-on appris de sources concordantes.

Une vingtaine de circonscriptions restaient encore à pourvoir mardi soir après une nouvelle réunion de la Commission d'investiture, a indiqué à l'AFP un de ses membres.

Parmi elles, certaines sont situées dans les Outre-mers et doivent être encore attribuées.

Mais d'autres n'auront aucun candidat de La République en marche! afin d'épargner des personnalités de droite ou de gauche dont la sensibilité est compatible avec le projet de M. Macron.

Sont concernés, selon un autre membre de la Commission, Les Républicains Franck Riester (Seine-et-Marne), Benoist Apparu (Marne) et Bruno Le Maire (Eure), qui pourraient aussi intégrer le gouvernement dévoilé mercredi.

A gauche, Marisol Touraine (Indre-et-Loire) et Stéphane Le Foll (Sarthe) sont également épargnés.

De même, la ministre du Travail Myriam El Khomri (PS) et Pierre-Yves Bournazel (LR), qui s'affrontent à Paris mais pourraient

chacun se montrer favorables aux réformes de M. Macron, n'auront aucun candidat de La République en marche! face à eux, a-t-on appris de même source.

Proche du maire de Nice Christian Estrosi, Marine Brenier (Alpes-Maritimes) devrait également avoir le champ libre.

Au total, une bonne dizaine de circonscriptions seront concernées, après un dernier affinage. Le parti de M. Macron, qui a dévoilé une liste de 511 noms lundi soir, avait déjà annoncé appliquer un tel traitement de faveur à l'ancien Premier ministre Manuel Valls dans l'Essonne.

La fin du dépôt légal des candidatures pour les législatives (11-18 juin) est vendredi. AFP 17.05

Chaud devant...

- Emplois : les dossiers chauds qui attendent le nouveau gouvernement - Franceinfo

Plus d'un millier de personnes, dont Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou, ont manifesté dans la Creuse en soutien aux salariés de GM&S, ce mardi 16 mai. L'ambiance est explosive : 277 ouvriers menacent de faire exploser l'usine de GM&S avec des bonbonnes de gaz. Ils protestent contre la menace de liquidation qui pèse sur l'entreprise depuis plusieurs mois. L'équipementier automobile n'est pas le seul dossier qui attend le nouveau président de la République.

3 000 emplois en danger chez William Saurin

En plus de GM&S, d'autres dossiers sont en souffrance : Whirlpool (290 emplois en danger), William Saurin (3 000 salariés), Tati et Vivarte (2 700 emplois). Les salariés n'arrêtent pas de se battre. Pour chacun de ses dossiers, des repreneurs sont en lice, mais ils ne sauveront pas l'ensemble des emplois. Chez GM&S, la situation semble aujourd'hui inextricable. Le futur gouvernement d'Emmanuel Macron devra apporter des réponses très rapidement.

Un peu plus tard, il y aura les restructurations d'Arc International. "L'usine de cristal dans le Pas-de-Calais risque le défaut de paiement en juin. 5 500 emplois sont concernés. L'ancien ministre Macron avait organisé un premier sauvetage en 2015 avec un repreneur américain. Vivarte, le groupe de textiles et chaussures, en est à son 5e plan social. 900 emplois vont être supprimés. Un démantèlement complexe qui prendra du temps", conclut le journaliste. Franceinfo 16.05

De la rupture à la déchirure.

- Les Républicains : le parti se déchire entre pro-Macron et pro-Baroin - Franceinfo

Deux lignes sont en train de s'opposer chez Les Républicains, et la scission est proche. "Hier, ils étaient 22 élus LR et UDI à signer un appel à rejoindre Emmanuel Macron. Ce soir, ils sont plus de 160 à avoir signé cet appel", assure Patricia Issa-de-Grandi, en direct du QG Les Républicains, dans le 15e arrondissement de Paris. De l'autre côté, la droite dure, celle de François Baroin, ne lâche rien pour les législatives. "Chez les Républicains, on lance également un appel au rassemblement et au soutien de leur candidat pour les législatives", ajoute la journaliste. "Chez Les Républicains, c'est la guerre des nerfs"

Depuis, les deux lignes du parti se répondent à coup de communiqués de presse opposés. "Vous l'avez compris, à droite chez Les Républicains, c'est la guerre des nerfs. C'est à celui qui fera craquer l'autre, mais personne ne veut endosser cette responsabilité d'une scission." Moins d'un mois avant le premier tour des législatives, le parti est plus divisé que jamais. Franceinfo 17.05

- Un contre-appel des Républicains contre Macron - Reuters

Les membres du bureau politique des Républicains ont dénoncé "à 95%" la main tendue à Emmanuel Macron par plusieurs élus de droite et ont lancé un "contre-appel", a-t-on appris mardi soir dans l'entourage du secrétaire général du parti, Bernard Accoyer.

A la suite de la nomination d'Edouard Philippe, député-maire LR du Havre, au poste de Premier ministre, une vingtaine d'élus de la droite et du centre avaient appelé lundi soir leur camp à répondre favorablement "à la main tendue par le président de la République".

"Cet appel est un coup de poignard dans le dos de nos 577 candidats aux législatives", a dénoncé Eric Woerth pendant le bureau politique, selon des propos rapportés par un participant.

Le contre-appel, qui sera soumis aux candidats investis par l'alliance LR-UDI pour les législatives des 11 et 18 juin, les invite à s'engager "à défendre résolument les valeurs et le projet politique de la droite et du centre". "Ce projet n'est évidemment pas

celui des candidats En Marche", poursuit le texte.

Seuls deux membres du bureau politique, le maire de Nice Christian Estrosi et la sénatrice du Bas-Rhin Fabienne Keller, tous deux signataires de l'appel lancé lundi, ont soutenu cette démarche devant l'instance dirigeante du parti.

En revanche, plusieurs proches d'Alain Juppé ont apporté leur soutien au "contre-appel". "Juppéiste ne rimera pas avec opportuniste", a déclaré Virginie Calmels, proche du maire de Bordeaux, dont les propos étaient également rapportés. Reuters 17.05

La division En Marche !

Le PCF torpille le mouvement de Mélenchon...

- Le Parti communiste a investi 484 candidats pour les législatives - AFP

Le Parti communiste a publié mardi une liste de 484 candidats investis pour les législatives, avec le choix de se désister dans certaines circonscriptions pour soutenir des candidats de La France insoumise, EELV, du PS ou d'Ensemble!

Dans cette liste à parité homme-femme, le PCF soutient notamment les candidatures de Clémentine Autain (Ensemble!), de la féministe Caroline de Haas ou de François Ruffin, investi par La France insoumise. Malgré de très fortes dissensions avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, le PCF a également retiré ses candidats dans plusieurs circonscriptions des Bouches-du-Rhône, notamment la 4e où se présente l'ancien candidat à la présidentielle.

Au total, 40% des candidats présentés par le PCF ont "moins de 50 ans, dont 20% ont moins de 40 ans". La moyenne d'âge est de 51 ans, a précisé le PCF dans un communiqué. Un quart des candidats sont des retraités, 26% des employés, 20% des fonctionnaires et 7% des ouvriers.

De même source, "70% n'ont jamais encore exercé de mandat électif".

Malgré le soutien du Parti communiste à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, les deux mouvements n'ont pas réussi à s'entendre sur des candidatures communes plus nombreuses.

Outre la question financière, les deux parties reconnaissent une différence de vue stratégique.

La France insoumise souhaite mener une campagne nationale avec une identification visuelle unique et très claire, et une campagne basée sur son programme à la présidentielle, "l'Avenir en commun" dans le but d'obtenir la majorité et de contraindre le président Emmanuel Macron à une cohabitation. L'affiche de campagne, présentée mardi à la presse reprend celle utilisée pour la présidentielle, avec un grand portrait de Jean-Luc Mélenchon, auquel sont accolés les portraits du binôme candidat. Le logo de La France insoumise, le phi grec, est représenté en bonne place, de même que le slogan "la force du peuple".

De son côté, le PCF estime que "la diversité n'est pas un problème" et refuse l'"exigence d'un alignement" politique mais aussi visuel demandé par le mouvement de M. Mélenchon. "Nous avons un désaccord profond sur notre conception d'un rassemblement à gauche à vocation majoritaire: imposer une force hégémonique, ou installer une vraie coalition de projet", constate un membre de la direction. AFP 17.05

Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos

- Etats-Unis : les démocrates exigent le transcript de l'échange Trump-Lavrov - euronews

- Kiev accuse Moscou d'une cyberattaque contre le site de la présidence - Reuters

- Kiev multiplie les sanctions contre les médias et les réseaux sociaux russes - Liberation.fr

- Russie: une chanson pour décourager les étudiants de manifester - L'Express.fr

- Tchétchénie: des associations LGBT accusent Kadyrov de "génocide" devant la CPI - L'Express.fr

- Venezuela: 42 morts en six semaines de manifestations - AFP

- Mexique: indignation après un nouveau meurtre de journaliste - AFP

- Centrafrique: au moins 26 morts à Bangassou selon l'ONU - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mai 2017

CAUSERIE

● La causerie du 18 mai 2017 au format pdf.

On se détend un peu.

Hier soir, la jeune femme tamoule qui habite en face de chez moi, Kagelvéli, a remis à ma compagne Selvi une photo de Macron embrassant sa nounou qu'elle avait découpée dans un journal indien en tamoul, elle n'en revenait pas de la différence d'âge qu'il y a entre eux, Selvi s'écriant, c'est sa maman, c'est dégueulasse ! J'ai aussitôt pensé en me marrant à la sortie de Berlusconi que les médias ont brocardé en l'accusant de sexisme, alors qu'il se tape des putes qui ont 40 ans de moins que lui, mais au moins il n'en a épousé aucune, l'honneur est sauve, morale ou jugement épiscopal oblige !

C'est intéressant de constater qu'une femme ultra arriérée peut adopter des principes ou des valeurs qui sont apparus au cours du développement de la civilisation humaine, alors qu'une femme évoluée, une aristocrate ou fille d'industriels, ex-épouse d'un banquier, visiblement perturbée psychologiquement, frustrée à force d'être blasée, en viendra à laisser libre cours à son instinct primaire ou animal, à ses fantasmes décomplexés.

L'attitude (dominatrice) de cette femme qui considère que rien ne doit entraver la satisfaction de ses désirs, témoigne de la décadence d'un régime à bout de souffle, alors que celle de cette femme ultra arriérée s'inscrit dans le cadre d'un processus en cours ou inachevé, où certaines règles ou valeurs jouent encore un rôle progressiste. Autrement dit, cette femme arriérée sera amenée à progresser, c'est déjà le cas des femmes plus jeunes qu'elle, Selvi à 47 ans, alors que la femme évoluée est vouée à régresser. En quelque sorte l'attitude de ces deux femmes correspond à l'orientation de la situation économique et politique de la France et de l'Inde.

Mais qu'on ne se fasse pas d'illusions, sous le règne du capitalisme elles connaîtront dans l'avenir le même tragique destin. Les droits concédés aux femmes par le capitalisme ne devaient servir qu'à les exploiter au même titre que les hommes, tout en aliénant leur personnalité et non pas pour qu'elles s'épanouissent, leur émancipation de la domination des hommes a été conçue pour qu'elles se retrouvent sous la coupe du capitalisme, mais cette fois, seules pour l'affronter, donc plus faibles ou vulnérables.

Ils assument, iront-ils jusqu'au bout ?

Le recyclage des déchets fanatiques de l'Union européenne et de la guerre.

Un gouvernement de transfuges, de traîtres, près à transgresser toutes les règles établies par fidélité envers leur ambition dévorante et insatiable, les hommes de main de l'oligarchie, par définition destinés à exécuter des besognes souvent basses ou criminelles.

Tu m'as appris ce qu'est le monde ! Ô monde des intérêts, de la ruse, de la politique et des perfidies, à nous deux maintenant ! (Balzac, les Ressources de Quinola)

Ils savent quelle cause scélérate ils vont servir, et les ministres n'ont pas été désignés par hasard. Je n'ai pas eu le temps d'examen chacun de leur cas, cependant je me suis aperçu que certains avaient en commun d'avoir été humiliés, et que leur fournir l'occasion de se venger pourrait les conduire à accomplir leur sale besogne avec zèle.

Leur consanguinité les rend apte à tous les crimes. Et qui doivent-ils assassiner ? Le peuple.

Il est très tard et je viens de regarder un épisode des aventures du célèbre détective belge d'Agatha Christies, Hercule Poirot, qui m'inspire visiblement.

Ce qui rend si attractive ou passionnante ses petites histoires, c'est l'ingéniosité avec laquelle des criminels mettent en scène leurs mauvaises intentions tout en déployant une batterie d'artifices pour les dissimuler et ainsi défier ou mettre en échec la logique, sachant que c'est ce qui fait le plus défaut à la plupart des gens dont les policiers.

Cependant l'art consommé de l'intrigue ou le scénario le plus ingénieux imaginé comportera des imprévus ou présentation des imperfections au moment de sa réalisation qui échapperont à son auteur, mais pas à un fin observateur qui s'acharmera à les découvrir. Finalement, c'est l'assurance du malfaiteur ou du criminel d'agir selon une logique parfaite qui le perdra.

Quelque part Macron incarne la même chose, c'est le même procédé qu'il met en oeuvre pour bernier le peuple, il défie la logique, sachant que le peuple en manque singulièrement, il rassemble la droite et la gauche qui incarnent des classes et des intérêts opposés en lui faisant croire que ce sera pour le bien commun ou général, alors qu'en réalité il oeuvrera uniquement pour le compte de la classe dominante et contre la classe dominée.

Confondre une logique qui est le produit d'une construction ou d'un montage intellectuel, d'un concept idéologique, et la logique de la lutte des classes va réserver bien des surprises à Macron et sa cour de bras cassés.

Le centrisme, c'est le dépassement de la droite ou la droite extrême avançant sous différents masques : modéré, humaniste, de gauche ou démocrate. Cela se traduit en pratique par la confusion savamment entretenue entre valeurs ou morale et l'intérêt général qu'il prétend servir, en réalité le capital, les uns servant sournoisement à justifier l'autre.

Ce qui définit le centrisme, ce sont aussi les moyens fallacieux, malicieux ou sournois auxquels il recourt pour enrober son discours populiste et camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions.

Le centrisme, de droite à l'origine, n'aura aucun mal à se lier à la gauche de droite, pour finalement rester fidèle à son origine. Sa trajectoire ou son orientation correspondra aux besoins du capitalisme sur le plan institutionnel, ce qui l'amène logiquement à se présenter aujourd'hui sous la forme du corporatisme.

Le centrisme n'existe pas en tant que courant politique indépendant. Il est le lien social entre la droite et la gauche de collaboration de classes conduisant au corporatisme, donc menant au fascisme ou réalisant le programme du fascisme sans que le parti de l'extrême droite ne participe au gouvernement.

Le centrisme est donc par nature amené à devenir le pôle de regroupement de l'extrême droite néolibérale, les pires ennemis de la classe ouvrière.

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates. (Source : wikipedia.org)

Pendant des décennies et des décennies jusqu'à nos jours nos dirigeants n'ont cessé de marteler que la classe ouvrière n'avait pas été défaite, alors qu'en réalité elle avait enregistré tellement de reculs et de défaites, elle avait perdu tellement d'acquis ou de droits sociaux et politiques qu'elle en était rendue finalement au même point, par étapes et non brutalement ou d'un coup, par le biais du réformisme et de la collaboration de classes auxquels recourra le mouvement ouvrier en s'assurant les services du PS pour connaître à l'arrivée le sort auquel il le destinait.

A l'arrivée on s'aperçoit qu'étape par étape la réaction parvient à ses fins ou à réaliser ses objectifs dans tous les domaines. Pourquoi l'occulter ou le nier, pourquoi ne pas en tenir compte, pourquoi ne pas s'en tenir aux faits, à la réalité ? Peut-être parce qu'elle ne correspond pas à l'interprétation qu'on en a donné, et qui servait à justifier une politique opportuniste ou des intentions inavouables.

Si vous voulez en savoir plus sur le centrisme en France :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Centrisme_en_France
<http://www.centrisme.free.fr/prod04.htm>
<http://www.lecentrisme.com/p/histoire-du-centrisme-en-france.html>

A savoir :

François Bayrou a créé fin février 2006 avec la New Democrat Coalition américaine, composante parlementaire du Parti démocrate, une « internationale », ou plutôt une Alliance mondiale des démocrates.

[La liste complète des figurants du gouvernement](#)

- Découvrez qui sont les membres du gouvernement d'Edouard Philippe - franceinfo

Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Investi en politique depuis plus de 40 ans, Gérard Collomb n'incarne pas vraiment le renouvellement cher à Emmanuel Macron. Député de 1981 à 1988, sénateur depuis 1999 et maire de Lyon depuis 2001, il n'a toutefois jamais occupé de poste ministériel. Surtout, il est le premier élu local de poids à avoir soutenu Emmanuel Macron. Sa ville est par ailleurs considérée par plusieurs observateurs comme un laboratoire du "macronisme" économique.

Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Cette fois-ci, c'est la bonne. Après plusieurs rendez-vous manqués avec la politique, Nicolas Hulot prend enfin la tête du grand ministère qui lui était promis de longue date. Un poste qu'il a refusé une première fois en 2002, puis en 2016. Entre-temps, le créateur de l'émission "Ushuaïa" a failli se présenter à la présidentielle de 2007 (avant de renoncer), à celle de 2012 (battu par Eva Joly lors de la primaire écologiste) et a songé à partir à la bataille en 2017. Dans l'entre-deux-tours, Nicolas Hulot, qui n'avait pas pris parti pendant la campagne, a appelé dans Le Monde à voter Macron par "raison" et non par "adhésion", accusant le candidat de n'avoir "pas pris la mesure de l'exigence de solidarité dans laquelle se trouvent le pays, l'Europe et le monde".

François Bayrou, ministre de la Justice

Age : 65 ans

Parti politique : MoDem

L'actuel maire de Pau a derrière lui une longue expérience politique : près de 20 ans de mandats à l'Assemblée nationale, neuf années à la tête du conseil général des Pyrénées-Atlantiques... François Bayrou a aussi été ministre de l'Education nationale dans les gouvernements d'Edouard Balladur puis d'Alain Juppé, de 1993 à 1997. Surtout, il a été candidat à trois reprises à la présidentielle, en 2002, 2007 et 2012, avec la volonté d'incarner "un centre indépendant".

Sylvie Goulard, ministre des Armées

Age : 52 ans

Parti politique : MoDem

Diplômée de Sciences Po et de l'ENA, Sylvie Goulard a une carrière politique entièrement tournée vers les questions européennes. Eurodéputée depuis 2009 (élue sur la liste UDI-MoDem), elle a aussi conseillé le président de la Commission européenne, Romano Prodi, entre 2001 et 2004. Elle a choisi de soutenir Emmanuel Macron dès sa déclaration de candidature, au mois de novembre. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Age : 69 ans

Parti politique : PS

Ministre de la Défense durant tout le quinquennat de François Hollande, Jean-Yves Le Drian a supervisé les opérations extérieures menées par l'armée française contre les groupes jihadistes au Sahel, en Irak et en Syrie. Des missions qui ne sont à ce jour pas terminées et sur lesquelles il continuera à avoir un œil depuis le Quai d'Orsay. Expérimenté, sérieux et apprécié à gauche comme à droite, il est un atout de poids pour le président Macron, qui n'est pas un spécialiste des questions de défense. Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires

Age : 54 ans

Parti politique : PS

De tous les politiques qui entourent Emmanuel Macron, Richard Ferrand en est le plus proche. Entre les deux hommes, la

confiance se noue dès l'été 2014, lorsque le député du Finistère, inquiet de la réforme des professions réglementées, est reçu par le nouveau ministre de l'Economie. Le courant passe immédiatement et l'ancien aubryste tombe sous le charme. Nommé rapporteur général de la loi Macron, Richard Ferrand gagne la confiance de son nouveau mentor, qui lui confie le secrétariat général de son mouvement, En marche !. A ce poste, il devient un rouage essentiel de la campagne victorieuse d'Emmanuel Macron. Deux jours après le second tour, il annonce qu'il quitte le Parti socialiste, auquel il avait adhéré en 1980.

Agnès Buzyn, ministre de la Santé

Age : 54 ans

Parti politique : aucun

Médecin spécialiste d'hématologie, d'immunologie des tumeurs et de la transplantation, Agnès Buzyn occupe depuis mai 2016 le poste de présidente de la Haute Autorité de santé. Par le passé, elle a également présidé le conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et dirigé l'Institut national du cancer.

Françoise Nyssen, ministre de la Culture

Age : 65 ans

Parti politique : aucun

D'origine belge, Françoise Nyssen dirige la maison d'édition Actes Sud, basée à Arles (Bouches-du-Rhône). On ne lui connaît pas d'engagement politique, mais avant le second tour, elle avait publié un texte dans lequel elle écrivait : "Dimanche, je voterai avec détermination et joie pour Emmanuel Macron", reconnaissant au candidat d'En marche ! d'avoir "mis la culture en première position de son programme".

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie

Age : 48 ans

Parti politique : Les Républicains

Haut fonctionnaire formé à l'Ecole normale supérieure, Sciences Po et l'ENA, Bruno Le Maire a commencé sa carrière politique auprès de Dominique de Villepin, duquel il a fini par s'émanciper. Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes puis ministre de l'Agriculture sous Nicolas Sarkozy, il a tenté (sans succès) d'incarner le renouveau au sein de sa famille politique, en se présentant à la présidence de l'UMP en 2014 puis à la primaire de la droite en 2016. Entre les deux tours de la présidentielle, le député de l'Eure a été l'un des premiers élus LR à se dire prêt à contribuer à une majorité autour d'Emmanuel Macron.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail

Age : 62 ans

Parti politique : aucun

Muriel Pénicaud a travaillé comme dirigeante dans de nombreux grands groupes comme Danone ou Dassault Systèmes, deux entreprises dans lesquelles elle a notamment été en charge des ressources humaines. Le ministère du Travail ne lui est pas inconnu, puisqu'elle a travaillé au cabinet de Martine Aubry entre 1991 et 1993.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education

Age : 52 ans

Parti politique : aucun

Professeur de droit public, Jean-Michel Blanquer est un proche du sénateur Les Républicains François Baroin, qu'il connaît depuis le CM2, selon Le Monde. Il a été en 2006 directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien, alors ministre de l'Education nationale au sein du gouvernement de Dominique de Villepin. Il a ensuite été directeur général de l'enseignement scolaire au ministère, de décembre 2009 à novembre 2012, avant de prendre en 2013 la direction générale de l'Essec, une grande école de commerce. Dans une chronique publiée dans Le Point en mai, il saluait la "troisième voie" prônée par Emmanuel Macron en

matière d'éducation.

Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Age : 69 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ancien adjoint au maire d'Aurillac et conseiller général du Cantal, Jacques Mézard est sénateur du Cantal depuis septembre 2008. Cet élu du Parti radical de gauche préside le groupe Rassemblement démocratique et social européen au palais du Luxembourg. "Emmanuel Macron, c'est le choix d'une nouvelle génération capable de réussir la nécessaire modernisation de la vie politique, de briser le clivage gauche-droite souvent artificiel", écrivait-il en janvier dans un appel adressé à ses camarades de centre-gauche.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics

Age : 34 ans

Parti politique : Les Républicains

Fidèle de Xavier Bertrand, le maire de Tourcoing (Nord) est l'un des nouveaux visages de la droite, qui était promis à un rôle important au sein de son parti. Depuis la victoire d'Emmanuel Macron et la nomination d'Edouard Philippe à Matignon, il avait multiplié les appels du pied. Dans un tweet il a ainsi salué "la décision du président de la République d'avoir dépassé les clivages politiques au service de notre pays".

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Age : 53 ans

Parti politique : aucun

Professeur de génétique et de biologie moléculaire, Frédérique Vidal a dirigé la faculté des sciences de l'université Nice Sophia Antipolis de 2009 à 2012, avant de prendre la présidence de l'ensemble de l'établissement. Elle avait été réélue en 2016 pour un nouveau mandat de quatre ans à la tête de l'université.

Annick Girardin, ministre des Outre-mer

Age : 52 ans

Parti politique : Parti radical de gauche

Ce nom vous dit sans doute quelque chose : Annick Girardin occupait déjà des fonctions sous le gouvernement Valls (secrétaire d'Etat à la Francophonie, puis à la Fonction publique, sans oublier une participation importante des négociations à la COP21). L'élue de Saint-Pierre-et-Miquelon, engagée au Parti radical de gauche, était la première habitante de l'île à atteindre un poste ministériel. "Elle avait une bonne réputation sur les questions d'outre-mer", confie au JDD Gaspard Gantzer, membre de la garde rapprochée de François Hollande. Reste un handicap pour monter plus haut sur les questions internationales : sa LV1 anglais. "J'accumulais les zéros en anglais au collège", confie-t-elle cash.

Laura Flessel, ministre des Sports

Age : 45 ans

Parti politique : aucun

Laura Flessel n'est pas la première championne olympique nommée au ministère des Sports. Avant elle, David Douillet ou Alain Calmat avaient occupé le poste. Mais jamais aussi jeune que "la Guêpe", 45 ans, qui a décroché des médailles aux Jeux d'Atlanta (1996), Sydney (2000) et Athènes (2004). Le nom de l'escrimeuse n'avait pas circulé pour prendre le portefeuille, conséquence peut-être de son absence d'engagement politique, si ce n'est derrière la candidature de Paris 2024.

Elisabeth Borne, ministre chargée des Transports

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Quoi de plus logique que de nommer la directrice de la RATP au ministère des Transports ? Elisabeth Borne avait commencé en 2015 un mandat à la tête de la régie des transports en commun parisiens après un passage au ministère de l'Ecologie (qui comprenait les Transports) avec Ségolène Royal. Par le passé, elle avait aussi fréquenté les cabinets de Lionel Jospin à Matignon, celui Jack Lang rue de Valois et la garde rapprochée de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. Cette polytechnicienne connaît bien les rouages de la fonction publique, puisqu'elle a aussi occupé le poste de préfète de la région Poitou-Charentes. Reste à savoir si celle qui se rendait au travail tous les matins en métro pour montrer l'exemple va garder cette habitude...

Marielle de Sarnez, ministre déléguée aux Affaires européennes

Age : 66 ans

Parti politique : MoDem

C'est la plus proche collaboratrice de François Bayrou, dont elle a dirigé le cabinet quand celui-ci était ministre de l'Education nationale. Elle est entrée en politique pour soutenir la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. Elle a ensuite travaillé auprès de différents responsables de l'UDF, comme Simone Veil ou Raymond Barre. Députée européenne depuis 1999, elle est aujourd'hui candidate aux législatives dans la 11e circonscription de Paris.

Christophe Castaner, secrétaire d'Etat en charge des Relations avec le Parlement

Age : 51 ans

Parti politique : PS

Maire socialiste de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) depuis 2001 et député depuis 2012, il a soutenu Emmanuel Macron avant même qu'il ne se déclare officiellement candidat à la présidentielle. Rapporteur de la loi Macron à l'Assemblée nationale en 2015, Christophe Castaner a subi une lourde défaite aux régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'obligeant à retirer sa liste au profit de celle de Christian Estrosi pour faire barrage au Front national. Début mars, il a annoncé qu'il se mettait en congé du PS pour se ranger pleinement derrière Emmanuel Macron.

Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité des femmes et des hommes

Age : 34 ans

Parti politique : En marche !

Cette féministe est responsable du pôle "égalité femmes-hommes" d'En marche ! Blogueuse, elle a fondé le réseau Maman travaille, qui milite notamment sur les thèmes de la conciliation vie professionnelle-vie personnelle et de l'égalité parentale. Elle a travaillé au cabinet de Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, pendant quelques mois en 2016. Adjointe au maire socialiste du Mans depuis 2014, Marlène Schiappa a cofondé le "mouvement des élu-e-s français-es pour l'égalité" et a rejoint le mouvement d'Emmanuel Macron dès le début de la campagne présidentielle.

Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées

Age : 56 ans

Parti politique : aucun

Sur un thème dont il avait fait sa carte blanche au cours du débat d'entre-deux-tours, Emmanuel Macron a choisi une militante engagée de longue date dans la lutte pour l'intégration des personnes handicapées. Cette mère de quatre enfants, dont une fille trisomique, a fondé différentes associations de scolarisation d'enfants handicapés dont le collectif SAIS92 et l'association Grandir à l'école. Présidente de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap (FNASEPH) depuis 2011, elle a organisé en 2012 le premier Grenelle de l'intégration des jeunes handicapés dans la société.

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du Numérique

Age : 33 ans

Parti politique : En marche !

C'est l'un des hommes du président. Lui qui avait activement participé à la campagne numérique de Ségolène Royal en 2007 et de François Hollande en 2012 est devenu directeur de la campagne numérique d'Emmanuel Macron. Pour rejoindre En marche !, il a quitté en 2016 la présidence du Conseil national du numérique, où il avait été nommé par François Hollande. Mounir Mahjoubi est le co-fondateur de plusieurs start-up comme Equanum, La Ruche qui dit oui ! ou French bureau. Il est investi pour les législatives sous l'étiquette La République en marche dans la 16e circonscription de Paris. franceinfo 17.05

Qui a dit ?

- Macron « se présente en tribun adepte d'un populisme désinvolte », qui « n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier ». « De quoi restera-t-il le nom ? » . « D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? »

Réponse : Édouard Philippe dans une chronique dans Libération en janvier 2017.

- « Emmanuel Macron est le candidat sans projet car c'est le candidat sans convictions : il change de discours suivant l'auditoire »

Réponse : Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le 19 février dernier, sur Europe 1, il étrillait Macron vertement. (l'express. fr 17.05)

- "M. Macron n'aura pas de majorité [...] Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif"

Son élection, estimait-il, "précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduirait à l'éclatement de notre vie politique. Alors dans ce vide, le populisme le plus abject arrivera, celui de Mme Le Pen", disait-il aussi, après avoir décrit le "populisme light" d'Emmanuel Macron : "Un populisme chic, avec un beau sourire, de beaux costumes, une belle histoire." Le qualifiant de "pur produit du système", il attaquait aussi un candidat qui "ne sort jamais de l'ambiguïté. Il promet tout, finance tout, rembourse tout : les lunettes, les prothèses auditives et les soins dentaires ! C'est Noël avant l'heure".

Réponse : Gérald Darmanin, le nouveau ministre de l'Action et des Comptes publics

En complément.

Coup d'Etat et monarchie héréditaire.

- "6 points communs qui relient Emmanuel Macron et Louis-Napoléon Bonaparte" - Le Huffington Post

- Bayrou avait pourtant promis au moins 4 fois de ne pas entrer dans un gouvernement - Le Huffington Post

- La droite aux affaires, la gauche en vitrine - Liberation.fr

- Ces ministres qui exécutaient Macron - LePoint.fr

- Édouard Philippe, un député cancre à Matignon - LePoint.fr

Peu présent à l'Assemblée, réticent sur la transparence, opposé aux projets défendus par Macron..., le maire du Havre n'est pas le député le plus exemplaire. LePoint.fr 17.05

[En oligarchie en famille. Ah ces syndicats indépendants ! Mailly en appelle à "la concertation"... pas à la mobilisation.](#)

Jean-Claude Mailly : la nomination de Muriel Pénicaud au ministère du Travail est "plutôt rassurante" - AFP 17.05

Muriel Penicaud, 62 ans, a été nommée ministre du Travail dans le gouvernement d'Édouard Philippe, mercredi 17 mai. Sur franceinfo, Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a estimé que cette nomination était "plutôt rassurante".

La nouvelle ministre "a une grande expérience à la fois en cabinet ministériel, puisqu'elle fut au cabinet de Martine Aubry lorsqu'elle était ministre du Travail, et à la fois comme DRH de grandes entreprises, dont Danone qui est une entreprise réputée sur sa dimension sociale", a-t-il indiqué.

Selon Jean-Claude Mailly, Muriel Penicaud est quelqu'un "de direct, qui dit les choses et qui a une connaissance à la fois technique et politique des dossiers". Le secrétaire général de FO rappelle que la nouvelle ministre n'est pas la seule à décider, et que "c'est la ligne globale de la politique économique et sociale qui va peser".

Jean-Claude Mailly en appelle à la concertation

Le programme d'Emmanuel Macron comporte "volontairement des zones d'imprécisions, voire de flou, estime Jean-Claude Mailly. Cela mérite des éclaircissements". Le secrétaire général de FO souligne que le nouveau président a "une responsabilité immense".

"S'il veut que les choses se passent bien, il n'a pas intérêt à cliver socialement, prévient-t-il. Cela veut dire qu'il faut de véritables concertations et tenir compte de ce que disent les organisations syndicales. Est-ce que l'on est prêt à une véritable concertation, à bouger les lignes, ou est-ce que l'on veut passer en force ? Espérons que c'est la concertation qui l'emportera." Francetv info 17.05

Quel imposteur ! Ouf, on en connaît qui doivent être soulagés ! Les travailleurs eux ont le droit de s'inquiéter.

[Les faussaires ou la machine à fabriquer du consentement tourne à plein régime.](#)

Six Français sur dix approuvent le nouveau gouvernement - L'Express.fr

D'après une enquête Elabe réalisée pour BFMTV, 61% des Français sondés se disent satisfaits de la composition du premier gouvernement du quinquennat Macron. L'Express.fr 17.05

REM en tête des intentions de vote, loin devant LR-UDI et FN - Reuters

Trente-deux pour cent des Français sont prêts à voter pour le mouvement d'Emmanuel Macron et le MoDem aux élections législatives, 19% pour Les Républicains et l'UDI, 19% pour le Front national, 15% pour La France insoumise et 6% pour le Parti socialiste, selon un sondage Harris Interactive publié jeudi. Reuters 17.05

[Sur le Parti de gauche.](#)

- "L'avenir en commun"... avec Macron, non merci !

Philippe Juraver, 28 avril : "La trahison se pare toujours des plus encourageantes promesses sans lendemain"... il arrive même qu'elle les devancent !

Pour une majorité France Insoumise les 11 et 18 juin ! - Parti de Gauche le 10 Mai 2017

- "Après la majorité pour battre Le Pen, construisons une majorité pour l'Avenir en commun", c'est une manière comme une autre d'avouer avoir participé à la mystification "la majorité pour battre Le Pen"...

Ils osent proclamer que "le goût du bonheur reste contagieux", à croire qu'ils partagent celui de Macron et sa cour.

Ces gens-là sont heureux, vous non, c'est que vous ne vivez pas dans le même monde que les dirigeants du PG...

[Information-désinformation. A propos du Venezuela](#)

- L'information modulée selon certains intérêts par Oscar Fortin -14 mai 2017

La vérité des faits passe au second plan.

Cette question de l'information-désinformation (<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Desinformation.htm>) revient de plus en plus sur les réseaux sociaux. Je voudrais laisser la parole à certains grands spécialistes et à certaines organisations dont le but premier est justement de décoder les tactiques et manœuvres utilisées pour donner au mensonge l'allure de la pure vérité.

Dans un article publié en 2016 sur le site Armand Colin

(<http://www.armand-colin.com/information-desinformation-comment-savoir>) la problématique de l'information-désinformation est présentée de la façon suivante :

« Comment se forger une opinion sur les informations que l'on reçoit sur les réseaux, dans les médias ? Comment agit la désinformation et quel risque représente-t-elle pour la société... Dans La désinformation : les armes du faux (<http://www.armand-colin.com/la-desinformation-les-armes-du-faux-9782200601362>) (Armand Colin, 2016), François-Bernard Huyghe (<http://www.armand-colin.com/francois-bernard-huyghe>), expert de l'information et de la stratégie, présente la genèse de la désinformation, la situe dans l'histoire des sociétés, analyse ses mécanismes profonds. Alors que nous sommes submergés par les informations vraies ou fausses, voici un ouvrage salutaire, qui, s'il ne se veut pas rassurant, nous avertit et nous permet de prendre pleinement conscience du phénomène. »

Dans les temps que nous vivons où peuples et nations se disputent leurs droits et pouvoirs, les médias de toute nature deviennent une arme de premier plan pour convaincre l'opinion publique et l'humanité entière que leurs prétentions sont justes et qu'elles répondent aux grandes valeurs dominantes de nos sociétés. Déjà, beaucoup a été écrit sur l'usage de ces médias de la part, évidemment, des plus puissants, pour justifier les interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et maintenant, plus près de nous, au Venezuela. Dans ce dernier cas, le Venezuela, l'usage de la désinformation des faits devient pratiquement caricatural.

Je me permets de vous référer à cet article www.investigacion.net/le-departement-detat-usa-financeles-fausses-informations-contre-le-venezuela/#sthash.hLTju3Ni.dpuf récent qui raconte comment tous ces montages se réalisent à l'insu de l'opinion publique qui n'a d'autres références pour décoder les faits. Voici quelques extraits.

« La tâche de financer la confusion, en faveur d'une situation de guerre non conventionnelle contre le Venezuela, est dirigée par le département d'État. C'est ce que montre (<https://www.state.gov/documents/organization/238222.pdf>) la Justification Budgétaire du Congrès (Congressional Budget Justification or CBJ), un rapport annuel fait au Congrès des États-Unis par cet organisme sur ses opérations à l'étranger. »

En finançant les médias vénézuéliens, les États-Unis renforcent l'une des armes les plus puissantes contre le chavisme. Mark Weisbrot, un économiste du Centre de Recherche Économique et Politique (Center for Economic and Policy Research), un think-tank de Washington, a affirmé (http://inthesetimes.com/article/3697/no_strings_attached/) que « dans un certain nombre de pays, y compris le Venezuela et la Bolivie, l'USAID agit plus comme une agence impliquée dans des actions secrètes, comme la CIA, que comme une agence d'aide ou de développement. »

Les noms des organisations étrangères spécifiques qui reçoivent ces fonds sont des secrets d'État, exactement comme dans le cas de la CIA. Quand on demande des informations sur les organisations réceptrices, l'USAID répond qu'elle ne peut « confirmer ou nier l'existence d'antécédents ».

« Le circuit d'élaboration de la fausse information commence avec la déformation d'un fait, immédiatement reprise par les médias internationaux. La note est effacée en 1 à 4 heures, mais l'information continue à tourner sur les réseaux sociaux. Quand on connaît la version réelle, aucun média international ne corrige l'information, tout au moins pas avec la même véhémence. C'est ce qui s'est passé avec plusieurs morts survenues pendant les guarimbas, encore en cours, attribuées à « des collectifs chavistes » (appelés « paramilitaires » par les agents politiques).

Le département d'État a défini la ligne éditoriale des fausses informations : constituer un dossier de terrorisme d'État et de crimes contre l'humanité contre le Gouvernement vénézuélien (en faisant usage de la notion de « collectifs paramilitaires ») pour, de cette façon, aiguïser le siège diplomatique et financier contre lui. Comme cela a été fait contre le Nicaragua, Haïti, la Syrie et la Libye. »

« L'instrumentalisation des fausses informations comme arme d'une guerre psychologique et médiatique leur a servi, entre autres, à provoquer des scénarios d'intervention contre la Libye et la Syrie. On pourra prendre comme exemple le supposé bombardement de la Place Verte à Tripoli en 2011, ou « l'attaque chimique » du gouvernement syrien la même année. Les mêmes méthodes sont utilisées au Venezuela avec l'obtention des mêmes résultats comme objectif »

Je termine avec cet exemple d'une nouvelle diffusée sur nos médias qui attribuait à l'armée d'avoir utilisé des excréments d'humain contre une opposition paisible. Or, la veille, j'avais suivi sur telesurtv.net le déroulement de ces événements en direct où on voyait ces terroristes payés par l'opposition tirer de ces flacons d'excréments contre les policiers qui assuraient les limites prévues pour les manifestants. À ce moment, leur manifestation se réalisait face à l'Édifice du Ministère de la Justice auquel ils ont causé de nombreux dommages. Nous sommes évidemment loin de la nouvelle qui attribue aux policiers d'avoir utilisé ces excréments contre une opposition pacifique.

La vérité sur ce qui se passe au Venezuela nous est cachée [en partie ? ndlr]. Le pétrole et les mines d'or font l'envie des prédateurs nationaux et internationaux ayant à leur tête l'immense pouvoir dont dispose Washington.

Dernière info

- Violences au Venezuela: Maduro déploie l'armée dans l'ouest - AFP

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a commencé à envoyer 2.600 militaires dans l'Etat de Tachira (ouest), après des pillages et des attaques, alors qu'il est confronté depuis début avril à une vague manifestations ayant fait un 43e mort.

"J'ai ordonné le transfert de 2.000 soldats et 600 agents des opérations spéciales", a déclaré mercredi le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez à la télévision d'Etat VTV, précisant agir à la demande du président socialiste.

Les militaires ont commencé à arriver à Tachira dans la nuit de mercredi à jeudi.

La veille, le chef de l'Etat avait une nouvelle fois prolongé l'état d'urgence économique, en vigueur depuis janvier 2016, qui lui permet de restreindre les "garanties" constitutionnelles et de prendre des mesures spéciales d'"ordre social, économique, politique et juridique".

Dans la nuit de mardi et mercredi, des dizaines de commerces ont été saccagés et deux commissariats incendiés à Tachira. M. Maduro a accusé mercredi des "paramilitaires" d'avoir voulu attaquer une unité militaire dans la ville de La Grita (ouest).

Des troubles agitent aussi d'autres régions du pays sud-américain, avec dans l'est de Caracas, à San Antonio Los Altos, des barricades montées par des manifestants encagoulés.

"Nous ne pouvons pas parler de manifestations. Il s'agit d'actions subversives (...) qui virent déjà à l'insurrection armée", a accusé le général Padrino Lopez.

"L'idée est de transformer le Venezuela en une Syrie et (l'Etat de) Tachira en un Alep", a-t-il ajouté, mais "nous n'allons pas permettre que la patrie verse dans la chaos". AFP 18.05

[Que reprochent-ils à Trump ? D'avoir fourni des informations sur Daesh à la Russie. Pourquoi, les Etats-Unis protègent-ils Daesh ?](#)

Médias US: un coup d'État se prépare aux États-Unis - sputniknews.com

Depuis son élection, Donald Trump est la cible d'attaques des principaux médias américains. Des attaques qui se nourrissent de fuites au plus haut niveau de l'État, ce qui laisse à penser que Trump serait menacé de destitution. Parmi les accusations portées, celles d'avoir des liens avec Moscou ou de révéler des informations secrètes au Kremlin.

Des rapports récents sur les liens présumés de Donald Trump avec la Russie suggèrent qu'à Washington, l'on s'efforce en permanence de destituer M. Trump. C'est en tout cas ce qu'estime Jake Novak, chroniqueur pour la chaîne CNBS. De plus, le journaliste suppose que Donald Trump est la cible d'un coup d'État.

Jake Novak est convaincu que la fuite d'informations sur ce que M. Trump discute avec Moscou ou de quelles données il a partagé avec son homologue est un plus grand scandale que le simple fait que Président d'un pays partage des informations avec un autre. Il rappelle que ce n'est pas la première fois que des personnes haut placées dans le gouvernement américain tentent de diffuser des informations non confirmées concernant des liens de M. Trump avec Moscou. Le journaliste est sûr que c'est un crime très sérieux.

M. Novak note que toutes ces fuites d'informations sur des liens entre le Président américain et la Russie ont quelque chose en commun. Toutes ont été immédiatement reprises dans de nombreuses déclarations de hauts fonctionnaires et visent à discréditer Donald Trump.

Selon Jake Novak, il y a deux sources possibles pour la fuite de ces informations. La première serait un proche du Président des États-Unis agissant comme « taupe » à la Maison-Blanche. Une autre piste serait à chercher du côté des structures de renseignement du Congrès.

En conclusion, le journaliste souligne qu'en réalité, il n'y a pas une seule preuve de l'une des accusations portées contre Donald Trump. Dans ce cas, toutes les attaques contre le Président des États-Unis ne font que renforcer la détermination de

ses partisans, qui ont élu M. Trump, en voyant en lui un ennemi de la classe politique actuelle. sputniknews.com 17.05

- Donald Trump est «foutu» selon plusieurs membres de son administration - Slate.fr

- Maison-Blanche : nouvelle accusation contre Donald Trump - Franceinfo

Chaque jour, un élément vient renforcer le procès en amateurisme contre le nouveau président. Il aurait peut-être commis une faute grave. Franceinfo 17.05

- Etats-Unis : "Donald Trump se dirige droit vers une procédure de destitution" - Franceinfo

L'accumulation d'accusations d'obstruction à la justice, de collusion avec la Russie et de conflits d'intérêts à l'encontre du président américain pourraient déclencher une procédure de destitution, estime le politologue Allan Lichtman.

- Les parieurs en ligne misent sur une destitution de Trump - Reuters

- Etats-Unis: un procureur spécial nommé pour enquêter sur Trump et la Russie - AFP

Le ministère de la Justice a nommé mercredi un procureur spécial pour garantir l'indépendance de l'enquête sur une éventuelle collusion entre des proches de Donald Trump et la Russie, un rebondissement dans cette affaire qui assombrit le mandat du président américain.

Le numéro deux de la Justice, Rod Rosenstein, a annoncé la nomination de Robert Mueller, très respecté directeur du FBI de 2001 à 2013, sous George W. Bush puis Barack Obama. Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, proche du président, s'était récusé en mars dans l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016.

La nomination vise à isoler les investigations du pouvoir politique en réduisant au minimum la supervision de ce ministère, qui exerce la tutelle du FBI et donc sur les agents qui enquêtent depuis l'été dernier dans cette affaire mêlant politique et espionnage.

Le milliardaire républicain, qui se plaignait encore le matin d'être maltraité par les médias, a réagi sèchement par voie de communiqué, sans mentionner M. Mueller.

"Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, une enquête complète confirmera ce que nous savons déjà: il n'y a eu aucune collusion entre mon équipe de campagne et une entité étrangère", a-t-il déclaré, ajoutant: "Je suis impatient que cette affaire se conclue rapidement".

La nomination représente un revers et une surprise pour la Maison Blanche, pour qui l'enquête actuelle se suffisait à elle-même.

Dans un consensus rare, à l'inverse, élus républicains et démocrates ont applaudi la nomination de M. Mueller.

"Bob était un bon procureur fédéral, un grand directeur du FBI et on ne pourrait pas trouver de meilleure personne pour assumer cette fonction", a déclaré la sénatrice démocrate Dianne Feinstein.

"Mueller est un superbe choix. Un CV impeccable. Il sera largement accepté", a tweeté l'élu républicain Jason Chaffetz. "Un choix excellent", a abondé la sénatrice républicaine Susan Collins.

Concrètement, M. Mueller devient le chef de l'enquête et sera beaucoup plus indépendant qu'un procureur normal ou que le patron du FBI. Il ne peut être démis que pour faute.

Son périmètre d'investigations inclut "tout lien et/ou coordination entre le gouvernement russe et des individus associés à la campagne du président Donald Trump", mais aussi "tout sujet" découlant de ces investigations, ce qui lui donne de facto les coudées franches.

C'est un magistrat équipé de pouvoirs similaires, Kenneth Starr, qui avait failli faire tomber le président Bill Clinton dans l'affaire Whitewater, devenue affaire Monica Lewinsky, dans les années 1990.

Les élus démocrates du Congrès ont crié victoire, bien que certains estiment qu'il ne s'agisse que d'une première étape et réclament la création d'une commission spéciale sur la Russie, au mandat plus large que la stricte enquête policière.

L'opposition réclamait unanimement la nomination d'un procureur spécial depuis le limogeage soudain du directeur du FBI

James Comey, le 9 mai, soupçonnant une tentative d'entrave à la justice.

Depuis cette éviction brutale, la presse a rapporté que Donald Trump aurait fait pression sur M. Comey pour qu'il classe le volet de l'enquête concernant Michael Flynn, son éphémère conseiller à la sécurité nationale soupçonné de jeux troubles avec les Russes. Le policier aurait refusé, mais consigné cette conversation dans des notes qui ont commencé à fuiter dans les médias.

M. Comey a été invité à s'expliquer lors d'auditions publiques au Congrès mais n'avait pas encore accepté mercredi soir.

Le milliardaire a aussi admis dans une interview que le limogeage était lié à son exaspération vis-à-vis de l'enquête sur les ingérences russes.

Au Congrès, la majorité républicaine avait rejeté les appels à un procureur spécial mais exprimait depuis des jours son malaise face aux interventions du président dans l'enquête.

L'inquiétude a atteint les milieux d'affaires et Wall Street a terminé la journée de mercredi sur sa plus forte baisse depuis l'élection de novembre.

Jeudi matin, les Bourses de Tokyo, Shanghai et Hong Kong ont ouvert en nette baisse, plombées par la chute du dollar découlant des déconvenues politiques du président Trump.

A ces événements s'ajoutait une affaire distincte, reflétant selon les détracteurs de l'homme d'affaires son incapacité à exercer la fonction suprême.

Donald Trump aurait donné au chef de la diplomatie russe et à l'ambassadeur de Moscou, dans le Bureau ovale le 10 mai, des informations secrètes sur un projet d'opération du groupe Etat islamique, déclenchant la consternation parmi les élus et dans les milieux du renseignement.

Pour le chef d'Etat, le calendrier est particulièrement inopportun, car il doit s'envoler vendredi pour une tournée internationale de huit jours. AFP 18.05

- Poutine propose de révéler la teneur de la conversation Trump-Lavrov - AFP

Vladimir Poutine s'est ouvertement moqué mercredi du scandale des renseignements confidentiels révélés par son homologue Donald Trump, fustigeant un establishment américain "stupide", et a proposé de révéler la teneur de l'entretien entre son chef de la diplomatie et le président américain.

Le président russe, qui peut observer à distance la multiplication des déboires rencontrés par son homologue américain, s'exprimait pour la première fois sur le scandale des informations classifiées que Donald Trump a livrées, selon le Washington Post, au ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Interrogé lors d'une conférence de presse à Sotchi avec le Premier ministre italien Paolo Gentiloni, le chef de l'Etat russe a manié l'ironie et la critique cinglante pour évoquer l'affaire des divulgations.

"Je devrais adresser une réprimande (à Sergueï Lavrov, ndlr), parce qu'il n'a pas partagé ces informations secrètes avec nous. Ni avec moi, ni avec des représentants des services spéciaux russes", a plaisanté M. Poutine, suscitant l'hilarité de son chef de la diplomatie et de plusieurs hauts responsables russes présents.

Ensuite, redevenant plus sérieux, il a annoncé que "si l'administration américaine l'autorise, nous sommes prêts à fournir l'enregistrement de la conversation entre Lavrov et Trump au Congrès et au Sénat américains".

Dans la foulée de la conférence de presse, le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov, cité par les agences russes, a cependant précisé qu'il ne s'agissait pas d'un "enregistrement audio" mais d'une retranscription "faite par une personne spéciale qui est présente lors des entretiens" de ce genre.

Selon le Washington Post, M. Trump a divulgué des renseignements concernant une opération préparée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), lors d'une rencontre le 11 mai avec Sergueï Lavrov et l'ambassadeur russe aux Etats-Unis Sergueï Kisliak dans le Bureau ovale.

Ces informations avaient été communiquées par un partenaire des Etats-Unis qui n'avait pas donné l'autorisation à Washington de les partager.

Furieux contre M. Trump, le sénateur républicain américain John McCain a affirmé qu'il s'agissait d'un "message inquiétant aux alliés de l'Amérique et à ses partenaires dans le monde".

Aux yeux de M. Poutine, ce scandale met en valeur le climat "grandissant de schizophrénie politique" aux Etats-Unis.

"Que vont inventer de plus ces personnes qui génèrent ces bêtises? S'ils ne comprennent pas qu'ils portent préjudice à leur propre pays, ils sont tout simplement stupides. S'ils comprennent tout, ils sont dangereux et malhonnêtes", a-t-il estimé.

Donald Trump lui-même s'est défendu sur Twitter, de son "droit" à partager des informations concernant "le terrorisme et la sécurité aérienne".

Une opinion partagée mercredi par la Première ministre Theresa May: "les décisions concernant le sujet de discussion du président Trump avec les gens qu'il reçoit à la Maison Blanche sont du ressort du président Trump", a déclaré Mme May.

"Nous continuons à travailler avec les Etats-Unis et nous continuons à partager des renseignements avec les Etats-Unis, comme nous le faisons avec d'autres de par le monde", a-t-elle insisté.

Un responsable de l'administration américaine a confirmé mardi soir à l'AFP des informations du New York Times selon lesquelles le renseignement partagé par le président américain provenait d'Israël où Donald Trump est attendu la semaine prochaine.

Pour sa part, Israël adoptait mercredi un profil très bas devant ces informations, se gardant de les commenter directement. AFP17.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Le président brésilien mis en cause par un homme d'affaires - Reuters

Le président brésilien Michel Temer a acquiescé au versement d'une somme d'argent à un témoin clé dans le scandale Petrobras afin qu'il reste silencieux, selon le témoignage d'un homme d'affaires, rapporte mercredi le quotidien O Globo.

1- Grèce

1.1- Grèce : mobilisation générale contre l'austérité - euronews.com

Journée sous tension en Grèce, alors que le pays est paralysé par une nouvelle grève générale contre l'austérité. A Athènes, des protestataires ont jeté des cocktails molotov sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué par des gaz lacrymogènes.

Parallèlement à ces incidents, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire non à de nouvelles baisses de retraites ou hausses d'impôts dictées par les créanciers, en échange du versement d'une nouvelle tranche d'aide.

La grève, qui affecte notamment les transports, rassemble les secteurs public et privé.

"Quand vous faites face à une attaque massive, vous répondez par une mobilisation massive. C'est une attaque qui frappe et achève les pensions de retraites, les contrats entre employeurs et syndicats, les petites et moyennes entreprises, qui représentent 92% de l'économie grecque", souligne Thanos Vassilopoulos, vice-président de la fédération des employés du secteur privé.

Justement, les syndicats des petites et moyennes entreprises protestent notamment contre l'ouverture des magasins le dimanche. Une réforme réclamée par les créanciers. "Nous n'allons pas forcément gagner plus si les magasins restent ouverts le dimanche. Nous sommes des êtres humains, nous ne pouvons pas travailler comme des esclaves toute la semaine. Et au service de qui ? Les gens n'attendent pas le dimanche pour faire leurs courses.", indique Efi Michali, représentante des employés du secteur cosmétique.

Après ces réformes, Athènes espère tourner la page de l'austérité et ouvrir les discussions sur l'allègement de sa dette publique.

De notre correspondante à Athènes, Symela Touchtidou : "Cette mobilisation se termine ce jeudi, jour où le Parlement doit voter les mesures imposées par les créanciers. Athènes croit qu'après ces nouvelles réformes, l'économie grecque, la seule de la zone euro à être toujours en récession, retrouvera le chemin de la croissance." euronews.com 17.05

1.2- «Quitter la Grèce, c'est l'ambition de tous les jeunes» - Liberation.fr

Confrontés à un taux de chômage abyssal, les étudiants grecs renouent avec l'émigration. Un drame pour Athènes, qui voit fuir ses diplômés les plus qualifiés. Liberation.fr 17.05

La énième grève générale qui n'aura servi strictement à rien.

Le plus étonnant, c'est une façon de parler, c'est qu'aucun parti ouvrier n'expliquera aux militants et aux travailleurs pourquoi et comment les Grecs en sont arrivés là, quels sont les véritables rapports entre les classes, mais aussi entre les classes et le régime, les institutions, comment peut-on en arriver à un tel degré de confusion, de soumission à l'ordre établi, jusqu'à quel degré d'avisement on peut descendre, combien d'humiliations et de frustrations on peut subir sans remettre en cause les fondements de la société qui se confondent avec le capitalisme.

Adopter ce comportement conduit à tout justifier hypocritement, en permanence, à s'abaisser toujours plus au point d'y perdre toute notion de dignité, d'humanité, on en arrive à adopter l'idéologie de la classe dominante ou notre mode de pensée en est fortement imprégné, on est pris dans un engrenage infernal qui nous entraîne toujours plus bas où l'idée même de liberté devient incongrue, inaccessible, on est pour ainsi dire bon pour l'abattoir.

Ce qui vaut aujourd'hui pour la Grèce, valait déjà pour les Etats-Unis et une multitude de pays, vaudra demain pour la France.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mai 2017

CAUSERIE

● [La causerie du 22 mai 2017 au format pdf. \(34 pages\)](#)

L'oligarchie ou le régime ploutocratique qui est en train de se mettre en place avec son lot d'inégalités et d'injustices monstrueuses ne vous fait-il pas penser à l'Ancien régime, à la monarchie et au régime féodal ?

On assiste à une régression sans fin dans absolument tous les domaines, comme si la civilisation humaine ayant atteint un certain stade de développement et ne parvenant pas à le dépasser, était condamnée à refaire à l'envers le chemin qui l'avait conduit de l'état sauvage ou de la barbarie à un état social inachevé.

Ce qui est remarquable et à la fois terrifiant, c'est de constater à quel point cette logique semble immuable, on n'ose pas dire que ce processus serait inévitable parce que nous sommes engagés dans un combat pour tenter d'enrayer cette tendance, bien que nous sommes obligés de le penser au regard du sort épouvantable qui est déjà réservé quotidiennement à des dizaines de millions d'hommes et de femmes, mais aussi de notre impuissance à inverser ce processus destructeur.

La dislocation de tous les rapports ou liens collectifs conduit à l'atomisation de la population, à l'absence de tout droit social ou politique, sans défense, elle devient faible et terriblement vulnérable. La remise en cause de toutes les connaissances acquises, leur détournement ou leur interprétation fallacieuse ou la tendance à les relativiser ou à les nier ou encore le nihilisme qui prévaut dans le mode de pensée, renvoie l'humanité à une époque où les puissants et l'élite à son service recouraient à l'obscurantisme et à la tyrannie pour maintenir le peuple sous son joug.

L'oligarchie concentrant désormais tous les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, économique, c'est exactement à cela que nous assistons. Et pourquoi en est-il ainsi ou pourquoi en sommes-nous arrivés là? Parce que les peuples ignorent le processus historique qui en est à l'origine, il n'en a pas conscience parce que sa logique ou sa dialectique lui échappe ou lui fait défaut, de sorte qu'il ne peut pas s'en saisir pour lui donner une autre orientation ou franchir l'étape décisif qui permettrait à l'humanité de mettre un terme au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si c'est bien l'action des hommes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, elle peut tout aussi bien être à l'origine de sa destruction ou de son extinction.

Les actions des hommes ont toujours coïncidé avec l'interprétation qu'ils en faisaient, la manière dont ils les interprétaient, ils les théorisaient pour en tirer profit dans l'avenir sans accéder à la conscience de leur portée ou de leurs conséquences parce qu'elles s'inscrivaient dans le cadre d'un processus historique inachevé, et qui pour cette raison devait leur échapper, et une fois parvenu à son terme deux options se présentaient à eux, soit ils parviendraient à en prendre conscience et ils pourraient les orienter dans une direction qui leur permettrait d'en tirer le meilleur profit ou de vivre dans une société meilleure ou plus juste, soit ils n'y parviendraient pas et leurs actions contribueraient à leur propre destruction ou malheur ou ils se condamneraient à vivre dans une société soumise à la haine, au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Cela signifie que les hommes doivent impérativement parvenir à prendre conscience de ce processus matérialiste dialectique et historique pour en modifier l'orientation par leur action (révolutionnaire), ce dont ils sont manifestement incapables à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Ceux qui ont commencé à en prendre conscience ont commis la gravissime erreur de négliger cet aspect de la réalité, considérant que les représentations idéologiques posséderaient un pouvoir inférieur aux conditions objectives auxquelles étaient confrontés les exploités et les opprimés, alors qu'elles sont en mesure de les conditionner, d'agir profondément sur leur psychologie, de formater leur cerveau de sorte qu'ils demeureront incapables de progresser ou de trouver la voie de leur émancipation, l'issue politique qui permettrait d'en finir avec la crise du capitalisme et de passer au socialisme ou au communisme et d'entrevoir enfin le règne de la liberté.

Quant à ceux qui se cantonnent à élever le niveau de conscience des masses laborieuses, qui voudraient changer les hommes avant de changer la société ou pour pouvoir la changer plus tard, autrement dit jamais parce que cela prendrait un temps infini pour qu'un à un ils progressent, ce sont tous des imposteurs, des charlatans ou des marchands de rêves de la pire espèce parce que finalement ils flattent l'individualisme qui aveugle les peuples ou cause leur perte.

Et ce n'est pas un hasard s'ils rejettent tous l'idée d'affronter le régime en place, s'ils condamnent toute action collective qui pourrait modifier ou inverser les rapports sociaux existant, ils honnissent le recours à la violence pour y parvenir. En réalité, ces gens à l'aspect si aimable, aux intentions si généreuses ou humanistes au premier abord, sont jaloux de leur propre bonheur ou du niveau de conscience qu'ils ont acquis qui se limite à leurs propres intérêts ou se confondent avec ceux du régime, il faudrait peut-être dire de leur statut privilégié, car sur le plan matériel ils sont servis, ils sont à l'abri du besoin ou ils bénéficient d'un mode de vie relativement confortable qu'ils ne prendraient pas le risque de remettre en cause pour rien au monde.

Ainsi on est en présence de gens qui d'un côté privilégient l'action et néglige l'élévation du niveau de conscience du peuple travailleur, et de l'autre qui inversent les priorités ou subordonnent l'action à une élévation préalable du niveau de conscience des travailleurs, alors qu'il faut prendre en compte les deux facteurs simultanément ou n'en négliger aucun. Sinon, toute action servira strictement à rien et toute pensée également. Toute action ne donnera lieu à aucun enseignement qui pourrait leur servir par la suite, donc ils ne progresseront pas, leur niveau de conscience stagnera ou régressera infailliblement, ils seront conduit à la passivité, à supporter leur triste sort sans réagir en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront jamais, ou toute pensée ne débouchera sur aucune action collective susceptible de pouvoir changer la société et qui finalement continuera de se décomposer, tout comme leur mode de pensée.

De nos jours, l'homme a produit de quoi se détruire ou au contraire s'émanciper du règne de la nécessité et accéder à la liberté. La civilisation humaine peut s'orienter dans l'une ou l'autre direction, elle est à un tournant décisif de son destin. C'est une question de vie ou de mort, la lutte des classes est une lutte à mort, et force est de constater que nous sommes très mal engagés pour la gagner.

Le Macron nouveau est arrivé !

Hymne à la joie d'un relais du groupe Bilderberg.

- Empreinte US: Macron et Philippe, «Young Leaders» de la French-American Foundation.

Dans sa récente publication sur sa page Facebook, la French-American Foundation, qui œuvre depuis 1976 à l'amélioration des relations entre les deux États, a exprimé sa joie que le Président Emmanuel Macron et son Premier ministre Édouard Philippe fassent partie de ses « Young Leaders » (Jeunes Leaders), un de ses programmes phares.

Depuis 2012, Emmanuel Macron est Young Leader de la French-American Foundation. (<http://french-american.org>)

Au moins il y en a qui savent à quoi s'en tenir avec Macron.

Avez-vous remarqué qu'aucun dirigeant syndical évoquant Macron ou la ministre du Travail n'a exigé l'abrogation des lois Macron et El Khomri dans leurs déclarations aux médias? Avez-vous constaté qu'ils étaient tous prêts à discuter avec lui, son Premier ministre

ou sa ministre du Travail ? Cela ne vous a pas échappé bravo !

C'est à croire que Macron serait prêt à négocier, je ne sais pas, la baisse du temps ou de travail, l'abaissement de l'âge du départ à la retraite, la réouverture des services publics fermée ces dernières années, etc.

C'est à croire qu'ils ne le connaissent pas, qu'il n'a jamais sévi contre les travailleurs, qu'il n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande, qu'il n'a jamais manifesté la moindre intention de poursuivre la politique réactionnaire de Hollande, que sa collusion avec les oligarques n'a jamais existé.

Bref, ils s'en foutent, ils se foutent de vous !

Le PS a dégagé, enfin, pas complètement hélas, il est encore bien implanté dans les syndicats. Mais bon, on est en droit d'espérer que l'influence ou le pouvoir de nuisance qu'il exerçait sur ou contre le mouvement ouvrier est dorénavant bien entamé ou compromis. On continuera de le pilonner jusqu'à ce que mort s'en suive. On souhaite le même sort au PCF.

Maintenant, compte tenu de leurs dispositions ou de la nature des appareils des syndicats, c'est aux Mailly, Martinez et Cie. de dégager. Les militants révolutionnaires ou fidèles au socialisme devraient se rassembler et constituer des courants révolutionnaires dans les syndicats en liant leur combat quotidien à la perspective du renversement du régime capitaliste, bref renouer avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, sinon à quoi bon, qu'ils aillent adhérer à la CFDT, à la CFTC ou à l'UNSA qui sont les partenaires privilégiés du Medef.

Eh oui, il faut être logique, cohérent, sérieux !

Imposture, mystification, même les miracles sont possibles !

Plus l'imposture gagne en intensité, plus les moyens mis en oeuvre pour l'imposer et protéger ses différents acteurs relèveront de l'autoritarisme dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Ce qu'il y a eu de nouveau avec Hollande, ce ne fut pas de franchir une nouvelle étape dans l'imposture, mais de l'assumer ouvertement, de la dévoiler finalement au grand jour, oui, nous sommes les amis de la finance, oui nous sommes de droite. Cela n'aurait pas pu être possible sans l'acquisition de la quasi-totalité des médias par 9 oligarques qui n'ont eu de cesse de la relayer.

Parvenu à ce stade, ils ont décidé de fabriquer un candidat et un mouvement qui porterait leur idéologie au pouvoir en la personne de Macron pour poursuivre la politique de Hollande, en s'appuyant sur Le Pen et Mélenchon et sans se soucier du mouvement ouvrier qu'ils savaient profondément décomposé et tout aussi corrompu ou impuissant à contester leur pouvoir.

Ils ont à peine besoin de maquiller leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs qu'ils qualifient d'espoir, l'essentiel pour eux ne réside pas dans les opposants à leur politique qu'ils savent profondément divisés et qui demeurent les otages de partis ou de syndicats corrompus ou de dirigeants insignifiants, non, pour eux l'essentiel consiste pas à pas à appliquer leur politique qui vise à détruire nos droits les uns après les autres. Après s'être satisfaits de petites victoires ou de victoires partielles, voici venu le moment d'emporter le morceau ou ce qu'il en reste en soumettant l'ensemble de la société au talon de fer du néolibéralisme qui a déjà pulvérisé pratiquement tous les rapports dans un certain nombre de pays et soumis leurs peuples, aux Etats-Unis en premier lieu, qui leur sert de modèle, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en grande partie en Grèce, en Italie, en Espagne...

Généralement quand un nouveau président entrait en fonction, il annonçait quelques mesures sociales en faveur des exploités, or cette époque est définitivement révolue, aucune revalorisation du smic, des prestations sociales, des retraites, aucune mesure destinée à l'emploi, aux services publics, bien au contraire, c'est la réaction sur toute la ligne en guise de programme, sans oublier évidemment l'état d'urgence et les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient qui vont se poursuivre et le budget de la Défense augmenté.

Et vous savez quel discours tiennent les dirigeants des syndicats ? On va voir ce que Macron nous propose, parce que voyez-vous ils l'ignorent, tout cela pour justifier "la concertation", le "dialogue social" auquel ils entendent tous participer, bref, la collaboration de classes habituelle. Et qu'en pensent tous les partis dits ouvriers ? Rien, pourquoi vous vous attendiez à une autre attitude de leur part ? Passons aux choses sérieuses. Au fait, combien il coûte le dernier modèle d'Apple ? ; Tu pars où en vacances cette année ? J'hésite entre les Maldives et les States. Et bien moi je viens de faire un héritage et je vais pouvoir me payer la croisière de mes rêves dans le Pacifique... A tout hasard, ceci n'expliquerait-il pas cela ?

Dites-le à ceux qui feignent de l'ignorer.

- Les élections législatives s'avèrent un point clé pour l'équipe Macron. "On y verra plus clair avec les rapports de force qui existeront au sein de l'Assemblée nationale. C'est ce qui déterminera la marche à suivre pour le gouvernement et le contenu

des ordonnances" réformant le code du travail, souligne M. Groux, chercheur au centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) AFP 19.05

- Réforme du travail : "Il faudra aller vite", affirme Edouard Philippe - Franceinfo

Edouard Philippe assure que la réforme du Code du travail, qui est "majeure", donnera lieu à "une discussion" avec les partenaires sociaux et le Parlement, mais qu'il faudra ensuite "aller vite" pour la mettre en œuvre, dans un entretien au Journal du dimanche.

"C'est une réforme majeure. Une bonne réforme est une réforme bien pensée, bien discutée, puis bien exécutée. La réforme du Code du travail a été bien pensée. Nous allons désormais la discuter pour l'enrichir et l'expliquer. Cela veut dire une discussion avec les organisations syndicales, qui est indispensable, et une discussion parlementaire qui aura lieu à l'occasion du vote de la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de prendre des ordonnances dans le cadre défini par le Parlement", déclare le Premier ministre. Franceinfo 21.05

Grille de lecture.

Vous observerez que lorsque la question du rapport de forces est d'actualité ou déterminante, personne ne veut en entendre parler, en revanche, elle nous sera servi à toutes les sauces pour justifier les journées d'action ou la participation au dialogue social, le refus d'appeler à la grève générale quand la situation l'impose.

C'est un fait indéniable que quelques dizaines ou plus d'une centaine de députés de La France insoumise en juin prochain à l'Assemblée nationale n'aurait pas la même signification politique, et qui sait ne se traduirait pas de la même manière sur le terrain de la lutte des classes.

Certains le nient en ne retenant que les aspects négatifs de La France insoumise ou les illusions dont serait porteur ce mouvement, comme s'il fallait tuer dans l'oeuf l'espoir renaissant dans la tête de millions de travailleurs et jeunes qu'il serait possible de changer la société, ou faire en sorte que cette expérience vouée à l'échec avorte prématurément. Après des années ou des décennies de défaites, de désillusions en désespoir, les travailleurs semblaient rongés par une sorte d'apathie ou de dépression contagieuse dont ils ne sortiraient jamais, et voilà qu'ils trouvent enfin la force ou le courage, la volonté de se battre sur le terrain politique, au lieu de s'en féliciter et de les encourager, certains font tout pour qu'ils retournent à cet état léthargique ou briser net leur mobilisation sous prétexte qu'elle serait engagées dans une mauvaise direction, comme s'ils pouvaient trouver spontanément ou d'eux-mêmes la voie du socialisme.

Nous préférons saluer et soutenir leur engagement politique, tout en sachant qu'il conduira dans un premier temps dans une impasse. A nous ensuite de faire en sorte qu'ils en tirent les enseignements pour la suite de leur combat politique, afin qu'il n'aient pas vécu cette expérience en pure perte. Sinon, tout sera à recommencer et ainsi de suite.

La suite m'a été inspirée par le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs (POID).

Il y a comme une forme d'hypocrisie ou de malhonnêteté intellectuelle à formuler une hypothèse sur la base des intentions de Mélenchon que l'on connaît parfaitement, et d'en tirer une conclusion qui ne sert finalement qu'à justifier une décision politique, alors que l'on sait pertinemment que cette hypothèse est invraisemblable, grotesque même.

Tout le monde connaît Mélenchon, tout le monde sait qu'il n'aura jamais la volonté d'affronter le régime ou de rompre avec lui, encore moins d'appeler à le renverser. Alors à quoi cela sert-il de se lancer dans des suppositions plus qu'hasardeuses à son sujet, sinon à justifier la présentation de candidats lors des législatives contre ceux du mouvement de Mélenchon, des candidats de division.

La rupture avec la Ve République et l'Union européenne ou l'élection d'une Assemblée constituante n'a jamais été la priorité de Mélenchon, ces trois facteurs n'ont pas été au centre de sa campagne électorale, il ne les a jamais développés et il refuse de rompre avec l'UE, donc à quoi bon affirmer que ce serait ce que "les électeurs de Mélenchon à l'élection présidentielle seraient en droit d'attendre" puisque ses électeurs en sont restés au stade de leurs revendications immédiates ou purement alimentaires et en aucun cas ils ne se situaient sur le terrain politique, c'est d'ailleurs ce qui a expliqué l'attitude sibylline de Mélenchon sur ces questions, ne souhaitant visiblement pas développer sur ces thèmes demeurés vagues, hormis qu'il s'opposait à la rupture avec l'UE, on a même pu constater qu'au fil des semaines vers la fin de la campagne électorale il avait plutôt droitisé son discours face à l'UE pour pécher des voix parmi les électeurs qui étaient hostile à la rupture avec l'UE.

Donc présenter des candidats qui adopteraient ces positions sous prétexte que les électeurs de Mélenchon seraient frustrés après qu'il eut affirmé qu'il se satisferait d'une cohabitation avec Macron ne tient pas. On a envie de dire que si les électeurs de Mélenchon étaient sur cette ligne, on se demande pourquoi ils n'ont pas voté de préférence pour Poutou ou Arthaud, pourquoi ils n'ont pas déjà rejoint le POID.

Cela dit, les positions du POID sont correctes, ce qui l'est moins en revanche c'est son interprétation du niveau de conscience des travailleurs qui ne sont manifestement pas prêts pour faire table rase du passé, ce que signifierait la rupture avec les institutions de la Ve République et l'UE, ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante, et Mélenchon et son mouvement incarnent justement les illusions qu'ils ont encore dans le régime et les institutions, mais qu'ils n'ont plus depuis déjà longtemps dans les partis qui en assurent le fonctionnement.

Donc la question serait plutôt de savoir comment s'y prendre pour les aider à perdre ces illusions, et leur proposer ce qui incarne la négation de ces illusions ne suffit manifestement pas à combler leur manque de maturité politique que l'on peut peut-être expliqué par leur ignorance du fonctionnement de la société ou la confusion politique dans laquelle ils ont été plongés depuis des décennies, de sorte qu'ils n'en sont pas encore arrivés au point de concevoir qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils en seront les principaux acteurs.

S'ils s'identifient à Mélenchon, c'est qu'il existe bien une raison à cela. Il leur dit ce qu'ils avaient envie d'entendre et pas davantage parce que c'est un fin manipulateur. Ils ne risquent pas de progresser avec Mélenchon, il faut donc le liquider tout comme le PS a été liquidé, et le meilleur moyen de s'en débarrasser ou qu'il se démasque lui-même, c'est encore de le mettre face à ses responsabilités, non pas en le portant au pouvoir puisqu'on sait que c'est impossible, mais qu'il soit en situation d'y croire ou de le faire croire pour être plus précis parce que nous avons à faire à un mégalomane, aussi est-il préférable de le pousser en avant ou de le pousser à l'erreur, plutôt que de le tirer en arrière et de faire en sorte qu'il puisse continuer à nuire aux travailleurs et au mouvement ouvrier.

On a envie de dire : Montrez-nous monsieur Mélenchon de quoi vous êtes capables, histoire que son imposture ou sa faillite politique apparaisse au grand jour et que les travailleurs qui s'étaient tournés vers lui s'en détournent et se demandent ce qui s'est passé, pourquoi et comment ils ont pu se faire bernés ainsi, et c'est là qu'un parti comme le POID pourrait s'avérer déterminant pour les aider à répondre à ces questions, pour peu que le POID soit en mesure de leur expliquer...

Regardez ce qui s'est passé en Grèce.

Les travailleurs se sont détournés du PASOK (le PS grec). Ils se sont tournés ensuite vers Syriza qui les a bernés à son tour. Maintenant ils savent à quoi s'en tenir au sujet de Syriza qui connaîtra le même sort que le PASOK. Et après ? Rien, puisqu'apparemment aucun parti ouvrier n'a été en mesure de leur expliquer ce qui s'était réellement passé ou plutôt, pourquoi les choses s'étaient passées de cette manière-là, parce qu'aucun parti n'a eu le courage, l'audace, la présence d'esprit ou n'a fait preuve de suffisamment de discernement pour leur expliquer que c'était leur interprétation de la situation politique ou de la société qui en était la cause, leur ignorance du fonctionnement du capitalisme et de ses institutions, et que sans progression de leur niveau de conscience politique et d'organisation, ils ne parviendraient jamais à trouver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur pourrait littéralement l'existence.

Qu'est-ce qui a fait le succès de Mélenchon et de Tsipras ? Leur éloquence, leur talent d'orateur, leurs discours. Certes le contenu était démagogique, populiste, tout ce qu'on voudra de malsain, on est bien d'accord sur ce point semble-t-il, mais on a négligé la forme, la simplicité de leur discours, leur apparent charisme, leur bonhomie qui en faisaient des personnages au premier abord sympathiques, à la fois ordinaires et accessibles dans lesquels des millions de travailleurs se sont reconnus. Ils ont réussi là où le dogmatique ou le théoricien forcené échouera toujours parce qu'en procédant ainsi il se coupe du peuple travailleur, il ne peut pas lui inspirer confiance. Or à ce stade c'est cela qu'il faut conquérir chez les travailleurs, pour faire naître chez eux l'espoir que changer la société est possible, pour qu'il le partage, s'en empare et le réalise finalement. Utilisé à mauvais escient cela donne un Mélenchon ou Tsipras, à bon escient un Marx ou un Lénine !

J'avais terminé ce passage quand j'ai découvert ce courriel dimanche matin dans ma boîte aux lettres. Je remercie au passage le militant qui me l'a envoyé.

Le CCI est le courant communiste internationaliste, un des trois courants qui se réclament du trotskysme, il dirigeait le POI avant de scissionner en 2015 et donner naissance au POID.

Lettre à un militant du CCI (POI)

(Les commentaires de La voix de l'Opposition de gauche sont signés Tardieu et figurent entre parenthèses. - Tardieu)

Paris, le 19 mai 2017

Mon cher camarade,

Merci de m'avoir fait passer la résolution de la direction nationale du CCI du 13 mai dont j'ignorais l'existence. Quelques réflexions sur cette résolution.

En soi, que le CCI appelle à « nous inscrire dans la bataille pour apporter le plus grand nombre de voix possible aux candidats France insoumise » n'est pas une surprise. Depuis plusieurs mois, la lecture d'Informations ouvrières laissait deviner cette évolution. Désormais, les choses sont dites, et non plus simplement suggérées. En soi, cette consigne de vote, par définition tactique, pourrait relever d'une discussion politique entre militants se réclamant du programme de la IVe Internationale.

(C'est ce que j'avais évoqué dans une causerie. - Tardieu)

J'avoue en revanche avoir été surpris du terrain politique sur lequel le CCI appelle à la victoire de La France insoumise : « Seul, une nouvelle fois, et dans le prolongement de son refus de se désister pour Hamon, Jean-Luc Mélenchon, en refusant de se lier à un accord avec le PCF, marque son refus net de s'associer au raccommodage d'un « rassemblement de la gauche » avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier. »

Je laisse de côté pour l'instant l'interprétation donnée du refus de l'unité de l'accord avec le PCF. Allons à l'essentiel. Donc, Mélenchon marquerait « son refus net de s'associer au raccommodage d'un rassemblement de la gauche avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier » ? Le jour même où la direction nationale du CCI adoptait cette résolution, Jean-Luc Mélenchon déclarait devant les candidats de La France insoumise réunis à Paris : « La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation », citant en exemple le gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin (1997-2002) qui fut, selon lui, « un des moments les plus positifs de la vie de l'économie française ».

(Je n'ai pas attendu cette déclaration de Mélenchon pour rappeler qu'il demeurait pour moi le ministre de Chirac-Jospin avec son record de privatisations ou encore qu'il s'était fondu dans les institutions de la Ve République... - Tardieu)

Tu es comme moi un vieux militant. Je ne te ferai pas l'insulte de te rappeler que le gouvernement Chirac-Jospin, appliquant les directives européennes, a :

- privatisé EDF-GDF, dressant contre lui, dans la rue, par dizaines de milliers, électriciens et gaziers avec leurs syndicats ;
- instauré les « emplois jeunes », mesure de déréglementation et de précarisation généralisée ;
- mis en application le plan Juppé contre la Sécurité sociale, voté par la majorité précédente, malgré la mobilisation de millions de travailleur avec leurs organisations syndicales ;
- mis en place l'euro ;
- adopté une énième contre-réforme de l'enseignement technique et professionnel public signée du ministre délégué à l'Enseignement professionnel Mélenchon) ;
- décidé de s'aligner sur l'impérialisme américain pour prendre part à l'intervention militaire en Afghanistan ;
- décidé de faire signer, au sommet européen de Barcelone, par Chirac et Jospin les dispositions s'attaquant aux retraites ouvrières, qui ont provoqué les grèves et manifestations des travailleurs en France en 2003.

En plaçant sa campagne législative dans la perspective d'un gouvernement du type Chirac-Jospin, Mélenchon respecte la logique de la Ve République, où la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président fasse respecter une Constitution dont l'article 88-1 exige la stricte application des traités de l'Union européenne. C'est sans doute la raison pour laquelle, du premier tract de masse de campagne de La France insoumise, ont disparu l'appel à l'Assemblée constituante et à en finir avec la Ve République (tout comme l'exigence d'abrogation de la loi El Khomri).

(C'est ce que j'ai rappelé dans cette causerie, j'ai précisé que pour gagner des voix il avait droitisé son discours. - Tardieu)

Il reste que l'objectif de la campagne de La France insoumise, de l'aveu même de Mélenchon, est la réalisation d'un gouvernement anti-ouvrier du type Chirac-Jospin. En baptisant cela « refus net de s'associer au raccommodage (...) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier », la direction du CCI couvre l'orientation de cohabitation, donc de sauvetage des institutions de l'État bourgeois au service du capital financier.

Il est vrai que sa résolution prétend qu'« en raison de l'effondrement des partis qui ont, avec des hauts et des bas, structuré le mouvement ouvrier durant toute son histoire, le capital financier ne dispose plus de la carte du « Front populaire » pour faire reculer et vaincre la classe ouvrière ». (Et pourtant, souvenons-nous que Laurent (PCF) et Mélenchon (PG) refuseront de se situer dans l'opposition au gouvernement PS-EELV-PRG au début du quinquennat de Hollande malgré l'adoption du TSCG, de la "règle d'or" et de l'ANI, etc. Mélenchon formulait même le vœu à haute voix de devenir son Premier ministre, on était donc

en présence d'une sorte de Front populaire, sans la forme mais avec le contenu, le Front de gauche soutenant le gouvernement de l'extérieur. J'avais évoqué cela à l'époque dans des causeries. Maintenant Macron a fait mieux, il a intégré des transfuges du PS, du PCF, du PRG, de LR, de l'UDI, plus le MoDem, REM réalise l'union nationale à lui tout seul, et son programme n'est pas seulement entièrement tourné contre les travailleurs, il intègre les objectifs du fascisme, hormis la mise hors la loi du mouvement ouvrier après avoir obtenu le soutien des dirigeants des syndicats, ce qui revient pour ainsi dire à le neutraliser, donc en résumé REM et le programme de Macron, c'est l'union nationale dans la forme et le fascisme par son contenu, ni l'un ni l'autre n'étant entièrement achevés. La suite on la connaît, chacun jouera son rôle. Les partis de droite ont déjà annoncé qu'ils soutiendront les mesures antisociales que prendra Macron, ceux de la pseudo-gauche pourront les condamner sans que cela leur coûte quoi que ce soit puisqu'ils seront minoritaires ou réduits à l'impuissance et ne mobiliseront pas le prolétariat. Le ni droite ni gauche de REM incarne davantage le fascisme ou le totalitarisme que le FN, dont la menace est agitée uniquement pour faire diversion. - Tardieu)

Cette innovation « théorique » contredit l'affirmation centrale du Programme de la IV^e Internationale selon laquelle « les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». Mais que fut le gouvernement Jospin, modèle de Mélenchon, sinon une variante particulière de Front populaire dans le cadre des institutions de la Ve République ? Que serait demain un gouvernement Macron-Mélenchon calqué sur le modèle du gouvernement Jospin sinon un gouvernement de Front populaire constitué pour sauver les institutions de la Ve République et la domination capitaliste ? (J'irai encore plus loin, la cohabitation est une forme de gouvernance constitué d'une dose de Front populaire et d'union nationale, dans la mesure où les partis dits de droite n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du président de la République de droite, et les partis dits de gauche n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du Premier ministre issu de leur rang. A l'arrivée cela précipitera leur chute à tous et cela donnera En Marche! et Macron. - Tardieu

S'agissant des raisons pour lesquelles Mélenchon a refusé l'accord avec Hamon d'abord, et avec le PCF ensuite, la résolution de la direction nationale du CCI lui attribue le noble motif de refuser de « s'associer au raccommodage (...) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier ». En réalité, il s'agit de tout autre chose, d'un objectif stratégique dont la porte-parole de La France insoumise, Raquel Garrido, indique qu'il vise la destruction des organisations existantes. A savoir que la « référence immédiate » de La France insoumise vient d'Amérique latine, là où « les instruments politiques pour prendre le pouvoir (...) sont nouveaux. Pas les vieux partis communistes ou les vieux partis sociaux-démocrates ou les syndicats. Il est hors de question de recomposer ou de réorganiser les partis en crise ». Garrido définit en ces termes La France insoumise : « C'est un mouvement citoyen de base, notre idéologie est le populisme humaniste. A bien des égards, nous avons adopté la stratégie populiste de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau ». Et de préciser que le populisme est une « stratégie de démarcation entre eux et nous. Ce qui peut vouloir dire un nous ethniquement pur contre les étrangers, c'est le populisme d'extrême droite et qui peut vouloir dire aussi : nous, les gens, contre eux, l'oligarchie. Ça, c'est notre stratégie » (1).

(Ce qui était dit ici, c'était que La France insoumise se situait en dehors du mouvement ouvrier, refusait toute référence au mouvement ouvrier réduit à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, assumait sa rupture avec le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde demeurée fidèle au socialisme aussi marginale soit-elle elle existe tout de même, donc avec l'objectif de son combat qui demeure l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme, dès lors La France insoumise s'était fixée un autre objectif qui consistait à faire croire de manière démagogique ou populiste qu'il existerait une troisième voie "humaniste" au-dessus de la lutte des classes pour finalement se vautrer dans la collaboration de classes, tout ce fatras idéologique ne devait servir qu'à le justifier maladroitement. - Tardieu)

Ce que Mélenchon revendique, c'est, d'une part que La France insoumise « occupe la place du Parti socialiste », et d'autre part que le PCF se soumette à ses diktats. Mais ce « mouvement unique » n'est qu'une resucée du parti unique cher aux staliniens naguère, le « grand parti de la classe ouvrière » ayant été « délogé » par le « grand mouvement des Insoumis ». Sur quelles bases ?

A ce sujet, la résolution de la DN du CCI salue « la percée spectaculaire et inédite des sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour manifester leur adhésion au terme « délogé » de sa campagne et leur volonté d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». Elle précise que cela « leur a permis de casser la baraque ».

(J'ai toujours indiqué que depuis des lustres les travailleurs n'avaient plus d'illusions dans le PS ou le PCF, mais qu'en revanche ils en conservaient dans les institutions et le régime, ce que confirme à sa manière ces "sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon" puisqu'il n'a jamais eu l'intention de rompre avec les institutions et le régime, d'ailleurs tout au long de ses meetings, il n'en a jamais été question, on n'a pas entendu d'exclamations du genre à bas les institutions ou le capitalisme, en revanche on a entendu ses participants chantés en chœur le chant des Versaillais ! - Tardieu)

Donc le CCI soutient le « délogisme ».

Précisons : quand les masses, en Tunisie ou en Amérique latine, crient « Dégage » ou « Que se vayan », c'est, bien sûr, le mouvement spontané de mobilisation pour en finir avec les vieux régimes d'oppression et d'exploitation pourris vendus à l'impérialisme. Autre chose est le « délogisme » comme programme politique. Dans l'élection présidentielle, trois des quatre candidats arrivés en tête du premier tour partageaient ce même thème, bien que situés à « gauche », au « centre » et à « l'extrême droite » de l'échiquier politique. En soi, le délogisme n'a aucun contenu de classe et permet de se concentrer sur

le renouvellement des individus en contournant la question des institutions et de leur rapport avec les classes. Le gouvernement Macron n'en fournit-il pas une illustration ?

La direction du CCI feint donc de voir un phénomène positif dans un mécanisme destiné à brouiller les frontières de classe. Cela n'est pas sans conséquence. Ainsi, 7 millions d'électeurs sont crédités par elle d'une volonté consciente « d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». De quel système s'agit-il ? Pas du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Car si 7 millions voulaient consciemment aller jusqu'au bout de la rupture avec le système capitaliste, les conditions seraient plus que mûres pour que la classe ouvrière prenne immédiatement le pouvoir. Donc le mot « système » désigne ici autre chose. De nombreux responsables politiques de tous bords en France mettent en cause le « système » ou « l'establishment », une manière de s'attaquer au personnel politique mais ni aux institutions ni au système capitaliste lui-même. Voilà où conduit l'adaptation à un populisme sans frontière de classe.

(J'ai écrit dans une causerie que Macron et Mélenchon jouaient la même partition dans un registre différent, autrement dit, qu'ils étaient plutôt complémentaires qu'ennemis. - Tardieu)

Par ailleurs, que veut dire « en finir avec tout le système et tous ses partis » ? La direction du CCI met-elle sur le même plan les partis de la bourgeoisie et les partis dont les origines, même lointaines, se situent dans l'histoire du mouvement ouvrier ?

Pour la IVe Internationale, le sort des vieux partis comme instruments de la révolution est historiquement réglé (depuis 1914 pour la social-démocratie, 1933 pour les partis staliniens). Mais les travailleurs ne sont pas indifférents à la question : qui détruit les vieux partis, comment et dans quel but ?

(Hormis par le fascisme, on ne peut que se réjouir qu'ils soient détruits. C'est la crise du capitalisme qui s'est chargée de les détruire en les forçant à monter au créneau et à se découvrir, faudrait-il le regretter ? - Tardieu)

Si la décomposition des vieux partis s'opère dans le cadre de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, c'est-à-dire de la construction de partis ouvriers authentiques, d'une nouvelle direction révolutionnaire pour la classe ouvrière, c'est un pas dans la bonne direction. C'est d'ailleurs sur cet objectif que s'est constituée la IVe Internationale afin de résoudre la « crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ».

Mais s'il s'agit de substituer aux partis existants des « mouvements » (« Debout », « En Marche », « Ensemble », « En Avant », « Podemos », « Indignés », « Cinq étoiles ») qui n'ont pas plus l'intention de renverser le capitalisme que les vieux partis, mais qui, en outre, sont fondés sur la négation de la lutte de classe... Qui, se réclamant du programme de la IVe Internationale, osera dire que cela est positif ?

(La question n'est pas de savoir si ces « mouvements » seraient légitimes ou non, ils existent sans se soucier qu'on pose ou non cette question. La question est plutôt de savoir quel contenu leur donnent les travailleurs qui s'y engagent ou leur accordent leur confiance, qu'il faut distinguer des intentions de leurs dirigeants qui ne coïncident pas forcément, ensuite on évalue sur le plan tactique celui qu'on privilégiera, quels sont les facteurs qui nous semblent déterminants pour déterminer une position. Qu'est-ce qui a le plus d'importance, les déclarations de Mélenchon ou que des centaines de milliers de travailleurs se soient engagés spontanément sur la voie du militantisme, certes avec des illusions, mais cela est un autre facteur à prendre en considération, est-ce que c'est en privilégiant les déclarations de Mélenchon qu'on combattrait efficacement leurs illusions et qu'on les aidera à s'en débarrasser ou leur propre expérience de ces illusions, à condition qu'on les aide à en tirer les enseignements politiques pour qu'ils puissent continuer leur combat ailleurs que dans La France insoumise, car l'on sait par avance qu'ils iront de désillusion en désillusion. J'ai envie de dire, laissons-les y croire et faire cette expérience, plus tôt ils se tourneront dans une autre direction, vers des partis ouvriers. On sait également que cette expérience se soldera par un échec, laissons-les la vivre pour qu'ils le constatent par eux-mêmes, sinon ils auront tendance à vouloir la renouveler et ainsi de suite, et c'est vrai que La France insoumise à intégrer tous les travers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme. - Tardieu)

Encore une fois, nous ne critiquons pas Mélenchon : c'est son droit de fonder toute sa stratégie sur les théories des éminents « postmarxistes » (c'est ainsi qu'il se définissent) cités par Garrido, qui revendiquent la négation de la lutte des classes. Il est logique que, consécutif avec ce choix, quand Le Parisien lui pose la question : « De toute votre vie militante avez-vous changé de principe ? », il réponde : « Oui. Avant, on se référait en termes de classe. Pour moi, à présent, c'est l'intérêt humain qui doit primer. » Il est logique, aussi, qu'il en déduise l'interdiction des drapeaux rouges et de L'Internationale dans ses meetings, leur substituant La Marseillaise et le drapeau tricolore des versaillais.

(J'ignorais qu'ils avaient été aussi clairs, ils assument à leur tour, mais il n'est pas dit que les travailleurs qui se sont engagés dans leur mouvement ou qui ont voté Mélenchon partagent leur engouement pour l'humain d'abord au détriment de leurs intérêts de classe. Le PS avait assumé en adoptant officiellement l'économie de marché ou le capitalisme en 1983, quelques années plus tard, ce fut au tour du PCF d'abandonner la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, tandis que le parti de l'ordre troquait les intérêts nationaux au profit de ceux des multinationales qu'incarnent les institutions telles que l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, etc., il n'y a pas de doute que Mélenchon et Macron en sont les dignes successeurs. - Tardieu)

Mais qui la direction nationale du CCI croit-elle abuser en évoquant « ce qui nous différencie fondamentalement de la politique de Jean-Luc Mélenchon sur la lutte des classes, sur la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire » (une paille !), tout en appelant ses militants à tout faire, « sans condition », pour assurer le succès de celui qui incarne le « refus net de s'associer (...) avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier » alors qu'en réalité il revendique d'être le Premier ministre de Macron ?

(Effectivement, nulle part Mélenchon ne s'est engagé à exproprier le capital financier. Je ne soutiens donc pas le processus engagé par les participants à La France insoumise pour les mêmes raisons que la direction nationale du CCI (POI), j'inclus Mélenchon dans ceux qui "se sont soumis aux intérêts du capital financier", mais je persiste à dire que tel n'est pas le cas ou l'intention de ceux qui se sont engagés dans La France insoumise, sans pour autant en faire des révolutionnaires convaincus. Ils peuvent facilement se méprendre sur les intentions de Mélenchon qui pratique un double langage, sinon ce ne serait pas un populiste. - Tardieu)

La direction du CCI croit justifier son choix en écrivant que « nous nous reconnaissons dans l'aspiration de ces centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, à porter leurs suffrages sur les candidats de France insoumise ». C'est un tour de passe-passe ! Qu'une large fraction de l'électorat de Mélenchon soit guidée par la volonté de rompre avec la politique des gouvernements précédents et de s'engager sur la voie d'une autre politique rompant avec la dictature du capital, cela ne fait aucun doute. Peut-on pour autant créditer cet électorat d'une telle conscience de la situation que, par exemple, ces électeurs rejetteraient l'objectif de Mélenchon de « former une « majorité nouvelle » à l'Assemblée nationale, qui reste, ils ne l'oublient pas, l'assemblée-croupion de la Ve République bonapartiste » ? Non, bien sûr. Car il y a une contradiction entre ces aspirations et le contenu de la politique de Mélenchon. Cela s'appelle les illusions. Le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, c'est d'aider les masses à dégager le contenu sain de leurs aspirations de la gangue mortelle des illusions. N'est-ce pas ce que nous a appris le camarade Lambert ?

(Cela s'appliquait à Mitterrand pour lequel feu-Lambert appela à voter dès le 1er tour en 1981, donc cet argument est plutôt mal venu. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle j'ai refusé d'appeler à voter Mélenchon, c'est cohérent. Là en l'occurrence il s'agit plutôt de se substituer aux masses, une fâcheuse habitude chez ce courant politique qui les conduit à adopter une position opportuniste. On ferait mieux de s'interroger sur les origines de leurs illusions qui ramènent à leur interprétation de leur condition, et qui se traduit par les rapports qu'ils entretiennent avec les institutions et le régime. Et je précise qu'il n'y a aucune contradiction dans ma position vis-à-vis de Mitterrand et de Mélenchon, parce qu'on ne peut pas comparer le PS et La France insoumise dont la composition et les expériences passées étaient ou sont différentes, sans parler de la situation ou des rapports entre les travailleurs et les partis censés les représenter. Début 1981 en tant que militant du CCI (OCI) tous les dimanches matins je diffusais sur le marché de Clichy (92), le PS y était présent également, deux ou trois conseillers municipaux cantonnés dans un coin, la candidature de Mitterrand ne suscitait manifestement aucun engouement populaire c'est le moins qu'on pouvait dire ou constater, contrairement à La France insoumise qui a rassemblé des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays. - Tardieu)

Mais créditer Mélenchon d'une volonté de rupture qui – les faits et ses propres déclarations le montrent – n'est pas la sienne, c'est, d'une part, renforcer les illusions au lieu de les combattre et, d'autre part, rechercher un substitut à la construction d'un parti, ce que les pablistes appelaient naguère de « nouvelles avant-gardes ». Il y a encore quelques mois, les résolutions de la DN du CCI créditaient les cadres syndicaux, éclairés par des directions au-dessus de toute critique, d'une compréhension telle de la situation qu'elle permettait de faire l'économie de la construction d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui, ce sont les militants de La France insoumise, crédités d'une volonté de s'opposer à la volonté de leur chef de gagner une majorité à l'Assemblée (où cela, au fait ?), chef qui, par ailleurs, incarne le « refus net, etc. » ... Visiblement, la direction du CCI n'en est pas à une contradiction près ! Surtout quand elle prend soin d'appeler ses militants à « l'engagement sans condition aux côtés des candidats France insoumise pour pousser le plus loin possible avec eux le rejet des institutions et de toutes les combinaisons visant à les préserver ». L'engagement « pour pousser le plus loin possible le rejet des institutions et toutes les combinaisons » ne devrait-il pas être au premier chef un engagement à rejeter l'appel de Mélenchon à former un gouvernement de cohabitation ?

(Les deux courants du CCI (du POI et du POID) se focalisent sur les déclarations de Mélenchon et ses objectifs affichés, ainsi que sur les illusions que manifestent les travailleurs qui se tournent vers La France insoumise, ils tiennent un discours purement négatif ou font systématiquement dans la dénégation, ils semblent ne pas comprendre ou ne pas vouloir comprendre la signification ou la portée politique du soutien dont bénéficie (encore) le mouvement de Mélenchon. Que croient-ils, qu'en entendant le discours du POID les travailleurs qui se tournent vers FI vont perdre spontanément les illusions qu'ils ont dans Mélenchon et ce mouvement ou plutôt celles qu'ils ont dans les institutions et le régime ?

Je reconnais là leur autre fâcheuse tendance qui consiste à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas ou à s'attribuer un pouvoir et un rôle qu'en pratique ils n'ont pas ou qu'ils sont incapables de jouer du fait de leur quasi inexistence pour plus de 90% des travailleurs. Ils versent une fois de plus dans la politique fiction, tout comme leurs collègues du POI, les uns refusant d'admettre que dans la situation telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle soit, la seule forme que puisse prendre la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs coïncide avec des illusions dans les institutions et le régime, les uns les niant en leur prêtant un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, bref, cela ne peut aboutir qu'à un dialogue de sourds, comme d'habitude.

Dans l'histoire de la lutte de classe depuis plus de deux siècles, nulle part dans le monde, jamais la classe ouvrière n'a commencé

à se mobiliser sans manifester des illusions dans les institutions et le régime en place, jamais elle n'est parvenue à mettre en place un gouvernement ouvrier qui n'incarne pas ces illusions, pas même en Russie en 1917 où il lui faudra huit mois pour s'en débarrasser, car ce n'est qu'à travers sa propre expérience de la lutte de classe qu'elle parvient à se libérer plus ou moins de ses illusions, tout dépend effectivement s'il existe ou non une avant-garde ou un parti qui incarne les tâches historiques qu'elle doit accomplir. Il y a lieu de croire que si Mélenchon était nommé Premier ministre par Macron, une hypothèse par ailleurs totalement invraisemblable ou farfelue, ou qu'une cohabitation se mettait en place, en moins de huit mois elle éclaterait et le mouvement de Mélenchon également, c'est pour le coup une certitude absolue s'agissant de FI, moins en ce qui concerne Mélenchon réduit à l'état de serpillière à l'instar de Tsipras en Grèce, là dessus aucun doute n'est permis.

Laissons de côté cette fiction qui ne sert qu'à nous détourner de l'essentiel, c'est-à-dire du rapport de forces qui existe entre les classes et qui concentre l'attention de Macron, car pour lui et son camp c'est une question déterminante. Plus le rapport de forces que traduiront les résultats des législatives lui sera favorable, plus il sera encouragé à frapper fort et vite, c'est-à-dire sans que le mouvement ouvrier ne soit en mesure de réaliser ce qui se passe et de se mobiliser, puisqu'il aura adopté un certain nombre de mesures sans que les travailleurs et les militants n'aient pu s'en saisir, réfléchir à leurs conséquences et éventuellement en tirent la conclusion qu'ils doivent passer immédiatement à l'action, donc sans que le processus de maturation de leur conscience de classe ne puisse opérer. Il est donc souhaitable de tout faire pour que ce rapport de forces ne soit pas à l'avantage de Macron, c'est le sens du soutien que j'apporte à FI et rien d'autre, sans émettre la moindre illusion dans Mélenchon, dans La France insoumise ou encore dans les travailleurs qui les soutiennent. Or ni le CCI-POI, ni le CCI-POID n'abordent cette question décisive, qui à mon avis était la seule qui méritait une discussion sérieuse avant d'adopter une position. - Tardieu)

Toujours à la recherche d'un substitut à la construction du parti, et désormais à la traîne du populisme mouvementiste de Mélenchon (qui, revendiquant de « fédérer le peuple », rejette les partis et ignore les syndicats), la direction du CCI écrit que le capital financier « cherchera à se tourner vers le seul facteur d'ordre susceptible aujourd'hui d'éviter une confrontation frontale avec la classe, les directions du mouvement ouvrier ». Que le gouvernement Macron cherche et cherchera à intégrer les organisations syndicales, c'est une évidence. Qu'il y ait aux sommets de ces organisations une certaine perméabilité à ces pressions, que certains dirigeants soient prêts à faire un pas – et même plusieurs – dans ce sens, c'est dans l'ordre des choses. Ce qui est étonnant, c'est que les dirigeants du CCI écrivent cela maintenant, après avoir fait mine de l'ignorer pendant des années. Cette brusque déception amoureuse ne peut cependant justifier de « passer de l'autre côté du cheval ». Les choses ne sont pas jouées. Les organisations syndicales sont des organisations de classe. Il y aura débat en leur sein et il y a tout lieu de considérer que la résistance des militants interdira leur intégration corporatiste. Mais aux dirigeants du CCI qui semblent vouloir brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier, on fera observer que ce qui pèse lourdement dans le sens de l'intégration corporatiste des organisations syndicales, c'est l'intégration de Mélenchon lui-même (intégration revendiquée) dans la perspective du gouvernement de cohabitation. C'est le fait que, passés les discours de la campagne présidentielle sur une éventuelle VIe République, La France insoumise se soumet au cadre des institutions et, de ce fait, accentue la pression sur les organisations ouvrières pour qu'elles s'y alignent.

(Laissons les dirigeants du CCI-POI et du CCI-POID se déchirer entre eux, leur polémique porte sur des positions qu'ils ont partagées pendant des décennies, leurs critiques valent réciproquement et ne nous intéressent pas, personnellement j'ai rompu avec ce courant politique. - Tardieu)

Voilà, mon cher camarade, les quelques réflexions que m'inspire la lecture de cette résolution de la DN du CCI. Pour moi, cette résolution vérifie notre analyse : à la racine de la crise qui a vu l'éclatement du CCI en juin 2015 et, à sa suite, de la IVe Internationale, il y avait le renoncement à construire le parti révolutionnaire et la recherche de voies de traverse et de substituts. Ce qui conduit, en toutes circonstances, au ralliement inconditionnel aux appareils, aujourd'hui : au programme et à la politique de La France insoumise.

(Id. - Tardieu)

Je suis convaincu que ce nouveau développement suscitera des discussions, des réactions et une résistance à cette remise en cause des acquis de la IVe Internationale.

Pour notre part, tu le sais (puisque tu as acheté la revue L'Internationale n° 6), nous avons, dans la préparation de la Conférence internationale du CORQI et du 52e Congrès de la section française entrepris une élaboration et ouvert une discussion, sur les racines de la crise. Les militants du CCI (toi-même) êtes fraternellement invités à vous exprimer dans le cadre de cette discussion, à faire connaître votre point de vue, vos désaccords, si vous le souhaitez.

En dépit de tout ce qui a pu nous séparer, je t'adresse, mon cher camarade, mes fraternelles salutations.

D. A.

P. S. : Au moment de conclure cette lettre me parviennent des tracts du POI mettant en oeuvre cette nouvelle orientation. Celui de Paris 18e dénonce la candidature soutenue par le PCF et appelle à voter pour les candidats de La France insoumise « qui prolongent le mouvement des millions de travailleurs, jeunes, militants ouvriers qui en votant Mélenchon ont indiqué leur volonté

de rupture avec le quinquennat ». Celui de Mantes dénonce « la droite affairiste et clientéliste » et appelle à voter pour « de jeunes candidats éloignés des querelles locales et des vieilles rivalités suicidaires » et appelle à « une République laïque, démocratique et sociale » (c'est à dire les termes de la Constitution de la Ve République).

(Et du discours du POID, ma foi, ils nous prennent pour des illettrés et des amnésiques, c'est incroyable ! Ils sont pitoyables, incurables décidément. - Tardieu)

(1) Interview reproduite dans « Europe solidaire », 12 avril 2017.?

Communiqué de presse du POID

64 candidats aux législatives, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine, pour un gouvernement ouvrier.

Le 7 mai, Macron a été élu. Mais les faits établissent qu'il est ultra minoritaire. Le président Macron est illégitime. Il a annoncé son programme : la poursuite de la destruction du Code du travail et la précarisation généralisée, la destruction de la Sécurité sociale, la liquidation des régimes de retraites, une baisse supplémentaire de 60 milliards d'euros des dépenses publiques... tout cela en application des directives de l'Union européenne. Pour appliquer son programme, il prétend utiliser tous les instruments antidémocratiques de la Ve République, à commencer par les ordonnances.

Face à ce programme de guerre contre la classe ouvrière et la démocratie politique, les représentants des grandes formations politiques – F. Baroin, J. C. Cambadélis, B. Hamon, P. Laurent, J. L. Mélenchon – ont tous indiqué qu'ils s'engagent, en cas de victoire, à gouverner avec Macron, soit dans le cadre d'une nouvelle majorité présidentielle, soit dans le cadre d'une cohabitation.

Mais sous la Ve République, la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président préside et fasse respecter la Constitution, dont l'article 88-1 exige la stricte application des directives européennes.

Partisan d'un gouvernement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique présente 64 candidats dans 35 départements, contre toute cohabitation, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine.

Au moment où l'offensive fait rage contre les partis, le POID réaffirme qu'il ne saurait y avoir de démocratie politique sans partis ni syndicats et que la classe ouvrière a besoin d'un parti ouvrier pour défendre et représenter ses intérêts.

Dans chacune de ces circonscriptions, les candidats du POID lient les combats généraux contre les diktats de l'Union européenne – destruction du Code du travail, de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie – et leur déclinaison particulière.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique – parti de lutte de classe – combat pour un gouvernement ouvrier, ce qui est incompatible avec toute cohabitation dans le cadre des institutions de la Ve République. Partisan de l'unité ouvrière et de la démocratie, le POID appelle toutes celles et tous ceux qui rejettent toute légitimité au président Macron et veulent combattre pour la liquidation des institutions de la Ve République et de l'Union européenne à agir dans l'unité sur cet objectif commun. Fin.

La voix de l'Opposition de gauche - Vos candidatures sont des candidatures de division destinées à fournir à Macron un rapport de forces favorable pour appliquer sa politique au bulldozer.

99,99% des travailleurs ne liront pas ce communiqué de presse, dont le contenu ne dépasse pas le niveau du lieu commun, figé, fossilisé, donc sans intérêt. Si vous croyez qu'affirmer qu'aucune autre politique ne verra le jour sous la Ve République fait avancer les choses, vous devez être les seuls à le croire. Les travailleurs viennent d'en faire l'expérience pendant 59 ans et cela fait aussi 59 ans que vous leur servez le même discours sans que cela n'ait abouti à quoi que ce soit concrètement, il faut donc en déduire que le problème est ailleurs... Tenez, je vais vous mettre sur la piste.

Vous feriez mieux de vous demander pourquoi aussi peu de travailleurs rejoignent votre parti ou toutes les formes d'organisations que vous leur proposez, cela vaut pour le passé évidemment, pourquoi ils sont si nombreux à se tourner vers FI, pourquoi vous n'êtes jamais parvenu à susciter un tel espoir chez les travailleurs, et ne répondez pas que c'était parce qu'ils ne pouvaient pas s'élever massivement au niveau du socialisme puisque l'on sait que spontanément c'est impossible, relisez Lénine si nécessaire et ne nous prenez pas pour des imbéciles.

Parole d'internaute

- "Je suis moyennement convaincu par tous ces géopolitologues qui nous expliquent que si nos diplomates font n'importe quoi

c'est parce qu'elles sont trop préoccupées de valeurs...

La réponse se trouve dans les actes, les alliés, et les résultats. Je ne vois pas beaucoup de valeurs dans les actions, les alliés et les résultats de l'Occident. Quelles valeurs nous poussent à soutenir les milices néonazies en Ukraine? Les décapiteurs "modérés" en Syrie? A nous allier aux pétromonarchies du Golfe?

Peut-on être directeur de recherches à l'Iris et être naïf comme un enfant?"

L'Iris est noyauté par les néoconservateurs, je vous le dis en passant. Les valeurs sont le cache-sexe du néolibéralisme ou des néoconservateurs, qu'ils se disent de droite ou de gauche, de gauche de préférence. Ces valeurs associées à des intentions inavouables ont le même pouvoir que des bombes à fragmentation, ils vont pouvoir atteindre différents objectifs ou différentes couches de la population en même temps, un vrai bonheur !

Ils avancent ces valeurs pour mieux les combattre parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins de l'oligarchie. Et le plus fort, c'est que personne n'osera remettre en cause leur prétention à incarner ces valeurs. Il suffit qu'ils le proclament pour qu'on soit prié de les croire sur parole et le tour est joué. Par exemple, les oligarques ne sont-ils pas de grands philanthropes, alors pourquoi leurs représentants seraient-ils animés de mauvaises intentions envers les peuples, franchement. Et ça marche, en marche !

Macron ou l'infant de Rothschild.

"Ca fait rien", ce n'est pas lui qui gouvernera, mais les idéologues néoconservateurs de l'oligarchie.

Bayrou, le 22 février 2017- "C'est un truc bizarre, président de la République. Vous n'avez pas l'âge qu'il faut mais ça fait rien." huffingtonpost.fr 09.05

Sous la tutelle de sa baladine.

- "Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire": Quand Brigitte Macron tape sur les doigts de son mari. - huffingtonpost.fr

On entend notamment Emmanuel Macron demander des chocolats, mais son épouse ne l'entend pas de cette oreille: "Je ne veux pas que tu manges des saloperies!". huffingtonpost.fr 08.05

Na ! Vous avez vu le niveau, il a 39 ans. Alors on comprend pourquoi il est aussi vide ou creux, hormis lorsqu'il a mémorisé les réponses aux questions qu'on va lui poser et qui lui ont été soufflées par Attali et Cie. Sa baladine doit ignorer que le chocolat est riche en magnésium et que c'est bon pour le cerveau...

Régime totalitaire. Au pas !

Au pas en monarchie absolue !

- Ministres : Emmanuel Macron exige confidentialité et discipline - Franceinfo

- Couleuvres - Liberation.fr

Premier plat servi à la table du Conseil des ministres : une assiette de couleuvres. Celles que les impétrants venus d'ailleurs sont bien forcés d'avaler... Liberation.fr 19.05

Avaler des couleuvres : subir des affronts sans protester, accepter, supporter comme des vérités n'importe quelles déclarations. (Le Grand Robert de la langue française)

- Édouard Philippe dévoile sa méthode anti-couacs et met en garde les ministres de son gouvernement - Le Huffington Post

Dans Le JDD ce dimanche 21 mai, le premier ministre Édouard Philippe dévoile ce qui ressemble à une stratégie anti-couacs et qu'il présentera plus longuement lors du prochain Conseil des ministres. L'ancien maire du Havre confirme et explicite un peu plus ce que le chef de l'Etat avait ébauché durant le premier rendez-vous de son équipe ministérielle, jeudi matin.

Cette ligne directrice tient en quatre mots: "collégialité, efficacité, loyauté et exemplarité". Cela est finalement très fidèle à l'esprit de la Ve République et à la volonté édictée par chaque exécutif. Le tout est en réalité de savoir si les ministres se plieront à l'exercice; dans la semaine, Annick Girardin -passée de la Fonction publique à l'Outre-mer- a par exemple dit son scepticisme à l'égard de la suppression des 120.000 postes de fonctionnaires.

Pas de communication avant un arbitrage

Edouard Philippe les met en garde sur deux points. Une fois une décision arbitrée, ils devront tous s'y tenir. "La liberté intellectuelle et la diversité des ministres ne seront un atout que si, une fois passé le temps de la discussion, il y a une parfaite loyauté vis-à-vis des décisions arbitrées", lance le premier ministre. Il donne une deuxième consigne en amont de ces arbitrages. "Personne n'a vocation à exposer sur la place publique des positions qui ne sont pas arbitrées", estime-t-il dans une volonté de "ne pas nourrir un bavardage permanent".

Le chef du gouvernement lui-même se refuse à faire tout annonce au cours de cette longue interview au JDD. Sur Notre-Dame-des-Landes, sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et même sur la réforme du code du Travail, le premier ministre n'évoque aucune décision ferme. "Nicolas Hulot et moi souhaitons que toutes les options soient sur la table", dit-il à propos de l'aéroport nantais. "Laissons le ministre des Comptes publics (Gérald Darmanin, ndlr) examiner ce dossier", élude-t-il sur la réforme des impôts qu'Emmanuel Macron aimerait enterrer.

Et Edouard Philippe de conclure en évoquant sa méthode. "Un chef, ce n'est pas quelqu'un qui prend les décisions seul à la place des autres. Un bon premier ministre doit faire en sorte que les décisions soient discutées, instruites, tranchées puis appliquées", affirme-t-il. Le Huffington Post 21.05

Avant-hier on se moquait de Macron et son gouvernement composé de figurants, de pions, 24 heures plus tard on en avait confirmation.

Les membres du gouvernement sont appelés à se soumettre sans broncher au nouveau monarque ou à se démettre. On se demande comment peuvent se passer les conseils des ministres sachant que Macron n'est maître ni de sa parole ni de ses actes, n'a aucun pouvoir. En amont, Attali et sa clique doivent avoir rédigé des notes destinées à chaque ministre, fixé leurs tâches et objectifs, j'imagine qu'ils doivent être accompagnés d'une note explicative pour qu'ils comprennent ces instructions et les appliquent à la lettre. Et s'ils posent des questions, Macron y répondra s'il possède déjà des réponses toutes prêtes, sinon il les renverra vers leur chef de cabinet ou les technocrates qui ont préparé ces dossiers. Et surtout en aucun cas ils ne devront prendre des initiatives sans en avoir référé au préalable à Macron, le Premier ministre ou les personnes habilitées à juger de leur opportunité ou non.

Le Conseil des ministres aussi secret qu'une réunion du groupe Bilderberg.

- Après un Hollande trop bavard, un Macron mutique inquiète les médias - AFP

L'Élysée version Macron limite pour l'instant au maximum les contacts avec les médias, veut choisir les journalistes qui suivent le président et a tenu jeudi la presse à l'écart des nouveaux ministres, des pratiques aux antipodes de l'ère Hollande qui inquiètent les médias.

Après une campagne sur tous les plateaux et dans tous les journaux, à l'Élysée, c'est le silence radio. Un "verrouillage" difficile à l'heure des réseaux sociaux et de l'information en continu.

Emmanuel Macron applique son credo d'un président à "la parole rare", pour re-sacraliser une fonction qu'il jugeait galvaudée sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, omniprésents dans les médias et friands de "off" avec les journalistes.

Depuis dimanche, les journalistes n'ont que très peu de contacts avec ses communicants, placés sous la houlette de Sylvain Fort et Sibeth Ndiaye.

D'abord mise sur le compte du flottement des premiers jours d'installation, cette volonté de secret s'est manifestée de manière flagrante jeudi lors du premier Conseil des ministres: journalistes et photographes ont été priés de quitter la cour d'honneur de l'Élysée, sans pouvoir, comme c'est l'usage, interroger et filmer les ministres à la sortie.

De plus, lors de son premier point de presse après le Conseil, le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a longuement souligné que le président exigeait de ses ministres "confidentialité" et "discrétion" envers la presse.

"Les journalistes ne manqueront pas de continuer à poser des questions, mais il appartiendra à chacun des ministres de veiller au respect de ce qui se discute au sein du Conseil des ministres", a-t-il averti.

Décision encore plus inhabituelle: pour le déplacement d'Emmanuel Macron au Mali vendredi, les responsables presse de l'Élysée ont contacté directement les journalistes qu'ils veulent inviter, sans laisser ce choix aux rédactions, une entorse sans précédent aux relations entre pouvoir et médias.

"Le président souhaite pouvoir emmener des spécialistes, plutôt que la presse politique", a fait valoir son entourage.

Ce choix délibéré est très mal passé dans les rédactions. Christophe Castaner s'est vu accusé de vouloir "verrouiller la communication", ce qu'il a nié, et a dû faire face à une rafale de questions critiques.

"Le fait que la cour d'honneur ait été fermée, qu'il n'y ait pas de caméra de pool pour filmer la photo de famille, que l'Élysée choisisse quelle rédaction, et pire quels journalistes au sein des rédactions, est amenée à suivre les déplacements du président.. Rassurez-moi M. Castaner, ça va bien se passer entre vous et la presse?" lui a lancé un journaliste de l'émission "Quotidien".

Des questions éludées par le porte-parole, qui s'est contenté d'invoquer des problèmes de sécurité et de délai d'organisation. "J'entends bien vos inquiétudes, je les relaierai", a-t-il cependant répondu, en promettant de respecter les conditions de travail des médias.

Il a aussi promis que, "dès la semaine prochaine", les journalistes pourront de nouveau interroger les ministres à la sortie du Conseil, expliquant que l'interdiction de jeudi était liée à la prise de la photo du gouvernement, sur le perron de l'Élysée.

Pour mieux se faire entendre, jeudi après-midi, dans une lettre ouverte au président, les sociétés des journalistes d'une vingtaine de grands médias (AFP, BFMTV, Europe 1, Le Figaro, France Info, France Inter, Libération, Mediapart, Le Parisien, Le Point, RFI, RTL, RMC, TF1, Télérama, Le Monde...) et Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, ont fait part à Emmanuel Macron de leurs "inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle en train de se mettre en place". AFP18.05

Crime de lèse-majesté envers les scribouillards du régime

- « Monsieur le président, il n'appartient pas à l'Élysée de choisir les journalistes » - lefigaro.fr

LETTRE OUVERTE. Une vingtaine de rédactions, dont « Le Figaro », signent une lettre ouverte au président de la République afin de lui « transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle ».

Monsieur le Président,

Vous effectuez demain votre premier déplacement de chef d'Etat au Mali. Avant votre décollage, nous souhaitons vous transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle qui est en train de se mettre en place depuis votre entrée en fonction.

Pour des raisons de place ou de sécurité, nous comprenons la nécessité de constituer des pools de journalistes - parfois, et à condition que toutes les rédactions y aient accès selon un roulement établi. En revanche, il n'appartient en AUCUN CAS à l'Élysée de choisir ceux d'entre nous qui ont le droit ou non de couvrir un déplacement, quel qu'en soit le thème (défense, diplomatie, économie, éducation, social...). Ce n'est pas au président de la République, ou à ses services, de décider du fonctionnement interne des rédactions, du choix de leurs traitements et de leurs regards. Ce choix relève des directions des rédactions et des journalistes qui les composent, qu'ils soient permanents ou pigistes, JRI ou reporters, photographes ou dessinateurs.

Aucun de vos prédécesseurs ne s'est prêté à ce genre de système, au nom du respect de la liberté de la presse. Alors que la défiance pèse de plus en plus sur l'information, choisir celui ou celle qui rendra compte de vos déplacements ajoute à la confusion entre communication et journalisme, et nuit à la démocratie.

Premiers signataires: Les sociétés des journalistes de l'AFP, BFM TV, Les Echos, Europe 1, Le Figaro, Rédaction nationale de France 3, France Info, France Inter, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, Le Parisien, Le Point, RFI, RMC, RTL, Télérama, TF1

Jean-Philippe Baille, directeur de la rédaction de RTL
Frédéric Barreyre, directeur de la rédaction de France Culture
Luc Bronner, directeur de la rédaction du Monde
Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières
Guillaume Dubois, directeur de L'Express
Nassira El Moaddem, directrice du Bondy Blog
Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter
Johan Hufnagel, directeur des éditions de Libération
Laurent Joffrin, directeur de la publication de Libération
Eric Kervellec, directeur de la rédaction de France Info

Edwy Plenel, directeur de Mediapart
Alexis Brézet, directeur des rédactions du Figaro. lefigaro.fr 18.05

En complément. Quand les larbins se mettent à baver sur leur maître, ingrats!

- Travail de sagouin", "gros connard"... Quatre fois où Emmanuel Macron et son équipe s'en sont pris aux journalistes - huffingtonpost.fr

L'émission "Quotidien", le magazine "Les Inrocks" ou encore France 2... Ces dernières semaines, de nombreuses rédactions ont subi le courroux de l'équipe du président.

Sylvain Fort, le responsable des relations presse d'En Marche! et futur chef de la communication élyséenne, n'a pas supporté cette question posée par un journaliste de "Quotidien" à Emmanuel Macron : "La Rotonde, c'est votre Fouquet's ?".

Furieux, le communicant contacte alors Yann Barthès en le traitant de "gros connard" et de "débile profond", cette dernière insulte étant contestée. Sur le terrain, les équipes de TMC se verront appliquer des mesures de rétorsion allant de pressions directes à la menace de boycott en passant par un accès désormais plus restreint au candidat Macron, rapporte Le Monde.

Au soir du second tour, un autre épisode déplaît aux équipes du désormais président élu. Pendant sa couverture de la soirée électorale, France 2 diffuse le discours de Jean-Luc Mélenchon.

Le directeur de l'information de France Télévisions, Michel Field, reçoit alors un coup de téléphone. Au bout du fil, un conseiller du président fraîchement élu est furieux et critique ce choix éditorial. "J'ai mis ça sur le compte de l'exaltation de la soirée, excuse Michel Field. Ils ont dû se chauffer la tête. Je leur ai expliqué le b.a.-ba de l'information et de la priorité au direct."

Le documentaire "Emmanuel Macron : les coulisses d'une victoire", diffusé sur TF1 au lendemain de l'élection du champion d'En marche !, comporte une autre séquence révélatrice. On y voit Sibeth Ndiaye, l'incontournable chargée des relations presse du candidat, passer un savon à un journaliste des Inrocks. Elle lui reproche un article intitulé : "Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers". Les Inrocks reprennent une interview d'Emmanuel Macron dans L'Obs. Le candidat y déplore "l'humiliation" qu'auraient subie, selon lui, les opposants au mariage pour tous, après l'adoption de la loi Taubira.

"Je me permettais de vous appeler parce que j'étais un peu étonnée par un titre dans un papier sur votre site internet. Vous indiquez que Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers. Son propos est légèrement plus nuancé, en particulier concernant Zemmour", commence-t-elle. Et elle poursuit, furieuse : "Non, il n'a pas dit : 'On a humilié La Manif pour tous, putain !' Faites votre boulot les gars aussi. Non mais là, ça me saoule. Franchement, là, je suis saoulée(...) Ça, c'est pas du travail de journaliste. C'est du travail de sagouin." huffingtonpost.fr 19.05

- Les casseroles du gouvernement - Franceinfo

Mediapart a fouillé dans le passé des nouveaux ministres, et personne n'est épargné. A commencer par le Premier ministre. En 2014, Edouard Philippe n'a pas joué le jeu de la transparence. Il n'a pas indiqué la valeur de ses biens immobiliers dans sa déclaration, que tous les députés devaient remplir. Il a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Gerard Collomb, ministre de l'Intérieur, traîne lui une vieille affaire. Dans les années 90, il est député du Rhône et conseiller municipal d'opposition à Lyon. Il est entendu en 2006 par la justice comme témoin dans une affaire de détournement de subventions. Fondateur de l'association mise en cause, il ne sera finalement pas inquiété. "PenelopeGate" version Le Maire

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a eu son petit "PenelopeGate" ! En 2013, il est accusé d'avoir rémunéré sa femme en tant qu'assistante parlementaire pendant 6 ans, sans qu'elle n'ait jamais vraiment travaillé.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail est quant à elle concernée par une enquête de l'Inspection générale des finances. En cause, une soirée à Las Vegas en 2016 en l'honneur d'Emmanuel Macron. Cette fête qui a coûté 381 000 euros était organisée par Business France, dont Muriel Pénicaud était directrice générale à l'époque. Il y aurait donc eu un manquement au code des marchés publics. Franceinfo19.05

[Le ministre de la Justice et son parti \(notamment\) sont corrompus jusqu'à l'os.](#)

- [Bayrougate 1] Fictif(s) : deux ans à l'UDF payé par la République, par Nicolas Grégoire - Les-crisis.fr 19.05

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 2 avril 2017.

Emploi fictif. Le terme resurgit de scandale en scandale. Pendant presque deux ans, j'ai eu deux emplois fictifs. A l'Assemblée nationale, et au Sénat. Je percevais un salaire, des fiches de paie, pour une activité que je n'exerçais pas. Jamais personne ne s'en est ému. Pourquoi suis-je le seul, en vingt ans, à l'avouer sans contrainte ?

Durant mon séjour rue de l'Université, bordée par l'Assemblée, quadrillée de partis politiques et refuge de l'ENA, je n'ai vu mes parlementaires, Jean-Jacques Hyest et Ambroise Guellec, que trois fois. Pour signer mes contrats. Pour travailler une matinée à trier du courrier. Et enfin, vidé et amer, en perte totale de repères, pour demander à être licencié.

Fraîchement diplômé en journalisme européen, c'est un peu par hasard que j'ai rejoint l'équipe de Force démocrate, jeune parti d'un petit nouveau plein d'ambition : François Bayrou.

Démocratie Moderne, magazine du parti dont Bayrou était directeur de la publication, cherchait un rédacteur. Jeune, malléable, pas regardant sur le salaire et recommandé par un ancien cadre, j'ai fait l'affaire.

"Force démocrate, c'est le parti qui monte, avec six ministres au gouvernement", me confie d'un ton feutré Rémy le Gall, rédacteur-en-chef de Démocratie Moderne, peu avant mon embauche. "Au début, il faut faire profil bas, surtout ne menacer personne. Et après, tout naturellement, tu t'imposes, comme une évidence."

A peine arrivé, je suis appelé au bureau de Huguette Ducloux, directrice des services. "Le parti n'a pas beaucoup d'argent, donc les parlementaires détachent des assistants pour nous aider", me dit-elle. "L'utilisation des fonds est à leur discrétion, mais si l'on vous demande ce que vous faites au parti, vous ne dites pas que vous y travaillez. Vous dites que vous êtes un militant", conclut-elle avec un demi-sourire entendu. Deux affirmations contradictoires dans une même phrase. Double langage politique, auquel j'allais vite m'habituer.

Au pouvoir

Au cours des mois, je découvre les nombreux avantages de l'appartenance au "troisième plateau" de Force démocrate, qui allait dévorer l'UDF. A un poste modeste mais stratégique, je fais partie du clan. Le clan protège les siens. Et le pouvoir corrompt.

Besoin d'envoyer quelque chose du bureau ? Colis et lettres sont livrés par des motards de la gendarmerie nationale, qui font les coursiers pour le parti sans broncher. "Je t'envoie un motard !"

Problème avec la banque ? Il suffit de tourner son siège. "Dis moi, tu as un contact pour ma banque à Paris ?" Au services des élections, quelqu'un lève le nez et s'empare d'un énorme Rolodex, qu'il appelle "la bomba". "Bouge pas... Voilà. Tu notes ?" Le directeur de la banque au détail d'une grande banque à trois lettres est dérangé en pleine réunion sur sa ligne directe. Mon agence passera des lettres de menaces à l'obtention d'un prêt. En me déclarant fonctionnaire. Et en saisissant de fausses données financières dans son système informatique, "pour que ça passe". Prêt que, gagnant 9200 francs par mois (1405 €) je ne rembourserai jamais. La banque à trois lettres ne fit jamais valoir sa créance.

Vol d'une console vidéo dans mon bagage à Orly ? Un fax autoritaire à Aéroports de Paris, avec en-tête de l'Assemblée. Je suis immédiatement remboursé, sans demande de justificatifs. Je réalise que j'aurais pu inventer un ordinateur portable, engranger des milliers d'euros.

Contrôle routier ? Le motard regarde ma carte du Sénat avec autorité. "Et vous êtes assistant de quel sénateur ? Depuis combien de temps ?" En costume de banquier, je hausse immédiatement le ton. "Non mais dites donc, vous allez arrêter de m'emmerder, ou vous allez avoir de gros problèmes !" En à peine un an, j'ai adopté du politique le langage, dont la classique menace de "problèmes". Immédiatement, son binôme plus âgé le pousse de côté. "Excusez-le monsieur. C'est un jeune, il est pas habitué. Excusez-le". "Bon, ça va." Je repars en trombe, énervé d'avoir été pris de haut par ce qui n'est plus pour moi qu'un coursier.

Une matinée à l'Assemblée

Député mais aussi vice-président du Conseil régional de Bretagne, Ambroise Guellec fit un jour part de son déplaisir de me voir passer mon temps au parti. Je me retrouve dans son petit bureau de la rue de l'Université. En bon assistant, je commence par trier le courrier. Demande après demande d'aide, de subventions, de locaux. Certains y incluent, naïfs, leur carte du parti. Une lettre et un projet sortent du lot. Je passe à Guellec : "ça m'a l'air bien, ça." Après un bref coup d'œil, il la repose sur mon liège. "Non, on ne peut pas les aider". Je demande pourquoi. Il me regarde, visiblement exaspéré. "Mais parce que c'est une association de gauche !"

Le soir même, je reviens "au siège" et demande à Rémy le Gall de me sortir de cette situation. "Tu y vas, et tu lui dis que t'as pas le temps", me répond-il tranquillement. "Mais comment ça, je peux pas lui dire ça !" Le Gall me jette un de ses sourires narquois. "Tu lui dis que tu as vu ça avec Bayrou."

C'est ainsi que, le lendemain, j'annonce à un parlementaire que mon activité illégale étant trop prenante, je ne vais plus bosser pour lui. "Et bien si c'est ça, j'arrête de payer !" me lance-t-il. "Non, je réponds tranquillement. J'ai vu ça avec François. Vous allez continuer à payer. Et je ne travaillerai plus pour vous." Il baisse la tête, vaincu. Le pouvoir n'est pas toujours où l'on croit.

Fin de partie

Tout commence avec la fille de l'accueil. Appelons-la Emilie. Dans l'entrée du siège, spartiate espace sur cour composé d'un bureau, d'un canapé et de l'escalier principal, elle arrondit ses fins de mois en faisant la permanence du soir. Elle est très belle, rayonnante. Nous flirtons. Un soir, elle m'appelle. Et me dit s'être fait agresser sexuellement par Le Gall.

Les policiers refusent de prendre sa plainte. Elle me raconte aller de commissariat en commissariat avant de comprendre la futilité de sa démarche. Le lendemain, elle décide d'en informer Ducloux. Qui, me dit-elle, l'écoute patiemment, puis lui dit "à qui cherchez-vous à nuire ?" Emilie n'en trouve plus ses mots. Elle quitte le siège en pleurs.

La rumeur, grâce à moi, enfle. En comité de rédaction, Rémy le Gall prend les devants. "J'imagine que vous avez entendu les accusations portées contre moi. Tout cela est bien évidemment faux. Je pense ne pas avoir besoin de ça pour séduire". Pour garder mon job, je me tais. C'est à mon tour de baisser la tête. "Rémy. Tu ries comme lui", me dit Emilie, soudain distante. La lune de miel est terminée.

Un conseiller municipal me propose un HLM. 80 m² dans le 12e, pour 190 €. "Là j'ai un pompier, et puis après je t'en file un, si tu veux." Je refuse. "C'est gentil, mais je suis sûr que d'autres gens en ont plus besoin que moi." Il est stupéfait. On me propose la fédération des Jeunes du 8e. Je refuse. Maintenant le clan se méfie. Les regards changent. Et puis vient ce déjeuner. Lors d'une grande tablée à La Poule au Pot, cantine officieuse de l'UDF, quelqu'un me reproche d'être un jeune apparatchik, mené uniquement par l'ambition. "C'est vrai, j'aime les responsabilités. Mais au fond, si je fais ce métier c'est pour, un jour, aider la France." La salle hurle de rire. Rémy le Gall, rouge pivoine et larme à l'œil, se tourne vers moi. "Tu es un idéaliste, c'est bien !" Et j'ai compris qu'il fallait partir. Que ces gens me menaçaient. Au plus profond de mon être.

Que sont-ils devenus ?

En 1999, Huguette Ducloux devient conseillère de Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen. Elle est aujourd'hui retraitée.

Rémy le Gall devient directeur de la communication de la mairie de Versailles. Scénariste de bande-dessinée, il publie quatre fictions sur la politique. En 2012, il est décoré Chevalier des Arts et Lettres. En 2016, il est condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel sur quatre de ses subordonnées. Durant son procès, il est décrit comme faisant "régner la terreur, la manipulation et le mensonge".

En 2004, Jean-Jacques Hyst est élu président de la Commission des Lois du Sénat. En 2015, il est nommé au Conseil constitutionnel. Hyst siège également à la Haute Cour de justice de la République. Il est décoré Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

Ambroise Guellec reste vice-président de la région Bretagne jusqu'en 2004. Il y est toujours conseiller régional.

De ralliement en retournement, François Bayrou est sûrement toujours convaincu d'être, un jour, président de la République. La moralité et l'exemplarité sont ses derniers chevaux de bataille. Épilogue

Aujourd'hui, je me revois dans cette période un peu comme un étranger. Un nihiliste qui, à la moindre difficulté, cherchait à écraser. Un homme que le titre gonflé, "je suis attaché parlementaire", suffisait à faire passer devant tout le monde aux urgences, sans avoir rien demandé. Comme tous les politiques, le pouvoir m'aidait à panser des plaies profondes, allant jusqu'à l'enfance.

Je vois aisément pourquoi, après des décennies d'impunité, François Fillon ne comprend pas qu'on l'emmerde "pour des costards" ou son indemnité parlementaire. Sa réalité n'est pas la nôtre.

Devant les affaires, je regarde les pantomimes d'outrage et les appels au complot avec une ironie toute professionnelle. L'enrichissement, les cadeaux, les voyages, les grands travaux avant les municipales, les élections internes truquées... Je n'ai plus jamais voté. Les sortants sont balayés. Les nouveaux jurent que tout va changer. Et on recycle. Ad nauseam. Malgré tout j'ai mal. Pour mon pays, car j'y habite. Et parce que j'ai cru en lui.

Dans son livre "Les mains propres", publié en 2014, Corinne Lepage écrit : "Lorsque j'ai été élue au Parlement européen en 2009, le MoDem avait exigé de moi qu'un de mes assistants parlementaires travaille au siège parisien. J'ai refusé en indiquant que cela me paraissait d'une part contraire aux règles européennes, et d'autre part illégal. Le MoDem n'a pas osé insister mais mes

collègues ont été contraints de satisfaire à cette exigence.”

Bayrou, évidemment, nie. En politique, il faut toujours nier. Même la main dans le sac. “Si ça se sait, il niera”, ai-je tellement entendu sur d’autres sujets. Il me semblerait un peu naïf de ne pas y voir un système. Un système peut-être accentué chez les petits partis, qui n’ont pas beaucoup de subventions. Mais dont on retrouve la trace du PS au FN. Un système dans un monde politique qui se juge lui-même. Se finance lui-même.

Et se renouvelle entre lui. C’est cette impunité, cette indignité cachée entre phrases choc et plateaux télé, qui a fait le lit de l’extrémisme qui sans une révolution morale finira, un jour, à l’Elysée.

Aujourd’hui je regrette d’avoir délaissé une carrière de journaliste pour, même de quelques décimales, participer à la lente putréfaction des institutions françaises. Et je regrette d’avoir joui de cette impunité, qui transforme tant de politiques en fossoyeurs du bien public. “Tu te rends compte que tu vas être diabolisé ? Tu ne pourras plus travailler nulle part”, me dit un ancien du Figaro. Fonctionnement mafieux. Où seule la loyauté est récompensée. Et la trahison punie. Parfois jusqu’à la mort. “Qu’ils viennent. De toutes façons, je ne peux pas tomber de ma fenêtre, j’habite au rez-de-chaussée !”

- [Bayrougate 2] Réactions après l’accusation d’emplois fictifs contre Bayrou - Les-cris.es.fr 19.05

Pas avant le deuxième tour, par Nicolas Grégoire

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 3 mai 2017.

En dénonçant Bayrou, je voulais changer la politique. Censuré, espionné, cambriolé, j’ai découvert que je ne pouvais pas gagner.

Le 2 avril, j’ai décrit dans une tribune mon parcours dans les bas fonds de la politique. Emplois fictifs, extorsion, agressions sexuelles, tout y était, version François Bayrou. Plus de soixante-dix mille lecteurs plus tard, j’ai découvert les dessous d’une élection ou tout s’accordait, jusqu’au sommet de l’Etat, pour protéger Emmanuel Macron. Chronique d’un échec annoncé. Et d’une France qui n’est pas la nôtre.

Maintenant ou jamais

“Bonjour ! Je m’appelle Nicolas Grégoire, j’ai eu deux emplois fictifs à l’UDF pour François Bayrou. Et aujourd’hui, je balance”

C’était le bon moment : un mois avant le premier tour. Dans une élection qui s’annonçait serrée. Avec un bon texte, des preuves et une campagne sur les réseaux sociaux, tout le monde m’entendrait. Les médias, d’abord réticents, finiraient par relayer. Et François Hollande, soucieux de sa réputation et peu enclin à protéger ennemis et traîtres, resterait neutre.

En lisant mon brouillon, mes amis découvrent un Nicolas inconnu, un peu inquiétant. “Tout est vrai, sauf le rez-de-chaussée. Je préfère qu’on ne sache pas à quel étage j’habite”. Après quelques jours de relecture, ma souris reste comme suspendue au-dessus de Publier. Le temps ralentit. Avec l’angoisse des grandes décisions, mon doigt s’écrase sur le bouton.

Quinze minutes de célébrité

“Si vous devez lire une chose aujourd’hui, lisez-ça. Vraiment?”—?quelqu’un sur Twitter

D’abord partagé par trois personnes, Fictif(s) se propage sur les réseaux sociaux. De programmeur en programmeur. Puis un journaliste informatique. Puis France Culture. Puis Cécile Duflot. Puis tout le monde. Pendant deux jours je regarde, fasciné, mon histoire sillonner la France. Et faire le tour des rédactions.

Très vite, les demandes d’interviews arrivent. En choisissant mes mots, je leur dis la même chose. Oui, la politique, c’est vraiment ça : les avantages, les passe-droits. La vie en première classe. Oui, les emplois fictifs sont répandus. Dans tous les partis. “Ah bon, François Bayrou ne me connaît pas ? Pourtant, quand il y avait une coquille dans le journal du parti, il savait où me trouver !” J’insiste sur l’urgence de changer la vie politique avant que, demain ou après-demain, Marine Le Pen gagne l’Elysée. “François Bayrou a l’amnésie pratique. Je ne crois pas qu’il aura l’honneur d’admettre. Oui, il faut moraliser la vie politique. Mais Bayrou ne peut en être ni la caution, ni l’instrument”.

Le jour de la parution de Fictif(s), je reçois un email d’un journaliste de Marianne. “Compte-tenu de sa qualité, seriez-vous intéressé pour une éventuelle reprise sur le site de Marianne ?” J’accepte. Deux jours plus tard, je relance. Aucune réponse. Le lendemain, Marianne publie deux pages d’interview exclusive de François Bayrou.

Mediapart, qui n’avait pas voulu de mon papier, le publie maintenant sans mon autorisation. En signant “la rédaction de

Mediapart". Mes mails de protestation et de demande d'accès abonné n'ont pas de réponse.

Très vite, la qualité de mes conversations téléphoniques avec les journalistes est particulièrement mauvaise. Après deux ou trois minutes, les voix se hachent, deviennent métalliques. "Vous voyez, j'habite dans une zone où ça capte plutôt mal. Ça va, mais je capte tout juste. Et là, clairement, quand j'appelle certaines personnes, de la bande passante s'échappe quelque part".

Je contacte le Canard Enchaîné, dont je connais le rédacteur en chef, Erik Emtaz. "Le Canard vous remercie d'avoir pensé à lui, me répond la secrétaire de rédaction. Votre message est transmis à Erik Emtaz". Soulagé, je réponds "vous vous réveillez enfin, c'est bien. Je commençais à me demander si vous protégeiez Bayrou". Le Canard ne publiera rien. Et enchaînera les révélations sur Fillon et Le Pen.

Les interviews s'enchaînent. On m'enregistre. On prend note. J'avertis : "Attention, il va y avoir des pressions !" Et toujours la même réponse. "Ah mais Bayrou et ses amis ne font pas la loi chez nous !" Et le sujet ne sort pas.

6 avril. Pour répondre aux demandes des médias et faire taire les mauvaises langues, je publie toutes mes preuves sur Twitter. Et mets les originaux en lieu sûr. Corinne Lepage, qui avait avant moi dénoncé les emplois fictifs chez François Bayrou, retweete immédiatement. Deux minutes plus tard, elle se rétracte.

22h. Dans un appartement éteint et silencieux, je lis à côté de ma fille qui dort à poings fermés. Mon chien bondit en direction de la porte d'entrée en poussant des hurlements. Exactement comme il y a huit ans, quand on essayait de me cambrioler. Je me lève. "Qu'est ce qui se passe, mon chien ?" J'entends quelqu'un dévaler l'escalier. Je reste là, une bonne minute. Le doute s'installe. Dans quoi me suis-je foutu.

Ca sort !

"C'est lui, Grégoire, qui vous a donné ça ? Il est gonflé, le mec !" —? Jean-Jacques Hyst, devant mon contrat de travail

Quand les autres rédactions bloquent le sujet, Hervé Chambonnière, grand reporter au quotidien régional Le Télégramme, mène son enquête. Avec sérieux, courant après le scoop, il analyse mes preuves, appelle mon ancienne secrétaire de rédaction. Qui lui confirme que je travaillais au parti. Il rend visite à Jean-Jacques Hyst et Ambroise Guellec, mes financiers. Qui nient me connaître et m'avoir embauché. "Après 1988, impossible !" lui jure Hyst. Avant de retrouver la mémoire, devant un CDI signé de sa main.

Quatre jours après mes révélations, le Télégramme sort en exclusivité un article d'une page.

Bayrou se réfugie derrière son entourage, qui crie à l'élucubration. J'exulte. J'ai dû m'auto-publier. Me dénoncer. Mais la vérité, maintenant, règne. Et Sylvain Maillard, porte parole d'En Marche, me suit sur Twitter.

Le Télégramme en poche, j'appelle l'AFP. On prend mon message. A 20h, un SMS. "Bonjour, je suis journaliste AFP au bureau de Rennes. Pouvons-nous nous rencontrer ?" Tout sourire, mon ex-femme me dit "tu avais raison. Il suffisait qu'un seul le sorte !" L'ancien du Figaro, naguère si pessimiste, me félicite.

Et pourtant les beaux jours sont terminés. Je vais découvrir les rouages d'une machine à influencer le résultat de l'élection présidentielle. Une alliance d'intérêts dont je n'aurais jamais deviné l'existence ou l'ampleur. Pressions, surveillance et petites lâchetés

"Mon rédacteur en chef ne veut pas le passer. Je comprends pas, je lui ai montré les preuves" —? un journaliste de RMC.

10 avril. Trois journalistes d'Europe 1 me contactent en cinq minutes. A Paris, un homme à la voix de chroniqueur m'enregistre dans la cabine. "Mettez vos ceintures, le tourbillon médiatique va commencer", dis-je à mes proches. On me dit que ça va passer au journal de 18 heures, ou à la matinale. Et le lendemain, sur Europe 1, j'entends : "sinon en politique aujourd'hui, pas grand-chose. On tourne en rond".

Je contacte le journaliste. "On va le passer votre témoignage, me dit-il. Mais il y a beaucoup d'actu en ce moment". Agacé, je prolonge par texto. "Bayrou, c'est au moins 12 ans de permanents du siège payés avec des contrats parlementaires : vous avez mon témoignage en 97 et celui de Lepage en 2009. (...) C'est un système couvert par tout le monde, amnistié cette année par un gouvernement de gauche. On n'est pas dans l'anecdote. C'est un scandale énorme. Faites votre enquête". Une semaine après, je relance. On me répond "ce sujet est en attente".

11 avril. Après un détour obligatoire sur une messagerie cryptée, je vois la journaliste de l'AFP au café du coin. Nous parlons longuement. Elle semble très intéressée.

12 avril. France Info m'invite à la matinale. "A la suite de votre annonce sur l'emploi fictif en tant qu'attaché parlementaire, seriez-vous disponible pour qu'on en discute pour une éventuelle interview en studio demain matin à 7h40 ?" J'accepte. Quelques heures plus tard, la chargée de production me dit "non, c'est trop compliqué pour demain. (...) Et comme on a déjà fait un sujet dessus ma rédaction en chef préfère attendre. Je suis désolée". Je ne trouve aucune trace du sujet. Je demande qu'on me donne le nom du journaliste qui a couvert. Pas de réponse.

Le même jour, le responsable des investigations du Nouvel Observateur me dit "je vais prendre vos coordonnées, un journaliste va vous rappeler". Personne ne rappelle. Et pourtant l'Obs couvre avec assiduité les affaires Fillon et Le Pen.

Après un début fracassant, je me sens cerné par un mur de silence. Au téléphone, l'ancien du Figaro est furieux. "C'est très grave ! On parle d'une élection présidentielle ! Bien sûr que quand ton rédac-chef te refuse un sujet comme ça, tu as envie de ne rien dire pour ne pas perdre ta place. Mais journaliste, c'est pas n'importe quel métier ! On a des responsabilités ! Il faut s'insurger !"

L'enthousiasme fait place à l'impatience. Puis à l'indignation. J'interpelle journalistes et rédactions sur Twitter. "Et ça, pourquoi vous n'en parlez pas ?" Je contacte les quotidiens. Ils connaissent mon papier, que de nombreux journalistes ont relayé sur les médias sociaux. J'envoie des mails à des adresses souvent bien cachées. En y mettant des pisteurs très sophistiqués. Certains ne les détectent pas. A Libération, l'Express, on ouvre mon mail, on clique sur ma tribune. Je les vois faire en direct. Et il ne se passe rien. D'abord réservé, Hervé Chambonnière finit par partager mon incrédulité. "C'est fou. Personne ?" Ce qui n'était qu'une possibilité devient pour moi une évidence : on protège François Bayrou. Mais surtout, via lui, Emmanuel Macron. La bonne société parisienne a choisi son candidat.

— T'as vu, ça sort nulle part !

— Attends, tu viens avec des preuves, et tu n'as aucun rédac-chef qui sort le truc, parce qu'ils ont tous peur d'être punis. Je vais te dire notre profession, elle est morte.

Silences et barbouzeries

"Le message est très clair : tu ne sortiras rien le week-end du premier tour. C'est déjà serré, tu vas pas faire chier"

18 avril. Je formate mon téléphone et mets à jour sa sécurité. Les problèmes de batterie et de qualité sonore disparaissent.

20 avril. Sur l'écran de mon ordinateur, une alerte de l'antivirus. "Votre protection est désactivée". Impossible de reprendre la main sur le système. Au bout de trois minutes, tout revient à la normale. 21 avril. J'écris à un journaliste de Libération : "je viens avec des preuves d'un système de financement illégal d'un parti (fiches de paie, contrats de travail, preuves que je bossais à l'UDF) et ça ne sort pas. (...) Tous les jours on sort des trucs (et c'est bien) sur Fillon et Le Pen. Et Bayrou, allié de Macron, rien. C'est quand même plus que bizarre, vous ne trouvez pas ? D'ailleurs pourquoi Libé ou aucun quotidien national ne couvre ? J'aimerais qu'on m'explique en quoi les emplois fictifs chez Bayrou ce n'est pas de la news." Et j'ajoute, écoeuré : "puisque c'est ainsi, je vais sortir un deuxième papier sur les trucs hallucinants qui se passent de mon côté (...). En tous cas, je n'épargnerai personne".

J'appelle ensuite une amie, journaliste en Suède. En lui racontant ma semaine, j'ai l'impression d'évoluer dans une réalité parallèle. Où l'information est sous contrôle. Où l'on espionne les lanceurs d'alertes. "Bon allez, je te laisse, dis-je, il faut que j'aille à la piscine avec ma fille. A bientôt !" Deux heures plus tard, je m'installe à mon bureau, allume mon ordinateur. Rien. Des pans entiers de mon disque dur ont été effacés. Je pense à un piratage. Puis me souviens avoir éteint ma machine. Il fallait donc y accéder physiquement. On s'est introduit chez moi. Un vertige me prend. La voix tremblante, j'appelle l'ancien du Figaro.

— On m'a effacé mon disque dur.

— Tu sais qui fait ça...

— Les services ?

— Bah oui... C'est illégal. Quelqu'un risque sa carrière. Mais ils le font surtout pour te déstabiliser. Ne t'inquiètes pas, dans quinze jours, ça sera fini.

Comment les services auraient-ils pu aller si loin sans l'aval de l'Elysée ? En tous cas, mission accomplie. Alors que chaque jour sort une révélation sur Fillon ou le FN, le clan Macron a l'air blanc comme neige. Sur les plateaux télé, François Bayrou donne des leçons d'honnêteté. Et personne ne lui pose la question qui dérange.

24 avril. Mediapart sort un article, La revanche de François Bayrou. Ses détournements de fonds n'y sont pas mentionnés, alors

que Mediapart dispose des preuves. Sur Twitter, encore une fois, je m'immisce. "Et les emplois fictifs de Bayrou, vous ne couvrez pas ?" Silence. Cette nuit-là, je rêve que je rentre chez moi. Que quelqu'un m'attend dans mon entrée. Ganté de cuir, pour m'étrangler.

— On va te traiter de parano, de conspirationniste.

— Je m'en doute. Mais je me suis pas cambriolé moi-même, non plus !

L'agence prend son temps

"Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant"?—?journaliste de l'AFP

En plein blackout médiatique, je m'accroche à l'AFP. Et encore une fois, j'attends. Le 18, une semaine après l'interview, la journaliste me dit ne pas avoir "contacté tous les protagonistes. Ca devrait sortir mardi matin".

Le 21 avril, jour de mon cambriolage et vendredi d'avant le premier tour, nouveau texto : "Avez-vous le contact de l'ancienne secrétaire de l'UDF ?" J'en suis sur le cul. Elle n'a même pas fini son article. "Dix jours pour faire une dépêche AFP ! Mais je te la dicte tout de suite, moi : 'Un ancien assistant parlementaire accuse François Bayrou d'avoir favorisé un système d'emplois fictifs...' Ca tient en une colonne".

L'AFP ajoute "je ne connais pas la date de publication, car nous attendons la réaction de M. Bayrou". Immédiatement, je tape :

— C'est honteux.

— Pardon ?

— Bayrou refuse de réagir en espérant que ça ne sorte pas et vous rentrez dans son jeu. C'est hallucinant.

— Ecoutez, ma collègue ne l'a pas encore contacté car elle croule sous le travail et je dois encore avoir M. Hiest. Evitez certains commentaires. Bonne journée.

— Vous avez des preuves, des contrats de travail. Le Télégramme est sorti il y a dix jours. Contrairement à vous, je dirai et j'écrirai ce que je voudrai.

— Vous n'allez pas me dicter ce que je dois faire ou écrire. Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant.

— Oh, je ne vous dicte rien. Vous n'avez pas besoin de moi.

J'appelle Chambonnière. "Je vais sortir un deuxième papier. Mais cette fois-ci, je vais m'attaquer aux médias". Il a un blanc. "C'est pas une bonne idée". Iceberg, droit devant

"Tous les animaux sont égaux, mais (il semble que cela ait été rajouté) il y en a qui le sont plus que d'autres."?—?Georges Orwell, La ferme des animaux

Le soir, je regarde le ballet des motards autour de la voiture de Macron. Le dîner dans son Fouquet's à lui. Au diable les apparences.

Le mercredi d'après le premier tour, l'AFP me demande encore des précisions. Quinze jours ! La dépêche n'est pas encore prête ! "Je n'ai jamais vu une attitude pareille, même Bayrou que je viens d'avoir au téléphone n'a pas été aussi agressif", me glisse miss AFP Bretagne. Elle m'écrit ensuite "l'unique raison pour laquelle je n'ai pas rédigé le papier c'est tout simplement que je n'ai pas eu le temps. (...) Je vous aurais dit si mes chefs bloquaient le papier". Tout va bien alors. Mais cela n'a plus d'importance. "De toutes façons, écris-je en conclusion, il fallait que ça sorte avant le premier tour, pour qu'accumulés, Bayrou et surtout son allié Macron fassent des promesses fortes. Maintenant que Macron est assuré d'avoir la présidence, tout cela ne sert plus à grand-chose. J'ai perdu mon pari".

La dépêche devrait sortir quelques jours avant l'élection. Devrait. Hier sûrement confiant d'avoir Matignon, Bayrou tremble, pantomime l'indignation. Il est sale, il le sait. Et pourtant, il s'absout. Comme je l'ai entendu dire en bureau politique : "on me dit 'tu ne ramènes pas autant que Léotard'. C'est vrai, et j'en suis fier". "Et quand il revenait d'Afrique, rigole un élu, il avait les mains vides. Parce que c'était Lehideux qui portait les valises !"

En politique, on a une drôle vision de la morale. Qui s'élastifie encore pour les élections. Macron trahit Hollande. Valls trahit

Hamon. Les Républicains trahissent Juppé pour Fillon. Puis Fillon pour Juppé. Et retournent vers Fillon. Nicolas Dupont-Aignan trahit la République. Et l'Elysée trahit la liberté d'expression. Comme disait déjà Cicéron en s'adressant au Sénat : "vous êtes des putes".

Cette réalité, les grands médias la connaissent bien. Mais vous comprenez, le peuple est trop simplet. Il faut lui tenir la main. Des grands médias contrôlés par une poignée de milliardaires. Et des journalistes politiques emplis d'eux-mêmes. Inféodés. Accros aux confidences de cocktails. A leurs places dans le Falcon présidentiel. Des journalistes méprisés par les politiques, qui jouissent à les manipuler.

Il est loin le temps où Maurice Maréchal, directeur du Canard Enchaîné, virait son journaliste pour avoir eu la Légion d'honneur. "Il ne fallait pas la mériter !" Ces copinages, cette soumission au clic de la grande presse, et surtout cette confusion entre informer et occulter, font le lit des extrémismes.

Pendant ce temps, dans l'Aisne, un homme vole une pièce de vingt centimes et écope d'un mois ferme. A Bordeaux, un autre homme sans ressources prend quinze jours pour un paquet de saucisses, des gâteaux et une brosse à dents. Et ma voisine fait des ménages au noir, pour compléter sa retraite. Avec quarante-deux ans de cotisation et une prothèse de genou. Noyée dans les vaines promesses, une France s'écroule. Le Front National a huit millions de votants. Le 7 mai, ils seront peut-être le double. Dans cinq ou dix ans, ils fêteront leur victoire. C'est le début de la fin pour une Cinquième usée, presque impotente.

Les politiques doivent être tenus en laisse. Il faut réformer la rémunération des parlementaires. Qu'ils arrêtent de l'utiliser pour s'acheter, légalement, des villas sur la côte d'Azur. Il faut punir sévèrement toute corruption. Tout favoritisme. Par une peine de prison ferme et l'inéligibilité à vie. Il faut une vraie transparence. Que pour tout, les politiques rendent des comptes. Il faut une nouvelle République, avec comme modèle la Suisse.

Et surtout il faut sortir cette race de seigneurs de ses palais, ses banquets, ses voitures à cocardes, ses gardes armés, ses jets privés, ses centre-villes privatisés. Ces politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes.

La France appartient à ses habitants.

Epilogue

"C'est quand même sympa de la part de l'AFP de ne pas vouloir perturber l'élection avec de vieilles affaires. Comme pour Fillon !"

3 mai. Histoire de laisser une dernière chance, j'écris encore à l'AFP.

— Bonjour, vous êtes vraiment sûre que vos chefs ne bloquent pas le sujet ?

— Pour être honnête, je ne sais pas. Dès que j'en sais plus je vous dis. Ca peut effectivement paraître après le second tour. Je ne suis plus décisionnaire depuis que je l'ai rédigé.

Député, je pars au bistrot du coin. Et m'épanche auprès de la tenancière. "Les médias décident pour qui on doit voter". Elle hausse les épaules en essuyant un verre. "Ça c'est pas nouveau". Je touille mon café chantilly. "Oui, mais il faut pas que Bayrou ait Maignon. Sinon je suis dans la merde". Elle s'empare d'un plat de pommes de terre. "Bayrou premier ministre ? Quelle drôle d'idée ! Il passera pas, Macron. C'est Le Pen qui va passer". J'arrête de touiller. "Ah bon ?" Elle nappe les pommes de terre d'huile. "De toutes façons on l'aura à un moment ou à un autre. Autant l'avoir maintenant."

A Libération par Nicolas Grégoire - Les-crisis.fr 19.05

Toutes les preuves nécessaires à un sujet sur Bayrou sont disponibles depuis un mois.

J'ai fourni carte de l'Assemblée, fiche de paie et contrats de travail. Mes parlementaires ont admis au Télégramme que l'emploi était fictif. La secrétaire de rédaction a confirmé que je travaillais au parti. François Bayrou était mon supérieur direct. Maintes fois apostrophés, vous n'avez rien fait.

Hormis l'intrusion et la surveillance, mes papiers sont parfaitement sourcés. J'ai les preuves de tous mes envois et réceptions aux médias. De toutes mes conversations. Et preuves ou pas, l'effacement d'une partie de mon disque dur est un scandale d'Etat. Mon seul pouvoir, c'était d'en parler.

Bien sûr, vous n'êtes pas les seuls. Europe et RMC bloquent le sujet depuis un mois. La dépêche AFP, rédigée et vérifiée, attend dans un placard depuis onze jours. Le Canard n'a pas couvert. Et Médiapart s'est couvert.

Ce sujet pouvait bousculer le premier tour. Par lâcheté, politisation ou incompétence, vous l'avez empêché de sortir. Bayrou est un rouage fort de l'équipe Macron. Ne pas couvrir, c'était les protéger.

Source : Médium, 8 mai 2017

En famille. Aveu. Ils osent tout.

- Cazeneuve appelle à voter à gauche pour faire "réussir" Macron - AFP

"Notre pays a besoin de gauche", a lancé Bernard Cazeneuve, jeudi soir, en appelant à élire des députés de gauche pour préserver le "bilan" de François Hollande et faire "réussir" la présidence Macron.

Macron désigne un Premier ministre et deux ministres aux poste clés de l'économie issu de LR et Cazeneuve du PS appelle à faire "réussir" la présidence Macron afin de préserver le "bilan" de Hollande, ce qui signifie que LR et le PS avaient bien le même programme et que Macron et son gouvernement ont pour tâche de poursuivre la politique de Hollande. On ne pouvait donc pas caractériser de consensus leurs rapports mais bien d'identité, tant sur le plan de leurs intentions qu'idéologique. AFP 20.05

REM, LR, MoDem, PS, PRG sont des partis de la réaction, de droite...

- Écologie : Macron et Hulot sont-ils compatibles ? - Franceinfo

Du jaune...

- La CFDT sous le quinquennat Macron: un rôle à définir. - AFP 19.05

La paillasse.

... à la cirrhose.

- Martinez (CGT) souhaite "des hommes politiques au gouvernement, pas des gestionnaires" - AFP

Interrogé à propos de la nouvelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, le leader de la CGT a répondu qu'il mise sur "le programme, les mesures" qu'elle défendra et non pas sur sa personne.

Concernant la loi travail qu'Emmanuel Macron entend pousser plus loin, M. Martinez a prévenu: "vouloir continuer dans la casse du code du travail en favorisant les licenciements, en donnant moins de droits aux salariés et plus aux patrons des grandes entreprises, eh bien ça ne règlera pas l'emploi, tout le monde le sait, tout le monde l'a reconnu l'année dernière et donc il faut faire autre chose". AFP 19.05

C'est qui "il" ? Macron, il lui donne la main ou plutôt lui tend la main que Macron saura saisir n'en doutons pas. Au fait, pourquoi n'a-t-il pas profité de l'occasion pour renouveler l'exigence de l'abrogation de la loi El Khomri ? C'était politiquement incorrect, on comprend...

Confirmation. Les homosexuels ont obtenu un nouveaux droit grâce à Hollande : celui de se faire insulter ou tabasser plus qu'avant.

Libération - ...les signalements pour insultes ou violences homophobes ont bondi de 20% en 2016.

Jeudi soir, Cyril Hanouna a cru drôle de piéger et humilier en direct des homosexuels. On peut invoquer la liberté d'expression. On peut aussi trouver grave et lamentable de jeter en pâture à 1,5 million de téléspectateurs la vie privée d'un homme. Libération 19.05

A tous les ignares ou crétins dit de gauche ou d'extrême gauche qui ont soutenu les campagnes du PS sur les thèmes de la lutte contre le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, l'écologie, etc. ont été manipulés, parfois sciemment, ils ont ainsi servi les intentions inavouables de Hollande dont Macron est le produit, autant dire qu'ils portent une part de responsabilité de la situation actuelle.

Ils osent tout

Cadeau aux trusts pharmaceutiques.

- Douze vaccins obligatoires pour les enfants italiens - euronews.com

Le gouvernement italien a adopté vendredi un décret-loi rendant obligatoires 12 vaccins pour pouvoir inscrire des enfants à l'école. euronews.com 20.05

- Le Qatar se dit victime d'une campagne l'accusant de soutien au "terrorisme" - AFP

Le Qatar s'est dit samedi victime d'une campagne calomnieuse de certains médias qui l'ont accusé de "soutien" au terrorisme, des allégations qualifiées de "mensongères" par Doha.

- Washington appelle l'Iran de Rohani à démanteler son "réseau de terrorisme" - AFP

[Mimétisme. Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos.](#)

- L'US Air Force signale un incident avec des avions chinois - Reuters

Deux avions de chasse chinois ont intercepté mercredi un appareil américain de manière "non professionnelle" alors qu'il volait dans l'espace aérien international au-dessus de la mer de Chine orientale, a rapporté jeudi l'US Air Force. Reuters

- Le Japon proteste après une incursion chinoise près des Senkaku - Reuters

Le Japon a fait décoller sa chasse jeudi après l'intrusion de quatre navires de la garde-côtes chinoise accompagnés d'un drone dans un secteur que se disputent les deux puissances asiatiques en mer de Chine orientale. Reuters

- Venezuela: sanctions économiques de Washington, les manifestations continuent - AFP

Les Etats-Unis ont porté un rude coup au camp du président Nicolas Maduro en plaçant sur leur liste noire financière huit membres de la Cour suprême vénézuélienne, accusés d'avoir aggravé la crise politique du pays en affaiblissant l'autorité du Parlement. AFP

- "Faute d'amour", portrait d'une Russie déshumanisée à Cannes - AFP

- Les Etats-Unis bombardent un convoi pro-régime en Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont bombardé jeudi un convoi lié au régime syrien près de la frontière jordanienne six semaines après les premières frappes de l'administration Trump dans le pays, tout en assurant ne pas chercher à s'impliquer dans la guerre civile.

"La coalition a frappé des forces pro-régime (...) qui posaient une menace pour des forces américaines et des forces alliées (syriennes) à Al-Tanaf" près de la frontière jordanienne, a déclaré le colonel Ryan Dillon, un porte-parole militaire de la coalition antijihadistes commandée par Washington.

Un autre responsable américain a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, que les forces pro-régime frappées étaient "probablement" des milices chiites, sans être plus précis sur leur identité.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, huit personnes "pour la plupart non-syriennes" ont été tuées dans cette frappe.

En revanche le régime de Damas n'avait pas confirmé jeudi soir la frappe américaine.

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a assuré que les Etats-Unis ne cherchaient pas à "augmenter leur rôle" dans la guerre civile mais défendraient leurs troupes si elles sont menacées. AFP 19.05

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Grèce

- Le parlement grec entérine baisse des retraites et hausse d'impôts - Reuters

Les députés grecs ont adopté jeudi soir des réformes, une baisse des pensions de retraite et des hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux d'Athènes pour conclure un examen de suivi des réformes prévues par le plan d'aide et pour obtenir le déblocage d'une nouvelle tranche.

En début de soirée, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés aux abords du parlement avec des banderoles frappées des mots "Non aux plans d'aide! Non à l'austérité!".

Des échauffourées se sont produites entre les policiers et de petits groupes d'individus cagoulés qui lançaient des cocktails Molotov. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour les disperser. Reuters

Uruguay

- Uruguay: 22e marche silencieuse pour les disparus sous la dictature - AFP

Des milliers de manifestants ont marché en silence samedi sur l'avenue principale de la capitale de l'Uruguay en mémoire des disparus au cours de la dictature militaire (1973-85) et afin de réclamer justice auprès de l'État. AFP

Colombie

- Colombie : émeutes à Buenaventura - euronews.com

Des violences ont éclaté dans la ville colombienne de Buenaventura, à l'issue d'une semaine de grèves et de manifestations. La ville a été le théâtre de scènes de vandalisme et d'affrontements entre policiers et protestataires qui ont dressé des barrages routiers en incendiant des pneus ou des branches. Ces émeutes ont fait au moins un mort et plusieurs blessés. Une quarantaine de personnes ont été interpellées...

"C'est triste de voir la population de Buenaventura se comporter de la sorte. Des équipements ont été détruits. Il va falloir désormais se sortir de cette situation. La grève s'est déroulée de manière pacifique, mais se termine tragiquement", se désole une habitante de la région.

Buenaventura, le port le plus important de Colombie, est frappé par la pauvreté. Une partie de la population n'a pas accès à des services de base comme l'eau courante. Dans ce contexte, des magasins ont été pillés. Les manifestants réclament davantage d'investissements publics. euronews.com 21.05

Etats-Unis

- En Arabie saoudite, Trump et le roi Salmane signent pour plus de 380 milliards de dollars d'accords - Le Huffington Post

"Le président et le secrétaire d'Etat (Rex) Tillerson vont assister à une cérémonie de signature de près de 110 milliards de dollars" d'accords militaires, a déclaré le responsable. Ces accords visent à "soutenir à long terme la sécurité de l'Arabie saoudite et de la région du Golfe face aux menaces de l'Iran", a-t-il ajouté sans détailler ces accords.

Les accords signés dépassent les 380 milliards de dollars, a annoncé plus tard samedi le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir. "Les deux pays ont signé une série d'accords (...). La valeur des investissements dépasse les 380 milliards de dollars", a déclaré Adel al-Jubeir lors d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat Rex Tillerson.

L'agence officielle saoudienne SPA a fait état de 34 accords dans des domaines aussi divers que la défense, le pétrole et le transport aérien, sans cependant fournir de montant total. Le Huffington Post 20.05

Tunisie

- Tunisie: l'armée tire en l'air pour repousser des manifestants - AFP

Depuis près d'un mois, des habitants campent dans la zone d'El-Kamour et entravent la circulation des camions vers les champs pétroliers de Tataouine pour réclamer une meilleure répartition des richesses et des recrutements prioritaires dans les sociétés du secteur.

Les manifestants demandent notamment que 70% des emplois reviennent à des habitants de la région de Tataouine.

Le gouvernement d'union de Youssef Chahed est confronté à une grogne sociale croissante, en particulier dans les régions de l'intérieur. Les mouvements prennent régulièrement l'allure de sit-in bloquant routes et accès à certains sites. AFP 20.05

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 24 mai, 17 pages.

Il n'y a que le mouvement ouvrier et son avant-garde qui ne parviennent pas à se refonder. Sont-ils voués à disparaître ?

Dégénérés, décomposés, disloqués, fossilisés, putréfiés, doit-on en déduire que le prolétariat ne parviendra jamais à atteindre le niveau de conscience pour dépasser le stade du capitalisme et à s'organiser pour y parvenir, donc à accomplir la tâche historique qui consistait à passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, à mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Son déclin est-il inexorable ainsi que celui de la civilisation humaine qui lui est lié, que le capitalisme entraîne vers l'abîme ?

J'ai envie de dire qu'en discuter à l'infini est devenu indécent au regard des difficultés et des souffrances que le capitalisme impose injustement quotidiennement à des centaines de millions de travailleurs et leurs familles.

Les uns et les autres refusent obstinément de répondre aux questions que nous avons posées. Ils ont rompu avec le marxisme et je vais en donner un exemple.

Le POID nous dit qu'il existerait une contradiction entre les aspirations des travailleurs qui entendent rompre avec les institutions et qui ont voté Mélenchon ou qui participent ou soutiennent son mouvement, et la politique de Mélenchon qui s'inscrit dans le cadre de ses institutions ou d'une cohabitation plus qu'hypothétique avec Macron.

Je pense que leurs aspirations ne sont pas fondées telles qu'on les entend, parce qu'ils n'ont pas conscience de la signification politique ou de la portée historique de la liquidation des institutions, ce qui explique pourquoi ils se sont tournés vers Mélenchon, bref, ils ne sont pas du tout convaincus de la nécessité de renverser le régime en place, autrement dit leurs illusions qu'ils peuvent avoir dans Mélenchon sont secondaires par rapport à celles qu'ils manifestent encore dans le régime. Et la question qu'il faut se poser, c'est pourquoi ? On pourrait être plus précis, quels intérêts y trouvent-ils, quels sont leurs réelles motivations ?

Une autre question devrait nous venir spontanément à l'esprit. Comment interprètent-ils leur condition. Ne leur prêtons-nous pas une interprétation qui ne correspond pas à la leur ? En allant plus loin, on devrait aussi se demander comment ils interprètent la situation. Sont-ils en mesure d'en tirer la conclusion qu'elle est le produit du développement du capitalisme et de la lutte des classes ? Qui oserait penser qu'ils auraient atteint ce niveau de conscience politique ? Ne serait-ce pas là plutôt l'origine de leurs illusions ?

Il ne faut pas oublier qu'ils sont à la fois le problème et la solution ou que tout changement de société ne pourra pas s'accomplir sans eux, ce qui nécessite qu'ils aient atteint un certain niveau de conscience, et le fait qu'ils se tournent vers Mélenchon tendrait à prouver qu'ils n'y sont pas encore parvenus, loin s'en faut. Donc je pense qu'il y a un erreur d'appréciation sur la nature des illusions de ces travailleurs, ils baignent encore en pleine confusion que Mélenchon entretient par ses prises de positions, ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais peine à savoir ce qu'ils veulent vraiment, j'entends sur le plan politique.

Macron, le Premier ministre et Gattaz pour le Medef viennent de confirmer qu'ils comptaient sur les législatives pour "pour réformer le Code du travail le plus vite possible" (Gattaz), donc en recourant aux ordonnances. C'est pour ainsi dire un fait acquis, puisque même si REM n'obtenait pas la majorité absolue, ils pourront compter sur LR et le PS pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Maintenant, paradoxalement ou en désespoir de cause, il faut se dire que la situation serait différente ou le rapport de forces ne se présenterait pas de la même manière si FI avait 50 ou 150 députés, reste à savoir comment ils réagiraient. J'ai l'impression que pour Mélenchon la situation serait plus confortable si FI n'obtenait qu'une poignée d'élus, j'en suis même arrivé à la conclusion que seule sa candidature comptait pour lui.

Les arguments politiques avancés par le POID sont corrects, je n'ai jamais légitimé une hypothétique cohabitation Macron-Mélenchon, et je sais que quels que soient le nombre d'élus qu'aura FI, ce ne sera pas suffisant pour empêcher Macron d'appliquer sa politique, en revanche sur le plan tactique cela pourrait avoir une influence sur le positionnement des différents acteurs du mouvement ouvrier... On attend que les partis ouvriers condamnent vigoureusement l'attitude des dirigeants syndicats qui ont accepté de rencontrer Macron après qu'il eut fait connaître ses intentions.

Quoi qu'il en soit, nous devons concentrer notre combat politique contre les institutions dont l'aspect antidémocratique à fait l'objet d'une démonstration éclatante lors de la présidentielle, donc contre Macron en martelant qu'il est ultra minoritaire et illégitime, contre l'Assemblée nationale, contre l'oligarchie et ses médias qui entendent instaurer un régime totalitaire.

Puisque la politique de Macron est ouvertement réactionnaire sur toute la ligne, puisqu'il a indiqué clairement gouverner pour le compte de l'oligarchie, puisqu'il a manifesté l'intention de passer en force, il faut proposer aux travailleurs résolument leur négation, la République sociale, le socialisme et le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour les imposer, tout en soutenant toute initiative qui s'inscrirait dans cette direction, sachant qu'elle sera forcément bourrée d'illusions ou de contradictions dans un premier temps, et sans perdre de vue que les faits ou le développement de la situation se chargera de les mettre à nu ou de les broyer, à nous de faire en sorte que les travailleurs et les militants en tirent le moment voulu les enseignements politiques qui s'imposeront pour aller de l'avant, les recruter, les organiser, ne leur tournons pas le dos, ne les traitons pas de petits bourgeois ou de lèche-culs de Mélenchon, c'est humiliant, évitons toute forme d'invectives ou de mépris qui ne serviront pas notre cause, soyons modestes, patients, fraternels, procédons méthodiquement, logiquement, essayons d'avoir une attitude exemplaire, prenons la réalité telle qu'elle se présente à nous, car c'est le seul moyen pour parvenir à partager nos idées.

Nous devons expliquer la situation et notre politique aux travailleurs et non tenter de leur imposer. Ils doivent se forger eux-mêmes leurs propres convictions, personne ne peut le réaliser à leur place. Qui sait écouter peut inspirer la confiance et le respect, toute autre démarche est vouée à l'échec. Militer n'est pas un truc qui s'improvise et qu'on fait en dilettante ou qu'on décide à la légère, car il ne faut pas oublier qu'on peut influencer le mode de pensée ou d'existence d'un tas de gens, les déstabiliser ou leur occasionner plus de problèmes qu'on en résoudra, c'est une énorme responsabilité que l'on endosse et dont on doit avoir parfaitement conscience. Je sais qu'aucun militant n'a reçu une formation où ces principes auraient été enseignés et c'est un tort, donc on ne les jugera pas. C'est un peu comme lorsqu'on décide d'avoir un enfant, on doit être en mesure d'en assumer toutes les responsabilités et elles sont énormes.

Les militants doivent parler entre eux de tout cela, librement, ils ont tout à y gagner je leur assure. Je sais que la vie est faite de bien des désillusions, cela fait partie de cet apprentissage qui finalement dure toute une vie, tout comme notre lutte. Adoptons cet état d'esprit positif, optimiste, humaniste, en ne cessant jamais de nous situer sur le terrain de la lutte des classes, et je vous garantis que quels que soient les épreuves que vous réservera l'existence ou la société vous pourrez les surmonter et en tirez profit, et si votre condition ne vous procure que peu de plaisirs, en compensation de tous vos efforts, de votre droiture d'esprit ou morale, vous tirerez satisfaction de votre comportement ou de votre état d'esprit, vous en serez agréablement surpris et ce sera amplement mérité. Bien mal acquis ne profite jamais dit-on, et bien si nous demeurons digne de notre idéal, nous n'aurons pas à rougir de profiter aussi de la vie, de nous sentir heureux parfois, nous serons certains d'atteindre la vieillesse sereinement.

[Régime totalitaire. Grâce au PS et aux médias l'oligarchie a conquis le pouvoir politique et France Télévision passe \(officiellement\) sous la coupe du CAC40.](#)

LVOG - Articles composés de plusieurs extraits de presse de sources diverses.

- Pujadas viré et remplacé par Anne-Sophie Lapix, fille de Claude Lapix, le plus grand promoteur de Saint-Jean-de-Luz, et épouse d'Arthur Sadoun qui prendra la présidence de Publicis France le 1er juin 2017.

Lapix, habitée par une ambition dévorante, arrogante et décomplexée, cynique, "mordante" selon Virginie Spies, sociologue des médias, dans l'Express.

Ce couple de pouvoir que forment Anne-Sophie Lapix et Arthur Sadoun reçoit à domicile. « Une fois par mois, ils font un dîner dans leur maison de maître du XVI^e arrondissement avec des grands patrons et des personnalités des médias », nous renseigne un convive. Récemment, on a pu y voir le P-DG d'Orange Stéphane Richard, le producteur Stéphane Courbit, et Alexandre Bompard, le P-DG de la Fnac, au conseil de laquelle siège Arthur Sadoun.

De l'avis général, Arthur est à l'aise avec les barons du CAC 40. Comme son père, l'ancien dirigeant de l'Ifop et grand résistant Roland Sadoun (1923-2005). « Enfant, il sautait sur les genoux de Michel Bon, le président de Carrefour, et Alain Minc, qu'il côtoie au polo, le suit depuis longtemps », relate une bonne connaissance.

Mon ami Yannick Bolloré

Que font ces deux rivaux quand ils se croisent ? La bise. « On est quasiment de la même génération, on évolue dans le même

milieu et on a plein d'amis en commun », nous confie le P-DG d'Havas, Yannick Bolloré. « Arthur est très facile à joindre, très blagueur et très fort pour se faire aimer des gens », poursuit le fils de Vincent Bolloré. [capital.fr 28.04](#)

France Télévisions collabore régulièrement avec l'empire Publicis et lui a même confié le repositionnement de ses chaînes. Du coup, certains y voient un conflit d'intérêts. Le débauchage de Lapix simultanément à l'arrivée à l'Élysée de Macron ne serait donc pas forcément une coïncidence, selon ses détracteurs. De plus, il est reproché à son mari d'être l'un des soutiens financiers du leader de "La République en marche", même s'il ne l'a jamais reconnu publiquement.

Quelques jours après l'arrivée d'Emmanuel Macron aux commandes de l'État, l'annonce du départ de David Pujadas apparaît comme une décision... politique. Même si Delphine Ernotte s'en défend, sa proximité avec le nouveau président de la République ne serait pas étrangère à cette éviction. En effet, le 3 mai dernier, le président de France Télévisions s'était empressé d'embrasser Brigitte Macron lors de son arrivée sur le plateau du débat d'entre deux tours.

Delphine Ernotte a de son côté réagi en déclarant qu'il s'agissait de sa décision et qu'elle n'avait pas à l'expliquer. Cependant, l'explication semble toute trouvée. En effet, lors de son arrivée à la tête du groupe du service public, il y a 2 ans, Delphine Ernotte a été très claire : plus de modernité, plus de femmes et moins de blancs de plus de 50 ans.

Une promesse tenue avec le renvoi notamment de Julien Lepers, animateur vedette de Question Pour un Champion, qui n'a pas hésité à parler d'une véritable discrimination.

Les propos de Delphine Ernotte sont d'autant plus problématiques du fait qu'il s'agisse du service public. Par ce statut, l'État est actionnaire de France Télévisions. La politique discriminatoire menée par Delphine Ernotte est donc financée par... le contribuable.

Mais cette éviction devrait plaire à Emmanuel Macron. En effet, David Pujadas sera remplacé par Anne-Sophie Lapix dont le mari, Arthur Sadoun, est président de Publicis France, présent au CAC 40. Une véritable petite tambouille entre amis.

En complément.

- Michel Field, le directeur de l'information de France Télévisions, démissionne - [leparisien.fr 22.05](#)

- Charles Hufnagel, frère de Johan Hufnagel, directeur en charge des éditions du journal Libération, a été nommé au poste de directeur de la communication du Premier ministre.

Parole d'internaute.

- "Complément d'enquête – France 2 – 24/03/17 L'aveu d'un journaliste Pierre Le Masson SNJ de La Voix du Nord : notre rôle c'est d'informer les gens pour qu'ils votent correctementcontrairement aux idées reçues la propagande n'est pas née dans une dictature mais au cœur de la démocratie les USA avec : Edward Bernays la fabrique du consentement ... l'idée qui a présidé à la naissance de l'industrie des relations publiques était explicite : l'opinion publique devait être « scientifiquement » fabriquée et contrôlée à partir d'en haut, de manière à en prendre le contrôle ? L'ingénierie du consentement est l'essence même de la démocratie, persuader et suggérer, nous sommes pareils à Mowglie devant Kaa."

Ce n'était donc pas la démocratie ! Quand on relate un fait ou une expérience, la pire des choses consiste à ne pas aller au bout de son analyse...

[Instrumentalisation et formatage des consciences. Intentions inavouables et généreuses donations.](#)

- Valérie Pécresse subventionne SOS Racisme et l'inter LGBT ! Mercredi, lors de la Commission permanente d'Ile-de-France, la présidente du Conseil régional a distribué 25 000 € à l'association antiraciste. L'édile de droite est donc plus généreuse que la mairie de Paris et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, tous deux de gauche, qui ont respectivement distribué 1 000 et 2 000 €. Pas de jaloux, Valérie Pécresse a également versé 25 000 € à l'Inter LGBT.

[Une sélection de quelques vidéos.](#)

David Pujadas viré par une Macroniste !
<https://www.youtube.com/watch?v=bSz1urEz6w>

Comment Macron nous a été imposé. <https://www.youtube.com/watch?v=o-ftuePsv2E>

La flingueuse de France Télévisions
<https://www.youtube.com/watch?v=Ms9NTorQkk4>

Virus Zika® breveté en 1947 par la Fondation Rockefeller...
<https://www.youtube.com/watch?v=uiDeaon7zbs>

Le lobby pharmaceutique et l' empire Rockefeller
https://www.youtube.com/watch?v=PdRCgnkIX_I

Qui a dit ?

« Je pense que vous pourriez dire (...) que le traité de Rome, qui a créé le Marché commun, a été mûri pendant ces réunions de Bilderberg et aidé par le flot de nos discussions. »

Réponse: Le diplomate américain George McGhee.

(Source : « L'Europe sociale n'aura pas lieu », de François Denord et Antoine Schwartz, édition Raisons d'agir, page 40.)

La première réunion du groupe Bilderberg présidé par Rockefeller a eu lieu en 1954 et le traité de Rome a été signé trois ans plus tard.

Macron ou la psychopathie aggravée

"Macron est un psychopathe" : l'analyse d'un psychiatre italien
<https://www.youtube.com/watch?v=NNDgsw39m9s>

Révélation MACRON Wikileaks 22/05 - La campagne d'E.M payée par des banques. 13 Millions d'€ de dons !
<https://www.youtube.com/watch?v=YKF52PrdiRU>

Vous comprendrez le déroulement des opérations. Voici comment Emmanuel Macron a payé sa campagne. Plus de 13 millions d'Euros payés en grande partie (plus de 57%) par du racolage financier auprès des banquiers d'affaires Rothschild mais aussi dans divers pays, notamment la Suisse, l'Angleterre, les États Unis, il a même tenté l'Afrique. Toute une équipe de banquiers autour de lui qui se sont occupés grâce à leur carnet d'adresses de trouver des fonds, notamment une grande partie chez les Rothschild, mais aussi dans le privé. Voyez tous les détails dans la vidéo.

Bon visionnage ;) et pardon pour les fautes d'orthographe, je m'en suis rendu compte trop tard ;) J'ai mis un S sur 1 don(s) Mais je sais que vous ne m'en voudrez pas)

Le dauphin et la reine mère n'attirent pas les fous.

- Kennedy arrive ! (Mais les trottoirs de Paris sont vides par Daniel Schneidermann - nouvelobs.com 15.05

Bruine ou éclaircies, ils restèrent désespérément vides. Vide la place Charles de Gaulle. Vide la place de l'Hôtel de ville, que montraient les impitoyables plans aériens. Mais la machine semblait ne pas les voir, ces trottoirs vides, qui criaient pourtant l'indifférence populaire à cette journée de Sacre. Toute une machine tournait à vide, et se voyait tourner à vide, car la machine a des yeux, et ces yeux voyaient comme les nôtres ces trottoirs vides. C'est un vrai talent, toute une journée, de parvenir à ne pas voir l'immanquable éléphant dans le couloir. nouvelobs.com15.05

Qui ne le souhaite pas ?

- LREM lance sa campagne pour donner une majorité à Macron - Reuters

Le secrétaire général de La République en marche (LREM), Richard Ferrand, a lancé mardi la campagne des législatives en appelant ses partisans à tout faire pour convaincre les électeurs de donner une majorité à Emmanuel Macron au mois de juin. Reuters 23.05

- Le Medef souhaite que Macron ait une majorité de députés - Reuters

Le Medef souhaite qu'Emmanuel Macron obtienne une majorité aux élections législatives pour réformer le Code du travail le plus vite possible, a déclaré son vice-président chargé des PME, Thibault Lanxade, lundi sur France Inter.

"Il faut aller vite. Il faut qu'il ait l'entière responsabilité des moyens", a-t-il déclaré. "Il faut qu'il ait une majorité pour pouvoir faire en sorte que

ses ordonnances puissent passer."

Pour Thibault Lanxade, "il faut faire en sorte que ça puisse être effectif le plus tôt possible" pour bénéficier du retour de la croissance "avec un code du travail plus flexible". Reuters 22.05

En complément.

- Et si on cessait de critiquer les énarques - Le Point.fr

Ils seraient partout. À la présidence de la République, à Matignon, omnipotents aux commandes de l'administration. Mais, au fond, qu'y a-t-il d'extraordinaire et de problématique à cela ? Des administrateurs, formés à l'administration, se retrouvent à diriger l'univers administratif. Certes, il y a beaucoup d'énarques parmi les élus politiques et les titulaires de portefeuilles, mais n'est-ce pas aussi absolument normal ? De jeunes gens aimant l'action publique accèdent quelques années après leurs études, encore plus ou moins jeunes, à des postes de responsabilité en la matière....

L'ENA, le contenu de son cursus, sa place peut-être trop importante dans l'ensemble des grands corps de l'État, tout cela n'est certainement pas parfait. Mais l'ENA bashing systématique, quasi compulsif, tourne en rond. Des ajustements peuvent s'opérer, mais les critiques obsessives devraient cesser. Le Point.fr 23.05

[L'appât du gain achève la dislocation du PS et crée de vives tensions à LR.](#)

Grille de lecture ou analyse de la situation politique à 10 jours du 1er tour des législatives.

Ils ont été plus loin qu'aux Etats-Unis en procédant au mélange des genres en associant dans le même gouvernement des membres de différents partis, mais rien ne dit que cela durera, car ils ont besoin d'un second parti pour assurer l'alternance tous les 5 ans.

REM ne pourra pas gouverner éternellement et ils le savent. Ils savent qu'à brève échéance, bien avant la fin du quinquennat, ils auront besoin d'un parti similaire pour assurer la relève, et ce parti ne peut être que LR, à moins qu'ils le brisent et misent sur le MoDem, sauf qu'il est intégré dans REM, et on ne voit pas l'UDI assumer ce rôle ou un autre parti, certainement pas le PS, ou alors il faudrait qu'ils virent ceux qui s'étaient opposés à Hollande, mais dans ce cas-là cela deviendrait une coquille vide, et de toutes manières cela ne réglerait pas le sort de LR. Dernière hypothèse, le PS changerait de nom et fusionnerait avec le MoDem qui sortirait de REM pour créer un nouveau parti, le parti démocrate qui serait étiqueté à gauche ou de centre-gauche.

REM se présentant comme un parti de droite avec un Premier ministre issu de LR, dès lors le sort de LR semblerait scellé, à moins qu'il n'ait été nommé uniquement pour diviser les rangs de LR, l'affaiblir le temps de cette élection, afin de lui ravir la première place à l'issue des législatives à défaut d'obtenir une majorité absolue, et un autre Premier ministre serait nommé immédiatement après l'annonce des résultats, qui pourrait être issu ou non du PS, dans ce cas-là le destin de LR serait assuré.

Le PS réduit à une portion congrue ne pourrait plus prétendre jouer un rôle de premier plan, il ne disparaîtrait pas, mais serait intégré dans une coalition dominée par REM et le MoDem, il servirait uniquement à officiellement donner une caution de gauche à REM, même si c'étaient les éléments les plus droitiers du PS qui étaient demeurés dans ce parti. Quant à ses "frondeurs" qui sont tout autant des affairistes, ils pourraient rejoindre le mouvement de Mélenchon qui entre temps se sera un peu plus droitisé, à moins qu'il se disloque au lendemain des législatives après avoir subi une lourde défaite, c'est envisageable.

L'élément qui déterminera le sort des uns et des autres est pour le moment largement inconnu, l'attitude des électeurs, des travailleurs : S'abstiendront-ils massivement, leur vote se portera-t-il massivement sur les candidats de FI ? La crise qui a éclaté au FN va-t-elle conduire ses électeurs à s'abstenir ou à se reporter sur un autre parti, lequel, FI ? REM présentant des candidats inconnus dans un très nombre de circonscription profitera-t-il de la dynamique présidentielle et bénéficiera-t-il du matraquage médiatique ou l'inverse ? Nul ne peut répondre à ces questions à l'heure qu'il est, en tout cas j'en suis incapable en me basant uniquement sur les informations disponibles sur le Net.

- Législatives : Cambadélis perd ses nerfs face à une journaliste - LePoint.fr 24.05

- Hamon soutient les adversaires de Valls et El Khomri - Reuters

Le candidat socialiste dans la course à l'Élysée, Benoît Hamon, a annoncé mardi qu'il soutenait les adversaires de Manuel Valls et de Myriam El Khomri dans la perspective des élections législatives pour lesquelles il est lui-même candidat.

Benoît Hamon apporte son soutien à Michel Nouaille, candidat communiste opposé à Manuel Valls dans la première circonscription

de l'Essonne.

Finaliste malheureux de la primaire, l'ancien Premier ministre n'avait pas respecté sa promesse de soutenir le vainqueur et avait appelé à voter pour Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Candidat à sa réélection, Manuel Valls n'est investi ni par le PS ni par La République en Marche, qui n'ont pas présenté de candidats contre lui.

Dans la 10e circonscription de l'Essonne, Benoît Hamon soutient le candidat communiste Philippe Rio plutôt que le député sortant Malek Boutih, estampillé "majorité présidentielle".

Opposant à la loi Travail défendue l'année dernière par la ministre Myriam El Khomri, Benoît Hamon ne soutient pas cette dernière dans la 18e circonscription de Paris, lui préférant la féministe Caroline de Haas, candidate sous la bannière EELV/PCF.

Dans la deuxième circonscription de Haute-Garonne, Benoît Hamon appuie le candidat EELV Salah Amokrane, qui l'a conseillé sur les questions d'égalité et de justice sociale durant la campagne, au détriment du député socialiste sortant Gérard Bapt, qui brigue un dixième mandat.

Benoît Hamon est candidat à sa réélection dans la circonscription de Trappes, dans les Yvelines, où il a été dépassé par le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, au premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 23.05

J'ai lu qu'il y avait 21 candidats qui se présentaient dans la circonscription de Valls, à croire qu'ils ont envie qu'il soit élu !

- Législatives : investis par le PS, ils s'affichent "avec Macron" - LePoint.fr

De la police au code couleur, certaines affiches ressemblent en tous points à celles des candidats investis par REM. Logiquement, le bleu domine assorti d'une allégeance à la « majorité présidentielle » : le passé socialiste est bien vite oublié.

En revanche, l'entourloupe est plus grande pour les investis PS profitant de l'étiquette de la majorité d'Emmanuel Macron. « Avec Emmanuel Macron, pour une majorité de progrès », peut-on lire sur fond bleu au-dessus de la photo de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. Les logos des partis qui la soutiennent – PS, PRG, UDE, et Génération écologie – ont été relégués en bas à droite du tract. Presque invisibles.

La plus remarquée ? L'ancienne ministre de la Santé Marisol Touraine, qui elle aussi s'est débarrassée des encombrants oripeaux socialistes. Exit le rose, place au bleu clair. Et puis pourquoi s'embêter quand on peut tout bonnement supprimer la mention « Parti socialiste » de son kit de campagne ? La candidate de la 3e circonscription d'Indre-et-Loire, bien qu'elle ait été investie par le PS, se présente donc comme « candidate de la majorité présidentielle avec Emmanuel Macron ».

Énervés, les militants socialistes tourangeaux ont lâché la députée sortante lundi, lui préférant EELV. Une cinquantaine de militants et de responsables socialistes tourangeaux ont lancé un appel aux électeurs les invitant à « porter leurs votes dès le 11 juin prochain sur les candidats fidèles aux valeurs de la gauche et de l'écologie ». La fédération socialiste d'Indre-et-Loire est même allée jusqu'à lancer une procédure d'exclusion contre elle. Son premier secrétaire, Francis Gérard, est remonté contre Marisol Touraine : « C'est une trahison, elle joue sa carte personnelle, c'est de l'opportunisme électoraliste. » Selon Le Figaro, le premier secrétaire du PS se serait contenté de lui passer un savon au téléphone, ce que Marisol Touraine dément : « Je n'ai absolument pas eu de rappel à l'ordre de la part de Jean-Christophe Cambadélis, les choses se passent très tranquillement », explique-t-elle au quotidien.

Emmanuel Macron avait pris soin de ménager les membres du PS jugés compatibles. Son parti n'a investi personne dans la 18e circonscription de Paris – où se présente Myriam El Khomri – ni dans la 3e circonscription d'Indre-et-Loire – où se présente Marisol Touraine. Un espace dans lequel les candidates se sont engouffrées.

Mais d'autres candidats socialistes vont encore plus loin. Il récupère l'habillement macroniste, même s'ils ont un candidat REM en face d'eux. Ainsi, le député sortant de l'Isère Erwann Binet a fait coller partout un cliché de lui serrant la main au nouveau président.

Pêle-mêle, ce camouflage est aussi le fait de Pierre-Yves Le Borgn' et de Philip Cordery pour les Français de l'étranger, de François André dans la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine, d'Éric Vève dans la 1re circonscription du Calvados, ou encore d'Anthony Pitalier dans la 3e circonscription de Vendée. À nouveau, on cherche le rose, on cherche le logo, pour ne trouver que du bleu et du « majorité présidentielle ».

Rappelons, car on s'y perd, la ligne officielle du parti : ni soutien ni opposition à Macron. Jean-Christophe Cambadélis a notamment envoyé la semaine dernière une note dans les fédérations valant rappel à l'ordre pour ceux qui utilisent l'expression

« majorité présidentielle » ou la photo d'Emmanuel Macron sur leurs affiches. Sauf que ce « rappel à l'ordre » n'a semblé effrayer personne. Solférino reste silencieux sur ces candidats aventureux. Sur France Inter lundi, le premier secrétaire du PS a estimé à « une petite quinzaine » ces candidats PS « qui s'affichent avec la formule majorité présidentielle », en rappelant que ce n'était pas « la position du Parti socialiste ». Mais sans préconiser une quelconque exclusion. lepoint.fr 23.05

Quelle bande de rats !

- Pour Cambadélis, un changement de nom du PS "n'est pas impossible" - Le Huffington Post

Le changement de nom du Parti socialiste est une vieille rengaine qui revient souvent du côté de Solférino. Et en ce lundi 22 mai, c'est le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, qui a évoqué cette hypothèse.

Invité sur France inter, le candidat aux législatives dans la 16e circonscription de Paris a prédit un renouvellement en profondeur de son parti. "Le PS va se refonder, se restructurer, et je serai au milieu de ce travail. Il faut regarder l'évolution des courants progressistes en Europe : il y a peut-être une reformulation du progressisme à inventer", a-t-il déclaré.

Cette refondation doit-elle passer par un changement de nom pour le PS? "Ce n'est pas impossible, on décidera", répond Jean-Christophe Cambadélis. "Aujourd'hui, on voit bien qu'il faut une continuité mais il faut aussi incarner", a-t-il poursuivi.

C'est la première fois que le député de Paris adopte cette position, chère à Manuel Valls. En 2014, "Camba" expliquait en effet qu'il était "favorable à changer la carte d'identité du Parti socialiste, (...) mais pas au changement de nationalité" de son parti.

"Je reste sur la position de François Mitterrand. Socialiste est un beau nom qui a fait ses preuves, autant le garder", soutenait-il alors. Les bouleversements politiques observés depuis trois années, que ce soit au sein de sa formation politique ou du côté de Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, ont finalement conduit Jean-Christophe Cambadélis à changer d'avis sur cette question. Le Huffington Post 22

- Jean-François Copé : "Le parti LR a besoin d'être revu de fond en comble" - Franceinfo

Une refondation complète. Voilà ce que demande Jean-François Copé pour son parti.

Les Républicains (LR). "Je pense que le parti LR, il a besoin d'être revu de fond en comble, du sol au plafond. Il faudra tout recommencer", a expliqué le maire de Meaux (Seine-et-Marne) sur le plateau des "4 Vérités" sur France 2, lundi 22 mai. Pour l'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre, ce chantier doit intervenir après le second tour des législatives. "Au lendemain du 18 juin quoi qu'il arrive, il faudra tout réorganiser", assure-t-il.

"Pour faire quoi ?", interroge Jean-François Copé, avant de livrer sa réponse : "Pour faire que les voix différentes soient mieux entendues, pour faire qu'il n'y ait pas qu'une seule ligne avec le doigt sur la couture du pantalon, pour ne pas que celui qui est chef, s'il doit y en avoir un, vire tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui". Pas de doute pour l'ex-patron de l'UMP : "Il faut changer, il faut ouvrir, il faut qu'il y ait des sensibilités, des tendances différentes." Franceinfo 22.05

- Laurent Wauquiez fustige « ceux qui ont préféré se vendre » à Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

- Woerth accuse Macron de vouloir créer un "parti unique" - AFP

Le député LR Eric Woerth a accusé dimanche Emmanuel Macron de vouloir créer un "parti unique" et jugé ce projet "très dangereux", appelant à voter pour les candidats de la droite et du centre aux législatives afin de bâtir une "opposition constructive" au chef de l'Etat.

Emmanuel Macron "cherche à créer un parti unique, c'est d'une grande violence (...) Le parti unique, c'est évidemment dangereux parce qu'il n'y a rien entre ce parti-là et les extrêmes. A un moment donné, il n'y a plus d'alternance possible", a affirmé au Grand Rendez-vous Europe 1-Cnews-Les Echos Eric Woerth, en charge du projet des Républicains pour les législatives des 11 et 18 juin.

Le nouveau chef de l'Etat "va cumuler absolument tous les pouvoirs, je pense que c'est critiquable (...) Le pouvoir ne sera pas à Matignon, pas à Bercy, il sera à l'Élysée autour d'Emmanuel Macron," a ajouté le député de l'Oise.

"En face de cela, il y a une autre alternative, c'est voter pour une majorité de droite et du centre qui travaillera avec le président de la République sans confrontation", a-t-il dit, assurant ne "pas être du tout dans l'idée d'une opposition systématique", mais d'une "opposition constructive".

Eric Woerth a estimé que le Premier ministre Edouard Philippe, issu des Républicains, s'est "fourvoyé politiquement" en acceptant ce poste. "Il va être dans une position humainement extrêmement difficile, à moins d'avoir une dose de cynisme absolue. Il va aller faire campagne contre tous les candidats qu'il a désignés lui-même au sein de la commission nationale d'investiture", a-t-il ajouté.

"Je me garderai bien de juger les hommes. C'est un ami (...) Je pense que, politiquement, il se fourvoie", a affirmé le député LR, pour qui Edouard Philippe "avait un rôle à jouer au sein de la droite" en vue d'une victoire aux législatives. AFP 21.05

- L'UDI prête à travailler avec Macron, selon Lagarde - Reuters

Le centriste Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, se dit prêt à travailler avec Emmanuel Macron, sans pour autant être "macroniste", en faisant valoir son soutien "à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

A trois semaines des élections législatives, dans un entretien au Parisien Dimanche, il met en garde le chef de l'Etat contre la tentation du "pouvoir absolu" à l'Assemblée nationale, "la pire illusion française qui a toujours abouti aux désillusions".

Le dirigeant centriste, allié aux Républicains pour le scrutin des 11 et 18 juin, envisage trois scénarios de coopération avec le nouveau pouvoir. "Sommes-nous pour autant macronistes? Non."

Si LR et l'UDI obtiennent la majorité absolue (au moins 289 députés), "pas question alors de faire la guerre au président", explique-t-il. "Il est suffisamment libéral pour qu'on puisse trouver des terrains d'entente et que ça se passe bien."

Si La République en Marche accède à l'Assemblée avec la majorité absolue "les élus UDI voteront les textes qui leur paraîtront bons." "Il aura notre soutien à 100% sur l'Europe ou sur l'égalité des Français devant la retraite".

S'agissant de la réforme du marché du travail, à laquelle l'exécutif veut procéder par ordonnances, les centristes celles-ci si elles sont "coécrites avec les groupes parlementaires", précise-t-il.

Troisième option : si une majorité relative se dégage, "il faudrait alors discuter pour construire une plate-forme de gouvernement rassemblant toutes les idées que l'on partage et arbitrer les autres". Une coalition à l'allemande à laquelle participerait l'UDI indépendamment de LR, souligne Jean-Christophe Lagarde. Reuters 22.05

[En famille. Les dirigeants syndicaux sont satisfaits de leur rencontre avec le président de l'oligarchie.](#)

Partant de là vous avez le droit de vous soulager et de les traiter de tout ce que vous voudrez, hormis de syndicalistes ouvriers !

- Macron veut boucler la réforme du travail en septembre - Reuters

Emmanuel Macron veut boucler la réforme du droit du travail en septembre, ont annoncé mardi les présidents de la CPME et de la CFE-CGC après avoir rencontré séparément le chef de l'Etat.

Le président s'est entretenu avec les partenaires sociaux des réformes qu'il veut mener dans les premiers mois de son quinquennat, les syndicats demandant du temps pour la concertation et le patronat des mesures rapides et fortes.

François Asselin (CPME) a précisé le calendrier aux journalistes : "concertation jusqu'à la mi-juin, à peu près, (...) loi d'habilitation durant l'été, avec une volonté du président de la République de passer au vote courant septembre".

Il s'agit du vote de la loi de ratification, Emmanuel Macron voulant réformer sur ce sujet par ordonnances, a-t-il précisé.

François Hommeril (CFE-CGC) a expliqué que le président souhaitait voir la loi de ratification votée fin septembre.

Pour les réformes des retraites et de l'assurance chômage, "on pourrait attendre, ou espérer en tout cas, aboutir sur quelque chose de construit, en tout cas de structuré, aux alentours de la moitié de l'année 2018", a dit François Asselin.

L'entourage d'Emmanuel Macron a précisé qu'il appartiendrait au Premier ministre, Edouard Philippe, et à la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui verront les syndicats et le patronat à partir de mercredi, "d'établir un calendrier opérationnel et de discuter dans le détail des mesures".

"Le président a indiqué que la concertation était un élément indispensable pour mener ces réformes", a-t-on souligné.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a demandé à Emmanuel Macron de donner du temps à la concertation.

"Je lui ai demandé que la méthode ne soit pas à la hussarde, qu'il n'y ait pas une forme de précipitation qui ferait qu'il y aurait d'ici à la fin de l'été, fin août, le sentiment qu'il faudrait avoir tout réglé", a-t-il dit aux journalistes.

Même message du secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly : "Je plaide (...) pour que le calendrier soit détendu".

"Il y aura une concertation cet été mais on ne règle pas certains problèmes en trois réunions, c'est évident, ou alors c'est un blocage. Je n'ai pas senti une volonté de blocage du président", a-t-il dit aux journalistes.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a exprimé des désaccords avec le président mais salué le fait qu'il semblait prêt à donner un peu de temps à la concertation.

"Le calendrier a l'air d'avoir bougé (...) J'ai cru comprendre que l'agenda rapide qui était prévu n'est pas aussi rapide que ce que j'avais cru comprendre. L'échéance de fin août ou du 1er septembre a l'air plus floue", a déclaré Philippe Martinez, saluant une "bonne nouvelle".

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a pressé Emmanuel Macron de réformer rapidement et fermement le marché du travail et de baisser bien davantage qu'annoncé le coût du travail.

"La réforme du marché du travail devrait aller vite et je crois que c'est essentiel d'aller vite sur ce gros problème français", a-t-il dit après son entretien avec le président.

Il a dit lui avoir demandé de supprimer le dispositif de pénibilité et le prélèvement de l'impôt à la source et assuré que, en l'absence de modification, son projet de transformer le CICE en baisse des cotisations augmenterait le coût du travail.

Il a fait état de divergences avec Emmanuel Macron sur l'"amplitude" et "la rapidité" des réformes et estimé que si des mesures fortes étaient prises, l'économie repartirait.

François Asselin a précisé qu'Emmanuel Macron avait décidé d'un moratoire sur des contraintes liées à la pénibilité, sans abandonner le dispositif ni l'ambition de traiter ce sujet.

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a estimé mardi matin sur France 2 qu'il fallait "que les syndicats entendent la nécessité de faire bouger les lignes".

"Si on cherche à faire une loi qui rassure tout le monde et donne raison à tout le monde, (...) il n'y aura pas de texte", a-t-il dit, jugeant qu'"on n'a pas le droit de bloquer la France parce qu'on n'est pas d'accord avec telle ou telle mesure". Reuters et huffingtonpost.fr 23.05

Je vais dire un truc aux militants trotskystes du POI et du POID : Le jour où on pourra lire dans l'éditorial de votre journal que vos dirigeants ou votre parti a rompu avec les appareils pourris des syndicats, que leurs permanents ont démissionné de leurs fonctions au sein des instances des syndicats, ce jour-là on se posera la question de savoir si vos dirigeants et votre parti sont dignes de la confiance des travailleurs, pas avant !

Y aurait-il un militant de ces partis qui pourrait nous communiquer combien ils ont de permanents dans les syndicats, combien participent à différentes institutions, depuis combien d'années et quelle est leur rémunération ? J'ai déjà posé cette question dans le passé et personne ne m'a jamais répondu. Vous aurez pu observer si vous êtes attentifs, que pas un ex-dirigeant ou transfuge n'a abordé ce sujet dans ses déclarations ou entretiens ou ouvrages.

Macron va aussi frapper les classes moyennes.

Il a décidé d'abolir l'ISF et de taxer le patrimoine immobilier, cela va-t-il s'appliquer à l'habitation principale, à partir de quelle valeur ?

Un journaliste faisait remarquer que "les classes moyennes, c'était plutôt de l'immobilier", tandis que "le 1% les plus riches" possède un patrimoine plutôt composé "d'actions et d'obligations".

[Quelques articles de presse de la veille.](#)

Comment s'adresse le suzerain à ses vassaux.

- Travail: Macron rappellera aux syndicats ses priorités dont les ordonnances - AFP

"A ce stade, il ne va pas discuter du contenu précis de la réforme, car dès mercredi le Premier ministre et la ministre du Travail vont à leur tour recevoir les partenaires sociaux, pour construire de manière opérationnelle un agenda social, en affinant le calendrier des réformes, le cadre et la méthode de concertation", a précisé l'entourage du chef de l'Etat.

Le président ne compte pas non plus négocier mardi le principe des ordonnances. "Son agenda social et ses convictions ont été largement exprimés au cours de la campagne, les Français et les syndicats savent de quoi il retourne. Car il considère qu'il doit aller vite", a indiqué l'Elysée.

Les ordonnances resteront son choix même s'il dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée à l'issue des législatives, souligne-t-on à l'Elysée.

La future réforme sera aussi l'occasion pour le nouveau président de mettre en pratique son credo : à lui les grandes lignes, au gouvernement la "déclinaison opérationnelle".

Le chef de l'Etat écouterait en retour mardi les partenaires sociaux et leurs priorités. Quant aux menaces de conflit social, il "est convaincu qu'il faut être capable de se dire ce sur quoi on est d'accord, ce sur quoi on n'est pas d'accord et ce sur quoi on est capable de discuter".

"A charge ensuite au gouvernement de déterminer un calendrier de concertation et de décider la manière concrète dont cette réforme sera mise en oeuvre, le calendrier de concertation ou encore la date où le projet de loi d'habilitation sera présenté au Conseil des ministres", a conclu l'Elysée. AFP 23.05

Le quinquennat de Hollande n'a jamais eu lieu et Macron n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande.

- Droit du travail: FO "prête à discuter" si "des marges de manoeuvre" existent - AFP

Force ouvrière est "prête à discuter" de la réforme du travail voulue par Emmanuel Macron s'il existe de véritables "marges de manoeuvre", assure dimanche son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, dans un entretien publié en ligne par Les Echos.

"De ce que j'ai pu entendre et lire, le message qu'envoie l'exécutif est que sur le code du travail, il y a des marges de manoeuvre, de vraies marges de discussion", dit M. Mailly au quotidien économique, affirmant que "si c'est le cas, Force ouvrière est prête à discuter".

La discussion "doit être une vraie concertation sur le fond avec le temps nécessaire", prévient-il, mettant en garde contre la précipitation ayant, selon lui, conduit à la fronde sociale sur la loi El Khomri à la fin du quinquennat de François Hollande.

"Le conseil que je donne au gouvernement, c'est : "ayez des relations équilibrées avec les principales organisations syndicales, n'ayez pas d'interlocuteur privilégié, ça finit toujours mal", poursuit-il, dans une référence voilée à la CFDT, soutien des précédentes réformes sociales.

M. Macron, comme ministre de l'Économie, "n'a pas fait preuve d'un grand esprit d'écoute et de dialogue", affirme M. Mailly, en citant notamment la loi éponyme qui a libéralisé le travail du dimanche. "Mais être ministre et président de la République, ce n'est pas la même chose. Nous le jugerons aux actes", conclut-il. AFP 21.05

Parole d'internaute

1- "Le candidat devenu président avait fortement envisagé de tirer sur les prud'hommes, avec en plus des difficultés actuelle rappelées :

"Seuls trois points, pour l'heure, semblent actés. Les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif seront bien plafonnées..."

http://www.liberation.fr/france/2017/05/02/loi-travail-2-les-pistes-du-chantier-macron_1566846

Certes ça devrait faire bondir les syndicats, mais comme plusieurs ont effectivement appelé à voter pour le nouveau POTF (par réf. à POTUS), pas sûr que ça manifeste tant que ça.

Et comme le gouvernement est en train d'acheter encore plus la presse (si, si, c'est possible !) pour lui brosser le poil dans le bon sens, ainsi par exemple le journal cité au-dessus : http://www.liberation.fr/france/2017/05/21/a-propos-de-mon-frere-directeur-de-la-communication-de-matignon_1571113 ("Quelles étaient les probabilités pour qu'un des responsables de la rédaction d'un titre

de gauche soit le frère du responsable de la communication d'un Premier ministre de droite ? Quasiment nulles. Sauf dans les films. Et encore. Et pourtant. Il se trouve que le conseiller à la communication du nouveau Premier ministre Edouard Philippe n'est autre que mon frère Charles Hufnagel." : CQFD), donc ça ne risque pas d'être le 4ème pouvoir qui va les gêner non plus.

Bref, on va à la catastrophe (pour les sans-dents uniquement) encore plus vite que prévu.

2- "Le sujet des Prud'Hommes m'interpelle particulièrement parce que je peux en parler d'expérience à titre de demandeur-salarié. La lenteur des procédures, notamment, m'avait conduit en 2014 à écrire à Mme Taubira en lui faisant une liste de propositions. Un courrier poli m'avait été renvoyé...point.

Quelques chiffres :

- sur 10 ans en moyenne, 200 000 nouvelles saisines déposées chaque année (ce chiffre n'a quasiment pas baissé alors que les ruptures conventionnelles ont explosé)
- chaque année, 200 000 saisines "en stock" selon le terme employé par le Ministère de la Justice
- délai en 1ère instance en hausse continue, de 15 mois en moyenne en 2015
- seulement une conciliation sur 10 aboutit
- plus de 60% de taux d'appel (sachant que dans les grandes villes le délai pour une audience en appel est d'environ 2 ans).

Bien qu'un avocat ne soit pas obligatoire en 1ère instance, un salarié qui tente de se défendre seul n'a quasiment aucune chance face à l'avocat d'une entreprise."

Macroniques

- Loi de moralisation de la vie politique : la fin des emplois familiaux - Franceinfo

Dans la rubrique ils osent tout.

- Richard Ferrand reste muet sur le "montage immobilier" révélé par le "Canard enchaîné", un porte-parole dénonce des "boules puantes" - Le Huffington Post

Richard Ferrand est le ministre de la Cohésion des territoires.

Le Huffington Post - "Que les boules puantes arrivent une semaine après la nomination de quelqu'un au poste de ministre alors que le sujet est connu aux Mutuelles de Bretagne depuis des années, franchement, ça ne trompe personne", a laissé entendre Benjamin Griveaux, porte-parole du parti et candidat aux élections législatives dans la 5ème circonscription de Paris. Le Huffington Post 24.05

N'était-ce pas le cas de Fillon (entre autres) ? Chut !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pays-Bas

- Une coalition penchant à droite envisagée aux Pays-Bas - Reuters

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte devrait chercher à former une coalition Reuters 22.05

Philippines Philippines: la loi martiale instaurée dans le Sud du pays - AFP Le président philippin Rodrigo Duterte a instauré mardi la loi martiale à Mindanao (sud) où de violents accrochages se sont produits avec des combattants liés au groupe Etat islamique (EI), et a abrégé sa visite en Russie où il rencontrait Vladimir Poutine. AFP 23.05

Bahreïn La police tire sur des manifestants à Bahreïn, 5 morts - AFP La police a ouvert le feu mardi à Bahreïn pour disperser des manifestants, faisant cinq morts et ravivant les tensions entre la dynastie sunnite et la population à majorité chiite dans ce pays du Golfe allié des Etats-Unis. AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- Trump prévoit de fortes coupes budgétaires, surtout pour les pauvres - Reuters 24 mai

La Maison blanche a présenté mardi le premier projet de budget de la présidence Trump, une feuille de route qui prévoit de réduire considérablement le financement des programmes destinés aux plus pauvres pour combler le déficit.

S'il était adopté tel quel par le Congrès, le projet de budget Trump réduirait de 3.600 milliards de dollars (3.200 milliards d'euros) les dépenses publiques d'ici la fin de la décennie.

Au premier rang de ces coupes budgétaires, 800 milliards de dollars seraient économisés à la faveur d'une diminution de l'assurance santé Medicaid, destinée aux plus pauvres, et 192 milliards seraient prélevés dans les programmes de distribution de coupons alimentaires.

Le budget octroyé du Département d'Etat et celui consacré à l'aide au développement et à la lutte contre des maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme, serait aussi réduit d'un tiers.

A l'inverse, le budget de la Défense serait, comme annoncé, l'un des seuls à augmenter, de 10% par rapport à l'actuel, et une avance de 1,6 milliard de dollars serait affectée à la construction d'un mur le long de la frontière avec le Mexique, promesse de campagne de Donald Trump qui s'est engagé à en faire rembourser par la suite le coût par Mexico.

Interrogé sur les coupes budgétaires qui vont durement affecter les plus pauvres, le directeur du budget de la Maison blanche, Mick Mulvaney, a déclaré : "Il faut avoir de la compassion pour les gens qui reçoivent des fonds fédéraux, mais il faut aussi avoir de la compassion pour ceux qui paient pour cela." Reuters 24.05

Et dire que certains ont osé affirmer que Trump avait rendu le pouvoir au peuple...

ECONOMIE

UE

L'Union européenne des multinationales.

- La justice européenne invalide la taxe française sur les dividendes des grandes entreprises - Ruptures 18.05

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé le 17 mai que la taxe de 3 % sur les dividendes des grandes entreprises instaurée en France était contraire au droit bruxellois.

La modeste contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés avait été mise en place par la loi de finances rectificative pour 2012. Il s'agissait pour Bercy de compenser l'annulation d'un autre prélèvement déjà censuré par la CJUE.

L'Association française des entreprises privées (Afev) et une vingtaine de grands groupes français – dont Danone, Total, LVMH, Vivendi et Sanofi – avaient saisi la justice européenne pour contester cette taxe sur les dividendes distribués. Les géants du CAC 40 arguaient que les bénéfices de leurs filiales étrangères se trouvaient taxés deux fois : une première dans le pays d'origine, une seconde lors de leur distribution sous forme de dividendes par la maison-mère. Le Conseil d'État avait transmis le recours à la CJUE en juin 2016.

La justice européenne vient de donner raison à l'Afev et aux multinationales, mettant en avant l'article 4 de la directive bruxelloise sur les sociétés mères et leurs filiales, qui vise précisément à empêcher une double imposition des bénéfices distribués par une filiale à sa société mère.

L'Afev « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. »

Il se trouve que l'Afep a rédigé récemment avec le Medef, le Groupe des fédérations industrielles (GFI) et le Cercle de l'industrie (lobby patronal auprès des institutions européennes créé par Dominique Strauss-Kahn) une lettre pour encourager Emmanuel Macron à aller plus loin en matière d'intégration européenne – un conseil qui semble superflu tant est grand le zèle du nouveau président dans le domaine.

On comprend aisément l'attachement au projet européen des lobbies patronaux. Le jugement récent de la CJUE l'illustre à merveille. Dans un communiqué, l'Afep « se félicite de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, qui constitue un signe fort pour l'attractivité de la France. » Les pleurnicheries patronales trouvent toujours une oreille compréhensive à Bruxelles.

La timide taxe rapportait chaque année deux milliards d'euros à l'État. L'Afep et les grands groupes français ne comptent pas se contenter de son annulation, ils veulent contraindre le ministère des Finances à rembourser aux entreprises concernées quatre milliards d'euros « indûment » perçus.

Avec Emmanuel Macron à l'Élysée, Édouard Philippe à Matignon et Bruno Le Maire à Bercy, il semble très peu probable que l'État s'oppose aux injonctions de la justice européenne. Par conséquent, on peut s'attendre à une confirmation française de l'illégalité du prélèvement. Il reviendra au gouvernement de soigner sa « com' » pour faire passer la pilule auprès des Français. Peut-être plus compliqué : il s'agira aussi de se montrer inventif pour combler le manque à gagner fiscal... ruptures-presse.fr 18.05

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 25 mai, 11 pages.

Je crois avoir compris, mais je peux me tromper, que beaucoup de travailleurs étaient abattus ou profondément démoralisés par l'évolution de la situation en France et dans le monde. Sans que je ne sache pourquoi, cela m'excite plutôt, l'adversité est comme une provocation qu'on ne peut pas laisser passer, un défi permanent qu'on doit relever, comme on doit relever la tête.

La plupart des gens vivent soumis, résignés, ils demeurent profondément ignorants, il y a quelque chose de choquant là-dedans. C'est vrai qu'ils se laissent vivre et se permettent de se plaindre, et quand vous leur livrez vos idées progressistes ou révolutionnaires qui sont tout à fait sensées, ils vous prennent pour des abrutis, c'est le monde à l'envers qui a de quoi décontenancer plus d'un militant je suppose. Il ne faut pas prêter plus d'importance que cela à cette attitude, sans l'ignorer évidemment.

Je crois que cela ne sert à rien d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce que vous leur expliquerez. Il vaut mieux les faire parler le plus possible, pour ensuite les placer face à leurs contradictions, parce que forcément ils vont les exprimer.

Je procède de la sorte avec ma compagne qui est ultra arriérée. Nos rapports ne sont pas toujours faciles. Je l'aime beaucoup cette brave femme. Des fois je me dis qu'elle vient juste de descendre de son arbre ou de sortir de sa grotte et qu'elle se trouve plongée dans notre monde sans y avoir été préparée, ce qui lui cause énormément de difficultés quotidiennement, ainsi qu'à son entourage, dont moi en premier lieu. Discrètement je la regarde agir et je perçois le moment où elle va faire une connerie malgré elle, et sur le champ je lui en montre les conséquences, parce qu'évidemment elle n'a rien vu venir, elle réalise ou se remémore son geste et sourit, elle sourit parce qu'elle a compris où était le problème. Prenons un exemple très simple, si vous retirez le couvercle qui était posé sur une casserole où cuisait du riz, avant vous prenez soin de le retourner au-dessus de la casserole pour que l'eau qui figurait sur le couvercle ne s'égoutte pas sur le sol, ensuite vous le posez sur l'évier... Quand elle ferme la porte de l'enclos des chèvres, elle ne s'assure pas qu'il n'y a pas un espace par lequel les chevreaux pourraient sortir, résultat on les retrouve dans le jardin à bouffer nos plantes !

Absolument tous les jours, le soir quand elle rentre, disons durant les quinze premières minutes il va falloir qu'elle illustre ce que je viens de vous raconter, du coup je suis devenu très vigilant à chacun de ses gestes. J'ai l'impression d'être en présence d'une petite fille en bas âge qui a tout à apprendre. On ne se dispute pas. Parfois je suis un peu énervé parce que j'ai autre chose en tête de plus important à penser. J'ai été obligé d'adapter ma pédagogie à son état et non l'inverse. J'essaie de transposer cet enseignement dans mes causeries, car je pense qu'il a une valeur universelle et que c'est le seul moyen de progresser ensemble, fraternellement. Mais il arrive aussi qu'on soit maladroit ! L'essentiel, c'est d'être bien intentionné et de reconnaître ses erreurs. Après, le jugement des autres, on s'en tape !

C'est la réalité.

Après avoir démontré à quel point le peuple était manipulable, pourquoi Macron devrait-il se gêner, franchement ? Il a le président qu'il mérite. Et puis cela démontre aussi que le peuple n'était pas mûr pour gouverner, pour la démocratie, du coup il récolte un régime totalitaire.

Quelle que soit les pressions qui ont été exercées sur le peuple, absolument personne n'a obligé un électeur à glisser un bulletin Macron dans l'urne ou à aller voter.

Alors quand maintenant un membre du cabinet d'un ministre sort que dans une région il n'y aurait pas un jeune qui saurait "lire et écrire correctement", il y en a qui hurlent au scandale, on est tenté de leur répondre que les 20 millions qui ont élu un bouffon à la présidence de la République ne devaient sans doute pas savoir lire et écrire non plus, et on est loin du compte !

Si vous avez regardé à la télévision ou sur Internet des extraits des meetings de Macron ou des entretiens qu'ils avaient donnés pendant la campagne électorale sur le thème "c'est le printemps", il y a "des arbres, des fleurs, des oiseaux, des poissons", vous vous êtes peut-être dits que vous étiez en présence d'un demeuré, mais ce que vous avez oublié de penser, c'est qu'il s'adressait à des demeurés, parce qu'il estimait que seuls des simples d'esprit pouvaient avoir fait le déplacement pour l'écouter, c'est l'idée qu'il se faisait du peuple et les faits lui ont donné raison malheureusement.

Quand on évoque le niveau de conscience médiocre des travailleurs, au mieux on nous rétorque que là n'est pas le problème, au pire on nous insulte. Et quand on évoque l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, on a le droit au même traitement. Et pourtant c'est la réalité.

Ce qui a fait autrefois les heures de gloire du marxisme ou des théoriciens du socialisme scientifique ce ne furent pas de grands discours de propagande, mais leur description rigoureuse de la réalité, de la société, des différentes classes et de leurs rapports, sans concession...

LREM - LR.

J'ai affirmé dans une récente causerie que leur objectif avec Macron président serait d'imposer en France des institutions calquées sur celles des Etats-Unis, où finalement à chaque élection deux seuls partis à la solde de l'oligarchie s'affrontent, l'un étant censé incarner la droite et l'autre la gauche. Je n'avais pas pris le temps de vérifier combien de partis ils existaient aux Etats-Unis en dehors des partis républicain et démocrate, je savais qu'il en existait d'autres mais sans les connaître précisément. Lors d'une recherche sur un tout autre sujet, sur Wikipédia je suis tombé sur la liste de ces partis, j'ignore si elle est complète, peu importe ici, les voici :

- Parti libertarien
- Parti vert
- Parti de la Constitution
- Parti réformateur
- Parti socialiste
- Parti socialiste des travailleurs (SWP)
- Parti de l'égalité socialiste
- Parti communiste des États-Unis d'Amérique (CPUSA)
- Parti ouvrier socialiste d'Amérique
- Parti Marijuana
- Parti du monde des travailleurs (WWP)
- Parti nazi américain (ANP)
- Working Families Party
- Parti national californien

On ne va s'étendre ici sur ce sujet. Toujours est-il qu'il existe au moins 16 partis aux Etats-Unis et seulement deux alternent au pouvoir ou se partagent les élus à la Chambre des représentants et au Sénat, seulement deux sont retenus pour concourir à l'élection présidentielle, ainsi est faite la Constitution qui intègre les règles électorales en vigueur.

Et cela depuis plus d'un siècle si je ne dis pas de bêtise, ce qui signifie que depuis déjà un siècle au moins, les travailleurs américains n'ont aucun droit politique, hormis ceux de constituer des partis ou des syndicats, avec tout ce que cela comprend en terme de droit d'expression, tout en étant tenus à l'écart des institutions qui ont été confisquées par l'oligarchie et les deux partis qui représentent ses intérêts, les partis républicain et démocrate.

Le mouvement ouvrier étant ainsi marginalisé, a cru bon de s'allier au parti démocrate ou de le soutenir précipitant sa déchéance et sa perte, du coup de nos jours il est exsangue ou totalement décomposé, il ne s'est jamais remis de cette épouvantable expérience.

Voilà ce qui nous attend, si nous ne tirons pas immédiatement les leçons de nos erreurs passées et présentes.

Dictature mondiale

- La radicalisation de l'Occident par prof. Jules Dufour - Mondialisation.ca 19.05

En Occident, les États cherchent à attirer l'attention sur le processus de radicalisation des individus qui, par leur nombre, ne menacent en rien les pouvoirs en place. Très peu d'analyses sont proposées pour mettre en lumière les conséquences néfastes du processus de radicalisation des États qui font la guerre, la préparent et font la promotion d'une gouvernance destructrice des valeurs humaines au profit du capital. Nous avons analysé les actions posées par les États occidentaux dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme et nous avons démontré que le terrorisme était généré principalement par l'Occident. Il est donc temps de rectifier la donne concernant le terrorisme et de cesser de débattre des concepts du processus de radicalisation de cas individuels et sporadiques et de s'interroger sur la menace permanente de la militarisation, de la perte des libertés et de la gouvernance autoritaire qui ont pris de l'ampleur au cours des dernières années.

Beaucoup d'attentats terroristes font partie intégrante du processus des guerres livrées par l'US-OTAN, comme dans le cas de la Syrie. Des centaines de morts ou blessés des attentats financés par l'extérieur s'ajoutent à des dizaines de millions de victimes des guerres. C'est ce que l'observe depuis 1945. Un total de 200 guerres livrées par l'Occident (1945-2000) afin de maintenir son hégémonie sur l'ensemble planétaire avec près de 41 millions de morts (Leitenberg, Milton, 2006, p. 79) et des centaines de millions de blessés, de déplacés et de réfugiés. C'est le prix qu'a payé l'humanité pour instaurer et assurer les assises du capitalisme dans l'ensemble du monde. Ce système économique et politique est protégé par des superpuissances nucléarisées (tels que les États-Unis et Israël) qui dominent la scène internationale en dictant la conduite du monde. La plupart des États sont sous le joug de ces puissances et ils doivent se conformer aux règles imposées. (...)

Les gouvernements des États occidentaux n'hésitent pas à utiliser la force et la violence pour réprimer toute résistance à leur endroit. Les dirigeants font appel à des forces policières ou même militaires pour rétablir l'ordre qu'ils ont eux-mêmes défini. Quand cette résistance pose un danger pour cet ordre dit démocratique ils instaurent l'état d'urgence et ont recours à des arrestations dites préventives. Alors se développe un processus de militarisation avec un pouvoir donné aux militaires de patrouiller et d'intervenir à leur guise. Nous avons été témoin, au cours des dernières années, de ce processus dans plusieurs pays de l'UE et, tout particulièrement en France, où l'état de siège et l'état d'urgence ont été instaurés et où les droits collectifs et individuels ont été érodés de façon significative. Les dernières élections présidentielles ont été placées sous la surveillance de plus de 50 000 policiers et soldats. (...)

La perte progressive de la jouissance des droits et des libertés fondamentales a été observée dans l'ensemble des régimes dits démocratiques de l'Occident. Un virage généralisé vers la droite s'est développé de sorte que ces régimes se sont transformés peu à peu en « dictatures ». (...)

Conclusion

Les sociétés occidentales exercent un pouvoir radical sur le devenir de l'humanité. L'inconscience et l'indifférence de la majorité entraînent la gouvernance des États vers des pratiques dictatoriales en imposant des règles qui restreignent progressivement la liberté de manifester et de défendre les droits fondamentaux. Les divers ordres d'enseignement collaborent à ce processus en assurant le renouvellement des valeurs capitalistes, soit celles de la recherche du pouvoir et de la domination et surtout en faisant prévaloir les principes de la compétition à toutes les échelles de l'activité humaine.

Quand le vieux monde fait régner la terreur à l'échelle mondiale.

- Les USA accentuent les bombardements aériens en Afghanistan - Reuters

L'aviation américaine a largué plus de bombes sur l'Afghanistan en avril que pendant n'importe quel autre mois depuis 2012, montrent les dernières données du Pentagone publiées au moment où des responsables de l'armée américaine pressent Donald Trump de donner son feu vert à l'envoi de renforts au sol.

L'US Air Force a largué 460 bombes et missiles le mois dernier, plus de deux fois plus qu'en mars et sept fois plus qu'en avril 2016. Reuters 25.05

- Attentat de Manchester : des militaires en armes se déploient dans les rues du Royaume-Uni - Franceinfo

- Brésil : l'armée déployée pour contenir les manifestants - LeFigaro.fr

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

- Indonésie: attentat dans un terminal de bus de Jakarta - AFP

- L'Etat islamique a revendiqué son premier attentat-suicide en Somalie. - Liberation.fr

[En régime totalitaire, "couac" et "bourde", le déni a valeur de verdict définitif.](#)

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

- Ferrand épinglé par Le Canard enchaîné, premier accroc du quinquennat Macron - AFP

Face à la polémique, l'entourage du Premier ministre Edouard Philippe a assuré à l'AFP que "la probité de Richard Ferrand" n'était "pas en cause". "Il ne saurait être question" de sa démission", a renchéri le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Le ministre de la Cohésion des territoires, secrétaire général de La République en Marche! qu'il fut un des premiers à rejoindre en provenance du Parti socialiste, dénonce une "pseudo-affaire". AFP 25.05

- Le Parquet financier n'ouvrira pas d'enquête sur le cas Richard Ferrand - L'Express.fr

Ouf !

- Pourquoi François Bayrou reste au gouvernement malgré sa mise en examen - francetvinfo.fr

Parce qu'il ne sera jugé que le 10 janvier 2019 ! Ouf !

- La grosse gaffe du cabinet de Richard Ferrand - Le Point.fr

"Pas simple de trouver un jeune qui sache lire et écrire correctement", répond le cabinet du ministre pour justifier l'emploi de son fils à l'Assemblée.

En plus d'une affaire qui mêle famille et immobilier, l'hebdomadaire révèle que le ministre de la Cohésion des territoires a aussi employé son fils comme collaborateur parlementaire.

Richard Ferrand était alors député du Finistère. Le cabinet du ministre a confirmé à Franceinfo qu'Émile Ferrand, 23 ans à l'époque, a bien été rémunéré par l'Assemblée nationale entre le 13 janvier et le 16 mai 2014 pour un total de 6 796,51 euros net, soit en moyenne 1 699,13 euros par mois. « Rien de mirobolant » pour le cabinet du ministre.

Plus surprenant en revanche, c'est la manière dont le cabinet justifie l'embauche du jeune homme. Franceinfo témoigne d'échanges d'e-mails qui « semblent attester » qu'Émile Ferrand a bien rédigé la lettre d'information de son député de père, géré son blog, son compte Facebook et lui a même réservé ses billets de train. Des tâches qui nécessitent visiblement des compétences rares dans la région. « Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet », explique le cabinet du ministre à Franceinfo. Le Point.fr 24.05

Ils haïssent le peuple, du bétail, de la chair à canon...

Pas un "excès", un détournement de fonds publics.

- Enveloppe parlementaire. Les excès du candidat LREM Alain Tourret - Liberation.fr

Le député Alain Tourret, investi cette année par La République en marche, n'a pas vraiment utilisé son indemnité parlementaire comme il est censé le faire. Cette enveloppe de 5 300 euros net par mois est destinée à couvrir les frais engagés par les députés dans le cadre de leur mandat. Mediapart révèle que Tourret aurait, en 2013, déboursé près de 5 000 euros à Darty en utilisant cet argent public. Idem pour l'achat de sa télé, des parties de golf ou de vacances au Club Med. Il a fait savoir à Mediapart, après la publication de l'article, qu'il avait remboursé plus de 16 000 euros. Liberation.fr 25.05

- Attentat de Manchester: la bourde de Gérard Collomb sur l'enquête britannique - L'Express.fr

Le nouveau ministre de l'Intérieur a dévoilé des éléments de l'enquête sur l'attentat de Manchester que les policiers britanniques souhaitaient garder sous silence. L'Express.fr25.05

Régime totalitaire En Marche !

- Après Manchester, Macron veut prolonger l'état d'urgence et une nouvelle loi antiterroriste - AFP

Le chef de l'Etat a également demandé au gouvernement de "proposer des mesures de renforcement de la sécurité face à la menace terroriste hors état d'urgence afin qu'un texte législatif soit préparé dans les prochaines semaines", selon un communiqué de l'Elysée. AFP 25.05

- Renseignement : l'Elysée tient à sa task force - Liberation.fr

Le rôle de cette structure, sous l'autorité directe du Président, serait d'unifier l'analyse des informations collectées par les services français. Mais en pleine phase de nominations, sa mise en place semble quelque peu précipitée.

Cette "task force" antiterroriste rattachée à l'Elysée comprendra "50 à 60 personnes" qui "jour et nuit collecteront toutes les informations avec un accès direct aux plus hauts responsables" pour que "des décisions puissent être prises dans la demi-heure", selon le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner.

Jusqu'ici le Conseil national du renseignement est déjà rattaché à l'Elysée, mais son coordonnateur "n'a pas la puissance qu'aura demain le responsable de la task force", a-t-il ajouté. Liberation.fr 25.05

- Haro et racket. Leur cible : La jeunesse.

- Les policiers pourront bientôt délivrer de simples contraventions pour l'usage ou la détention de stupéfiants - Franceinfo

Consommer ou détenir des stupéfiants sera bientôt puni d'une simple contravention, a affirmé le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb sur BFMTV, mercredi 24 mai. Cette mesure pourrait être mise en place "dans les 3-4 mois", a-t-il déclaré. Interrogé par l'AFP, son entourage a plutôt évoqué "la fin de l'année" comme échéance, assurant que "les mesures de réflexion et de concertation sur le sujet" seraient lancées "sans attendre".

Lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, Emmanuel Macron prévoyait déjà l'instauration de cette mesure. En février, il expliquait au Figaro que cette amende pourrait être d'environ 100 euros, et qu'une telle mesure serait "plus dissuasive et efficace" qu'une procédure judiciaire qui ne va pas toujours à son terme.

Actuellement, l'usage de drogues est passible d'une amende de 3750 euros et d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison.

Un syndicat de policiers, l'UNSA, s'est félicité de "l'application de cette revendication syndicale de longue date". "Les procédures habituelles concernant les usagers [de drogue] se révélaient jusqu'à présent trop lourdes au vu des sanctions pénales, et trop chronophages pour les services de police" explique le communiqué, et n'avaient "jamais démontré la moindre efficacité en matière de lutte contre les trafics". Franceinfo 25.05

En famille. Populisme de macronistes

- Législatives: Bertrand accuse En Marche! de "s'attaquer" aux retraités - AFP

Xavier Bertrand, président LR des Hauts-de-France, a accusé En Marche!, le parti du président Emmanuel Macron rebaptisé La République en marche, de "s'attaquer" aux retraités, avec son projet d'augmenter la CSG pour tous les Français, mercredi à Toulon.

"M. Hollande avait inventé les riches à 4.000 euros par mois, En Marche vient d'inventer les retraités riches à 1.200 euros. Je ne plaisante pas, je suis sérieux", a affirmé M. Bertrand, car "En Marche veut une augmentation de 1,7% de la CSG sans aucune compensation. Ça fait plusieurs dizaines d'euros par mois en moins sur votre revenu et votre pouvoir d'achat". AFP 25.05

- Aubry accuse Macron de vouloir "un Parlement à sa botte" - AFP

Martine Aubry, maire de Lille, a accusé mercredi Emmanuel Macron de préparer "un Parlement à sa botte"... AFP 25.05

- Cazeneuve juge que "La République en marche ne peut pas être un parti unique" - AFP

Bernard Cazeneuve appelle les électeurs à voter pour la "gauche de gouvernement", jugeant que "La République en marche ne

peut pas être un parti unique dans lequel tout le monde viendrait se fondre en niant d'où il vient", explique-t-il dans le Journal de la Saône-et-Loire mercredi. AFP 25.05

En famille. Laissez-nous le temps d'anesthésier nos troupes.

- Code du travail : réunions de travail - Franceinfo

L'entretien avec le président est cordial, le patron de la CGT pense même avoir entendu une bonne nouvelle. " L'agenda n'est pas aussi rapide que ce que j'avais pu comprendre", dit-il à la presse après l'entretien avec Emmanuel Macron. Même son de cloche chez Force ouvrière : selon Jean-Claude Mailly, le président serait prêt à ralentir le rythme. " Il ne faut pas précipiter les choses. Il faut qu'on ait le temps suffisant", dit-il.

Mais l'Élysée ne laisse planer le doute longtemps. En début d'après-midi, le président le confirme : la réforme du Code du travail sera bien bouclée dès la rentrée. De quoi satisfaire le patronat, et son représentant, Pierre Gattaz. Presser le pas ou ralentir, l'agenda annoncé par l'Élysée est d'ores et déjà au cœur de négociations qui s'annoncent difficiles, même avec la CFDT. Franceinfo 24.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Crise politique au Brésil: chaos à Brasilia où l'armée est déployée - AFP

Manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogène, incendie au ministère de l'Agriculture: la forte mobilisation contre le président brésilien Michel Temer a semé le chaos à Brasilia, poussant le gouvernement à déployer l'armée pour reprendre le contrôle de la situation.

"Actuellement, il y a des troupes fédérales ici, au palais d'Itamaraty (siège du ministère des Affaires étrangères, ndlr), et d'autres troupes arrivent pour assurer la protection des bâtiments ministériels", a annoncé le ministre de la Défense, Raul Jungmann, devant la presse.

Les heurts ont éclaté au moment où la foule déferlait dans le centre de la capitale brésilienne, en direction du palais présidentiel Planalto: la police a fait barrage en utilisant des grenades lacrymogènes, certains manifestants cagoulés répliquant par des jets de pierres.

Envahi par les protestataires qui ont "déclenché un incendie dans une salle", le ministère de l'Agriculture a dû être évacué dans l'après-midi, selon son service de presse. La police fait état de plusieurs blessés, dont au moins un par balles.

Au même moment, d'autres affrontements entre manifestants et policiers ont eu lieu dans le centre de Rio de Janeiro, lors d'une mobilisation contre la réforme du système des retraites, une des mesures-phare du gouvernement Temer pour tenter de sortir le Brésil de la crise économique.

Déployer l'armée à Brasilia "est une mesure extrême qui montre que le gouvernement a perdu tout contrôle, c'est un très mauvais signe pour notre démocratie", explique à l'AFP André Cesar, analyste politique du cabinet de consultants Hold.

Une décision qui inquiète même des alliés-clés du président Temer, comme Tasso Jereissati, président du parti social-démocrate (PSDB).

"La présence de troupes nous effraie toujours un peu", rappelle-t-il, en référence aux années de plomb de la dictature militaire (1964-1985) .

Acculé par de graves accusations de corruption, le président tente de s'accrocher au pouvoir en essayant d'éviter la défection de ses alliés politiques.

Mais les tractations ont tourné court à cause du chaos ambiant dans les alentours du Congrès, où les parlementaires pouvaient entendre les détonations de grenades assourdissantes depuis les locaux de l'assemblée législative.

"Dehors Temer!", scandait le cortège qui a rassemblé 35.000 personnes selon les autorités locales, 100.000 pour les organisateurs, de ces manifestations, convoquées notamment par plusieurs syndicats et le Parti des travailleurs (PT, gauche).

Francisca Gomes, une concierge de 59 ans venue de Sao Paulo, portait avec trois camarades un cercueil en carton noir sur lequel on pouvait lire: "Repose en paix, Temer".

"C'est la fin de ce gouvernement putschiste", affirme-t-elle, faisant allusion à la façon dont Michel Temer, 76 ans, a accédé au pouvoir en 2016, en remplacement de la dirigeante de gauche Dilma Rousseff, destituée par le Parlement pour maquillage des comptes publics.

Les appels à sa démission se multiplient depuis la semaine dernière, quand a été rendu public un enregistrement dans lequel il paraît donner son accord au versement de pots-de-vin.

Rejetant fermement cette option, Michel Temer est toutefois menacé par un possible éclatement de sa coalition, tandis qu'une enquête a été ordonnée par la Cour suprême et que plusieurs motions ont été déposées pour tenter d'obtenir sa destitution.

La pression populaire, qui avait beaucoup pesé dans l'éviction de Mme Rousseff en août 2016, pourrait également sceller le sort du chef de l'Etat, veut croire Dorival Pereira, un commerçant de 60 ans qui a voyagé pendant 18 heures en provenance de l'Etat de Mato Grosso do Sul pour manifester à Brasilia.

"En démocratie, quand le peuple est dans la rue, aucun gouvernement ne résiste. Et le peuple le fera tomber", affirme-t-il.

Les Brésiliens sont exaspérés par les scandales de corruption qui s'enchaînent ces dernières années, surtout le dernier, gigantesque, entourant le géant pétrolier Petrobras, qui a éclaboussé une grande partie de la classe politique. Dans cette affaire, le chef de l'Etat est accusé d'obstruction à la justice.

"Temer va tomber. Tout le monde dit que ce gouvernement est mort", a assuré à l'AFP la sénatrice Gleisi Hoffmann, du PT.

Mais Mauro Pereira, député du parti PMDB du président, a assuré que ce dernier resterait au pouvoir en raison de "l'inquiétude pour l'économie brésilienne".

Car cette crise pourrait freiner les réformes libérales promues par M. Temer et retarder la reprise, ce qui préoccupe les marchés: Bourse et réal se sont effondrés la semaine dernière à l'annonce des révélations sur le président. AFP 25

● Vers un « printemps latino » ? par Thierry Meyssan (16.05)

Honduras

- Honduras: un agent américain ordonne de tirer, deux femmes enceintes tuées - AFP

Un agent de la police antidrogue américaine a ordonné d'ouvrir le feu sur des civils lors d'une opération conjointe au Honduras, qui s'est soldée par la mort de quatre d'entre eux, dont deux femmes enceintes, a fustigé un rapport officiel publié mercredi.

Le compte-rendu de l'opération rédigé par des inspecteurs généraux des ministères américains des Affaires étrangères et de la Justice ont violemment critiqué le rôle du policier de la DEA dans cette fusillade survenue le 11 mai 2012 à Ahuas, dans le nord-est hondurien.

Ce jour-là, peu après 2H00 du matin, une équipe constituée d'agents de l'antidrogue américaine et de la police du Honduras escortait un canoë chargé de cocaïne saisie dans une région reculée de ce pays d'Amérique centrale.

C'est alors que leur bateau a heurté un bateau-taxi transportant seize passagers. Des policiers ainsi qu'un tireur hondurien à bord d'un hélicoptère américain qui escortait le convoi ont alors ouvert le feu.

Quatre personnes dont un adolescent de 14 ans et deux femmes ont été abattues, tandis que les autres se sont jetées à l'eau. Selon les familles, les deux femmes étaient enceintes.

Dans un premier temps, les autorités ont prétendu avoir répondu en situation de légitime défense à des tirs provenant du bateau-taxi.

Le rapport de 424 pages, en s'appuyant sur des images filmées par un patrouilleur aérien américain, a toutefois mis en

évidence qu'aucun de ces passagers n'était armé.

Il a également mis en exergue le rôle prépondérant joué par le policier de la DEA, qui a ordonné à son homologue hondurien à bord de l'hélicoptère de faire feu sur les civils.

Le gouvernement américain a lancé en avril 2012 l'opération Anvil, pour lutter contre la contrebande de cocaïne acheminée d'Amérique du Sud jusqu'aux forêts honduriennes. AFP 25.05

Venezuela

- Maduro promet une assemblée constituante fin juillet - Reuters

Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, s'est engagé, comme il l'avait promis au début du mois, à mettre en place cet été une assemblée constituante chargée de réécrire la Constitution.

L'élection de ses 540 membres aura lieu fin juillet et les élections régionales, initialement prévues en 2016, seront organisées le 10 décembre, ont précisé les autorités.

L'opposition, qui exige le départ du président Maduro et organise des manifestations quasi quotidiennes depuis bientôt deux mois, refuse la création de cette constituante, y voyant une manœuvre pour éviter un scrutin présidentiel. Reuters 25.05

Tunisie

- Tunisie: "ni terroristes ni casseurs", des manifestants du sud ne "lâchent rien" - AFP

"Ni terroristes ni casseurs": près du site pétrolier d'El-Kamour, dans le sud tunisien, des protestataires assis en plein soleil et munis de grands réservoirs d'eau se disent déterminés à défendre leurs "droits", mais insistent sur leur caractère pacifique après des violences.

A plus de 130 km de Tataouine, en plein désert, ils sont environ 250 à poursuivre la contestation. Initié mi-mars pour réclamer notamment le "droit à l'emploi", leur sit-in s'est inscrit dans la durée malgré l'ouverture de négociations avec les autorités, avant de basculer dans la violence lundi.

Alors que le calme est revenu depuis la veille, certains, pieds nus et têtes couvertes pour se protéger du soleil, se rafraichissent près de cinq réservoirs. D'autres jouent aux cartes dans leurs tentes, ou discutent des événements qui ont abouti lundi à la mort d'un des leurs, percuté par une voiture de la Garde nationale (gendarmerie).

"Nous ne sommes ni des terroristes, ni des casseurs! Nous sommes des habitants de cette région marginalisée qui réclament leurs droits à une vie digne", affirme à l'AFP Saber Bou Ajalaa, un chômeur de 28 ans.

Dénonçant une "diabolisation" du mouvement et la tentative des forces de l'ordre de les chasser des lieux, il se dit "plus que jamais déterminé". "Nous ne sortirons pas du cadre pacifique", promet-il, près d'une voiture de la protection civile calcinée et encore fumante.

Dans plusieurs tentes, des matelas usés, des marmites vides ou encore un stock de produits alimentaires gisent au sol, témoignant des semaines de vie rudimentaire déjà écoulées.

C'est devant le complexe pétrolier gardé par l'armée qu'Anouar Sekrafi, 21 ans, a été tué durant des heurts avec les forces de l'ordre.

Selon le ministère de l'Intérieur, il a été percuté accidentellement par une voiture de la Garde nationale alors qu'elle faisait marche arrière.

Des manifestants continuent toutefois de réfuter cette version, en s'appuyant notamment sur une vidéo partagée en masse sur les réseaux sociaux où l'on voit une voiture de la gendarmerie roulant à grande vitesse en direction du manifestant. Quelques instants plus tard, un atterrissage est visible autour du même homme gisant au sol.

"Les manifestants jetaient des pierres sur les agents de la Garde nationale et d'un coup j'ai vu des véhicules des forces de l'ordre circulant rapidement: l'une d'elles a percuté un manifestant qui est tombé sur le ventre puis a été écrasé", affirme à l'AFP Tarek Saïdi, l'auteur de la vidéo.

A Tunis, un collectif citoyen a réclamé l'ouverture d'une enquête "impartiale" et, mardi, des milliers de personnes en colère ont assisté aux funérailles du jeune homme, à Bir Lahmer, à 30 km au nord de Tataouine.

A El-Kamour, un mémorial fait de pierres et orné d'une plaque commémorative a été érigé à l'endroit même de l'accident.

Habib Lilaoui, 31 ans, n'en démord pas. "C'est à cause des autorités et de leurs fausses promesses que nous en sommes arrivés là, jusqu'à perdre notre ami!", enrage-t-il.

Le 10 mai, ces manifestants ont entendu le chef de l'Etat Béji Caïd Essebsi annoncer le recours à l'armée pour protéger les sites de production d'éventuels blocages.

"Le président nous a laissé tomber! Le chef du gouvernement et le ministre de l'Emploi (Iyed Hammami) encore davantage!", estime Radhouane Harrar, un chômeur de 43 ans.

"Nous n'avons peur de personne, même pas des scorpions et des serpents qui se promènent entre nos tentes. Nos revendications sont légitimes", renchérit Béchir Bilouli, 27 ans.

Recrutement de 5.000 chômeurs, création d'un fonds d'investissement de 100.000 dinars (40.000 euros) par an... à Tataouine, face aux propositions faites jusque-là par le gouvernement, le porte-parole du comité de coordination du mouvement, Tarek Haddad, en fournit volontiers la liste.

A ceux qui voient des mains politiques tirer les ficelles, il dément "toute influence extérieure" et revendique le soutien d'une région tout entière.

Des tags reprenant le slogan du mouvement --"Errakh lé" ("On ne lâche rien")-- captent le regard à divers endroits de la cité, dont certaines routes restent entravées par des pneus, des grosses pierres et du sable.

"Le mot d'ordre de la révolution (de 2011) était "Dégage". Maintenant, c'est "Errakh lé", clame Abdessalem, un habitant du centre-ville, la trentaine. AFP 24.05

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mai 2017

CAUSERIE

On n'a pas eu de mousson ou de grosses pluies depuis octobre 2015, j'entends le tonnerre et il commence à pleuvoir. Si le site n'était pas actualisé demain, ce serait pour cause de coupure de courant ou pire...

● Causerie du 26 mai, 10 pages.

[Un courriel reçu du psychopathe qui me harcèle depuis des années, sympathisant de la tendance communiste internationaliste du POID.](#)

- "Ca se soigne

Jamais Marx, Lénine, ou Trotsky n'auraient osé prendre la masse de travailleurs pour des abrutis, masse des travailleurs qui ont pourtant osé faire la révolution en 1789, 1830, 1848, 1871 en France....1936, 1945-1947, 1953, 1968, 1995, 2003...et en 1905, 1917 en Russie après pourtant des décennies de tsarisme !!! (Vous avez oublié toutes les guerres coloniales, impérialistes auxquels ils ont participé ou qu'ils ont soutenues. Pour vous donner un ordre de grandeur approximatif, les Etats-Unis ont fomenté ou directement participé à 200 guerres, chacun peut le vérifier sur Wikipédia par exemple. - Tardieu)

Et toi, planqué derrière ton ordinateur, tu te permets de faire de la morale, de rabaisser ta femme au rang d'animal !! (D'abord ce n'est pas ma femme, mais ma compagne. Ensuite, à ma connaissance les homo sapiens ou leurs contemporains néandertaliens étaient des hommes et non des animaux. - Tardieu)

On se demande bien qui, en réalité, est l'abruti et qui, dans ses meilleurs jours, a le culot de se prendre pour Lénine, avec toutes les conneries débitées à longueurs de pages et de pages....il ne faut vraiment pas avoir honte et être un mégalo de première

grandeur, frappé de narcissisme obsessionnel !! Même dans un coin perdu de l'Inde, ça doit pouvoir se soigner !!" (J'espère bien que non pour ne pas vous ressembler ! - Tardieu)

Fin

Ma réponse à ce tissu de saloperies.

Je la dédie à ma compagne Selvi.

Monsieur,

Je vous dirais bien de ne pas prendre votre cas pour une généralité, mais je pense que c'est inutile parce que votre cas est incurable ! Et vous voyez, même les crétins de votre genre je les respecte.

Vous ignorez tout du milieu dans lequel je vis, et vous n'avez jamais été en contact avec une personne qui semble être sortie de la préhistoire. Vous me direz qu'elle a tout de même subi l'influence d'une civilisation. Certes, mais une civilisation qui a toujours maintenu le peuple à l'écart du progrès social ou de pratiquement tout développement, de sorte qu'il a atteint un niveau de conscience à peine plus élevé que ce qu'il était dans la nuit des temps, mais cela on ne peut le saisir qu'en observant attentivement son comportement, disons à la manière d'un anthropologue.

Que vous n'ayez pas développé les facultés qui permettent de se livrer à ce genre d'observation, ne vous permet pas de juger et encore moins d'insulter ceux qui y portent un intérêt.

Le respect est un principe qui visiblement vous fait défaut, et en m'attribuant des intentions peu avenantes envers ma compagne vous étalez votre ignorance et votre mépris pour tout ce que vous ne comprenez pas. Vous avez eu la réaction d'un être particulièrement borné dont le mode de pensée est anti-scientifique.

Savez-vous que l'Inde est le pays qui comporte en pourcentage le nombre le plus élevé au monde d'illettrés ?

Savez-vous qu'en Inde il existe encore plus de 50 millions de personnes qui ne sont pas intégrées dans la société. Parmi elles un grand nombre sont nomades, et parmi celles qui se sont sédentarisées au cours du demi-siècle passé, elles se sont installées en lisière des villes et des villages, et il n'y a pas si longtemps elles vivaient encore dans les forêts. Un grand nombre d'Indiens qui sont aujourd'hui intégrés dans la société proviennent de ces populations et ils en sont demeurés très proches par leur mode de pensée ou leur niveau d'évolution.

Et bien voyez-vous, ma compagne en est une représentante, et comme elle est une femme, elle est encore plus proche de ces peuples indigènes. Je vais même vous dire un truc qui va vous clouer le bec. Elle en parle volontiers, c'est un sujet de plaisanterie, et elle arbore parfois spontanément la même coiffure que les Katuvasi, à la maison seulement, à l'extérieur ou dans la rue elle en aurait honte, alors que cela ne pose aucun problème avec moi, au contraire je trouve que c'est très gracieux, c'est une sorte de chignon que les femmes portent sur le côté en laissant pendre une grande mèche, cela me fait penser à la queue d'un perroquet.

Elle a d'autres sources récurrentes d'humiliation, par exemple la couleur de sa peau très foncée qui la traumatise littéralement, et qu'elle partage avec les Katuvasi. Au Tamil Nadu ou chez les dravidiens, avoir la peau très foncée est une tare, un défaut, une malédiction... Après trois ans de vie commune elle me demande encore si j'aime la couleur de sa peau, et je lui réponds qu'elle est magnifique, d'autant plus qu'en été elle bronze et devient aussi noire qu'une Ethiopienne, d'ailleurs la ressemblance morphologique est tout à fait étonnante. Son illettrisme lui procure aussi une profonde humiliation. Elle a travaillé pendant 20 ans chez des Allemands, et tout ce qu'ils ont pu lui apporter pendant cette longue période fut le port du soutien-gorge ! A l'opposé, l'une des premières choses à laquelle je me consacrai fut de lui apprendre à lire et à écrire sa langue, que depuis elle maîtrise plus ou moins avec bien des difficultés parce qu'elle ne la pratique pas suffisamment.

Bref, lorsque j'ai rencontré cette femme, elle était craintive, il y avait quelque chose de triste dans son regard, les hommes la terrorisaient littéralement, depuis le décès de son épouvantable époux 23 ans auparavant, elle n'avait eu aucun contact avec un homme et elle n'avait jamais envisagé de refaire sa vie. Depuis qu'elle vit avec moi, elle se sent en sécurité et apaisée, elle s'est épanouie, et si elle n'a pas pu se séparer totalement de ses complexes d'infériorité, ils ne la tourmentent plus comme dans le passé parce que je l'ai aidée à les dépasser en leur donnant une signification sociale ; on n'a pas évoqué les castes parce qu'elles ont pratiquement disparu, sauf pour l'état civil ou le législateur et chacun comprendra pourquoi sous ce régime semi-féodal d'où le régime néolibéral est si proche, les afro-américains pourraient vous en parler mieux que moi.

Chacun aura compris sur la base des faits, j'y tiens, des rapports que j'ai avec ma compagne, que je lui témoigne un profond respect, sans ignorer tout ce qui nous rapproche et tout ce qui nous sépare et demeurera irréductible dans le futur. Je suis quelqu'un de très attentionné au sort de mes semblables au cas où vous ne l'auriez pas remarqué - la misère du monde que je

vois défilé quotidiennement sous mes yeux m'accable ou m'attriste profondément - du plus misérable au plus nantis, dont vous devez faire partie, et ma longue réponse en témoigne, je n'y étais pas obligé, j'aurais pu vous mépriser puisque c'est ce que vous méritiez, mais j'ai estimé que c'était une bonne occasion pour partager une expérience autre que politique avec les lecteurs.

J'ai déjà parlé de tout cela dans de précédentes causeries et vous avez feint de l'ignorer pour vous connecter quotidiennement sur mon portail selon vos dires.

Votre intention était manifestement de me nuire ou de porter atteinte à mon intégrité morale, et je pense que cela avait davantage à voir avec un autre passage de ma causerie où j'évoquais une fois de plus à la manière d'Engels et de Lénine l'embourgeoisement des travailleurs et du mouvement ouvrier, j'aurais pu ajouter l'influence de l'idéologie de la classe dominante sur leur mode de pensée dont vous venez justement de nous donner un échantillon peu glorieux ou détestable.

Ce que vous ne supportez pas en fait, c'est la réalité, du coup vous ne l'avez jamais comprise et vous ne pouvez pas comprendre les gens qui ne pensent pas comme vous, vous les méprisez ou pire encore. Vous avez évolué tant bien que mal durant le premier tiers de votre existence, et ensuite vous vous êtes fossilisé, ce qui ne vous a jamais permis de faire la critique de votre courant politique et vous a conduit à reproduire ses erreurs en les justifiant par des procédés indignes.

C'est vous aussi qui m'aviez écrit qu'il ne fallait pas accorder d'importance à l'idéologie et à la manière dont les masses étaient conditionnées. C'est vous aussi qui estimiez qu'accorder de l'importance aux institutions telles que le groupe Bilderberg était inutile. Or Macron est le produit de cette idéologie, du conditionnement des masses, et il était le candidat de l'oligarchie financière qui trône au sommet du groupe Bilderberg ou encore de la French-American foundation où il avait été recruté. Bref, vous avez eu faux sur toute la ligne, les faits le prouvent.

Et à aucun moment vous ne vous êtes demandé comment cela avait pu se traduire au niveau de votre analyse de la situation, des prises de position de votre courant politique, des rapports qu'il avait entretenus avec les différentes classes ou leurs représentants. Inutile puisqu'avant même d'examiner la réalité, votre interprétation de la situation devait correspondre à votre théorie gravée dans le marbre depuis un siècle ou plus. Et c'est un tel aveuglement qui devrait servir de phare ou d'avant-garde à la classe ouvrière, autant dire qu'elle serait condamnée à l'obscurité pour l'éternité.

Vous pouvez vous gargariser tant que vous voudrez de citations ou de références aux marxistes, répéter sans cesse les mêmes formules, les mêmes sophismes, les mêmes lieux communs, vous n'aurez aucune légitimité pour parler en notre nom ou au nom du socialisme tant que vous refuserez d'aborder la réalité telle qu'elle est. Pour l'illustrer, ce n'est pas un hasard si le discours de vos dirigeants ne se renouvelle pas ou fait preuve d'une telle médiocrité en matière d'imagination, car seule la réalité peut en fournir la matière, à défaut ils se condamnent à reproduire en boucle la même rhétorique depuis 40 ans coupée de la réalité.

Et vous savez pourquoi ils ont réussi leur coup d'Etat avec Macron ? Parce qu'ils sont partie de la réalité, sinon ils n'auraient jamais pu parvenir à leur fin.

Vous faites partie de ces gens ignobles qui essaient de me faire passer pour ce que je ne suis pas ou pour ce que je ne me prends pas, mais avec moi cela ne prend pas voyez-vous.

Et puis je ne me cache pas derrière un ou plusieurs pseudonymes, je n'avance pas masqué, mes lecteurs savent pratiquement tout de moi.

Au fait, vous n'avez pas répondu à mes questions : Il y a combien de permanents du POID et du POI dans les syndicats, depuis combien d'années, quelle est leur rémunération, quels sont leurs avantages en nature, quelle est la rémunération des permanents de ces partis ? Quand comptent-ils mettre un terme à leur statut de permanent ou rompre avec les appareils corrompus des syndicats ? Les dirigeants de votre courant politique déclarent-ils désormais leur véritable rémunération aux organismes sociaux ? Ont-ils remboursé la somme importante qu'ils leur avaient escroquée pendant des décennies, faut-il que je les interroge ou que je m'adresse au ministre pour obtenir une réponse ?

C'est peut-être cela qui l'a mis hors de lui !

Adieu petit monsieur, je n'ouvrirai plus jamais aucun de vos courriels.

Fin.

Je crois être assez vieux (62 ans) pour pouvoir dire tout ce que je pense.

Les hommes sont ce qu'ils sont. Ils ne sont ni bons ni mauvais. Ils peuvent être bons quand le contexte s'y prête, et ils peuvent être mauvais ou même cruels quand les circonstances leur sont défavorables. Or, plus il y a de guerres à travers le monde, plus il y

a d'actes de barbarie commis sur tous les continents, plus il y a d'inégalités et d'injustices dans tous les pays, plus les facultés des hommes seront mises à rude épreuve, plus ils auront tendance à réagir émotionnellement ou moins leur comportement sera rationnel, moins ils seront aptes à réfléchir, on vient d'en avoir un exemple saisissant.

Il faut à tous prix en avoir conscience ou prendre le temps d'y réfléchir. On nous dit que nous vivons à une époque très troublée, confuse, certes, mais ô combien riche en contradictions, donc en matériaux pour réfléchir et imaginer un monde meilleur car c'est possible. C'est de là que doit émerger la théorie révolutionnaire pour changer la société et nulle part ailleurs.

Qui a dit ?

"Prenez quelqu'un qui est dans le bon état d'esprit, vous pouvez tout lui prendre et le jeter à la rue, je vous garantis qu'il sera rapidement de nouveau au top".

"Prenez une personne qui a une mauvaise mentalité, vous pouvez lui offrir tout ce qu'elle veut, elle finira quand même par se retrouver au fond du trou".

En mars, il avait comparé les esclaves à des immigrés en quête du rêve américain.

Réponse: Ben Carson, afro-américain, ministre du Logement de Trump, le 24 mai. (Source : huffingtonpost.fr 25.05).

En Marche vers la monarchie absolue ! Sont-ils en train de rejouer le même coup que lors de la présidentielle ?

- Législatives 2017 : un record de candidatures depuis 2002 - latribune.fr

La bataille promet d'être difficile. A quelques semaines du premier tour des élections législatives, le ministère de l'Intérieur a publié, ce mardi 23 mai, la liste complète des candidats à la députation. 7.882 candidats devraient s'affronter sur les 577 circonscriptions du territoire français. Ce nombre reste néanmoins inférieur au record de 2002 qui avait vu s'affronter 8.221 candidats.

Au regard des chiffres mis en ligne par le ministère, le nombre de candidats a explosé en 30 ans . Alors qu'il y avait seulement près de 2.800 candidats en 1988, le nombre de prétendants à l'Assemblée nationale a plus que doublé (x 2,8) pour les prochaines échéances électorales de juin. Et surtout, le nombre de candidatures pour 2017 est largement supérieur à la moyenne des dernières décennies qui se situe à 6.260.

En ce qui concerne la moyenne du nombre de candidats par circonscription, la tendance est plutôt à la hausse. En 1988, les prétendants aux élections étaient environ 5 à se présenter par circonscription. En 2017, ils sont près de 14, soit presque trois fois plus. Sur les trois dernières décennies, la moyenne se situe à 11.

Certaines circonscriptions vont faire l'objet de batailles électorales très disputées. En France métropolitaine, le record du nombre de candidatures se situe dans la 18ème circonscription de Paris avec plus de 26 candidatures dont celle de l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. La seconde circonscription de Paris devrait être également très disputée avec 24 candidatures et les candidatures de Nathalie Kosciusko-Morizet et Henri Guaino. A Paris, la lutte promet d'être rude avec 374 postulants pour seulement 18 sièges. A l'inverse, la circonscription qui compte le moins de candidats se situe en Corse du Sud avec sept prétendants. latribune.fr 24.05

J'ignore dans quelle mesure ce sondage est fiable ou fabriqué, s'il correspondait à la réalité, ce serait inutile d'appeler à voter pour les candidats de la France insoumise, autant boycotter cette élection, insister serait se compromettre. Il se pourrait que l'abstention, les votes blancs et nuls avoisinent 40% ou plus, ce qui expliquerait ces résultats.

La piètre prestation de Le Pen lors du débat face à Macron, sa défaite, ses reniements et maintenant la crise qui disloque son parti, sont autant d'éléments qui vont dissuader de nombreux électeurs de voter pour ses candidats.

Cette analyse vaut pour La France insoumise dont la quasi-totalité des candidats sont inconnus des électeurs. De plus ses candidats vont devoir affronter une multitude de candidats qui sont étiquetés de gauches, de sorte que le vote de "gauche" va se trouver éparpillé, éclaté, au grand bonheur de LREM et de LR, peut-être même du PS. Etait-ce voulu ? Devinez !

Bon, je sens que l'heure approche où je vais pouvoir enfin profiter de ma retraite...

Le matraquage maconique s'emballe.

- Emmanuel Macron résiste à la poignée de main de Donald Trump et impressionne les médias américains - Franceinfo

- Emmanuel Macron : a-t-il réussi ses premiers pas sur la scène internationale ? - Franceinfo

- Macron dans la cour des grands à l'Otan - AFP

- Macron prend le pouls de ses homologues à Bruxelles - Reuters

- La majorité absolue à l'Assemblée pour Macron, selon un sondage - Reuters

- Macron prend l'antiterrorisme en main - LeFigaro.fr

- Macron et RSF mobilisés pour Mathias Depardon - Liberation.fr

Quel bonheur leur société !

- Tous nos vieux de bonheur - Liberation.fr

Près de 700 000 personnes âgées vivent en maison de retraite, contre leur gré pour une large partie d'entre elles. Liberation.fr 25.05

- Près de 50 000 enfants disparus par an et des familles démunies - Liberation.fr

En France, en 2016, 49 347 mineurs ont été enregistrés dans le fichier des personnes disparues.

Le bilan des disparitions d'enfants en France a de quoi affoler. Parmi ces 49 347 mineurs recensés en 2016, l'immense majorité sont des fugueurs (48 156).

Un chiffre que la directrice de l'association, Anne Larcher, invite à ne pas «relativiser» puisque, selon le CFPE, même en cas de fugue, l'épreuve vécue par les familles est terrible : un tiers des enfants sont retrouvés dans les jours qui suivent, un autre tiers dans les trois mois et le dernier tiers parfois des années plus tard. Restent près de 1 200 enfants dont la situation est plus préoccupante : 497 ont été enlevés ou détournés par une personne majeure, souvent l'un des deux parents, et 687 font l'objet de disparitions «inquiétantes», c'est-à-dire que les éléments de l'enquête ne permettent pas encore de déterminer les motifs de leur disparition. Liberation.fr 25.05

Ils osent tout

- Barack Obama reçoit le Prix allemand des médias - AFP

- Erdogan reçu à Bruxelles, l'UE veut "continuer à coopérer" avec la Turquie - AFP

Terrorisme d'Etat pour terroriser la population

- Le terroriste de Manchester faisait-il partie d'un groupe djihadiste autrefois soutenu par Londres ? francais.rt.com

Salman Abedi, Britannique d'origine libyenne, a baigné dans un contexte familial djihadiste et ressentait un désir de «vengeance». Il était également proche d'un groupe djihadiste libyen qui aurait reçu l'appui du Royaume-Uni pour renverser Kadhafi.

Alors que l'enquête suit son cours pour déterminer les motivations et liens entretenus par Salman Abedi avec des groupuscules terroristes, un article du Middle East Eye semble affirmer que le jeune homme de 22 ans auteur de l'attentat suicide de Manchester, ainsi que d'autres membres de sa famille, avaient des liens très étroits avec un groupe djihadiste appelé Groupe islamique combattant libyen (GICL), une branche d'Al-Qaïda qui aurait été appuyée par Londres dans les années 1990 pour éliminer Mouammar Kadhafi.

L'article du Middle East Eye rappelle notamment qu'en 2002, un ancien agent du MI6 devenu ensuite lanceur d'alerte, David Shayler, avait accusé l'agence d'espionnage britannique d'avoir collaboré avec le GICL en 1996 dans le but d'assassiner le dirigeant libyen. Une allégation que le gouvernement britannique a toujours fermement nié.

Le Middle East Eye affirme également qu'en 2011, le Royaume-Uni a permis aux membres répertoriés du GICL vivant sur le territoire britannique de rentrer en Libye pour lutter contre le gouvernement de Kadhafi.

Des liens étroits avec le djihadisme libyen

Depuis que son identité est connue, de nombreux détails sont apparus à propos de Salman Abedi et de sa famille. Selon son jeune frère Hachem, arrêté le 23 mai dernier par les autorités libyennes, Salman Abedi était connu des services de renseignement britanniques comme «appartenant au groupe Etat islamique».

L'auteur de l'attaque suicide de Manchester est né dans la troisième ville britannique, où vit notamment une importante communauté libyenne.

Selon un responsable de sécurité libyen, le père de Salman Abedi, Ramadan, était membre du GICL, un groupe hostile à Mouammar Kadhafi et très actif dans les années 1990.

Traqué par les autorités libyennes de l'époque, comme les autres membres du GICL, Ramadan Abedi avait trouvé refuge en Grande-Bretagne, d'abord à Londres puis à Manchester, où la famille s'était installée dans une banlieue résidentielle modeste, Fallowfield.

Selon les médias britanniques, les Abedi fréquentaient la mosquée locale de Didsbury. Ramadan y faisait l'appel à la prière, et l'un des frères d'Abedi, Ismael, 23 ans, arrêté par la police immédiatement après l'attentat, y faisait du bénévolat.

Salman Abedi avait entamé en 2014 des études de commerce et de management à l'université de Salford, dans l'agglomération de Manchester, mais avait abandonné après un an.

Un porte-parole de la communauté libyenne de Manchester, Mohamed Fadil, a expliqué à l'AFP que Salman Abedi était «plutôt à l'écart, tranquille et réservé». «Les gens savaient qu'il avait des problèmes de comportement, il n'était pas respectueux ni poli, plutôt introverti et très bizarre, on dit dans la communauté qu'il buvait de l'alcool et fumait de l'herbe», a ajouté le porte-parole, pour qui les séjours libyens du jeune homme seraient à l'origine de sa radicalisation.

Un désir de vengeance après le meurtre d'un ami tué par des Britanniques

Selon un proche de Salman Abedi à Tripoli, l'une des motivations du jeune homme pourrait avoir été le fort désir de vengeance qu'il ressentait depuis la mort en mai 2016 d'un ami poignardé par un groupe de jeunes Britanniques.

«Cet incident a suscité un sentiment de colère chez les jeunes Libyens de Manchester et surtout chez Salman, qui a exprimé clairement son désir de vengeance», a expliqué cette même source à l'AFP. «Nous avons réussi à calmer les jeunes du quartier qui se sentaient visés par l'attaque en tant que musulmans, mais il semble que Salman n'a pas oublié l'incident», a-t-il ajouté.

Selon les médias britanniques, l'ami présumé de Salman, Abdul Wahab Hafidah, avait été pourchassé puis tué par un groupe de jeunes, dont le procès est toujours en cours.

Interrogée par le Wall Street Journal, la sœur de Salman, Jomana, a donné une autre raison à ce désir de vengeance : «Il a vu des enfants – des enfants musulmans – mourir dans le monde et il voulait les venger. Il a vu les bombes que les Etats-Unis ont lâché sur des enfants en Syrie et il voulait les venger», a-t-elle expliqué au journal new-yorkais.

Quatre jours avant l'attentat, selon un proche de la famille qui vit lui aussi à Manchester, Salman Abedi se trouvait en Libye. «Son père voulait qu'il reste en Libye. Mais Salman a insisté pour rentrer à Manchester», a-t-il dit sous couvert de l'anonymat.

Ramadan Abedi était rentré dans son pays en 2011 pour combattre les forces de Mouammar Kadhafi aux côtés des rebelles pendant la révolte qui a renversé le dirigeant libyen, selon des médias britanniques.

Selon le Wall Street Journal encore une fois, Salman l'y aurait accompagné.

Six ans après la révolte, la Libye est toujours plongée dans le chaos et le groupe Etat islamique, qui a revendiqué l'attentat, y est implanté même s'il a récemment subi des revers à Syrte, dans le nord du pays. francais.rt.com 25.05

Commentaires d'internautes

1- Tiens encore un pur produit de nos sociétés qui se retourne contre nous. On bombarde au moyen orient, on crée des groupes terroristes pour renverser des dictateurs et nous assurer une part des ressources locales au profit des multinationales, au final c'est toujours le peuple qui paye les pots cassés en finançant nos armées qui envahissent ces pays et en se prenant un attentat par ci par là pour justifier ces guerres que l'on a initiées.. Si tout le monde était au courant que ces gens étaient des

terroristes, pas des menaces potentielles, mais bien des terroristes que l'on a formés et armés nous mêmes, pourquoi les arrêter que maintenant..

2- A trop jouer avec le feu on finit par se brûler. Tant que ces djihadistes massacrent des musulmans et détruisent leur pays, l'occident qui les a créés les protègent et quand ils se retournent contre ceux qui les nourrissent ils deviennent des terroristes. On avait vu ça avec les terroristes algériens qui en Algérie avaient commis les pires massacres et même le revendiquaient, et qui avaient trouvé refuge en Angleterre, Suisse, France, Allemagne, états-unis, Canada.....jusqu'à aujourd'hui, des terroristes condamnés en Algérie pour actes terroristes ou apologie du terrorisme et dont l'Algérie a demandé l'extradition, continuent de vivre pépères en Europe ou aux états-unis.

3- Les pires terroristes ce sont ceux qui ont créé ces terroristes d'El Qaïda à Daesch en passant par El Nosra, Boko Haram...

Régime totalitaire. Ils massacrent les peuples.

- Le Pentagone reconnaît sa pire bavure dans une attaque contre Daech - huffingtonpost.fr

Le Pentagone a reconnu ce mardi 24 mai la pire bavure de la campagne contre le groupe Etat islamique -105 victimes civiles dans un bombardement le 17 mars à Mossoul- attribuant toutefois ce terrible bilan à des explosifs de l'EI, et non à la bombe américaine elle-même. huffingtonpost.fr 25.05

- Syrie: 35 civils tués par des frappes de la coalition (OSDH) - AFP

Des frappes aériennes de la coalition dirigée par les Etats-Unis ont fait au moins 35 morts parmi les civils jeudi dans une ville de l'est de la Syrie aux mains du groupe Etat islamique, a annoncé une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Parmi les personnes tuées figurent au moins 26 parents de combattants de l'EI, des Syriens mais aussi des Marocains, a précisé à l'AFP le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahman.

"Les neuf autres sont des civils syriens, dont cinq sont des enfants", a-t-il précisé.

Le Pentagone s'est refusé à tout commentaire. AFP 26.05

- États-Unis : des innocents exécutés à cause de tests ADN du FBI erronés - AFP

Le FBI fait son mea culpa. Le service de renseignement américain reconnaît des manquements par le passé dans ses analyses scientifiques, qui ont conduit à condamner à mort et faire exécuter plusieurs prisonniers. Il a publié dimanche 19 avril un communiqué, en réponse à un rapport de l'Inspection générale (OIG).

Selon ce document publié en juillet, 60 prisonniers auraient été condamnés à mort aux États-Unis à cause d'analyses scientifiques erronées et de témoignages douteux. Trois d'entre eux ont été exécutés. Les autres ont passé des années dans le couloir de la mort pour rien.

La police fédérale admet des "erreurs de scientifiques du FBI dans l'analyse de cheveux au microscope ou de rapports de laboratoires" dans des affaires criminelles.

L'un des trois prisonniers, exécuté au Texas en 1997, n'aurait pas encouru la peine capitale sans les éléments à charge défectueux.

Un autre détenu a été innocenté 27 ans après sa condamnation. Au moins cinq autres verdicts ont été annulés, après que les "analyses erronées et les témoignages scientifiquement intenable" d'un analyste du FBI ont été mis au jour.

Des affaires traitées à la légère

Dans ses recommandations au ministère de la Justice, l'OIG dresse la liste des condamnés dont les dossiers doivent être réexaminés. Leurs cas ont été revus par des scientifiques indépendants et posent question. L'institution demande donc aux autorités de revoir les pièces à conviction et de "prendre des mesures immédiates pour s'assurer que ces accusés soient bien alertés que leur peine a pu être entachée par des analyses et des témoignages peu fiables".

En 1997, un premier rapport de l'OIG avait pointé des irrégularités graves commises dans des enquêtes judiciaires par treize analystes du laboratoire du FBI à Quantico, en Virginie.

Mais 17 ans plus tard, le même OIG accuse le FBI de ne pas en avoir tiré les leçons et d'avoir traité à la légère les affaires de peine de mort dans les huit années qui ont suivi. Les autorités locales, la défense ou l'accusation n'ont pas été alertés, et trois hommes ont été exécutés, faute de réexamen de leur dossier. AFP 20.04

Un internaute en rajoute :

- En dehors du FBI, il y a le cas récent d'Annie Dookhan, une chimiste experte judiciaire qui a volontairement falsifié plus de 34000 tests de dépistage de drogues, ce qui a conduit à presque autant de condamnations injustifiées. 21000 de ces condamnations ont été annulées le mois dernier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Les grévistes de la faim palestiniens dans une phase "critique" - AFP

Les centaines de Palestiniens en grève de la faim depuis 39 jours dans les prisons israéliennes entrent dans une phase "critique", averti jeudi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), après avoir vu tous les détenus.

"Les médecins du CICR ont rendu visite à tous les détenus en grève de la faim et surveillent de près leur situation", a déclaré le chef du département de la santé du CICR en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, Gabriel Salazar, dans un communiqué.

"Six semaines après (le début de) la grève de la faim, nous sommes préoccupés par les éventuelles conséquences irréversibles sur leur santé. Du point de vue médical, nous entrons dans une phase critique", a-t-il estimé.

Cet appel intervient au 39e jour de la grève de la faim collective entamée par des centaines de prisonniers palestiniens -emmenés par le très populaire dirigeant du Fatah, Marwan Barghouti- pour réclamer des visites médicales régulières et l'accès au téléphone, entre autres.

M. Barghouti purge cinq peines de perpétuité pour des attentats meurtriers pendant la deuxième Intifada (2000-2005).

Les grévistes de la faim sont issus de toutes les mouvances politiques palestiniennes, du Fatah du président Mahmoud Abbas et de son grand rival Marwan Barghouti, aux partis de la gauche en passant par le Hamas islamiste. AFP 26.05

Ethiopie.

- Peine de prison en Ethiopie pour un dirigeant de l'opposition - Reuters

Un dirigeant de l'opposition en Ethiopie a été condamné jeudi à six ans et demi de prison après avoir été reconnu coupable de publication sur Facebook de commentaires relevant de "l'incitation au terrorisme", a rapporté son avocat.

Yonatan Tesfaye, ancien porte-parole du parti d'opposition Semayawi, avait été arrêté en décembre 2015 après avoir accusé la coalition au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), d'user de la force contre le peuple au lieu de privilégier le dialogue.

Ses commentaires avaient été postés sur Facebook le mois précédent, peu après le début de manifestations d'étudiants, de lycéens et de paysans oromo, l'ethnie la plus nombreuse du pays, pour protester contre un projet d'expansion de la capitale, Addis-Abeba.

Les troubles, qui se sont poursuivis l'an dernier et ont fait environ 500 morts, ont amené les autorités à imposer l'état d'urgence en octobre. Les associations de défense des droits de l'homme, et certains pays occidentaux, accusent les autorités éthiopiennes d'utiliser la législation antiterroriste pour museler l'opposition et empêcher toute dissidence. Reuters 25.05

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mai 2017

CAUSERIE

- Causerie du 28 mai, 8 pages.

Qui a dit ?

Message à tous les progressistes.

- "Les gens qui ne pensent qu'aux aspects de fond, ce sont de belles âmes, mais comme ils ne gagnent pas, on en a un peu rien à foutre".

Réponse : Le Premier ministre, Edouard Philippe. (huffingtonpost.fr 15.05)

Traduction : Donnez-vous le pour dit, sans surprise, le Premier ministre n'en a "rien à foutre" des questions sociales qui préoccupent les masses laborieuses parce que leurs représentants "ne gagnent pas", ne peuvent pas gagner dans le cadre des institutions ou du jeu électoral truqué, conclusion à en tirer : Elles doivent les renverser.

Bref, quand ils ne vous traitent pas d'illettrés, ce qui est une insulte dans leur bouche, ils vous disent en face qu'ils n'en ont rien à foutre de vous et vos besoins ou aspirations.

La jeunesse est révolutionnaire !

- Plus de la moitié des jeunes en Europe participerait à un «soulèvement de masse» - wsws.org

Ce n'est pas tous les jours que les jeunes se font demander, par une importante organisation internationale, s'ils voudraient participer à un «soulèvement de masse». Mais c'est exactement ce que l'Union européenne de radio-télévision, la plus grande alliance de chaînes de télévision publiques du monde, a fait dans un sondage de près d'un million de personnes âgées entre 18 et 35 ans.

Lorsqu'on leur a demandé «Participeriez-vous activement à un soulèvement à grande échelle contre la génération au pouvoir si elle se produisait dans les prochains jours ou les prochains mois?», plus de la moitié des répondants, 53%, ont dit oui. En Grèce et en France, le nombre était de plus de 60%.

La question semble avoir été formulée pour atténuer le résultat, en embrouillant intentionnellement la question en faisant référence à un conflit intergénérationnel. Mais les réponses aux autres questions indiquent clairement les sentiments qui motivent les jeunes à dire qu'ils participeraient à un «soulèvement». Le sondage a découvert que les jeunes sont extrêmement préoccupés par les inégalités sociales, s'opposent à la guerre et compatissent avec les réfugiés.

Lorsqu'on a demandé à plus de 500.000 personnes si «Les banques et l'argent dirigent le monde», près de 9 jeunes sur 10 ont dit qu'ils étaient d'accord.

Dans le même ordre d'idées, lorsque les répondants se sont fait demander si l'écart entre les riches et les pauvres s'agrandissait, 89% ont répondu dans l'affirmative.

Lorsqu'on leur a demandé si «les politiciens sont corrompus», les répondants ont été encore plus catégoriques: seulement 8% d'entre eux ont dit «Non, peu d'entre eux le sont». L'écrasante majorité a répondu «oui»: soit «quelques-uns le sont» ou «ils le sont pratiquement tous».

Thomas Grond, le dirigeant des Jeunes Publics à l'Union européenne de radio-télévision, a dit au WWSW que les chiffres montraient un effondrement «catastrophique» dans la confiance des institutions sociales. «La confiance dans les médias, les politiciens, les institutions religieuses, il n'y en a plus.»

«Une grande partie de la jeune population ne sent pas que les politiques tiennent compte d'eux», a dit Grond. «Elles servent à préserver le système, et il n'y a pas beaucoup de changement. Et où il y a du changement, c'est rétrograde.»

Lorsqu'on lui a demandé s'il était surpris par le fait que tant de jeunes personnes ont dit qu'elles seraient prêtes à participer à un «soulèvement à grande échelle», Grond a répondu franchement: «Pas vraiment.» Il a dit que le sondage montre que, malgré

leur scepticisme envers les institutions sociales, les jeunes sont généralement optimistes à propos de l'avenir, et «prêts à participer» dans la vie politique. «La société ne leur donne tout simplement aucune chance de démontrer ce qu'ils sont capables de faire», a-t-il dit.

Grond a dit qu'il était surpris par l'opposition largement ressentie envers le nationalisme parmi les participants du sondage. «78% des jeunes en Allemagne ont noté la montée du nationalisme et dit que c'était une mauvaise chose», a affirmé Grond. Par opposition, seulement 11% des répondants ont dit que la montée du nationalisme était un développement positif.

Significativement, en Allemagne, où la classe dirigeante est engagée dans une campagne pour réhabiliter le nationalisme et le militarisme – incluant par des universitaires comme Jörg Baberowski, qui a dit que «Hitler n'était pas cruel» et «n'était pas un psychopathe» – plus de deux tiers des jeunes ont dit qu'ils ne seraient pas prêts à se battre dans une guerre.

À travers l'Europe, malgré la promotion incessante du militarisme et des sentiments proguerres par les médias, plus de la moitié des jeunes gens ont dit qu'ils refuseraient de «se battre pour [leur] pays».

À commencer par le référendum britannique du 23 juin 2016 pour quitter l'Union européenne, suivi de l'élection du milliardaire fascisant Donald Trump comme président des États-Unis en novembre, les médias internationaux n'ont cessé d'affirmer que les populations des pays les plus avancés sont envahies par une montée du nationalisme, du militarisme et des sentiments de droite.

Le sondage montre quelque chose de très différent. À l'affirmation: «l'immigration enrichit leur société», près de trois quarts des personnes sondées ont répondu dans l'affirmative. wsws.org 22.05

Parole à d'enseignant-chercheurs et de chercheurs.

- Élections présidentielles - Groupe Jean-Pierre Vernan - groupejeanpierrevnant.info 18.05

(Le groupe Jean-Pierre Vernan réunit 59 universitaires proches de la gauche de gouvernement, et exerçant les fonctions de Biatss, d'enseignant-chercheurs et de chercheurs dans les universités Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris 2 Panthéon Assas, Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Paris 5 Paris Descartes, Paris 7 Denis Diderot, Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Paris 10 Nanterre, Paris 12 Paris-Est Créteil, Paris 13 Nord et Paris-Est Marne-la-Vallée. <http://www.groupejeanpierrevnant.info>

Extraits.

1- Lobby soit qui manigance.

Comme M. Minc, M. Macron a recours à la falsification pour se construire auprès des journalistes une image d'intellectuel – son échec au concours de l'Ecole Normale Supérieure semble être resté comme une brûlure cuisante. Assistant éditorial (correcteur d'épreuves) de l'ouvrage La Mémoire, l'histoire, l'oubli (Seuil, 2000), il se présente encore comme assistant de Ricœur – qui a pris sa retraite universitaire en 1981 quand M. Macron avait 4 ans – ayant entretenu de longues conversations philosophiques d'égal à égal avec celui-ci [15]. Chacune de ses tirades “philosophiques” suffit à démontrer que son DEA n'a laissé que de vagues traces mal digérées [16].

M. Macron (Inspection des finances) est à l'évidence une émanation de cette logique (l'abandon de l'intérêt général au profit de l'intérêt privé - ndlr), incarnée par le groupe anonyme des Gracques et en particulier par M. Jouyet (Inspection des finances). M. Macron est entré en politique à l'occasion du rapport Attali-Macron commandé en 2008 par M. Sarkozy. Notons que M. Attali a la particularité d'être passé par le Corps des mines avant l'Inspection des finances. Le parrain en politique de M. Macron est M. Minc (Inspection des finances) qui s'était lui-même fait connaître par le rapport Nora-Minc. M. Minc, condamné pour plagiat, illustre bien le changement du rapport au savoir des lobbies néolibéraux : conserver l'apparence de l'érudit pour accréditer le mythe d'une sphère gestionnaire compétente au service de l'intérêt général

Notes

[15] http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/01/emmanuel-macron-un-intellectuel-en-politique_4991027_823448.html#hP4h9HLuGv55OpA.99%20%20voir aussi: http://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-philosophe-ces-intellectuels-qui-n-y-croient-pas_1827700.html

[16] M. Macron, dans ses phases messianiques, s'est fait une spécialité d'énoncés du type : “J'ai toujours assumé la dimension de verticalité, de transcendance, mais en même temps elle doit s'ancrer dans de l'immanence complète, de la matérialité” <http://www.lejdd.fr/Politique/Emmanuel-Macron-confidences-sacrees-846746> qui alternent avec une rhétorique “indie mystique” sur la transsubstantiation et la libération d’“énergies”.

2- Élections présidentielles : la lutte des places.

Plus personne, hormis les candidats à l'élection présidentielle, ne fait mine de croire ni à l'Homme providentiel ni aux calculs relevant plus du Pari Mutuel Urbain que de la démocratie.

Une partie de la difficulté provient de la nature même du mouvement populiste de M. Macron : il ne possède qu'une base électorale restreinte (les quelques 6% d'électeurs sociaux libéraux) et doit donc l'élargir en obtenant le consentement de groupes sociaux aux intérêts divergents à son entreprise d'adaptation du pays à un capitalisme de type Silicon Valley, fait d'exaltation de l'individu, de start-up numériques, de GAFAs, de mondialisation néolibérale et de New Public Management. Pour ce faire, la start-up césariste de M. Macron utilise les techniques usuelles du marketing pour promouvoir le "produit" Macron, à commencer par la surexposition médiatique. Le corps électoral est découpé en segments de marché travaillés séparément sur la base de questionnaires destinés à trouver les slogans les plus efficaces.(...)

Bien plus qu'un chat de Cheshire, M. Macron a ainsi toutes les apparences d'un chat de Schrödinger, constitué d'états superposés. La "Révolution" annoncée est peut-être là, dans cette synthèse entre Robert Hue, Alain Madelin, François Ruyg et Xavière Tiberi, pour ne citer que quelques noms.

La production d'énoncés contradictoires est cependant plus un symptôme qu'une habitude. Le messianisme de M. Macron reposant sur le récit (storytelling) d'une pacification de la société par l'indifférenciation politique, son discours se compose le plus souvent d'énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescence destinés avant tout à nier tout antagonisme économique et social. (...)

Plus généralement, les adjectifs "véritable", "vrai" et "réel" sont devenus, dans leur usage politique, les marqueurs d'une falsification du discours : créer un changement apparent là où l'intention est de poursuivre dans la continuité la logique dominante.

Nous entendons par néolibéralisme l'idéologie consistant à soumettre l'ensemble des relations humaines au marché et à la mise en concurrence : <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

Sur les conseils de M. Niel, M. et Mme Macron sont conseillés par Mme Marchand, spécialisée dans l'émission et le contrôle de rumeurs ainsi que dans la production de photographies avantageuses de paparazzi ou du rachat de photographies gênantes : <http://www.vanityfair.fr/enquetes/articles/article-magazine-mimi-marchand-la-reine-des-people-au-chevet-des-macron/51393>

Les "clefs de la garde-robe" de Mme Macron ont été confiées à Mme Arnaud, DGA de Vuitton, épouse de M. Niel et fille de M. Arnaud : http://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/photos_-_brigitte_macron_entierement_relookee_par_delphine_arnault_pour_paraitre_plus_jeune_376762

3- Troisième partie. Nel mezzo del cammin di nostra vita.

La colère des classes moyennes se poursuit, délaissant, dédaigneuse, les deux grands partis de gouvernement, en cours de dislocation. (...) Le populisme de M. Macron a optimalement fonctionné et offre au néolibéralisme une adhésion qui a pratiquement doublé, puisqu'elle atteint maintenant 10% du corps électoral [2]. Ainsi, le vieux monde s'offre un peu de répit en prolongeant pour quelque temps son règne avec, pour tout navire amiral, un canot de sauvetage. (...)

La start-up En Marche a, selon les préceptes du centralisme technocratique, une gouvernance resserrée structurée en cercles concentriques. M. Macron (appelé "EM" ou "le chef" ou "le boss") est au centre, entouré d'un premier cercle, très restreint, qui a le pouvoir d'arbitrage. M. Kohler est le bras droit de M. Macron. M. Pisani-Ferry assure la coordination du programme, et il est secondé par un jeune économiste, M. Amiel. Les autres personnages du premier cercle sont des communicants ou des stratèges politiques, comme M. Emelien : l'objet de la campagne n'est pas de produire des idées politiques publiques mais des éléments de langage calibrés pour des segments électoraux. Le deuxième cercle complète le premier : des managers de pôles thématiques, M. Bigorgne, M. Casas, M. Cazenave, M. Piechaczyk, qui sont chargés de chapeauter des chefs de groupe et de consolider [sic] les documents programmatiques. (...)

Le troisième cercle comprend ceux qui ont contribué directement au programme. Il est constitué de M. Coulhon, chef du groupe En Marche pour l'enseignement supérieur et la recherche, de M. Aghion, théoricien des politiques menées depuis 10 ans, de M. Lichtenberger, du groupe Marc Bloch et de Terra Nova et de M. Korolitski, qui met en œuvre les programmes IDEX/ISITE, LABEX, EQUIPEX, IDEFI, Instituts Convergences, formations numériques, ainsi que ceux du PIA3 au Commissariat général à l'investissement — il avait auparavant œuvré onze ans au ministère, notamment pour concevoir et déployer le système LMD. (...)

Sautons temporairement le quatrième cercle pour passer au cinquième cercle, qui se compose des candidats aux législatives, recrutés par des méthodes inspirées du secteur privé, conformément à la stratégie de marketing politique qui a assuré l'élection du produit de l'année. Il s'agit d'obtenir l'adhésion à une division fonctionnelle du travail politique qui cantonne les parlementaires dans le rôle de simples exécutants (subordinate). À cette fin, l'investiture de la "République en marche" est soumise à la signature

d'un "contrat avec la nation" qui engage les candidats sélectionnés à voter sans délibération les projets présentés par le futur gouvernement — en violation de l'article 27 de la constitution qui interdit le mandat impératif.

Le sixième cercle se compose des adhérents d'En Marche structurés en groupes (sub-nation). (...)

Le septième cercle est celui des "marcheurs" devenus tels par une adhésion effectuée en un clic. Contrairement à l'affichage, aucun de ces trois cercles extérieurs n'a eu la moindre incidence sur le programme. (...)

Le quatrième cercle, dont nous connaissons désormais exactement les pratiques, est de loin le plus intéressant: il s'agit du cercle des courtisans, un mixte de présidents et vice-présidents d'université et d'établissement, directeurs d'instituts et de centres de recherche, recteurs, dirigeants de syndicats étudiants, tous ceux qui sont pris dans l'irréversibilité de l'engagement dans les strates bureaucratiques s'empressent, à l'heure de la curée, tentant d'anticiper ce que le "boss" attend. Ceux-là pensent avoir compris comment prospérer sous un régime d'économie de la promesse : ils se vivent en stratèges dans l'accompagnement de la politique de la terre brûlée. (...)

Le populisme de M. Macron reposant sur le récit (storytelling) d'une pacification de la société par l'indifférenciation politique, son discours et son programme se composent le plus souvent d'énoncés ouverts, euphémisés, cotonneux, à la logique évanescence destinés avant tout à nier tout antagonisme économique et social. (...)

Le néolibéralisme s'est libéré des racines naturalistes du libéralisme, faisant des mécanismes économiques le fruit d'un "penchant naturel de l'Homme pour l'échange". Le néolibéralisme nie toute naturalité au marché : pour qu'il existe, il faut le produire par une intervention gouvernementale énorme destinée à promouvoir un régime d'inégalité. Si le néolibéralisme produit médiocrité et bureaucratie sans limite, c'est qu'il est par essence une méthode de gouvernement qui repose sur la production illimitée de dispositifs de mise en concurrence. Fin.

Et quel est le meilleur moyen de lutter contre cette concurrence ? S'organiser.

En famille.

- À Bruxelles, Trump fait savoir à Macron qu'il était "son" candidat - L'Express.fr

Et le chef de la Maison Blanche de faire cet aveu, lors du déjeuner à l'ambassade américaine à Bruxelles, au président de la République: "You were my guy!" Traduction, "C'était vous!" Emmanuel Macron aurait été "le candidat" de Donald Trump. L'Express.fr 25.05

Ils osent tout.

- Temps de parole : La République en marche s'estime lésée - LePoint.fr

- Le porte-parole du gouvernement critique Hanouna mais relève son "talent" - L'Express.fr

Le Monde pris à son propre piège.

- Malkovich cité à tort dans Swissleaks : la condamnation du Monde confirmée - AFP

La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi la condamnation du journal le Monde, qui avait affirmé à tort que l'acteur américain John Malkovich détenait un compte caché en Suisse, dans le cadre des révélations dites SwissLeaks sur la banque britannique HSBC.

Chose rare, Le Monde est condamné à publier en une du journal et en page d'accueil de son site internet un communiqué judiciaire, une fois la décision devenue définitive.

Les journalistes auteurs de l'article, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ont été condamnés chacun à 1.500 euros d'amende, et le directeur de la publication à 1.000 euros d'amende.

Tous trois ont été condamnés à verser solidairement au total 10.000 euros de dommages et intérêts à John Malkovich.

L'avocat du Monde, Me Christophe Bigot s'est dit "très choqué" par cette décision qui lui apparaît "totalement excessive".

Me Julia Minkowski, avocate de l'acteur, avec Me Hervé Temime, s'est félicitée de la décision de la cour d'appel, soulignant une nouvelle fois la "légèreté confondante" de l'enquête des journalistes.

Dans son édition datée du 10 février 2015 et sur son site internet dès le 8 février, Le Monde avait publié une enquête revenant sur le système d'évasion fiscale mis en place par la banque britannique HSBC avec, pour plaque tournante, sa filiale suisse HSBC Private Bank Suisse (HSBC PB).

Le quotidien citait les noms de plusieurs personnalités ayant détenu, durant la période allant de 2005 à 2007, un compte caché en Suisse. Dans ce que le journal appelait "le gotha des évadés fiscaux" figurait le nom de John Malkovich.

Ses avocats ont fait valoir que l'acteur avait en fait un compte-titres dans une banque qui a été rachetée par HSBC. Ce compte avait été clôturé le 30 novembre 1999, soit un mois avant la création même de HSBC PB, et il avait été dûment déclaré à l'administration fiscale américaine. AFP 24.05

"Si la plupart des sources utilisées sont fiables, la présentation des faits par le site lemonde.fr est souvent trompeuse. Il relaie également parfois des rumeurs non vérifiées. Soyez prudents avec le site lemonde.fr et croisez avec d'autres sources. Si possible, remontez à l'origine de l'information"

Commentaires d'internautes

1- Ne lisez pas le monde, c'est plus simple et on gagne du temps

2- Le Monde? Source fiable?

OSDH cité comme source unique du conflit syrien pendant plus de deux ans avant qu'on sache que ce fameux "observatoire" n'était qu'un homme seul dans une mainson... à Coventry...

Source fiable? Toutes les intox de CNN, NYT et Wa Po balancées par des "sources anonymes" du renseignement US?

Source fiable? Toutes les déclarations officielles de l'OTAN reprises comme argent comptant sans aucun recul ni enquête?

Source fiable? Le gouvernement putschiste, véreux et fasciste d'Ukraine?

3- Mon divorce du Monde fut prononcé alors qu'il tentait encore de "rendre compte" de ce coup d'État "sans violence ni nazis" en Ukraine. Nous ne nous sommes pas revus depuis.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: l'armée reprend la route reliant Damas à Palmyre - AFP

L'armée syrienne est parvenue à reprendre pour la première fois depuis 2014 l'autoroute reliant Damas à la cité antique de Palmyre, après avoir chassé grâce au soutien russe le groupe Etat islamique (EI) d'une large zone désertique, rapporte une ONG.

La ville millénaire, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco et située en plein désert syrien, était accessible depuis mars à partir de Homs, troisième ville de Syrie (150 km plus à l'ouest).

Mais depuis jeudi soir, il est possible de s'y rendre de nouveau à partir de la capitale syrienne. AFP 26.05

Irak

- L'EI teste ses armes chimiques sur des hommes: "Comme les Nazis" - 7sur7.be

Ou la CIA ! - LVOG

Selon The Times, Daesh teste ses armes chimiques sur des "cobayes humains". Des documents ont été découverts par les

forces spéciales irakiennes à l'université de Mossoul. Des experts ont authentifié ces preuves. Et leur contenu fait froid dans le dos.

Dans ces documents, on apprend que l'EI expérimente ses armes chimiques sur des prisonniers vivants. Au moins deux personnes sont mortes lors de ces terribles pratiques. Par exemple, un homme pesant plus de 100 kg a été empoisonné par du sulfate de thalium dissimulé dans sa nourriture. Au bout de 48 heures, il a commencé à se plaindre: tournis, fièvre, gonflement du ventre et de la tête. Dix jours plus tard, il mourait.

Pour Daesh, le sulfate de thalium est considéré comme "le poison idéal". Pourquoi? Il est difficile à détecter et les premiers symptômes se manifestent seulement après quelques jours.

L'EI dispose d'un autre poison mortel. Il s'agit d'une forme de nicotine qui peut être injectée et propagée par simple contact humain. Lors d'une injection, le "cobaye" perd rapidement la conscience et il ne faut que 120 minutes pour déclarer sa mort. 7sur7. be 21.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

USA

- USA: 30% de la population se dit en difficultés financières - lefigaro.fr

Au total, 73 millions d'adultes aux Etats-Unis "ont, à des degrés divers du mal à s'en sortir", plus particulièrement les populations noires et hispaniques, note la Fed dans son rapport 2016 sur le bien-être financier des ménages.

Près de la moitié des Américains (44%) affirment par ailleurs ne pas être en mesure de faire face à une dépense exceptionnelle de 400 dollars, sauf à devoir vendre un bien ou à emprunter, note le document. "Une importante proportion d'adultes ont du mal à assumer les dépenses courantes et auraient du mal à faire face à des difficultés inattendues", souligne la Fed.

Les frais médicaux, au coeur d'une intense bataille politique à Washington, constituent un fardeau particulièrement lourd pour les ménages. En 2016, 10% d'entre eux devaient encore honorer des dettes liées à des dépenses médicales consenties l'année précédente.

La dette étudiante reste également un point noir, selon le rapport qui indique qu'un tiers des personnes ayant contracté un emprunt pour financer leurs études sont en retard dans leurs remboursements.

Selon le rapport, la situation globale des ménages américains s'est toutefois légèrement améliorée en 2016, 70% d'entre eux affirmant être à l'aise financièrement ou vivre de manière correcte contre 69% en 2015 et 62% en 2013. lefigaro.fr 19.05

Ceci explique cela...

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mai 2017

CAUSERIE

● Causerie du 31 mai, 24 pages.

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour faciliter l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillées. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chéreau (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattions féroce et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretenaient Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs ou les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus

les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplé, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalités sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manières, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enfermer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprenne bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétins qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception totale ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminants qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

[Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.](#)

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société régit la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et de l'ensemble en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales

franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation dans les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhaite pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent, coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connaissent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournaient du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

[Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?](#)

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main,

à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle-même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

[Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.](#)

- MacronLeaks, l'ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l'équipe de campagne d'En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

[Qui a dit ?](#)

Qui a vanté le " talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

[Quand même une bonne nouvelle.](#)

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.

"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

[Macron superman](#)

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aime l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Élysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchétchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprends à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

[En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.](#)

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 (http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312)

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvance trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la

part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience », puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 à ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale », avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

[Tous d'accord pour casser le code du travail.](#)

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le

désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces aérospatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km². Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: L'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber

Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.com Les pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndlr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

[Des institutions corrompues à balayer !](#)

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m² dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a

notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

Mélenchonneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Elysée.

Le chef de l'Etat français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un Etat syrien", mettant en garde contre le risque d'un Etat failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis) mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

[Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.](#)

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : "je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c'est la façon la plus pacifiste d'y parvenir." "La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays", selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s'est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orbán selon notre correspondante, Andrea

Hajagos : "le Conseil de l'Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l'amendement de cette loi, le mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d'aides sociales pour atténuer les effets de l'inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d'aides sociales d'une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu'une hausse d'environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d'impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d'un plan de réformes lié à l'obtention d'un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

[Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...](#)

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l'archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l'EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05

En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Élysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'Etat tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Élysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de proférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'Etat se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de proférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.
sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contrevérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. fr.sputniknews.com 30.05

Commentaires d'internautes

- 1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.
- 2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !
- 3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.
- 4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.
- 5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - LeFigaro.fr

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. LeFigaro.fr 27.05

UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - Reuters

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05

[Haut de page ↗](#)